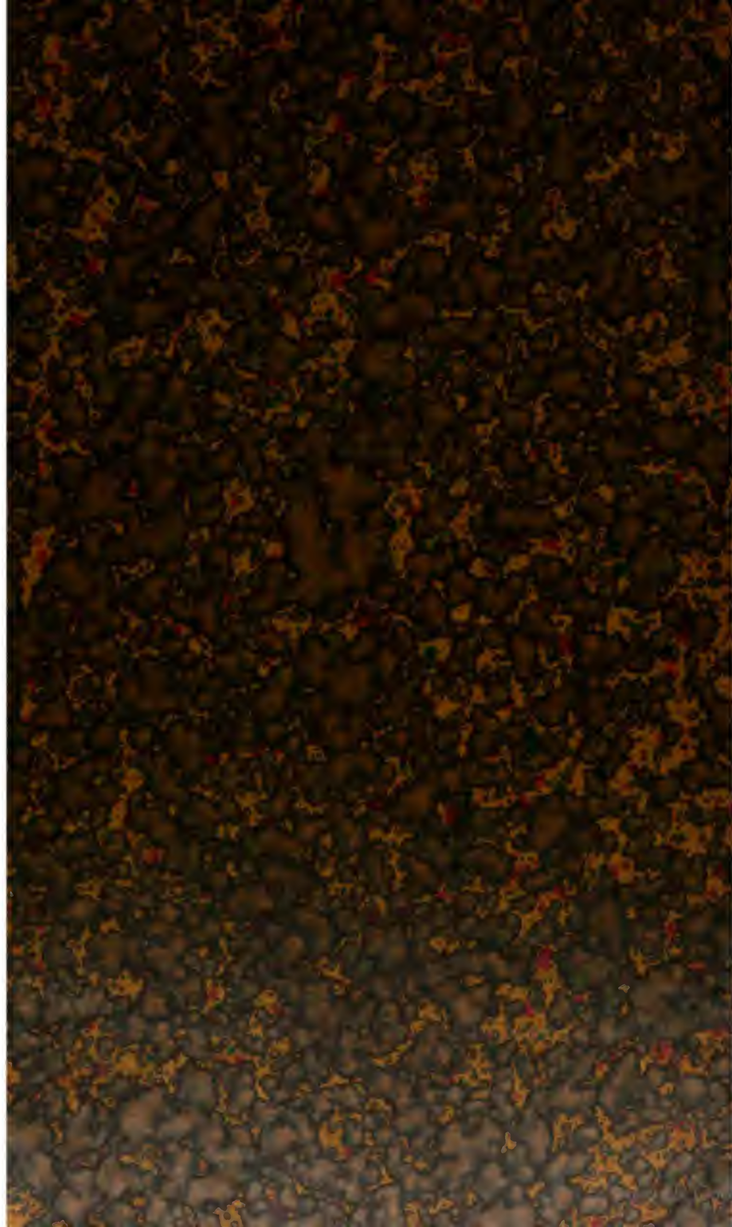
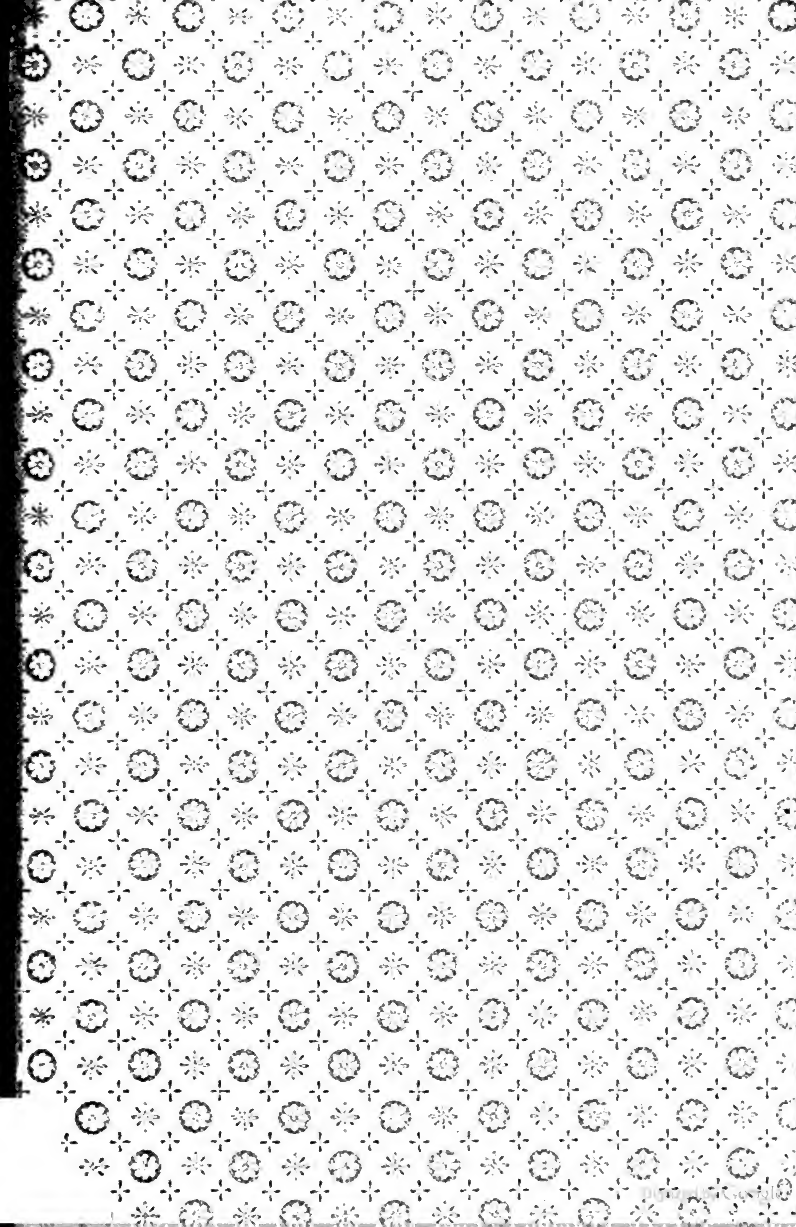








MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

Ce volume à été déposé au ministère de l'intérieur (direction de la librairie) en août 1866.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

ÉCRITS EN FRANÇAIS PAR LUI-MÊME

PUBLIÉS CONFORMÉMENT AUX MANUSCRITS ORIGINAUX
CONSERVÉS AUX ARCHIVES DU CABINET A BERLIN

AVEC DES NOTES ET DES TABLES

PAR

MM. E. BOUTARIC ET E. CAMPARDON
ARCHIVISTES AUX ARCHIVES DE L'EMPIRE

TOME PREMIER



PARIS
HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 10

1866

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

Nous ne ferons pas précéder cette nouvelle édition des *Mémoires de Frédéric II* d'une notice biographique sur ce prince : il s'est peint lui-même et a raconté l'histoire de son règne avec une telle sûreté d'informations et une si grande supériorité, qu'il serait téméraire et inutile de chercher à retracer en quelques lignes les grands événements auxquels il prit part et qu'il domina de son génie. Nous nous bornerons à donner quelques brèves notions sur la composition de ses *Mémoires :* en un mot, nous envisagerons le Roi de Prusse uniquement comme historien.

Les *Mémoires de Frédéric II* sont un des monuments historiques les plus importants, et cependant ils sont peu connus. Cela tient principalement à ce qu'ils n'ont pas été publiés séparément. Pour les consulter, on est obligé de les chercher dans les œuvres complètes, où ils n'occupent pas une place bien distincte. Dans les différentes éditions, l'autobiographie du Roi ne forme pas un tout sous le nom de *Mémoires;* mais elle se compose de plusieurs parties ayant chacune un titre à part : *Histoire de mon temps*, *Histoire de la guerre de sept ans*, etc. Ces titres sont quelquefois inexacts : par exemple, *La guerre de sept ans* renferme le récit des événements depuis 1745.

Ce défaut apparent d'unité est le fait des éditeurs chargés en 1788 de publier les œuvres historiques inédites de Frédéric II. Ils obéirent à un scrupule étroit en reproduisant dans leur édition les titres qu'ils trouvèrent inscrits en tête des différents cahiers dont se composaient les Mémoires autographes du Roi, titres qui n'étaient pas définitifs et dont certains avaient été ajoutés par des secrétaires. Nous avons cru devoir rendre à l'œuvre du grand Frédéric son unité en réunissant sous le titre de *Mémoires* l'histoire des événements dont il fut l'acteur ou le témoin : mais nous avons respecté et reproduit à l'état de sous-titres les dénominations sous lesquelles les diverses parties de cette œuvre sont connues jusqu'ici. De cette manière nous ne changeons rien à l'ordre établi, nous conservons les anciennes divisions; nous avons seulement par un titre général relié les parties d'un même tout qui étaient jusqu'ici restées séparées.

Passons en revue ces différentes parties :

Histoire de mon temps, *de* 1740 *à* 1745. Il y a deux rédactions de cet ouvrage : l'une, restée inédite, fut terminée en 1746; l'autre, qui complète la première, est l'œuvre de la vieillesse du Roi, elle est de 1775 ; il l'intitula lui-même *Histoire de mon temps,* titre qui dans sa pensée devait sans aucun doute s'étendre aux autres parties de son ouvrage. La première rédaction était destinée à faire suite à l'*Histoire de Brandebourg* que Frédéric se proposait d'écrire, et dont il publia en 1751, sous le titre de *Mémoires de Brandebourg*, un résumé depuis les temps les plus reculés jusqu'à son avénement au trône en 1740.

L'ouvrage connu sous le titre d'*Histoire de la guerre de sept ans* a été achevé de rédiger en 1763; mais Fré-

déric y fit de fréquents changements, ainsi que l'attestent les ratures du manuscrit original et les nombreuses bandes de papier chargées de corrections et d'additions qui sont collées sur l'autographe. L'Avant-propos est daté du 3 mars 1764. Le Roi considérait ce travail comme la suite de l'*Histoire de mon temps*. La dénomination d'*Histoire de la guerre de sept ans* a été ajoutée sur le manuscrit par un employé aux archives.

En 1775, Frédéric écrivit l'histoire de la période écoulée entre la paix d'Hubertsbourg, qui mit fin à la guerre de sept ans, et le partage définitif de la Pologne. C'est la partie la plus curieuse de ses *Mémoires;* il s'y montre d'une franchise qui ne saurait faire excuser sa participation au partage de la Pologne. Il ajouta quelques nouveaux chapitres qui conduisent à 1778. Alors éclate la guerre pour la succession de la Bavière, et le vieux Roi prend une dernière fois les armes pour arrêter l'ambition de l'Empereur Joseph II. La relation de la guerre de 1778 forme le dernier chapitre de ses *Mémoires*.

Les manuscrits autographes des *Mémoires de Frédéric II* sont déposés aux archives du cabinet à Berlin ; ce fut d'après eux que l'on en donna en 1788 la première édition, dans le recueil des œuvres complètes de ce Roi publié par l'ordre de son successeur Frédéric-Guillaume II ; mais cette édition ne fut pas entièrement conforme aux originaux. Le ministre d'État, comte de Hertzberg, qui avait été chargé de présider à la publication des ouvrages de Frédéric II, s'était engagé à reproduire intégralement les manuscrits. Il ne tint pas parole. Il fit de nombreuses suppressions, qui toutes, il est vrai, portaient sur des passages qu'il eût été inconvenant et

même dangereux de reproduire fidèlement. Ces altérations, très-regrettables, mais qui ne sont peut-être pas sans excuse, vu le temps où se faisait la publication, portent presque toutes sur des appréciations sévères, des événements scandaleux ou même criminels concernant des princes étrangers encore vivants; il était impossible au gouvernement prussien de publier certains passages des *Mémoires* relatifs à Catherine de Russie. Les éditions qui se sont succédé depuis ont toutes reproduit l'édition de 1788, car les originaux étaient restés enfouis dans les archives secrètes de la cour de Prusse. Enfin, de nos jours, à une époque où Frédéric II et ses contemporains étaient définitivement entrés dans l'histoire et où la vérité reprenait tous ses droits, le Roi Frédéric-Guillaume III ordonna la publication des œuvres complètes authentiques de Frédéric le Grand, et chargea de ce soin M. Preuss, historiographe de Brandebourg, connu par ses excellents travaux historiques sur Frédéric. M. Preuss exécuta ce travail sous la direction de l'Académie de Berlin. L'édition officielle a commencé à paraître en 1846; ce sont de magnifiques volumes in-quarto exécutés avec luxe par les presses de l'imprimerie royale de Berlin; cette édition est destinée à être donnée en cadeau, elle est très-peu répandue.

Il serait intéressant de rapprocher l'édition des œuvres complètes de Frédéric II donnée par le gouvernement prussien, de la correspondance de Napoléon Ier publiée par le gouvernement français. L'esprit qui a présidé à ces deux éditions est entièrement différent. Les lettres de Napoléon ont eu surtout pour but de nous faire connaître l'homme politique, l'administrateur, le guerrier; dans les œuvres de Frédéric II, au

contraire, on a pris à tâche de ne donner que les lettres ou les ouvrages qui pouvaient faire connaître l'homme privé. Les *Mémoires* publiés en 1788 y figurent, il est vrai, sans les suppressions faites par M. de Hertzberg; mais toutes les correspondances politiques qui en auraient formé pour ainsi dire les pièces justificatives ont été soigneusement et systématiquement écartées; il faut le regretter, car la mémoire de Frédéric eût beaucoup gagné à la publication de ses dépêches politiques.

L'édition que nous offrons aujourd'hui au public reproduit les *Mémoires de Frédéric* d'après la dernière édition de Berlin; nous espérons qu'elle popularisera en France un livre qui est destiné à prendre rang parmi les classiques de l'histoire, et qui puisera un nouvel élément de succès dans cette circonstance qu'il est écrit en français. Frédéric II n'est pas un grand écrivain; ses tours sont quelquefois bizarres, mais il a du feu et de la clarté. Et d'ailleurs, quel intérêt ne doit pas offrir le récit des grands événements qui ont troublé l'Europe de 1740 à 1778 et dans lesquels il joua l'un des premiers rôles? L'histoire du monarque prussien est intimement liée à celle de la France; dans toutes les questions nous l'avons rencontré, tantôt comme allié, tantôt comme ennemi; son influence s'étend partout. Il a changé l'équilibre européen et préparé dans l'ordre politique une révolution qui n'est pas encore accomplie. En lui s'est incarné le génie de la Prusse, et il a légué ses *Mémoires* à ses successeurs comme un testament politique où ils devaient à la fois puiser le précepte et l'exemple.

Rien de plus curieux à cet égard que les avant-propos qu'il a placés en tête des différentes parties de ses *Mémoires*. Pour lui, l'histoire est l'école des princes; mais

pour être profitable, il faut qu'elle soit vraie; or, qui peut mieux la retracer que celui qui en a été témoin?

Les faits militaires furent surtout l'objet de son attention, il en parle comme témoin oculaire ou d'après les rapports officiels, et telle relation de bataille fut différée de trois ou quatre jours pour la rendre plus exacte et plus véridique. Le plus grand capitaine du dix-huitième siècle s'est plu à décrire dans les moindres détails les batailles auxquelles il a assisté, et ses *Mémoires* doivent être le manuel de ceux qui se livrent à l'étude de la tactique de l'art militaire.

Ce qui le distingue avant tout, c'est une grande franchise; mais s'il reconnait souvent ses fautes, il se montre sévère et quelquefois injuste pour les autres princes. Il avait en politique une morale assez relâchée; il poursuivait un seul but, l'agrandissement de la Prusse, et pour atteindre ce but, tous les moyens lui paraissaient bons. Prévoyant les reproches qu'on pourrait un jour adresser à sa mémoire à ce sujet, il a voulu se justifier en posant des principes qu'il peut être avantageux de suivre, mais qu'il y a une certaine audace à poser en règle de conduite. « La postérité, dit-il [1], verra peut-être avec surprise dans ces *Mémoires* les récits de traités faits et rompus; quoique ces exemples soient communs dans l'histoire, cela ne justifierait pas l'auteur de cet ouvrage, s'il n'avait d'autres raisons meilleures pour excuser sa conduite. L'intérêt de l'État doit servir de règle à la conduite du souverain. . . . . Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément; si

[1] *Histoire de mon temps*, avant-propos de 1775.

on lui manque, il peut recourir à la protection des lois, et, quoi qu'il en arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre ; mais à quels tribunaux un souverain prendra-t-il recours si un autre prince viole envers lui ses engagements? La parole d'un particulier n'entraine que le malheur d'un seul homme ; celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Ceci se réduit à cette question : Vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompe son traité? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question? »

En s'exprimant ainsi, Frédéric travaillait à sa justification ; il cherchait à expliquer et à excuser la duplicité dont il avait fait preuve vis-à-vis de la France pendant la guerre de succession. Étant encore prince royal, il émettait des théories plus généreuses [1] ; après avoir tracé un portrait magnifique du prince tel qu'il doit être et avoir protesté contre le désir des conquêtes, il terminait ainsi : « En un mot, c'est un opprobre et une ignominie de perdre ses États, et c'est une injustice et une rapacité criminelles de conquérir ceux sur lesquels on n'a aucun droit légitime. » Il n'appliqua malheureusement pas toujours ces nobles théories; mais on lui doit cette justice de reconnaitre qu'il eut toujours en vue la grandeur et l'intérêt de la Prusse; qu'il n'exerça ses talents militaires que pour l'agrandir, jamais pour satisfaire sa vanité personnelle ou faire briller son génie, et qu'il sut toujours faire la paix lorsque le prolongement de la guerre ne devait lui apporter aucun nouvel avantage.

Ses *Mémoires* sont à la fois les confessions d'un roi et

[1] *Considérations sur le corps politique de l'Europe*, ouvrage composé en 1736.

le journal de campagne d'un guerrier de génie; en les lisant, l'esprit se reporte involontairement aux *Commentaires de César,* et lui-même ne se sentait pas indigne d'un tel parallèle [1].

C'est la première fois que les *Mémoires de Frédéric II* auront été publiés séparément. Les nouveaux éditeurs en donnent un texte conforme à l'édition officielle de Berlin qui a été établie sur les manuscrits autographes [2]. Les passages supprimés dans les précédentes éditions ont été rétablis et imprimés entre crochets, pour permettre au public d'apprécier les motifs et la valeur de ces suppressions. Des notes nombreuses, les dates placées au haut de chaque page, un Index alphabétique complet, mettront le lecteur à même de goûter avec fruit un des livres les plus importants et les plus curieux qui existent, et qui emprunte à des événements récents un nouvel intérêt, car la politique de Frédéric II est un héritage que la Prusse s'est fait un honneur de garder précieusement, et le passé offre avec le présent des analogies qui frapperont le lecteur.

[1] *Histoire de mon temps*, préface de 1775.

[2] Dans l'édition de Berlin, les *Mémoires* forment cinq volumes.



HISTOIRE
DE MON TEMPS.

AVANT-PROPOS.

1775[1].

La plupart des histoires que nous avons sont des compilations de mensonges mêlés de quelques vérités. De ce nombre prodigieux de faits qui nous ont été transmis, on ne peut compter pour avérés que ceux qui ont fait époque soit de l'élévation ou de la chute des empires. Il paraît indubitable que la bataille de Salamine s'est donnée et que les Perses ont été vaincus par les Grecs. Il n'y a aucun doute qu'Alexandre le Grand n'ait subjugué l'empire de Darius, que les Romains n'aient vaincu les Carthaginois, Antiochus et Persée; cela est d'autant plus évident qu'ils ont possédé tous ces États. L'histoire acquiert plus de foi dans ce qu'elle rapporte des guerres civiles de Marius et de Sylla, de Pompée et de César, d'Auguste et d'Antoine, par l'authenticité des auteurs contemporains qui nous ont décrit ces événements. On n'a point de doute sur le bouleversement de l'empire d'Occident et sur celui d'Orient, car on voit naître et se former des royaumes du

[1] Dans l'édition officielle de Berlin, il y a un Avant-propos daté de 1746, que nous ne reproduirons pas, attendu que les considérations philosophiques qu'il renferme sont plus heureusement développées dans le Prologue de 1775.

démembrement de l'empire romain; mais lorsque la curiosité nous invite à descendre dans le détail des faits de ces temps reculés, nous nous précipitons dans un labyrinthe plein d'obscurités et de contradictions, et nous n'avons point de fil pour en trouver l'issue. L'amour du merveilleux, le préjugé des historiens, le zèle malentendu pour leur patrie, leur haine pour les nations qui leur étaient opposées, toutes ces différentes passions qui ont guidé leur plume et les temps de beaucoup postérieurs aux événements où ils ont écrits, ont si fort altéré les faits en les déguisant, qu'avec des yeux de lynx même on ne parviendrait pas à les dévoiler à présent.

Cependant, dans la foule d'auteurs de l'antiquité, l'on distingue avec satisfaction la description que Xénophon fait de la retraite des dix mille qu'il avait commandés et ramenés lui-même en Grèce. Thucydide jouit à peu près des mêmes avantages. Nous sommes charmés de trouver dans les fragments qui nous restent de Polybe, l'ami et le compagnon de Scipion l'Africain, les faits qu'il nous raconte, dont lui-même a été le témoin. Les Lettres de Cicéron à son ami Atticus portent le même caractère; c'est un des acteurs de ces grandes scènes qui parle. Je n'oublierai point les Commentaires de César, écrits avec la noble simplicité d'un grand homme; et, quoi qu'en ait dit Hirtius, les relations des autres historiens sont en tout conformes aux événements décrits dans ces Commentaires; mais depuis César l'histoire ne contient que des panégyriques ou des satires. La barbarie des temps suivants a fait un chaos de l'histoire du Bas-Empire, et l'on ne trouve d'intéressant que les Mémoires écrits par la fille de l'empereur Alexis Comnène, parce que cette princesse rapporte ce qu'elle a vu. Depuis, les moines, qui seuls avaient quelque connaissance, ont laissé des annales trouvées dans leurs couvents, qui ont servi à l'histoire d'Allemagne; mais quels matériaux pour l'histoire!

Les Français ont eu un évêque de Tours, un Joinville et le Journal de l'Etoile, faibles ouvrages de compilateurs qui écrivaient ce qu'ils apprenaient au hasard, mais qui difficilement pouvaient être bien instruits[1]. Depuis la renaissance des lettres, la passion d'écrire s'est changée en fureur. Nous n'avons que trop de mémoires, d'anecdotes et de relations, parmi lesquelles il faut s'en tenir au petit nombre d'auteurs qui ont eu des charges, qui ont été eux-mêmes acteurs, qui ont été attachés à la cour ou qui ont eu la permission des souverains de fouiller dans les archives, tels que le sage président de Thou, Philippe de Comines, Vargas, fiscal du concile de Trente, mademoiselle d'Orléans[2], le cardinal de Retz, etc. Ajoutons-y les Lettres de M. d'Estrades, les Mémoires de M. de Torcy, monuments curieux, surtout ce dernier, qui nous développe la vérité de ce testament de Charles II, roi d'Espagne, sur lequel les sentiments ont été si partagés.

Ces réflexions sur l'incertitude de l'histoire, dont je me suis souvent occupé, m'ont fait naître l'idée de transmettre à la postérité les faits principaux auxquels j'ai eu part ou dont j'ai été témoin, afin que ceux qui à l'avenir gouverneront cet Etat, puissent connaître la vraie situation des choses lorsque je parvins à la régence, les causes qui m'ont fait agir, mes moyens, les trames de nos ennemis, les négociations, les guerres, et surtout les belles actions de nos officiers, par lesquelles ils se sont acquis l'immortalité à juste titre.

Depuis les révolutions qui bouleversèrent premièrement l'empire d'Occident, ensuite celui d'Orient; depuis les succès immenses de Charlemagne; depuis l'époque bril-

[1] Il n'est pas nécessaire de faire ressortir combien ce jugement est superficiel et faux. Mais Frédéric II était un élève de Voltaire, et les préjugés philosophiques le rendaient injuste.

[2] Mademoiselle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII.

lante du règne de Charles-Quint; après les troubles que la réforme causa en Allemagne et qui durèrent trente années; enfin après la guerre qui s'alluma à cause de la succession d'Espagne, il n'est aucun événement plus remarquable et plus intéressant que celui que produisit la mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison de Habsbourg.

La cour de Vienne se vit attaquée par un prince auquel elle ne pouvait supposer assez de force pour tenter une entreprise aussi difficile. Bientôt il se forma une conjuration de rois et de souverains, tous résolus à partager cette immense succession. La couronne impériale passa dans la maison de Bavière, et lorsqu'il semblait que les événements concouraient à la ruine de la jeune reine de Hongrie, cette princesse, par sa fermeté et par son habileté, se tira d'un pas aussi dangereux, et soutint sa monarchie en sacrifiant la Silésie et une petite partie du Milanais : c'était tout ce qu'on pouvait attendre d'une jeune princesse qui, à peine parvenue au trône, saisit l'esprit du gouvernement et devint l'âme de son conseil.

Cet ouvrage-ci étant destiné pour la postérité me délivre de la gêne de respecter les vivants et d'observer de certains ménagements incompatibles avec la franchise de la vérité : il me sera permis de dire sans retenue et tout haut ce que l'on pense tout bas. Je peindrai les princes tels qu'ils sont, sans prévention pour ceux qui ont été mes alliés et sans haine pour ceux qui ont été mes ennemis; je ne parlerai de moi-même que lorsque la nécessité m'y obligera, et l'on me permettra, à l'exemple de César, de faire mention de ce qui me regarde en personne tierce, pour éviter l'odieux de l'égoïsme. C'est à la postérité à nous juger; mais si nous sommes sages, nous devons la prévenir en nous jugeant rigoureusement nous-mêmes. Le vrai mérite d'un bon prince est d'avoir un attachement sincère au bien public, d'aimer sa patrie et la gloire : je dis la gloire,

car l'heureux instinct qui anime les hommes du désir d'une bonne réputation est le vrai principe des actions héroïques; c'est le nerf de l'âme qui la réveille de sa léthargie pour la porter aux entreprises utiles, nécessaires et louables [1].

Tout ce qu'on avance dans ces mémoires, soit à l'égard des négociations, des lettres de souverains ou de traités signés, a ses preuves conservées dans les archives. On peut répondre des faits militaires comme témoin oculaire : telle relation de bataille a été différée de deux ou trois jours pour la rendre plus exacte et plus véridique.

La postérité verra peut-être avec surprise dans ces mémoires les récits de traités faits et rompus. Quoique ces exemples soient communs, cela ne justifierait point l'auteur de cet ouvrage, s'il n'avait d'autres raisons meilleures pour excuser sa conduite.

L'intérêt de l'Etat doit servir de règle aux souverains. Les cas de rompre les alliances sont ceux : 1° où l'allié manque à remplir ses engagements; 2° où l'allié médite de vous tromper et où il ne vous reste de ressource que de le prévenir; 3° une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités; 4° enfin l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre [2].

Par je ne sais quelle fatalité, ces malheureuses richesses influent sur tout. Les princes sont les esclaves de leurs moyens; l'intérêt de l'Etat leur sert de loi, et cette loi est inviolable. Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable. Les exemples de pareils traités

[1] Triste aveu qui fait du désir de renommée le *vrai* principe des bonnes et des grandes actions : l'amour de la gloire est capable d'exciter à bien faire, mais la satisfaction de la conscience doit passer avant le suffrage des hommes.

[2] Ce n'était pas vraiment la peine de réfuter Machiavel pour arriver à émettre de semblables doctrines, où l'intérêt est donné comme la règle des actions d'un prince.

rompus se rencontrent communément. Notre intention n'est pas de les justifier tous. J'ose pourtant avancer qu'il en est de tels, que la nécessité ou la sagesse, la prudence ou le bien des peuples, obligeaient de transgresser, ne restant aux souverains que ce moyen-là d'éviter leur ruine.

Si François I[er] avait accompli le traité de Madrid, il aurait, en perdant la Bourgogne, établi un ennemi dans le cœur de ses Etats. C'était réduire la France dans l'état malheureux où elle était du temps de Louis XI et de Louis XII. Si, après la bataille de Muhlberg, gagnée par Charles-Quint, la ligue protestante d'Allemagne ne s'était pas fortifiée de l'appui de la France, elle n'aurait pu éviter de porter les chaînes que l'Empereur lui préparait de longue main. Si les Anglais n'avaient pas rompu l'alliance, si contraire à leurs intérêts, par laquelle Charles II s'était uni avec Louis XIV, leur puissance courait risque d'être diminuée, d'autant plus que, dans la balance politique de l'Europe, la France l'aurait emporté de beaucoup sur l'Angleterre.

Les sages, qui prévoient les effets dans les causes, doivent à temps s'opposer à ces causes si diamétralement opposées à leurs intérêts. Qu'on me permette de m'expliquer exactement sur cette matière délicate, que l'on n'a guère traitée dogmatiquement. Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément. Si on lui manque, il peut recourir à la protection des lois, et quoi qu'il en arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre; mais à quels tribunaux un souverain prendra-t-il recours, si un autre prince viole envers lui ses engagements? La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme, celle des souverains des calamités générales pour des nations entières. Ceci se réduit à cette question : vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompe son traité? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question?

Vous voyez par les cas que nous venons d'exposer qu'avant de porter un jugement décisif sur les actions d'un prince, il faut commencer par examiner mûrement les circonstances où il s'est trouvé, la conduite de ses alliés, les ressources qu'il pouvait avoir ou qui lui manquaient pour remplir ses engagements. Car, comme nous l'avons déjà dit, le bon ou le mauvais état des finances sont comme le pouls des Etats, qui influent plus qu'on ne le croit ni qu'on ne le sait dans les opérations politiques et militaires. Le public, qui ignore ces détails, ne juge que sur les apparences, et se trompe par conséquent dans ses décisions; la prudence empêche qu'on ne le désabuse, parce que ce serait le comble de la démence d'ébruiter soi-même par vaine gloire la partie faible de l'État : les ennemis, charmés d'une pareille découverte, ne manqueraient pas d'en profiter. La sagesse exige donc qu'on abandonne au public la liberté de ses jugements téméraires, et que ne pouvant se justifier pendant sa vie, sans compromettre l'intérêt de l'État, l'on se contente de se légitimer aux yeux désintéressés de la postérité [1].

Peut-être ne sera-t-on pas fâché que j'ajoute quelques réflexions générales à ce que je viens de dire sur les événements qui sont arrivés de mon temps. J'ai vu que les petits États peuvent se soutenir contre les plus grandes monarchies lorsque ces États ont de l'industrie et beaucoup d'ordre dans leurs affaires. Je trouve que les grands empires ne vont que par des abus, qu'ils sont remplis de confusion, et qu'ils ne se soutiennent que par leurs vastes ressources et par la force intrinsèque de leur masse. Les intrigues qui se font dans ces cours perdraient des princes moins

[1] Frédéric II, dans cette préface écrite en 1775, a formulé des doctrines politiques destinées à représenter comme le résultat de principes arrêtés toutes les atteintes données à la bonne foi et à l'équité dont il s'était rendu coupable dans le cours de son règne, et dont il trace dans ses mémoires le tableau adouci.

puissants : elles nuisent toujours mais elles n'empêchent pas que de nombreuses armées ne conservent leur poids.

J'observe que toutes les guerres portées loin des frontières de ceux qui les entreprennent n'ont pas les mêmes succès que celles qui se font à portée de la patrie. Ne serait-ce pas par un sentiment naturel dans l'homme qui sent qu'il est plus juste de se défendre que de dépouiller son voisin? Mais peut-être la raison physique l'emporte-t-elle sur la morale par la difficulté de pourvoir aux vivres dans un trop grand éloignement de la frontière, à fournir à temps les recrues, les remontes, les habillements, les munitions de guerre, etc. Ajoutons encore que, plus les troupes sont aventurées dans des pays lointains, plus elles craignent qu'on ne leur coupe la retraite ou qu'on ne la rende difficile. Je m'aperçois de la supériorité marquée de la flotte anglaise sur celle des Français et des Espagnols réunie, et je m'étonne comment la marine de Philippe II, ayant eu autrefois cet ascendant sur celle des Anglais et des Hollandais, n'a pas conservé d'aussi grands avantages.

Je remarque encore avec surprise que tous ces armements de mer sont plus pour l'ostentation que pour l'effet, et qu'au lieu de protéger le commerce, ils ne l'empêchent pas de se détruire. D'un côté se présente le roi d'Espagne, souverain du Potose, obéré en Europe, créancier à Madrid de ses officiers et de ses domestiques; de l'autre, le roi d'Angleterre, qui répand à pleines mains ses guinées, que trente ans d'industrie avaient accumulées dans la Grande-Bretagne pour soutenir la reine de Hongrie et la Pragmatique Sanction, indépendamment de quoi cette reine de Hongrie est obligée de sacrifier quelques provinces pour sauver le reste.

La capitale du monde chrétien s'ouvre au premier venu, et le pape n'osant pas accabler d'anathèmes ceux qui le font contribuer, est obligé de les bénir. L'Italie est inondée

d'étrangers qui se battent pour la subjuguer. L'exemple des Anglais entraîne comme un torrent les Hollandais dans cette guerre qui leur est étrangère, et ces républicains qui du temps que des héros, les Eugène, les Marlboroug, commandaient leurs armées, y envoyaient des députés pour régler les opérations militaires, n'en envoient point lorsqu'un duc de Cumberland se trouve à la tête de leurs troupes. Le Nord s'embrase et produit une guerre funeste à la Suède. Le Danemarck s'anime, s'agite et se calme. La Saxe change deux fois de parti; elle ne gagne rien ni avec les uns ni avec les autres, sinon qu'elle attire les Prussiens dans ses États et qu'elle se ruine. Un conflit d'événements change les causes de la guerre : cependant les effets continuent, quoique le motif ait cessé. La fortune passe rapidement d'un parti dans l'autre; mais l'ambition et le désir de la vengeance nourrissent et entretiennent le feu de la guerre. Il semble voir une partie de joueurs qui veulent avoir leur revanche et ne quittent le jeu qu'après s'être entièrement ruinés.

Si l'on demandait à un ministre anglais : Quelle rage vous oblige à prolonger la guerre? C'est que la France ne pourra plus fournir aux frais de la campagne prochaine, répondrait-il. Si l'on faisait la même question à un ministre français, la réponse serait à peu près semblable. Ce qu'il y a de déplorable dans cette politique, c'est qu'elle se joue de la vie des hommes, et que le sang humain, répandu avec profusion, l'est inutilement. Encore si, par la guerre, on pouvait parvenir à fixer solidement les frontières et à maintenir cette balance des pouvoirs si nécessaire entre les souverains de l'Europe, on pourrait regarder ceux qui ont péri comme des victimes sacrifiées à la tranquillité et à la sûreté publique. Mais qu'on s'envie des provinces en Amérique, ne voilà-t-il pas toute l'Europe entraînée dans des partis différents pour se battre sur mer et sur terre.

Les ambitieux devraient considérer surtout que les armes et la discipline militaire étant à peu près les mêmes en Europe, et les alliances mettant pour l'ordinaire l'égalité des forces entre les parties belligérantes, tout ce que les princes peuvent attendre de leurs plus grands avantages dans les temps où nous vivons, c'est d'acquérir par des succès accumulés ou quelque petite ville sur les frontières, ou une banlieue qui ne rapporte pas les intérêts des dépenses de la guerre, et dont la population n'approche pas du nombre des citoyens péris dans les campagnes.

Quiconque a des entrailles et envisage ces objets de sang-froid doit être ému des maux que les hommes d'État causent aux peuples, faute d'y réfléchir ou bien entraînés par leurs passions. La raison nous prescrit une règle sur ce sujet, dont, ce me semble, aucun homme d'État ne doit s'écarter : c'est de saisir l'occasion, et d'entreprendre lorsqu'elle est favorable; mais de ne point la forcer en abandonnant tout au hasard. Il y a des moments qui demandent qu'on mette toute son activité en jeu pour en profiter, mais il y en a d'autres où la prudence veut qu'on reste dans l'inaction. Cette matière exige la plus profonde réflexion, parce que non-seulement il faut bien examiner l'état des choses, mais qu'il faut encore prévoir toutes les suites d'une entreprise, et peser les moyens que l'on a avec ceux de ses ennemis pour juger lesquels l'emportent dans la balance. Si la raison n'y décide pas seule, et que la passion s'en mêle, il est impossible que d'heureux succès suivent une pareille entreprise. La politique demande de la patience, et le chef-d'œuvre d'un homme habile est de faire chaque chose en son temps et à propos.

L'histoire ne nous fournit que trop d'exemples de guerres légèrement entreprises; il n'y a qu'à se rappeler la vie de François Ier et lire ce que Brantôme dit être le sujet de sa malheureuse expédition du Milanais, où ce roi fut

fait prisonnier à Pavie ; il n'y a qu'à voir combien peu Charles-Quint profita de l'occasion qui se présentait à lui, après la bataille de Muhlberg, pour subjuguer l'Allemagne; il n'y a qu'à voir l'histoire de Frédéric V, électeur palatin, pour se convaincre de la précipitation avec laquelle il s'engagea dans une entreprise bien au-dessus de ses forces. Et dans nos derniers temps, qu'on se rappelle la conduite de Maximilien de Bavière, qui dans la guerre de Succession, lorsque son pays était, pour ainsi dire, bloqué par les alliés, se rangea du parti des Français, pour se voir dépouiller de ses États. Et plus récemment Charles XII, roi de Suède, nous fournit un exemple plus frappant encore des suites funestes que l'entêtement et la fausse conduite des souverains attire sur les sujets.

L'histoire est l'école des princes; c'est à eux de s'instruire des fautes des siècles passés, pour les éviter, et pour apprendre qu'il faut se former un système et le suivre pied à pied, et que celui qui a le mieux calculé sa conduite est le seul qui puisse l'emporter sur ceux qui agissent moins conséquemment que lui.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

État de la Prusse à la mort de Frédéric-Guillaume. Caractères des princes de l'Europe, de leurs ministres, de leurs généraux. Idée de leurs forces, de leurs ressources et de leur influence dans les affaires de l'Europe. État des sciences et des beaux-arts. Ce qui donna lieu à la guerre contre la maison d'Autriche.

A la mort de Frédéric-Guillaume, roi de Prusse [1], les revenus de l'État ne montaient qu'à sept millions quatre cent mille écus. La population dans toutes les provinces pouvait aller à trois millions d'âmes [2]. Le feu roi avait laissé dans ses épargnes huit millions sept cent mille écus, point de dettes, les finances bien administrées, mais peu de ressources; la balance du commerce perdait annuellement un million deux cent mille écus, qui passaient dans l'étranger. L'armée était forte de soixante et seize mille hommes, dont à peu près vingt-six mille étrangers; ce qui prouve que c'était un effort et que trois millions d'habitants ne pouvaient pas fournir à recruter même cinquante mille hommes, surtout en temps de guerre. Le feu roi n'était entré en aucune alliance, pour laisser à son successeur les mains libres sur le choix de celles qu'il voudrait former et qui après sa mort seraient les plus avantageuses à l'État.

L'Europe était en paix, à l'exception de l'Angleterre et

[1] Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, fils de Frédéric Ier, roi de Prusse, et de Sophie-Charlotte de Hanovre, sa seconde femme, né en 1688, succéda à son père en 1713, et mourut en 1740.

[2] C'est un nombre rond que le roi met ici; la véritable population n'alla en 1740 qu'à 2,240,000 personnes.

de l'Espagne, qui se faisaient la guerre dans le nouveau monde pour deux oreilles anglaises que les Espagnols avaient coupées, et qui dépensaient des sommes immenses pour des objets de contrebande bien indignes des grands efforts que faisaient ces deux nations. L'empereur Charles VI[1] venait de faire la paix avec les Turcs à Belgrade par la médiation de M. de Villeneuve, ministre de France à Constantinople[2]. Par cette paix, l'Empereur cédait à l'empire ottoman le royaume de Servie, une partie de la Moldavie et l'importante ville de Belgrade. Les dernières années du règne de Charles VI avaient été si malheureuses, qu'il s'était vu dépouiller du royaume de Naples, de la Sicile et d'une partie du Milanais, par les Français, les Espagnols et les Sardes. Il avait de plus cédé à la France par la paix de 1737 le duché de Lorraine, que la maison du duc[3] son gendre avait possédé de temps immémorial. Par ce traité l'Empereur donnait des provinces, et la France de vaines garanties, à l'exception de la Toscane, qui doit être envisagée comme une possession précaire. La France garantissait à l'Empereur une loi domestique qu'il avait publiée pour sa succession, si connue en Europe sous le nom de la *Pragmatique Sanction*. Cette loi devait assurer

[1] Charles VI, fils de l'empereur Léopold et d'Éléonore-Madeleine de Neubourg, né en 1685, succéda à son frère Joseph Ier sur le trône impérial en 1711, et mourut le 20 octobre 1740.

[2] Louis Sauveur, marquis de Villeneuve, ambassadeur à Constantinople de 1718 à 1740, fut remplacé, au mois de juin de cette année, par M. de Castellane. Depuis le mois d'avril précédent, il était conseiller d'État en remplacement de M. le Guerchois. Lors du renvoi de M. Amelot, en 1744, on lui offrit la place de secrétaire d'État au département des affaires étrangères, mais il refusa, sa santé ne lui permettant pas d'accepter ce poste, qui fut confié au marquis d'Argenson. M. de Villeneuve mourut en 1745 et fut remplacé au conseil d'État par M. de Caumartin. Voyez *Journal de Barbier* et *Mémoires du duc de Luynes*, t. III, p. 171 et 202, et t. VII, p. 13.

[3] François, duc de Lorraine, depuis empereur sous le nom de François Ier, avait épousé, en 1736, Marie-Thérèse, fille de l'empereur Charles VI.

à sa fille l'indivisibilité de sa succession. On a sans doute lieu d'être surpris en trouvant la fin du règne de Charles VI si inférieure à l'éclat qu'il jeta à son commencement. La cause des infortunes de ce prince ne doit s'attribuer qu'à la perte du prince Eugène : après la mort de ce grand homme il n'y eut personne pour le remplacer. L'État manqua de nerf et tomba dans la langueur et dans le dépérissement. Charles VI avait reçu de la nature les qualités qui font le bon citoyen, mais il n'en avait aucune de celles qui font le grand homme : il était généreux, mais sans discernement; d'un esprit borné et sans pénétration, il avait de l'application, mais sans génie, de sorte qu'en travaillant beaucoup, il faisait peu; il possédait bien le droit germanique ; parlant plusieurs langues, et surtout le latin dans lequel il excellait; bon père, bon mari, mais bigot et superstitieux comme tous les princes de la maison d'Autriche. On l'avait élevé pour obéir et non pour commander. Ses ministres l'amusaient à juger les procès du conseil aulique, à s'attacher ponctuellement aux minuties du cérémonial et de l'étiquette de la maison de Bourgogne; et tandis qu'il s'occupait de ces bagatelles, ou que ce prince perdait son temps à la chasse, ses ministres, véritablement maîtres de l'État, disposaient de tout despotiquement.

La fortune de la maison d'Autriche avait fait passer à son service le prince Eugène de Savoie dont nous venons de parler [1]. Ce prince avait porté le petit collet en France. Louis XIV lui refusa un bénéfice. Eugène demanda une compagnie de dragons; il ne l'obtint pas non plus, parce qu'on méconnaissait son génie et que les jeunes seigneurs de la cour lui avaient donné le sobriquet de Dame Claude.

[1] Eugène-François de Savoie, dit *le prince Eugène*, né à Paris en 1663, entra au service de l'Empereur en 1683, fut nommé colonel la même année; en 1692, il fut élevé au grade de feld-maréchal. La maison d'Autriche le nomma général en chef de ses armées pendant la guerre de la succession d'Espagne. En 1724, l'empereur Charles VI lui confia le poste de vicaire général des États d'Italie; il mourut en 1736.

Eugène, voyant que toutes les portes de la fortune lui étaient interdites, quitta sa mère, madame de Soissons, et la France, pour offrir ses services à l'empereur Léopold[1] : il devint colonel et reçut un régiment; son mérite perça rapidement. Les services signalés qu'il rendit, et la supériorité de ses talents l'élevèrent dans peu aux premiers grades militaires. Il devint généralissime, président du conseil de guerre, et enfin premier ministre de l'empereur Charles VI. Ce prince se trouva donc chef de l'armée impériale; il gouverna non-seulement les provinces autrichiennes, mais l'Empire même, et proprement il était empereur.

Tant que le prince Eugène conserva la vigueur de son esprit, les armes et les négociations des Autrichiens prospérèrent, mais lorsque l'âge et les infirmités l'eurent affaibli, cette tête qui avait si longtemps travaillé pour le bien de la maison impériale, fut hors d'état de continuer ce même travail et de lui rendre les mêmes services. Quelles réflexions humiliantes pour notre vanité! Un Condé, un Eugène, un Marlboroug voient l'extinction de leur esprit précéder celle de leur corps, et les plus vastes génies finissent par l'imbécillité! Pauvres humains, glorifiez-vous ensuite si vous l'osez! La décadence des forces du prince Eugène fut l'époque des intrigues de tous les ministres autrichiens. Le comte de Zintzendorff acquit le plus de crédit sur l'esprit de son maître[2]; il travaillait peu, il aimait la bonne chère. C'était l'Apicius de la cour impériale, et l'Empereur disait que les bons ragoûts de son ministre lui faisaient de mauvaises affaires. Ce ministre était haut et fier; il se croyait un Agrippa, un Mécène. Les

[1] Léopold, fils de l'empereur Ferdinand III et de Marie-Anne d'Espagne, naquit en 1640; il succéda à son père sur le trône impérial en 1658 et mourut en 1705.

[2] Philippe-Louis, comte de Zinzindorff, né en 1671, fut envoyé par l'Empereur comme ambassadeur extraordinaire en France, puis conseiller privé et chancelier. Il mourut en 1742.

princes de l'Empire étaient indignés de la dureté de son gouvernement, en cela bien différent du prince Eugène, qui n'employant que la douceur, avait su mener plus sûrement le Corps germanique à ses fins.

Lorsque le comte de Zintzendorff fut employé au congrès de Cambrai, il crut avoir pénétré le caractère du cardinal de Fleuri. Le Français, plus habile que l'Allemand, le joua sous la jambe, et Zintzendorff retourna à Vienne, persuadé qu'il gouvernerait la cour de Versailles comme celle de l'Empereur. Peu de temps après, le prince Eugène, qui voyait l'Empereur toujours occupé des moyens de soutenir sa Pragmatique Sanction, lui dit que la seule façon de l'assurer était d'entretenir cent quatre-vingt mille hommes, et qu'il indiquait les fonds pour le payement de cette augmentation, si l'Empereur y voulait consentir. Le génie de l'Empereur, subjugué par celui d'Eugène, n'osait rien lui refuser. L'augmentation de quarante mille hommes fut résolue, et bientôt l'armée se trouva complète. Les comtes de Zintzendorff et de Stahremberg [1], ennemis du prince Eugène, représentèrent à l'Empereur que ses pays, foulés par des contributions énormes, ne pouvaient suffire à l'entretien d'une si grosse armée, et qu'à moins de vouloir ruiner de fond en comble l'Autriche, la Bohème et les autres provinces, il fallait réformer l'augmentation. Charles VI, qui ne connaissait rien aux finances non plus qu'au pays qu'il gouvernait, se laissa entraîner par ses ministres et licencia ces quarante mille hommes nouvellement levés, à la veille du décès d'Auguste Ier, roi de Pologne.

Deux candidats se présentèrent pour occuper ce trône

[1] Ce titre d'ennemi du prince Eugène peut être donné aux deux frères Stahremberg, qui étaient alors: 1° Guido Balde, comte de Stahremberg, né en 1657, lieutenant-colonel en 1683, en 1692 feld-maréchal lieutenant, en 1704 feld-maréchal; en 1716 président du conseil aulique de la guerre; il mourut en 1737. — 2° Le comte de Stahremberg, mort en 1727, qui fut le père de Georges Adam, élevé par Joseph II à la dignité de prince.

vacant. L'un c'était Auguste, électeur de Saxe, fils du dernier roi de Pologne[1], soutenu par l'empereur des Romains, l'impératrice de Russie, l'argent et les troupes saxonnes. L'autre était Stanislas Leczinsky[2], appelé par les vœux des Polonais et protégé par Louis XV, son gendre; mais le secours qu'il tira de la France se réduisit à quatre bataillons. Il vit la Pologne; il fut assiégé à Danzic; il ne put s'y maintenir, et renonça pour la seconde fois au triste honneur de porter le nom de roi dans une république où régnait l'anarchie.

Le comte de Zintzendorff comptait si fort sur l'esprit pacifique du cardinal de Fleury, qu'il engagea légèrement sa cour dans les troubles de la Pologne. Le plaisir de donner la couronne de Pologne coûta à l'Empereur trois royaumes et quelques belles provinces. Déjà les Français avaient passé le Rhin, déjà ils assiégeaient Kehl, qu'à Vienne on faisait des paris sur leur inaction. Cette guerre qu'on entreprit fut l'ouvrage de la vanité, et la paix qui s'ensuivit celui de la faiblesse. Le nom du prince Eugène, qui en imposait encore, soutint les armes des Autrichiens, sur le Rhin, les campagnes de 1734 et de 1735, et bientôt après il finit de vivre, mais trop tard pour sa gloire. Deux emplois qui avaient été réunis par le prince Eugène, le commandement de l'armée et la présidence du conseil de guerre, furent séparés. Le comte de Harrach eut la charge de président, et Kœnigseck[3],

[1] Frédéric-Auguste Ier, né le 12 mai 1670, électeur de Saxe en 1694, élu roi de Pologne en 1697, mort en 1733.

[2] Stanislas Leczinsky, roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, juge de la noblesse du Palatinat d'Odalonow en 1696, palatin de Posnanie en 1700, élu roi de Pologne en 1704, perdit ce trône à la suite de la bataille de Pultawa en 1709, prit possession de la principauté des Deux-Ponts, où il resta jusqu'en 1720. Rappelé au trône de Pologne en 1733, obtint par le traité de Vienne, en 1738, la souveraineté de la Lorraine et du duché de Bar. Mort en 1766.

[3] Lothaire Joseph-Georges, comte de Kœnigseck, né en 1673, capitaine en 1692, en 1708 lieutenant général feld-maréchal, ambassadeur

Wallis[1], Seckendorff[2], Neuperg, Schmettau [3], Khevenhuller[4] et le prince de Hildbourghausen briguèrent l'honneur dangereux de commander les armées impériales. Quelle tâche de lutter contre la réputation du prince Eugène et de remplir une place qu'il avait si bien occupée! D'ailleurs ces généraux étaient aussi divisés entre eux que les successeurs d'Alexandre. Pour suppléer au mérite qui leur manquait, ils avaient recours à l'intrigue: Seckendorff et le prince de Hildbourghausen s'appuyaient du crédit de l'impératrice et d'un ministre nommé Bartenstein, natif d'Alsace[5], de petite extraction, mais laborieux, et qui, avec deux associés, Knorr et Weber, formait un triumvirat qui gouvernait alors les affaires de l'Empereur. Khevenhuller avait un parti dans le conseil de guerre, et Wallis, qui se faisait gloire de haïr et d'être haï de tout le monde, n'en avait aucun.

à Paris en 1717. Puis général feld-maréchal, ambassadeur à Varsovie, à la Haye, à Madrid; conseiller privé, président du conseil de guerre en 1736, grand écuyer de Marie-Thérèse; mort en 1751.

[1] Georges Olivier, comte de Wallis, né en 1671, colonel en 1706, général major en 1708, feld-maréchal lieutenant et conseiller aulique au ministère de la guerre en 1716. Gouverneur de Messine, grand maître général de l'artillerie et commandant des troupes de Sicile, 1720. Disgracié et emprisonné sous l'empereur Charles VI, pour la paix conclue avec le Grand Seigneur en 1739. Il fut rappelé par Marie-Thérèse, et mourut en 1743.

[2] Frédéric Henon, comte de Seckendorff, né en 1673 à Kœnigsberg, fut d'abord destiné à la carrière du droit, puis entra au service et devint feld-maréchal. Il mourut en 1763.

[3] Samuel, comte de Schmettau, né en 1684, élevé en 1735 au grade de feld-zeugmeister général; en 1741, feld-maréchal. En 1742, il passa du service de l'Autriche à celui du roi de Prusse, et mourut, le 18 août 1751, à Berlin. *Mém. de Luynes*, t. XI, p. 215.

[4] Sigismond-Frédéric, comte de Khevenhuller, a publié, de 1716 à 1726, en 12 volumes, les *Annales Ferdinandei*, composées par François-Christophe de Khevenhuller à la gloire de l'empereur Ferdinand II.

[5] Jean-Christophe de Bartenstein, né en 1690, vice-chancelier d'Autriche et de Bohême, auteur d'un traité du *Droit de la nature et des gens*, composé pour l'instruction du prince qui devint plus tard Joseph II. Bartenstein mourut en 1766.

Les Russes étaient alors en guerre avec les Turcs; les succès des premiers enflammaient le courage des Autrichiens. Bartenstein crut qu'on pourrait chasser les Turcs de l'Europe; Seckendorff visait au commandement de l'armée. Ces deux personnes, sous prétexte que l'Empereur devait assister les Russes, ses alliés, contre l'ennemi du nom chrétien, plongèrent la maison d'Autriche dans un abîme de malheurs. Tout le monde voulait conseiller l'Empereur; ses ministres, l'impératrice, le duc de Lorraine, chacun tracassait de son côté; il émanait du conseil impérial chaque jour de nouveaux projets d'opérations : les cabales des grands qui se contrecarraient et la jalousie des généraux firent manquer toutes les entreprises. Les ordres que les généraux recevaient de la cour se contredisaient les uns les autres, ou bien obligeaient ces généraux à des opérations impraticables. Ce désordre domestique devint plus funeste aux armes autrichiennes que la puissance des infidèles.

A Vienne on exposait le vénérable, tandis qu'on perdait des batailles en Hongrie, et l'on avait recours aux prestiges de la superstition pour réparer les fautes de la malhabileté. Seckendorff fut emprisonné à la fin de sa première campagne, à cause, disait-on, que son hérésie attirait le courroux céleste. Kœnigseck, après avoir commandé la seconde année, fut fait grand maître de l'impératrice, ce qui fit dire à Wallis qui eut le commandement la troisième année, que son premier prédécesseur avait été encoffré, que le second était devenu eunuque du sérail, et qu'il lui restait d'avoir la tête tranchée. Il ne se trompa guère; car, après avoir perdu la bataille du Crutzka, il fut enfermé au château de Brunn. Neuperg, que l'Empereur et le duc de Lorraine avaient instamment conjuré d'accélérer la paix, la conclut avec les Turcs à Belgrade, et pour récompense fut à son retour confiné au château de Glatz. Ainsi la cour de Vienne n'osant pas remonter à la cause de ses malheurs,

auxquels tout ce que la cour avait de plus auguste avait contribué, pour se consoler, elle punissait les instruments subalternes de ses infortunes.

Après la conclusion de cette paix, l'armée autrichienne se trouva dans un état de délabrement affreux : elle avait fait des pertes considérables à Widdin, à Meudia, à Panchova, au Timoc, à Crutzka ; l'air malsain, les eaux bourbeuses avaient occasionné des maladies contagieuses, et la proximité des Turcs lui avait communiqué la peste; elle était en même temps ruinée et découragée. Après la paix, la plus grande partie des troupes demeura en Hongrie; mais leur nombre ne passait pas quarante-trois mille combattants : personne ne pensa à recompléter l'armée. L'Empereur n'avait d'ailleurs que seize mille hommes en Italie, douze mille au plus en Flandre, et cinq ou six régiments répandus dans les pays héréditaires. Au lieu donc que cette armée devait faire le nombre de cent soixante et quinze mille hommes, l'effectif ne montait pas à quatre-vingt-deux mille. On avait supputé, l'année 1733, que l'Empereur pouvait avoir vingt-huit millions de revenu; il en avait bien perdu depuis, et les dépenses de deux guerres consécutives l'avaient abîmé de dettes, qu'il avait peine d'acquitter avec vingt millions de revenu qui lui restaient. Outre cela ses finances étaient dans la plus grande confusion.

Une mésintelligence ouverte régnait entre ses ministres; la jalousie divisait les généraux, et l'Empereur lui-même, découragé par tant de mauvais succès, était dégoûté de la vanité des grandeurs. Cependant l'Empire autrichien, malgré ses vices et ses faibles cachés, figurait encore l'année 1740 en Europe au nombre des puissances les plus formidables : l'on considérait ses ressources, et qu'une bonne tête pouvait tout changer; en attendant, sa fierté suppléait à sa force, et sa gloire passée à son humiliation présente.

Il n'en était pas de même de la France. Depuis l'année 1672 ce royaume ne s'était pas trouvé dans une situation plus brillante; il devait une partie de ses avantages à la sage administration du cardinal de Fleury. Louis XIV avait placé ce cardinal, alors ancien évêque de Fréjus, en qualité de précepteur auprès de son petit-fils. Les prêtres sont aussi ambitieux que les autres hommes, et souvent plus raffinés. Après la mort du duc d'Orléans, régent du royaume, Fleury fit exiler le duc de Bourbon[1] qui occupait cette place, pour la remplir lui-même. Il mettait plus de prudence que d'activité dans sa manière de gouverner: du lit de ses maîtresses il persécutait les jansénistes; il ne voulait que des évêques orthodoxes, et cependant dans une grande maladie qu'il fit il refusa les sacrements de l'Église.

Richelieu et Mazarin avaient épuisé ce que la pompe et le faste peuvent donner de considération. Fleury fit par contraste consister sa grandeur dans la simplicité. Ce cardinal ne laissa qu'une assez mince succession à ses neveux; mais il les enrichit par d'immenses bienfaits que le roi répandit sur eux. Ce premier ministre préférait les négociations à la guerre, parce qu'il était fort dans les intrigues et qu'il ne savait pas commander les armées : il affectait d'être pacifique, pour devenir l'arbitre plutôt que le vainqueur des rois, hardi dans ses projets, timide dans leur exécution; économe des revenus de l'Etat et doué d'un esprit d'ordre : qualités qui le rendirent utile à la France, dont les finances étaient épuisées par la guerre de Succession et par une administration vicieuse. Il négligea trop le militaire, et fit trop de cas des gens de finance; de son temps la marine était presque anéantie, et les

[1] Louis-Henri de Bourbon, fils de Louis III de Bourbon et de Louise-Françoise de Bourbon, fille légitimée de Louis XIV, né en 1692, prince de Condé à la mort de son père, en 1710, premier ministre en 1723, mort en 1740.

troupes de terre si fort négligées, qu'elles ne purent pas tendre leurs tentes la première campagne de l'année 1733. Avec quelques bonnes parties pour l'administration intérieure, ce ministre passait en Europe pour faible et fourbe, vices qu'il tenait de l'Église, où il avait été élevé. Cependant la bonne économie de ce cardinal avait procuré au royaume les moyens de se libérer d'une partie des dettes immenses contractées sous le règne de Louis XIV. Il répara les désordres de la régence; et à force de temporiser, la France se releva du bouleversement qu'avait causé le système de Law.

Il fallait vingt années de paix à cette monarchie pour respirer après tant de calamités. Chauvelin, sous-ministre, qui travaillait sous le cardinal, tira le royaume de son inaction[1] : il fit résoudre la guerre que la France entreprit l'année 1733, dont le roi Stanislas était le prétexte, mais par laquelle la France gagna la Lorraine. Les courtisans de Versailles disaient que Chauvelin avait escamoté la guerre au cardinal, mais que le cardinal lui avait escamoté la paix. Chauvelin, encouragé et triomphant de ce que son coup d'essai avait si bien réussi, se flatta de pouvoir devenir le premier dans l'État. Il fallait accabler celui qui l'était : il n'épargna point les calomnies pour noircir ce prélat dans l'esprit de Louis XV; mais ce prince, subordonné au cardinal qu'il croyait encore son précepteur, lui rendit compte de tout. Chauvelin fut la victime de son ambition. Sa place fut donnée par le cardinal à M. Amelot, homme sans génie, auquel le premier ministre se confiait hardiment parce qu'il n'avait pas les talents d'un homme dangereux[2].

[1] Germain-Louis Chauvelin, né en 1685, conseiller au grand conseil en 1706, maître des requêtes en 1711, avocat général au parlement de Paris en 1715, président à mortier en 1718, garde des sceaux et ministre des affaires étrangères en 1727, commandeur et secrétaire des ordres en 1736, mort en 1762.

[2] Jean-Jacques Amelot, seigneur de Chaillou, né en 1689, intendant

La longue paix dont la France avait joui avait interrompu dans son militaire la succession des grands généraux. M. de Villars[1], qui avait commandé la première campagne en Italie, était mort. MM. de Broglio[2], de Noailles[3], de Coigny[4] étaient des hommes médiocres. Maillebois[5] ne les surpassait pas. M. de Noailles était accusé de manquer de cet instinct belliqueux qui se confie en ses propres forces : il trouva un jour une épée pendue à

de la Rochelle, conseiller d'État ordinaire, ministre des affaires étrangères en février 1737, disgracié en 1744. Barbier, dans son *Journal*, t. II, p. 397, édit. de la *Société de l'histoire de France*, raconte en ces termes la disgrâce de M. Amelot : « *Juin* 1744. On dit à présent comme chose sûre que le déplacement de M. Amelot vient de ce que le roi de Prusse, avant de nous abandonner en Bohême, ce qui a passé pour trahison, avait écrit au roi trois lettres, que le cardinal de Fleury avait reçues et tenues secrètes, et dont il avait défendu à M. Amelot de parler au roi; qu'alors le roi de Prusse, piqué de ne pas recevoir de réponse, avait pris son parti. Cela s'est découvert; le comte de Rottembourg, envoyé extraordinaire du roi de Prusse, en a montré au roi les copies. M. Amelot a été obligé de convenir du fait, et, sur ses excuses, le roi lui a demandé de qui il était ministre : du cardinal ou de lui? Une pareille aventure vérifiée empêchera dorénavant chaque ministre d'avoir ces déférences pour un ministre supérieur. »

[1] Louis-Claude-Hector, duc de Villars, né en 1652, entra dans les mousquetaires en 1671, colonel et mestre de camp en 1674, maréchal de camp en 1690, lieutenant général en 1693, maréchal de France en 1702, maréchal général des camps et armées du roi en 1733, mort en 1734.

[2] François-Marie, duc de Broglie, né en 1671, entra en 1685 dans les cadets de Besançon, brigadier en 1702, maréchal de camp en 1704; lieutenant général en 1710, maréchal de France en 1734, mort en 1745.

[3] Adrien-Maurice, duc de Noailles, né en 1678, entra aux mousquetaires en 1692, brigadier de cavalerie en 1702, maréchal de camp en 1704, lieutenant général en 1706, capitaine des gardes du corps en 1707, maréchal de France en 1734, mort en 1766.

[4] François de Franquetot, duc de Coigny, né en 1670, entra aux mousquetaires en 1687, capitaine en 1690, maréchal de camp et colonel général des dragons en 1704, lieutenant général en 1709, maréchal de France en 1734, mort en 1759.

[5] Jean-Baptiste-François Desmarets, marquis de Maillebois, né en 1682, entra aux mousquetaires en 1698, colonel en 1703, brigadier en 1708, maréchal de camp en 1718, lieutenant général en 1731, maréchal de France en 1741, mort en 1762.

sa porte, avec cette inscription : *Point homicide ne seras.* Les talents du maréchal de Saxe n'étaient pas encore développés. Le maréchal de Belle-Isle était de tous les militaires celui qui avait le plus séduit le public; on le regardait comme le soutien de la discipline militaire[1]. Son génie était vaste, son esprit brillant, son courage audacieux; son métier était sa passion, mais il se livrait sans réserve à son imagination; il faisait les projets, son frère les rédigeait: on appelait le maréchal l'*imagination*, et son frère le *bon sens*.

Depuis la paix de Vienne la France était l'arbitre de l'Europe. Ses armées avaient triomphé en Italie comme en Allemagne. Son ministre Villeneuve avait conclu la paix de Belgrade : elle tenait la cour de Vienne, celle de Madrid et celle de Stockholm dans une espèce de dépendance. Ses forces militaires consistaient en 180 bataillons, chacun de 600 hommes; 224 escadrons, à 100 têtes; ce qui fait le nombre de 130,400 combattants, outre 36,000 hommes de milice. Sa marine était considérable: elle pouvait mettre 80 vaisseaux de différents rangs en mer, y compris les frégates; et pour le service de cette flotte on comptait jusqu'à 60,000 matelots enclassés. Les revenus du royaume montaient l'année 1740 à 60,000,000 d'écus, dont on décomptait 10,000,000 affectés au payement des intérêts des dettes de la couronne qui venaient encore de la guerre de Succession. Le cardinal de Fleury appelait les fermiers généraux qui étaient à la tête de cette recette, les quarante colonnes de l'Etat, parce qu'il envisageait la richesse de ces traitants comme la ressource la plus sûre du royaume.

L'espèce d'hommes la plus utile à la société, qu'on ap-

[1] Louis-Charles-Auguste Fouquet, duc de Belle-Isle, né en 1684, entra aux mousquetaires en 1701, capitaine en 1702, mestre de camp général des dragons en 1707, maréchal de camp en 1718, lieutenant général en 1731, maréchal de France en 1741, mort en 1761.

pelle le peuple, et qui cultive les terres, était pauvre et obérée, surtout dans les provinces qu'on appelle de conquête. En revanche, le luxe et l'opulence de Paris égalait peut-être la somptuosité de l'ancienne Rome du temps de Lucullus. On comptait pour plus de 10,000,000 d'argent orfévré dans les maisons des particuliers de cette capitale immense. Mais les mœurs étaient dégénérées : les Français surtout, les habitants de Paris étaient devenus des Sybarites énervés par la volupté et la mollesse. Les épargnes que le cardinal avait faites pendant son administration furent absorbées en partie par la guerre de 1733, et en partie par la disette affreuse de l'année 1740, qui ruina les plus florissantes provinces du royaume. Des maux que Law avait faits à la France, il était résulté une espèce de bien, consistant dans la Compagnie du Sud, établie au port d'Orient; mais la supériorité des flottes anglaises ruinant à chaque guerre ce commerce, que la marine guerrière de la France ne pouvait protéger suffisamment, cette Compagnie ne put pas à la longue se soutenir. Telle était la situation de la France l'année 1740 : respectée au dehors, pleine d'abus dans son intérieur, sous le gouvernement d'un prince faible, qui s'était abandonné lui et son royaume à la direction du cardinal de Fleury.

Philippe V, que Louis XIV avait placé en se ruinant sur le trône d'Espagne, y régnait encore. Ce prince avait le malheur d'être sujet à des attaques d'une mélancolie noire qui approchait assez de la démence : il avait abdiqué l'année 1726 en faveur de son fils Louis, et il reprit le gouvernement l'année 1727 après la mort de ce prince [1]. Cette abdication s'était faite contre la volonté de la reine Élisabeth Farnèse, née princesse de Parme [2]: elle aurait

[1] Erreur : Philippe V abdiqua le 15 janvier 1724. Louis fut proclamé roi le 17 janvier, et il mourut le 31 août de la même année.

[2] Élisabeth Farnèse, fille et héritière d'Antoine Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, née en 1692, épousa, en 1714, Philippe V, déjà

voulu gouverner le monde entier, elle ne pouvait vivre que sur le trône. On l'accusa d'avoir précipité la mort de don Louis, fils d'un premier lit de Philippe V. Les contemporains ne peuvent ni l'accuser ni la justifier de ce meurtre, parce qu'il est impossible d'un certain éloignement de discuter et d'approfondir des détails aussi mystérieusement cachés.

La reine, pour empêcher le roi de prendre désormais des dégoûts pour le trône, l'y retint en entreprenant continuellement de nouvelles guerres, soit avec les barbaresques, soit avec les Anglais, soit avec la maison d'Autriche. La fierté d'un Spartiate, l'opiniâtreté d'un Anglais, la finesse italienne et la vivacité française, formaient le caractère de cette femme singulière : elle marchait audacieusement à l'accomplissement de ses desseins; rien ne la surprenait, rien ne pouvait l'arrêter.

Le cardinal Alberoni, si célèbre dans son temps, avait un génie ressemblant à celui de cette princesse; il travailla longtemps sous elle. La conspiration du prince Cellamare perdit ce ministre, et la reine fut obligée de l'exiler, pour satisfaire à la vengeance du duc d'Orléans, régent de France [1]. Un Hollandais de nation, nommé Ripperda, remplit cette place importante [2] : il avait de l'esprit, cependant ses malversations furent cause qu'il ne put se soutenir longtemps. Ces changements de ministres furent imperceptibles en Espagne, parce que ces ministres n'étaient

veuf de Marie-Louise-Gabrielle de Savoie; Élisabeth Farnèse mourut en 1766.

[1] Antoine Giudice, duc de Giovenazzo, prince de Cellamare, né en 1657, nommé en 1715 ambassadeur d'Espagne à Paris; renvoyé de France par le régent en 1718, il fut nommé, à son retour en Espagne, capitaine général de la Vieille-Castille. Il mourut en 1733.

[2] Jean-Guillaume, baron de Ripperda, aventurier au service de l'Espagne, fut chargé de diverses missions par Philippe V, qui le nomma grand d'Espagne et duc. Il fut dépouillé de ces titres en 1733 pour trahison, et mourut en 1737.

que les instruments dont la reine se servait, et que c'était dans tous les temps sa volonté qui réglait les affaires.

L'année 1740, l'Espagne sortait de la guerre d'Italie qu'elle avait terminée glorieusement. Don Carlos[1], que les Anglais avaient transporté en Toscane pour succéder à Cosme, dernier duc de la maison de Médicis[2], ce don Carlos, dis-je, était devenu roi de Naples, et François de Lorraine avait reçu cette Toscane en dédommagement de la Lorraine, que la France avait réunie à sa monarchie. Ainsi ces mêmes Anglais, qui avaient combattu avec tant d'acharnement contre Philippe V, furent les promoteurs de la puissance espagnole en Italie: tant la politique change et les idées des hommes sont variables.

Les Espagnols ne sont pas aussi riches en Europe qu'ils pourraient l'être, parce qu'ils ne sont pas laborieux. Les trésors du nouveau monde sont pour les nations étrangères qui, sous des noms espagnols, se sont approprié ce commerce. Les Français, les Hollandais et les Anglais jouissent proprement du Pérou et du Mexique. L'Espagne est devenue un entrepôt d'où les richesses s'écoulent, et les plus habiles les attirent en foule. Il n'y a pas assez d'habitants en Espagne pour cultiver les terres; la police a été négligée jusqu'ici, et la superstition range ce peuple spirituel au rang des nations les plus faibles.

Le roi jouit de 24,000,000 d'écus de revenu; mais le gouvernement est endetté. L'Espagne entretient 55 à 60,000 hommes de troupes réglées; sa marine peut aller à 50 vaisseaux de ligne. Les liens du sang qui joignent les deux maisons de Bourbon produisent entre elles une alliance étroite; cependant la reine se trouvait outragée de

[1] Don Carlos, né en 1716, fils de Philippe V. Voy. la *Guerre de sept ans* pour les différents trônes qu'occupa ce prince.

[2] Le dernier grand-duc de Toscane de la maison de Médicis ne se nommait pas Cosme, mais bien Jean-Gaston. Ce prince, né en 1671, était fils de Cosme III, à qui il succéda en 1723; il mourut en 1737.

la paix de 1737, que le cardinal de Fleury avait faite à son insu : pour s'en venger elle causait à la France tous les désagrements qui dépendaient d'elle.

Alors l'Espagne était en guerre avec l'Angleterre, qui protégeait des contrebandiers : deux oreilles anglaises coupées à un matelot de cette nation allumèrent ce feu, et les armements coûtèrent des sommes immenses aux deux nations ; leur commerce en souffrit, et, comme de coutume, les marchands et les particuliers expièrent les sottises des grands. Le cardinal de Fleury n'était pas mécontent de cette guerre; il s'attendait bien à jouer le rôle de médiateur ou d'arbitre, pour augmenter les avantages du commerce de la France.

Le Portugal ne figurait point en Europe. Don Juan n'était connu que par sa passion bizarre pour les cérémonies de l'Église. Il avait obtenu par un bref du pape le droit d'avoir un patriarche, et par un autre bref, de dire la messe, à la consécration près. Ses plaisirs étaient des fonctions sacerdotales; ses bâtiments, des couvents, ses armées des moines, et ses maîtresses, des religieuses[1].

De toutes les nations de l'Europe l'anglaise était la plus opulente: son commerce embrassait tout le monde; ses richesses étaient excessives, ses ressources presque inépuisables, et pourvue de tous ces avantages, elle ne tenait pas entre les puissances le rang qui semblait lui convenir.

George II, électeur de Hanovre, gouvernait alors l'Angleterre. Il avait des vertus, du génie, mais les passions vives à l'excès; ferme dans ses résolutions, plus avare qu'économe, capable de travail, incapable de patience, violent, brave, mais gouvernant l'Angleterre par les intérêts de l'électorat, et trop peu maître de lui-même pour diriger une nation qui fait son idole de sa liberté.

[1] Jean V, fils de Pierre II, roi de Portugal, et d'Élisabeth de Bavière, naquit le 22 octobre 1689; il succéda à son père en 1706 et mourut en 1750.

Ce prince avait pour ministre le chevalier Robert Walpole[1]. Il captivait le roi en lui faisant des épargnes de la liste civile, dont George grossissait son trésor de Hanovre; Walpole maniait l'esprit de la nation par les charges et les pensions qu'il distribuait à propos pour gagner la supériorité des membres du parlement : son génie ne s'étendait pas au delà de l'Angleterre; il s'en remettait pour les affaires générales de l'Europe à la sagacité de son frère Horace[2]. Un jour que des dames le pressaient de faire avec elles une partie de jeu, il leur répondit : J'abandonne le jeu et l'Europe à mon frère. Il n'entendait rien à la politique; c'est ce qui donna lieu à ses ennemis de le calomnier, en l'accusant d'être susceptible de corruption.

Malgré toutes les connaissances que Walpole avait de l'intérieur du royaume, il entreprit un projet (en 1727) important qui lui manqua : il voulut introduire l'accise en Angleterre. Si cette tentative lui avait réussi, les sommes que cet impôt devait rapporter auraient suffi pour rendre l'autorité du roi despotique. La nation le sentit; elle se cabra. Des membres du parlement dirent à Walpole qu'il les payait pour le courant des sottises ordinaires, mais que celle-là était au-dessus de toute corruption. Au sortir du parlement, Walpole fut attaqué; on lui saisit son man-

[1] Robert Walpole, né en 1676, secrétaire d'Etat au département de la guerre en 1708, trésorier de la marine en 1709; puis conseiller privé, premier commissaire de la trésorerie, chancelier et sous-trésorier de l'Échiquier, chevalier du Bain en 1725. Il résigna toutes ses places en 1742 et fut nommé pair d'Angleterre et comte d'Oxford. Il mourut en 1745.

[2] Horace Walpole, né en 1678, secrétaire de la trésorerie; en 1716, envoyé à la Haye; en 1717, inspecteur et auditeur des revenus du roi d'Angleterre, puis lord lieutenant en Irlande; ambassadeur à Paris en 1723; en 1730, trésorier de la maison du roi; en 1741, receveur de l'Échiquier, et, en 1746, pair d'Angleterre; il mourut en 1757. Il ne faut pas le confondre avec son neveu Horace Walpole, l'ami de madame du Deffand.

teau, qu'il lâcha à temps, et il se sauva à l'aide d'un capitaine des gardes qui se trouva pour son bonheur dans ce tumulte. Le roi apprit par cette expérience à respecter la liberté anglaise : l'affaire des accises tomba, et sa prudence raffermit son trône. Ces troubles intestins empêchèrent l'Angleterre de prendre part à la guerre de 1733.

Bientôt après s'alluma la guerre avec l'Espagne, malgré la cour. Des marchands de la cité produisirent devant la chambre basse des oreilles de contrebandiers anglais que les Espagnols avaient coupées. La robe ensanglantée de César qu'Antoine étala devant le peuple romain ne fit pas une sensation plus vive à Rome que ces oreilles n'en causèrent à Londres. Les esprits étaient émus ; ils résolurent tumultuairement la guerre : le ministre fut obligé d'y consentir. La cour ne tira d'autre parti de cette guerre que d'éloigner de Londres l'amiral Hadock, dont l'éloquence l'emportait dans la chambre basse sur les corruptions de Walpole ; et le ministre, qui disait qu'il connaissait le prix de chaque Anglais, parce qu'il n'y en avait point qu'il n'eût marchandé ou corrompu, vit que ses guinées ne l'emportaient pas toujours sur la force et l'évidence du raisonnement.

L'Angleterre entretenait alors 80 vaisseaux des quatre premiers rangs, et 50 vaisseaux d'un ordre inférieur : environ 30,000 hommes de troupes de terre. Ses revenus en temps de paix montaient à 24,000,000 d'écus ; elle avait au delà une ressource immense dans la bourse des particuliers et dans la facilité de lever des impôts sur des sujets opulents. Elle donnait alors des subsides au Danemark pour l'entretien de 6,000 hommes ; à la Hesse, pour un nombre pareil ; ce qui, joint à 22,000 Hanovriens, lui fournissait en Allemagne un corps de 34,000 hommes à sa disposition. Les amiraux Wager[1] et Ogle avaient la réputa-

[1] Charles Wager, né en 1666, commandait un vaisseau anglais en 1697. Il fut nommé contre-amiral en 1708, puis vice-amiral à la paix d'Utrecht.

tion d'être leurs meilleurs marins : pour les troupes de terre, le duc d'Argile et milord Stairs[1] étaient les seuls qui eussent des prétentions fondées à briguer les premiers emplois, quoique ni l'un ni l'autre n'eussent jamais commandé des armées.

Le sieur Littleton[2] passait pour l'orateur le plus véhément ; le lord Hardwey pour l'homme le plus instruit ; milord Chesterfield[3] pour le plus spirituel ; le lord Carteret[4] pour le politique le plus violent.

Quoique les sciences et les arts se fussent enracinés dans ce royaume, la douceur de leur commerce n'avait pas fléchi la férocité des mœurs nationales. Le caractère dur des Anglais voulait des tragédies sanglantes ; ils avaient perpétué ces combats de gladiateurs qui sont l'opprobre de l'humanité ; ils avaient produit le grand Newton, mais aucun peintre, aucun sculpteur, ni aucun bon musicien. Pope florissait encore et embellissait la poésie des idées mâles que lui fournissaient les Shaftesbury et les Bolingbroke. Le docteur Swift, qu'on ne peut comparer à personne, était supérieur à ses compatriotes pour le goût, et se signalait par des critiques fines des mœurs et des usages.

La ville de Londres l'emportait sur celle de Paris, en

En 1731, il fut élevé au rang d'amiral, et grand trésorier des affaires de la marine quelques années après. Il mourut en 1743.

[1] Jean Dalrymple, comte de Stairs, né en 1673 : ambassadeur en Pologne en 1709, puis ambassadeur en France. En 1730, grand amiral du royaume d'Écosse, puis, en 1741, feld-maréchal commandant les forces anglaises en Flandre et ambassadeur extraordinaire près des États généraux. Il mourut en 1747.

[2] Lord George Lyttleton, né en 1709, célèbre littérateur anglais, fut nommé, en 1744, lord commissaire de la trésorerie. Il occupa ce poste dix années. En 1757, il fut nommé pair de la Grande-Bretagne ; il mourut en 1773.

[3] Philippe Dormer Stanhope, comte de Chesterfield, né en 1694, fut ambassadeur en Hollande, puis vice-roi d'Irlande et secrétaire d'État en 1748. Il mourut en 1773.

[4] John Carteret, né en 1690, devint en 1744 vicomte Carteret et comte de Grenville.

fait de population, de 200,000 âmes. Les habitants des trois royaumes montaient à près de 8,000,000. L'Écosse, encore pleine de jacobites, gémissait sous le joug de l'Angleterre, et les catholiques d'Irlande se plaignaient de l'oppression sous laquelle la haute Église les tenait asservis.

A la suite de cette puissance se range la Hollande, comme une chaloupe qui suit l'impression d'un vaisseau de guerre auquel elle est attachée. Depuis l'abolition du stathoudérat, cette république avait pris une forme aristocratique. Le grand pensionnaire, assisté du greffier, propose les affaires à l'assemblée des États généraux, donne des audiences aux ministres étrangers et en fait le rapport au conseil. Les délibérations de ces assemblées sont lentes; le secret est mal gardé, parce qu'il faut communiquer les affaires à un trop grand nombre de députés. Les Hollandais comme citoyens abhorrent le stathoudérat, qu'ils envisagent comme un acheminement à la tyrannie; et comme marchands ils n'ont de politique que leur intérêt. Leur gouvernement, par ses principes, les rend plus propres à se défendre qu'à attaquer leurs voisins.

C'est avec une surprise mêlée d'admiration que l'on considère cette république, établie sur un terrain marécageux et stérile, à moitié entourée de l'Océan, qui menace d'emporter ses digues et de l'inonder. Une population de 2,000,000 d'âmes y jouit des richesses et de l'opulence qu'elle doit à son commerce et aux prodiges que son industrie a opérés. La ville d'Amsterdam se plaignait à la vérité que la compagnie des Indes orientales des Danois et celle des Français établie au port d'Orient portaient quelque préjudice à son commerce. Ces plaintes étaient celles d'envieux.

Une calamité plus réelle affligeait alors la république. Une espèce de vers qui se trouve dans les ports de l'Asie s'était introduite dans leurs vaisseaux et puis dans le fascinage qui soutient les digues, et rongèrent les uns et les autres; ce qui mettait la Hollande dans la crainte de voir

écrouler ses boulevards à la première tempête. Le conseil assemblé ne trouva d'autre remède à cette calamité que d'ordonner des jours de jeûne par tout le pays. Quelque plaisant dit que le jour de jeûne aurait dû être indiqué pour les vers. Cela n'empêchait pas que l'État ne fût très-riche : il avait des dettes qui dataient encore de la guerre de Succession, et qui, au lieu d'affaiblir le crédit de la nation, l'augmentaient plutôt. Le pensionnaire Van der Heim, qui gouvernait la Hollande, passait pour un homme ordinaire : flegmatique, circonspect, même timide, mais attaché à l'Angleterre par coutume, par religion, et par la crainte que lui inspirait la France.

La république pouvait avoir 12,000,000 d'écus de revenu, sans compter les ressources de son crédit; elle pouvait mettre en mer 40 vaisseaux de guerre; elle entretenait 30,000 hommes de troupes réglées, qui servaient principalement à la garde de ses barrières, comme cela avait été déterminé par la paix d'Utrecht; mais son militaire n'était plus comme autrefois l'école des héros. Depuis la bataille de Malplaquet [1], où les Hollandais perdirent la fleur de leurs troupes et la pépinière de leurs officiers, et depuis l'abolition du stathoudérat, leurs troupes s'avilirent manque de discipline et de considération; elles n'avaient plus de généraux capables du commandement. Une paix de vingt-huit années avait emporté les vieux officiers, et l'on avait négligé d'en former de nouveaux. Le jeune prince d'Orange, Guillaume de Nassau [2], se flattait qu'é-

[1] La bataille de Malplaquet est du 11 septembre 1709.

[2] Guillaume-Henri Frison, né en 1711, fils de Jean-Guillaume Frison, prince de Nassau-Diest, et de Marie-Louise de Hesse-Cassel, nommé stathouder en 1747, mort en 1751. — Le titre de prince d'Orange ne lui appartenait pas. Le dernier possesseur de ce nom, Guillaume-Henri de Nassau, était mort en 1702 sans enfants. Il institua pour héritier Jean-Guillaume le Frison, prince de Nassau-Diets. Cette succession lui fut disputée par Frédéric Ier, roi de Prusse, qui prétendait avoir des droits à cette principauté. Louis XIV, de son côté, la

tant de la famille des stathouders, il pourrait parvenir au même emploi. Cependant il n'avait qu'un petit parti dans la province de Gueldre et les républicains zélés lui étaient tous opposés : son esprit caustique et satirique lui avait fait des ennemis, et l'occasion lui avait manqué de pouvoir développer ses talents. Dans cette situation, la république de Hollande était ménagée par ses voisins, peu considérée pour son influence dans les affaires générales ; elle était pacifique par principe et guerrière par accident.

Si nous portons de la Hollande nos regards vers le Nord, nous y trouvons le Danemarck et la Suède, royaumes à peu près égaux en puissance, mais moins célèbres qu'ils ne l'avaient été autrefois.

Sous le règne de Frédéric V[1], le Danemarck avait usurpé le Schleswic sur la maison de Holstein. Sous le règne de Christian IV on voulait conquérir le royaume des cieux[2]. La reine Madelaine de Bareuth[3] se servait de la bigoterie, pour que ce frein sacré empêchât son mari de lui faire des infidélités : et le roi, devenu zélateur outré de Luther, avait par son exemple entraîné toute sa cour dans

réclama comme devant revenir à la couronne, puisqu'il n'y avait plus d'héritiers mâles; enfin le prince de Conti réclama à son tour la principauté comme étant héritier des Longueville. La question fut remise au parlement de Paris, qui rendit arrêt par lequel le domaine utile d'Orange était adjugé au prince de Conti et le haut domaine au roi de France. Le dixième article du traité d'Utrecht confirma cet arrêt. Enfin, un arrêt du conseil du 13 décembre 1714 ordonna la réunion de la principauté d'Orange au Dauphiné.

[1] Ce n'est pas Frédéric V dont veut parler ici Frédéric II, c'est du roi Frédéric IV, né en 1671, monté sur le trône en 1699, qui, ligué avec Pierre le Grand, déclara la guerre au duc de Holstein. Frédéric IV mourut en 1730.

[2] Le Christian IV qu'a en vue Frédéric II est Christian VI, né en 1699, monté sur le trône en 1730, mort en 1746. Ce fut lui qui acheta, pour un million, du duc de Holstein le duché de Schleswig.

[3] La femme de Christian VI, dont il s'agit ici, se nommait Sophie-Madeleine de Brandebourg-Culmbach; ce prince l'avait épousée en 1721.

le fanatisme. Un prince dont l'imagination est frappée de la Jérusalem céleste dédaigne les fanges de la terre; les soins des affaires sont pris pour des moments perdus, les axiomes de la politique pour des cas de conscience; les règles de l'Évangile deviennent son code militaire, et les intrigues des prêtres influent dans les délibérations de l'État. Depuis le pieux Énée, depuis les croisades de saint Louis, nous ne voyons dans l'histoire aucun exemple de héros dévots. Mahomet, loin d'être dévot, n'était qu'un fourbe qui se servait de la religion pour établir son empire et sa domination. Le roi entretient 36,000 hommes de troupes réglées; il achète les recrues en Allemagne et vend ces troupes à la puissance qui le paye le mieux; il peut rassembler 30,000 miliciens, dont ceux de la Norvége passent pour les meilleurs. La marine danoise est composée de 27 vaisseaux de ligne et de 33 d'un ordre inférieur : cette marine est la partie de l'administration de ce pays la plus perfectionnée; tous les connaisseurs en font l'éloge. Les revenus du Danemarck ne passent pas 5,600,000 écus. Cette puissance était alors aux gages des Anglais, qui lui payaient un subside de 15,000 écus pour la solde de 6,000 hommes. Le prince de Culmbach-Bareuth commandait les troupes de terre : ni lui ni les autres généraux au service de cette puissance ne méritent d'article dans ces mémoires. M. Schulin, ministre de ce prince, doit être rangé dans la même catégorie. Il résulte de ce que nous venons d'exposer que le Danemarck doit être compté au nombre des puissances du second ordre et comme un accessoire qui, se rangeant d'un parti, peut ajouter un grain à la balance des pouvoirs.

Si de là vous passez en Suède, vous ne trouverez rien de commun entre ces deux royaumes, sinon l'avidité de tirer des subsides. Le gouvernement suédois est un mélange de l'aristocratie, de la démocratie et du gouvernement monarchique, entre lesquels les deux premiers genres pré-

valent. La diète générale des États se rassemble tous les trois ans. On élit un maréchal, lequel a la plus grande influence dans les délibérations. Si les voix sont partagées, le roi, qui en a deux, décide de l'affaire : il choisit, de trois candidats qu'on lui propose, celui qu'il veut, pour remplir les places vacantes. La diète élit un comité secret, composé de cent membres tirés de la noblesse, du clergé, des bourgeois et des paysans : il examine la conduite que le roi et le sénat ont tenue dans l'intervalle des diètes, et il donne au sénat des instructions qui embrassent les affaires intérieures comme les étrangères.

La reine Ulrique[1], sœur de Charles XII, avait remis les rênes du gouvernement entre les mains de son époux Frédéric de Hesse[2]. Ce nouveau roi respecta scrupuleusement les droits de la nation : il considérait son poste à peu près comme un vieux lieutenant-colonel invalide regarde un petit gouvernèment qui lui procure une retraite honorable. Avant d'épouser la reine Ulrique, ce prince perdit la bataille de Mont-Cassel en Lombardie, pour donner à son père, qui se trouvait dans son armée, le spectacle d'un combat. Le comte Oxenstiern avait été chancelier du royaume[3], il fut déplacé par le comte de Guillenbourg. Ce comte s'était attaché les officiers; ce qui lui donnait un parti considérable en Suède : il désirait la guerre, se flattant de relever sa nation par quelque conquête. La France désirait encore plus de se servir des Suédois, espérant d'abaisser par eux la fierté russienne, et de venger ainsi les affronts que son ambassadeur Monti[4],

[1] Ulrique-Éléonore, fille de Charles XI et d'Ulrique-Eléonore de Danemarck, monta sur le trône en 1719; elle mourut en 1741.

[2] Frédéric de Hesse-Cassel, marié en premières noces à Dorothée de Brandebourg, et, en secondes noces, à Ulrique-Éléonore, reine de Suède. Il fut couronné sous le nom de Frédéric I[er] et mourut en 1751.

[3] Benoît Oxenstiern, né en 1623, gouverneur de Varsovie et de la haute Pologne, chancelier de Suède et premier ministre, mort en 1702.

[4] On lit dans les *Mémoires du duc de Luynes*, du 13 mars 1738 : « On

fait prisonnier à Danzic, avait essuyés à Pétersbourg : dans cette vue la France payait à la Suède un subside annuel de 300,000 écus, qui ne l'engageait cependant à aucune hostilité.

La Suède n'était plus ce qu'elle avait été autrefois. Les neuf dernières années du règne de Charles XII avaient été signalées par des malheurs. Ce royaume avait perdu la Livonie, un grand morceau de la Poméranie et les duchés de Brème et de Verden. Ce démembrement la privait de revenus, de soldats et de grains que précédemment elle retirait de ces provinces : la Livonie était son magasin d'abondance. Quoique la Suède ne contienne qu'environ 2,000,000 d'âmes, son sol stérile et quantité de montagnes arides dont elle est couverte ne lui fournissaient pas même de quoi nourrir cette faible population ; la cession de la Livonie la réduisit aux abois. Les Suédois révéraient cependant (quelque malheur qu'il leur fût arrivé) la mémoire de Charles XII, et, par une suite assez ordinaire des contradictions de l'esprit humain, ils l'outragèrent après sa mort en punissant Görtz du dernier supplice. comme si le ministre était coupable des fautes de son maître.

Les revenus de ce royaume montaient approchant à 4,000,000 d'écus; il n'entretenait que 7,000 hommes de troupes réglées, et 33,000 de milice étaient payés d'un fonds différent. On avait donné du temps de Charles XI[1] des terres à cultiver à ce nombre de paysans qui étaient en même temps militaires, obligés de s'assembler les dimanches pour faire l'exercice et s'instruire à combattre

a appris aujourd'hui la mort de M. le marquis de Monti, qui était depuis peu lieutenant général et chevalier de l'ordre. Il avait été ambassadeur en Pologne et était fort estimé. Il est mort à Paris d'un érésipèle. Il avait le régiment Royal-Italien ; il n'avait jamais été marié. » T. II, p. 61.

[1] Charles XI, né le 24 novembre 1655, succéda à Charles-Gustave X, son père, sur le trône de Suède en 1660 et mourut en 1697.

pour la défense du pays; mais, lorsque la Suède faisait agir ses troupes au delà de ses frontières, il fallait les solder du trésor public. Ses ports contenaient 24 vaisseaux de ligne et 36 frégates. Une longue paix avait rendu leurs soldats paysans; leurs meilleurs généraux étaient morts; les Buddenbrock et les Lowenhaupt n'étaient pas comparables aux Reinschild; mais un instinct belliqueux animait encore cette nation, et il ne lui manquait qu'un peu de discipline et de bons conducteurs[1]. C'est le pays de Pharasmane qui ne produit que du fer et des soldats.

De toutes les nations de l'Europe, la suédoise est la plus pauvre. L'or et l'argent (j'en excepte les subsides) y est aussi peu connu qu'à Sparte : de grandes plaques de cuivre timbrées leur tiennent lieu de monnaie, et, pour éviter l'incommodité du transport de ces masses lourdes, on y avait substitué le papier. L'exportation de ce royaume se borne au cuivre, au fer et au bois; mais dans la balance du commerce la Suède perd annuellement 500,000 écus, à cause que ses besoins surpassent ses exportations. Le climat rigoureux où elle est située lui interdit toute industrie; sa laine grossière ne produit que des draps propres à vêtir le bas peuple. Les plus beaux édifices de Stockholm et les meilleurs palais que les seigneurs aient dans leurs terres datent de la guerre de trente ans. Ce royaume était effectivement gouverné par un triumvirat composé des comtes Thuro Bielke, Eckeblat et Rosen. La Suède conservait encore sous la forme du gouvernement républicain la fierté de ses temps monarchiques :

[1] Charles-Gustave, comte de Rehnschold, et non Reinschild, né en 1651, entra au service en 1673, fut nommé par Charles XII feld-maréchal, sénateur et comte; il mourut en 1722 : à la suite de la guerre qui eut lieu entre la Suède et la Russie et qui se termina par la capitulation d'Abo, les généraux Buddenbrock et Lœwenhaupt, qui avaient commandé dans cette guerre, furent condamnés à mort par le sénat de Stockholm et décapités, le premier, le 27 juillet, et, le second, le 5 août 1743.

un Suédois se croyait supérieur au citoyen de toute autre nation.

Le génie des Gustave-Adolphe et des Charles XII avait laissé des impressions si profondes dans l'esprit des peuples, que ni les vicissitudes de la fortune, ni le temps n'avaient pu les effacer. La Suède éprouva le sort de tout État monarchique qui se change en républicain ; elle s'affaiblit. L'amour de la gloire se changea en esprit d'intrigue ; le désintéressement en avidité ; le bien public fut sacrifié au bien personnel ; les corruptions allèrent au point, que tantôt le parti français, tantôt la faction russe l'emportait dans les diètes, mais personne n'y soutenait le parti national. Avec ces défauts les Suédois avaient conservé l'esprit de conquête, directement opposé à l'esprit républicain, qui doit être pacifique, s'il veut conserver la forme du gouvernement établi. Ce royaume, tel que nous venons de le représenter, ne pouvait avoir qu'une faible influence dans les affaires générales de l'Europe ; aussi avait-il perdu beaucoup de sa considération.

La Suède a pour voisine une puissance des plus redoutables. Depuis le septentrion, en prenant de la mer Glaciale jusqu'aux bords de la mer Noire, et de la Samogitie jusqu'aux frontières de la Chine, s'étend le terrain immense qui forme l'empire de Russie, ce qui produit 800 milles d'Allemagne en longueur sur 3 ou 400 en largeur. Cet État, jadis barbare, avait été ignoré en Europe avant le czar Iwan Basilide[1]. Pierre Ier, pour policer cette nation, travailla sur elle comme l'eau forte sur le fer : il fut et le législateur et le fondateur de ce vaste empire ; il créa des hommes, des soldats et des ministres ; il fonda la ville de Pétersbourg ; il établit une marine considérable et parvint à faire respecter sa nation et ses talents singuliers à l'Europe entière.

[1] Iwan IV, connu dans l'histoire sous le nom de Jean Basilide, monta sur le trône en 1534 et mourut en 1584.

Anne Iwanowna, nièce de Pierre Ier, gouvernait alors ce vaste empire : elle avait succédé à Pierre II, fils du premier empereur. Le règne d'Anne fut marqué par une foule d'événements mémorables, et par quelques grands hommes dont elle eut l'habileté de se servir; ses armes donnèrent un roi à la Pologne. Elle envoya au secours de l'empereur Charles VI 10,000 Russes au bord du Rhin, pays où cette nation avait été peu connue (1735). La guerre qu'elle fit aux Turcs fut un cours de prospérités et de triomphes; et, lorsque l'empereur Charles VI envoyait solliciter la paix jusqu'au camp des Turcs, elle dictait des lois à l'empire ottoman. Elle protégea les sciences dans sa résidence; elle envoya même des savants à Kamtschatka, pour trouver une route plus abrégée qui favorisât le commerce des Moscovites avec les Chinois. Cette princesse avait des qualités qui la rendaient digne du rang qu'elle occupait; elle avait de l'élévation dans l'âme, de la fermeté dans l'esprit; libérale dans ses récompenses; sévère dans ses châtiments; bonne par tempérament; voluptueuse sans désordre.

Elle avait fait duc de Courlande Biren, son favori[1] et son ministre. Les gentilshommes, ses compatriotes, lui disputaient jusqu'à l'ancienneté de sa noblesse. Il était le seul qui eût un ascendant marqué sur l'esprit de l'impératrice; il était, de son naturel, vain, grossier et cruel; mais ferme dans les affaires, ne se refusant point aux entreprises les plus vastes. Son ambition voulait porter le nom de sa maîtresse jusques au bout du monde; d'ailleurs, aussi avare pour amasser que prodigue en ses dépenses; ayant quelques qualités utiles, sans en avoir de bonnes ni d'agréables.

L'expérience avait formé sous le règne de Pierre Ier un

[1] Jean-Ernest de Biren, né en 1687, favori de l'impératrice Anne, qui le fit nommer duc de Courlande; après une longue suite de faveurs et de disgrâces, il mourut en 1772.

homme fait pour soutenir le poids du gouvernement sous les successeurs de ce prince. C'était le comte d'Ostermann[1]; il conduisit en pilote habile, pendant l'orage des révolutions, le gouvernail de l'État d'une main toujours sûre. Il était originaire du comté de la Marck en Westphalie, d'une extraction obscure; mais les talents sont distribués par la nature sans égard aux généalogies. Ce ministre connaissait la Moscovie comme Verney le corps humain[2]; circonspect ou hardi, selon que le demandaient les circonstances, et renonçant aux intrigues de la cour pour se conserver la direction des affaires. On pouvait compter, outre le comte Ostermann, le comte Lœwenwolde et le vieux comte Golowkin du nombre des ministres dont la Russie pouvait tirer parti. Le comte de Munnich, qui du service de Saxe avait passé à celui de Pierre Ier, était à la tête de l'armée russe; c'était le prince Eugène des Moscovites; il avait les vertus et les vices des grands généraux; habile, entreprenant, heureux; mais fier, superbe, ambitieux et quelquefois trop despotique, et sacrifiant la vie de ses soldats à sa réputation. Lascy[3], Keith, Lœwendahl et d'autres habiles généraux se formaient dans son école.

Le gouvernement entretenait alors 10,000 hommes de gardes, cent bataillons qui faisaient le nombre de 60,000 hommes, 20,000 dragons, 2,000 cuirassiers; ce qui

[1] André, comte d'Osterman, chancelier de Russie, entra, vers 1704, au service de la Russie. Pierre Ier, qui apprécia ses talents, le créa baron et conseiller intime. Catherine Ire le nomma vice-chancelier et gouverneur de Pierre II. L'impératrice Anne le fit ministre du cabinet et chancelier. Condamné à mort comme traître, sous Élisabeth, sa peine fut commuée en un exil perpétuel; il mourut en 1747.

[2] Pierre Du Verney, médecin et anatomiste, dont il est parlé dans les Mémoires de madame de Staal : c'est lui qui disait de cette dernière que c'était la fille du monde qui connaissait le mieux le corps humain.

[3] Pierre de Lascy, né en 1678 en Irlande, entra d'abord au service de l'Autriche, puis de la Pologne, puis de la Russie; en 1709, il était brigadier des armées du czar; en 1720, lieutenant général; en 1722, général en chef de l'infanterie. Il mourut en 1751; il était alors gouverneur de la Livonie.

montait au nombre de 92,000 hommes de troupes réglées; 30,000 de milice et autant de Cosaques, de Tartares et de Calmouks qu'on voulait assembler. De sorte que cette puissance pouvait mettre sans faire d'efforts 170,000 hommes en campagne. La flotte russienne était évaluée alors à 12 vaisseaux de ligne, 26 vaisseaux d'un ordre inférieur et 40 galères. Les revenus de l'empire montaient à 14 ou 15,000,000 d'écus. La somme paraît modique en la comparant à l'étendue immense de ces États; mais tout y est à bon marché. La denrée la plus nécessaire aux souverains, les soldats, ne coûtent pas pour leur entretien la moitié de ce que payent les autres puissances de l'Europe. Le soldat russe ne reçoit que huit roubles par an et des vivres qui s'achètent à vil prix : ces vivres donnent lieu à ces équipages énormes qu'ils traînent après leurs armées. Dans la campagne que le maréchal Munnich fit l'année 1737 contre les Turcs, on comptait dans son armée autant de chariots que de combattants.

Pierre Ier avait formé un projet que jamais prince avant lui n'avait conçu. Au lieu que les conquérants ne s'occupent qu'à étendre leurs frontières, il voulait resserrer les siennes. La raison en était que ses États étaient mal peuplés en comparaison de leur vaste étendue. Il voulait rassembler entre Pétersbourg, Moscou, Kasan et l'Ukraine, les 12,000,000 d'habitants éparpillés dans cet empire, pour bien peupler et cultiver cette partie, qui serait devenue d'une défense aisée par les déserts qui l'auraient environnée et séparée des Persans, des Turcs et des Tartares; ce projet, comme beaucoup d'autres, avorta par la mort de ce grand homme.

Le czar n'avait eu le temps que d'ébaucher le commerce. Sous l'impératrice Anne, la flotte marchande des Russes ne pouvait entrer en aucune comparaison avec celles des puissances du Sud. Cependant tout annonce à cet empire que sa population, ses forces, ses richesses et

son commerce feront les progrès les plus considérables. L'esprit de la nation est un mélange de défiance et de finesse; paresseux, mais intéressés, ils ont l'adresse de copier, mais non le génie de l'invention : les grands sont factieux, les gardes, redoutables aux souverains; le peuple est stupide, ivrogne, superstitieux et malheureux. L'état des choses, tel que nous venons de le rapporter, a sans doute empêché que jusqu'ici l'académie des sciences n'ait fait des élèves moscovites.

Depuis les désastres de Charles XII et l'établissement d'Auguste de Saxe en Pologne, depuis les victoires du maréchal Munnich sur les Turcs, les Russes étaient réellement les arbitres du Nord; ils étaient si redoutables, que personne ne pouvait gagner en les attaquant, ayant des espèces de déserts à traverser pour les atteindre, et il y avait tout à perdre, en se réduisant même à la guerre défensive s'ils venaient vous attaquer. Ce qui leur donne cet avantage, c'est le nombre de Tartares, Cosaques et Calmouks qu'ils ont dans leurs armées. Ces hordes vagabondes de pillards et d'incendiaires sont capables de détruire par leurs incursions les provinces les plus florissantes, sans que leur armée même y mette le pied. Tous leurs voisins, pour éviter ces dévastations, les ménageaient, et les Russes envisageaient l'alliance qu'ils contractaient avec d'autres peuples comme une protection qu'ils accordaient à leurs clients.

L'influence de la Russie s'étendait plus directement sur la Pologne que sur ses autres voisins : cette république fut forcée après la mort d'Auguste Ier d'élire Auguste II, pour le placer sur le trône que son père avait occupé. La nation était pour Stanislas; mais les troupes russes firent changer les vœux de la nation à leur gré. Ce royaume est dans une anarchie perpétuelle : les grandes familles sont toutes divisées d'intérêt; ils préfèrent leurs avantages au bien public, et ne se réunissent qu'en usant de la même

dureté pour opprimer leurs sujets, qu'ils traitent moins en hommes qu'en bêtes de somme.

Les Polonais sont vains, hauts dans la fortune, rampants dans l'adversité; capables de tout pour amasser de l'argent, qu'ils jettent aussitôt par les fenêtres lorsqu'ils l'ont; frivoles, sans jugement, toujours disposés à prendre et à quitter un parti sans raison, et à se précipiter par l'inconséquence de leur conduite dans les plus mauvaises affaires: ils ont des lois, mais personne ne les observe, faute de justice coercitive. La cour voit grossir son parti lorsque beaucoup de charges viennent à vaquer; le roi a le privilége d'en disposer et de faire à chaque gratification de nouveaux ingrats. La diète s'assemble tous les trois ans, soit à Grodno, soit à Varsovie. La cour met sa politique à faire tomber l'élection du maréchal de la diète sur un sujet qui lui est dévoué. Malgré ses soins, durant le règne d'Auguste II il n'y a eu que la diète de pacification qui ait tenu. Cela ne peut manquer d'arriver ainsi, puisqu'un seul député dans les assemblées qui s'oppose à leurs délibérations rompt la diète: c'est le *veto* des anciens tribuns de Rome.

Les principales familles de la Pologne étaient alors les Czartorinsky, les Potocki, les Tarlo, les Lubomirsky. L'esprit est tombé en quenouille dans ce royaume; les femmes font les intrigues, elles disposent de tout tandis que leurs maris s'enivrent. La Pologne a beaucoup de productions et pas assez d'habitants pour les consommer. Ils n'ont de villes que Varsovie, Cracovie, Danzic et Léopold; les autres seraient de mauvais villages en tout autre pays. Comme la république manque entièrement de manufactures, le surplus du blé de la consommation monte seul à 200,000 winspels; ajoutez-y le bois, la potasse, les peaux, les bestiaux et les chevaux dont ils fournissent leurs voisins. Tant de branches d'exportation leur rendent la balance du commerce avantageuse. Les villes de Bres-

lau, Leipzic, Danzic, Francfort et Kœnigsberg leur vendent leurs marchandises, gagnent sur les denrées qu'ils tirent de ce royaume, et font payer chèrement à ce peuple grossier le prix de leur industrie.

La Pologne entretient 24,000 hommes effectifs de mauvaises troupes; elle peut rassembler dans des cas pressants son arrière-ban, connu sous le nom de la Pospolite Ruszenie. Cependant ce fut en vain qu'Auguste Ier le convoqua contre Charles XII. Il résulte de cet exposé qu'il était facile à la Russie, sous un gouvernement plus perfectionné, de profiter de la faiblesse de ce pays voisin et de gagner un ascendant supérieur sur un État aussi arriéré. Les revenus du roi ne passent pas 1,000,000 d'écus. Les rois saxons en employaient la plus grande partie en corruption, dans l'espérance de perpétuer le gouvernement dans leur famille, et de rendre avec le temps ce royaume héréditaire. Auguste II était doux par paresse, prodigue par vanité, soumis sans religion à son confesseur et sans amour à la volonté de son épouse; ajoutons son penchant aux directions de son favori le comte de Bruhl. Le plus grand obstacle que l'on eut à vaincre pour le placer sur le trône de la Pologne, fut son indolence. La reine son épouse était fille de l'empereur Joseph et sœur de l'électrice de Bavière. [Tisiphone et Alecto pouvaient passer pour des beautés en comparaison d'elle[1].] Le fond de son esprit était acariâtre; la hauteur et la superstition faisaient son caractère : elle aurait voulu rendre la Saxe catholique, mais ce n'était pas l'ouvrage d'un jour.

Le comte Bruhl et Hænechen étaient les ministres de la Saxe. Le premier avait été page, le second laquais. Bruhl avait été attaché au premier roi; il fut le principal instrument qui ouvrit le chemin du trône à Auguste II; en reconnaissance ce prince l'associa à la faveur de Sulkovsky, son favori d'alors. La concurrence excite la jalousie;

[1] La phrase entre crochets n'est pas dans les anciennes éditions.

aussi s'alluma-t-elle bientôt entre ces deux rivaux. Sulkovsky avait dressé un projet suivant lequel Auguste devait s'emparer de la Bohème après la mort de l'empereur Charles VI, comme d'une succession qui lui revenait par les droits de son épouse, en qualité de fille de l'empereur Joseph, l'aîné des deux frères, dont par conséquent la fille devait succéder préférablement à celle de son frère cadet. Le roi commençait à goûter ce plan. Bruhl, pour perdre son rival, communiqua son projet à la cour de Vienne, qui travailla conjointement avec lui pour faire exiler l'auteur d'un dessein aussi opposé à ses intérêts; mais par cette démarche Bruhl fut comme enchaîné aux intérêts de la nouvelle maison d'Autriche.

Ce ministre ne connaissait que les finesses et les ruses qui font la politique des petits princes. C'était l'homme de ce siècle qui avait le plus d'habits, de montres, de dentelles, de bottes, de souliers et de pantoufles. César l'aurait rangé dans le nombre des têtes si bien frisées et si bien parfumées qu'il ne craignait guère. Il fallait un prince tel qu'Auguste II pour qu'un homme du genre de Bruhl pût jouer le rôle de premier ministre. Les généraux saxons n'étaient pas les premiers hommes de guerre qu'il y eût en Europe. Le duc de Weissensels avait de la valeur, mais pas assez de génie. Rutowsky, bâtard du roi Auguste Ier, s'était distingué à l'affaire du Timoc; mais il était trop épicurien et trop indolent pour le commandement. La Saxe avait quelques gens d'esprit que la jalousie de Bruhl éloignait des affaires : cette cour était bien servie par ses espions, et mal par ses ministres. Elle était si fort dépendante de la Russie, qu'elle n'osait contracter d'engagement sans la permission de cette puissance : alors la Russie, la cour de Vienne, l'Angleterre et la Saxe étaient alliées.

La Saxe est une des provinces les plus opulentes de l'Allemagne : elle doit cet avantage à la bonté de son sol, et à l'industrie de ses sujets, qui rendent leurs fabriques

florissantes. Le souverain en retirait 6,000,000 de revenu, dont on décomptait 1,500,000 écus employés à l'acquit des dettes auxquelles les deux élections de Pologne avaient donné lieu. L'électeur entretenait 24,000 hommes de troupes réglées, et le pays pouvait encore lui fournir une milice de 8,000 hommes.

Après l'électeur de Saxe, l'électeur de Bavière est un des plus puissants princes d'Allemagne. Charles régnait alors [1]. Son père Maximilien [2] embrassa le parti de France dans la guerre de Succession, et perdit avec la bataille de Hœchstedt ses États et ses enfants. Charles même fut élevé à Vienne dans la captivité. Ce prince, en succédant à son père, ne trouva que des malheurs à réparer. Il était doux, bienfaisant, peut-être trop facile. Le comte de Tœrring était à la fois son premier ministre et son général, et peut-être également incapable de ces deux emplois.

La Bavière rapporte 5,000,000 dont un million à peu près sert, comme en Saxe, pour payer les vieilles dettes. La France donnait alors à l'électeur un subside de 300,000 écus. La Bavière est le pays de l'Allemagne le plus fertile et où il y a le moins de génie : c'est le paradis terrestre habité par des bêtes. Les troupes de l'électeur étaient délabrées; de 6,000 hommes qu'il avait envoyés en Hongrie au service de l'Empereur, il n'en était pas revenu la moitié : tout ce que la Bavière pouvait mettre en campagne ne passait pas 12,000 hommes.

L'électeur de Cologne, frère de celui de Bavière, avait mis sur sa tête le plus de mitres qu'il avait pu s'approprier [3].

[1] Charles-Albert, électeur de Bavière, et depuis empereur sous le nom de Charles VII, né en 1697, mort en 1745.

[2] Maximilien-Emmanuel, né en 1662, mort en 1726.

[3] Clément-Auguste, fils de Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière, né en 1700, évêque de Munster et de Paderborn en 1719, électeur de Cologne en 1723, évêque d'Hildelsheim en 1728, évêque d'Osnabruck la même année, grand maître de l'ordre Teutonique en 1732, mort en 1761.

Il était électeur de Cologne, évêque de Munster, de Paderborn, d'Osnabruk, et de plus grand maître de l'ordre Teutonique; il entretenait 8 à 12,000 hommes, dont il trafiquait comme un bouvier avec ses bestiaux. Alors il s'était vendu à la maison d'Autriche. L'électeur de Mayence [1], doyen du collége électoral, n'a pas les ressources de celui de Cologne. Celui de Trèves est le plus mal partagé de tous [2]. Le baron d'Eltz, alors électeur de Mayence, passait pour bon citoyen, honnête homme et attaché à sa patrie. Comme il était sans passions et sans préjugés, il ne se livrait pas aveuglément aux caprices de la cour de Vienne. L'électeur de Trèves ne savait que ramper. L'électeur palatin ne jouait pas un grand rôle [3]; il avait soutenu la neutralité dans la guerre de 1733, et son pays souffrit des désordres que les deux armées y commirent. Il entretient 8 à 10,000 hommes, il a deux forteresses, Manheim et Dusseldorff; mais il manque de soldats pour les défendre.

Le reste des ducs, des princes et des États de l'Empire étaient gouvernés par la cour impériale avec un sceptre de fer. Les faibles étaient esclaves, les puissants étaient libres. Dans ce temps, le duc de Mecklenbourg [4] avait un séquestre: les commissaires de la cour de Vienne fomentaient la désunion entre le duc et ses États, et consumaient les uns et les autres. Les petits princes portaient le joug, faute de pouvoir le secouer; leurs ministres, qui étaient gagés et titrés par les Empereurs, assujettissaient leurs maîtres au despotisme autrichien. Le corps germa-

[1] Philippe-Charles d'Eltz-Kempœnich, né en 1665, électeur de Mayence en 1732, mort en 1743.

[2] François-Georges de Schœnborn, élu électeur de Trèves en 1729, mort en 1756.

[3] Charles-Philippe, né le 4 novembre 1661, électeur palatin du Rhin en 1716, mort en 1742.

[4] Charles-Léopold, né en 1679, duc de Mecklembourg en 1713, mort en 1747.

nique est puissant, si vous considérez le nombre de rois, d'électeurs et de princes qui la composent; il est faible, si vous examinez les intérêts opposés qui le divisent.

Les diètes de Ratisbonne ne sont qu'une espèce de fantôme qui rappelle la mémoire de ce qu'elles étaient jadis. C'est une assemblée de publicistes plus attachés aux formes qu'aux choses. Un ministre qu'un souverain envoie à cette assemblée est l'équivalent d'un mâtin de basse-cour qui aboie à la lune. S'il est question de faire la guerre la cour impériale sait confondre habilement sa querelle particulière avec les intérêts de l'Empire, pour faire servir les forces germaniques d'instrument à ses vues ambitieuses. Les religions différentes, tolérées en Allemagne, n'y causent plus des convulsions violentes comme autrefois. Les partis subsistent, mais le zèle s'est attiédi. Beaucoup de politiques s'étonnent qu'un gouvernement aussi singulier que celui de l'Allemagne ait pu subsister si longtemps, et par un jugement peu éclairé ils attribuent sa durée au flegme national. Ce n'est point cela. Les Empereurs étaient électifs, et depuis l'extinction de la race de Charlemagne on voit toujours des princes d'une famille différente élevés à cette dignité; ils avaient des querelles avec leurs voisins; ils eurent ce fameux démêlé avec les papes touchant l'investiture des évêques avec la crosse et l'anneau; ils étaient obligés de se faire couronner à Rome: c'était autant d'entraves qui les empêchaient d'établir le despotisme dans l'Empire. D'autre part les électeurs, quelques princes et quelques évêques étaient assez forts, en se réunissant, pour s'opposer à l'ambition des Empereurs, mais ils ne l'étaient pas assez pour changer la forme du gouvernement. Depuis que la couronne impériale se perpétua dans la maison d'Autriche, le danger d'un despotisme devint plus apparent. Charles-Quint, après la bataille de Mühlberg, put se rendre souverain; il négligea le moment, et lorsque les Ferdinands ses successeurs vou-

lurent tenter cette entreprise, la jalousie des Français et des Suédois, qui s'y opposèrent, leur fit manquer leur projet; et pour le gros des princes de l'Empire, l'équilibre réciproque et une envie mutuelle les empêchent de s'agrandir.

En allant au midi de l'Allemagne vers l'occident, on trouve cette république singulière, annexée, pour ainsi dire, au corps germanique, en quelque manière libre. La Suisse depuis le temps de César avait conservé sa liberté, à l'exception d'un court espace, où la maison d'Habsbourg l'avait subjuguée. Elle ne porta pas longtemps ce joug; les empereurs autrichiens tentèrent vainement à différentes reprises d'assujettir ces montagnards belliqueux : l'amour de la liberté et leurs rochers escarpés les défendent contre l'ambition de leurs voisins.

Durant la guerre de la succession d'Espagne, le comte de Luc, ambassadeur de France, y suscita, sous le prétexte de la religion, une guerre intestine, pour empêcher cette république de se mêler des troubles de l'Europe[1].

Tous les deux ans les treize cantons tiennent une diete générale, où préside alternativement un schultheifs de Berne ou de Zuric. Le canton de Berne joue dans cette république le rôle de la ville d'Amsterdam dans la république de Hollande; il y jouit d'une prépondérance décidée. Les deux tiers de la Suisse sont de la religion réformée; le reste est catholique. Ces réformés par leur rigidité ressemblent aux presbytériens de l'Angleterre, et les catholiques, à ce que l'Espagne produit de plus fanatique. La sagesse de ce gouvernement consiste en ce que les peuples, n'y étant pas foulés, sont aussi heureux que le comporte leur

[1] Charles-François de Vintimille, des comtes de Marseille du Luc, de Vins, d'Agoult, comte du Luc, marquis des Arcs, de Vins, de la Martre, de Savigny, lieutenant du roi en Provence, chevalier de l'ordre, commandeur de Saint-Louis, né en 1653, servit d'abord sur mer; ambassadeur en Suisse en 1708, à Vienne en 1715, conseiller d'État d'épée en 1724, mort en 1740.

état, et que, ne s'écartant jamais des principes de la modération, ils se sont toujours conservés indépendants par leur sagesse. Cette république peut rassembler sans effort 100,000 hommes pour sa défense, et elle a accumulé assez de richesses pour soudoyer pendant trois années ce nombre de troupes. Tant d'arrangements sages et estimables semblent avilis par l'usage barbare de vendre leurs sujets à qui veut les payer : d'où il résulte que les Suisses d'un même canton au service de France font la guerre à leurs proches au service de Hollande; mais qu'y a-t-il de parfait au monde?

Si de là nous descendons en Italie, nous trouvons cet ancien empire romain divisé en autant de parties que l'ambition des princes a pu le démembrer. La Lombardie est partagée entre les Vénitiens, les Autrichiens, les Savoyards et les Génois. De ces possessions, celles du roi de Sardaigne paraissent les plus considérables. Victor-Amédée sortait alors de la guerre qu'il avait soutenue contre la maison d'Autriche, par laquelle il avait écorné le duché de Milan [1]. Ses États lui rapportaient environ 5,000,000 de revenu, avec lesquels il entretenait en temps de paix 30,000 hommes, qu'il pouvait porter à 40,000 en temps de guerre. Victor-Amédée passait en Italie, parmi les connaisseurs, pour un prince versé dans la politique et bien éclairé sur ses intérêts. Son ministre, le marquis d'Ormée, avait la réputation de n'avoir pas mal profité dans l'école de Machiavel [2]. La politique de cet État consistait à tenir la balance entre la maison d'Autriche et les deux branches de la maison de Bourbon, afin de se ménager par cet équilibre les moyens d'étendre et

[1] Victor-Amédée II, né en 1666, monta sur le trône en 1675, abdiqua en 1730, mourut en 1732.

[2] Charles-François-Vincent Ferrero, marquis d'Ormea, fut d'abord juge à Carmagnole. En 1732, il était ministre des affaires étrangères et de l'intérieur; décoré de l'ordre de l'Annonciade et chancelier de robe et d'épée, il mourut en 1745.

d'augmenter ses possessions. Charles-Emmanuel avait souvent dit[1] : « Mon fils, le Milanais est comme un artichaut, » il faut le manger feuille par feuille. » Dans ce temps, le roi de Sardaigne, indisposé contre les Bourbons au sujet de la paix de 1737 que le cardinal de Fleury avait conclue à son insu, penchait plus pour la maison d'Autriche.

Le reste de la Lombardie était partagé comme nous l'avons dit. L'Empereur y possédait le Milanais, le Mantouan, le Plaisantin, et on avait établi en Toscane son gendre le duc de Lorraine[2]. La république de Gênes, située à l'occident de la Savoie, était encore fameuse par sa banque, par un reste de commerce et par ses beaux palais de marbre. La Corse s'était révoltée contre elle. La première rébellion fut apaisée par les troupes que l'Empereur y envoya l'année 1732; la seconde, par les Français, sous le commandement du comte de Maillebois; mais ces secours étrangers étouffèrent bien le feu pour un temps, sans pouvoir l'éteindre tout à fait.

Venise, située du côté de l'orient, est plus considérable que Gênes. Cette superbe cité s'élève sur 72 îles, qui contiennent 200,000 habitants; elle est gouvernée par un conseil, à la tête duquel est un doge soumis à la ridicule cérémonie de se marier tous les ans avec la mer Adriatique. Au dix-septième siècle, la république perdit l'île de Candie; et alliée des Autrichiens au dix-huitième siècle, lorsque le grand Eugène conquit Bellegrade et Témeswar, elle perdit la Morée. Venise a des vaisseaux, sans qu'ils soient assez nombreux pour former une flotte : elle entretient 15,000 hommes de troupes de terre; le général qui les commande est ce même Schulenbourg qui, dans la guerre de Pologne, échappa par son habileté à Charles XII à la

[1] Charles-Emmanuel II, père de Victor-Amédée II, dont il vient d'être parlé, né en 1634, monté sur le trône en 1638, mort en 1675.

[2] François, depuis empereur, époux de Marie-Thérèse, fille de Charles VI.

bataille de Fraustadt, et fit cette belle retraite en Silésie au passage de la Bartsch.

Les Vénitiens et les Génois, avant la découverte de la boussole, fournissaient l'Allemagne de toutes les marchandises que le luxe fait ramasser aux extrémités de l'Asie : de nos temps, ce sont les Anglais et les Hollandais qui, leur ayant enlevé ce négoce, s'en sont attribué les avantages.

La guerre de 1733 avait fait passer don Carlos de Toscane sur le trône de Naples. Ce royaume avait été conquis sur Louis XII par Gonsalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine, pour Ferdinand le Catholique. La mort de Charles II[1], roi d'Espagne, le fit passer, durant la guerre de Succession, sous la domination autrichienne; et, durant la guerre de 1733, le succès de l'affaire de Bitonto le remit de nouveau sous les lois de don Carlos. Ce prince, trop jeune pour gouverner, était dirigé par le comte de Saint-Estevan, qui ne faisait qu'exécuter dans ce royaume les ordres de la reine d'Espagne. Le royaume de Naples, y compris la Sicile, rapportait environ 4,000,000 à son souverain; l'État n'entretenait que 12,000 hommes.

Nous ne faisons point mention dans ce résumé ni du duc de Modène[2], ni de la république de Lucques, ni de celle de Raguse : ce sont des miniatures déplacées dans une grande galerie de tableaux.

Le saint-siége venait alors de vaquer par la mort de Clément XII, de la maison de Corsini[3]; le conclave dura un an. Le Saint-Esprit demeura incertain jusqu'au jour que les factions des couronnes purent s'accommoder. Le cardinal Lambertini, ennuyé de ces longueurs, dit aux

[1] Charles II, fils de Philippe IV et de Marie-Anne d'Autriche, né en 1661, monta sur le trône en 1665, mort en 1700. Sa succession donna lieu à la célèbre guerre connue sous le nom de guerre de Succession.

[2] Renaud, né en 1655, duc de Modène en 1694, mort en 1737.

[3] Clément XII (Laurent Corsini), né en 1652, pape en 1730, mort en 1740.

autres cardinaux : « Décidez-vous enfin sur le choix d'un » pape. Voulez-vous un dévot? prenez Aldobrandi ; voulez-» vous un savant? prenez Coscia ; ou, si vous voulez un » bouffon, me voici. » Le Saint-Esprit choisit celui qui était de si belle humeur. Lambertini fut élu pape et prit le nom de Benoît XIV. A son avénement au pontificat, Rome et les papes ne gouvernaient plus le monde comme autrefois : les empereurs ne servaient plus de marchepied aux pontifes, et n'allaient plus s'avilir à Rome comme les Frédéric Barberousse ; Charles-Quint leur avait fait sentir sa puissance, et l'empereur Joseph ne les traita pas plus doucement, lorsque, durant la guerre de Succession, il s'empara de Comachio.

Le pape n'était, l'année 1740, que le premier évêque de la chrétienté ; il avait le département de la foi, qu'on lui abandonnait ; mais il n'influait plus comme autrefois dans les affaires politiques. La renaissance des lettres et la réforme avaient porté un coup mortel à la superstition. On canonisait quelquefois des saints, pour n'en pas perdre l'usage ; mais un pape qui aurait voulu prêcher des croisades dans le dix-huitième siècle, n'eût pas attroupé vingt polissons. Il était réduit à l'humiliant emploi d'exercer les fonctions de son sacerdoce et de faire en hâte la fortune de ses neveux. Tout ce que le pape put faire pour l'Empereur engagé dans la guerre des Turcs, l'année 1737, fut de l'autoriser par ses brefs à lever des dîmes sur les biens ecclésiastiques et à faire planter des croix de mission dans toutes les villes de sa dépendance, où le peuple courait en foule vomir de saintes imprécations contre les Turcs. L'empire ottoman ne s'en ressentit pas ; s'il avait été battu par les Russes, il fut partout victorieux des Autrichiens.

Bonneval[1], ce fameux aventurier, se trouvait alors à

[1] Claude-Alexandre, comte de Bonneval, né en 1675, entra dans la marine à douze ans, puis servit dans l'armée de terre ; à la suite d'un débat avec Chamillard, il passa dans les troupes autrichiennes, où il

Constantinople : du service de France, il avait passé à celui de l'Empereur, qu'il quitta par légèreté pour se faire Turc. Il n'était pas dépourvu de talents; il proposa au grand vizir de former l'artillerie sur le pied européen, de discipliner les janissaires, et d'introduire de l'ordre dans cette multitude innombrable de troupes qui ne combat qu'en confusion. Ce projet pouvait devenir dangereux pour les voisins, mais il fut rejeté comme contraire à l'Alcoran, dans lequel Mahomet recommande surtout de ne jamais toucher aux anciennes coutumes.

La nation turque a naturellement de l'esprit; c'est l'ignorance qui l'abrutit : elle est brave sans art; elle ne connaît rien à la police; sa politique est encore plus pitoyable. Le dogme de la fatalité, qui chez elle a beaucoup de créance, fait qu'ils rejettent la cause de tous leurs malheurs sur Dieu, et qu'ils ne se corrigent jamais de leurs fautes. La ville de Constantinople contient 2,000,000 d'habitants. La puissance de cet empire vient de sa grande étendue; cependant il ne subsisterait plus, si ce n'était la jalousie des princes de l'Europe qui le soutient. Le padischah Mahomet V régnait alors[1]. Une révolution l'avait tiré des prisons du sérail pour le placer sur le trône. La nature l'avait rendu aussi impuissant que ses eunuques : ce fut pour les beautés du sérail le règne le plus malheureux. Le voisin le plus redoutable des Turcs était le schah Nadir, connu sous le nom de Thamas Coulican[2]: ce fut lui qui asservit la Perse et subjugua le Mogol; il occupa souvent la Porte et servit de contre-poids aux guerres qu'elle aurait peut-être entreprises contre les puissances chrétiennes.

parvint au rang de lieutenant général. Brouillé avec le prince Eugène, il se rendit en Turquie et prit le nom d'Achmet-Pacha; il mourut en 1747.

[1] Mahomet V, fils de Mustapha II, monté sur le trône en 1730, mort en 1754.

[2] Schah-Nadir, proclamé roi de Perse en 1736, mort en 1747.

Voilà le précis de ce qu'étaient les forces et les intérêts des cours de l'Europe vers l'année 1740. Ce tableau était nécessaire pour répandre de la clarté sur les mémoires suivants; il ne nous reste qu'à rendre compte des progrès de l'esprit humain, tant pour la philosophie que pour les sciences, les beaux-arts, la guerre et ce qui regarde directement certaines coutumes établies. Les progrès de la philosophie, de l'économie politique, de l'art de la guerre, du goût et des mœurs, sont sans doute une matière à réflexion plus intéressante que de se rappeler les caractères d'imbéciles revêtus de la pourpre, de charlatans couverts de la tiare, et de ces rois subalternes, appelés ministres, dont bien peu méritent d'être marqués dans les annales de la postérité.

Quiconque veut lire l'histoire avec application s'apercevra que les mêmes scènes se reproduisent souvent et qu'il n'y a qu'à y changer le nom des acteurs; au lieu que suivre la découverte de vérités jusque-là inconnues, saisir les causes qui ont produit le changement dans les mœurs et ce qui a donné lieu à dissiper les ténèbres de la barbarie qui empêchaient d'éclairer les esprits, ce sont certainement là des sujets dignes d'occuper tous les êtres pensants. Commençons par la physique. Il y a à peine cent ans qu'elle est bien connue. Descartes publia ses principes de physique l'année 1644. Newton vint ensuite et expliqua les lois du mouvement (1687) et de la gravitation : il nous exposa la mécanique de l'univers avec une précision étonnante. Longtemps après lui, des philosophes (Lacondamine et Maupertuis) ont été sur les lieux et ont vérifié, tant en Laponie que sous l'équateur, les vérités que ce grand homme avait devinées sans sortir de son cabinet. Depuis ce temps, nous savons avec certitude que la terre est aplatie vers ses pôles. Newton fit plus : à l'aide de ses prismes (1704), il décomposa les rayons de la lumière et y trouva les couleurs primitives. Toricelli pesa l'air (1704) et trouva l'équilibre de la colonne de l'atmosphère et de la

colonne du mercure; on lui doit encore l'invention des baromètres.

La pompe pneumatique (1642) fut inventée à Magdebourg par Otton Guericke[1] : il s'aperçut, à l'occasion de la friction de l'ambre, d'une nouvelle propriété de la nature, celle de l'électricité. Dufay (1733)[2] fit des expériences à l'occasion de cette découverte, qui démontrèrent que la nature recèle des secrets inépuisables. Il paraît très-probable que ce ne sera qu'à force de multiplier les expériences de l'électricité qu'on parviendra à en tirer des connaissances utiles à la société. M. Ellert (1746)[3], en mêlant deux liqueurs d'une blancheur transparente, a produit une eau colorée en bleu foncé : le même a fait des expériences sur la transformation des métaux et sur les parties solides et nitreuses des eaux. Liberkuhn[4], par le moyen d'injections, a rendu palpables les ramifications les plus fines des fibres et des veines, dont la tissure déliée sert de canal à la circulation du sang humain : c'est le géographe des corps organisés. Boerhaave (1707), après Ruysh, découvrit la liqueur volatile qui circule dans les nerfs et qui s'évapore après la mort des hommes; on ne s'en était jamais douté. Sans doute que cette liqueur sert de courrier à la volonté de l'homme pour lui faire mouvoir les membres à l'égal de la vitesse

[1] Otto de Guericke, né à Magdebourg en 1602, mort à Hambourg en 1686.

[2] Charles-François de Cisternay-Dufay, né en 1698, intendant du Jardin du roi à Paris, mort en 1739. Ce fut lui qui désigna Buffon pour lui succéder dans la place qu'il occupait.

[3] Jean-Théodore Eller, né en 1689, premier médecin du roi de Prusse Frédéric-Guillaume en 1735. Frédéric II ajouta à ce titre, en 1755, celui de conseiller privé et de directeur du collége médico-chirurgical de Berlin; il mourut en 1760.

[4] Jean-Nathanael Lieberkuhn, né à Berlin en 1711, membre du collége des médecins de cette ville, membre de la société royale de Berlin, de celle de Londres et de l'académie des curieux de la nature, mort en 1756.

de la pensée. Hartsœcker[1] trouva dans le sperme humain des animaux qui peut-être servent de germe à la propagation. Lœwenhœck[2] et Trembley[3] trouvèrent, par leurs expériences sur le polype, que cet étrange animal se multiplie en autant de pièces qu'on le coupe.

La curiosité des hommes les a poussés à faire des recherches immenses; ils ont fait des efforts étonnants pour découvrir les premiers principes de la nature, mais vainement; ils sont placés entre deux infinis, et il paraît démontré que l'auteur des choses s'en est réservé à lui seul le secret.

La physique perfectionnée porta le flambeau de la vérité dans les ténèbres de la métaphysique. Il parut un sage en Angleterre, qui, se dépouillant de tout préjugé, ne se guida que par l'expérience. Locke fit tomber le bandeau de l'erreur que le sceptique Bayle, son précurseur, avait déjà détaché en partie. Les Fontenelle et les Voltaire parurent ensuite en France, le célèbre Thomassius[4] en Allemagne, les Hobbes, les Colins, les Shaftesbury, les Bolingbrocke en Angleterre. Ces grands hommes et leurs disciples portèrent un coup mortel à la religion. Les hommes commencèrent à examiner ce qu'ils avaient stupidement adoré; la raison terrassa la superstition : on prit du dégoût pour les fables qu'on avait crues, et l'on eut horreur des blasphèmes auxquels on avait été pieusement attaché. Le déisme, ce culte simple de l'Être suprême, fit nombre de sectateurs. Avec cette religion raisonnable s'établit la tolérance, et l'on ne fut plus ennemi pour avoir une façon différente de penser.

[1] Nicolas Hartsœcker, né en 1656 à Gronda, mort en 1725. Il était associé étranger de l'Académie des sciences de Paris depuis 1699, et membre de l'Académie de Berlin.

[2] Antoine Lœwenhœck, né en 1632 à Delft, mort en 1723.

[3] Abraham Trembley, né à Genève en 1700, membre du grand conseil de cette ville, mort en 1784.

[4] Chrétien Thomasius, né en 1655, avocat à Leipzig, professeur de jurisprudence à l'université de Frédéric à Halle, mort en 1728.

Si l'épicuréisme devint funeste au culte idolâtre des païens, le déisme ne le fut pas moins de nos jours aux visions judaïques adoptées par nos ancêtres. La liberté de penser, dont jouit l'Angleterre, avait beaucoup contribué aux progrès de la philosophie. Il n'en était pas de même des Français : les ouvrages de leurs philosophes se ressentaient de la contrainte qu'y mettaient les censeurs théologiques. Un Anglais pense tout haut, un Français ose à peine laisser soupçonner ses idées. En revanche les auteurs français se dédommageaient de la hardiesse qui était interdite à leurs ouvrages, en traitant supérieurement les matières de goût et tout ce qui est du ressort des belles-lettres; égalant par la politesse, les grâces et la légèreté, tout ce que le temps nous a conservé de plus précieux des écrits de l'antiquité.

Un homme sans passion préférera la Henriade au poëme d'Homère. Henri IV n'est point un héros fabuleux; Gabrielle d'Estrées vaut bien la princesse Nausica. L'Iliade nous peint les mœurs des Canadiens; Voltaire fait de vrais héros de ses personnages, et son poëme serait parfait, s'il n'avait su intéresser davantage pour Henri IV, en l'exposant à de plus grands dangers. Boileau peut se comparer avec Juvénal et Horace; Racine surpasse tous ses émules de l'antiquité; Chaulieu, tout incorrect qu'il est, l'emporte sûrement de beaucoup dans quelques morceaux sur Anacréon; Rousseau excella dans quelques odes, et, si nous voulons être équitables, il faut convenir qu'en fait de méthode les Français l'emportent sur les Grecs et sur les Romains. L'éloquence de Bossuet approche de celle de Démosthène; Fléchier peut passer pour le Cicéron de la France, sans compter les Patru, les Cochin et tant d'autres qui se sont rendus célèbres dans le barreau. La Pluralité des mondes et les Lettres persanes sont d'un genre inconnu à l'antiquité; ces écrits passeront à la postérité la plus reculée.

Si les Français n'ont aucun auteur à opposer à Thucydide, ils ont le discours de Bossuet sur l'Histoire universelle; ils ont les ouvrages du sage président de Thou, les Révolutions romaines par Vertot, ouvrage classique; la Décadence de l'empire romain de Montesquieu, enfin tant d'autres morceaux, ou d'histoire, ou de belles-lettres, ou de commerce, ou d'agrément, qu'il serait trop long d'en faire ici le catalogue. On sera peut-être surpris que les lettres, qui fleurissent en France, en Angleterre, en Italie, n'aient pas brillé avec autant d'éclat en Allemagne. La raison en est qu'en Italie elles avaient été rapportées une seconde fois de la Grèce, après y avoir joui, sur la fin de la république et des premiers empereurs, de toute la considération qu'elles méritent; le terrain était tout préparé pour les recevoir; et la protection des Médicis, surtout celle de Léon X contribua beaucoup à leurs progrès. Les lettres s'étendirent facilement en Angleterre, parce que la forme du gouvernement autorise les membres des chambres à haranguer dans le parlement : l'esprit de parti les animait même à étudier, afin que, employant dans leurs discours les secours de la rhétorique, surtout de la dialectique, ils se procurassent un ascendant sur le parti qui leur était opposé. De là vient que les Anglais possèdent presque tous les auteurs classiques, qu'ils sont versés dans le grec et dans le latin, ainsi que dans l'histoire ancienne. Le caractère de leur esprit sombre, taciturne, opiniâtre, les a fait réussir dans la géométrie transcendante.

Les Français du temps de François Ier avaient attiré quelques savants à la cour; ceux-là avaient, pour ainsi dire, répandu les germes des connaissances dans ce royaume; mais les guerres de religion qui suivirent étouffèrent cette semence, comme une gelée tardive retarde les productions de la terre. Cette crise dura jusqu'à la fin du règne de Louis XIII, où le cardinal de Richelieu, ensuite

Mazarin, et surtout Louis XIV, donnèrent une protection éclatante aux sciences comme aux beaux-arts. Les Français étaient jaloux des Espagnols et des Italiens, qui les devançaient dans cette carrière, et la nature fit naître chez eux de ces génies heureux qui bientôt surpassèrent leurs émules. C'est surtout par la méthode et par un goût plus raffiné que les auteurs français se distinguent. Ce qui retarda le progrès des arts en Allemagne, ce furent les guerres qui se suivirent depuis Charles-Quint jusqu'à celle de la succession d'Espagne. Les peuples étaient malheureux et les princes pauvres : il fallut penser premièrement à s'assurer les aliments indispensables, en remettant les terres en culture; il fallait établir les manufactures, selon que les premières productions les indiquaient. Et ces soins presque généraux empêchèrent que la nation pût se tirer des restes de la barbarie dont elle se ressentait encore; ajoutez qu'en Allemagne les arts manquaient d'un point de ralliement, comme étaient Rome et Florence en Italie, Paris en France, et Londres en Angleterre. Les universités avaient à la vérité des professeurs érudits, pédants et toujours dogmatiques; personne ne les fréquentait à cause de leur rusticité.

Il n'y eut que deux hommes qui se distinguèrent à cause de leur génie et qui firent honneur à la nation : l'un c'est le grand Leibnitz et l'autre le docte Thomassius[1]. Je ne fais point mention de Wolf[2], qui ruminait le système de

[1] Jacques Thomasius, père de celui dont il a été question page 58, né à Leipzig en 1622, professeur d'éloquence au collége de Saint-Thomas de cette ville; il mourut en 1684.

[2] Jean-Chrétien, baron de Wolff, né à Breslau en 1679, professeur de mathématiques et de physique à Halle, en 1707; conseiller de la cour du roi de Prusse, conseiller aulique du landgrave de Hesse-Cassel et professeur de philosophie à Marbourg, en 1723; associé aux académies des sciences de Paris, Londres et Stockholm; vice-chancelier de Prusse, professeur de droit des gens, à Halle, et baron; il mourut en 1754.

Leibnitz et rabâchait longuement ce que l'autre avait écrit avec feu. La plupart des savants allemands étaient des manœuvres, les français des artistes. Cela fut cause que les ouvrages français se répandirent si universellement, que leur langue remplaça celle des Latins, et qu'à présent quiconque sait le français peut voyager par toute l'Europe sans avoir besoin d'un interprète. L'usage de cette langue étrangère fit encore du tort à la langue nationale, qui, ne restant que dans la bouche du peuple, ne pouvait acquérir ce ton de politesse qu'elle ne gagne que dans la bonne compagnie. Le principal défaut de la langue est d'être trop verbeuse; il faut la resserrer, et en adoucissant quelques mots dont la prononciation est dure, on parviendrait à la rendre sonore. La noblesse n'étudiait que le droit public, mais sans goût pour la belle littérature, elle remportait des universités le dégoût de la pédanterie et de ses instituteurs. Des candidats ou théologiens, fils de cordonniers et de tailleurs, étaient les Mentors de ces Télémaques. Qu'on juge de l'éducation qu'ils étaient capables de donner.

Les Allemands avaient des spectacles, mais grossiers et même indécents : des bouffons orduriers y représentaient des pièces sans génie qui faisaient rougir la pudeur. Notre stérilité nous obligea d'avoir recours à l'abondance des Français, et dans la plupart des cours on voyait des troupes de cette nation y représenter les chefs-d'œuvre des Molière et des Racine. Mais qu'est-ce qui mérite plus l'attention d'un philosophe, que l'avilissement où est tombé ce peuple roi, cette nation maîtresse de l'univers, en un mot, les Romains? Au lieu que des consuls menaient en triomphe des rois captifs du temps de la république, de nos temps les successeurs des Caton et des Émile se dégradent de la virilité pour aspirer à l'honneur de chanter sur les théâtres des souverains, qui du temps des Scipion étaient regardés avec autant de mépris que nous en

inspirent les Iroquois. *O tempora! o mores!* Les opéras, les tragédies et les comédies étaient inconnus en Allemagne, il y a soixante ans.

L'an 1740, l'industrie et le commerce plus raffinés avaient rendu l'Allemagne partie copartageante des trésors que les Indes versent annuellement en Europe : ces sources de l'opulence avaient amené avec elles les plaisirs, les aisances, et peut-être les désordres des mœurs qui en sont une suite. Tout avait augmenté, les habitants, les équipages, les meubles, les livrées,les carrosses et la somptuosité des tables. Ce qu'on voit de belle architecture dans le Nord date environ du même temps. Le château et l'arsenal de Berlin, la chancellerie de l'empire, et l'église de Saint-Jean Borromée à Vienne, le château de Nymphenbourg en Bavière, le pont de Dresde, et le palais chinois de cette ville, le château de l'électeur à Manheim, le palais du duc de Wirtemberg à Louisbourg, tous ces édifices, quoiqu'ils n'égalent pas ceux d'Athènes et de Rome, sont pourtant supérieurs à l'architecture gothique de nos ancêtres.

Dans les temps passés, les cours d'Allemagne paraissaient des temples où l'on célébrait des bacchanales; actuellement, cette débauche, indigne de la bonne société, a été reléguée en Pologne, ou bien est devenue l'amusement de la populace. Il n'est encore que quelques cours ecclésiastiques où le vin console les prêtres d'une passion plus aimable à laquelle ils sont obligés de renoncer par état. Autrefois, il n'était point de cour d'Allemagne qui ne fût remplie de bouffons : la grossièreté de leurs plaisanteries suppléait à l'ignorance des conviés, et l'on entendait dire des sottises, faute de pouvoir dire de bonnes choses. Cet usage, qui est l'opprobre éternel du bon sens, a été aboli, et il n'y a que la cour d'Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, où il se conservait encore. Le cérémonial dans lequel l'imbécillité de nos aïeux plaça jadis la science des souverains paraît essuyer un sort égal

à celui des bouffons : l'étiquette souffre journellement des brèches : quelques cours l'ont entièrement abolie. Cependant la cour de l'empereur Charles VI fit exception à la règle : il était trop zélé sectateur des formules de l'étiquette de Bourgogne pour les abolir ; il avait même dans sa dernière maladie, peu de moments avant sa fin, ordonné les messes et les heures pour l'appareil de sa pompe funèbre, et nommé les personnes qui devaient porter son cœur dans un étui d'or à je ne sais quel couvent. Les courtisans admiraient sa grandeur et sa dignité, les sages blâmaient son orgueil, qui semblait lui survivre.

Remarquons surtout que, par un effet de l'argent répandu en Allemagne, et qui était sûrement le triple de celui des temps antérieurs, non-seulement le luxe avait doublé, mais le nombre des troupes que les souverains entretenaient avait augmenté à proportion. A peine l'empereur Ferdinand I[er] avait-il entretenu 30,000 hommes. Charles VI en avait soudoyé, dans la guerre de 1733, 170,000, sans fouler ses peuples. Louis XIII avait eu 60,000 soldats. Louis XIV en entretint 220,000 et jusqu'à 360,000 durant la guerre de Succession. Depuis cette époque, tous, jusqu'au plus petit prince d'Allemagne, avaient augmenté leur militaire. C'était par esprit d'imitation ; car dans la guerre de 1683, Louis XIV leva le plus de troupes qu'il put, pour avoir une supériorité décidée sur ceux qu'il voulait combattre : il ne fit aucune réforme après la paix, ce qui força l'Empereur et les princes d'Allemagne à garder sur pied autant de soldats qu'ils en pouvaient payer. Cette coutume une fois établie se perpétua dans la suite. Les guerres en devinrent beaucoup plus coûteuses ; la dépense des magasins fut immense, pour entretenir ces cavaleries nombreuses et les rassembler en quartiers de cantonnement avant l'ouverture de la campagne et la saison des fourrages.

L'infanterie, toujours entretenue, changea presque

d'état, tant on travailla à la perfectionner. Avant la guerre de Succession, la moitié des bataillons portait des piques et l'autre des mousquets, et ils combattaient armés sur six lignes de profondeur; on se servait de ces piques contre la cavalerie; les mousquets faisaient un feu faible et rataient souvent à cause des mèches. Ces inconvénients, firent changer d'armes : on quitta les piques et les mousquets, et on les remplaça par des fusils armés de baïonnettes : ce qui réunit ce que le feu et le fer ont de plus terrible. Comme on fit consister dans le feu la force des bataillons, on diminua peu à peu leur profondeur en les étendant. Le prince d'Anhalt, qu'on peut appeler un mécanicien militaire, introduisit les baguettes de fer; il mit les bataillons à trois hommes de hauteur : et le défunt roi, par ses soins infinis, introduisit une discipline et un ordre merveilleux dans les troupes, et une précision jusque-là inconnue en Europe pour les mouvements et les manœuvres. Un bataillon prussien devint une batterie ambulante, dont la vitesse de la charge triplait le feu, et donnait aux Prussiens l'avantage d'un contre trois.

Les autres nations imitèrent depuis les Prussiens, mais imparfaitement. Charles XII avait introduit dans ses troupes l'usage de joindre deux canons à chaque bataillon. On fondit à Berlin des canons de 3, de 6, de 12 et de 24 livres assez légers pour qu'on pût les manier à force de bras, et les faire avancer dans les batailles avec les bataillons auxquels ils étaient attachés. Tant de nouvelles inventions transformaient une armée en une forteresse mouvante, dont l'accès était meurtrier et formidable.

Ce fut dans la guerre de 1672 que les Français trouvèrent l'invention des pontons de cuivre transportables. Cet usage facile de construire des ponts rendit les rivières des barrières inutiles. L'art de l'attaque et de la défense des places est encore dû aux Français. Vauban surtout perfectionna la fortification; il rendit les ouvrages rasants

et les couvrit tellement par des glacis, que pour établir des batteries de brèche, si on ne les place à présent sur la crête du chemin couvert, les boulets ne sauraient parvenir au cordon de la maçonnerie qu'ils doivent ruiner. Depuis Vauban, on a construit des chemins couverts maçonnés doubles, et peut-être a-t-on même trop multiplié les coupures. C'est surtout l'art des mines qui a fait les plus grands progrès. On étend les rameaux du chemin couvert à trente toises du glacis : les places bien minées ont des galeries majeures et commandantes. Les rameaux sont à trois étages. Le mineur peut faire sauter le même point de défense jusqu'à sept fois. Pour les attaques, on a inventé les globes de compression, qui, s'ils sont bien appliqués, ruinent toutes les mines de la place à une distance de vingt-cinq pas du foyer. C'est dans les mines que consiste à présent la véritable force des places, et par leur usage que les gouverneurs pourront le plus prolonger la durée des siéges.

De nos jours, les forteresses ne se prennent plus que par une nombreuse artillerie. On compte trois pièces sur chaque batterie pour démonter un canon des ouvrages : on ajoute à de si nombreuses batteries celles de ricochet qui enfilent les lignes de prolongation; et à moins de soixante mortiers employés à ruiner les défenses, on ne se basarde guère à assiéger une place forte. Les demi-sapes, les sapes ordinaires, les sapes tournantes, les places d'armes et les cavaliers de tranchées, sont autant de nouvelles inventions dont on se sert pour les attaques, qui, en épargnant le monde, accélèrent la reddition des forteresses.

Ce siècle a vu revivre des troupes armées à la légère : les pandours autrichiens, les légions françaises et nos bataillons francs; les housards, originaires de la Hongrie, mais imités par toutes les autres troupes, remplacent cette cavalerie numide et parthe, si fameuse du temps des

Romains. Les milices anciennes ne connaissaient point d'uniforme; il n'y a pas un siècle que les habits d'ordonnance ont été généralement admis. La marine encore a fait beaucoup de progrès tant pour la construction des vaisseaux que pour rendre plus exact le calcul des pilotes; mais cette matière étant très-vaste, je la quitte, de crainte de m'engager dans une trop longue digression.

De tout ce que nous venons de rapporter du progrès des arts en Europe, il résulte que les pays du Nord avaient beaucoup gagné depuis la guerre de Trente ans. Alors la France jouissait de l'avantage de tout ce qui est du ressort des belles-lettres et du goût, les Anglais de la géométrie et de la métaphysique, les Allemands de la chimie, des expériences de physique et de l'érudition; les Italiens commençaient à tomber; mais la Pologne, la Russie, la Suède et le Danemarck étaient encore arriérés d'un siècle en comparaison des nations les plus policées.

Ce qui mérite peut-être le plus nos réflexions, c'est le changement qui se voit depuis l'année 1640 dans la puissance des États. Nous en voyons quelques-uns dans leur accroissement, d'autres demeurent, pour ainsi dire, immobiles dans la même situation, et d'autres enfin tombent en consomption et menacent ruine. La Suède jeta son feu sous Gustave-Adolphe, elle dicta avec la France la paix de Westphalie; sous Charles XII, elle vainquit les Danois, les Russes, et disposa pour un temps du trône de Pologne; il semble que cette puissance ait alors rassemblé toutes ses forces pour paraître comme une comète qui jette un grand éclat et se perd ensuite dans l'immensité de l'espace; ses ennemis la démembrèrent en lui arrachant l'Estonie, la Livonie, les principautés de Brême et de Verden, et une grande partie de la Poméranie. La chute de la Suède fut l'époque de l'élévation de la Russie; cette puissance semble sortir du néant, pour paraître tout à coup avec grandeur, pour se mettre peu de temps après au niveau

des puissances les plus redoutées. On pourrait appliquer à Pierre I[er] ce qu'Homère dit de Jupiter : il fit trois pas, et il fut au bout du monde. En effet, abattre la Suède, donner successivement des rois à la Pologne, abaisser la Porte ottomane et envoyer des troupes pour combattre les Français sur leurs frontières, c'est bien aller au bout du monde.

On vit de même la maison de Brandebourg quitter le banc des électeurs pour s'asseoir parmi les rois; elle ne figurait aucunement dans la guerre de Trente ans. La paix de Westphalie lui valut des provinces qu'une bonne administration rendit opulentes. La paix et la sagesse du gouvernement formèrent une puissance naissante, presque ignorée de l'Europe, parce qu'elle travaillait en silence et que ses progrès n'étaient pas rapides, mais l'ouvrage du temps. On parut étonné lorsqu'elle commença à se développer.

Les agrandissements de la France, dus tant à ses armes qu'à sa politique, furent plus prompts et plus considérables. Louis XV se trouva par ses possessions supérieur d'un tiers à celles de Louis XIII; la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine et une partie de la Flandre annexée à cet empire, lui donnaient une force bien supérieure à celle des temps passés; ajoutez-y surtout l'Espagne soumise à une branche de la maison de Bourbon, qui la délivrant, au moins pour longtemps, des diversions qu'elle avait toujours à craindre des rois d'Espagne de la branche autrichienne, lui donne à présent la faculté de se servir de ses forces entières contre celui de ses voisins qu'elle juge nécessaire de combattre.

Les Anglais de leur côté ne se sont pas oubliés. Gibraltar et Port-Mahon sont des acquisitions importantes pour une nation commerçante; ils se sont enrichis prodigieusement par toute sorte de trafics : peut-être que l'électorat de Hanovre, assujetti à leur domination, ne leur est pas

inutile, par l'influence qu'il leur donne dans les affaires d'Allemagne, auxquelles ils ne prenaient autrefois aucune part. On croit généralement que la nation anglaise, à présent susceptible de corruption, en est devenue moins libre, du moins en est-elle plus tranquille. La maison de Savoie ne s'est pas oubliée non plus : elle acquit la Sardaigne et la royauté; elle écorna le Milanais, et les politiques la regardent comme un cancer qui ronge la Lombardie. L'Espagne avait établi don Carlos dans le royaume de Naples.

La maison d'Autriche ne jouissait pas des mêmes avantages. La guerre de Succession avait fait de l'empereur Charles VI un des plus puissants princes de l'Europe, mais l'envie de ses voisins le dépouilla bientôt d'une partie de ses acquisitions et le remit au niveau de la fortune de ses prédécesseurs. Depuis l'extinction de la branche de Charles-Quint en Espagne, la maison d'Autriche avait perdu premièrement l'Espagne, passée entre les mains des Bourbons; une partie de la Flandre; depuis, le royaume de Naples et une partie du Milanais. Il ne resta donc à Charles VI, de la succession de Charles II, que quelques villes en Flandre et une partie du Milanais. Les Turcs lui enlevèrent encore la Servie, qui fut également cédée par la paix de Belgrade. La seule chose que la maison d'Autriche ait gagnée, c'est d'avoir établi un préjugé en sa faveur qui règne assez généralement dans l'Empire, en Angleterre, en Hollande, même en Danemarck, que la liberté de l'Europe est attachée au destin de cette maison. Le Portugal, la Hollande, le Danemarck, la Pologne étaient demeurés tels qu'ils avaient été, sans augmentation ni perte.

De toutes ces puissances, la France et l'Angleterre avaient une prépondérance décidée sur les autres; l'une par ses troupes de terre et ses grandes ressources, l'autre par ses flottes et les richesses qu'elle devait à son com-

merce. Ces puissances étaient rivales, jalouses de leur agrandissement : elles pensaient tenir la balance de l'Europe, et se regardaient comme deux chefs de parti, auxquels devaient s'attacher les princes et les rois. Outre l'ancienne haine que la France conservait contre les Anglais, elle avait une inimitié égale contre la maison d'Autriche, par une suite des guerres continuelles qu'il y avait eues entre ces deux maisons depuis la mort de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. La France aurait voulu ranger la Flandre et le Brabant sous ses lois et pousser les limites de sa domination jusqu'aux bords du Rhin.

Un tel projet ne pouvait pas s'exécuter de suite; il fallait que le temps le mûrît et que les occasions le favorisassent. Les Français veulent vaincre pour faire des conquêtes : les Anglais veulent acheter des princes pour en faire des esclaves; tous deux donnent le change au public pour détourner ses regards de leur propre ambition. L'Espagne et l'Autriche étaient à peu près égales en force. L'Espagne ne pouvait faire la guerre qu'au Portugal, ou bien à l'Empereur en Italie. L'Empereur pouvait la porter de tous côtés; il avait plus de sujets que l'Espagne, et par l'intrigue il pouvait joindre à ses forces celles de l'Empire germanique; l'Espagne avait plus de ressources dans ses richesses; l'Autriche n'en avait guère, et quelque impôt qu'elle eût établi sur les peuples, il lui fallait des subsides étrangers pour soutenir quelques années ses troupes en campagne. Alors elle était épuisée par la guerre des Turcs, et surchargée de dettes que ces troubles lui avaient fait contracter. La Hollande, quoique opulente, ne se mêlait d'aucune querelle étrangère, à moins que la nécessité ne l'obligeât à défendre sa barrière contre la France : elle n'était occupée qu'à éloigner l'occasion de faire élire un nouveau stathouder.

La Prusse, moins forte que l'Espagne et l'Autriche,

pouvait cependant paraître à la suite de ces puissances, sans cependant se mesurer à elles d'égal à égal. Les revenus de l'État, comme nous l'avons dit, ne passaient pas 7,000,000. Les provinces pauvres et arriérées encore par les malheurs qu'elles avaient soufferts de la guerre de Trente ans, étaient hors d'état de fournir des ressources au souverain; il ne lui en restait d'autres que ses épargnes : le feu roi en avait fait, et quoique les moyens ne fussent pas fort considérables, ils pouvaient suffire dans le besoin pour ne pas laisser échapper une occasion qui se présentait. Mais il fallait de la prudence dans la conduite des affaires, ne pas traîner les guerres en longueur, et se hâter d'exécuter ses desseins. Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'était que l'État n'avait point de forme régulière. Des provinces peu larges, et pour ainsi dire éparpillées, tenaient depuis la Courlande jusqu'au Brabant. Cette situation entrecoupée multipliait les voisins de l'État, sans lui donner de consistance, et faisait qu'il avait bien plus d'ennemis à redouter que s'il avait été arrondi.

La Prusse ne pouvait agir alors qu'en s'épaulant de la France ou de l'Angleterre. On pouvait cheminer avec la France, qui avait fort à cœur sa gloire et l'abaissement de la maison d'Autriche. On ne pouvait tirer des Anglais que des subsides destinés à se servir des forces étrangères pour leurs propres intérêts. La Russie n'avait point alors assez de poids dans la politique européenne pour déterminer dans la balance la supériorité du parti qu'elle embrassait. L'influence de ce nouvel empire ne s'étendait encore que sur ses voisins les Suédois et les Polonais. Et pour les Turcs, la politique du temps avait établi que lorsque les Français les excitaient ou contre l'Autriche ou contre la Russie, ces deux puissances recouraient à Thamas Coulican, qui, par le moyen d'une diversion, les délivrait de ce qu'ils avaient à craindre de la part de la Porte. Ce que nous venons d'indiquer était l'allure commune de

la politique. Il y avait sans doute de temps à autre des exceptions à la règle; mais nous ne nous arrêtons ici qu'au calcul ordinaire des probabilités.

L'objet qui intéressait alors le plus l'Europe, c'était la succession de la maison d'Autriche, qui devait arriver à la mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison de Habsbourg. Nous avons dit que, pour prévenir le démembrement de cette monarchie, Charles VI avait fait une loi domestique sous le nom de Pragmatique Sanction, pour assurer son héritage à sa fille Marie-Thérèse. La France, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne, la Saxe, l'Empire romain avaient garanti cette Pragmatique Sanction; le feu roi Frédéric-Guillaume même l'avait garantie, à condition que la cour de Vienne lui assurât la succession de Juliers et de Bergue. L'Empereur lui en promit la possession éventuelle et ne remplit point ses engagements, ce qui dispensait le roi de la garantie de la Pragmatique Sanction, à laquelle le feu roi s'était engagé conditionnellement.

La succession des duchés de Juliers et de Bergue, dont le cas paraissait proche l'an 1740, faisait alors l'objet le plus intéressant de la politique de la maison de Brandebourg. Frédéric-Guillaume n'avait point contracté d'alliance, sentant sa fin prochaine, pour laisser à son successeur la liberté de former des liaisons selon que les circonstances et l'occasion l'exigeraient. Après la mort du roi, la cour de Berlin entama des négociations à Vienne, à Paris, comme à Londres, pour pressentir laquelle de ces puissances se trouverait le plus favorablement disposée pour ses intérêts. Elle les trouva également froides, parce que les vues ne s'unissent que lorsque des besoins réciproques forment les liens des alliances, et l'Europe se souciait peu que le roi ou quelque autre prince eût le duché de Bergue. La France consentait à la vérité à ce que le roi démembrât une lisière de ce duché; c'était trop peu pour

contenter les désirs d'un jeune roi ambitieux, qui voulait tout ou rien.

Remarquons sur toute chose que l'empereur Charles VI ne s'en était pas tenu à une simple garantie du duché de Bergue, mais qu'il en avait promis la possession au roi de Pologne, électeur de Saxe, et que durant l'ambassade du prince de Lichtenstein à Paris, il avait donné une promesse toute pareille au prince de Sulzbach, héritier de l'électeur Palatin. Fallait-il se laisser sacrifier par la cour de Vienne, fallait-il se contenter de cette lisière du duché de Bergue que la France promettait à la Prusse d'occuper, ou fallait-il en venir à la voie des armes pour se faire soi-même raison de ses droits? Dans cette crise le roi résolut de se servir de toutes ses ressources pour se mettre dans une situation plus formidable : ce qu'il exécuta sans différer davantage. Par le moyen d'une bonne économie, il leva 15 nouveaux[1] bataillons, et il attendit dans cette position les événements qu'il plairait à la fortune de lui fournir, pour se rendre à lui-même la justice que d'autres lui refusaient.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Raison de faire la guerre à la reine de Hongrie après la mort de l'empereur Charles VI. Campagne d'hiver en Silésie.

L'acquisition du duché de Bergue rencontrait beaucoup de difficultés dans l'exécution. Pour s'en faire une idée nette, il faut se mettre précisément dans la situation où le roi se trouvait. Il pouvait mettre à peine 60,000 hommes en campagne; il n'avait de ressource pour soutenir ses entreprises, que dans le trésor que le feu roi lui avait laissé. S'il voulait entreprendre la conquête du duché de

[1] Régiments de Camas, Munchow, Dohna, Henri, Perfod, Brunswick, Eisenach et Einsiedel.

Bergue, il devait y employer toutes ses troupes; parce qu'il avait affaire à forte partie, qu'il fallait lutter contre la France, et prendre en même temps la ville de Dusseldorff. La supériorité seule de la France suffisait pour le faire désister de cette entreprise, quand il n'y aurait pas eu encore d'autres empêchements aussi considérables et aussi contraires à ses vues.

Ces difficultés venaient des prétentions approchantes de celles du roi, que la maison de Saxe avait au pays de Juliers et de Bergue, et de la jalousie qu'inspirait à la maison de Hanovre celle de Brandebourg. Si dans ces circonstances le roi s'était porté avec toutes ses forces aux bords du Rhin, il devait s'attendre que, laissant ses pays héréditaires vides de troupes, il les exposait à être envahis par les Saxons et les Hanovriens, qui n'auraient pas manqué d'y faire une diversion ; et dans le cas où le roi aurait laissé une partie de son armée dans la Marche pour garantir ses États contre la mauvaise volonté de ses voisins, il se serait trouvé trop faible des deux côtés. La France avait garanti la succession palatine au duc de Sulzbach, pour obtenir la neutralité du vieil électeur pendant la guerre qu'elle fit sur le Rhin[1]. Ce n'aurait pas été cette garantie qui aurait arrêté le roi, car communément ce sont des paroles aussitôt données que violées; mais l'intérêt de la France voulait des voisins faibles sur les bords du Rhin, et non des princes puissants et capables de lui résister.

A peu près dans le même temps le comte de Seckendorff, qui avait été détenu dans les prisons de Grætz, obtint sa liberté, à condition de remettre à l'Empereur tous les ordres par lesquels il avait été autorisé à donner au feu roi de Prusse les assurances les plus solennelles de l'assistance que l'Empereur lui promettait, pour favoriser ses droits à la succession des duchés de Juliers et de Bergue.

[1] Ce fut en effet Charles-Théodore de Sulzbach qui succéda, en 1743, à l'électeur palatin Charles-Philippe.

Cet exposé montre combien les circonstances étaient peu favorables à la maison de Brandebourg, et ce sont les raisons qui déterminèrent le roi à s'en tenir au traité provisionnel que son père avait conclu avec la France. Mais si des raisons aussi fortes modéraient les désirs de la gloire dont le roi était animé, des motifs non moins puissants le pressaient de donner au commencement de son règne des marques de vigueur et de fermeté, pour faire respecter sa nation en Europe. Les bons citoyens avaient tous le cœur ulcéré du peu d'égard que les puissances avaient eu pour le feu roi, surtout dans les dernières années de son règne, et de la flétrissure que le monde imprimait au nom prussien. Comme ces choses influèrent beaucoup sur la conduite du roi, nous nous croyons obligé de répandre quelques éclaircissements sur cette matière.

La conduite sage et circonspecte du feu roi lui avait été imputée à faiblesse. Il eut l'année 1727 des brouilleries avec les Hanovriens sur des bagatelles qui se terminèrent par conciliation; peu de temps après survinrent des démêlés aussi peu importants avec les Hollandais, qui de même furent accommodés à l'amiable. De ces deux exemples de modération, ses voisins et ses envieux conclurent qu'on pouvait l'insulter impunément, qu'au lieu de forces réelles, les siennes n'étaient qu'apparentes, qu'au lieu d'officiers entendus, il n'avait que des maîtres d'escrime, et au lieu de braves soldats, des mercenaires peu affectionnés à l'État, et que pour lui il menaçait toujours, et ne frappait jamais.

Le monde superficiel et léger dans ses jugements accréditait de pareils discours, et ces préjugés se répandirent dans peu par toute l'Europe. La gloire à laquelle le feu roi aspirait (plus juste que celle des conquérants) avait pour objet de rendre son pays heureux, de discipliner son armée et d'administrer ses finances avec l'ordre et l'économie la plus sage. Il évitait la guerre pour ne point être

distrait d'aussi belles entreprises; par ce moyen, il s'acheminait sourdement à la grandeur, sans réveiller l'envie des souverains. Dans les dernières années de sa vie, les infirmités du corps avaient entièrement ruiné sa santé, et son ambition n'eût jamais consenti à confier ses troupes à d'autres mains qu'aux siennes.

Toutes ces différentes causes réunies rendirent son règne heureux et pacifique. Si l'opinion que l'on avait du roi n'avait été qu'une erreur spéculative, la vérité en aurait tôt ou tard détrompé le public; mais les souverains présumaient si désavantageusement de son caractère, que ses alliés gardaient aussi peu de ménagement envers lui que ses ennemis. Preuve de cela, la cour de Vienne et celle de Russie convinrent avec le feu roi de placer un prince de Portugal sur le trône de Pologne. Ce projet tomba subitement, et ils se déclarèrent pour Auguste II, électeur de Saxe, sans daigner même en donner la moindre connaissance au roi. L'empereur Charles VI avait obtenu à de certaines conditions un secours de 10,000 hommes que le feu roi envoya l'année 1734 sur le Rhin contre les Français, et il se crut au-dessus de l'obligation de remplir ces chétifs engagements. Le roi George II d'Angleterre appelait le feu roi son frère le caporal; il disait qu'il était roi des grands chemins et l'archisablier de l'Empire romain : tous les procédés de ce prince portaient l'empreinte du plus profond mépris.

Les officiers prussiens, qui, selon les priviléges des électeurs, enrôlaient des soldats dans les villes impériales, se trouvaient exposés à mille avanies : on les arrêtait, on les traînait dans des cachots où on les confondait avec les plus vils scélérats ; enfin ces excès allaient à un point qu'ils n'étaient plus soutenables. Un misérable évêque de Liége[1] se faisait honneur de donner des mortifications au feu roi.

[1] Georges-Louis de Berg, élu évêque de Liége en 1724; il mourut en 1743.

Quelques sujets de la seigneurie de Herstall, appartenant à la Prusse, s'étaient révoltés; l'évêque leur donna sa protection. Le feu roi envoya le colonel Creutz à Liége, muni d'une lettre de créance, pour accommoder cette affaire. Qui ne voulut pas le recevoir? Ce fut monsieur l'évêque : il vit arriver trois jours de suite cet envoyé dans la cour de sa maison, et autant de fois il lui en interdit l'entrée.

Cet événement, et bien d'autres encore qu'on omet par amour de la briéveté, apprirent au roi qu'un prince doit faire respecter sa personne, surtout sa nation; que la modération est une vertu que les hommes d'État ne doivent pas toujours pratiquer à la rigueur, à cause de la corruption du siècle, et que, dans ce changement de règne, il était plus convenable de donner des marques de fermeté que de douceur.

Pour rassembler ici tout ce qui pouvait animer la vivacité d'un jeune prince parvenu à la régence, ajoutons que Frédéric Ier [1], en érigeant la Prusse en royaume, avait par cette vaine grandeur mis un germe d'ambition dans sa postérité, qui devait fructifier tôt ou tard. La monarchie qu'il avait laissée à ses descendants était, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, une espèce d'hermaphrodite qui tenait plus de l'électorat que du royaume. Il y avait de la gloire à décider cet être, et ce sentiment fut sûrement un de ceux qui fortifièrent le roi dans les grandes entreprises où tant de motifs l'engageaient. Quand même l'acquisition du duché de Bergue n'eût pas rencontré des obstacles presque insurmontables, le sujet en était si mince, que la possession n'en agrandissait que très-peu la maison de Brandebourg.

Ces réflexions firent que le roi tourna ses vues sur la maison d'Autriche, dont la succession, après la mort de

[1] Frédéric, premier roi de Prusse, né en 1657, succéda à son père, en 1688, au margraviat de Brandebourg, fut proclamé roi de Prusse en 1701 et mourut en 1713.

l'Empereur, devenait litigieuse et le trône des Césars vacant. Cet événement ne pouvait être que favorable par le rôle distingué que le roi jouait en Allemagne, par les différents droits des maisons de Saxe et de Bavière à ces États, par le nombre des candidats qui postuleraient la couronne impériale, enfin, par la politique de la cour de Versailles, qui, dans une pareille occasion, devait naturellement s'en saisir pour profiter des troubles que la mort de l'empereur Charles VI ne pouvait manquer d'exciter. Cet événement ne se fit point attendre.

L'empereur Charles VI termina ses jours à la Favorite, le 26 d'octobre de l'année 1740. Cette nouvelle arriva à Reinsberg, où le roi était attaqué de la fièvre quarte. Les médecins, infatués d'anciens préjugés, ne voulurent point lui donner du quinquina; il en prit malgré eux, parce qu'il se proposait des choses plus importantes que de soigner la fièvre. Il résolut aussitôt de revendiquer les principautés de la Silésie auxquelles sa maison avait des droits incontestables, et il se prépara en même temps à soutenir ces prétentions, s'il le fallait, par la voie des armes. Ce projet remplissait toutes ses vues politiques; c'était un moyen d'acquérir de la réputation, d'augmenter la puissance de l'État, et de terminer ce qui regardait cette succession litigieuse du duché de Bergue. Cependant, avant que de se déterminer entièrement, le roi mit en balance les risques qu'il y avait à courir en entreprenant une pareille guerre, et de l'autre les avantages qu'on pouvait en espérer.

D'un côté se présentait la puissante maison d'Autriche, qui ne pouvait pas manquer de ressources avec tant de vastes provinces, une fille d'empereur[1] attaquée, qui devait trouver des alliés dans le roi d'Angleterre, dans la république de Hollande et dans la plupart des princes de l'Empire qui avaient garanti la Pragmatique Sanction. Ce

[1] Marie-Thérèse.

duc de Courlande[1], qui gouvernait alors la Russie, était aux gages de la cour de Vienne; et de plus la jeune reine de Hongrie pouvait mettre la Saxe dans ses intérêts, en lui cédant quelques cercles de la Bohême, et quant au détail de l'exécution, la stérilité de l'année 1740 devait faire craindre de manquer de moyens pour former des magasins et fournir des vivres aux troupes. Les risques étaient grands. Il fallait craindre la vicissitude des armes. Une bataille perdue pouvait être décisive. Le roi n'avait point d'alliés, et il ne pouvait opposer que des troupes sans expérience à de vieux soldats autrichiens blanchis sous le harnais et aguerris par tant de campagnes.

D'autre part une foule de réflexions ranimaient les espérances du roi. La situation de la cour de Vienne après la mort de l'empereur était des plus fâcheuses. Les finances étaient dérangées, l'armée était délabrée et découragée par les mauvais succès qu'elle avait eus contre les Turcs, le ministère désuni; avec cela placez à la tête de ce gouvernement une jeune princesse sans expérience qui doit défendre une succession litigieuse, et il en résulte que ce gouvernement ne devait pas paraître redoutable. D'ailleurs il était impossible que le roi manquât d'alliés. La rivalité qui subsistait entre la France et l'Angleterre assurait nécessairement au roi une de ces deux puissances, et de plus tous les prétendants à la succession de la maison d'Autriche devaient unir leurs intérêts à ceux de la Prusse. Le roi pouvait disposer de sa voix pour l'élection impériale; il pouvait s'accommoder quant à ses prétentions sur le duché de Bergue, soit avec la France, soit avec l'Autriche; et enfin la guerre qu'il pouvait entreprendre en Silésie, était l'unique espèce d'offensive que favorisait la situation de ses États, vu qu'il était à portée de ses frontières, et que l'Oder lui fournissait une communication toujours sûre. Ce qui acheva de déterminer le roi à cette entreprise, ce

[1] Biren.

fut la mort d'Anne[1], impératrice de Russie, qui suivit de près celle de l'empereur. Par son décès la couronne retombait au jeune Iwan[2], grand-duc de Russie, fils d'une princesse de Mecklenbourg[3] et du prince Antoine-Ulric de Brunswick[4], beau-frère du roi. Les apparences étaient que durant la minorité du jeune empereur la Russie serait plus occupée à maintenir la tranquillité dans son empire qu'à soutenir la Pragmatique Sanction, pour laquelle l'Allemagne ne pouvait manquer d'éprouver des troubles; ajoutez à ces raisons une armée toute prête à agir, des fonds tout trouvés, et peut-être l'envie de se faire un nom; tout cela fut cause de la guerre que le roi déclara à Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême.

Il semblait que ce fût l'époque des changements et des révolutions. La princesse de Mecklenbourg-Brunswick, mère de l'empereur Iwan, se trouvait, elle et son fils, sous la tutelle du duc de Courlande, auquel l'impératrice Anne en mourant avait confié l'administration de l'Empire. Cette princesse croyait qu'il était au-dessous de sa naissance d'obéir à un autre; elle crut que la tutelle lui convenait plus en qualité de mère qu'à Biren, qui n'était ni Russe ni parent de l'empereur. Elle employa habilement le maréchal Munnich, dont elle mit l'ambition en jeu. Biren fut arrêté, puis exilé au fond de la Sibérie, et la princesse de Mecklenbourg s'empara du gouvernement. Ce changement paraissait avantageux à la Prusse; car Biren, son ennemi, fut exilé, et le mari de la régente, Antoine de

[1] Anne mourut en 1740.

[2] Iwan VI, né en 1740, monté sur le trône le 27 octobre, déposé le 6 décembre suivant.

[3] Élisabeth-Catherine-Christine, fille de Charles-Léopold, duc de Mecklembourg, et de Catherine Ivanowna, née en 1738, élevée en Russie, où la czarine Anne lui fit prendre son nom en 1732; mariée en 1738 avec Antoine-Ulric de Brunswick, morte en 1746.

[4] Antoine-Ulric, second fils de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick, et d'Antoinette-Amélie de Brunswick, mourut en 1775.

Brunswic, était beau-frère du roi. La princesse de Mecklenbourg joignait à de l'esprit tous les caprices et tous les défauts d'une femme mal élevée; son mari, faible, sans génie, n'avait de mérite qu'une valeur d'instinct. Munnich, le mobile de leur élévation, le vrai héros de la Russie, était en même temps le dépositaire de l'autorité souveraine. Sous le prétexte de cette révolution, le roi envoya le baron de Winterfeld en ambassade en Russie, pour féliciter le prince de Brunswic et son épouse de l'heureux succès de cette entreprise. Le vrai motif, l'objet caché de cette mission était de gagner Munnich, beau-père de Winterfeld, et de le rendre favorable aux desseins qu'on était sur le point d'exécuter, à quoi Winterfeld réussit aussi heureusement qu'on le pouvait désirer.

Quelque précaution que l'on prît à Berlin pour cacher l'expédition que l'on méditait, il était impossible de faire des magasins, de préparer du canon et de mouvoir des troupes incognito; déjà le public se doutait de quelque entreprise. Monsieur Damrath, envoyé de l'Empereur à Berlin, avertit sa cour qu'un orage la menaçait et qu'il pourrait bien fondre sur la Silésie. Le conseil de la reine lui répondit de Vienne: « Nous ne voulons ni ne pouvons « ajouter foi aux nouvelles que vous nous mandez. » On envoya pourtant le marquis de Botta[1] à Berlin pour complimenter le roi sur son avénement au trône, mais plus encore pour juger si Damrath avait donné de fausses alarmes. Le marquis de Botta, fin et pénétrant, s'aperçut d'abord de quoi il était question, et après avoir fait le jour de son audience les compliments d'usage, il s'étendit sur les incomodités de la route qu'il avait faite et s'appesantit un peu sur les mauvais chemins de la Silésie, que les inondations avaient tellement rompus, qu'ils étaient devenus impraticables. Le roi ne fit pas semblant de le comprendre,

[1] Antoine, marquis de Botta Adorno, né en 1688, mort le 31 mars 1745, à l'âge de 55 ans.

et répondit que le pis qui pût arriver à ceux qui auraient ces chemins à traverser, serait d'être des voyageurs crottés.

Quoique le roi fût fermement déterminé dans le parti qu'il avait pris, il jugea qu'il était cependant convenable de faire des tentatives d'accommodement avec la cour de Vienne. Dans cette vue, le comte de Gotter y fut envoyé[1]. Il devait déclarer à la reine de Hongrie qu'en cas qu'elle voulût faire raison des droits que le roi avait sur la Silésie, ce prince lui offrait son assistance contre tous les ennemis ouverts ou secrets qui voudraient démembrer la succession de Charles VI, et sa voix à la diète de l'élection impériale au grand-duc de Toscane. Comme il était à supposer que ces offres seraient rejetées, dans ce cas, le comte de Gotter était autorisé à déclarer la guerre à la reine de Hongrie. L'armée fut plus diligente que cette ambassade; elle entra en Silésie, comme on le verra dans la suite, deux jours avant l'arrivée du comte de Gotter à Vienne.

Vingt bataillons et trente-six escadrons furent mis en marche pour s'approcher des frontières de la Silésie (décembre); ils devaient être suivis de six bataillons destinés au blocus de la forteresse de Glogau. Ce nombre, tout faible qu'il était, parut suffisant pour s'emparer d'un pays sans défense : il donnait d'ailleurs l'avantage de pouvoir amasser pour le printemps prochain des magasins qu'une grosse armée aurait consumés pendant l'hiver. Avant que le roi partît pour rejoindre ses troupes, il donna encore audience au marquis de Botta, auquel il dit les mêmes choses que le comte de Gotter devait déclarer à Vienne. Botta s'écria : « Vous allez ruiner la maison d'Autriche, » Sire, et vous abîmer en même temps. » « Il ne dépend » que de la reine, reprit le roi, d'accepter les offres qui lui » sont faites. »

Cela rendit le marquis rêveur; il se recueillit cependant, et reprenant la parole d'un ton de voix et d'un air ironi-

[1] Frédéric II venait de créer Gotter comte et grand maréchal.

que, il dit : « Sire, vos troupes sont belles, j'en conviens; » les nôtres n'ont pas cette apparence, mais elles ont vu le » loup; pensez, je vous en conjure, à ce que vous allez » entreprendre. » Le roi s'impatienta et reprit avec vivacité : « Vous trouvez que mes troupes sont belles, et je » vous ferai convenir qu'elles sont bonnes. » Le marquis fit encore des instances pour qu'on différât l'exécution de ce projet. Le roi lui fit comprendre qu'il était trop tard et que le Rubicon était passé.

Tout le projet sur la Silésie ayant éclaté, une entreprise aussi hardie causa une effervescence singulière dans l'esprit du public. Les âmes faibles et timorées présageaient la chute de l'État, d'autres croyaient que le prince abandonnait tout au hasard, et appréhendaient qu'il ne prît pour modèle Charles XII. Le militaire espérait de la fortune et prévoyait de l'avancement. Les frondeurs, dont il se trouve dans tout pays, enviaient à l'État les accroissements dont il était susceptible. Le prince d'Anhalt[1] était furieux de ce qu'il n'avait pas conçu ce plan et n'était pas le premier mobile de l'exécution; il prophétisait, comme Jonas, des malheurs qui n'arrivèrent ni à Ninive ni à la Prusse. Ce prince regardait l'armée impériale comme son berceau; il avait des obligations à Charles VI, qui avait donné un brevet de princesse à sa femme[2], et il craignait avec cela l'agrandissement du roi, qui réduisait un voisin comme le prince d'Anhalt au néant. Ces sujets de mécontentement l'engagèrent à semer la défiance et l'épouvante dans tous les esprits; il aurait voulu intimider le roi lui-même, si cela avait été faisable; mais le parti était trop

[1] Léopold, né le 3 juillet 1676, succéda comme prince d'Anhalt-Dessau à Jean-Georges II, son père, en 1693; il mourut en 1747. Frédéric l'appelle plus loin le vieux prince d'Anhalt ou le prince Léopold. Ce fut lui qui inventa la baguette en fer des fusils.

[2] Anne-Louise Foëssen, fille d'un bourgeois de Dessau. Ce fut en 1701 que l'Empereur lui donna la qualité de princesse; elle mourut en 1745.

bien pris et les choses poussées trop avant pour pouvoir reculer.

Cependant, pour prévenir le mauvais effet que des propos d'un grand général, comme était le prince d'Anhalt, pouvaient faire sur les officiers, le roi jugea à propos d'assembler avant son départ les officiers de la garnison de Berlin, et de leur parler en ces termes : « J'entreprends une guerre, Messieurs, dans laquelle je n'ai d'autres alliés que votre valeur et votre bonne volonté : ma » cause est juste, et mes ressources sont dans la fortune. » Souvenez-vous sans cesse de la gloire que vos ancêtres » se sont acquise dans les plaines de Varsovie, à Fehrbellin et dans l'expédition de la Prusse. Votre sort est » entre vos mains ; les distinctions et les récompenses attendent que vos belles actions les méritent. Mais je n'ai pas » besoin de vous exciter à la gloire ; vous n'avez qu'elle » devant les yeux, c'est le seul objet digne de vos travaux. » Nous allons affronter des troupes qui sous le prince Eugène ont eu la plus grande réputation : quoique ce prince » n'existe plus, d'autant plus d'honneur y aura-t-il à vaincre, que nous aurons à mesurer nos forces contre de » braves soldats. Adieu ! partez. Je vous suivrai incessamment au rendez-vous de la gloire qui nous attend. »

Le roi partit de Berlin après un grand bal masqué ; il arriva le 21 de décembre à Crossen. Une singularité voulut que ce jour même, une corde, apparemment usée, à laquelle la cloche de la cathédrale était suspendue, se rompit. La cloche tomba, et cela fut pris pour un sinistre présage ; car il régnait encore dans l'esprit de la nation des idées superstitieuses. Pour détourner ces mauvaises impressions, le roi expliqua ces signes avantageusement. Cette cloche tombée signifiait selon lui l'abaissement de ce qui était élevé ; et comme la maison d'Autriche l'était infiniment plus que celle de Brandebourg, cela présageait clairement les avantages qu'on remporterait sur elle. Qui-

conque connaît le public, sait que de telles raisons sont suffisantes pour le convaincre.

Ce fut le 23 de décembre (1740) que l'armée entra dans la Silésie. Les troupes marchèrent par cantonnement, tant parce qu'il n'y avait point d'ennemi, que parce que la saison ne permettait pas de camper : elles répandirent sur leur passage la déduction des droits de la maison de Brandebourg sur la Silésie. On publia en même temps un manifeste contenant en substance : que les Prussiens prenaient possession de cette province pour la garantir contre l'irruption d'un tiers, ce qui marquait assez clairement qu'on n'en sortirait pas impunément. Ces précautions firent que le peuple et la noblesse ne regardèrent point l'entrée des Prussiens en Silésie comme l'irruption d'un ennemi, mais comme un secours officieux qu'un voisin prêtait à son allié. La religion encore, ce préjugé sacré chez le peuple, concourait à rendre les esprits prussiens, parce que les deux tiers de la Silésie sont composés de protestants qui, longtemps opprimés par le fanatisme autrichien, regardaient le roi comme un sauveur que le ciel leur avait envoyé.

En remontant l'Oder, la première forteresse qu'on rencontre, c'est Glogau. La ville est située sur la rive gauche de cette rivière; son enceinte est médiocre, environnée d'un mauvais rempart dont la moindre partie était revêtue. Son fossé pouvait se passer en plusieurs endroits; la contre-escarpe était presque détruite. Comme la saison rigoureuse empêchait d'en faire le siége dans les formes, on se contenta de la bloquer; d'ailleurs la grosse artillerie n'était point encore arrivée. La cour de Vienne avait donné des ordres précis à Wenzel Wallis, gouverneur de la place, de ne point commettre les premières hostilités; il crut que de le bloquer n'était pas l'assiéger, et il se laissa paisiblement enfermer dans ses remparts. Depuis la paix de Belgrade, la plus grande partie de l'armée autrichienne était demeurée en Hongrie.

Au bruit de la rupture des Prussiens, le général Braun fut envoyé en Silésie, où il put rassembler à peine 3,000 hommes ; il tenta de s'emparer de Breslau tant par la ruse que par la force, mais inutilement. Cette ville jouissait de priviléges semblables à ceux des villes impériales : c'était une petite république gouvernée par ses magistrats et qui était exempte de toute garnison. L'amour de la liberté et du luthéranisme préservèrent ses habitants des fléaux de la guerre; ils résistèrent aux sollicitations du général Braun, qui l'aurait pourtant à la fin emporté, si le roi n'eût hâté sa marche pour l'obliger à la retraite. Dans ces entrefaites, le prince Léopold d'Anhalt arriva à Glogau avec six bataillons et cinq escadrons; il releva les troupes du blocus, et le roi partit sur-le-champ avec les grenadiers de l'armée, six bataillons et dix escadrons, pour gagner Breslau sans perte de temps. Après quatre jours de marche, il se trouva aux portes de cette capitale, tandis que le maréchal de Schwérin longeait le pied des montagnes et dirigeait sa marche par Liegnitz, Schweidnitz et Franckenstein, pour purger d'ennemis cette partie de la Silésie.

Le premier de janvier, le roi s'empara des faubourgs de Breslau sans résistance, et envoya les colonels de Borck et de Goltz pour sommer la ville de se rendre ; en même temps, quelques troupes passèrent l'Oder et se cantonnèrent au dôme. Par là le roi se trouvait maître des deux côtés de la rivière et bloquait effectivement cette ville mal approvisionnée, qui fut forcée d'entrer en composition. Il faut observer de plus que les fossés de la ville étant gelés, la bourgeoisie pouvait craindre d'être emportée par un assaut général. Le zèle de la religion luthérienne abrégea toutes les longueurs de cette négociation : un cordonnier enthousiaste subjugua le petit peuple, lui communiqua son fanatisme et le souleva au point d'obliger les magistrats à signer un acte de neutralité avec les Prussiens

et à leur ouvrir les portes de la ville. Dès que le roi fut entré dans cette capitale, il licencia toutes les personnes en place qui se trouvaient au service de la reine de Hongrie. Ce coup d'autorité prévint toutes les menées sourdes dont ces anciens serviteurs de la maison d'Autriche auraient fait usage dans la suite pour cabaler contre les intérêts des Prussiens.

Cette affaire terminée, un détachement d'infanterie passa l'Oder pour chasser de Namslau une garnison autrichienne de 300 hommes, qui quinze jours après se rendit prisonnière de guerre. On ne laissa qu'un régiment d'infanterie dans les faubourgs de Breslau, et le roi dirigea sa marche sur Ohlau, où Braun avait jeté le colonel Formentini avec 400 hommes. Cette ville prend son nom d'une petite rivière qui passe sous ses murs; elle était entourée d'un mauvais rempart à demi éboulé et d'un fossé sec : le château, qui vaut un peu mieux, ne peut se prendre qu'avec du canon. Pendant qu'on se disposait à donner un assaut général à cette bicoque, le commandant capitula. La garnison se débanda en sortant, et il ne lui resta que 120 hommes, avec lesquels il fut convoqué à Neisse. Les ennemis avaient une garnison à Brieg de 1,200 hommes, et pour la bloquer, ainsi que les autres places, le général Kleist[1] en fit l'investissement avec 5 bataillons et 4 escadrons. Pendant que le roi avait pris ou bloqué les places le long de l'Oder, le maréchal de Schwérin était arrivé à Franckenstein, en approchant de la rivière de Neisse, qui sépare la haute Silésie de la basse; il tomba sur les dragons de Lichtenstein, qu'il poussa sur Ottmachau: ce château épiscopal a un pont sur la Neisse. M. de Braun, pour couvrir et faciliter sa retraite, y jeta trois compagnies de grenadiers. Le maréchal de Schwérin les bloqua; le lendemain, le roi le joignit avec des mortiers et quelques pièces de 12 livres.

[1] Kleist. Voy. la *Guerre de sept ans*.

Dès que les batteries furent en état de jouer, le major Muffling, commandant de la garnison, se rendit à discrétion. Il ne restait plus que la ville de Neisse à prendre; mais elle valait mieux pour sa force que toutes les autres. Cette ville est située au delà de la Neisse, fortifiée d'un bon rempart de terre et d'un fossé qui a 7 pieds d'eau de profondeur, environné d'un terrain bas et marécageux, où Roth, qui en était commandant, avait pratiqué une inondation. Du côté de la basse Silésie, cette place est commandée par une hauteur qui en est éloignée de 800 pas. La saison rigoureuse s'opposait aux opérations d'un siége formel; il ne restait donc, pour s'en emparer, que l'assaut, le bombardement ou le blocus. Roth avait rendu l'assaut impraticable; il faisait tous les matins ouvrir les glaces du fossé; il faisait arroser le rempart d'eau qui se gelait tout de suite; il avait meublé les bastions et les courtines de quantité de solives et de faux pour repousser les assaillants, ce qui fit renoncer à l'assaut.

On essaya de bombarder la ville; on y jeta 1,200 bombes et 3,000 boulets rouges, le tout en vain; la fermeté de ce commandant obligea les Prussiens d'abandonner cette entreprise et d'entrer en quartier d'hiver. En même temps, le colonel Camas, chargé d'une expédition sur Glatz, rejoignit l'armée; il avait manqué son coup faute de bonnes mesures. Pendant que les Prussiens se cantonnaient autour de Neisse, le maréchal de Schwérin, à la tête de 7 bataillons et de 10 escadrons, descendit en haute Silésie; il délogea le général Braun de Jægerndorff, de Troppau et du château de Grætz.

Les Autrichiens se retirèrent en Moravie; les Prussiens prirent leurs quartiers derrière l'Oppa, et s'étendirent jusques à Jablunka, sur les frontières de la Hongrie. Durant ces opérations militaires, le comte de Gotter se trouvait à Vienne; il y négociait plutôt pour se conformer à l'usage que dans l'espérance de pouvoir réussir. Il avait tenu un

langage assez imposant, capable d'intimider toute autre cour que celle de Charles VI. Les courtisans de la reine de Hongrie disaient d'un ton de hauteur que ce n'était point à un prince dont la fonction était, en qualité d'archichambellan de l'Empire, de présenter à l'Empereur le bassin à laver les mains, de prescrire des lois à sa fille. Le comte de Gotter, pour enchérir sur ces propos autrichiens, eut l'effronterie de montrer au grand-duc une lettre que le roi lui avait écrite, où se trouvaient ces mots : « Si le grand-duc veut se perdre, qu'il se perde. » Le grand-duc en parut ébranlé. Le comte Kinsky [1], chancelier de Bohême, l'homme le plus fier d'une cour où la vanité dominait, prit la parole, traita toutes les propositions du comte de Gotter de flétrissantes pour les successeurs des Césars, ranima le grand-duc, et contribua plus que tous les autres ministres à rompre cette négociation.

L'Europe était dans la surprise de l'invasion inopinée de la Silésie. Les uns taxaient d'étourderie cette levée de boucliers; d'autres regardaient cette entreprise comme une chose insensée. Le ministre d'Angleterre, Robinson, qui résidait à Vienne, soutenait que le roi de Prusse méritait d'être excommunié en politique. En même temps que le comte de Gotter partit pour Vienne, le roi envoya le général Winterfeld en Russie; il y trouva le marquis de Botta, qui y soutenait avec toute la vivacité de son caractère les intérêts de la cour de Vienne. Cependant en cette occasion le bon sens poméranien l'emporta sur la sagacité italienne, et M. de Winterfeld parvint, par le crédit du maréchal Munnich, à conclure avec la Russie une alliance défensive, c'était tout ce qu'on pouvait désirer de plus avantageux dans ces circonstances critiques.

Après que les troupes furent entrées dans leurs quartiers

[1] François-Ferdinand, comte Kinsky, chancelier et gouverneur héréditaire de la Bohême, père du célèbre général autrichien François-Joseph Kinsky.

d'hiver, le roi quitta la Silésie et vint à Berlin pour faire les dispositions convenables pour la campagne prochaine. On fit partir pour l'armée un renfort de 10 bataillons et de 25 escadrons. Et comme les intentions des Saxons et des Hanovriens paraissaient équivoques, il fut résolu d'assembler 30 bataillons et 40 escadrons auprès de Brandebourg, sous les ordres du prince d'Anhalt, pour veiller sur la conduite de ces princes voisins. Le prince d'Anhalt choisit Genthin comme l'endroit le plus propre pour son campement, et d'où il tenait également en échec les Saxons et les Hanovriens. La plupart des souverains étaient encore dans l'incertitude; ils ne pouvaient point débrouiller le dénoûment qui se préparait. La mission du comte de Gotter à Vienne, d'autre part l'entrée des troupes prussiennes en Silésie, leur présentaient une énigme, et ils s'efforçaient à deviner si la Prusse était l'alliée ou l'ennemie de la reine de Hongrie.

De toutes les puissances de l'Europe, la France était sans contredit la plus propre pour assister les Prussiens dans leur entreprise. Tant de raisons rendaient les Français ennemis des Autrichiens, que leur intérêt devait les porter à se déclarer les amis du roi. Ce prince, pour sonder le terrain, avait écrit au cardinal de Fleury, et quoiqu'il n'eût fait qu'effleurer les objets, il en disait assez pour être entendu. Le cardinal [1] s'ouvrit davantage dans sa réponse; il y dit sans détour: « Que la garantie de » la Pragmatique Sanction, que Louis XV avait don- » née à feu l'Empereur, ne l'engageait à rien, par ce » correctif, *sauf les droits d'un tiers :* de plus, que feu » l'Empereur n'avait pas accompli l'acte principal de » ce traité, par lequel il s'était chargé de procurer à la » France la garantie de l'Empire du traité de Vienne.» Le reste de la lettre contenait une déclamation assez vive contre l'ambition de l'Angleterre, un panégyrique de la

[1] Lettre datée d'Issy, 25 janvier 1741.

France et des avantages qu'on rencontrait dans son alliance, avec un détail circonstancié des raisons qui devaient porter les électeurs à placer l'électeur de Bavière sur le trône impérial.

Le roi continua cette correspondance; il marqua au cardinal le désir sincère qu'il avait de s'unir avec le roi très-chrétien, en l'assurant de toute la facilité qu'il apporterait de sa part pour terminer fort promptement cette négociation. La Suède voulait aussi jouer un rôle dans les troubles qui allaient survenir; elle était alliée de la France, et, par l'instigation de cette puissance, elle avait fait passer un corps de troupes en Finlande sous les ordres du général Buddenbrock[1] : ce corps, qui avait inspiré de la jalousie à la Russie, accéléra l'alliance qu'elle fit avec la Prusse; mais ces engagements pensèrent être détruits aussitôt que formés. Le roi de Pologne venait d'envoyer le beau comte Lynar[2] à Pétersbourg. Ce ministre plut à la princesse de Mecklenbourg, régente de la Russie; et comme les passions du cœur influent sur les délibérations de l'esprit, la régente fut bientôt liée avec le roi de Pologne. Cette passion aurait pu devenir aussi funeste à la Prusse que l'amour de Pâris et de la belle Hélène le fut à Troie. Une révolution, que nous rapporterons en son lieu, en prévint les effets.

Les plus grands ennemis du roi, comme c'est l'ordinaire, étaient ses plus proches voisins. Les rois de Pologne et d'Angleterre, qui se reposaient sur les intrigues que Lynar liait en Russie, conclurent entre eux une alliance offensive, par laquelle ils se partageaient les provinces prussiennes; leur imagination les engraissait de cette proie, et tandis qu'ils déclamaient contre l'ambition d'un jeune prince leur voisin, ils croyaient déjà jouir de ses dépouilles, dans l'espérance que la Russie et les princes

[1] Guillaume-Didier de Buddenbrock, fel-maréchal en 1745.

[2] Lynar. V. la *Guerre de sept ans.*

de l'Empire concourraient pour faire réussir leurs desseins ambitieux. C'était le moment qu'aurait dû saisir la cour de Vienne pour s'accommoder avec le roi. Si alors elle lui avait cédé le duché de Glogau, le roi s'en serait contenté et l'aurait assistée envers et contre tous ses autres ennemis; mais il est bien rare que les hommes cèdent ou se roidissent toujours à propos. Le signal de la guerre fut donc donné à l'Europe. Partout on se tâtait, on négociait, on intriguait pour s'arranger et former des alliances; mais les troupes d'aucune puissance n'étaient mobiles; aucune n'avait eu le temps d'amasser des magasins, et le roi profita de cette crise pour exécuter ses grands projets.

CHAPITRE TROISIÈME.

Campagne de 1741. Négociations de paix. Hommage de Breslau. Retour à Berlin.

Les renforts pour l'armée de Silésie arrivèrent à Schweidnitz au mois de février. De leur côté, les Autrichiens se préparaient également pour la guerre; ils tirèrent le maréchal Neuperg des prisons de Brunn, où il avait été détenu depuis la paix de Belgrade, pour lui confier le commandement de cette armée qui devait reconquérir la Silésie. Ce maréchal assembla ses troupes aux environs d'Olmutz, et il détacha le général Lentulus[1] avec un corps pour occuper les gorges de la principauté de Glatz, par où Lentulus se trouvait à portée de couvrir la Bohême et de joindre l'armée de Neuperg[2] dans les opérations qu'il méditait sur Neisse. Les housards autrichiens préludaient déjà sur la guerre; ils se glissaient entre les postes des Prussiens, tâchaient d'enlever de petits détachements et

[1] Lentulus. Voy. la *Guerre de sept ans.*

[2] Guillaume Reinhard, comte de Neipperg ou Neuperg, né en 1684, mort en 1774.

d'intercepter des convois : il se passa de petites actions, toutes aussi favorables à l'infanterie du roi que fâcheuses pour sa cavalerie. Ce prince, en arrivant en Silésie, se proposa de faire le tour de ses quartiers pour se procurer la connaissance d'un pays qui lui était nouveau. Il partit donc de Schweidnitz et vint à Franckenstein. Le général Derschau, qui commandait dans cette partie, avait poussé deux postes en avant; l'un était à Silberberg et l'autre à Wartha, tous deux dans les gorges des montagnes. Le roi voulut les visiter; les ennemis en eurent vent et tentèrent de l'enlever : ils tombèrent par méprise sur une escorte de dragons postés en relais auprès du village de Baumgarten, entre Silberberg et Franckenstein. Le colonel Ditfort, qui commandait cette escorte, ignorait trop la guerre pour manœuvrer avec avantage contre des troupes légères; il fut battu et perdit 40 maîtres. On entendit cette tiraillerie à Wartha; le roi, qui s'y trouvait, rassembla quelques troupes à la hâte pour accourir au secours des dragons qui étaient à un mille de là; mais il arriva après coup. C'était une étourderie de la part d'un souverain de s'aventurer si mal accompagné. Si le roi avait été fait prisonnier dans cette occasion, la guerre était terminée, les Autrichiens auraient triomphé sans coup férir, la bonne infanterie prussienne serait devenue inutile, ainsi que tous les projets d'agrandissement que le roi se proposait d'exécuter.

Plus on approchait de l'ouverture de la campagne, plus les affaires devenaient sérieuses. Le rapport des espions s'accordait unanimement à confirmer que les ennemis se renforçaient dans leurs postes, qu'il leur arrivait de nouvelles troupes et qu'ils méditaient de surprendre les Prussiens dans leurs quartiers, en y pénétrant ou par Glatz ou par Zukmantel. Vers le même temps, 100 dragons et 300 housards autrichiens s'étaient jetés dans Neisse. Cet indice seul était suffisant pour dévoiler en partie les des-

seins des ennemis, et cela fut cause que le roi donna des ordres pour resserrer ses quartiers : il aurait dû sur-le-champ les rassembler tous; mais il manquait alors d'expérience, et c'était proprement sa première campagne. La saison n'était pas assez avancée pour que les blocus de Glogau et de Brieg pussent se convertir en siéges. Il y avait cependant un projet tout arrangé pour prendre Glogau d'emblée, et le prince Léopold d'Anhalt eut ordre de l'exécuter sans perte de temps.

Ce fut le 9 de mars que la ville fut attaquée par cinq endroits à la fois et prise en moins d'une heure de temps; la cavalerie même franchit les remparts, tant les ouvrages étaient tombés en ruine. Aucune maison ne fut pillée, aucun bourgeois ne fut insulté, et la discipline prussienne brilla dans tout son éclat. Wallis et toute sa garnison devinrent prisonniers de guerre. Un régiment de la nouvelle création en prit possession, on fit travailler d'abord à perfectionner les ouvrages, et le prince Léopold, avec le corps qu'il commandait, joignit le roi à Schweidnitz. Ce n'était pas le tout que d'avoir pris Glogau; les troupes étaient encore trop éparpillées pour se joindre au besoin; surtout les quartiers qu'occupait le maréchal de Schwérin en haute Silésie étaient ceux qui causaient le plus d'inquiétude. Le roi voulut que le maréchal les levât et qu'il se repliât sur la Neisse, où le roi voulait le joindre avec toutes les troupes de la basse Silésie. Schwérin n'était pas de ce sentiment; il écrivit que si on voulait le renforcer, il promettait de soutenir ses quartiers jusques au printemps.

Pour cette fois, le roi en crut plus son maréchal que lui-même. Sa crédulité pensa lui devenir fatale; et, comme s'il eût fallu accumuler ses fautes, il se mit lui-même à la tête de 8 escadrons et de 9 bataillons pour se rendre à Jægerndorf; il rencontra le maréchal à Neustadt. La première question fut : « Quelle nouvelle avez-vous des

» ennemis? — Aucune, reprit le maréchal, sinon que les » troupes autrichiennes sont dispersées le long des fron- » tières depuis la Hongrie jusqu'à Braunau en Bohême, » et j'attends à tout moment le retour de mon espion. » Le lendemain, le roi arriva à Jægerndorff; son dessein était d'en partir le jour suivant, pour ouvrir la tranchée devant Neisse, où le maréchal Kalkstein[1] l'attendait avec 10 bataillons et autant d'escadrons. Le duc de Holstein[2], qui était alors à Franckenstein, devait y joindre le roi également avec 7 bataillons et 4 escadrons.

Lorsque le roi touchait au moment de son départ (2 avril), et qu'il donnait ses derniers ordres au maréchal comme au prince Léopold, 7 dragons autrichiens arrivèrent; on apprit de ces déserteurs qu'ils avaient quitté l'armée à Freudenthal (qui n'est qu'à un mille et demi de Jægerndorff), que leur cavalerie y campait et qu'elle y attendait l'arrivée de l'infanterie et du canon pour traverser les quartiers prussiens et les obliger à lever le blocus de Neisse. Dans ce temps même, on entendit escarmoucher devant la ville; tout le monde crut que l'avant-garde de M. de Neuperg était sur le point d'investir Jægerndorff. Il n'y avait que 5 bataillons dans cette malheureuse ville, 5 pièces de trois livres et assez de poudre pour 40 charges. La situation aurait été désespérée, si M. de Neuperg avait su en profiter; mais la montagne n'enfanta qu'une souris. Les ennemis voulaient savoir si les Prussiens étaient encore dans leurs quartiers; pour s'en instruire, leurs troupes légères allaient escarmoucher devant chaque ville, afin de rapporter à leurs officiers ce qui en était. Les desseins des ennemis s'étant tout à fait manifestés, le roi ne balança plus un moment pour rassembler l'armée. Les troupes de la basse Silésie eurent ordre de passer la Neisse à Sorge, et celles de la haute Silésie de joindre le roi à

[1] Christophe-Guillaume de Kalkstein, feld-maréchal en 1747.

[2] Holstein (duc de). V. *Guerre de sept ans.*

Jægerndorff. Le 4 d'avril, le roi partit pour Neustadt avec tous ces corps rassemblés, en côtoyant l'armée ennemie, qui marchait par Zukmantel et Ziegenhals vers Neisse. Le lendemain (5 avril), il se porta sur Steinau, éloigné d'un mille de Sorge, où il avait fait construire des ponts sur la rivière de Neisse.

Il fallut lever le blocus de Brieg, et le général Kleist reçut ordre de joindre l'armée avec son détachement; le duc de Holstein reçut des ordres pareils, réitérés à plusieurs reprises; ceux qui en étaient chargés ne purent les lui rendre, et il demeura tranquillement à Franckenstein, voyant passer l'ennemi à sa droite et à sa gauche sans s'en embarrasser. Des déserteurs de l'armée autrichienne arrivèrent à Steinau; ils déposèrent que le général Lentulus avait joint le même jour le maréchal Neuperg auprès de Neisse. Sur cette nouvelle, les quartiers prussiens furent resserrés à l'instant à l'entour de Steinau, et le roi choisit un poste où il pût recevoir l'ennemi, au cas qu'il voulût se porter sur les Prussiens. Pour comble d'embarras, le feu prit sur le soir au quartier de Steinau; ce ne fut que par bonheur qu'on sauva le canon et les munitions de guerre par des rues étroites dont toutes les maisons étaient enflammées; les troupes passèrent la nuit au bivouac sur le terrain que le roi avait choisi pour son camp.

Le lendemain (6 avril) ce petit corps de 13 bataillons et de 15 escadrons, après une marche assez fatigante, arriva à Falckenberg, où l'on apprit que le colonel Stechow, qui couvrait le pont de Sorge avec 4 bataillons, avait aperçu un gros corps d'ennemis qui se fortifiait de l'autre côté de la rivière et faisait même un feu assez vif sur les Prussiens. Le prince Charles[1] y marcha aussitôt avec 4 bataillons, et il avertit le roi que Lentulus se trouvait sur l'autre bord de la Neisse avec 50 escadrons, et rendait le

[1] Prince Charles, c'est le margrave Charles-Frédéric de Brandebourg-Anspach, beau-frère du roi. V. *Guerre de sept ans.*

passage absolument impraticable, parce que le terrain était trop étroit pour déboucher. Cela obligea de changer la direction de la marche; on prit la route de Michelau, autre pont sur la Neisse, où le général Marwitz était déjà avec les troupes rassemblées des quartiers de Schweidnitz et du blocus de Brieg. Le pont de Sorge fut levé sans perte de temps, et le soir tous ces différents corps joignirent le roi.

Le lendemain (7 avril) l'armée passa la Neisse à Michelau dans le dessein de marcher sur Grotkau. Un courrier qui avait passé cette ville apporta des dépêches au roi, de sorte qu'il ne se doutait de rien. Une neige qui tombait à gros flocons pressés, interceptait la lumière et empêchait de discerner les objets. On marchait toujours. Les housards de l'avant-garde entrèrent dans le village de Leipe qui est sur ce chemin, et donnèrent sans le savoir sur un régiment de housards ennemis qui y cantonnait. Les Prussiens prirent 40 des ennemis tant à pied qu'à cheval, et l'on apprit d'eux qu'une demi-heure auparavant M. de Neuperg avait pris Grotkau; un lieutenant nommé Mitzschefahl y commandait avec 60 hommes; il se défendit trois heures contre toute l'armée autrichienne. Les déserteurs déposèrent de plus que le lendemain l'ennemi marcherait à Ohlau, pour y prendre la grosse artillerie que le roi y avait mise en dépôt. Sur cette nouvelle, les différentes colonnes de l'armée, qui étaient toutes en marche, furent aussitôt assemblées.

Le roi la partagea en quatre divisions, qui cantonnèrent dans quatre villages, assez près les unes des autres pour qu'en moins d'une heure elles pussent être assemblées à leur rendez-vous. Le roi prit son quartier dans les villages de Pogrel et d'Alsen, d'où il dépêcha différents officiers à la garnison d'Ohlau, pour l'avertir de son approche et pour attirer à lui deux régiments de cuirassiers qui venaient d'arriver dans ces environs; aucun de ces officiers

ne put s'y rendre, à cause des partis ennemis qui infestaient ces contrées. Le jour suivant la neige fut si épaisse, qu'à peine distinguait-on les objets à vingt pas : cependant on apprit que l'ennemi s'était approché de Brieg. Si ce mauvais temps avait continué, l'embarras des Prussiens n'aurait fait que s'accroître : les vivres commençaient à devenir rares, il fallait secourir Ohlau, et en cas de malheur il n'y avait aucune retraite ; mais la fortune suppléa à la prudence.

Le lendemain, 10 d'avril, le temps parut clair et serein, et quoique la terre fût couverte de deux pieds de neige, rien ne s'opposait à ce qu'on voulait entreprendre. Dès les cinq heures du matin l'armée se rassembla auprès du moulin de Pogrel ; elle consistait en vingt-sept bataillons, vingt-neuf escadrons de cavalerie et trois de housards ; elle se mit en marche sur cinq colonnes ; celle du milieu était d'artillerie ; les deux plus voisines du centre, d'infanterie ; et les deux, aux extrémités des ailes, de cavalerie.

Le roi savait que l'ennemi lui était supérieur en cavalerie : pour obvier à cet inconvénient, il mêla entre les escadrons de chaque aile deux bataillons de grenadiers ; c'était une disposition dont Gustave-Adolphe avait fait usage à la bataille de Lutzen, et dont selon toute apparence on ne se servira plus. L'armée s'avança dans cet ordre vers l'ennemi, en suivant la direction du chemin qui mène à Ohlau. Le général Rottembourg, qui menait l'avant-garde, en passant auprès du village de Pampitz, prit une vingtaine de prisonniers, qui confirmèrent l'avis que des paysans du village de Molwitz étaient venus donner au roi, que l'armée ennemie était cantonnée dans Molwitz, Grunigen et Hüneren.

Dès que les colonnes se trouvèrent à deux mille pas environ de Molwitz, l'armée se déploya pour se mettre en bataille, sans qu'on vît paraître d'ennemis en campagne : la droite devait s'appuyer au village de Herrendorf. M. de

Schulenbourg, qui commandait la cavalerie de cette aile, s'y prit si maladroitement, qu'il n'y arriva point : la gauche était appuyée au ruisseau de Lauchwitz, dont les bords sont marécageux et profonds. Cependant, comme la cavalerie de la droite n'avait pas donné assez de champ pour l'infanterie, on fut obligé de retirer trois bataillons de la première ligne, dont par un heureux hasard on forma un flanc pour couvrir la droite des deux lignes d'infanterie. Cette disposition fut la principale cause du gain de cette bataille. Le bagage fut parqué auprès du village de Pampitz, environ à mille pas derrière les lignes, et le régiment de La Motte [1], qui dans ce moment venait joindre l'armée, le couvrit. Rottembourg avec l'avant-garde s'approcha de Molwitz, d'où il vit déboucher les Autrichiens; il aurait dû les attaquer dans ce désordre, s'il n'avait eu des ordres précis de ne rien engager; ainsi il ramena sa troupe à l'aile droite, dont elle faisait partie.

Il doit paraître étonnant qu'un général expérimenté comme M. de Neuperg se fût laissé surprendre de cette manière : il était cependant excusable ; il avait donné des ordres à différents officiers de housards de battre la campagne, surtout vers le chemin de Brieg. Soit paresse, soit négligence, ces officiers ne s'acquittèrent pas de leur devoir; et le maréchal n'eut des nouvelles de l'approche du roi qu'en voyant son armée en bataille vis-à-vis de ses cantonnements. M. de Neuperg fut réduit à mettre ses troupes en bataille sous le feu du canon prussien, qui était promptement et bien servi ; son aile droite de cavalerie, sous les ordres de M. de Rœmer, arriva la première. Cet officier intelligent et déterminé vit que l'aile droite des Prussiens était plus près de Molwitz que la gauche; il comprit qu'en restant dans son poste, M. de Neuperg risquait d'être

[1] Il arrivait d'Oppeln. (F.)

battu avant que la cavalerie de sa gauche fût arrivée, et sans attendre l'ordre de personne il résolut d'attaquer la droite des Prussiens.

M. de Schulenbourg, pour gagner le village de Herrendorff, fit très-maladroitement par escadrons un quart de conversion à droite; M. de Rœmer, qui s'en aperçut, sans se former, donna à bride abattue et en colonne sur cette aile que M. de Schulenbourg commandait; les trente escadrons des troupes de la reine, qu'il menait, culbutèrent dans l'instant les dix escadrons prussiens, dont chacun leur prêtait le flanc gauche. Cette cavalerie en déroute passa devant et entre les lignes de l'infanterie, qu'ils auraient culbutée, si celle-ci n'avait fait feu sur ces fuyards; ce qui en même temps écarta les ennemis. M. de Rœmer y fut tué; mais ce qui doit surprendre tout militaire, c'est que ces deux bataillons de grenadiers qui avaient été entrelacés entre les escadrons de la droite, se soutinrent seuls et se joignirent en bon ordre à la droite de l'infanterie.

Le roi, qui croyait rallier la cavalerie comme on arrête une meute de chiens, fut entraîné dans leur déroute jusqu'au centre de l'armée, où il parvint à rallier quelques escadrons qu'il ramena à la droite. Ils furent obligés d'attaquer les Autrichiens à leur tour, mais des troupes battues et ramassées à la hâte ne tiennent guère; ils se débandèrent, et M. de Schulenbourg périt dans cette charge. La cavalerie ennemie victorieuse tombant alors sur le flanc droit de l'infanterie prussienne, où nous avons dit qu'avaient été placés trois bataillons qui n'avaient pu entrer dans la première ligne, cette infanterie fut vigoureusement attaquée à trois reprises; des officiers autrichiens tombèrent blessés entre ses rangs : elle désarçonna à coups de baïonnette des cavaliers ennemis; et à force de valeur elle repoussa les Autrichiens, qui perdirent beaucoup de monde. M. de Neuperg saisit ce moment; son infanterie s'ébranla

pour entamer la droite des Prussiens dépourvue de cavalerie; secondé de sa cavalerie autrichienne, il fit des efforts incroyables pour enfoncer les troupes du roi, mais inutilement : cette valeureuse infanterie résistait comme un rocher à leurs attaques, et par son feu leur détruisait beaucoup de monde. A la gauche des Prussiens les choses étaient moins hasardées; cette aile, qu'on avait refusée à l'ennemi, était appuyée au ruisseau de Lauchwitz; au-delà de ce marais, la cavalerie du roi avait chargé celle de la reine de Hongrie et l'avait battue. Cependant le feu de l'infanterie de la droite durait depuis près de cinq heures avec beaucoup de vivacité; les munitions des soldats étaient consumées, et ils dépouillaient les fournitures des morts pour trouver de la poudre à charger.

La crise était si violente, que de vieux officiers croyaient les affaires sans ressource et prévoyaient le moment où ce corps sans munitions serait obligé de se rendre à l'ennemi; mais il n'en fut pas ainsi, et cela doit apprendre aux jeunes militaires à ne pas désespérer trop vite; car non-seulement l'infanterie se soutint, mais elle gagna du terrain sur l'ennemi. Le maréchal de Schwérin, qui s'en aperçut, fit alors un mouvement avec sa gauche, qu'il porta sur le flanc droit des Autrichiens; ce mouvement fut le signal de la victoire, et de la défaite des ennemis; leur déroute fut totale : la nuit empêcha les Prussiens de poursuivre leurs avantages au-delà du village de Lauchwitz. Alors arrivèrent ces 10 escadrons d'Ohlau, mais trop tard; une chaussée qu'ils avaient à passer pour joindre l'armée leur avait été barrée par les housards autrichiens, qui les arrêtèrent longtemps à ce débouché, et ils ne l'abandonnèrent que lorsqu'ils virent les leurs en fuite.

Cette journée coûta à l'armée de la reine 180 officiers, 7,000 morts tant cavaliers que fantassins; les ennemis perdirent 7 pièces de canon, 3 étendards et 1,200 hommes qui furent faits prisonniers. Du côté des Prussiens on compta

2,500 morts, parmi lesquels était le margrave Frédéric [1], cousin du roi, et 3,000 blessés. Le premier bataillon des gardes, sur lequel tomba l'effort principal de l'ennemi, y perdit la moitié de ses officiers ; et de 800 hommes dont il était composé, il n'en resta que 180 en état de faire le service. Cette journée devint une des plus mémorables de ce siècle, parce que deux petites armées y décidèrent du sort de la Silésie, et que les troupes du roi y acquirent une réputation que le temps ni l'envie ne pourront leur ravir.

Le lecteur aura remarqué sans doute dans le récit de cette ouverture de campagne, que c'était à qui ferait le plus de fautes, du roi ou du maréchal de Neuperg. Si le général autrichien était supérieur par ses projets, les Prussiens l'étaient par l'exécution. Le plan de M. de Neuperg était sage et judicieux : en entrant en Silésie, il sépare les quartiers du roi, il pénètre à Neisse, où Lentulus le joint, et il est sur le point non-seulement de s'emparer de l'artillerie royale, mais encore d'enlever aux Prussiens leurs magasins de Breslau, les seuls qu'ils eussent. Mais M. de Neuperg aurait pu surprendre le roi à Jægerndorff et par ce coup seul terminer toute cette guerre ; de Neisse il aurait pu enlever le corps du duc de Holstein qui cantonnait à un mille de là ; avec un peu plus d'activité il aurait pu empêcher le roi de passer la Neisse à Michelau ; de Grotkau encore il aurait dû marcher jour et nuit pour prendre Ohlau et couper le roi de Breslau. Au lieu de saisir ces occasions, par une sécurité impardonnable, il se laissa surprendre, et fut battu en grande partie par sa propre faute.

Le roi donna encore plus de prise que lui à la censure ; il fut averti à temps du projet des ennemis et il ne prit aucune mesure suffisante pour s'en garantir. Au lieu de marcher à Jægerndorff pour éparpiller encore plus ses

[1] Frédéric, margrave de Brandebourg, né en 1710.

troupes, il aurait dû rassembler toute son armée et la placer en cantonnements resserrés aux environs de Neisse; il se laissa couper du duc de Holstein, et se mit dans la nécessité de combattre dans une position où en cas de malheur il n'avait aucune retraite, où il risquait de perdre l'armée et de se perdre lui-même. Arrivé à Molwitz, où l'ennemi cantonnait, au lieu de marcher avec vivacité pour séparer les cantonnements des troupes de la reine, il perd deux heures à se former méthodiquement devant un village où aucun ennemi ne paraissait; s'il avait seulement attaqué ce village de Molwitz, il y eût pris toute cette infanterie autrichienne, à peu près de même que 24 bataillons français furent pris à Blindheim; mais il n'y avait dans son armée que le maréchal de Schwérin qui fût un homme de tête et un général expérimenté. Il régnait beaucoup de bonne volonté dans les troupes; mais elles ne connaissaient que les petits détails, et faute d'avoir fait la guerre, elles n'allaient qu'en tâtonnant et craignaient les partis décisifs.

Ce qui sauva proprement les Prussiens, ce fut leur valeur et leur discipline. Molwitz fut l'école du roi et de ses troupes. Ce prince fit des réflexions profondes sur toutes les fautes qu'il avait faites, et il tâcha de s'en corriger dans la suite. Le duc de Holstein avait eu occasion de frapper un grand coup; mais pour lui les occasions étaient perdues. N'ayant point reçu d'ordre du roi, il avait marché, sans trop savoir pourquoi, d'Ottmachau à Strehlen; il s'y trouva précisément le jour de la bataille et entendit le feu des deux armées. Le 11 toutes les troupes des Autrichiens en déroute passèrent à un mille de son poste : il en aurait pu détruire les restes; mais faute de savoir prendre une résolution, il laissa le champ libre à M. de Neuperg, qui rassembla ses fuyards de l'autre côté de la ville de Neisse, et le duc de Holstein joignit tranquillement l'armée du roi auprès d'Ohlau. Après sa jonction et l'arrivée d'autres ren-

forts, ce corps rassemblé consistait en 43 bataillons, 66 escadrons de cavalerie et 3 de housards.

Pour profiter de cette victoire, il fut résolu d'entreprendre le siége de Brieg. Le maréchal de Kalckstein fut chargé de la conduite de ce siége, et l'armée du roi se campa auprès de Molwitz pour le couvrir. Huit jours après l'ouverture de la tranchée, M. Piccolomini, qui était commandant de la place, capitula, avant que son chemin couvert fût emporté et lorsqu'il n'y avait encore aucune brèche aux ouvrages. L'armée resta trois semaines au camp de Molwitz, pour donner le temps de combler les tranchées et de ravitailler la place de Brieg, dont toutes les munitions avaient été consumées. Le roi profita de cette inaction pour exercer sa cavalerie, pour lui apprendre à manœuvrer et à changer sa pesanteur en célérité; elle fut souvent envoyée en parti, pour que les officiers apprissent à profiter du terrain et qu'ils prissent plus de confiance en eux-mêmes.

Dans ce temps, Winterfeld, le même qui avait négocié une alliance en Russie, fit un si beau coup à la tête d'un détachement, qu'il acquit la réputation d'être aussi bon officier que bon négociateur; il surprit et battit le général Baranay à Rothschlot et lui prit 300 prisonniers. Comme les Prussiens jouissaient de la faveur du pays, ils avaient les meilleures nouvelles; ce qui leur procura à la petite guerre plusieurs avantages. Cependant nous ne rapporterons point toutes les actions semblables; par exemple, comment les Autrichiens ruinèrent auprès de Leubus un nouveau régiment de housards de Bandemer, comment ils prirent une centaine de houlans auprès de Strehlen, comment ils brûlèrent Zobten, comment les Prussiens les battirent à Friedwalde et en d'autres rencontres; parce que ce n'est pas l'histoire des housards, mais celle de la conquête de la Silésie que nous nous sommes proposé de décrire.

La bataille qui en avait presque décidé causa des sensations bien différentes en Europe. La cour de Vienne, qui s'attendait à des succès, s'irrita et s'aigrit de ses pertes : dans l'espérance d'avoir sa revanche, elle tira des troupes de la Hongrie et quantité de milices dont elle renforça M. de Neuperg. Le roi d'Angleterre et celui de Pologne commencèrent à respecter l'armée commandée par le prince d'Anhalt, que d'abord ils avaient méprisée. L'Empire était comme étourdi d'apprendre que de vieilles bandes autrichiennes avaient été défaites par des troupes peu expérimentées.

En France on se réjouit de cette victoire; la cour se flattait qu'en se mêlant de cette guerre elle arriverait à temps pour donner le coup de grâce à la maison d'Autriche. Par une suite de cette disposition favorable, le maréchal de Belle-Isle, ambassadeur de France à la diète d'élection, qui se tenait à Francfort [1], vint dans le camp (de Molwitz) du roi lui proposer de la part de son maître un traité d'alliance, dont les articles principaux roulaient sur l'élection de l'électeur de Bavière, sur le partage et le démembrement des provinces de la reine de Hongrie, et sur la garantie que la France promettait de donner de la basse Silésie, à condition que le roi renonçât à la succession des duchés de Juliers et de Bergue, et qu'il promît sa voix à l'électeur de Bavière [2]. Ce traité fut ébauché, et il fut stipulé de plus que la France enverrait deux armées dans l'Empire, dont une irait au secours de l'électeur de Bavière, et l'autre s'établirait en Westphalie, pour en imposer en même temps aux Hanovriens et aux Saxons; et qu'enfin, préférablement à tout, la Suède déclarerait la

[1] Sur la diète de Francfort, voyez un curieux journal de voyage du sieur Quentin, écuyer de la bouche du roi, qui suivit le comte de Belle-Isle pour présider à l'organisation des festins que le comte devait donner. *Revue des sociétés savantes*, 3e série, t. III, p. 222 et suiv.

[2] Ce fut Frédéric qui alla au devant de l'alliance française. *Voy.* Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 97.

guerre à la Russie, pour lui donner de l'occupation sur ses propres frontières.

Ce traité, tout avantageux qu'il paraissait, ne fut pas signé. Le roi ne voulait rien précipiter dans des démarches d'aussi grande conséquence, et il se réservait ce parti comme une dernière ressource [1]. Le maréchal de Belle-Isle se livrait souvent trop à son imagination ; on aurait dit, à l'entendre, que toutes les provinces de la reine de Hongrie étaient à l'encan. Un jour qu'il se trouvait auprès du roi, ayant un air plus occupé et plus rêveur que d'ordinaire, ce prince lui demanda s'il avait reçu quelque nouvelle désagréable. « Aucune, répondit le maréchal ; mais » ce qui m'embarrasse, Sire, c'est que je ne sais ce que » nous ferons de cette Moravie. » Le roi lui proposa de la donner à la Saxe, pour attirer par cet appât le roi de Pologne dans la grande alliance. Le maréchal trouva l'idée admirable et l'exécuta dans la suite.

Ce n'était pas à la France seule que se bornaient les négociations des Prussiens; elles s'étendaient en Hollande, en Angleterre et par toute l'Europe. Sur quelques propositions qui avaient été jetées en avant dans une lettre que le roi avait écrite au roi d'Angleterre, ce prince avait répondu que ses engagements l'obligeaient à la vérité à soutenir l'indivisibilité de la succession de Charles VI, et qu'il voyait avec peine la rupture de la bonne intelligence entre les Prussiens et les Autrichiens ; qu'il offrait cependant volontiers ses bons offices pour moyenner une réconciliation entre ces deux cours ; il envoya le lord Hindford comme ministre d'Angleterre et le sieur Schwichelt comme ministre de Hanovre.

Ces deux négociateurs étaient, quoiqu'au service du même prince, chargés d'instructions toutes différentes. Le Hanovrien voulait qu'on achetât la neutralité de son maître en lui garantissant les évêchés de Hildesheim,

[1] Sur les tergiversations de Frédéric, voyez Valori, t. Ier, p. 107.

d'Osnabruck et les bailliages qui lui sont hypothéqués dans le Mecklenbourg : on lui donna un contre-projet, dans lequel les intérêts de la Prusse étaient mieux ménagés. L'Anglais offrait les bons offices de son maître pour engager la reine de Hongrie à la cession de quelques principautés de la basse Silésie ; on éluda d'entrer sur ces points dans une négociation formelle, avant d'être préalablement instruit des dispositions où se trouvait la cour de Vienne. Ces ministres étaient dans le camp du roi, et il paraissait singulier que le lord Hindford donnât plus d'ombrage au sieur Schwichelt que le maréchal de Belle-Isle, d'autant plus que ce Hanovrien recommandait sur toute chose qu'on fît un mystère de ses négociations au ministre d'Angleterre. Ces Anglais et ces Hanovriens, qui flattaient le roi dans son camp, ne voulaient que l'endormir; ils n'agissaient pas de même dans les autres cours de l'Europe[1].

En Russie, Finch, ministre anglais, y soufflait la guerre; les intrigues du comte de Botta et les charmes du beau Lynar perdirent le brave Munnich. Le prince de Brunswic, général en chef de la Russie, poussé par sa grand'mère, par l'impératrice douairière et par ces ministres étrangers, qui étaient autant de boute-feu, allait incessamment engager la Russie à déclarer la guerre à la Prusse. Les troupes s'assemblaient déjà en Livonie ; le roi en était informé et c'est ce qui lui inspirait de la méfiance pour les Anglais, dont il découvrait la duplicité. Leurs intrigues avaient également extorqué du grand pensionnaire de Hollande une lettre déhortatoire pour engager le roi à retirer ses troupes de la Silésie[2].

Toutes ces machinations des Anglais, et surtout ce qu'on prévoyait en Russie, déterminèrent enfin le roi à signer son traité avec la France aux conditions dont il

[1] Et Frédéric II cherchait lui-même à endormir les Anglais. *Voy.* Valori, t. I[er], p. 105.

[2] Présentée par Ginkel le 15 juin.

était convenu avec le maréchal de Belle-Isle [1]. On y ajouta les deux articles suivants : que les Français commenceraient leurs opérations avant la fin d'août, et que ce traité serait tenu secret jusqu'à ce que sa publication ne pût porter aucun préjudice aux intérêts des Prussiens. On ne perdit pas de temps à conclure cette alliance. Il fallait se presser ; on voyait éclater la mauvaise volonté des Russes, on voyait 6,000 Danois et 6,000 Hessois auxquels l'Angleterre donnait des subsides, joints aux troupes hanovriennes qui campaient déjà depuis le mois d'avril. Les Saxons de leur côté se préparaient de même, et il était question de joindre leurs troupes à celle des Hanovriens : il ne restait donc qu'à gagner du temps, jusqu'à l'arrivée du secours des Français, en amusant le mieux qu'on pourrait le lord Hindford et le sieur Schwichelt, pour qu'ils ne pussent pas même soupçonner le traité qu'on venait de signer avec la France. Le roi et ses ministres y réussirent si bien, que cette négociation, qui paraissait toujours sur le point d'être terminée, s'accrochait toujours à quelque nouvelle circonstance, qui obligeait l'Anglais de demander à sa cour de plus amples instructions : on était sur le point de conclure et on ne finissait jamais. Le camp du roi avait pris la forme d'un congrès ; mais l'armée se mit en mouvement et elle reprit le ton militaire.

Dès que la ville de Brieg fut ravitaillée, l'armée se mit en marche et vint camper auprès de Grotkau. M. de Neuperg était à trois milles de là, derrière la ville de Neisse, où il s'était mis dans un camp inexpugnable. On changea de camp pour la commodité des subsistances ; l'armée occupa les hauteurs de Strehlen, d'où en s'approchant de Breslau elle pouvait tirer ses vivres et nourrir la cavalerie à sec le reste de la campagne. De ce poste elle était à une égale portée de Brieg et de Schweidnitz, et couvrait toute la basse Silésie. On profita des huit semaines qu'on resta

[1] Le traité fut signé le 5 juin 1741.

dans cette position, pour recruter l'infanterie et remonter la cavalerie; ce qui se fit avec tant de succès, que l'armée n'avait pas été plus complète en entrant en campagne qu'elle ne l'était alors.

Tandis que le roi s'occupait à rendre son armée plus formidable, M. de Neuperg formait des projets qui auraient été dangereux, si on lui avait laissé le temps de les exécuter. Nous croyons qu'il ne sera pas hors de propos de rapporter de quelle façon le roi parvint à les découvrir. Il y avait à Breslau un nombre considérable de vieilles dames natives de l'Autriche et de la Bohême, et depuis longtemps établies en Silésie; leurs parents étaient à Vienne, à Prague; quelques-uns servaient dans l'armée de Neuperg. Le fanatisme de la religion catholique et l'orgueil autrichien augmentaient leur attachement pour la reine de Hongrie; elles frémissaient de colère au seul nom prussien, elles cabalaient sourdement, elles intriguaient, elles entretenaient des correspondances dans l'armée de M. de Neuperg par des moines et des prêtres qui leur servaient d'émissaires; elles étaient instruites de tous les desseins des ennemis.

Ces femmes, pour se conforter entre elles, avaient établi ce qu'elles appelaient leurs assises, où presque tous les soirs elles s'assemblaient, se communiquaient leurs nouvelles et délibéraient sur les moyens qu'on pourrait employer pour expulser une armée hérétique de la Silésie et détruire tous les mécréants. Le roi était instruit en gros de ce qui se passait dans ces conventicules, et il n'épargna rien pour faire glisser dans ces assises une fausse sœur, qui, sous prétexte de haine pour les Prussiens, y serait bien reçue, et pourrait avertir de tout ce qui s'y tramait. C'est par ce canal qu'on apprit que M. de Neuperg s'était proposé par ses mouvements d'éloigner le roi de Breslau, de s'y rendre alors par des marches forcées, et par le moyen des intelligences qu'il avait dans cette capitale, de

s'en emparer. C'était prendre aux Prussiens tous leurs magasins et leur couper en même temps la communication qu'au moyen de l'Oder ils conservaient avec l'électorat.

Il fut aussitôt résolu de prévenir l'ennemi à tout prix et de rompre à l'égard de Breslau une neutralité à laquelle ses magistrats avaient porté plus d'une atteinte. Sur cela les syndics et les échevins les plus attachés à la maison d'Autriche furent mandés au camp du roi ; on y invita en même temps les ministres étrangers, pour ne point exposer leur personne aux désordres auxquels une surprise peut donner lieu. On détacha en même temps quelques bataillons, qui arrivèrent par différentes routes au faubourg [1].

On demanda à la ville le passage pour un régiment; pendant qu'il entrait par une porte, un chariot s'embarrassa dans une autre ; trois bataillons et cinq escadrons en profitèrent pour se glisser dans la ville. L'infanterie occupa les remparts, les places, et consigna les portes. La cavalerie nettoya les rues principales : en moins d'une heure tout fut soumis; on ne commit aucun désordre, ni pillage, ni meurtre : la bourgeoisie prêta l'hommage. Trois bataillons y restèrent en garnison [2], et les autres vinrent rejoindre l'armée. M. de Neuperg, qui ne se doutait pas qu'il fût découvert, s'était porté sur Franckenstein, dans l'espérance que le roi tomberait tout de suite sur Neisse, et qu'alors il exécuterait son projet sur Breslau; mais, s'apercevant que son coup avait manqué, il voulut s'en dédommager en enlevant le magasin que les Prussiens avaient à Schweidnitz. Cela encore ne lui réussit pas, car il fut prévenu. L'avant-garde du roi arriva en même temps que la sienne à Reichenbach; celle des Autrichiens rebroussa chemin et se replia sur Franckenstein. Le roi fut joint à Reichenbach par de nouvelles levées, consistant

[1] 7 août.
[2] Le général Marwitz en devint gouverneur.

en 10 escadrons de dragons et 13 de housards. M. de Neuperg avait judicieusement choisi sa position : il entretenait sa communication avec la forteresse de Neisse par Patschkau, tirait ses vivres de la Bohême par Glatz, et fourrageait un pays qu'il ne pouvait pas conserver; sa droite était appuyée à Franckenstein, sa gauche sur des collines non loin de Silberberg, et deux ruisseaux couvraient son front et le rendaient inabordable. Ces difficultés animèrent le roi; il voulut avoir l'honneur de faire décamper les Autrichiens et de les renvoyer en haute Silésie. Mais avant que d'en venir à cette opération, il ne sera pas hors de propos de jeter auparavant un coup d'œil sur ce qui se passait dans le reste de l'Europe.

La reine de Hongrie commençait alors à voir le péril qui la menaçait. Les Français passaient le Rhin et longeaient le Danube à grandes journées. La peur abattit sa fierté; elle dépêcha le sieur Robinson, qui était ministre à sa cour de la part du roi d'Angleterre, pour essayer quelques propositions d'accommodement. Ce Robinson, prenant le ton de hauteur, dit au roi que la reine voulait bien oublier le passé, qu'elle lui offrait le Limbourg, la Gueldre espagnole et deux millions d'écus, en dédommagement de ses prétentions sur la Silésie, à condition qu'il fît la paix et que ses troupes évacuassent incessamment ce duché.

Ce ministre était une espèce d'enthousiaste à l'égard de la reine de Hongrie; il négociait avec l'emphase dont il aurait harangué dans la chambre basse. Le roi, assez enclin à saisir les ridicules, prit le même ton et lui répondit : « Que c'était à des princes sans honneur à vendre » leurs droits pour de l'argent; que ces offres lui étaient » plus injurieuses que n'avait été la méprisante hauteur de » la cour de Vienne; » et haussant le ton : « Mon armée, » dit-il, me trouverait indigne de la commander, si je per» dais par un traité flétrissant les avantages qu'elle m'a » procurés par des actions de valeur qui l'immortalisent.

» Sachez de plus que je ne puis abandonner sans la plus » noire ingratitude mes nouveaux sujets, tous ces protes- » tants qui m'ont appelé par leurs vœux. Voulez-vous que » je les livre comme des victimes à la tyrannie de leurs » persécuteurs, qui les sacrifieraient à leur vengeance? » Ah! comment! démentirai-je en un seul jour les senti- » ments d'honneur et de probité avec lesquels je suis né? » Et si j'étais capable d'une action aussi lâche, aussi in- » fâme, je croirais voir sortir mes ancêtres de leurs tom- » beaux : Non, me diraient-ils, tu n'es plus notre sang, tu » dois combattre pour les droits que nous t'avons transmis, » et tu les vends! tu souilles l'honneur que nous t'avons » laissé comme la partie la plus précieuse de notre héri- » tage; indigne d'être prince, d'être roi, tu n'es qu'un » infâme marchand qui préfère le gain à la gloire. Non » jamais, jamais je ne mériterai de tels reproches; je me » laisserai ensevelir moi et mon armée sous les ruines de la » Silésie, plutôt que de permettre que l'honneur et la » gloire du nom prussien reçoive la moindre tache. C'est » la seule réponse, Monsieur, que je puisse vous donner. »

Robinson fut étourdi de ce discours, auquel il ne s'attendait pas. Il retourna le porter à Vienne. Mais en renvoyant le fanatique, le roi continuait à flatter le lord Hindford et à l'endormir dans une parfaite sécurité : il n'était pas encore temps de se découvrir. Et pour ménager les puissances maritimes, on leur communiqua les propositions du sieur Robinson; on excusa le roi sur son refus, en alléguant que sachant que le traité de Barrière liait les mains à la reine de Hongrie, on n'avait pas accepté les cessions qu'elle voulait faire du Limbourg et de la Gueldre : ce fut surtout en Hollande qu'on appuya beaucoup sur la déférence que le roi marquait pour les intérêts de cette république, déférence qu'il pousserait jusqu'à refuser le Brabant même, si on voulait le lui offrir.

Ce fut environ alors que la Prusse signa son traité avec

la Bavière; elle lui promit sa voix à la diète d'élection. Ces deux princes se garantirent mutuellement, l'un la Silésie à la Prusse, l'autre la haute Autriche, le Tyrol, le Brisgau et la Bohême à la Bavière. Le roi acheta de cet électeur la principauté de Glatz au prix de 400,000 écus, et le Bavarois la vendit sans l'avoir jamais possédée. Mais un des événements les plus avantageux et les plus décisifs qui arrivèrent alors éclata dans le Nord : la Suède déclara la guerre à la Russie, et détruisit par cette diversion tous les desseins du roi d'Angleterre, du roi de Pologne et du prince Antoine-Ulric contre la Prusse.

Le roi Auguste, déchu des belles espérances de partager avec le roi d'Angleterre les États du roi, se laissa entraîner au torrent, et, faute de mieux, se ligua avec l'électeur de Bavière pour anéantir la maison d'Autriche. Le maréchal de Belle-Isle, qui n'avait su que faire de la Moravie et de l'Ober-Mannhartsberg, les érigea en royaume et les donna aux Saxons, qui, moyennant cette aubaine, signèrent leur traité le 31 d'août. La cour de Vienne, qui ne pouvait plus compter sur la diversion des Russes, pressée d'ailleurs de tous côtés, renvoya dans le camp prussien son négociateur anglais; il y apporta une carte de la Silésie, où la cession de quatre principautés était marquée d'un trait d'encre : il fut froidement reçu, et on lui donna à connaître que ce qui peut être bon dans un temps ne l'est plus dans un autre. Les cours de Londres et de Vienne avaient trop compté sur le secours des Russes : selon leur calcul, il fallait infailliblement que le roi, humilié, rabaissé, leur demandât la paix à genoux ; il s'en fallut peu que le contraire n'arrivât. Tels sont ces jeux de la fortune si communs à la guerre, et qui déroutent l'art conjectural des plus habiles politiques.

Déjà les Français et les Bavarois étaient en pleine action. L'Autriche était entamée, les troupes s'approchaient de Lintz. Ce n'était que par des efforts communs et unanimes

qu'on pouvait espérer de terrasser la reine de Hongrie. Il n'était plus temps de rester dans un camp les bras croisés. Le roi, qui brûlait d'impatience d'agir, tenta de couper M. de Neuperg de la forteresse de Neisse et de le combattre en marche.

Ce projet n'était pas mal imaginé, mais il manqua par l'exécution. M. de Kalckstein fut commandé, avec 10,000 hommes et des pontons, pour se porter avec célérité au village de Woitz et y jeter un pont, afin que l'armée, qui le suivait de près, le pût passer à son arrivée; il partit au coucher du soleil, marcha toute la nuit et se trouva le lendemain à une portée de canon du camp. Soit lenteur ou mauvaise disposition, soit que les chemins gâtés et rompus par les pluies l'eussent arrêté, l'armée dépassa son avant-garde et arriva même avant lui au camp de Toupadel et de Siegroth. Ce jour de perdu ne put plus se réparer; le roi marcha lui-même à Woitz (4 septembre) et fit établir ses ponts sur la Neisse; mais l'armée autrichienne, rangée en ordre de bataille, se présenta environ à 800 pas de la rivière. Par quelques prisonniers que l'on fit, on apprit que M. de Neuperg n'avait devancé le roi que de quelques heures. L'armée ne pouvait arriver à ce pont qu'en deux heures de temps; on aurait pu le passer, si l'ennemi n'avait pas prévenu le roi; mais ç'aurait été de toutes les imprudences la plus grande, que de passer sur un pont en présence d'une armée qui certainement eût battu les troupes en détail et à mesure qu'elles auraient pris du terrain pour se former. Cela fit résoudre de se poster pour ce jour sur les hauteurs de Woitz.

Peu de temps après les Prussiens prirent le camp de Neudorff, et pour tirer leurs subsistances de la ville de Brieg, ils en assurèrent la communication, en occupant les postes de Lœwen et de Michelau. Les orages qui menaçaient la maison d'Autriche, et les dangers qui devenaient plus pressants de jour en jour, firent enfin résoudre sérieu-

sement la reine de Hongrie à se débarrasser d'un de ses ennemis, pour rompre la ligue formidable qui allait l'accabler. Elle demanda sérieusement la paix; elle ne chicana plus sur la ville de Breslau; elle insista seulement pour conserver celle de Neisse. Le lord Hindford, qui négociait alors en son nom, prétendait que le roi en faveur d'aussi grandes cessions assistât la reine de Hongrie de toutes ses forces. Le roi lui répondit qu'il était fâché de se trouver dans la nécessité de rejeter ces offres, mais qu'il ne pouvait pas violer la foi des traités qu'il venait de signer avec la France et la Bavière. La désolation était si grande à Vienne, qu'on y attendait les Bavarois d'un moment à l'autre. Les chemins n'étaient remplis que de gens qui prenaient la fuite : la cour était sur son départ. Dans cette consternation générale, l'impératrice douairière écrivit au prince Ferdinand de Brunswic, qui servait dans l'armée, la lettre suivante; elle est trop singulière pour la passer sous silence.

« Vienne, 17 septembre 1741.

» Mon cher neveu, je romps un silence cruel que votre » conduite en servant contre nous m'a imposé, ni je le » ferais, si j'avais d'autres voies pour conjurer le roi de » Prusse de me rendre en lui un neveu que je ne puis » nommer cher et digne d'estime après l'affliction que vous » deux me causez. La consolation en est entre les mains » du roi. La reine, ma fille, lui accorde tout ce que per» sonne ne saurait garantir qu'elle-même, s'il aide à la » mettre en cet état en entière tranquillité, et que le roi » aide à éteindre le feu qu'il a lui-même allumé, et n'agran» disse lui-même ses propres ennemis; car il ne faut que » la mort de l'électeur palatin pour lui en attirer d'autres; » plus, que l'agrandissement de Bavière et de Saxe ne » peut souffrir qu'il possède tranquillement ce que la reine » lui a laissé en Silésie. Ainsi, persuadez le roi de devenir » notre bon allié, d'assister la reine de troupes à conserver

» des États que tant d'ennemis accablent, car c'est même » l'avantage des deux maisons s'ils sont en étroite alliance, » leur pays étant à portée de se pouvoir aider à soutenir » leurs droits réciproques. Je compte tout sur votre repré- » sentation et sur les belles qualités que possède le roi, » qui, nous ayant attiré le mal, voudra aussi avoir l'hon- » neur de nous sauver en son temps du précipice, et avoir » quelques égards même pour ses propres intérêts, pour » une mère et tante affligée, qui après pourra sans ran- » cune se dire, votre affectionnée tante Élisabeth. »

Le prince Ferdinand répondit en substance à l'impératrice douairière, que le roi ne pourrait pas avec honneur se départir des engagements qu'il avait pris avec la France et la Bavière, qu'il plaignait sincèrement l'impératrice, qu'il voudrait pouvoir changer sa situation et y compatissait, mais que les temps où il était libre de s'accommoder avec la cour de Vienne étaient passés. On intercepta, à peu de jours de différence, une lettre que l'impératrice douairière écrivait au prince Louis de Brunswic, qui se trouvait alors en Russie; elle était plus sincère, quoique le style n'en valût pas mieux: en voici la copie tirée sur l'original.

« 21 septembre 1741.

« Mon cher neveu, l'état de nos affaires ont pris un pli » si accablant, que l'on peut dire notre cas un abandon » général; car plus aucun n'est pour nous. Ce qui nous » console dans notre malheur, est que Dieu précipitera » plus d'un Pharaon dans la mer Rouge et confondra nos » faux simulés amis. Il n'est pas possible que la plupart » croient plus qu'il y a un Dieu. Vrai est-il, les fausses » apparences ne m'ont pas endormie, et malgré que l'élec- » teur de Bavière nous a attiré les Français et me chasse » d'ici, je l'estime un digne prince; il n'a point simulé ni » été faux, il s'est démasqué d'abord et agi honnêtement. » Je doute de vous écrire plus d'ici. C'est une triste année

» pour moi. Conservez-nous l'alliance, et qu'ils se gardent » de faux et simulés amis, qui suis votre affectionnée tante » Élisabeth. »

Le style de ces lettres découvre combien la cour de Vienne avait le cœur ulcéré des progrès des Prussiens en Silésie et que cette cour ne respirait que la vengeance. Mais quelle dialectique! Quiconque attaque la maison d'Autriche ne saurait croire en Dieu! Offrir la paix lorsqu'on est libre de la faire, et refuser des conditions proposées après d'autres traités signés, s'appelle fausseté, perfidie! C'est le langage de l'amour-propre et de l'orgueil, qui supprime l'exactitude du raisonnement. Ainsi à Vienne on envisageait l'alliance formée contre la Pragmatique Sanction comme la guerre des Titans qui voulaient escalader les cieux pour détrôner Jupiter.

De leur côté les Suédois n'étaient pas aussi heureux que leurs alliés. Un détachement de 12,000 hommes avait été taillé en pièces par les Russes auprès de Wilmanstrand. Cet échec était considérable pour ce royaume affaibli et ruiné depuis Charles XII. La France en fut mortifiée, elle se proposa de réparer d'un autre côté le revers qu'avaient essuyé ses alliés; elle voulut que le maréchal de Maillebois, avec l'armée qu'il commandait en Westphalie, pénétrât dans l'électorat de Hanovre, pour se rendre maître de ces États. Le roi fit une grande faute alors en employant tout son crédit pour dissuader les Français de ce dessein, alléguant que par cette entreprise ils se rendraient odieux à l'Europe, révolteraient contre eux tous les princes d'Allemagne, et qu'allant s'attacher à un objet de peu d'importance, ils négligeraient l'objet principal, qui était d'écraser la reine de Hongrie avec toutes leurs forces.

Les Français auraient pu réfuter facilement un raisonnement aussi faible. S'ils avaient pris alors l'électorat de Hanovre, jamais le roi d'Angleterre n'aurait pu faire des diversions sur le Rhin comme en Flandre. Il ne manquait

plus que la garantie de la France au traité que le Roi avait fait avec l'électeur de Bavière. On pressait M. de Valori [1] de la procurer. Sa cour faisait encore des difficultés sur la cession de la principauté de Glatz et sur quelques portions de la haute Silésie. Il lui arriva, étant auprès du roi, de laisser tomber par hasard un billet de sa poche : sans faire semblant de rien, le roi mit le pied dessus; il congédia le ministre au plus vite.

Ce billet était de M. Amelot, secrétaire des affaires étrangères; il portait de n'accorder Glatz et la haute Silésie à la Prusse qu'en cas qu'il en résultât un plus grand inconvénient s'il les refusait. Après cette découverte, M. de Valori fut obligé d'en passer par où l'on voulut. Les desseins des Français sur le pays de Hanovre s'ébruitèrent et parvinrent bientôt au roi d'Angleterre. Ce prince crut son électorat perdu; il n'avait pas le temps de parer ce coup qui le menaçait de si près. Les mesures qu'il avait prises avec la Russie et la Saxe lui ayant également manqué, il voulut tout de bon travailler à moyenner la paix entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie. En conséquence de cette résolution, le lord Hindford se rendit au camp autrichien; de là il fit des remontrances si fortes à la cour de Vienne, il la pressa avec tant d'énergie, en lui exposant que pour sauver le reste de ses États il fallait savoir en perdre à propos une partie, que cette cour consentit à la cession de la Silésie, de la ville de Neisse et d'une lisière en haute Silésie, en renonçant à toute assistance contre ses ennemis.

[1] Valori (Guy-Louis-Henri de), né le 12 octobre 1692, ambassadeur de France à Berlin. On a publié en 1820 les Mémoires et négociations du marquis de Valori, accompagnés d'un recueil de lettres de Frédéric le Grand, des princes ses frères, de Voltaire, etc.; ouvrage important à consulter. M. de Valori avait été nommé ambassadeur à Berlin, en 1739, en remplacement de M. de la Chétardie. Frédéric II avait pour lui beaucoup d'amitié, et, en plusieurs occasions, il distingua l'homme de l'ambassadeur.

Le roi, qui connaissait la duplicité des Anglais et des Autrichiens, prit ces offres pour des piéges. Et pour ne point se laisser amuser par de belles paroles qui l'auraient retenu oisif dans son camp, il déroba une marche à l'ennemi, passa la Neisse à Michelau et vint le lendemain camper à Katscher, tandis qu'un détachement s'empara d'Oppeln, où l'on établit le dépôt des vivres. Sur ces mouvements, M. de Neuperg quitta Neisse et se porta sur Oppersdorff. Le roi le tourna par Friedland et se campa à Steinau. Peut-être que ces différentes manœuvres accélérèrent la négociation du lord Hindford; il vint avertir le roi que sa négociation avait si bien réussi, que M. de Neuperg était près d'abandonner la Silésie, pourvu que le roi lui déclarât verbalement qu'il n'entreprendrait rien contre la reine. Les ennemis se contentaient d'un pourparler qui valait des provinces à l'État et des quartiers d'hiver tranquilles aux troupes fatiguées de onze mois d'opérations.

La tentation était forte : le roi voulut essayer ce qui pourrait résulter de cette conférence. Il se rendit en secret, accompagné du seul colonel Goltz, à Oberschnellendorff, où il trouva le maréchal Neuperg, le général Lentulus et le lord Hindford. Ce ne fut pas sans réflexion que ce prince fit cette démarche. Quoiqu'il eût quelque sujet de se plaindre de la France, ces mécontentements n'étaient pas assez forts pour rompre avec elle; il connaissait par son expérience les dispositions de la cour de Vienne; il n'en pouvait rien attendre d'amiable : il était clair que la reine de Hongrie ne se prêtait à cette convention que pour semer la méfiance entre les alliés en l'ébruitant; il fallait donc exiger des Autrichiens comme une condition *sine qua non*, que s'ils divulguaient le moins du monde les conditions dont on conviendrait, ce serait autoriser le roi à rompre cette convention; le roi était bien sûr que cela ne manquerait pas d'arriver. Le lord Hindford tint le protocole au nom de son maître. On convint que Neisse ne

serait assiégée que pour la forme, que les troupes prussiennes ne seraient point inquiétées dans les quartiers qu'elles prendraient en Silésie comme en Bohême, et surtout que, sans le secret le plus rigide, tout ce qu'on venait de régler serait nul, de toute nullité. Il faut avouer que s'il y a une fatalité, elle s'est surtout manifestée sur M. de Neuperg, qui paraissait destiné à faire les traités les plus humiliants pour ses souverains.

Peu après M. de Neuperg fit prendre à son armée la route de la Moravie. Le siége de Neisse fut aussitôt commencé; la ville ne tint que douze jours; la garnison autrichienne n'en était pas encore sortie, que les ingénieurs prussiens y traçaient déjà les nouveaux ouvrages qui par la suite la rendirent une des bonnes places de l'Europe. La ville prise, on sépara l'armée; une partie marcha en Bohême sous les ordres du prince Léopold d'Anhalt; quelques régiments furent employés au blocus de Glatz, et le reste des troupes aux ordres du maréchal Schwérin s'établit dans la haute Silésie.

Le duc de Lorraine, qui se trouvait à Presbourg, se flattant que le roi regarderait des pourparlers comme des traités de paix, lui écrivit, demandant sa voix pour l'élection à l'Empire. La réponse fut obligeante, mais conçue dans un style obscur et si embrouillé, que l'auteur même n'y comprenait rien. La campagne terminée onze mois après l'entrée en Silésie, le roi reçut l'hommage de ses nouveaux sujets à Breslau, d'où il retourna à Berlin. Il commençait à apprendre la guerre par ses fautes; mais les difficultés qu'il avait surmontées n'étaient qu'une partie de celles qui restaient à vaincre pour mettre le comble au grand ouvrage qu'il avait entrepris de perfectionner.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Raisons politiques de la trêve. Guerre des Français et des Bavarois en Bohême. L'Espagne se déclare contre l'Autriche. Diète de l'Empire. Révolution en Russie. Diverses négociations.

Pour ne pas trop interrompre le fil des événements militaires, nous nous sommes contenté de ne toucher que succinctement les causes qui occasionnèrent cette espèce de suspension d'armes entre la Prusse et l'Autriche. Cette matière est délicate. La démarche du roi était scabreuse; il est nécessaire d'en développer les motifs les plus secrets : le lecteur nous pardonnera de reprendre les choses d'un peu plus haut, afin de les éclaircir davantage.

Le but de la guerre que le roi avait entreprise était de conquérir la Silésie : s'il prit des engagements avec la Bavière et la France, ce n'était que pour remplir ce grand objet; mais la France et ses alliés visaient à des fins toutes différentes. Le ministère de Versailles était dans la persuasion que c'en était fait de la puissance autrichienne et qu'on allait la détruire pour jamais. Il voulait élever sur les ruines de cet empire quatre souverains, dont les forces pourraient se balancer réciproquement : savoir, la reine de Hongrie, qui garderait ce royaume, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole; l'électeur de Bavière, maître de la Bohême, du Tyrol et du Brisgau; la Prusse avec la basse Silésie; enfin la Saxe joignant la haute Silésie et la Moravie à ses autres possessions. Ces quatre voisins n'auraient jamais pu se comporter à la longue, et la France se préparait à jouer le rôle d'arbitre et à dominer sur des despotes qu'elle aurait établis elle-même. C'était renouveler les usages de la politique des Romains dans les temps les plus florissants de cette république.

Ce projet était incompatible avec la liberté germanique,

et ne convenait en aucune manière au roi, qui travaillait pour l'élévation de sa maison, et qui était bien éloigné de sacrifier ses troupes pour se former et se créer des rivaux. Si le roi s'était rendu l'instrument servile de la politique française, il aurait préparé lui-même le joug qu'il se serait imposé; il aurait tout fait pour la France et rien pour lui-même, et peut-être Louis XV serait-il parvenu à réaliser cette monarchie universelle, dont on veut attribuer le projet chimérique à Charles-Quint. Ajoutons à ceci, puisqu'il faut tout dire, que si le roi avait secondé avec trop de chaleur les opérations des troupes françaises, leur fortune excessive l'aurait subjugué; d'allié il serait devenu sujet : on l'aurait entraîné au delà de ses vues, et il se serait trouvé dans la nécessité de consentir à toutes les volontés de la France, faute d'y pouvoir résister ou de trouver des alliés qui pussent l'aider à sortir de cet esclavage. La prudence semblait donc exiger du roi une conduite mitigée, par laquelle il établit une sorte d'équilibre entre les maisons d'Autriche et de Bourbon.

La reine de Hongrie était au bord du précipice; une trêve lui donnait le moyen de respirer, et le roi était sûr de la rompre quand il le jugerait à propos, parce que la politique de la cour de Vienne la pressait de divulguer ce mystère. Ajoutons, pour la plus grande justification du roi, qu'il avait découvert les liaisons secrètes que le cardinal de Fleury entretenait avec M. de Stainville[1], ministre du grand-duc de Toscane à Vienne : il savait que le cardinal était tout disposé à sacrifier les alliés de la France, si la cour de Vienne lui offrait le Luxembourg et une partie du Brabant; il s'agissait donc de manœuvrer adroitement, surtout de ne point se laisser prévenir par un vieux politique qui s'était joué dans la dernière guerre de plus d'une tête couronnée.

[1] François-Joseph de Choiseul, marquis de Stainville, mort en 1770; c'est le père du célèbre ministre de Louis XV.

L'événement justifia bientôt ce que le roi avait prévu de l'indiscrétion de la cour de Vienne : elle divulgua le prétendu traité avec la Prusse, en Saxe, en Bavière, à Francfort-sur-le-Mein, et partout où elle avait des émissaires. Le comte de Podewils, ministre des affaires étrangères, avait été chargé à son retour de la Silésie de passer par Dresde, pour sonder cette cour, qui avait marqué sans cesse beaucoup de jalousie et de mauvaise volonté pour tout ce qui intéressait la Prusse : il y trouva le maréchal de Belle-Isle furieux de ce qu'il venait d'apprendre d'un certain Koch, émissaire de la cour de Vienne, qui, après lui avoir fait des propositions de paix que le maréchal rejeta, lui déclara que sa cour s'était à tout hasard accommodée avec le roi de Prusse. Bien plus, toute la ville de Dresde était inondée de billets qui avertissaient les Saxons de suspendre la marche de leurs troupes pour la Bohême, parce que le roi de Prusse, réconcilié avec la reine de Hongrie, se préparait à faire une invasion en Lusace.

La timidité ombrageuse du comte de Bruhl fut rassurée par la fermeté hardie du comte de Podewils, et les Saxons marchèrent en Bohême. Sur ces entrefaites, l'électeur de Bavière communiqua au roi une lettre de l'impératrice Amélie [1], qui l'exhortait à s'accommoder avec la reine de Hongrie avant le mois de décembre, sans quoi cette princesse se trouverait obligée de ratifier les préliminaires dont elle était convenue avec les Prussiens. Cette conduite de la cour de Vienne dégageait le roi de tous ses engagements. On verra dans la suite de cet ouvrage que cette cour paya cher son indiscrétion.

La guerre avait souvent changé de théâtre pendant ces négociations : alors toutes les armées parurent s'être donné

[1] Guillelmine-Amélie, fille de Jean-Frédéric, duc de Hanovre, mariée le 24 février 1699 à l'empereur Joseph Ier, veuve en 1711, morte le 10 avril 1742.

rendez-vous en Bohême. L'électeur de Bavière avait été à deux marches de Vienne; s'il eût avancé, il se serait trouvé aux portes de cette capitale, qui, mal fournie de troupes, ne lui aurait opposé qu'une faible résistance. L'électeur abandonna ce grand objet par l'appréhension puérile que les Saxons étant seuls en Bohême, ils pourraient conquérir ce royaume et le garder.

Les Français, par une finesse mal entendue, s'imaginaient qu'en prenant Vienne, le Bavarois deviendrait trop puissant; ils fortifièrent donc, pour l'en éloigner, sa méfiance contre les Saxons[1]. Cette faute capitale fut la source de tous les malheurs qui accablèrent ensuite la Bavière. Cette armée de Français et de Bavarois fut partagée; on en donna 15,000 hommes à M. de Ségur[2], pour couvrir l'Autriche et l'électorat, et l'électeur, avec le gros de ses forces, s'empara de Tabor, de Budweis, et marcha droit à Prague, où les Saxons le joignirent, de même que M. de Gassion[3], les premiers venant de Lowositz, le dernier de Pilsen.

Le maréchal Tœrring et M. de la Leuville, qui commandaient à Tabor et Budweis, abandonnèrent ces villes à l'approche des Autrichiens; non-seulement les ennemis y trouvèrent un magasin considérable, mais par cette position qu'ils occupèrent, M. de Ségur se trouva coupé de l'armée de Bohême. M. de Neuperg et le prince de Lobkowitz[4], qui venaient tous deux de Moravie, se fortifièrent dans ce poste. L'électeur de Bavière, qui se trouvait alors devant Prague, ne pouvant l'assiéger dans les règles, à

[1] M. de Beauvau eut la maladresse de faire cet aveu à M. de Schmettau. Valori, t. Ier, p. 125.

[2] Henri-François, comte de Ségur, né en 1689, capitaine et colonel en 1706, maréchal des logis en 1733, lieutenant général en 1738, mort en 1751.

[3] Jean, marquis de Gassion et d'Alluye, brigadier des armées du roi en 1710, maréchal de camp en 1719, lieutenant général en 1743.

[4] Lobkowitz. Voyez *Guerre de sept ans*.

cause de la rigueur de la saison, se détermina à la prendre par surprise.

La place était d'une vaste enceinte; elle était défendue par une garnison trop faible; en multipliant les attaques, il fallait nécessairement qu'il se trouvât quelque endroit dans la ville sans résistance, et cela suffisait pour l'emporter. Prague fut donc assailli de trois côtés différents. Le comte de Saxe escalada l'angle flanqué du bastion Saint-Nicolas vers la Porte-Neuve; il fit baisser le pont-levis et introduisit par cette porte la cavalerie, qui, nettoyant les rues, obligea la garnison d'abandonner la porte de Saint-Charles que le comte Rutowky essayait vainement de forcer; il ne fit donner l'assaut qu'après que les ennemis eurent quitté le rempart. Les Autrichiens, accablés d'ennemis, furent contraints de mettre bas les armes. Une troisième attaque, que M. de Polastron[1] devait diriger, manqua tout à fait.

Le duc de Lorraine, grand-duc de Toscane, voulut alors se mettre à la tête des armées, et il s'avançait à grandes journées pour secourir Prague. A peine arrivé à Kœnigssaal, il apprend que les alliés étaient déjà maîtres de cette ville. Ce fut pour lui comme un coup de foudre; il retourna avec précipitation sur ses pas; ce fut moins une retraite qu'une fuite. Les soldats se débandaient, pillaient les villages et se rendaient par bandes aux Français. MM. de Neuperg et de Lobkowitz se réfugièrent avec leurs troupes découragées derrière les marais de Budweis, Tabor, Neuhaus et Wittingau, camps fameux d'où Ziska, chef des Hussites, avait bravé les forces de tous ses ennemis. Le maréchal de Belle-Isle, que la sciatique avait retenu à Dresde tant que les affaires parurent critiques en Bohême, se rendit à Prague d'abord après sa reddition. Il détacha Polastron à Teutschbrod, le comte de Saxe à Picheli,

[1] Jean-Baptiste, comte de Polastron, lieutenant général des armées du roi, mort en 1742.

pour nettoyer les bords de la Sassawa, et d'Aubigné[1] se porta sur la Wotawa avec 20 bataillons et 30 escadrons. L'intention du maréchal était de pousser jusqu'à Budweis; mais la circonspection de ce général l'arrêta à Piseck.

Ainsi, l'inactivité des généraux français donna aux Autrichiens le temps de respirer et de se fortifier dans leurs quartiers. Le maréchal de Belle-Isle, plus flatté de la représentation de l'ambassade que du commandement des armées, manda au cardinal que sa santé ne lui permettant pas de fournir aux fatigues d'une campagne, il demandait d'être relevé. Le cardinal donna ce commandement au maréchal de Broglie, affaibli par deux apoplexies; mais se trouvant à Strasbourg dont il était gouverneur, il parut être celui de tous les généraux qui pourrait joindre le plus vite l'armée de Bohême.

Dès son arrivée, ce maréchal se brouilla avec M. de Belle-Isle. Broglie changea toutes les dispositions de son prédécesseur : il rassembla une masse de troupes, avec lesquelles il se rendit à Piseck. Le grand-duc fit mine de l'attaquer; sa tentative fut inutile : Lobkowitz ne réussit pas mieux sur Franenberg. Enfin, les Autrichiens, fatigués inutilement, retournèrent à leurs quartiers. Les Français, qui aimaient leurs commodités, trouvaient fort à redire que les ennemis les inquiétassent si souvent; ils auraient bien voulu que les Prussiens se missent en avant pour les couvrir; mais il aurait fallu être imbécile pour souscrire à de telles prétentions. M. de Valori, qui était ministre de la France à Berlin, s'exhalait en plaintes : il soutenait que les Allemands, qui n'étaient bons qu'à se battre, devaient ferrailler contre les Autrichiens, pour donner du repos aux Français, qui leur étaient supérieurs en toute chose.

[1] Louis-François d'Aubigné, colonel en 1705, brigadier en 1710, maréchal de camp en 1719, lieutenant général en 1734, mort en 1745, à soixante ans.

On l'écouta tranquillement, et, à la fin, il se lassa de ses vaines importunités.

Tant de puissances, qui s'étaient alliées contre la maison d'Autriche et qui voulaient partager ses dépouilles, avaient excité la cupidité de princes qui jusqu'alors s'étaient tenus tranquilles. L'Espagne ne voulut pas demeurer oisive, tandis que tout le monde pensait à son agrandissement. La reine d'Espagne, qui était de Parme, forma des prétentions sur cette principauté et sur celle de Plaisance, qu'elle appelait son *cotillon*, pour y établir son second fils don Philippe[1]. Elle fit passer 20,000 Espagnols sous les ordres de M. de Montemar[2], par le royaume de Naples, en même temps que don Philippe, avec un autre corps, passait par le Dauphiné et la Savoie pour pénétrer en Lombardie. Ainsi un feu, qui dans son origine ne parut qu'une étincelle en Silésie, se communiqua de proche en proche, et causa bientôt en Europe un embrasement universel.

Tandis que tant d'armées commettaient les unes vis-à-vis des autres plus de sottises que de belles actions, la diète de l'Empire, assemblée à Francfort pour l'élection d'un empereur, perdait son temps en frivoles délibérations; au lieu d'élire un chef, elle disputait sur des pourpoints et sur des dentelles d'or que les seconds ambassadeurs prétendaient porter ainsi que les premiers. Cette diète était partagée en deux partis : les uns étaient partisans fanatiques de la reine de Hongrie, les autres étaient ses ennemis outrés. Les premiers voulaient le grand-duc pour empereur, les autres voulaient avec une sorte d'obstination l'électeur de Bavière. La fortune, qui favorisait

1 Don Philippe, infant d'Espagne, fils de Philippe V et gendre de Louis XV.

2 Sur M. de Montemar, voyez *Mémoires du duc de Luynes*, t. V, p. 123 et suiv. M. de Montemar fut remplacé dans ce commandement, comme on le verra plus bas, par un général flamand, âgé de soixante ans et nommé M. de Gages.

encore les armes des alliés, l'emporta, et leur parti gagna enfin l'ascendant qu'ont les heureux.

La diète de Francfort cependant n'avançait guère. Pour se faire une idée de cette assemblée et de la lenteur de ses délibérations, il ne sera pas inutile d'en donner une esquisse. La bulle d'or est regardée comme la loi fondamentale de l'Allemagne; c'est à elle qu'on en appelle en toute occasion, et s'il y a des chicanes, elles naissent de la façon de l'expliquer. Les princes choisissent donc les docteurs les plus instruits de cette loi, les pédants les plus lourds et les plus consommés dans les vétilles de la formalité, pour les envoyer comme leurs représentants à ces assemblées générales. Ces jurisconsultes discutent sur la forme des choses et ont l'esprit trop rétréci pour envisager les objets en grand; ils sont enivrés de leur représentation, et pensent avoir la même autorité que celle dont cet auguste corps jouissait du temps de Charles de Luxembourg. Enfin, dans cette diète, au 1er de décembre de l'année 1741, on était aussi peu avancé qu'on l'avait été avant la convocation de cette illustre assemblée.

Si les Autrichiens avaient eu quelques succès par leurs armes, le grand-duc aurait emporté la pluralité des voix : il fallait donc, dans ces conjonctures, brusquer l'élection, pour profiter de la supériorité des suffrages, et empêcher, par l'élévation d'une autre famille au trône impérial, que cette dignité ne devînt héréditaire dans la nouvelle maison d'Autriche. Pour acheminer les choses à ce but, le roi proposa de fixer un terme pour le jour de l'élection : cet expédient fut approuvé, et la diète fixa pour ce choix le 24 de janvier de l'année 1742.

Cette diète et ses délibérations faisaient moins d'impression sur le roi d'Angleterre que ce qui le touchait de plus près; la crainte qu'il avait de cette armée de Maillebois, qui menaçait son électorat, fut si vive, qu'il se résolut à faire le suppliant à Versailles pour garantir ses possessions.

Il y envoya comme son ministre M. de Hardenberg, pour signer un traité de neutralité avec la France. Le cardinal de Fleury demanda au roi ce qu'il augurait de cette négociation. Ce prince lui répondit qu'il était dangereux d'offenser à demi, et que quiconque menace, doit frapper. Le cardinal, plus patelin que ferme, n'avait pas un caractère assez mâle pour prendre des partis décisifs ; il croyait ne rien donner au hasard en tenant les choses en suspens ; il signa ce traité. Ces tempéraments et cette conduite mitigée ont souvent nui aux affaires de la France. Mais la nature dispense les talents à son gré : celui qui a reçu pour lot la hardiesse ne saurait être timide, et celui qui est né avec trop de circonspection ne saurait être audacieux.

Cette année était comme l'époque des grands événements. Toute l'Europe se trouvait en guerre pour partager les parties d'une succession litigieuse : on s'assemblait pour élire un empereur d'une autre maison que de celle d'Autriche, et en Russie on détrônait un jeune empereur encore au berceau. Une révolution plaça la princesse Élisabeth sur ce trône. Un chirurgien (Lestoc) Français de naissance, un musicien, un gentilhomme de la chambre et cent gardes Préobraszenskoi corrompus par l'argent de la France, conduisent Élisabeth au palais impérial. Ils surprennent les gardes et les désarment. Le jeune empereur, son père le prince Antoine de Brunswic, et sa mère la princesse de Mecklenbourg, sont arrêtés. On assemble les troupes ; elles prêtent le serment à Élisabeth, qu'elles reconnaissent pour leur impératrice. La famille malheureuse est enfermée dans les prisons de Riga. Ostermann, après avoir été traité avec ignominie, est exilé en Sibérie : tout cela n'est l'ouvrage que de quelques heures. La France, qui espérait profiter de cette révolution qu'elle avait amenée, vit bientôt après ses espérances s'évanouir.

Le dessein du cardinal de Fleury était de dégager la Suède du mauvais pas où il l'avait engagée. Il crut qu'un

changement de règne en Russie rendrait le nouveau souverain facile à conclure une paix favorable à la Suède; dans cette vue, il avait envoyé un nommé d'Avennes avec des ordres verbaux au marquis de la Chétardie [1], ambassadeur à Pétersbourg, afin qu'il employât tous les moyens possibles pour culbuter la régente et le généralissime. De telles entreprises, qui paraîtraient téméraires dans d'autres gouvernements, peuvent quelquefois s'exécuter en Russie. L'esprit de la nation est enclin aux révoltes. Les Russes ont cela de commun avec les autres peuples, qu'ils sont mécontents du présent et qu'ils espèrent tout de l'avenir.

La régente s'était rendue odieuse par les faiblesses qu'elle avait eues pour un étranger, le beau comte de Lynar, envoyé de Saxe; mais sa devancière, l'impératrice Anne, avait encore plus ouvertement distingué Biren, Courlandais et étranger comme Lynar : tant il est vrai que les mêmes choses cessent d'être les mêmes, quand elles se font en d'autres temps et par d'autres personnes. Si l'amour perdit la régente, l'amour plus populaire dont la princesse Élisabeth fit sentir les effets aux gardes Préobraszenskoi l'éleva sur le trône. Ces deux princesses avaient le même goût pour la volupté : celle de Mecklenbourg le couvrait du voile de la pruderie, son cœur seul la trahissait; la princesse Elisabeth portait la volupté jusqu'à la débauche. La première était capricieuse et méchante, la seconde dissimulée, mais facile; toutes deux haïssaient le travail, toutes deux n'étaient pas nées pour le gouvernement.

Si la Suède avait su profiter de l'occasion, elle aurait frappé quelque grand coup pendant que la Russie était agitée par des troubles intestins; tout lui présageait d'heu-

[1] Le marquis de la Chétardie, après avoir été ambassadeur à Berlin, fut envoyé en Russie, puis à Turin. Il était lieutenant général des armées du roi et gouverneur du Fort-Louis. Pendant son ambassade en Russie, il fut particulièrement agréable à la czarine, puis il se fit chasser.

reux succès, mais le destin de la Suède n'était point de triompher de ses ennemis. Elle demeura dans une espèce d'engourdissement pendant et après cette révolution, elle laissa échapper l'occasion, cette mère des grands événements; la perte de la bataille de Pultawa ne lui fut pas plus fatale qu'alors la molle inaction de ses armées. Dès que l'impératrice Élisabeth se crut assurée sur le trône, elle distribua les premières places de l'empire à ses partisans. Les deux frères Bestuchew [1], Woronzow [2] et Trubetzkoi entrèrent dans le conseil. Lestoc, le promoteur de l'élévation d'Élisabeth, devint une espèce de ministre subalterne, quoique chirurgien; il était porté pour la France, Bestuchew pour l'Angleterre : de là naquirent des divisions dans le conseil et des intrigues interminables à la cour.

L'impératrice n'avait de prédilection pour aucune des puissances; mais elle se sentait de l'éloignement pour la cour de Vienne et pour celle de Berlin. Antoine-Ulric, père de l'empereur qu'elle avait détrôné, était cousin germain de la reine de Hongrie, neveu de l'impératrice douairière, et beau-frère du roi de Prusse; et elle appréhendait que les liens du sang ne fissent agir ces puissances en faveur de la famille sur la ruine de laquelle elle avait établi sa grandeur. Cette princesse préférant sa liberté aux lois du mariage, trop tyranniques selon sa façon de penser, pour affermir son gouvernement appela son neveu le

[1] Alexis, comte de Bestucheff-Rioumin, né à Moscou en 1693, fut chargé de diverses missions diplomatiques en Angleterre et en Danemarck; l'impératrice Anne le nomma, en 1740, conseiller privé et ministre d'État, puis, peu après, il fut disgracié. Sous le règne de l'impératrice Élisabeth, il rentra en faveur et fut élevé à la dignité de chancelier de l'empire. Disgracié de nouveau, il ne fut rappelé que sous Catherine II. Il mourut en 1766.

[2] Michel Larionowitch, comte de Woronzow, né en 1710, créé vice-chancelier de l'empire en 1744. Il mourut en 1767. Son frère était sénateur et fut le père du ministre Alexandre, comte de Woronzow, chancelier de l'empire sous le czar Alexandre I[er].

jeune duc de Holstein[1] à la succession. Elle le fit élever à Pétersbourg en qualité de grand-duc de Russie. Le public croit assez légèrement que les événements qui tournent à l'avantage des princes sont les fruits de leur prévoyance et de leur habileté : par une suite de cette prévention l'on soupçonna le roi d'avoir trempé dans cette révolution arrivée en Russie; mais il n'en était rien. Le roi n'y eut aucune part et n'en fut informé qu'avec le public.

Quelques mois auparavant, lorsque le maréchal de Belle-Isle se trouvait au camp de Molwitz, la conversation avait tourné sur le sujet de la Russie. Le maréchal parut très-mécontent de la conduite du prince Antoine et de sa femme la régente; et dans un moment où sa colère s'allumait, il demanda au roi s'il verrait avec peine qu'il se fît une révolution en Russie en faveur de la princesse Élisabeth, au désavantage du jeune empereur Iwan, qui était son neveu. Sur quoi, le roi répondit qu'il ne connaissait de parents parmi les souverains que ceux qui étaient ses amis. La conversation finit, et voilà tout ce qui se passa.

Berlin fut pendant cet hiver le centre des négociations. La France pressait le roi de faire agir son armée; l'Angleterre l'exhortait à conclure la paix avec l'Autriche; l'Espagne sollicitait son alliance, le Danemarck ses avis pour changer de parti; la Suède demandait son assistance, la Russie ses bons offices à Stockholm; et l'Empire germanique, soupirant après la paix, faisait les plus vives instances pour que les troubles s'apaisassent.

Les choses ne restèrent pas longtemps dans cette situation. Les troupes prussiennes passèrent à peine deux mois dans leurs quartiers d'hiver. La destinée de la Prusse entraîna encore le roi sur ce théâtre que tant de batailles devaient ensanglanter, et où les vicissitudes de la fortune se firent sentir tour à tour aux deux partis qui se faisaient

[1] Le jeune duc de Holstein devint depuis empereur de Russie sous le nom de Pierre III.

la guerre. Le plus grand avantage que le roi retira de cette espèce de trêve avec les Autrichiens, fut de rendre ses forces plus formidables. L'acquisition de la Silésie lui procura une augmentation de revenus de 3,600,000 écus. La plus grande partie de cet argent fut employée à l'augmentation de l'armée : elle était alors de 106 bataillons et de 191 escadrons, dont 60 de housards. Nous verrons bientôt l'usage qu'il en fit.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Irruption des Autrichiens en Bavière. Départ du roi. Ce qui se passa à Dresde, Prague et Olmutz. Négociation de Fitzner. Expédition de Moravie, Autriche et Hongrie. Négociation de Ianini. Blocus de Brieg. Le roi quitte la Moravie et joint son armée de Bohème à Chrudim. Ce qui se passa en Moravie après son départ. Changement de ministère à Londres. Négociation infructueuse de Chrudim, qui fait prendre le parti de décider l'irrésolution des Autrichiens par une bataille.

Quoique les Français fussent maîtres de Prague, qu'ils occupassent les bords de la Votawa, de la Muldau et de la Sassava, les Autrichiens ne désespéraient point de leur salut; ils avaient tiré 10,000 hommes d'Italie, 7,000 de Hongrie, auxquels ils joignirent 3,000 hommes du Brisgau, arrivant par le Tyrol. Ce corps, qui montait au nombre de 20,000 hommes, avait le maréchal Khevenhuller à sa tête. Ce général forma aussitôt le plan de tomber sur les quartiers de M. de Ségur et de le chasser des bords de l'Ens. Nous ne saurions nous dispenser de rapporter à ce sujet un mémoire, en date du 29 juin 1741, que le roi envoya à l'électeur de Bavière. Le lecteur verra que tout le mal qui arriva avait été prévu, et que les princes qui ne corrigent pas avec célérité les mauvaises dispositions qu'ils font dans leurs opérations de campagne en sont toujours punis; car l'ennemi est mauvais cour-

tisan; loin d'être flatteur, il châtie sévèrement les fautes de celui qui lui est opposé, fût-il roi ou empereur même. Voici ce mémoire :

RAISONS QUI DOIVENT ENGAGER L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE A POUSSER LA GUERRE EN AUTRICHE.

« La position des troupes prussiennes occupant une » partie considérable des forces autrichiennes, on contient » le maréchal de Neuperg en Silésie. L'armée des alliés, » qui n'a point d'ennemi devant elle, devrait pousser ses » opérations le long du Danube et gagner promptement » l'Autriche. L'électeur trouve son ennemi au dépourvu; » il peut s'emparer sans résistance de Passau, de Lintz, » d'Ens, et de là se porter sur Vienne, sans rencontrer » aucun obstacle. Si l'on se rend maître de cette capitale, » on coupe, pour ainsi dire, la puissance autrichienne » dans ses racines. La Bohême, qu'on en sépare par cette » marche, dégarnie de troupes et privée de tout secours, » doit tomber d'elle-même. Il faut établir le théâtre de la » guerre en Moravie, en Autriche et en Hongrie même; » dans les circonstances présentes cette opération est aussi » aisée que sûre, et il est incontestable qu'elle obligera la » reine de Hongrie d'accepter sans délai les conditions de » la paix qu'on voudra lui prescrire. Si l'électeur diffère » de profiter des conjonctures avantageuses où il se trouve, » il donne à l'ennemi le temps de rassembler ses forces. » Ce qui est sûr aujourd'hui ne le sera plus demain. En » tournant vers la Bohême, l'électeur expose ses États hé- » réditaires au caprice des événements; il offre un appât » aux ennemis, qui sauront bien en profiter. Mon avis est » qu'on ne prendra jamais les Romains que dans Rome : » qu'on ne laisse donc point échapper l'occasion de s'em- » parer de Vienne. C'est le moyen unique de terminer ces » différends et de parvenir à une paix glorieuse. »

Ce mémoire fut lu et aussitôt oublié. L'électeur, qui

n'était pas du tout militaire, crut que des raisons supérieures l'engageaient à prendre un autre parti. Khevenhuller profita de ces fautes. Vers la fin de décembre (1741), il passa l'Ens en trois endroits. Ségur, au lieu de tomber avec toutes ses forces sur un de ces trois corps pour les détruire en détail, se retira vers la ville d'Ens; il ne s'y crut pas même en sûreté. Une terreur panique hâta sa fuite, il courut d'une haleine à Lintz, où il se fortifia. M. de Khevenhuller ne lui donna pas le temps de reprendre ses esprits; il le poursuivit avec vivacité, et le monde apprit avec étonnement que 15,000 Autrichiens bloquaient à Lintz 15,000 Français : tant un seul homme peut donner d'ascendant à ses troupes sur celles de son ennemi!

L'électeur de Bavière, consterné d'un revers auquel il ne s'attendait pas, eut recours à l'amitié du roi; il le conjura dans les termes les plus tendres de ne le point abandonner et de sauver son État et ses troupes par une puissante diversion : il désirait que les Prussiens pénétrassent par la Moravie en Autriche, pour donner à M. de Ségur le temps de respirer. Il faut se rappeler pour un moment la situation où se trouvaient les armées. La position de l'armée principale de la reine de Hongrie était très-judicieuse : elle avait le dos tourné vers le Danube, sa droite couverte par les marais de Wittingau, sa gauche par la Muldau et par Budweis, son front par Tabor. Les alliés décrivaient avec leurs troupes comme un demi-cercle autour de ces quartiers, de sorte que dans leurs opérations ils avaient l'arc à décrire, et les Autrichiens qui étaient au centre, la corde; de plus, leurs troupes étroitement resserrées dans leurs quartiers couvraient les opérations de M. de Khevenhuller contre les Français; ils tenaient à l'Autriche, d'où ils tiraient leurs vivres et leurs secours; ils gardaient un pied en Bohême, de sorte qu'à l'ouverture de la campagne ils pouvaient se flatter de rétablir leurs

affaires. Pour déloger cette armée d'un poste aussi avantageux, il était de la dernière nécessité que les alliés fissent un effort général, pour que les Autrichiens attaqués de tous côtés succombassent sous le nombre de leurs ennemis. Ce plan fut proposé à M. de Broglie, sans qu'on pût jamais lui persuader d'y concourir.

Quoique le peu de concert et de bonne volonté qui régnait entre les alliés obligeât d'abandonner le projet le plus décisif pour rendre la supériorité aux armées des Français et des Bavarois, il n'en était pas moins important de soutenir l'électeur à la veille d'obtenir la couronne impériale. Les partis mitigés n'étaient plus de saison. Ou il fallait s'en tenir à la trêve verbale qui n'assurait de rien et que les Autrichiens avaient si ouvertement enfreinte, ou il fallait détromper les alliés de la Prusse de leurs soupçons par quelque coup d'éclat. L'expédition en Moravie était la seule que les circonstances permissent d'entreprendre, parce qu'elle rendait le roi plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis ; ce prince s'y détermina, en même temps bien résolu pourtant de n'y employer que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui donner. Les Saxons, qui gardaient alors les bords de la Sassava, étaient à portée de se joindre à un corps de Prussiens qui devait entrer en Moravie. De là cette petite armée pouvait se porter sur Iglau, en déloger le prince de Lobkowitz qui y commandait, et pousser en avant jusqu'à Horn en basse Autriche.

Cette manœuvre devait ou forcer M. de Khevenhuller d'abandonner M. de Ségur, ou obliger l'armée principale de la reine de quitter Wittingau, Tabor et Budweis, auquel cas M. de Broglie, n'ayant rien devant lui, pouvait aller au secours de Lintz. La difficulté de ce plan consistait à faire consentir la cour de Dresde à la jonction de ses troupes avec les prussiennes. D'abord le maréchal de

Schwérin reçut ordre de s'emparer d'Olmutz avec le corps qui avait hiverné en haute Silésie ; ensuite le roi expliqua à M. de Valori le but de cette expédition et l'utilité qui en résulterait pour la France. Ce moyen était le seul qui pût sauver les troupes bloquées à Lintz; le roi voulait aller à Dresde. Il fit partir M. de Valori un jour avant son départ, pour qu'il sondât les esprits et les préparât aux propositions qu'on voulait faire.

On était convenu que M. de Valori ferait un signe de tête à l'arrivée du roi. Ce signe se fit; et dès que ce prince eut franchi la cérémonie des premiers compliments d'usage, il s'entretint avec le comte de Brühl de son projet. En voici la raison, mais pour le bien saisir, il faut reprendre les choses de plus haut. Le feu roi de Pologne Auguste II avait fait un plan de partage de la succession de l'empereur Charles VI. La cour de Vienne en eut vent. Le prince de Lichtenstein passant par Dresde en 1735, sous le règne d'Auguste III, mécontent du comte Sulkowsky ministre et favori, assura Brühl que s'il pouvait lui procurer ce projet de partage, lui et sa cour n'épargneraient rien pour perdre Sulkowsky et pour lui procurer sa place. Brühl eut la perfidie d'accepter cette proposition. Il fit copier cet écrit et le remit au prince de Lichtenstein.

Or comme les Saxons s'étaient déclarés contre la maison d'Autriche et précisément avant l'arrivée du roi, la reine de Hongrie avait envoyé une vieille demoiselle de Kling à Dresde, intrigante de profession, et qui ayant assisté à l'éducation de la reine de Pologne, masquait la commission dont elle était chargée du prétexte d'un voyage ordinaire, dont l'unique but était de se rapprocher d'une princesse à laquelle elle était attachée depuis longtemps. A peine est-elle arrivée à Dresde qu'elle se rend chez le comte de Brühl, et le tirant à l'écart, elle sort de sa poche ce projet de partage, et lui dit : « Connaissez-vous ceci? » promettez-moi sur-le-champ de faire que les Saxons se

» retirent de la Bohême, ou je découvre votre trahison et » je vous perds. » Brühl promit ce qu'elle voulut; outre cela il n'osait par timidité désobliger le roi, et il avait de la répugnance à remettre les troupes saxonnes entre les mains d'un voisin qu'il avait voulu dépouiller de ses États six mois auparavant. Ajoutez que Brühl se prêtait avec répugnance à l'agrandissement de l'électeur de Bavière, auquel il enviait la dignité impériale. Après que ces différents sentiments se furent combattus dans son esprit, la peur l'emporta; par timidité il remit au roi les troupes saxonnes, bien résolu de les retirer aussitôt que cela serait possible.

L'après-midi il y eut une conférence chez le roi. Le comte de Brühl, le comte de Saxe, Valori, M. des Alleurs[1] et le comte Rutowsky[2], s'y trouvèrent. Le roi leur exposa les moyens qu'il croyait les plus convenables pour sauver M. de Ségur et la Bavière; il avait une carte de la Moravie sur laquelle il leur expliqua son projet de campagne. Son dessein était de tomber de toutes parts sur les quartiers des Autrichiens. En conséquence, M. de Broglie devait attaquer le prince de Lorraine, qui commandait l'armée ennemie du côté de Frauenberg, tandis que les Prussiens et les Saxons les prendraient en flanc vers Iglau. Le comte de Saxe objecta que le maréchal de Broglie avait à peine 16,000 hommes avec lui et que l'expédition d'Iglau manquerait faute de fourrages et de subsistances.

La première objection était sans réplique; quant à la seconde, le roi se chargea de la lever, d'aller à Prague se concerter avec M. de Séchelles[3], intendant de l'armée,

[1] Roland Puchot des Alleurs, capitaine aux gardes françaises, puis envoyé en Pologne en 1741, ambassadeur à Constantinople en 1747, mort en 1755. — Sur M. des Alleurs, *voy.* la *Correspondance secrète de Louis XV*.

[2] Général saxon.

[3] Jean Moreau, seigneur de Séchelles, conseiller au parlement de

sur les moyens de fournir des vivres aux Saxons. Sur ces entrefaites le roi de Pologne entra dans la chambre. Après quelques civilités, le roi voulut du moins lui faire l'honneur de lui communiquer à quel usage on destinait ses troupes. Le comte de Brühl avait vite plié la carte de la Moravie; le roi la lui redemanda, on l'étala de nouveau, et ce prince fit en quelque sorte le vendeur d'orviétan, débitant sa marchandise le mieux qu'il était possible; il appuyait surtout sur ce que le roi de Pologne n'aurait jamais la Moravie, s'il ne se donnait la peine de la prendre.

Auguste III répondait oui à tout, avec un air de conviction mêlé de quelque chose dans le regard qui dénotait l'ennui. Brühl, que cet entretien impatientait, l'interrompit en annonçant à son maître que l'opéra allait commencer. Dix royaumes à conquérir n'eussent pas retenu le roi de Pologne une minute de plus. On alla donc à l'opéra, et le roi obtint, malgré tous ceux qui s'y opposaient, une résolution finale. Il fallait brusquer l'aventure, comme l'on prend une place d'assaut; c'était le seul moyen de réussir à cette cour.

Le lendemain, à six heures du matin, le roi fit inviter le père Guarini, qui était en même temps une espèce de favori, de ministre, de bouffon et de confesseur. Ce prince lui parla de façon à lui persuader qu'il ne voulait réussir que par lui; la finesse de cet Italien fut la dupe de son orgueil. Le père Guarini, en quittant le roi, se rendit auprès de son maître, qu'il acheva de confirmer dans la résolution qu'il avait prise. Enfin le roi partit de Dresde, après avoir vaincu tous les obstacles, la mauvaise volonté du comte de Brühl, le peu de résolution d'Auguste III et les tergiversations du comte de Saxe, qui peu occupé de la Bavière

Metz, maître des requêtes en 1719, intendant du Hainaut en 1727, de l'armée du roi en Bohême et en Bavière en 1741, conseiller d'État en 1742, intendant de Flandre en 1743, contrôleur général des finances en 1760, mort le 31 décembre de la même année, à soixante-dix ans.

avait encore les chimères de la Courlande en tête, et croyait pour faire sa cour être dans la nécessité de contrecarrer autant qu'il était en lui les Prussiens.

Lorsque le roi arriva à Prague, Lintz tenait encore; mais le comte de Tœrring, par son inconsidération, s'était laissé battre par les Autrichiens. On fit encore quelques tentatives pour inspirer de l'activité au maréchal de Broglie, mais inutilement. Le roi convint tout de suite avec M. de Séchelles pour fournir des subsistances aux Saxons; il dit : « Je ferai l'impossible possible. » Sentence qui devrait être écrite en lettres d'or sur le bureau de tous les intendants d'armée. M. de Séchelles ne se contenta pas de le dire, mais il exécuta tout ce qu'il avait promis. De Prague, le roi passa par ses quartiers de Bohême. Il apprit en chemin que Glatz s'était rendu, et il s'achemina vers la Moravie. Il avait appointé le chevalier de Saxe [1] et M. de Polastron à Landseron, pour concerter avec eux les opérations auxquelles on se préparait. M. de Polastron était un homme confit en dévotion, qui semblait plus né pour dire son chapelet que pour aller à la guerre.

De là le roi se rendit à Olmutz, que le maréchal de Schwérin venait d'occuper. On devait établir des magasins dans cette ville, mais M. de Séchelles n'y avait pas présidé. Le séjour du roi dans cette ville fut trop court pour obvier à cet inconvénient, et l'on prit les meilleures mesures que l'on put pour y remédier. Pendant que le roi était à Olmutz, il y arriva un certain Fitzner, conseiller du grand-duc de Toscane; il était chargé de quelques propositions de la cour de Vienne. Le roi, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Fitzner avait à lui dire, lui parla sans mettre de point ni de virgule à son discours : faute impardonnable en négociation, où la prudence veut qu'on entende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec poids et mesure. Il lui rappela toutes les infractions que sa

[1] Le chevalier de Saxe, frère du maréchal, habile théoricien militaire.

cour avait faites à la trêve d'Oberschnellendorff, et il exhorta la reine à s'accommoder promptement avec ses ennemis.

Fitzner apprit au roi la capitulation flétrissante que M. de Ségur venait de signer à Lintz, 23 janvier, d'où le roi prit occasion de tirer de nouvelles raisons pour hâter la paix, en lui insinuant que les Anglais n'avaient que leur propre intérêt en vue et sacrifieraient enfin la reine aux avantages qu'ils tâcheraient d'obtenir pour leur commerce. Fitzner ravala ainsi les choses qu'il était chargé de dire, et l'on convint de part et d'autre d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Ianini.

Sur ces entrefaites on reçut des nouvelles de Francfort-sur-le-Mein qui annonçaient l'élection et le couronnement de l'électeur de Bavière, qu'on nomma Charles VII. Cependant la cour de Vienne ne restait pas les bras croisés. Si elle négociait avec ardeur, elle ne négligeait pas non plus de faire usage de toutes ses ressources pour se dégager par la force de tant d'ennemis qui l'accablaient. Elle leva en Hongrie 15,000 hommes de troupes régulières; elle convoqua dans ce royaume le ban et l'arrière-ban, qui devait lui valoir 40,000 hommes à peu près. Son intention était d'en former deux corps d'armée, dont l'un devait pénétrer par Hradisch en Moravie, et l'autre devait passer par la Jablunka et gagner en haute Silésie les derrières de l'armée prussienne, tandis que le prince de Lorraine s'avancerait de la Bohème pour combattre de front les troupes du roi. Ce prince n'avait pris que la moitié des troupes qui hivernaient en haute Silésie, qui faisaient 15,000 hommes, à la tête desquelles il joignit les Français et les Saxons auprès de Trebisch. Un autre corps occupa par ses ordres Wischau, Hradisch, Kremsir et les frontières de la Hongrie, pour couvrir ses opérations.

La lenteur, jointe à la mauvaise volonté des Saxons, fit perdre dans cette expédition des jours et même des

semaines ; ce qui nuisit beaucoup au bien des affaires [1]. Un seul exemple suffira pour preuve de ce que nous disons. Budichau est une maison de plaisance, riche et bien ornée, qui appartient à un comte Bur ; on avait assigné par galanterie ce quartier aux Saxons. Le comte Rutowsky et le chevalier de Saxe s'y trouvèrent si bien, que jamais on ne put faire avancer leurs troupes ; ils y demeurèrent trois jours. Cet empêchement fut cause que le prince de Lobkowitz eut le temps de retirer ses magasins d'Iglau, et qu'à l'approche des alliés il se replia sur Wittingau. Les Saxons occupèrent Iglau ; mais il fut impossible de les faire avancer ni sur la Taya ni vers Horn en Autriche. C'est le cas de la plupart des généraux qui commandent des troupes auxiliaires, de voir échouer leurs projets faute d'obéissance et d'exécution. Les Saxons, qui étaient les plus intéressés à cette expédition, étaient ceux-là même qui employaient le plus de mauvaise foi pour la contrecarrer.

Ces contre-temps obligèrent le roi à refondre ses dispositions. Il donna aux Saxons les quartiers les plus voisins de la Bohême, et les Prussiens occupèrent les bords de la Taya, de Znaym jusqu'à Gœdingen, petite ville qui est sur les frontières de la Hongrie. Bientôt un détachement de 5,000 hommes partit de Znaym et fit une irruption dans la haute Autriche ; la terreur s'en répandit jusqu'aux portes de Vienne. La cour rappela sur-le-champ 10,000 hommes de la Bavière au secours de cette capitale. Les housards de Ziethen poussèrent jusqu'à Stockerau, qui n'est qu'à une poste de Vienne. Cette irruption mit les troupes à leur aise par la quantité de subsistances qu'elle leur procura. Mais les Saxons s'inquiétaient dans leurs quartiers ; ils voyaient partout l'ennemi, la peur grossissait pour eux tous les objets, ils demandèrent qu'on leur laissât occuper les quartiers des Prussiens ; ce qui leur fut accordé. M. de

[1] Sur la mauvaise volonté des Saxons, voyez Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 148.

Polastron, rappelé en Bohème par les ordres de M. de Broglie, avait quitté l'armée, de sorte que ce qui restait formait à peine 30,000 hommes.

Le roi découvrit, par des lettres interceptées, que les Hongrois commençaient à se rassembler sur les frontières de la Moravie. Il n'y avait pas de moment à perdre; il fallait dissiper cette milice avant que le nombre en devînt trop considérable. Cette commission tomba sur le prince Thierry d'Anhalt [1], qui avec 10 bataillons, autant d'escadrons et 1,000 housards, entra en Hongrie, enleva trois quartiers de pandours, leur prit 1,200 hommes et répandit une telle alarme dans ce royaume, qu'une partie de l'arrière-ban se sépara. Cette expédition si heureusement terminée, ce prince vint rejoindre l'armée aux environs de Brunn; car les Saxons étaient à Znaym, Sab, Nickelsbourg, et les Prussiens à Bohrlitz, Austerlitz, Schlowitz, et aux environs de Brunn. On avait demandé du canon au roi de Pologne pour assiéger cette ville; ce prince le refusa faute d'argent. Il venait de dépenser 400,000 écus pour acheter un gros diamant vert; il voulait la chose et se refusait aux moyens. L'expédition du roi manqua donc par bien des raisons. M. de Ségur s'était laissé prendre avant qu'on le pût secourir; M. de Broglie était paralytique; Brühl craignait plus mademoiselle de Kling qu'il ne se souciait de la Moravie; Auguste III voulait un royaume, mais il ne voulait pas prendre la peine de le conquérir. Cependant sans la prise de Brunn les alliés ne pouvaient pas même se soutenir en Moravie. Ce qu'il y avait de pire, c'était que le roi ne pouvait faire aucun fond sur la fidélité des Saxons, et il devait s'attendre qu'ils l'abandonneraient à l'approche de l'ennemi.

Un beau jour, lorsqu'on s'y attendait le moins, tous les Saxons abandonnèrent leurs quartiers et se jetèrent avec

[1] Thierry ou Didier d'Anhalt, né le 2 août 1702, général feld-maréchal du roi de Prusse, quitta le service en 1751, et mourut en 1769.

précipitation sur ceux que les Prussiens occupaient; un millier de housards autrichiens leur avait donné une terreur panique; on leur procura des quartiers, et Brunn fut serré de plus près. Le commandant de cette place était un homme intelligent. Il envoyait des gens déguisés pour mettre le feu aux villages que les troupes occupaient : toutes les nuits il y eut des incendies; on compta plus de seize bourgs, villages ou hameaux qui périrent par les flammes. Un jour 3,000 hommes de la garnison de Brunn attaquèrent le régiment de Truchsès dans le village de Lesch; ce régiment se défendit pendant cinq heures avec une constance et une valeur admirables. Le village fut brûlé, mais les ennemis furent chassés sans avoir remporté le moindre avantage. Truchsès, Varenne et quelques officiers y furent blessés en se couvrant de gloire. Enfin les efforts qu'on avait faits pour dégager M. de Ségur, attiraient naturellement les Autrichiens en Moravie. Le duc de Lorraine allait se mettre en marche pour dégager Brunn : il fallait choisir un lieu d'assemblée pour les troupes et qui fût en même temps un camp avantageux. Ces qualités se trouvaient réunies dans le terrain qui environne la ville de Bohrlitz.

Le roi communiqua au chevalier de Saxe son dessein d'attendre l'ennemi dans cette position, ce qui pouvait s'exécuter avec d'autant plus de sûreté que le roi avait été joint par 6 bataillons et 30 escadrons de renfort de ses troupes. Le chevalier donna une réponse ambiguë, qui préparait dès lors aux excuses de sa désobéissance. La raison la plus spécieuse qu'il alléguait se fondait sur le nombre de ses troupes, qu'il disait ne monter qu'à 8,000 combattants. Le peu de fond qu'on pouvait faire sur ces troupes saxonnes, fit réfléchir le roi sur la situation où il se trouvait. Ses propres troupes ne consistaient qu'en 26,000 hommes; c'étaient les seules sur lesquelles il pût compter, et c'était trop peu pour faire tête à l'armée du

duc de Lorraine. Après tout, pourquoi s'opiniâtrer à conquérir cette Moravie, pour laquelle le roi de Pologne, qui devait l'avoir, témoignait tant d'indifférence? Le seul parti à prendre, c'était de se joindre aux troupes prussiennes qui étaient en Bohême; et pour couvrir Olmutz et la haute Silésie, on pouvait se servir de l'armée du prince d'Anhalt, qui devenait inutile auprès de Brandebourg; il reçut donc incessamment l'ordre de la partager, d'en envoyer une partie à Chrudim en Bohême, et de mener 17 bataillons et 35 escadrons dans la haute Silésie, où il serait joint par son fils le prince Didier, avec les troupes que le roi laisserait dans ces environs.

Malgré toutes ces dispositions, le roi se trouvait dans un pas scabreux. Il avait tout lieu de se défier des Saxons; mais leur mauvaise foi n'était pas assez manifeste. M. de Broglie le tira de cet embarras, en demandant les troupes saxonnes, pour le renforcer, à ce qu'il disait, contre le prince de Lorraine, qui voulait l'attaquer dans le temps que ce prince prenait le chemin de la Moravie avec son armée. Le roi fit semblant d'ajouter foi au faux avis du maréchal de Broglie, pour se défaire d'alliés suspects [1]. Le départ de la Moravie fut résolu : 15 escadrons et 12 bataillons suivirent le roi en Bohême, 25 escadrons et 19 bataillons demeurèrent sous les ordres du prince Thierry dans un camp avantageux auprès d'Olmutz, où ce prince aurait pu se soutenir, si le maréchal de Schwérin avait veillé comme il le devait à amasser suffisamment de vivres pour les troupes.

M. de Bulow, qui suivait le roi en qualité de ministre de Saxe, le voyant sur son départ de la Moravie, lui dit : « Mais, Sire, qui couronnera donc mon maître? » Le roi lui répondit qu'on ne gagnait les couronnes qu'avec du gros canon, et que c'était la faute des Saxons s'ils en

[1] Le maréchal de Broglie était de bonne foi, mais il est chargé par Frédéric, qui le détestait à cause de M. de Belle-Isle.

avaient manqué pour prendre Brunn. Ce prince, bien résolu de ne commander désormais qu'à des troupes dont il pût disposer et capables d'obéir, poursuivit sa route passant par Zwittau et Leutomischel, et il arriva le 17 d'avril à Chrudim auprès du prince Léopold, où il mit ses troupes en quartier de rafraîchissement. Les Saxons essuyèrent un petit échec dans cette retraite : les housards ennemis leur enlevèrent un bataillon qui faisait leur arrière-garde. Vainement voulut-on leur persuader de se joindre aux Français; ils traversèrent les quartiers des Prussiens pour se cantonner dans le cercle de Satz sur les frontières de leur électorat. Par leur défection, les Français affaiblis demeurèrent à Piseck sans secours. Le fardeau de la guerre pesait presque uniquement sur les épaules des Prussiens, et les ennemis puisaient dans l'affaiblissement des alliés les espérances les plus flatteuses de leurs succès.

Pendant que les Prussiens se refaisaient en Bohême de leurs fatigues, que les Français sommeillaient à Piseck et que les Saxons s'éloignaient le plus vite qu'ils pouvaient des hasards de la guerre, le prince de Lorraine rentrait en Moravie; le prince Thierry d'Anhalt lui présenta la bataille auprès de Wischau. Son poste était si bien pris, que les troupes de la reine n'osèrent le brusquer. Les Prussiens restèrent dans cette position et ne la quittèrent qu'après avoir consumé le dernier tonneau de farine qui restait dans leur magasin. Le prince Thierry passa les montagnes de la Moravie et assit son camp entre Troppau et Jægerndorff, sans que l'armée ennemie fît mine de le suivre. Dans cette retraite les dragons de Nassau nouvellement levés eurent une affaire [1] avec les housards autrichiens, où ils se signalèrent par leur valeur et par leur conduite. En même temps le régiment de Canneberg [2] se fit jour à travers 3,000 ennemis qui voulaient le couper de l'armée

[1] A Napagedell.
[2] Entre Pierau et Graetz

et s'acquit beaucoup de gloire. Les gendarmes qui cantonnaient, furent attaqués de nuit dans un village où l'ennemi avait mis le feu : la moitié des escadrons se battit à pied au milieu des flammes, pour donner aux autres le temps de monter à cheval; alors ils donnèrent sur les Autrichiens, les battirent et leur firent des prisonniers; un colonel Brédow les commandait. Ces faits ne sont pas importants; mais comment laisser périr dans l'oubli d'aussi belles actions, surtout dans un ouvrage que la reconnaissance consacre à la gloire de ces braves troupes? Cependant que pouvait-on prévoir de cette guerre, en réfléchissant sur le peu d'intelligence qui régnait entre les alliés, sur les pitoyables généraux qui conduisaient les Français, sur la faiblesse de leur armée, sur la faiblesse plus grande encore de celle de l'Empereur? sinon que les vastes projets du cabinet de Versailles qui semblaient devoir s'accomplir l'année précédente, étaient plus que douteux alors.

De tels pronostics, fondés sur des faits certains, avertissaient le roi de ne pas s'enfoncer trop avant dans ce labyrinthe, mais d'en chercher l'issue au plus tôt; bien d'autres raisons se joignaient encore à celles que nous venons de rapporter pour renouer la négociation de la paix avec la reine de Hongrie. Le lord Hindford fut employé pour moyenner cet accommodement ; il y était plus propre qu'un autre, vu qu'il avait déjà travaillé à la réconciliation des deux puissances, et que son amour-propre se trouvait intéressé à couronner son ouvrage. Il trouva la cour de Vienne moins docile que par le passé : l'affaire de Lintz, l'évacuation de la Moravie et la défection des Saxons lui avaient rendu son ancienne fierté; ses négociations secrètes à la cour de Versailles lui faisaient même porter ses vues plus loin.

On a vu de tout temps l'esprit de la cour d'Autriche suivre les impressions brutes de la nature; enflée dans la

bonne fortune et rampante dans l'adversité, elle n'a jamais pu parvenir à cette sage modération qui rend les hommes impassibles à l'égard des biens et des maux que le hasard dispense. Alors son orgueil et son astuce reprenaient le dessus. Le mauvais succès de cette tentative du lord Hindford fortifia le roi plus que jamais dans l'opinion où il était, que pour qu'une négociation de paix réussît avec les Autrichiens il fallait auparavant les avoir bien battus. Une armée belle et reposée l'invitait à tenter le sort des armes : elle était composée de 34 bataillons et de 60 escadrons, ce qui faisait à peu près le nombre de 33,000 hommes. Avant que l'on en vînt à cette décision, il arriva un changement dans le ministère anglais.

Cette nation inquiète et libre était mécontente du gouvernement, parce que la guerre des Indes se faisait à son désavantage et que la Grande-Bretagne ne jouait pas un rôle convenable dans le continent. On fouetta le roi sur le dos de son ministre; il fut obligé de chasser le sieur Walpole, que milord Carteret remplaça. Un mécontentement à peu près semblable dans le siècle passé coûta la vie au roi Charles Ier; c'était l'ouvrage du fanatisme, et la chute de Walpole ne peut s'attribuer qu'à une cabale de parti. Tous les seigneurs voulaient parvenir au ministère : Walpole avait occupé cette place trop longtemps. Après l'avoir culbuté, la possibilité de réussir donna une nouvelle effervescence à l'ambition des grands; ce qui fit que dans la suite cet emploi passa de main en main et devint, de toutes les places du royaume, la moins amovible.

Le cardinal de Fleury fut très-mécontent de ce changement; il s'accommodait assez de la conduite modérée de Walpole, et il craignait tout de l'impétuosité de Carteret, qui à l'exemple d'Annibal avait juré une haine implacable à tout ce qui portait le nom français. Cet Anglais ne démentit pas l'opinion qu'on avait de lui; il fit payer des subsides à la reine de Hongrie, il la prit sous sa protec-

tion, il fit passer des troupes anglaises en Flandre; et pour diminuer le nombre des ennemis de l'Autriche, il s'engagea envers le roi à lui procurer une paix avantageuse. Ces offres furent reçues avec reconnaissance, quoique le roi fût bien déterminé à n'avoir l'obligation de la paix qu'à la valeur de ses troupes et à ne point fonder ses espérances sur l'incertitude d'une négociation. M. de Broglie, qui se trouvait à Piseck, avec une douzaine de ducs et pairs, à la tête de 10,000 hommes, fit tant, par ses représentations, que le cardinal résolut de lui envoyer quelques secours. On ne les rassembla qu'au printemps, et ils arrivèrent trop tard : faute souvent reprochée aux Français, de n'avoir pas pris leurs mesures à temps. Amis des Autrichiens, ils leur avaient fait perdre Belgrade; à présent qu'ils étaient leurs ennemis, ils ne leur faisaient aucun mal : cette dernière paix ressemblait à la guerre, et cette dernière guerre à la paix.

C'est par cette conduite molle qu'ils perdirent les affaires de l'Empereur, et que la prudence engagea la plupart de leurs alliés à les abandonner. Ce siècle était stérile en grands hommes pour la France; celui de Louis XIV en produisait en foule. L'administration d'un prêtre avait perdu le militaire. Sous Mazarin c'étaient des héros, sous Fleury c'étaient des courtisans sybarites.

CHAPITRE SIXIÈME.

Événements qui précèdent la bataille de Chotusitz. Disposition de la bataille. Affaire de Sahé. M. de Belle-Isle vient au camp prussien. Il part pour la Saxe. Paix de Breslau.

L'armée du roi en Bohême était partagée en trois divisions : 16 bataillons et 20 escadrons couvraient le quartier général de Chrudim, 10 bataillons et 20 escadrons aux ordres de M. de Gœtz étaient aux environs de Leutomis-

chel, et M. de Kalckstein occupait avec un nombre pareil Kuttenberg. Ces trois corps pouvaient se joindre en deux fois 24 heures. Il y avait outre cela 2 bataillons dans la forteresse de Glatz, un bataillon gardait les magasins de Kœnigsgrætz, et 3 autres couvraient les dépôts de Pardubitz, de Podiebrad et de Nienbourg; de sorte que l'Elbe coulait en ligne parallèle derrière les quartiers des Prussiens, et les magasins étaient distribués de telle sorte, que, de quelque côté que vînt l'ennemi, l'armée pouvait se porter à sa rencontre. Le prince d'Anhalt, plus fort qu'il n'était nécessaire, n'ayant point d'ennemi devant lui, garda 18 bataillons et 60 escadrons pour couvrir la haute Silésie, et détacha le général Derschau avec 8 bataillons et 30 escadrons pour renforcer l'armée de Bohême.

Ce renfort était encore en marche, qu'on apprit que le prince de Lorraine quittait la Moravie et marchait par Teutschbrod et Zwittau pour entrer en Bohême. On sut même que le maréchal de Kœnigseck, qui commandait cette armée *a latere,* avait dit qu'il fallait tirer droit vers Prague et combattre les Prussiens chemin faisant; il ne les croyait forts que de 15,000 hommes, et jugeait sa supériorité assez considérable pour attaquer un corps aussi faible sans rien hasarder. Bien des personnes condamnèrent le maréchal de ce que, faisant la guerre dans les propres États de la reine, il était aussi mal informé; ce n'était pas tout à fait sa faute : la Bohême penchait plus pour les Bavarois que pour les Autrichiens; d'ailleurs les Prussiens étaient vigilants et observaient attentivement les personnes qui pouvaient les trahir, et enfin, des troupes arrivaient, d'autres partaient, de façon que ces mouvements compliqués ne pouvaient guère être débrouillés par des campagnards ou par des gens du peuple. M. de Kœnigseck pouvait être mal servi en espions; mais il ne fallait pas légèrement condamner sa conduite. Ce général croyait peut-être que si, par sa faute, M. de Neuperg avait été

battu à Molwitz, ce n'était pas une raison de croire les Prussiens invincibles, et son projet était beau, d'expédier chemin faisant les Prussiens et de prendre Prague d'emblée. A l'approche des Autrichiens le roi avait le choix de deux partis, ou de mettre l'Elbe devant soi, ou d'aller à la rencontre du prince de Lorraine et de le combattre. Ce dernier parti prévalut, non-seulement comme le plus glorieux, mais encore comme le plus utile, parce qu'il devait hâter la paix, les négociations, comme nous l'avons dit, demandant un coup décisif.

L'armée[1] du roi s'assembla aussitôt auprès de Chrudim qui en faisait le centre; la droite fut appuyée à Trzenitz et la gauche au ruisseau de la Chrudimka. Les batteurs d'estrade, les espions et les déserteurs de l'ennemi avertirent que le prince de Lorraine allait camper ce même jour à Setsch et Boyanof, et qu'il voulait y séjourner le 15. On apprit d'autre part qu'un détachement de l'ennemi avait occupé Czaslau, qu'un autre corps marchait à Kuttenberg et que ses housards s'étaient emparés du pont de Kollin. Le dessein de M. de Kœnigseck paraissait être d'enlever le magasin prussien de Nienbourg et de s'avancer ensuite vers Prague. Pour le contrecarrer, le roi partit le 15 avec l'avant-garde, suivi de l'armée, pour gagner le poste de Kuttenberg avant l'ennemi; il fallut presser cette marche, pour arranger la boulangerie de l'armée à Podiebrad. Cette avant-garde était composée de 10 bataillons, d'autant d'escadrons de dragons et d'autant de housards. Le roi campa ces troupes sur la hauteur de Podertzau auprès de Cotibortz, où ce corps, quoique faible, était dans un poste inexpugnable. Ce prince, pour s'orienter dans ce terrain, alla à la découverte, et il aperçut d'une hauteur un corps à peu près de 7 ou 8,000 hommes qui campait à un demi-mille de là vers Wilincof. En combinant avec la marche du prince de Lorraine le corps qu'on apercevait,

[1] 13 mai.

on jugea que ce pouvait être le prince de Lobkowitz qui venait de Budweis pour se joindre à la grande armée.

Le prince Léopold, qui suivait le roi, eut ordre d'avancer le lendemain, pour que ces deux corps fussent à portée de se secourir réciproquement. Cependant on ne vit aux environs de Podertzau que beaucoup de petits partis, que l'ennemi envoyait probablement pour reconnaître ce camp. Les patrouilles des Prussiens allèrent pendant toute la nuit; les chevaux de la cavalerie étaient sellés et les soldats habillés; ce qui mit l'avant-garde à l'abri de toute surprise.

Le lendemain[1] à la pointe du jour les housards rapportèrent que le camp qu'on avait vu la veille à Wilincof avait disparu; ces troupes, qu'on avait prises pour celles du prince de Lobkowitz, étaient effectivement l'avant-garde du prince de Lorraine, qui pour ne rien risquer s'était retiré à l'approche des Prussiens. Aussitôt que le prince Léopold eut passé le défilé de Hermaniestitz, l'avant-garde continua sa marche. Le roi choisit en route une position pour l'armée, et il fit avertir le prince Léopold de camper, la droite à Czaslau et la gauche au village de Chotusitz. L'avant-garde ne devançait l'armée que d'un demi-mille; elle prit des cantonnements entre Neuhof à la droite de l'armée prussienne et Kuttenberg; on trouva dans cette ville une cuisson de pain préparée pour les Autrichiens et tous les secours dont les troupes peuvent avoir besoin.

L'avant-garde devait s'assembler au signal de trois coups de canon sur la hauteur de Neuhof; ce qui était facile, parce que les régiments les plus éloignés n'étaient qu'à un quart de mille des autres. Vers le soir le prince Léopold envoya un officier pour rapporter au roi que la marche de l'armée ayant été retardée par l'artillerie et le gros bagage, il n'était arrivé au camp qu'au soleil couchant, ce

[1] Le 16 mai.

qui l'avait empêché de prendre Czaslau; et qu'il avait appris que le prince Charles[1] campait à Wilincof, c'est-à-dire à un mille du camp prussien. Tout cela préparait la bataille qui devait se donner : dans cette intention, le roi partit le 17 à 4 heures du matin pour joindre le prince Léopold.

En arrivant aux hauteurs de Neuhof, on découvrit toute l'armée autrichienne, qui pendant la nuit avait gagné Czaslau et qui s'avançait sur 4 colonnes pour attaquer les Prussiens. Voici l'ordre dans lequel le prince Léopold avait rangé les troupes : elles étaient dans une plaine dont la gauche tire vers le parc de Spislau ; entre ce parc et le village de Chotusitz le terrain était marécageux et traversé par quelques petits ruisseaux. La droite aboutissait au voisinage de Neuhof et s'appuyait à une chaîne d'étangs ayant une hauteur devant elle. Le roi fit avertir le maréchal de Buddenbrock d'occuper cette hauteur avec sa cavalerie, au prince Léopold de détendre promptement les tentes, de mettre les deux tiers de l'infanterie en première ligne et de laisser à la droite de la seconde ligne du terrain pour y former l'infanterie de l'avant-garde ; toute cette avant-garde, tant cavalerie qu'infanterie, arriva au grand trot pour joindre l'armée. Les dragons furent mis en seconde ligne à l'aile que le maréchal de Buddenbrock commandait, et les housards sur les flancs; et en troisième, l'infanterie forma le flanc et la seconde ligne de l'aile droite; car les Prussiens avaient appris à connaître par la bataille de Molwitz l'importance de bien garnir les flancs.

A peine les troupes furent-elles incorporées à l'armée que la canonnade commença. Les 82 pièces de l'armée prussienne firent un feu assez vif. Le maréchal de Buddenbrock avait formé, sur la hauteur qui était devant lui, son aile de cavalerie, de sorte que sa droite débordait celle

[1] Charles de Lorraine, frère de François, époux de Marie-Thérèse.

du prince de Lorraine; il attaqua l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il renversa tout ce qu'il trouva vis-à-vis de lui; la poussière était prodigieuse; elle fut cause que la cavalerie ne put pas profiter de ses avantages autant qu'on devait s'y attendre. Les housards de Bronikowsky, nouvellement formés, avaient été de l'avant-garde du roi; la cavalerie ne les connaissait pas, ils étaient habillés de vert, on les prit pour des ennemis; un cri s'éleva, *Nous sommes coupés!* et cette première ligne victorieuse s'enfuit à vau de route. Le comte de Rottembourg, qui était avec les dragons de la seconde ligne, renversa cependant un gros de l'ennemi qui tenait encore; ensuite il donna sur le flanc de l'infanterie autrichienne, qu'il maltraita beaucoup et qu'il aurait toute hachée en pièces, si quelques cuirassiers et housards autrichiens ne lui étaient tombés à dos et en flanc. Rottembourg fut blessé, et sa troupe mise en confusion se retira de la mêlée avec peine. La cavalerie cependant se rallia, et lorsque la poussière fut dissipée, il ne parut sur ce terrain où tant de monde s'était battu que 5 escadrons de l'ennemi; c'étaient les dragons de Wirtemberg, commandés par le colonel Bretlach.

Pendant ce combat de cavalerie, il parut un certain flottement dans l'infanterie ennemie qui annonçait son incertitude, lorsque M. de Kœnigseck résolut de faire avec sa droite un effort sur la gauche des Prussiens. Ce parti était judicieusement pris, parce que le prince Léopold ayant trop tardé à mettre les troupes en bataille, n'avait pas eu le temps de former cette gauche sur le terrain le plus avantageux; il avait garni en hâte le village de Chotusitz; le régiment de Schwérin l'occupait, mais mal et sans observer de règle; son régiment était à la gauche de ce village, mais en l'air, parce qu'il avait supposé, sans examen du terrain, que la cavalerie de la gauche devait occuper l'espace qu'il y avait entre son régiment et le parc

de Spislau; mais ce terrain se trouvant coupé de ruisseaux, il ne fut pas possible à la cavalerie de l'occuper, d'où il résulta que son régiment avait l'aile gauche en l'air.

Cependant la bonne volonté de la cavalerie lui fit tenter l'impossible; elle défila en partie par le village de Chotusitz et en partie par des ponts pour se former; en débouchant elle trouva M. de Bathyani tout formé, avec la cavalerie autrichienne devant elle. Alors les régiments de Prusse, de Waldau et de Brédow pénétrèrent à travers la première et la seconde ligne de l'ennemi, hachèrent en pièces les régiments d'infanterie hongroise de Palsy et de Vetesch qui formaient la réserve des Autrichiens, et s'apercevant que leur ardeur les avait emportés trop loin, ils se firent jour par la seconde, ensuite par la première ligne de l'infanterie ennemie, et revinrent ainsi chargés de trophées rejoindre l'armée.

La seconde ligne de l'áile gauche de la cavalerie prussienne fut attaquée par un corps autrichien dans le temps qu'elle débouchait de Chotusitz; elle n'eut pas le temps de se former et fut battue en détail. M. de Kœnigseck, qui s'aperçut que, par l'abandon de la cavalerie, le régiment de Léopold n'était plus appuyé de rien, dirigea tous les efforts de son infanterie de ce côté-là; ce régiment fut contraint de reculer. L'ennemi profita de ce mouvement pour mettre le feu au village de Chotusitz; en quoi il commit une grande sottise, parce qu'il ne faut pas embraser un village qu'on veut prendre, les flammes vous empêchant alors d'y entrer; mais il est prudent de mettre le feu à un village qu'on abandonne, pour empêcher l'ennemi de vous poursuivre. Le régiment de Schwérin, qui s'aperçut à temps de cet incendie, abandonna le village et forma le flanc de la gauche : ce feu éleva comme une barrière qui empêcha les deux armées de s'assaillir de ce côté.

Malgré cet obstacle, l'ennemi attaqua la gauche des

Prussiens à la droite du village; entre autres un régiment d'infanterie hongroise voulut entrer le sabre à la main dans cette ligne; cet essai lui réussit si mal, que soldats et officiers, de même que le régiment de Léopold Daun, étaient couchés devant les bataillons prussiens comme s'ils avaient mis les armes bas, tant le fusil bien manié est devenu une arme redoutable. Le roi saisit ce moment pour donner avec promptitude sur le flanc gauche de l'infanterie autrichienne. Ce mouvement décida la victoire; les ennemis se rejetèrent sur leur droite, où ils se trouvèrent acculés à la Dobrava; ils s'étaient engagés dans un terrain où ils ne pouvaient combattre, ce qui rendit leur confusion générale.

Toute la campagne fut couverte de fuyards; le maréchal de Buddenbrock les talonna vivement dans leur déroute; il les poursuivit avec 40 escadrons, soutenus de 10 bataillons, jusqu'à un mille du champ de bataille. Les trophées des Prussiens consistèrent en 18 canons et 2 drapeaux; ils firent 1,200 prisonniers. Quoique cette affaire n'ait pas été des plus considérables, l'ennemi perdit quantité d'officiers; et si l'on voulait évaluer leur perte en comptant morts, prisonniers, blessés et déserteurs, on pourrait la faire monter sans exagération à 7,000 hommes. On leur aurait également enlevé quantité d'étendards, si par précaution ils ne les avaient tous laissés en arrière sous la garde de 300 maîtres. Les Prussiens en perdirent 11, ce qui doit d'autant moins surprendre, que l'usage de la cavalerie autrichienne était alors de tirer à cheval; elle était toujours battue, mais cela ne laissait pas d'être meurtrier pour les chevaux des assaillants.

Les morts du côté des Prussiens montèrent à 900 cavaliers et à 700 fantassins; il y eut bien 2,000 blessés. Les généraux de Werdeck et de Wédel, les colonels Bismarck, Malzahn, Kortzfleisch et Britz y perdirent la vie en se couvrant de gloire, et les troupes y firent des prodiges de

valeur. L'action ne dura que trois heures. Celle de Molwitz avait été plus vive, plus acharnée, et plus importante pour les suites. Si les Prussiens avaient été battus à Chotusitz, l'État n'était pas sans ressources; mais en remportant la victoire, on se procurait la paix.

Les généraux des deux partis firent des fautes qu'il est bon d'examiner, pour n'en pas commettre de pareilles. Commençons par M. de Kœnigseck. Il forme le projet de surprendre les Prussiens; il s'empare de nuit de Czaslau, et ses troupes légères escarmouchent jusqu'au lever de l'aurore avec les grand'gardes des Prussiens. Était-ce à dessein de les tenir alertes et de les empêcher d'être surpris, ou de les avertir du projet qu'il méditait? Le jour de l'action (17 mai), il pouvait, dès l'aube du jour, tomber sur le camp du prince Léopold, que le roi ne joignit qu'à six heures. Que fait-il? il attend jusqu'à huit heures du matin pour se mettre en mouvement, et l'avant-garde arrive. Quelles fautes fait-il dans la bataille même? Il laisse au maréchal de Buddenbrock la liberté de se saisir d'une hauteur avantageuse, d'où la cavalerie prussienne fond sur son aile gauche et l'accable; il prend le village de Chotusitz, et au lieu de s'en servir pour tourner entièrement le flanc gauche de son ennemi, il se prive de cet avantage en y mettant le feu et en empêchant lui-même ses troupes de le passer, ce qui protége la gauche des Prussiens : il fixe toute son attention sur sa droite, et il néglige sa gauche, que le roi déborde et force de reculer jusqu'au ruisseau de la Dobrava, où la confusion de cette aile se communique à toute l'armée. Ainsi, dans le moment qu'il tient la victoire entre ses mains, il la laisse échapper et se trouve réduit à prendre la fuite pour éviter l'ignominie de mettre bas les armes.

Ce qu'on peut censurer dans la conduite du roi, c'est de n'avoir pas rejoint son armée dans ce camp; il pouvait confier son avant-garde à un autre officier, qui l'aurait

menée aussi bien que lui à Kuttenberg; mais ce qu'on peut reprendre à la manière dont le terrain fut occupé, ne doit s'attribuer qu'au prince Léopold; il aurait dû exécuter à la lettre les dispositions que le roi lui avait prescrites; il aurait dû sortir de sa sécurité, étant averti des desseins de l'ennemi par de continuelles escarmouches, qui durèrent toute la nuit. Il n'avait pas fait un usage judicieux du terrain où il devait combattre : ses fautes consistaient à n'avoir pas jeté quelque infanterie dans le parc de Spislau, qui couvrait la gauche; elle aurait bien empêché M. de Bathyani avec sa cavalerie d'en approcher; sa cavalerie aurait dû s'appuyer à ce parc, s'il avait été assez vigilant pour le faire à temps, la chose n'était point impraticable. Son ordre de bataille sur la droite était moins défectueux; en faisant les changements que l'on vient d'indiquer, sa cavalerie de la gauche aurait laissé loin derrière elle ces petits ruisseaux qu'elle fut obligée de passer en présence de l'ennemi, et se serait trouvée dans un terrain où rien ne l'aurait empêchée d'agir librement.

Ajoutons encore que le village de Chotusitz n'avait tout au plus que l'apparence d'un poste; le cimetière était le seul lieu tenable, mais il était entouré de chaumières de bois, qui se seraient embrasées aussitôt que le feu d'infanterie aurait commencé. Le seul moyen de défendre ce village était de le retrancher, et, comme le temps manquait pour cet ouvrage, il ne fallait pas penser à s'y soutenir. La faute principale que le prince Léopold commit dans ce qui précéda cette action, fut qu'il ne voulut croire que les ennemis venaient pour l'attaquer que lorsqu'il vit leurs colonnes commencer à se déployer devant son front. Alors il était bien tard pour penser à de bonnes dispositions; mais la valeur des troupes triompha des ennemis, des obstacles du terrain et des fautes dans lesquelles tombèrent ceux qui les commandaient. Une pareille armée était capable de tirer un général d'embarras, et le roi est

lui-même convenu qu'il lui avait plus d'une obligation en ce genre.

Les Autrichiens, après leur défaite, ne s'arrêtèrent qu'à trois mille du champ de bataille, auprès du village de Habor, où ils prirent un camp fortifié sur la croupe des montagues. Le prince de Lorraine y fut joint par un renfort de 4,000 hommes; le roi en reçut un en même temps de 6,000, que le prince d'Anhalt lui envoyait de la haute Silésie, sous la conduite du général Derschau. Les Prussiens suivirent les ennemis; mais lorsque leur avant-garde parut vers le soir aux environs de Habor, dès la nuit même le prince de Lorraine en décampa et se jeta par de grands bois sur le chemin de Teutschbrod. Les troupes prussiennes, qui ne pouvaient pas s'enfoncer plus avant en Bohème faute de vivres, allèrent se camper à Kuttenberg, pour être à portée de leurs magasins.

Tandis que le prince de Lorraine se faisait battre par les Prussiens, Lobkowitz passa la Muldau à la tête de 7,000 hommes et vint audacieusement faire le siége de Frauenberg, dont le château pouvait tenir huit jours[1]. Broglie, qui avait reçu un renfort de 10,000, et que le maréchal de Belle-Isle vint joindre parce que la diète de Francfort était finie, Broglie, dis-je, se mit en devoir de secourir cette ville; il fit passer tout son corps par un défilé très-étroit auprès de Sahé, que Lobkowitz avait garni de quelque infanterie. Les premiers escadrons français, qui débouchèrent sans ordre ni disposition, attaquèrent les cuirassiers de Hohenzollern et de Bernis, qui faisaient l'arrière-garde de Lobkowitz, et les battirent. Les Autrichiens avaient à dos un bois où ils se rallièrent à différentes reprises, mais, comme le nombre des Français augmentait, ils enfoncèrent enfin les ennemis, et M. de Lobkowitz ne se crut en sûreté qu'en gagnant en hâte Budweis.

Les cuirassiers autrichiens passaient autrefois pour les

[1] Relation de Willich, témoin oculaire. (Note de Frédéric II.)

piliers de l'Empire; les batailles de Crutzka et de Molwitz les privèrent de leurs meilleurs officiers; on les remplaça mal. Alors cette cavalerie tirait ou attaquait à la débandade, et fut par conséquent souvent battue; elle perdit cette confiance en ses forces qui sert d'instinct à la valeur. Les Français firent valoir l'affaire de Sahé comme la plus grande victoire : la bataille de Pharsale ne fit pas plus de bruit à Rome que ce petit combat n'en fit à Paris. La faiblesse du cardinal de Fleury avait besoin d'être corroborée par quelques heureux succès, et les deux maréchaux qui s'étaient trouvés à ce choc voulaient rajeunir la mémoire de leur ancienne réputation. Le maréchal de Belle-Isle, ivre de ses succès tant à Francfort-sur-le-Mein qu'à Sahé, vain d'avoir donné un empereur à l'Allemagne, se rendit au camp du roi pour concerter avec ce prince les moyens de tirer les Saxons de leur paralysie. M. de Belle-Isle avait mal choisi son temps : le roi était bien éloigné d'entrer dans ses vues.

Tant de négociations sourdes que les Autrichiens entretenaient avec le cardinal de Fleury, et des anecdotes qui dénotaient sa duplicité, avaient dissipé la confiance de ce prince; on savait que La Chétardie avait dit à l'impératrice de Russie que le moyen le plus sûr de la réconcilier avec la Suède était d'indemniser cette dernière puissance en Poméranie aux dépens du roi de Prusse. L'impératrice refusa cet expédient et en fit part au ministre de Prusse qui était à sa cour. En même temps, le cardinal Tencin[1] déclara au pape, au nom de sa cour, qu'il ne devait pas s'embarrasser de l'élévation de la Prusse, qu'en temps et lieu la France y saurait mettre ordre et humilier ces hérétiques comme elle avait su les agrandir.

[1] Pierre Guérin, cardinal de Tencin, né en 1680, grand vicaire et grand archidiacre de Sens, archevêque et prince d'Embrun en 1724, cardinal en 1739, archevêque de Lyon en 1740, ministre d'État en 1742, mort en 1758.

Ce qui rendait le cardinal digne de la plus grande méfiance, c'était sa conduite ténébreuse; il entretenait un nommé Du Fargis à Vienne, qui était son émissaire et son négociateur. Il était donc indispensablement nécessaire de le prévenir, surtout si à tant de raisons politiques on ajoute celle des finances, la plus forte et la plus décisive de toutes. Il y avait à peine 150,000 écus dans les épargnes. Il était impossible, avec une somme aussi modique, d'arranger les apprêts pour la campagne suivante. Point de ressources pour des emprunts, ni aucun de ces expédients auxquels les souverains ont recours dans les pays où règnent l'opulence et la richesse.

Toutes ces raisons résumées firent expédier des pleins-pouvoirs au comte Podewils, qui était alors à Breslau, pour l'autoriser à signer la paix avec le lord Hindford, qui avait des pleins-pouvoirs de la cour de Vienne. Tout ceci fut cause que le roi n'entra dans aucune des mesures que le maréchal de Belle-Isle lui proposait, et que les audiences ne se passaient qu'en compliments et en éloges. On pouvait prévoir par la situation où s'était mis le maréchal de Broglie, qu'il s'exposait à recevoir quelque échec; il ne convenait pas aux intérêts de la Prusse que les Autrichiens pussent s'enfler de quelques nouveaux avantages avant que la paix fût signée. Pour prévenir de pareils contre-temps, le roi avertit le maréchal de Broglie des mouvements du prince de Lorraine, qui tendaient à se joindre au prince Lobkowitz; il lui représenta qu'il devait s'attendre à être assailli par toutes les forces réunies des Autrichiens, et que s'il ne voulait pas pousser vigoureusement M. de Lobkowitz avant l'arrivée du prince de Lorraine, il devait au moins ravitailler Frauenberg.

M. de Broglie se moqua des avis d'un jeune homme; il n'en tint aucun compte et resta tranquillement à Frauenberg sans trop savoir pourquoi. Bientôt les Autrichiens arrivèrent; ils lui enlevèrent un détachement à Tein, pas-

sèrent la Muldau et pillèrent tout le bagage des Français. M. de Broglie, fort étonné de ce qui lui arrivait, ne sut que fuir à Piseck; de là, ayant donné pour toutes dispositions ces mots: L'armée doit marcher, il se retira au Braunau, d'où 3,000 Croates le chassèrent et le poursuivirent jusques sous les canons de Prague [1]. Ces mauvaises nouvelles firent expédier un courrier à Breslau pour hâter la conclusion de la paix. L'éloquence du lord Hindford, fortifiée du gain d'une bataille, parut plus nerveuse aux ministres autrichiens qu'elle ne leur avait paru auparavant; ils se prêtèrent aux conseils du roi d'Angleterre, et voici les articles des préliminaires qui furent signés à Breslau. 1° La cession que la reine de Hongrie fait au roi de Prusse de la haute et de la basse Silésie et de la principauté de Glatz, excepté les villes de Troppau, de Jægerndorf et des hautes montagnes situées au delà de l'Oppa. 2° Les Prussiens seront chargés de rembourser aux Anglais 1,700,000 écus hypothéqués sur la Silésie. Les autres articles étaient relatifs à la suspension d'armes, à l'échange des prisonniers, à la liberté de religion comme au commerce.

Ainsi la Silésie fut réunie aux États de la Prusse. Deux années de guerre suffirent pour la conquête de cette importante province. Le trésor que le feu roi avait laissé, se trouva presque épuisé; mais c'est acheter à bon marché des États, quand il n'en coûte que sept ou huit millions. Les conjonctures secondèrent surtout cette entreprise: il fallut que la France se laissât entraîner dans cette guerre, que la Russie fût attaquée par la Suède, que par timidité les Hanovriens et les Saxons restassent dans l'inaction, que les succès fussent non interrompus, et que le roi d'Angleterre, ennemi des Prussiens, devînt malgré lui l'instrument de leur agrandissement. Ce qui contribua le plus à cette

[1] Sur cette désastreuse retraite de M. de Broglie, voyez Valori, t. I[er], p. 162.

conquête, fut une armée qui s'était formée pendant vingt-deux ans par une admirable discipline et supérieure au reste du militaire de l'Europe; des généraux vrais citoyens, des ministres sages et incorruptibles, et enfin un certain bonheur qui accompagne souvent la jeunesse et se refuse à l'âge avancé. Si cette grande entreprise avait manqué, le roi aurait passé pour un prince inconsidéré, qui avait entrepris au delà de ses forces : le succès le fit regarder comme heureux. Réellement ce n'est que la fortune qui décide de la réputation; celui qu'elle favorise est applaudi, celui qu'elle dédaigne est blâmé. Après l'échange des ratifications, le roi retira ses troupes de la Bohème. Une partie passa par la Saxe, pour rentrer dans ses pays héréditaires; l'autre partie marcha en Silésie et fut destinée à garder cette nouvelle conquête.

CHAPITRE SEPTIÈME.

De la paix. Notification aux alliés. Guerre d'Italie. Les Hanovriens joignent les Anglais en Flandre. Guerre de Finlande. Capitulation de Friedrichsham. Le duc de Holstein appelé à la succession de Suède. Maillebois marche en Bohème, de là en Bavière. Négociations des Français et des Anglais à Berlin, et tous les événements jusqu'à l'année 1743.

La bienséance demandait que cette paix que l'on venait de conclure se notifiât aux anciens alliés de la Prusse. Le roi avait eu de bonnes raisons pour en venir là; mais les unes étaient de nature à ne point être publiées, et les autres ne pouvaient se dire sans accabler la France de reproches. Le roi, loin d'avoir intention d'offenser cette puissance, voulait conserver tous les dehors de la bienséance envers elle; seulement il se bornait à ne point courir la carrière périlleuse où elle était engagée, et à devenir simple spectateur, d'acteur qu'il avait été. L'on prévoyait combien le cardinal serait sensible à ce revirement de

système, qui faisait manquer ses desseins les plus cachés : ils étaient bien différents de ceux qu'il affichait en public; car voici quelle était sa vraie marche. Il présumait si bien du nom français, qu'il pensait qu'une poignée d'hommes suffirait pour soutenir la Bohème. Son intention était de faire porter tout le poids de cette guerre aux alliés, et de fortifier ou de ralentir, selon les intérêts de la France, les opérations militaires, pour diriger par cette conduite les négociations de la paix au plus grand avantage de Louis XV.

Cette conduite était bien différente de celle que le traité d'alliance l'obligeait de tenir. De tous les alliés de la France, l'Empereur était le plus à plaindre, parce que M. de Broglie n'était ni un Catinat ni un Turenne, et que le maréchal Tœrring et les troupes bavaroises n'étaient pas des gens sur lesquels on pût compter. Pour l'électeur de Saxe, tout jaloux qu'il était de l'agrandissement de la maison de Brandebourg, il avait l'obligation au roi de ce que l'ayant compris dans la paix de Breslau, il pouvait se tirer honorablement d'un mauvais pas; de plus, Auguste III était si peu instruit de l'emploi qu'on faisait de ses troupes, que lorsque le comte de Wartensleben fut envoyé à ce prince pour lui annoncer au nom de son allié le gain de la bataille de Czaslau, il demanda à Wartensleben si ses troupes y avaient bien fait. Wartensleben lui répondit qu'elles n'y avaient point été, et que longtemps avant la bataille elles s'étaient retirées dans le cercle de Satz sur les frontières de la Saxe; le roi en parut étonné, il appela Brühl, qui sut l'apaiser par de mauvaises raisons.

Avec aussi peu de bonne volonté de la part de ses alliés, le roi n'était pas embarrassé de faire son apologie. Voici la copie de la lettre qu'il écrivit au cardinal de Fleury.

« 10 juin 1742.

« Monsieur mon cousin, il vous est connu que depuis » que nous avons pris des engagements ensemble, j'ai se-

» condé avec une fidélité inviolable tous les desseins du » roi votre maître. J'ai aidé par mes remontrances à déta» cher les Saxons du parti de la reine de Hongrie, j'ai » donné ma voix à l'électeur de Bavière, j'ai accéléré son » couronnement, je vous ai aidé de tout mon pouvoir à » contenir le roi d'Angleterre, j'ai engagé celui de Dane» marck dans vos intérêts, enfin par les négociations et » par l'épée j'ai contribué autant qu'il a été en moi à sou» tenir le parti de mes alliés, sans que les effets aient » jamais assez répondu aux désirs de ma bonne volonté. » Quoique mes troupes, épuisées par les fatigues conti» nuelles de la campagne de 1741, demandassent à prendre » quelque repos, qui leur semblait être dû, je n'ai point » refusé aux pressantes sollicitations du maréchal de Belle» Isle de les employer en Bohème, pour y couvrir l'aile » gauche des alliés. J'ai plus fait : pour dégager M. de » Ségur bloqué dans Lintz, le zèle pour la cause commune » m'a transporté en Saxe, où à force d'importunités j'ai » obtenu du roi de Pologne que ses troupes, de concert » avec les miennes, feraient une diversion en Moravie. On » s'est porté sur Iglau, dont M. de Lobkowitz s'est retiré » en hâte. Cette diversion aurait eu un effet décisif, si » M. de Ségur avait eu la patience d'attendre les suites de » cette opération, et si M. de Broglie avait été assez en » force sur la Wotava pour seconder mes efforts; mais la » précipitation du premier, le peu de troupes de l'autre, » la mauvaise volonté des généraux saxons, enfin le défaut » d'artillerie pour assiéger Brunn, ont fait échouer cette » entreprise, et m'ont obligé de quitter une province que » les Saxons devaient posséder et qu'ils n'avaient pas la » volonté de conquérir.

» De retour en Bohème, j'ai marché contre le prince de » Lorraine, je l'ai attaqué pour sauver la ville de Prague, » qu'il aurait assiégée s'il n'avait été mis en déroute; je l'ai » poursuivi autant que les vivres me l'ont permis. Aussitôt

» que j'appris que le prince de Lorraine prenait le chemin » de Tabor et de Budweis, j'en avertis M. de Broglie, en » lui conseillant d'expédier M. de Lobkowitz, qu'il venait » de battre à Sahé, avant que l'armée de la reine de Hon- » grie pût le joindre. M. de Broglie ne jugea pas à propos » de prendre ce parti, et au lieu de retourner à Piseck, » où le terrain le favorisait, il partagea ses troupes en dif- » férents détachements. Vous êtes informé quelles en furent » les suites et tout ce qu'il en est résulté de fâcheux. Main- » tenant la Bavière est coupée de la Bohème, et les Autri- » chiens, maîtres de Pilsen, interceptent en quelque sorte » les secours que le maréchal de Broglie peut attendre de » la France. Malgré les promesses que les Saxons ont » faites au maréchal de Belle-Isle, loin de se préparer à » les remplir et à se joindre aux Français, j'apprends qu'ils » quittent la Bohème et retournent dans leur électorat. » Dans cette situation, où la conduite des Saxons est plus » que suspecte et où il n'y a rien à espérer de M. de Har- » court[1], l'avenir ne me présente qu'une guerre longue et » interminable, dont le principal fardeau retomberait sur » moi. D'un côté l'argent des Anglais met toute la Hon- » grie en armes, d'un autre côté les efforts de l'impéra- » trice-reine font que ses provinces enfantent des soldats. » Les Hongrois se préparent à tomber sur la haute Silésie; » les Saxons, dans les mauvaises dispositions que je leur » connais, sont capables d'agir de concert avec les Autri- » chiens et de faire une diversion dans mes pays hérédi- » taires, à présent sans défense.

» L'avenir ne m'offre que des perspectives funestes, et » dans une situation aussi critique (quoique dans l'amer- » tume de mon cœur) je me suis vu dans la nécessité de

[1] Henri-Claude de Harcourt, né le 1er janvier 1704, appelé d'abord le chevalier, puis le comte de Harcourt; colonel de dragons en 1728, brigadier en 1740, maréchal de camp en 1743, lieutenant général en 1748.

» me sauver du naufrage et de gagner un asile. Si des con-
» jonctures fâcheuses m'ont obligé de prendre un parti
» que la nécessité justifie, vous me trouverez toujours
» fidèle à remplir les engagements dont l'exécution ne dé-
» pend que de moi. Je ne révoquerai jamais la renoncia-
» tion que j'ai souscrite des pays de Juliers et de Bergue,
» je ne troublerai ni directement ni indirectement l'ordre
» établi dans cette succession; plutôt mes armes tourne-
» raient contre moi-même que contre les Français. On me
» trouvera toujours un empressement égal à concourir à
» l'avantage du roi votre maître et au bien de son royaume.
» Le cours de cette guerre n'est qu'un tissu des marques
» de bonne volonté que j'ai données à mes alliés; vous en
» devez être convaincu, ainsi que de l'authenticité des faits
» que je viens de vous rappeler. Je suis persuadé, Mon-
» sieur, que vous regrettez avec moi que le caprice du sort
» ait fait avorter des desseins aussi salutaires à l'Europe
» qu'étaient les nôtres. Je suis, etc. »

Voici la réponse du cardinal :

« 20 juin 1742.

« Sire, Votre Majesté jugera aisément de la vive impres-
» sion de douleur qu'a faite sur moi la lettre dont il lui a
» plu m'honorer du 10 de ce mois. Le triste événement
» qui renverse tous nos projets en Allemagne n'eût pas
» été sans ressource, si Votre Majesté avait pu secourir
» M. de Broglie et sauver du moins la ville de Prague;
» mais elle n'y a pas trouvé de possibilité, et c'est à nous
» à nous conformer à ses lumières et à sa prudence. On a
» fait de grandes fautes, il est vrai, il serait inutile de les
» rappeler; mais si nous eussions réuni toutes nos troupes,
» le mal n'eût pas été sans remède. Il ne faut plus y songer
» et ne penser qu'à la paix, puisque Votre Majesté la croit
» nécessaire, et le roi ne la désire pas moins que Votre
» Majesté; c'est à elle à en régler les conditions, et nous
» enverrons un plein pouvoir au maréchal de Belle-Isle,

» pour souscrire à tout ce qu'elle aura arrêté. Je connais
» trop sa bonne foi et sa générosité pour avoir le moindre
» soupçon qu'elle consente à nous abandonner après les
» preuves authentiques que nous lui avons données de
» notre fidélité et de notre zèle pour ses intérêts. Votre
» Majesté devient l'arbitre de l'Europe, et c'est le person-
» nage le plus glorieux que Votre Majesté puisse jamais
» faire. Achevez, Sire, de le consommer, en ménageant
» vos alliés et l'intérêt de l'Empereur autant que possible.
» Et c'est tout ce que je puis avoir l'honneur de lui dire
» dans l'accablement où je me trouve. Je ne cesserai de
» faire des vœux pour la prospérité de Votre Majesté, et
» d'être avec tout le respect, etc. »

Ce fut ainsi que se termina cette alliance, où chacun de ceux qui la formaient voulait jouer au plus fin, où les troupes de différents souverains étaient aussi désobéissantes à ceux qui étaient à la tête des armées que si on les avait rassemblées pour désobéir, où les camps étaient semblables aux anarchies, où tous les projets des généraux étaient soumis à la révision d'un vieux prêtre, qui, sans connaissance ni de la guerre ni des lieux, rejetait ou approuvait souvent mal à propos les projets importants dont il devait décider; ce fut là le vrai miracle qui sauva la maison d'Autriche; une conduite plus prudente rendait sa perte inévitable.

Dès que les ratifications de la paix furent échangées entre les Prussiens et les Autrichiens, le roi d'Angleterre la garantit dans la forme la plus solennelle, avec la sanction du parlement, conformément aux vœux de toute la nation, qui le désirait ainsi. Le lord Carteret fut le principal promoteur de cet ouvrage, parce qu'il se flattait d'engager incessamment la Prusse dans la guerre qu'il méditait contre la France. Il avait déjà rassemblé en Flandre, comme nous l'avons dit, 16,000 Anglais, autant de Hanovriens, auxquels 6,000 Hessois se joignirent. Le roi de

Suède, landgrave de Hesse[1], en avait un nombre pareil au service de l'Empereur, et il eût pu arriver que Hessois contre Hessois eussent été engagés par honneur à s'entre-détruire; tant l'intérêt sordide aveugle les hommes!

Ces troupes, qui s'assemblaient en Brabant, ne donnaient pas assez d'inquiétude aux Français pour qu'ils négligeassent de sauver M. de Broglie. On envoya M. de Maillebois avec son armée en Bohême, pour secourir un maréchal et une armée française assiégés dans Prague. Les Parisiens, qui aiment assez à plaisanter sur tout, appelèrent cette armée celle des Mathurins, parce qu'elle devait délivrer des prisonniers. M. de Maillebois passa le Rhin à Manheim et dirigea sa marche sur Eger. Depuis que les Prussiens avaient fait leur paix et que les Saxons s'étaient retirés chez eux, la fortune s'était entièrement déclarée pour la reine de Hongrie. Le prince de Lorraine, après avoir pris Pilsen, vint se camper proche de Prague. M. de Broglie avait pris auprès de Bubenitz une position qui lui était très-désavantageuse. Le canon des ennemis l'obligea de l'abandonner et de se réfugier dans Prague avec toutes ses troupes; il ne tarda pas à s'y voir assiégé. Les troupes allemandes de la reine formèrent l'investissement du petit côté; les Hongrois, les Croates et les troupes irrégulières l'enfermèrent depuis le Ratschin jusqu'à la porte Neuve, et ils établirent des communications par des ponts sur la haute et la basse Muldau.

On regarde comme l'événement le plus mémorable de ce siége la grande sortie des Français, dans laquelle ils tuèrent et prirent 3,000 hommes aux ennemis et leur enclouèrent le canon qu'ils avaient en batterie. Les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie rentrèrent triomphants dans Prague au retour de cette expédition, suivis de leurs prisonniers et des trophées qu'ils venaient d'emporter. Si les Français se rendaient redoutables aux Autrichiens par

[1] Frédéric de Hesse-Cassel, mari d'Ulrique-Éléonore, reine de Suède.

la vigueur de leur défense, ils n'en étaient pas moins à plaindre dans l'intérieur de leur armée : leur situation était digne de pitié, tant par la mésintelligence de leurs chefs que par l'affreuse misère à laquelle ils étaient exposés. La disette était si grande, qu'ils tuaient et mangeaient leurs chevaux, pour suppléer à la viande de boucherie, qu'à peine on servait à la table des maréchaux. Dans cette situation désespérée, où ils ne voyaient dans l'avenir que la mort ou l'ignominie, M. de Maillebois vint à leur secours pour les délivrer. Si l'on avait donné carte blanche à ce maréchal, le destin de la Bohème aurait pu changer ; mais de Versailles le cardinal le menait à la lisière. Les occasions étaient perdues pour ce maréchal, parce qu'il n'osait en profiter.

La cour de Vienne sentit le coup que le cardinal pouvait lui porter; trop faible pour le parer, elle eut recours à la ruse, qui suppléa à ce qui lui manquait en force. Le comte Ulefeld, ministre des affaires étrangères de la reine de Hongrie, connaissant le caractère du cardinal, sut si bien l'amuser par des négociations, qu'il donna à M. Khevenhuller le temps d'accourir de la Bavière et de joindre le prince de Lorraine. Les Français se laissèrent si bien amuser, que les Autrichiens gagnèrent une marche sur eux et réduisirent M. de Maillebois à choisir entre le combat ou la retraite; il fut blâmé généralement de n'en être pas venu aux mains avec le prince Charles. Cependant il était innocent : nous savons avec certitude que sa cour lui avait donné l'ordre positif de ne rien risquer. M. de Maillebois obéit donc, et comme il lui était impossible de s'approcher de Prague sans engager une affaire générale, il retourna sur ses pas et se rapprocha d'Eger. Cette diversion, quoique incomplète, produisit des effets avantageux à ces troupes renfermées dans Prague.

Les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, débarrassés de l'armée autrichienne, firent de gros détachements pour

amasser des provisions, et ravitaillèrent la ville. M. de Maillebois, qui devenait inutile en Bohème où il n'avait presque aucun pied, prit par Ratisbonne et Straubingen, et se joignit avec le maréchal de Seckendorff, qui commandait les troupes de l'Empereur en Bavière. Si l'armée de Maillebois eût pu contenir plus longtemps celle du prince Charles de Lorraine en Bohème, M. de Seckendorff aurait pu reprendre Passau, Straubingen et toutes les villes qui tenaient encore pour les Autrichiens. M. de Maillebois tenta inutilement de reprendre Braunau. Le prince de Lorraine l'avait suivi en Bavière, et comme la saison était avancée et les deux armées accablées de fatigue, elles prirent chacune leurs quartiers d'hiver.

Les affaires de la maison d'Autriche étaient sur un pied assez incertain en Italie. Les Espagnols, sous les ordres de M. de Montemar, avaient pénétré jusqu'au Ferrarais. Le maréchal de Traun les ayant obligés de reculer un peu, la reine d'Espagne, qui ne voulait pas que ses généraux mollissent, envoya M. de Gages en Italie pour relever M. de Montemar. L'année 1742 pouvait s'appeler celle des diversions : l'invasion de M. de Khevenhuller en Bavière, celle du roi en Moravie, cette armée que les Anglais rassemblaient en Flandre, la marche de M. de Maillebois en Bohème, la flotte de l'amiral Matthews, qui menaça de bombarder Naples pour obliger le roi à la neutralité, le passage de don Philippe par la Savoie pour engager le roi de Sardaigne à retirer ses troupes de l'armée autrichienne sur le Panaro. Aucune de ces diversions ne répondit entièrement au but que les auteurs s'en étaient proposé. Depuis la retraite de M. de Maillebois, Prague fut resserré de nouveau par un corps de troupes légères de Croates et de Hongrois, qui en formaient l'investissement.

Pendant que tout ceci se passait au midi de l'Europe, le gouvernement de la nouvelle impératrice s'affermissait à Pétersbourg. Les ministres de cette princesse furent assez

adroits pour endormir, par leurs négociations, et l'ambassadeur de France et M. de Lœwenhaupt, qui commandait les troupes suédoises en Finlande. Les Russes usèrent habilement de ce temps pour renforcer leur armée. Dès que M. de Lascy, qui commandait les troupes russes, se vit en force, il marcha en avant; il n'eut que la peine de se montrer, les Suédois plièrent partout : le nom russe, qu'ils ne proféraient qu'avec mépris du temps de la bataille de Narva, était devenu pour eux un objet de terreur : les postes inattaquables n'étaient plus des lieux de sûreté pour eux. Après avoir ainsi fui de poste en poste, ils se virent resserrés à Friedrichsham par les Russes, qui leur coupèrent l'unique retraite qui leur restait; ces Suédois eurent enfin la [lâcheté] de mettre les armes bas, et signèrent une capitulation ignominieuse et flétrissante, qui imprima une tache à la gloire de leur nation; 20,000 Suédois passèrent sous le joug de 27,000 Russes. Lascy désarma et renvoya les Suédois nationaux, et les Finnois prêtèrent serment de fidélité.

Quel exemple humiliant pour l'orgueil et la vanité des peuples! [La Suède qui, sous les Gustave et les Charles, était regardée comme la patrie de la valeur, devint en ces temps un modèle de lâcheté et d'infamie; ce même pays produisit des héros dans ses beaux jours, et, sous le gouvernement républicain, des généraux privés d'honneur et de fermeté. Au lieu d'Achilles, ils n'enfantent que des Thersites.]

Ainsi les royaumes et les empires, après s'être élevés, s'affaiblissent et se précipitent vers leur chute. C'est bien à ce sujet qu'il faut dire : vanité des vanités, tout est vanité! La cause politique de ces changements se trouve vraisemblablement dans les différentes formes de gouvernement par lesquelles les Suédois ont passé. Tant qu'ils formaient une monarchie, le militaire était en honneur, il était utile pour la défense de l'État, et il ne pouvait jamais lui être redoutable. Dans une république, c'est le con-

traire : le gouvernement doit en être pacifique par sa nature, le militaire y doit être avili; on a tout à craindre des généraux qui peuvent s'attacher les troupes; c'est d'eux que peut venir une révolution.

Dans les républiques, l'ambition se jette du côté de l'intrigue pour parvenir; les corruptions les avilissent insensiblement, et le vrai point d'honneur se perd, parce qu'on peut faire fortune par des voies qui n'exigent aucun mérite dans le postulant. Outre cela, jamais le secret n'est gardé dans les républiques; l'ennemi est averti d'avance de leurs desseins, et il peut les prévenir. Mais les Français réveillèrent à contre-temps l'esprit de conquête, qui n'était pas encore entièrement effacé de l'esprit des Suédois, pour les commettre avec les Russes, lorsque les Suédois manquaient d'argent, de soldats disciplinés et surtout de bons généraux.

La supériorité que les Russes avaient alors obligea les Suédois à envoyer des sénateurs à Pétersbourg offrir la succession de leur couronne au jeune grand-duc, prince de Holstein et neveu de l'impératrice. Rien de plus humiliant pour cette nation que le refus du grand-duc, qui trouva cette couronne au-dessous de lui. Le marquis de Botta, alors ministre autrichien à Pétersbourg, dit au grand-duc en lui faisant compliment : « Je voudrais qu'il fût aussi » facile à la reine ma maîtresse de conserver ses royaumes » qu'il l'est à Votre Altesse impériale d'en refuser. » Sur ce refus du grand-duc, les prêtres et les paysans, qui ont voix aux diètes, voulaient qu'on choisît pour successeur de leur roi le prince royal de Danemarck [1]; les sénateurs du parti français donnaient leurs suffrages au prince de Deux-Ponts [2]; mais l'impératrice se déclara pour l'évêque

[1] Frédéric, fils de Christian VI et de Sophie-Madeleine de Brandebourg-Culmbach, prince héréditaire de Danemarck, roi sous le nom de Frédéric V en 1746.

[2] Christian IV, duc de Deux-Ponts.

d'Eutin[1], oncle du grand-duc, et sa volonté l'emporta sur l'influence des autres partis. L'élection de ce prince ne se fit que l'année 1743, tant les cabales qui s'étaient formées à Stockholm tenaient les résolutions de la diète en suspens.

Depuis la paix de Breslau, les négociations ne finissaient pas. Les Anglais avaient dessein d'entraîner le roi dans la guerre qu'ils allaient entreprendre; les Français voulaient l'engager dans des mesures incompatibles avec la neutralité à laquelle il s'était obligé; l'Empereur sollicitait sa médiation : mais ce prince resta inébranlable. Plus la guerre durait, plus la maison d'Autriche épuisait ses ressources; et plus la Prusse restait en paix, plus elle acquérait de forces.

La chose la plus difficile dans ces conjonctures était de maintenir tellement la balance entre les parties belligérantes, que l'une ne prît pas trop d'ascendant sur l'autre. Il fallait empêcher que l'Empereur ne fût détrôné et que les Français ne fussent chassés d'Allemagne; et quoique les voies de fait fussent interdites aux Prussiens par la paix de Breslau, ils pouvaient par les intrigues parvenir aux mêmes fins que par les armes : l'occasion s'en présenta tout de suite. Le roi d'Angleterre s'était proposé d'envoyer ses troupes de Flandre au secours de la reine de Hongrie : ce secours aurait perdu sans ressource les affaires de l'Empereur et de la France. Un danger aussi pressant mit le roi dans la nécessité d'employer les représentations les plus fortes; il alla jusqu'à menacer le roi d'Angleterre d'entrer dans son électorat, s'il hasardait de faire passer le Rhin à des troupes étrangères pour les introduire dans l'Empire sans le consentement du corps germanique. Par des insinuations plus douces, les Hollandais se laissèrent persuader de ne point joindre alors leurs troupes à celles

[1] Adolphe-Frédéric de Holstein-Eutin, né en 1710.

des alliés de la reine de Hongrie, et les Français, ayant le temps de respirer, pourvurent à leur défense.

Les Prussiens ne réussirent pas de même dans un projet qu'ils avaient formé pour le maintien de l'Empereur. Ce projet avait pour but de soutenir les troupes de ce prince en Bavière. Les Français avaient deux raisons pour y concourir : la première, c'est qu'en abandonnant la Bavière ils étaient contraints de repasser le Rhin et de songer à la défense de leurs propres foyers; la seconde, qu'ayant fait un empereur, il y avait de la honte pour eux à l'abandonner et à le livrer, pour ainsi dire, à la merci de ses ennemis. Mais leurs généraux avaient perdu la tête, et la terreur, plus forte que le raisonnement, les subjuguait : pour remplacer leurs troupes en quelque manière, on avait dessein de former une association des cercles, qui mettrait sur pied une armée de neutralité; sous ce prétexte, le roi aurait pu y joindre ses troupes, et cette armée aurait couvert la Bavière.

Cette affaire manqua par la crainte servile que les princes de l'Empire avaient de la maison d'Autriche. La reine de Hongrie menaça, les princes tremblèrent, et la diète ne voulut rien résoudre. Si la France avait soutenu ce projet par quelques sommes distribuées à propos, il aurait réussi : la plus mauvaise économie d'un prince est de ne savoir pas dépenser son argent, lorsque les conjonctures l'exigent. Ainsi finit l'année 1742, dont les événements variés servirent de prélude à une guerre qui se fit avec un plus grand acharnement. Les Français étaient les seuls qui désirassent la paix. Le roi d'Angleterre, trop préoccupé de la faiblesse du gouvernement français, croyait qu'il suffisait d'une campagne pour l'abattre; la reine de Hongrie couvrait son ambition sous le voile d'une défense légitime : nous verrons dans la suite comment de partie belligérante elle devint l'auxiliaire de ses alliés.

La Prusse tâcha de profiter de la paix dont elle jouissait

pour rétablir ses finances; les ressources étaient usées; il fallait laborieusement en assembler de nouvelles, perfectionner (la hâte ayant empêché de le faire) ce qu'il y avait de défectueux encore dans les recettes de la Silésie, payer les dettes des Autrichiens aux Anglais. On entreprenait en même temps de fortifier cinq places à neuf, Glogau, Brieg, Neisse, Glatz et Cosel; on faisait dans les troupes une augmentation de 18,000 hommes; tout cela demandait de l'argent et beaucoup d'économie, pour en accélérer l'exécution. La garde de la Silésie était commise à 35,000 hommes, qui avaient servi d'instrument à cette conquête. Ainsi, loin de profiter de cette tranquillité pour s'amollir, la paix devint pour les troupes prussiennes une école de guerre. Dans les places se formaient des magasins; la cavalerie acquérait de l'agilité et de l'intelligence, et toutes les parties du militaire concouraient avec une même ardeur à l'affermissement de cette discipline qui rendit autrefois les Romains vainqueurs de toutes les nations.

[Corrigé à Sans-Souci sur l'original de mes *Mémoires* de 1741 et 1742. — Ce 1er juin 1775. Féderic.]

CHAPITRE HUITIÈME.

Événements des années 1743 et 1744, et tout ce qui précéda la guerre des Prussiens.

On dit que c'est une faute capitale en politique de se fier à un ennemi réconcilié, et l'on a raison; mais c'en est une plus grande encore à une puissance faible de lutter à la longue contre une monarchie puissante, qui a des ressources dont la première manque. Cette réflexion était nécessaire pour répondre d'avance aux critiques qui censuraient la conduite du roi. Fallait-il, disait-on, se mettre à la tête d'une ligue pour écraser la nouvelle maison d'Au-

triche, et laisser ensuite reprendre le dessus à cette même maison, pour chasser les Français et les Bavarois de l'Allemagne? Mais quel était le projet du roi? N'était-ce pas de conquérir la Silésie? Comment pouvait-il l'exécuter, si la guerre avait continué, n'ayant pas assez de ressources pour fournir aux grandes dépenses qu'elle entraînait de nécessité? Tout ce qui dépendait de lui, c'était d'agir par des négociations et, autant que cela était faisable, de conserver l'équilibre entre les puissances belligérantes. La paix lui donnait le temps de respirer et de se préparer à la guerre; d'ailleurs, l'animosité était si forte entre la France et l'Autriche, et leurs intérêts étaient si opposés, que la réconciliation entre ces puissances ennemies paraissait encore bien éloignée; il fallait se réserver pour les grandes occasions.

Les mauvais succès des armées françaises avaient fait une assez forte impression sur l'esprit du cardinal de Fleury pour que sa santé s'en ressentit; une maladie l'emporta au commencement de cette année. Il avait été ancien évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, cardinal de l'Église romaine, et depuis dix-sept ans premier ministre. Il s'était soutenu dans ce poste, où peu de ministres vieillissent, par l'art de captiver la confiance de son maître, et en écartant avec soin de la cour ceux dont le génie pouvait lui donner de l'ombrage. Il adoucit les plaies que la guerre de Succession et le système de Law avaient faites à la France. Son économie fut aussi utile au royaume que l'acquisition de la Lorraine lui fut glorieuse. S'il négligea le militaire et la marine, c'est qu'il voulait tout devoir à la négociation, pour laquelle il avait du talent. Son esprit succomba ainsi que son corps sous le poids des années. On dit trop de bien de lui pendant sa vie, on le blâma trop après sa mort. Ce n'était point l'âme altière de Richelieu, ni l'esprit artificieux de Mazarin; c'étaient des lions qui déchiraient des brebis. Fleury était un pasteur sage, qui

veillait à la conservation de son troupeau. Louis XV voulut élever à la mémoire de ce cardinal un monument, dont on fit un dessin qui ne fut jamais exécuté : à peine fut-il mort, qu'on l'oublia.

Chauvelin, que le cardinal de Fleury avait fait exiler, crut du fond de son exil pouvoir emporter ce poste vacant; il écrivit à Louis XV, blâmant l'administration de son ennemi et se vantant beaucoup lui-même. Cette démarche précipitée fit qu'on lui marqua pour son exil un lieu plus éloigné de la cour que Bourges où il était relégué. Le roi de France notifia la mort de son ministre aux cours étrangères, à peu près dans le style d'un prince qui annonce son avénement à la couronne. Voici la lettre qu'il écrivit au roi; nous l'avons copiée mot pour mot :

« Monsieur mon frère, après la perte que je viens de » faire du cardinal de Fleury, en qui j'avais mis toute ma » confiance dans l'administration de mes affaires, et dont » je ne puis assez regretter la sagesse et les lumières, je ne » veux pas différer de renouveler moi-même à Votre Majesté les assurances qu'il vous a données en mon nom, » et que je l'ai souvent chargé de vous réitérer, de l'amitié » parfaite que j'ai pour la personne de Votre Majesté, et » du désir sincère que j'ai toujours eu de pouvoir concerter » avec elle tout ce qui peut être de nos intérêts communs. » Je ne puis douter que Votre Majesté n'y réponde de sa » part comme je le puis désirer, et elle peut compter » qu'elle trouvera en moi dans toutes les occasions la même » disposition de contribuer à sa gloire et à son avantage, et » à lui marquer que je suis, etc. »

Le département des affaires étrangères notifia en même temps que le roi ayant résolu de gouverner désormais par lui-même, voulait qu'on s'adressât directement à lui. Jusqu'alors Louis XV avait été le pupille et le cardinal de Fleury son tuteur. Après la mort de Mazarin, Louis XIV porta lui-même le deuil de son ministre; personne ne le

porta pour Fleury; il fut oublié avant qu'on eût prononcé son oraison funèbre. Pendant l'administration de ce cardinal les différentes rênes du gouvernement aboutissaient toutes à lui et venaient toutes se joindre dans ses mains : il était le point de ralliement, qui réunissant les finances, la guerre, la marine et la politique, les dirigeait au moins à un même but. Depuis sa mort, le roi voulut travailler lui-même avec les ministres qui étaient à la tête de ces quatre départements. Son ardeur s'éteignit au bout de huit jours, et la France fut gouvernée par quatre rois subalternes, indépendants les uns des autres[1].

Ce gouvernement mixte produisit des détails de département; mais les vues générales qui réunissent et embrassent en grand le bien de l'État et son intérêt, manquèrent dans les conseils. Pour se faire une idée du choix des ministres, qu'on se représente un chancelier du duc d'Orléans, rempli de Cujas et de Barthole, qui devient ministre de la guerre[2] dans ces temps où toute l'Europe était en feu; et un ancien capitaine de dragons, nommé Orry[3], qu'on met à la tête des finances. Maurepas s'imaginait rendre Louis XV souverain des mers, et le roi le serait devenu, si les discours d'un homme aimable avaient pu opérer ce miracle. Amelot était de ces esprits rétrécis, qui comme les yeux myopes distinguent à peine les objets de près. Cet aréopage gouverna donc la France; c'était proprement une aristocratie, ou bien un vaisseau qui, naviguant sans boussole sur une mer orageuse, ne suivait pour système que l'impulsion des vents.

Les armées ne prospérèrent pas sous cette nouvelle ad-

[1] Voy. Boutaric, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, p. 12 et suiv.

[2] Le comte d'Argenson, fils cadet du célèbre lieutenant de police, fut, comme son père, chancelier du duc d'Orléans avant de devenir ministre de la guerre, en 1743. — Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, était né en 1696; il mourut en 1764.

[3] Orry de Vignory, contrôleur général des finances, ministre d'État. Il mourut en 1747.

ministration. Quoique l'armée de Maillebois jointe aux Bavarois fût encore sur les frontières de l'Autriche, le prince de Lobkowitz avec 16,000 Hongrois tenait toujours le maréchal de Belle-Isle bloqué dans Prague avec 16,000 Français. Le corps de M. de Belle-Isle était presque tout composé d'infanterie, et celui des Autrichiens de cavalerie. Cette situation inquiétait M.d'Argenson; soit par impatience, soit par humeur, soit par légèreté, ce robin fit expédier au maréchal de Belle-Isle l'ordre d'évacuer Prague. Cet ordre était plus facile à donner qu'à exécuter. Le maréchal de Belle-Isle fit ses dispositions en conséquence; il fit sortir la garnison le 18 de décembre au soir par un froid très-piquant; il gagna trois marches sur le prince de Lobkowitz, et enfilant un chemin difficile qui donnait peu de prise à la cavalerie de l'ennemi, il continua de longer l'Eger et arriva le dixième jour de sa marche à la ville d'Eger : 4,000 hommes périrent de misère et de froid par les marches forcées qu'on leur fit faire; et cette armée délabrée, réduite à 8,000 combattants, fut partagée. Ce qui était encore en état de servir joignit M. de Maillebois en Bavière, et les corps entièrement ruinés furent envoyés en Alsace pour se recruter. La Bohême fut ainsi conquise et perdue, sans qu'aucune victoire ni des Français ni des Autrichiens eût décidé entre eux du sort des empires.

Dans tout autre pays que la France, une retraite comme celle de M. de Belle-Isle aurait causé une consternation générale; en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes légèrement, on ne fit qu'en rire, et M. de Belle-Isle fut chansonné : des couplets ne mériteraient certainement pas d'entrer dans un ouvrage aussi grave que le nôtre; mais comme ces sortes de traits marquent le génie de la nation, nous croyons ne point devoir omettre celui-ci:

Quand Belle-Isle partit une nuit

De Prague à petit bruit,
Il dit, voyant la lune :
Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Conduisez-moi toujours.

En pareille occasion on aurait jeûné à Londres, exposé le saint sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne. Il valait mieux se consoler par une épigramme. La retraite du maréchal de Belle-Isle eut le sort de toutes les actions des hommes : il y eut des fanatiques qui par zèle la comparèrent à la retraite des Dix mille de Xénophon; d'autres trouvaient que cette fuite honteuse ne pouvait se comparer qu'à la défaite de Guinegatte. Ils avaient tort les uns et les autres; 16,000 hommes qui évacuent Prague et se retirent de la Bohême devant 16,000 hommes qui les poursuivent, n'ont ni les mêmes dangers à courir, ni des chemins aussi longs à traverser que les troupes de Xénophon pour retourner du fond de la Perse en Grèce; mais aussi ne faut-il pas outrer les choses et comparer une marche où les Français ne purent être entamés par les ennemis, à une défaite totale. Les dispositions de M. de Belle-Isle étaient bonnes; le seul reproche qu'on puisse lui faire est de n'avoir pas dans sa marche assez ménagé ses troupes.

Dès lors la fortune de la reine prit un air plus riant. Le maréchal Traun défit en Italie M. de Gages, qui passait le Panaro pour l'attaquer. Cette victoire ne satisfit point la cour de Vienne; elle trouva que le maréchal Traun n'en avait pas assez fait, elle voulait des batailles qui eussent de grandes suites. Enfin ce maréchal fut jugé comme Apollon par Midas, et c'était cependant le premier de leurs généraux qui eût triomphé de leurs ennemis. La maison d'Autriche commençait à regagner des provinces perdues et assurait celles qui étaient menacées. Cela ne l'empêchait pas d'être accablée par le poids de cette guerre; peut-être y aurait-elle succombé, si ces premières

lueurs de prospérité n'eussent ranimé la bonne volonté de ses alliés.

Le roi d'Angleterre donna des marques du plus grand zèle pour le soutien de la reine de Hongrie. Les motifs qui le faisaient agir ainsi étaient en grande partie une haine invétérée qu'il portait à la France. Il avait servi dans sa jeunesse contre cette puissance; il s'était trouvé à la bataille d'Oudenarde, où il avait chargé à la tête d'un escadron hanovrien, en donnant des marques d'une valeur distinguée; il ambitionnait de se trouver à la tête des armées pour jouir de la gloire des héros. L'occasion s'en présentait, il avait des troupes en Flandre; en se déclarant pour la reine, en passant la mer, personne ne pouvait lui disputer le commandement de ses troupes; de plus, il allait augmenter son trésor de Hanovre par les subsides que les Anglais lui payeraient pour ses Hanovriens. Pour le lord Carteret, il avait besoin de la guerre afin de se soutenir auprès de son maître et auprès de la nation anglaise. Le commerce de ces insulaires était gêné depuis qu'ils étaient en guerre avec l'Espagne; pour qu'un grand coup décidât ces affaires de commerce, il fallait le frapper sur terre et en Europe.

La France passait pour à demi ruinée par les efforts qu'elle avait faits pour soutenir la Bavière et la Bohême: elle était l'alliée de l'Espagne; en affaiblissant l'une de ces puissances on affaiblissait l'autre. Il fallait donc battre les Français, soit en Allemagne, soit en Flandre, pour gagner sur mer une supériorité qui pût produire un avantage réel au commerce de l'Angleterre. Le roi, son ministre et la nation tendant au même but, quoique par des vues différentes, il fut résolu d'envoyer au cœur de l'Allemagne ces troupes anglaises, hanovriennes et hessoises qui se trouvaient en Flandre. Autant ce projet pouvait convenir au roi d'Angleterre, autant convenait-il peu au roi de Prusse; il ne devait pas perdre de vue cet équilibre politique

que pendant la guerre même son intérêt l'obligeait de maintenir entre les puissances belligérantes. Si la maison d'Autriche gagnait une supériorité décidée dans l'Empire sur la maison de Bavière, la Prusse perdait son influence dans les affaires générales; il fallait donc empêcher que le roi d'Angleterre et la reine de Hongrie, aveuglés par les succès auxquels ils devaient s'attendre, ne détrônassent l'Empereur.

La voie des représentations était la seule qui convînt au roi de Prusse; et se servant des arguments que peut employer un prince allemand, zélé pour sa patrie et pour la liberté du corps germanique, il conjura le roi d'Angleterre de ne pas rendre, sans des raisons très-importantes, l'Empire le théâtre d'une guerre qui était près de s'allumer, et de se souvenir qu'il n'est point permis à un membre du corps germanique d'introduire, sans la sanction de la diète, des troupes étrangères dans sa patrie.

C'était tout ce que ce prince pouvait faire dans les conjonctures où il se trouvait : il ne pouvait pas compter sur la France, qu'il avait indisposée contre lui par la paix de Breslau : il ne pouvait se brouiller avec les Anglais, qui étaient les seuls garants qu'il eût de cette paix. Les choses n'en étaient pas venues à une extrémité assez grande pour replonger ses États dans une nouvelle guerre; il fallait donc se contenter de la promesse du roi d'Angleterre, qui s'engagea de ne rien entreprendre, ni contre la dignité de l'Empereur, ni contre ses États patrimoniaux.

Ce n'était pas avec les Anglais seuls qu'on négociait. Le roi avait entamé une autre négociation à Pétersbourg pour des intérêts qui le touchaient plus directement : il s'agissait d'obtenir de l'impératrice de Russie la garantie du traité de Breslau. Ce furent les Anglais et les Autrichiens qui s'y opposèrent de toutes leurs forces, quoique sous main. Les deux frères Bestuchew, ministres de l'impératrice, trouvèrent par les difficultés qu'ils firent naître le moyen d'ac-

crocher continuellement la fin de cette affaire. La reine de Hongrie regardait la cession qu'elle avait faite de la Silésie comme un acte de contrainte, dont elle pouvait appeler avec le temps, en rejetant sur la nécessité ce que la rigueur des conjonctures l'avait forcée d'accepter. Les Anglais voulaient isoler le roi de Prusse et le priver de tout appui, pour l'avoir entièrement sous leur dépendance. De quelque façon que les princes cachent ces sortes de vues, il leur est bien difficile de les rendre impénétrables. Ce fut alors que la paix de Friedrichsham fut ratifiée entre la Russie et la Suède : la perte d'une partie inculte de la Finlande fut le moindre mal dont la Suède eût à se plaindre. Le despotisme que les Russes exercèrent à Stockholm mit le comble à l'opprobre de cette nation ; un sujet de l'impératrice était considéré en Suède comme un sénateur romain du temps de César pouvait l'être dans les Gaules.

Une nation malheureuse ne manque jamais d'ennemis. Les Danois voulurent profiter des calamités de la Suède. La diète de Stockholm était assemblée pour ratifier la paix qui venait de se conclure avec la Russie et pour nommer un successeur au trône ; le roi de Danemarck, dans le dessein d'unir les trois couronnes de la Suède, du Danemarck et de la Norvége sur la tête de son fils le prince royal, excita une rébellion dans la Carélie, souleva des prêtres, corrompit quelques bourgeois; mais il trouva tant de difficultés dans l'exécution de son plan, que ce plan avorta avant sa naissance.

Les troupes danoises et suédoises s'assemblaient déjà sur les frontières; la diète de Stockholm s'empressait à trouver des secours ; elle demanda les bons offices du roi de Prusse pour moyenner un accommodement avec ses voisins. Le roi s'intéressa pour eux, et le roi de Danemarck lui répondit qu'eu égard à ses exhortations il ne précipiterait pas les choses. Mais ce qui paraîtra presque incroyable, c'est que ces mêmes Suédois, qui venaient de faire une

paix si déshonorante avec la Russie, implorèrent la protection de l'impératrice contre les Danois. Élisabeth la leur accorda, et elle fit partir le général Keith sur des galères qui portaient 10,000 hommes de secours. Ce fut alors qu'à la faveur de ces troupes le prince de Holstein, évêque de Lubeck, fut élu au lieu du prince danois, successeur du vieux roi de Suède, landgrave de Hesse. Ainsi à peu près dans le cours de la même année la Suède fut battue, protégée et enfin donnée au prince de Holstein par l'impératrice de Russie. Le sénat de Stockholm se consola de tant d'infortunes par des cruautés; il fit périr les généraux de Buddenbrock et de Lœwenhaupt sur l'échafaud. On les accusa de trahisons et de perfidies, mais rien ne fut prouvé; ils n'étaient coupables que d'ignorance et de trop de faiblesse.

Mais il est temps de quitter ces scènes tragiques du Nord pour retourner au Sud, et voir ce qui se passa dans la Bohème après que les Français l'eurent abandonnée. La reine de Hongrie se rendit à Prague pour recevoir l'hommage de ce royaume, au recouvrement duquel sa fermeté avait autant et plus contribué que la force de ses armes. Le jour même de son couronnement elle apprit que le maréchal de Khevenhuller ayant marché de Scharding à Braunau, en avait chassé le général Minucci, qui commandait un corps de 7 à 8,000 Impériaux: les détails de cette affaire nous sont parvenus par des officiers prussiens, qui firent cette campagne en qualité de volontaires avec les Autrichiens. M. de Khevenhuller s'avança vers Scharding, place située sur l'Inn, proche des frontières de l'Autriche; ses troupes, sortant de leur quartier d'hiver, s'y rendirent par différentes routes. Malgré les précautions que cet habile officier prit de cacher ses desseins, le maréchal de Seckendorff en fut informé, et il donna ordre à M. de Minucci de se retirer de Braunau.

Ce général peu intelligent ne sut ni disposer sa retraite

pour obéir aux ordres de son chef, ni choisir un terrain avantageux pour attendre l'ennemi et pour lui résister. M. de Khevenhuller se trouva bientôt en présence des Bavarois; il trouva le front de Minucci inattaquable, ayant un profond ravin qui séparait les deux armées; sa droite était appuyée à Braunau, que l'on avait fortifié en hâte durant le dernier hiver. Mais autant ce poste était fort par sa droite et par son front, autant était-il faible sur sa gauche. M. de Khevenhuller s'en aperçut au premier coup d'œil; il détacha M. de Berlichingen avec un gros de cavalerie, qui tourna les Impériaux, et prenant des chemins détournés, tomba sur cette aile qui était en l'air, tandis que Nadasti avec ses housards attaqua les troupes de Minucci de front.

Ce ne fut point une bataille: les Bavarois s'enfuirent sans s'être défendus; une partie de leur cavalerie se sauva dans Braunau, leur infanterie se réfugia sur les glacis de la ville. Minucci, la plus grande partie de ses troupes et la ville de Braunau se rendirent tout de suite à leur vainqueur; quelques débris de cette cavalerie prirent le chemin de Burghausen, où les Impériaux avaient encore un corps de troupes. Les Français qui étaient à Osterhofen n'attendirent pas l'approche des Autrichiens. Le vieux Broglie, qui commandait cette armée avec les maréchaux de Maillebois et de Seckendorff, avait été vivement pressé par Seckendorff de prévenir l'ennemi et d'assembler ses troupes avant que M. de Khevenhuller fût en état de rien entreprendre; mais ce fut en vain. Ses ennemis prétendent même qu'il n'était pas fâché de voir le mauvais succès d'une guerre à laquelle le maréchal de Belle-Isle avait le plus contribué; d'autres soutiennent, avec plus d'apparence, qu'il avait des ordres de la cour de retourner en France et d'abandonner la Bavière. Quoi qu'il en soit, sa conduite sembla autoriser cette dernière opinion, et la cour ne lui témoigna aucun mécontentement à son retour.

Les Autrichiens surent profiter de l'avantage qu'ils avaient d'être en corps et d'agir contre des troupes séparées par bandes. Le prince de Lorraine arriva au camp, et sans s'arrêter, délogea les Français de Deckendorff; tout plia devant lui : à mesure qu'il s'avançait, les troupes françaises recevaient ordre de se retirer. Quelques rivières assez considérables, qui ont leur source dans le Tyrol, qui traversent la Bavière et vont se jeter dans le Danube, fournissent aux généraux qui veulent se défendre la facilité d'en disputer les bords; mais le prince de Lorraine les passa sans y trouver de résistance. Broglie décampa de Straubingen, où il avait un gros magasin, en y laissant une faible garnison, qui fut sacrifiée à l'ennemi.

Un secours de 10,000 Français était déjà arrivé à Donawerth pour le joindre; ils devinrent les compagnons de sa fuite; et malgré les plus fortes représentations de M. de Seckendorff, les Français l'abandonnèrent et ne s'arrêtèrent qu'à Strasbourg, où M. de Broglie donna un bal le jour de son arrivée, apparemment pour célébrer la campagne brillante qu'il venait de terminer. Le malheureux Seckendorff s'occupant à rassembler les débris de ses Impériaux qui s'étaient si mal conduits à Braunau, les joignit au corps qui était à Burghausen et se retira en hâte sur Munich, qu'il abandonna pour se joindre à l'armée française; mais assuré que ces troupes voulaient repasser le Rhin, il écrivit au maréchal de Broglie que comme les Français abandonnaient l'Empereur, ce prince se voyait contraint de les abandonner de même et de chercher ses sûretés où il les trouverait. Aussitôt il demanda au prince de Lorraine et à M. de Khevenhuller de convenir avec lui d'une suspension d'armes, dont il obtint l'équivalent; car les Autrichiens lui promirent de respecter les troupes impériales tant qu'elles occuperaient un territoire neutre de l'Empire.

Les Autrichiens, aveuglés par leurs succès, méprisaient trop ces troupes pour vouloir les désarmer; ils volaient

vers le Rhin, soutenus de la chimérique espérance de reconquérir la Lorraine. La prospérité est à la guerre souvent plus dangereuse que l'infortune; aux uns elle inspire une trop grande sécurité, et aux autres trop de témérité. Le plus grand général du monde serait celui qui, dans les diverses fortunes, conserverait un esprit égal et qui ne séparerait jamais l'activité de la prudence.

Tandis que le prince de Lorraine s'acheminait vers le Rhin, l'Allemagne était inondée d'une nouvelle armée étrangère, qui sous prétexte de la protéger, concourait à sa ruine. Le roi d'Angleterre avait envoyé vers le bas Rhin ses troupes hanovriennes et anglaises sous le commandement du lord Stairs. George passa lui-même la mer et vint à Hanovre, pour se mettre ensuite à la tête de son armée. Le lord Stairs, qui était à Hœchst, risqua de passer le Mein; les Français, qui l'épiaient, l'obligèrent d'abord à reprendre sa première position. Ce pas de clerc fit appréhender au roi d'Angleterre que son général trop fougueux par tempérament ne commît quelque imprudence plus forte, et il se hâta de prendre lui-même le commandement de ses troupes. Ce corps était composé de 17,000 Anglais, 16,000 Hanovriens et 10,000 Autrichiens, ce qui faisait 43,000 combattants; 6,000 Hessois et quelques régiments hanovriens étaient encore en marche pour le joindre. Le lord Stairs avait agi avec si peu de prudence, que les soldats manquaient de pain et les chevaux de fourrage.

Pour subvenir à cet inconvénient, le roi vint se camper auprès d'Aschaffenbourg; mais ce moyen ne suffit pas pour remédier à la négligence qu'on avait eue de ne pas amasser assez de vivres. Le Rhin pouvait fournir des secours, et le roi, s'éloignant de cette rivière, se trouva plus resserré qu'auparavant par le Mein et par les Français qui gardaient l'autre bord, et sur ses derrières par les montagnes arides du Speshard : il ne s'aperçut que trop tôt de sa faute.

Le maréchal de Noailles affama le monarque anglais dans son camp, et comme il prévit qu'il ne pouvait y rester que peu de jours, Noailles conçut un dessein digne du plus grand capitaine. Il prit Dettingen, et fit construire deux ponts sur le Mein et préparer à côté des gués pour sa cavalerie. Toutes ces choses s'exécutèrent sans que le roi d'Angleterre en eût vent : c'était le prélude de la bataille qui devait se donner bientôt. Pour en avoir une idée précise, il est bon de savoir que l'armée anglaise, affamée vers les sources du Mein, ne pouvait trouver des subsistances qu'en prenant le chemin de Hanau. Sa gauche, longeant toujours le Mein au sortir de ces monticules, traversait la petite plaine de Dettingen. M. de Noailles, en conséquence, tenait un détachement tout prêt pour occuper Aschaffenbourg au moment où les Anglais en sortiraient. Il avait fait dresser tout le long du Mein des batteries masquées dont il pouvait tirer à bout portant sur les colonnes des alliés en marche : la plus forte partie de son armée devait passer le Mein, pour se ranger derrière un ruisseau qui du Speshard coule devant ce front et va se jeter dans le Mein ; ces troupes coupaient précisément le chemin de Hanau.

Le roi d'Angleterre trouvait donc, à ce débouché, une armée en face et des batteries en flanc. Si le maréchal de Noailles avait aussi exactement exécuté ce projet qu'il l'avait conçu avec sagesse, le roi d'Angleterre aurait été forcé, ou d'attaquer l'armée française dans un poste très-avantageux, pour s'ouvrir l'épée à la main le passage à Hanau, ou de se retirer par les déserts du Speshard, ce qui infailliblement aurait fait débander les troupes faute de subsistances. La faim chassa les Anglais d'Aschaffenbourg, comme Noailles l'avait prévu. Les troupes, qui avaient campé par corps, ne marchaient point par colonnes, mais se suivaient par distances, d'abord les Hanovriens, puis les Anglais et enfin les Autrichiens.

Le roi était dans son carrosse auprès des troupes de

Hanovre; on l'avertit pendant la marche que son avant-garde était attaquée par un gros de cavalerie française, et bientôt après, que toute l'armée française avait passé le Mein et se trouvait en bataille vis-à-vis de lui. Le roi monte à cheval, il veut voir par lui-même. La canonnade des Français commence; son cheval prend l'épouvante et allait l'emporter au milieu des ennemis, si un écuyer ne se fût jeté en avant pour l'arrêter. George renvoya le cheval et combattit à pied à la tête d'un de ses bataillons anglais. Les troupes avaient un petit bosquet à passer, ce qui leur donna le temps d'avertir les autres corps du danger qui les menaçait. Le duc d'Aremberg et M. de Neuperg accoururent avec leurs Autrichiens, et formèrent leur armée vis-à-vis de celle des Français, aussi bien que les circonstances le permettaient. Le champ de bataille, n'ayant que 1,200 pas de front, obligea les alliés à se mettre sur sept ou huit lignes. Les Français ne leur laissèrent pas le temps de finir tranquillement leur disposition; la maison du Roi les attaqua, perça quatre lignes de cavalerie, renversa tout ce qu'elle rencontra et fit des prodiges de valeur : elle aurait peut-être remporté l'honneur de cette journée, si elle n'avait pas sans cesse trouvé de nouvelles lignes à combattre. Ces attaques réitérées l'ayant mise en désordre, le régiment de Stirheim autrichien s'en aperçut et la fit reculer à son tour.

Cela n'aurait pas fait perdre la bataille aux Français : la véritable cause ne doit s'attribuer qu'au mouvement imprudent de M. de Harcourt et de M. de Grammont[1]. Ils étaient à la droite de l'armée avec la brigade des gardes françaises; ils quittent leur poste sans ordre et s'avisent de prendre en flanc la gauche des alliés qui tirait

[1] Sur la bataille de Dettingen, on trouve des renseignements conformes à ceux que donne Frédéric, dans une lettre confidentielle du duc de Noailles. (Rousset, *Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles*, t. I, p. 120 et suiv.)

vers le Mein; par cette manœuvre ils empêchèrent leurs batteries, qui étaient au delà du Mein et qui incommodaient beaucoup les alliés, de tirer. Les gardes françaises ne soutinrent pas la première décharge des Autrichiens; elles prirent la fuite d'une manière honteuse et se précipitèrent dans le Mein, où elles se noyèrent; d'autres portèrent le découragement et l'épouvante dans le reste de l'armée. Le prince Louis de Brunswic, qui servait dans les troupes autrichiennes, eut toutes les peines du monde à persuader au roi d'Angleterre de faire avancer les Anglais; ce furent cependant eux qui décidèrent les Français à la retraite et à repasser le Mein. (27 juin.)

Les Français plaisantèrent là-dessus. On appela cette action *la journée des bâtons rompus,* parce que M. de Harcourt et M. de Grammont n'avaient attaqué que dans l'espérance d'obtenir le bâton de maréchal comme une récompense due à leur valeur; on donna aux gardes françaises le sobriquet de *canards du Mein:* on pendit une épée à l'hôtel de Noailles avec l'inscription, *point homicide ne seras.* Sans doute que ce maréchal ne devait pas se tenir auprès de sa batterie au delà du Mein. S'il avait été présent à l'armée, il n'aurait jamais permis aux gardes françaises d'attaquer si mal à propos, et si les troupes étaient demeurées dans leur poste, jamais les alliés ne les y auraient forcés.

Cette journée ne valut au roi d'Angleterre que des subsistances pour ses troupes. Le canon des Hanovriens fut bien servi; quelques régiments de leurs troupes et quelques régiments autrichiens, surtout celui de Stirheim, se distinguèrent. M. de Neuperg eut le plus de part au gain de cette bataille et fut bien secondé par le prince Louis de Brunswic. Je sais d'un officier qui se trouva sur les lieux, que le roi d'Angleterre se tint pendant toute la bataille devant son bataillon hanovrien, le pied gauche en arrière, l'épée à la main et le bras étendu, à peu près

dans l'attitude où se mettent les maîtres d'escrime pour pousser la quarte: il donna des marques de valeur, mais aucun ordre relatif à la bataille. Le duc de Cumberland combattit avec les Anglais à la tête des gardes; il se fit admirer par sa bravoure et par son humanité : blessé lui-même, il voulut que le chirurgien pansât avant lui un prisonnier français criblé de coups.

Les alliés ne pensèrent point à poursuivre les Français, ils ne pensèrent qu'à trouver des subsistances dans leur magasin de Hanau. Le vainqueur, après avoir soupé sur le champ de bataille, poursuivit incessamment sa route pour se rapprocher de ses vivres. Ce qu'il y eut de fort extraordinaire, c'est qu'après cette bataille gagnée le lord Stairs pria par un billet le maréchal de Noailles d'avoir soin des blessés qui se trouvaient sur le champ de bataille que les vainqueurs abandonnaient. Comme les alliés portaient tous des rubans verts sur leurs chapeaux, on attacha une branche de laurier à celui du roi, qui la porta sans scrupule; ce sont des misères, mais elles peignent les hommes.

Cette victoire ne fit pas autant de plaisir au roi de Prusse qu'en avait ressenti le roi d'Angleterre. Il était à craindre que le ministère français, peu ferme, et découragé par une suite de revers, ne sacrifiât la gloire de Louis XV et les intérêts de l'Empereur pour se tirer des embarras toujours renaissants qui l'environnaient. Pour éclairer les démarches des alliés; le roi fit partir le jeune comte Finck, sous prétexte de féliciter le roi d'Angleterre sur sa victoire, mais réellement pour veiller à la conduite du lord Carteret et pour découvrir les négociations qui pourraient s'entamer dans ce camp. Le prince de Hesse, Guillaume[1],

[1] Guillaume, fils de Charles, landgrave de Hesse-Cassel, et de Marie-Amélie de Courlande. Il fut régent du landgraviat de Hesse-Cassel lorsque son frère Frédéric fut monté sur le trône de Suède, et à la mort de ce prince, en 1751, il lui succéda en Hesse. Guillaume mourut en 1760.

frère du roi de Suède, était très-bien intentionné pour les intérêts de l'Empereur. On se servit de son canal pour faire parvenir au lord Carteret quelques propositions d'accommodement tendantes à concilier la Bavière et l'Autriche; mais cet Anglais ne fut pas assez fin pour dissimuler le fond de ses pensées, et l'on s'aperçut qu'il ne voulait point d'accommodement, que son maître voulait la guerre, la reine de Hongrie le trône impérial pour son époux, et que les uns et les autres désiraient également la ruine du Bavarois.

Le roi d'Angleterre abandonna bientôt le caractère de protecteur de l'Empire qu'il avait pris; un rôle d'emprunt est difficile à soutenir, on n'est jamais bien que soi-même. Il refusa avec fierté les dédommagements que divers souverains lui demandaient pour le dégât que ses troupes avaient commis dans leur pays, et refusa de même le payement des denrées et des fourrages que ces princes lui avaient livrés. Il se servit d'une expression singulière dans une pièce qu'il fit imprimer pour éluder ces bonifications; il y dit : « que c'est le moins que les princes de l'Empire » puissent faire que de défrayer l'armée de leur libérateur » et de leur sauveur; que cependant il aviserait à les payer » selon que ces États se conduiraient envers lui. » Cette hauteur acheva d'aliéner les esprits. Le monarque le plus despotique ne s'exprime pas en termes plus impérieux. Le roi agissait par intérêt; Carteret était violent; ces sortes de caractères n'emploient que rarement des expressions modérées.

Pendant que tous ces événements s'étaient passés sur le Mein, le prince de Lorraine poursuivait les Français jusqu'au bord du Rhin. Son armée était partagée en trois colonnes; tandis qu'elle s'avançait vers les frontières de l'Alsace, lui et le maréchal de Khevenhuller se rendirent à l'armée anglaise, ce qui était d'autant plus facile que M. de Noailles avait repassé le Rhin à Oppenheim. Le roi

d'Angleterre voulut établir un concert moyennant lequel les mouvements des deux armées seraient si bien compassés les uns avec les autres, qu'ils tendraient au même but, qui était, selon le projet dont on convint, de reprendre la Lorraine. A cette fin le roi d'Angleterre devait passer le Rhin à Mayence et se porter en droiture en Alsace, pour faciliter au prince de Lorraine les moyens de passer le Rhin à Bâle, de prendre la Lorraine, et ensuite de distribuer les troupes victorieuses en quartier d'hiver, tant en Bourgogne qu'en Champagne.

Ces desseins étaient vastes, l'exécution répondit mal à leur grandeur. Le roi d'Angleterre, qui ne se voyait arrêté par aucune difficulté, passa le Rhin à Mayence et se porta sur Worms. Le prince de Lorraine, moins heureux, fit passer quelques troupes dans une île du Rhin et quelques Hongrois à l'autre bord; celles-là furent repoussées avec perte, l'île du Rhin fut abandonnée, et ce prince traîna languissamment dans le Brisgau la fin d'une campagne dont les commencements avaient été si brillants. Le camp de Worms devint alors par l'inaction des troupes le centre des négociations.

Les Français se servirent de toutes sortes de voies pour tâter le terrain : ils firent des ouvertures au lord Carteret et hasardèrent quelques propos pour sonder le guet, et voir à quelles conditions on pourrait convenir de la paix. Les desseins du roi d'Angleterre allaient beaucoup au delà de tout ce que la France pouvait lui offrir avec bienséance. Le roi George, qui savait que le roi de Prusse était informé de ses pourparlers, voulut se servir de ces circonstances pour lui faire illusion. Il lui communiqua un projet de pacification, par lequel la France s'offrait d'assister la reine de Hongrie dans la conquête de la Silésie, à condition que celle-ci reconnût l'Empereur et le remît dans la paisible possession de la Bavière. Le lord Hindford se rendit en Silésie où le roi était alors, pour

lui faire cette ouverture; mais c'était d'un air si empressé, qu'au lieu de convaincre ce prince de la vérité de la chose, on lui fit soupçonner que ces propositions de la France étaient fausses et controuvées.

Les dispositions du roi d'Angleterre envers la Prusse étaient trop connues; sa mauvaise volonté se manifestait à l'égard du comte de Finck. Tout cela confirma le roi dans l'opinion que cette communication cordiale était un piége que lui tendait la politique rusée de Carteret; il répondit cependant au lord Hindford qu'il était très-sensible aux marques d'amitié que le roi d'Angleterre lui donnait dans cette occasion, mais que comptant sur la bonne foi de la reine de Hongrie, sur la sagesse du roi George et sur sa garantie même, il était sûr que ces deux puissances n'entreraient jamais dans des vues aussi opposées à leurs engagements et dont l'accomplissement serait plus difficile à effectuer qu'on ne le pensait. Le ministre anglais ne s'attendait pas à cette réponse et ne put empêcher que son mécontentement n'éclatât sur son visage. Mais quelle apparence que le roi de France eût recours à un expédient aussi ridicule pour moyenner sa paix avec l'impératrice-reine, que celui de se plonger dans une nouvelle guerre et de se rendre lui-même l'artisan de la grandeur de la maison d'Autriche, que les intérêts permanents de son royaume l'obligeaient à rabaisser? N'était-il pas plus naturel de supposer que c'était une fable inventée par le lord Carteret pour indisposer le roi de Prusse contre la France? Carteret ne pouvait-il pas raisonner ainsi : le roi de Prusse est vif, il prend feu aisément; une ouverture pareille à celle que nous lui faisons le transportera de colère; le lord Hindford en profitera en l'aigrissant au point de le faire déclarer contre la France, et en ce cas nous aurons acheté ce secours à bon marché? Il faut avouer cependant que cet avis du lord Hindford était accompagné de détails si spécieux qu'il méritait

qu'on s'en éclaircît avant que de le rejeter tout à fait. Voici ces détails.

Un certain Hertzel, émissaire de la France, était venu chez l'électeur de Mayence[1] pour insinuer à ce prince les propositions qu'il voulait faire parvenir aux Anglais. Les intrigues des Autrichiens avaient fait élire ce comte d'Ostein électeur de Mayence à la place de Schœnborn qui avait couronné Charles VII[2]. C'était une créature des Autrichiens; il était de plus soudoyé par les Anglais, auxquels il s'était vendu sans réserve. On envoya le comte de Finck à Mayence pour éclaircir ce fait, et l'on mit tout en mouvement en France pour voir s'il y aurait moyen de pénétrer la vérité : toutes ces peines furent perdues. Peut-être que Hertzel avait tenu de lui-même des propos qui donnèrent lieu à cette histoire ; c'était un abîme de mauvaise foi; il aurait fallu un nouvel OEdipe pour expliquer ce mystère.

Une négociation plus importante commençait à se lier alors. La cour de Versailles se proposait de faire entrer le roi de Sardaigne dans les intérêts de la France et de l'Espagne. Il subsistait à la vérité un traité provisionnel entre Charles-Emmanuel et Marie-Thérèse, mais conçu avec tant d'ambiguïté et en termes si généraux qu'on pouvait le rompre sans manquer de foi. La négociation des Français avançait à Turin et aurait pu se conclure, si les Français et les Espagnols n'eussent pas trop marchandé sur de petits intérêts. Le lord Carteret fut informé de ce qui se tramait à Turin. Il ne marchanda point ; ses offres, aux dépens des Autrichiens, surpassèrent celles des Français, et il l'emporta auprès du roi de Sardaigne. Par ce traité la reine de

[1] Jean-Frédéric-Charles d'Ostein, électeur de Mayence, né en 1689, mort en 1763.

[2] Ce n'est pas Lothaire-François, baron de Schœnborn, électeur de Mayence de 1695 à 1729, mais bien Philippe-Charles d'Eltz-Kempenich, qui permit que le couronnement de Charles VII se fît à Francfort par les mains de Clément-Auguste, archevêque de Cologne.

Hongrie lui cédait le Vigévanasc, le Tortonois et une partie du duché de Parme, et le roi de Sardaigne lui garantissait tout ce qu'elle possédait en Italie, s'engageant à la défendre de toutes ses forces. Ce traité fut ainsi arrangé et concluà Worm s.

La cour de Vienne était outrée des cessions que les Anglais l'obligeaient de faire sans cesse : on y envisageait les Anglais comme de plaisants garants de la Pragmatique Sanction, qui l'ébréchaient sans cesse. Le roi de Prusse jugea cette disposition favorable pour inspirer aux Autrichiens des sentiments plus pacifiques; il leur fit représenter que le rôle qu'ils jouaient en Europe ne leur était pas convenable; que si l'Empereur passait pour la marionnette de Louis XV, ils passaient eux pour être celle de George II, et que la paix était pour eux le seul moyen de se tirer de la tutelle de l'Angleterre. Ces représentations les piquèrent d'autant plus que les faits étaient véritables; mais cela n'empêcha pas que l'espoir de conquérir la Lorraine ne les entraînât à poursuivre leurs mesures.

Le roi de Prusse voulait la paix; il prêchait la modération à toutes les puissances, il tâchait d'adoucir les unes et d'arrêter les autres. C'était beaucoup que d'empêcher qu'on ne jetât de l'huile dans le feu, il se serait éteint à la fin faute d'aliment. Mais les meilleures intentions ne s'accomplissent pas toujours. Les guinées anglaises commençaient à mettre en fermentation la république de Hollande. Ceux qui étaient du parti d'Orange voulaient la guerre; les vrais républicains voulaient le maintien de la paix. La force des guinées l'emporta enfin sur l'éloquence des meilleurs citoyens, et les Provinces-Unies épousèrent les intérêts de la reine de Hongrie qui leur étaient étrangers, et les desseins de Carteret qu'ils ignoraient : ils envoyèrent[1] 20,000 hommes pour renforcer l'armée de Worms, dont 14,000 la joignirent et le reste se débanda.

[1] Août.

Le maréchal de Noailles, après avoir passé une partie de cette campagne derrière le Speyerbach, abandonna cette position pour se rapprocher de Landau et se trouver à portée de joindre le maréchal de Coigny, qui avait pris le commandement des troupes du vieux Broglie, en cas que le prince de Lorraine forçât le passage du Rhin et pénétrât en Alsace. Le roi George suivit les Français jusqu'au Speyerbach, où il termina les opérations de cette campagne, après avoir fait raser les lignes que les Français avaient fait construire sur ses bords. Il retourna à Hanovre, et les troupes prirent des quartiers dans le Brabant et dans l'évêché de Munster. George, pendant son séjour à Hanovre, maria sa fille Marie[1] avec le prince royal de Danemarck; après quoi il prit le chemin de Londres, pour y faire à son parlement, dans une harangue pompeuse, le récit de ses exploits.

Pour se convaincre du peu de suite qu'il y a dans les actions des hommes, il n'y a qu'à faire l'analyse de cette campagne. On assemble une armée sur le Mein, sans pourvoir à ses subsistances : la faim et la surprise obligent les alliés à se battre; ils sont vainqueurs des Français; ils passent le Rhin; ils vont à Worms : le Speyerbach les arrête, sans qu'ils trouvent des expédients pour en déposter les ennemis; ils avancent enfin sur le Speyerbach, que M. de Noailles leur abandonne, et ils ne reçoivent les secours des Hollandais que pour prendre des quartiers d'hiver dans le Brabant et dans la Westphalie. Rien n'est conséquent dans cette conduite; elle ressemble à l'opération d'un chimiste qui, cherchant la pierre philosophale, trouve une couleur dont il pouvait se passer. Ce n'est point dans l'intention de critiquer la conduite du roi d'Angleterre que nous faisons

[1] Le roi fait ici confusion : Marie, fille de George II, roi d'Angleterre, épousa, en 1740, Frédéric, qui fut landgrave de Hesse-Cassel en 1760. Quant au prince royal de Danemarck, Frédéric, qui fut plus tard Frédéric V, il épousa, en 1743, Louise, également fille de George II.

ces réflexions, car bien d'autres généraux en ont fait autant, mais seulement pour convaincre les lecteurs que l'espèce humaine n'est pas aussi raisonnable qu'on voudrait le persuader.

Le peu de succès qu'eurent les Autrichiens et les Anglais dans cette campagne de 1743, donna aux Français le temps de se reconnaître et de prendre quelques mesures. Ils avaient à la vérité perdu la Bavière, mais leur amour-propre était flatté d'avoir empêché leurs ennemis de passer le Rhin et de pénétrer en Alsace. Si la fortune changea souvent de parti dans cette guerre, l'intérêt ne changea pas moins la politique des souverains. Nous avons dit que le roi de Sardaigne avait signé le traité de Worms. Ce traité fut publié dans le temps même qu'il négociait encore avec la France et l'Espagne et qu'on s'attendait à Versailles à recevoir d'un jour à l'autre des nouvelles de la conclusion du traité.

Les ministres de Louis XV ne furent pas les maîtres de dissimuler leur ressentiment, et trouvant dans la conduite du roi de Sardaigne des marques de duplicité et de mépris, ils éclatèrent. Le ministre de France fut incessamment rappelé de Turin; un corps de 10,000 hommes de troupes françaises se joignit au marquis de la Mina, qui commandait sous don Philippe dans la rivière de Gênes. La Mina, pour forcer les passages du Piémont, tenta de pénétrer par Château-Dauphin, mais le roi de Sardaigne l'avait prévenu; il s'y était retranché et occupait deux forts qui sont sur des collines à droite et à gauche du passage. Les Sardes défendirent si vigoureusement cette gorge, que les Français et les Espagnols, repoussés de tous côtés, se retirèrent en Dauphiné, après avoir perdu 6,000 hommes dans cette expédition infructueuse. La facilité qu'eut la cour de Vienne à faire entrer le roi de Sardaigne dans son alliance, lui persuada qu'elle pourrait se procurer un avantage semblable en Russie, pour fortifier par son assistance ce qu'elle

appelait la bonne cause. La France le sut, et renvoya le marquis de la Chétardie à Pétersbourg pour s'opposer aux desseins de ses ennemis. Cet envoyé, qui par son adresse avait placé Élisabeth sur le trône, compta de recevoir dans sa mission des marques de reconnaissance de cette cour; il n'en emporta que des témoignages d'ingratitude.

Ce pays était en grande fermentation. Tant de souverains déposés avaient indisposé ceux des grands qui avaient tenu à leur fortune; il ne manquait qu'un chef à la rébellion pour la faire éclater. Les puissances qui voulaient à toute force des secours de la Russie et qui ne pouvaient les obtenir, profitèrent de ces germes de mécontentement qui commençaient à fermenter, pour tramer contre l'impératrice une conspiration qui, par bonheur pour cette princesse, fut découverte. Pour développer cette dangereuse intrigue, il faut se rappeler que la cour de Vienne avait vu avec chagrin la catastrophe qui perdit le prince Antoine de Brunswic et son épouse: c'était assez que la France eût travaillé à cette révolution pour la rendre odieuse, d'autant plus qu'il était à présumer que l'impératrice Élisabeth n'oublierait pas le service que la France lui avait rendu et marquerait plus de prédilection pour cette puissance que pour l'Autriche, surtout à cause de la proche parenté de la reine de Hongrie avec la famille détrônée.

Cette supposition était suffisante pour que le ministre de Vienne se crût en droit de tout entreprendre pour travailler à la ruine de l'impératrice de Russie. Le marquis de Botta Adorno, envoyé de la reine de Hongrie à Pétersbourg, avait des instructions secrètes pour ourdir cette trame: il était dans cette cour comme un levain qui aigrissait les esprits de ceux qu'il fréquentait; il excita des femmes et s'associa avec des personnes de tout rang et de tout caractère: il ajouta la calomnie à la trahison, en assurant de la protection du roi de Prusse ceux qui travailleraient pour son beau-frère et pour son neveu le jeune Empereur détrôné.

L'intention du marquis de Botta en se servant du nom du roi dans cette intrigue était de brouiller ce prince avec la Russie, en cas que la conjuration fût découverte. Elle le fut effectivement ; mais le knout apprit à l'impératrice de Russie que Botta en était l'auteur. La chose se découvrit par un Russe étourdi et plein de vin, qui tint quelques propos séditieux dans un des cafés de Pétersbourg. Il fut arrêté par la police : lui et ceux de ses complices qu'on arrêta, avouèrent tout par la crainte des tourments. On arrêta quarante personnes à Moscou, dont la déposition fut semblable à celle des premiers. La comtesse[1] Bestuchew eut la langue coupée, la femme d'un Bestuchew, frère du ministre, fut reléguée en Sibérie, et un grand nombre de personnes durent les jours infortunés qu'elles passèrent dans la suite, aux séductions du marquis de Botta. Ce ministre avait eu la précaution de se faire relever par un nouveau ministre avant que la conjuration éclatât, pour ne point exposer sa personne et son caractère, au cas que les choses ne réussissent point. Il était accrédité à la cour de Berlin lorsque la conjuration se découvrit. Le roi, ayant appris ce qui se passait en Russie, lui fit défendre la cour, et il se joignit à l'impératrice de Russie pour en demander satisfaction à la reine de Hongrie, parce que Botta avait également offensé l'impératrice et le roi de Prusse.

Ce qu'il y avait d'odieux dans la conduite de Botta rejaillit en partie sur sa cour. Si les Français donnèrent l'exemple d'une semblable entreprise, les Autrichiens ne devaient pas les imiter. Que deviendrait la sûreté publique et celle des rois mêmes, si l'on ouvrait la porte aux rébellions, aux empoisonnements, aux assassinats? Quelle jurisprudence peut autoriser de telles entreprises? La politique

[1] [Jagusinski.] La dernière édition de Berlin, qui donne cette variante de nom, porte en note que cette dame, née Golowken et mariée en premières noces au comte Jagusinski, se remaria le 27 mai 1743 avec Michel Riumin, comte de Bestuchew.

n'a-t-elle pas des voies honnêtes dont elle peut se servir, et faut-il perdre tous les sentiments de probité et d'honneur pour des vues d'intérêt qui même sont trompeuses? Il est fâcheux que dans ce dix-huitième siècle, plus humain, plus éclairé que ceux qui l'ont précédé, la France et l'Autriche aient de semblables reproches à se faire.

La reine de Hongrie n'avoua ni ne désavoua son ministre. Cette fausse démarche de la cour de Vienne pouvait fournir à celle de Berlin les moyens de s'unir plus étroitement avec celle de Pétersbourg. Le roi en écrivit à M. de Mardefeld, son ministre auprès de l'impératrice. Cet habile négociateur essaya de donner plus d'étendue au traité qui subsistait entre les deux puissances. Après bien des longueurs, il ne put obtenir qu'une garantie assez vague des États prussiens, conçue en termes si ambigus, qu'il ne valait pas la peine de l'avoir. Quoique ce traité n'eût aucune force, il pouvait en imposer aux cours mal intentionnées à l'égard de la Prusse: pour faire illusion, un strass vaut un diamant. C'était le comte Bestuchew qui dissuadait l'impératrice de conclure une alliance plus intime avec le roi de Prusse. M. de la Chétardie, mécontent de ce ministre, travaillait à le déplacer; M. de Mardefeld fut autorisé à le seconder: l'expérience de Mardefeld ne put rien contre l'étoile de Bestuchew. Nous nous réservons à parler plus amplement dans la suite de cet ouvrage de toutes les intrigues des ministres à la cour de Russie.

Les cours étrangères intriguaient également à Berlin. Les Anglais ne quittaient pas leur projet d'engager insensiblement le roi dans la guerre qu'ils faisaient à la France; et les Français désiraient qu'il vînt à leur secours et les assistât par quelque diversion. Sur ces entrefaites, Voltaire arriva à Berlin. Comme il avait quelques protecteurs à Versailles, il crut que cela suffisait pour se donner les airs de négociateur. Son imagination brillante s'élançait sans retenue dans le vaste champ de la politique. Il n'avait

point de lettre de créance, et sa mission devint un jeu, une simple plaisanterie.

Dans cette paix dont jouissait la Prusse, deux objets intéressants lui étaient toujours présents, le soutien de l'Empereur, et la paix générale. Pour ce qui regardait l'Empereur, comme la France l'avait abandonné, le seul moyen qu'il y eût pour le soutenir était de former, comme nous l'avons dit, une ligue des princes de l'Allemagne, qui levassent l'étendard pour secourir le chef de l'Empire germanique. On avait déjà essayé d'inspirer ces sentiments aux souverains de l'Allemagne, mais en vain. Le roi, pour essayer par de nouveaux efforts s'il ne pourrait pas les déterminer à ce que leur intérêt et la gloire demandaient d'eux, entreprit lui-même de s'aboucher avec quelques-uns d'entre eux. Sous prétexte de rendre visite aux margraves de Bareuth[1] et d'Anspach[2] ses sœurs, il se rendit dans l'Empire; il poussa même jusqu'à Hohen-OEttingen, feignant la curiosité de voir les débris de l'armée bavaroise; mais dans le fond pour délibérer avec le maréchal de Seckendorff sur les ressorts qu'on pourrait mettre en jeu pour assister l'Empereur.

Toutes les tentatives, toutes les représentations, toutes les raisons furent inutiles. Les enthousiastes de la maison d'Autriche se seraient sacrifiés pour elle, et ceux qui étaient attachés à l'Empereur étaient si intimidés par tant de revers qui accablaient ce prince, qu'ils croyaient perdre leurs États au moment même où ils se résoudraient à le secourir. La duchesse douairière de Wurtemberg[3] se trouvait alors à Bareuth; elle désira que le roi lui rendît ses

[1] Frédérique-Sophie-Wilhelmine, née en 1709, mariée à Frédéric, margrave de Bayreuth, morte en 1758.

[2] Frédérique-Louise, née en 1714, morte en 1784, mariée à Charles-Guillaume-Frédéric, margrave de Brandebourg-Anspach.

[3] Marie-Auguste, fille d'Anselme-Frédéric, prince de la Tour et Taxis, mariée en 1727 avec Charles-Alexandre, duc de Wurtemberg, et morte en 1756.

fils [1], dont elle lui avait confié l'éducation. Le roi jugea qu'il serait plus décent que ces princes partissent sous de plus favorables auspices; pour cet effet, il obtint de l'Empereur une dispense d'âge avant le terme ordinaire. C'était un moyen d'attacher ce jeune prince aux intérêts de la France et de la Bavière.

En pensant à la politique, le roi ne négligeait pas le gouvernement intérieur de ses États. Les fortifications de la Silésie avançaient à vue d'œil. On fit le grand canal de Plauen pour abréger la communication de l'Elbe à l'Oder. On avait creusé le port de Stettin et rendu navigable le canal de la Swine. Des manufactures de soie s'élevèrent; l'insecte qui produit cette matière précieuse devint une source nouvelle de richesses pour les habitants de la campagne, et l'on ouvrit toutes les portes à l'industrie. L'académie des sciences fut renouvelée; les Euler [2], les Lieberkuhn, les Pott [3], les Margraf [4], en devinrent les ornements. M. de Maupertuis, si célèbre par ses connaissances et par son voyage de Laponie, devint le président de cette compagnie. Ainsi finit l'année 1743.

Toute l'Europe était en guerre, toute le monde intriguait. Les cabinets des princes agissaient avec plus d'activité que les armées. La guerre avait changé de cause. Il ne s'agissait au commencement que du soutien de la maison d'Autriche, et alors, que de ses projets de con-

[1] Les fils du duc et de la duchesse de Wurtemberg étaient : 1° Charles-Eugène, né en 1728, duc de Wurtemberg en 1737, déclaré majeur en 1744, mort en 1793; 2° Louis-Eugène, né en 1731, duc de Wurtemberg en 1793, mort en 1795; 3° Frédéric-Eugène, né en 1732, duc de Wurtemberg en 1795, mort en 1797, etc.

[2] Léonard Euler, né à Bâle en 1707, mort à Saint-Pétersbourg en 1785, séjourna vingt-cinq ans à Berlin.

[3] Jean-Henri Pott, célèbre chimiste allemand, auteur des *Observationes circa sal*, Berlin, 1739 et 1741, 2 vol. in-4°.

[4] André-Sigismond Margraaf, né à Berlin en 1709, inventeur du *manganèse*, directeur de l'Académie de Berlin, membre de l'Académie des sciences de Paris; mort en 1782.

quête. L'Angleterre commençait à gagner un ascendant dans la balance des pouvoirs, qui ne pronostiquait que des malheurs à la France; la fermeté de l'impératrice-reine dégénérait en opiniâtreté, et la générosité apparente du roi d'Angleterre en vil intérêt pour son électorat. Mais la Russie demeurait encore en paix. Le roi de Prusse, toujours occupé à tenir en équilibre les puissances belligérantes, se flattait d'y parvenir, soit par des insinuations amicales, soit par des déclarations plus fortes, soit même par quelque ostentation. Mais que sont les projets des hommes! L'avenir leur est caché; ils ignorent ce qui doit arriver le lendemain, comment pourraient-ils prévoir les événements que l'enchaînement des causes secondes amènera dans six mois? Les conjonctures les forcent souvent d'agir malgré leur volonté. Dans ce flux et reflux de la fortune, la prudence ne peut que s'y prêter, agir conséquemment, ne point perdre son système de vue, mais jamais elle ne pourra tout prévoir.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Des négociations de l'année 1744 et de tout ce qui précéda la guerre que la Prusse entreprit contre la maison d'Autriche.

Les affaires de l'Empire s'embrouillaient de plus en plus. Les succès des Autrichiens faisaient éclater leur ambition. Il n'était plus douteux qu'ils ne voulussent détrôner l'Empereur; le roi d'Angleterre travaillait sourdement au même but. La faiblesse de Charles VII et l'énormité des prétentions de la reine de Hongrie avertissaient surtout les princes amoureux de leur liberté, qu'ils ne seraient pas longtemps spectateurs d'une guerre où leur intérêt et leur gloire exigeaient de ne pas laisser prendre le dessus aux anciens ennemis de la liberté germanique. A ces con-

sidérations générales il s'en joignait de plus fortes pour le roi de Prusse. Ni la reine de Hongrie, ni le roi d'Angleterre ne savaient assez bien dissimuler leur mauvaise volonté; elle se manifestait en toute rencontre.

Marie-Thérèse se plaignant au roi George des cessions qu'il l'obligeait de faire, surtout de celle de la Silésie, George lui répondit : » Madame, ce qui est bon à prendre » est bon à rendre. » Cette anecdote est certaine, et l'auteur a vu la copie de cette lettre. Enfin l'on savait que l'Angleterre et l'Autriche se proposaient de forcer la France à faire sa paix, de manière que la garantie de la Silésie n'y fût pas insérée. Qu'on ajoute à ces choses la conduite du marquis de Botta à Pétersbourg, et il paraîtra clair que le roi de Prusse n'avait pas tort d'être sur ses gardes et de se préparer même à la guerre, si la nécessité la rendait [indispensable]. Comme le roi s'était toujours défié des ennemis avec lesquels il avait fait la paix, il avait eu une attention particulière à se préparer à tout événement. Une bonne économie avait en quelque manière réparé les brèches de la dernière guerre, et l'on avait amassé des sommes qui pouvaient suffire, en les employant avec prudence aux frais de deux campagnes. A la vérité les forteresses étaient plutôt ébauchées qu'en état de défense; mais les augmentations dans l'armée étaient achevées, les munitions de guerre et de bouche amassées pour une campagne. En un mot, l'acquisition de la Silésie ayant donné de nouvelles forces à l'État, la Prusse était capable d'exécuter avec vigueur les desseins de celui qui la gouvernait. Il restait à prendre des mesures pour ne rien appréhender de ses voisins, surtout pour se conserver le dos libre, si l'on se proposait d'agir d'un autre côté.

De tous les voisins de la Prusse, l'empire de Russie mérite le plus d'attention, comme le plus dangereux : il est puissant, et il est voisin. [Ceux qui à l'avenir gouverneront la Prusse seront également dans la nécessité de cultiver l'amitié de

ces barbares.] Le roi appréhendait moins le nombre de ses troupes que cet essaim de Cosaques et de Tartares qui brûlent les contrées, tuent les habitants ou les emmènent en esclavage; ils font la ruine des États qu'ils inondent. D'ailleurs à d'autres ennemis on peut rendre le mal pour le mal, ce qui devient impossible à l'égard de la Russie, à moins d'avoir une flotte considérable pour protéger et nourrir l'armée qui dirigerait ses opérations sur Pétersbourg même. Dans la vue de se concilier l'amitié de la Russie, le roi mit tout en œuvre pour y parvenir; il poussa même ses négociations jusqu'en Suède. L'impératrice Élisabeth se proposait alors de marier le grand-duc son neveu, afin de s'assurer d'une lignée. Quoique son choix ne fût pas fixé, son penchant la portait à donner la préférence à la princesse Ulrique, sœur du roi [1]. La cour de Saxe avait dessein de donner la princesse Marianne [2], seconde fille d'Auguste, au grand-duc pour gagner du crédit à la faveur de cette alliance auprès de l'impératrice.

Le ministre de Russie, dont la vénalité aurait mis sa maîtresse à l'enchère, s'il avait trouvé quelqu'un d'assez riche pour la lui payer, vendit aux Saxons un contrat de mariage précoce. Le roi de Pologne le paya et n'eut que des paroles pour son argent. Rien n'était plus contraire au bien de l'État de la Prusse que de souffrir qu'il se formât une alliance entre la Saxe et la Russie, et rien n'aurait paru plus dénaturé que de sacrifier une princesse du sang royal pour débusquer la saxonne.

On eut recours à un autre expédient. De toutes les princesses de l'Allemagne en âge de se marier, aucune ne convenait mieux à la Russie et aux intérêts prussiens que

[1] Louise-Ulrique; elle épousa, comme on peut le voir plus loin, Adolphe-Frédéric, devenu roi de Suède, en 1751, sous le nom d'Adolphe-Frédéric II.

[2] Marie-Anne de Saxe épousa, en 1747, Maximilien-Joseph, électeur de Bavière.

la princesse de Zerbst [1]. Son père [2] était maréchal des armées du roi, et sa mère princesse de Holstein [3], sœur du prince successeur au trône de Suède et tante du grand-duc de Russie. Nous n'entrons pas dans les détails minutieux de cette négociation; il suffit de savoir qu'il fallut employer plus de peine pour lui faire prendre de la consistance que s'il se fût agi de la chose du monde la plus importante. Le père de la princesse même y répugnait : luthérien comme on l'était du temps de la réforme, il ne voulut consentir à voir sa fille se faire schismatique qu'après qu'un prêtre plus traitable lui eut démontré que la religion grecque était à peu près la même que la luthérienne. En Russie, M. de Mardefeld cacha si bien au chancelier Bestuchew les ressorts qu'il mettait en jeu, que la princesse de Zerbst arriva à Pétersbourg au grand étonnement de l'Europe, et que l'impératrice la reçut à Moscow avec de sensibles marques de satisfaction et d'amitié.

Tout n'était pas aplani, il restait encore une difficulté à vaincre; c'était que les jeunes promis étaient parents au degré de cousinage. Pour lever cet empêchement [on répandit de l'argent; c'était la bride des controverses dans tous les pays], on gagna les popes et les évêques, qui décidèrent que ce mariage était très-conforme aux lois de l'Église grecque. Le baron de Mardefeld, non content de ce premier succès, entreprit de transférer la prison de la famille malheureuse, de Riga dans quelque autre lieu de la Russie, et il y réussit. La sûreté de l'impératrice demandait qu'elle éloignât du voisinage de Pétersbourg ces personnes, qu'une révolution avait fait descendre du trône, et qu'une

[1] Sophie-Auguste-Frédérique, plus tard impératrice de Russie sous le nom de Catherine II. Voy. *Guerre de sept ans*.

[2] Christian-Auguste, né en 1690, devint prince d'Anhalt-Zerbst en 1742; il mourut en 1747; il était général major des troupes de Prusse et décoré du collier de l'Aigle noir.

[3] Jeanne-Élisabeth, fille d'Auguste, duc de Schleswig-Holstein et évêque de Lubeck; elle mourut à Paris en 1760, à l'âge de 48 ans.

autre révolution pouvait y replacer. On les mena au delà d'Archangel, dans un lieu si barbare, que le nom même en est inconnu. Dans le temps que nous écrivons ces mémoires, le prince Antoine-Ulric de Brunswic s'y trouve encore.

M. de Mardefeld et le marquis de la Chétardie, qui se crurent forts après l'arrivée de la princesse de Zerbst, voulurent couronner l'œuvre en faisant renvoyer le grand chancelier Bestuchew, ennemi de la France par caprice et attaché à l'Angleterre. C'était un homme sans génie, peu habile dans les affaires, fier par ignorance, faux par caractère, [fourbe et] double même avec ceux qui l'avaient acheté. Les intrigues de ces ministres eurent assez d'influence pour séparer les deux frères. Le grand maréchal Bestuchew fut envoyé à Berlin en qualité de ministre plénipotentiaire de la Russie; mais le chancelier, trop bien ancré à la cour, se soutint contre tous les assauts qu'on lui donna. M. de Mardefeld fut assez habile pour ne point paraître mêlé dans ces intrigues. M. de la Chétardie, moins prévoyant, s'y montra à découvert. Dès lors, sans que la cour eût d'égard pour son caractère ni pour les services qu'il avait rendus, on l'obligea de quitter la Russie avec précipitation, et d'une manière peu honorable.

Après que l'impératrice se fut déterminée au choix de la princesse de Zerbst pour le mariage du grand-duc, on eut moins de peine à la faire consentir à celui de la princesse de Prusse Ulrique avec le nouveau prince royal de Suède. C'était sur ces deux alliances que la Prusse fondait sa sûreté. Une princesse de Prusse près du trône de Suède ne pouvait être l'ennemie du roi son frère, et une grande-duchesse de Russie, élevée et nourrie dans les terres prussiennes, devant au roi sa fortune, ne pouvait le desservir sans ingratitude. Quoiqu'on ne pût alors rendre l'alliance de la Russie plus solide, ni remplacer le chancelier Bestuchew par un ministre mieux intentionné, on eut recours à

d'autres moyens pour ouvrir un cœur à portes de fer : ce fut là la rhétorique dont M. de Mardefeld se servit jusqu'à l'année 1745 pour tempérer la mauvaise volonté d'un homme aussi mal disposé.

Tous ces faits que nous venons de détailler montrent bien que le roi de Prusse n'avait pas parfaitement réussi dans ses intrigues, et que ce qu'il put obtenir de la Russie ne répondait pas entièrement à ses espérances. C'était toujours beaucoup que d'avoir assoupi pour un temps la mauvaise volonté d'une puissance aussi dangereuse, et qui gagne du temps a tout gagné. On fit encore un essai pour une association des princes de l'Empire. On pouvait compter sur le landgrave de Hesse, sur le duc de Wurtemberg, sur l'électeur de Cologne et l'électeur Palatin; on avait ébranlé l'évêque de Bamberg [1] : mais il fallait acheter leur assistance; point d'argent, point de prince d'Allemagne. La France ne voulut point consentir aux subsides qu'il lui en eût coûté, et la chose manqua une troisième fois. Il aurait été à souhaiter qu'on eût pu s'entendre avec la cour de Saxe; mais on y rencontra plus d'obstacles que partout ailleurs.

Le roi de Pologne était mécontent de ce que la paix de Breslau ne l'avait pas mis en possession de la Moravie; il croyait conquérir des provinces à coups de plume. Il était jaloux de ce que la maison de Brandebourg avait acquis la Silésie et de ce qu'il n'avait rien gagné à cette guerre : il croyait ses prétentions sur la succession de Charles VI les mieux fondées : il enviait la couronne impériale à l'électeur de Bavière et détestait les Français, qu'il accusait de l'avoir trompé. Des dispositions aussi favorables n'échappèrent pas à la cour de Vienne. Ce négociateur féminin, la vieille demoiselle Kling, était toujours à Dresde; elle ménagea si bien l'esprit du roi, de la reine, du comte de Bruhl et du confesseur, qu'elle les amena à

[1] Frédéric-Charles de Schœnborn, évêque de Bamberg de 1729 à 1746.

la résolution de s'allier avec la reine de Hongrie. [Le roi d'Angleterre acheva d'affermir le comte de Bruhl dans cette résolution en lui faisant présent d'une terre de la valeur de quatre-vingt mille écus, située dans le comté de Mansfeld.] Bientôt la négociation ne rencontra plus d'obstacles.

On conclut une alliance défensive entre l'Autriche, l'Angleterre et la Saxe, dont les articles secrets furent signés à Varsovie. Les parties contractantes se gardèrent bien de les publier. Cela n'empêcha pas que le roi de Prusse ne s'en procurât une copie ; et comme ce traité fut une des causes principales de la guerre que le roi déclara dans la suite à la reine de Hongrie, il sera nécessaire que nous en rapportions quelques articles qui justifieront aux yeux de la postérité la guerre qu'elles produisirent.

Art. II. « Pour cet effet, les alliés s'engagent derechef à » une garantie tout expresse de tous royaumes, États, pays » et domaines qu'ils possèdent actuellement *ou doivent pos-* » *séder en vertu du traité d'alliance fait à Turin en* 1703, » des traités de paix d'Utrecht et de Bréda, du traité de paix » et d'alliance communément appelé la quadruple alliance, » du traité de pacification et d'alliance conclu à Vienne le » 10 mars 1731, de l'acte de garantie donné en conséquence » et passé en loi de l'Empire le 11 février 1732, de l'acte » d'accession signé pareillement en conséquence à la Haye » le 20 février 1732, du traité de paix signé à Vienne le » 18 novembre 1738, de l'accession qui y a été faite et » signée à Versailles le 3 février 1739 ; tous lesquels traités » sont pleinement rappelés et confirmés ici, autant qu'ils » peuvent concerner les alliés, et qu'ils n'y ont pas dérogé » spécialement par le présent traité. »

Quiconque lit cet article avec impartialité doit y trouver le germe d'une alliance offensive préparée contre le roi de Prusse. La reine de Hongrie se fait garantir des États qu'elle possédait du temps de ces traités allégués et qu'elle a perdus par la suite. Si cette princesse et le roi d'Angle-

terre avaient agi de bonne foi, ne devaient-ils pas rappeler également dans cette alliance le traité de Breslau? Si nous dépouillons cet article du style énigmatique dont il est enveloppé, on y voit une garantie formelle des États que l'impératrice-reine doit posséder conformément à la Pragmatique Sanction, et par conséquent de la Silésie. Mais l'article XIII de ce traité de Worms, auquel le roi de Pologne avait accédé, explique même les moyens dont la cour de Vienne se servira pour récupérer ses provinces perdues; le voici :

Art. XIII. « Et aussitôt que l'Italie sera délivrée d'ennemis et hors de dangers apparents d'être envahie derechef, non-seulement Sa Majesté la reine de Hongrie pourra en retirer une partie de ses troupes, mais si elle le demande, le roi de Sardaigne lui fournira ses propres troupes pour les employer à la sûreté des États de Sa Majesté la reine en Lombardie, afin qu'elle puisse se servir d'un plus grand nombre des siennes *en Allemagne;* tout comme à la réquisition du roi de Sardaigne, la reine de Hongrie fera passer ses troupes dans les États dudit roi, s'il le fallait pour en défendre les passages qu'une armée ennemie entreprendrait de forcer, et pour délivrer d'ennemis tous les États du roi de Sardaigne et les mettre hors de danger d'être envahis derechef. »

Voilà donc la reine de Hongrie qui veut retirer ses troupes d'Italie pour les employer en Allemagne. Contre qui sera-ce? Contre la Saxe? elle a fait une alliance avec le roi, électeur de ce pays. Contre la Bavière? elle a si bien humilié l'Empereur, qu'elle possède son patrimoine. Ce ne peut donc être que contre le roi de Prusse qu'elle médite une nouvelle guerre. Le roi d'Angleterre, selon les engagements qu'il avait pris par le traité de Breslau, devait communiquer fidèlement à celui de Prusse tous les traités qu'il ferait. Il se garda bien de rien dire de celui-ci. La raison en était claire.

Ce qui s'était forgé à Worms et ce qui fut ratifié à Turin et à Varsovie renversait tout ce que le roi d'Angleterre même avait stipulé par le traité de Breslau. Ces nouvelles alliances furent communiquées aux États généraux, et ce fut de la Haye qu'on apprit ce qui en faisait la teneur. Selon les règles de la saine politique, les cours de Vienne et de Londres n'auraient pas dû démasquer si vite leurs desseins. Ces cours avaient encore les armes à la main et combattaient contre la France et l'Espagne, de la Lombardie au Rhin et même en Flandre. Ne pouvait-on pas prévoir, à moins que le roi de Prusse ne fût devenu entièrement stupide, qu'il n'attendrait pas de sang-froid qu'on prît des mesures pour l'accabler, et que plutôt il ferait les derniers efforts pour prévenir les desseins de ses ennemis? Il est évident que la Prusse ne trouvait plus de sûreté dans la paix de Breslau; il fallait donc en chercher ailleurs.

La situation était critique. Il fallait, ou que le roi s'abandonnât au hasard des événements, ou qu'il prît un parti violent, sujet aux plus grandes vicissitudes. Les ministres représentaient à ce prince, que quiconque se trouve bien ne doit pas se mouvoir; que c'est une mauvaise assertion en politique de faire la guerre pour l'éviter, et qu'il fallait tout attendre du bénéfice du temps. Le roi leur répondait que leur timidité les aveuglait; que c'était une grande imprudence de ne pas prévenir à temps un malheur, quand on a les moyens de s'en garantir : qu'il sentait qu'en faisant la guerre il exposait sa noblesse, ses sujets, son État et sa personne à des hasards inévitables; mais que cette crise demandait une décision, et qu'en pareil cas le plus mauvais parti était celui de n'en prendre aucun.

Pour voir d'un coup d'œil les raisons que le roi crut avoir de déclarer la guerre à la reine de Hongrie et les raisons que lui opposaient ses ministres, nous ferons usage

d'un mémoire qu'il leur envoya écrit de sa main, dont voici la copie :

« Pour prendre un parti judicieux, il ne faut point se » précipiter. J'ai mûrement réfléchi sur la situation où » nous nous trouvons, et voici les remarques que je fais » sur la conduite de mes ennemis, en la résumant pour » mieux constater leurs desseins.

» 1° Pourquoi par la paix de Breslau la reine de Hongrie » s'est-elle si obstinément opiniâtrée à se réserver les hau- » tes montagnes de la haute Silésie, qui sont d'un si mo- » dique rapport? Certainement l'intérêt n'y a aucune part. » J'y découvre un autre dessein ; c'est de se conserver, » par la possession de ces montagnes, des chemins avan- » tageux pour s'en assurer l'entrée lorsqu'elle le jugera à » propos.

» 2° Quelle raison a obligé les Autrichiens et les Anglais » à s'opposer sous main à la garantie du traité de Breslau » que Mardefeld négociait à Pétersbourg, si ce n'est que » cette garantie empêchait ces puissances de rompre le » traité? Vous répondez que la politique des Anglais est » simple ; qu'ils veulent m'isoler, afin que n'ayant d'autre » garantie que la leur, je dépende uniquement d'eux. J'ose » demander à Messieurs les ministres si, supposant aux » Anglais l'une ou l'autre de ces intentions, elles nous sont » favorables ou désavantageuses?

» 3° Pourquoi le lord Carteret ne se hâte-t-il pas de ter- » miner les petits différends au sujet de quelques frontières » litigieuses entre le pays de Minden et celui de Hanovre, » pour un péage des Hanovriens sur l'Elbe, enfin pour les » bailliages qui nous sont hypothéqués dans le Mecklen- » bourg? C'est qu'il ne se soucie point du tout d'établir » une bonne harmonie entre nos deux cours. Le comte de » Podewils suppose que la maison de Hanovre a autant » d'intérêt que celle de Brandebourg à terminer ces diffé- » rends. Pourquoi donc ne le fait-elle pas? Mais le roi

» d'Angleterre voudrait envahir le Mecklenbourg, Paderborn, Osnabruck et l'évêché de Hildesheim, et il voit » que ces vues d'agrandissement sont incompatibles avec » une étroite liaison entre la Prusse et l'Angleterre.

» 4° Peut-on compter sur les promesses d'un prince qui » manque à ses engagements? Le roi d'Angleterre promit, » lorsqu'il assembla l'année 1743 son armée sur le Rhin, » de ne rien entreprendre, ni contre les États héréditaires » de l'Empereur, ni contre sa dignité; et à présent, conjointement avec la reine de Hongrie, il prend des mesures pour le forcer à l'abdication.

» 5° Rappelez-vous les intrigues du marquis de Botta à » la cour de Pétersbourg; ne tendaient-elles pas à remettre la famille exilée sur le trône? Pourquoi? Parce qu'il » savait que l'impératrice Élisabeth était dans nos intérêts, » et qu'il s'attendait que le prince Antoine devant le rétablissement de sa famille à la cour de Vienne, il lui serait » à jamais dévoué et partagerait sa haine pour tout ce qui » est prussien. De plus, à quel dessein fit-il usage de mon » nom dans cette abominable conjuration, si ce n'était » pour me brouiller avec l'impératrice, au cas que sa » trame fût découverte? C'était, dites-vous, par un effet » de la tendresse que la reine de Hongrie a pour ses parents. Hélas! trouvez-moi de grands princes qui respectent les liens du sang.

» 6° Vous croyez qu'on ne doit pas mépriser la garantie » du traité de Breslau qu'a donnée le roi d'Angleterre. Et » je vous réponds que toutes les garanties sont comme des » ouvrages de filigrane, plus propres à satisfaire les yeux » qu'à être de quelque utilité.

» 7° Mais je veux bien vous abandonner tout ce que je » viens de vous marquer. Vous sera-t-il possible de donner » une bonne interprétation au traité de Worms et à celui » de Varsovie? Le langage des ministres autrichiens est » que ce traité n'a pour objet que l'Italie. Lisez les deux

» articles que j'ai cités, et vous verrez clairement qu'ils re-
» gardent en général l'Allemagne, et qu'en particulier ces
» articles m'ont directement en vue.

» 8° Cette alliance avec la Saxe est encore moins inno-
» cente; elle livre aux Autrichiens un passage et des se-
» cours pour m'attaquer dans mes propres foyers. Vous
» soutenez que cette alliance ne s'est faite que pour pro-
» curer des présents réciproques aux ministres qui sont à la
» tête des affaires dans les deux cours. En vérité, je ne
» m'y attendais pas; il faut avouer que vous avez l'esprit
» transcendant.

» 9° Voici une autre question : Attendra-t-on que la reine
» de Hongrie soit délivrée de tous ses embarras, qu'elle
» ait la paix avec les Français, qu'elle force l'Empereur à
» l'abdication? Attendra-t-on, dis-je, qu'elle puisse se ser-
» vir de toutes ses forces, de celles des Saxons et de l'ar-
» gent de l'Angleterre, pour nous attaquer avec tous ces
» avantages au moment que nous serons dépourvus d'alliés,
» et que nous n'aurons d'autres ressources que celles de
» nos propres forces? Vous soutenez que la reine de Hon-
» grie ne terminera pas cette guerre dans une seule cam-
» pagne, que ses pays sont ruinés, ses revenus arriérés de
» dix ans, et qu'elle ne sentira son épuisement qu'après la
» paix. Je réponds que tout le monde ne convient pas que
» ses finances soient aussi épuisées que vous le supposez.
» De vastes États lui fournissent de grandes ressources.

» Qu'on se souvienne qu'à la fin de la guerre de Suc-
» cession, guerre qui avait englouti des trésors, l'empe-
» reur Charles VI soutint encore toute une campagne
» contre les Français sans subsides étrangers, lorsque la
» reine Anne fit la paix d'Utrecht séparément. Faut-il at-
» tendre qu'Annibal soit aux portes pour se déclarer contre
» lui? Qu'on se souvienne qu'en l'année 1733 le comte
» Zintzendorff pariait que les Français ne passeraient pas
» le Rhin, pendant qu'ils bombardaient et prenaient Kehl.

» La sécurité ajoute que lorsque le feu roi acquit la Poméranie ultérieure, tout le monde crut que la Suède ferait revivre tôt ou tard ses droits sur cette province, et cependant cela n'arriva pas. Cette comparaison est fausse, et ce raisonnement tombe de lui-même. Comment mettre en parallèle un royaume ruiné, épuisé et démembré comme la Suède, avec la puissante maison d'Autriche, qui, loin d'avoir fait des pertes, médite actuellement des conquêtes?

» Les partisans outrés de la reine de Hongrie soutiennent qu'il n'y a point d'exemple que la maison d'Autriche ait commencé une guerre pour récupérer des provinces perdues. Il ne faut citer de tels faits qu'à des ignorants. Cette maison n'a-t-elle pas voulu reconquérir la Suisse? Combien de guerres n'a-t-elle pas faites pour rendre la Hongrie héréditaire? Et quelle était cette guerre entreprise par Ferdinand II pour chasser Frédéric V, électeur palatin, de la Bohême, dont il avait été élu roi par les vœux des peuples? Ne fut-ce pas une guerre sanglante que la maison d'Autriche fit à Bethlem Gabor pour lui ravir la Transylvanie? Enfin qu'est-ce qui excite à présent la reine de Hongrie à presser les Français avec tant d'ardeur, si ce n'est l'espérance de reconquérir l'Alsace, la Lorraine, et de détrôner l'Empereur? Raisonnait-on bien à Vienne quand on y disait : il est impossible que le roi de Prusse nous attaque, car aucun de ses aïeux ne nous a fait la guerre? Ne nous trompons point : les exemples du passé, fussent-ils même vrais, ne prouvent rien pour l'avenir. Cette assertion-ci est plus sûre : tout ce qui est possible peut arriver.

» 10° Pour fortifier tous ces arguments par des preuves plus palpables, je n'ai qu'à vous rappeler un propos que M. de Molé, général autrichien passant par Berlin, tint à M. de Schmettau : Ma cour n'est pas assez mal avisée pour attaquer la Silésie; nous sommes alliés avec la cour

» de Dresde; le chemin de la Lusace mène à Berlin le plus
» directement; c'est là où il nous convient de faire la paix.
» Vous direz que Molé parlait au hasard. Mais voyez ce
» qui confirme que le dessein de faire la paix à Berlin était
» celui de la cour de Vienne. Le prince Louis de Brunswic
» avait entendu parler de ce même plan à la reine de Hon-
» grie, au service de laquelle il était; il en avait fait con-
» fidence à son frère le duc régnant, et celui-là me l'avait
» communiqué. Un aveu de la bouche de l'ennemi tient
» lieu d'une démonstration. Je conclus que nous n'avons
» rien à gagner en attendant, mais tout à perdre; qu'il
» faut donc faire la guerre, et qu'il vaut mieux, s'il le faut,
» périr avec honneur que de se laisser accabler avec honte
» quand on ne peut plus se défendre. »

Cependant le roi ne se précipita point. Le temps n'était pas encore venu d'éclater; il attendait des conjonctures favorables pour le faire avec tout l'avantage possible. Dans ce temps-là l'Empereur, croyant ses affaires désespérées, envoya le comte de Seckendorff à Berlin pour engager le roi de Prusse à le soutenir. Seckendorff se croyait assez fort pour obliger la Saxe à changer de parti. Il assura que les Français agiraient avec vigueur, que leurs intentions étaient sincères; il pressa beaucoup le roi de se déclarer; l'heure n'en était pas encore venue, et il lui fit la réponse contenue dans ces points :

1° Avant de s'engager avec l'Empereur et la France, Sa Majesté regarde comme un préalable que l'alliance du roi avec la Russie et la Suède soit conclue. 2° La Suède promettra de faire une diversion dans le pays de Brême, en même temps qu'une armée française attaquera le pays de Hanovre. 3° La France promettra d'agir offensivement sur le Rhin et de poursuivre vivement les Autrichiens, lorsque la diversion que le roi se propose de faire les attirera en Bohême. 4° La Bohême sera démembrée des États de la reine de Hongrie, et le roi en possédera les trois cercles

les plus voisins de la Silésie. 5° Les puissances alliées ne feront point de paix séparée, mais resteront constamment unies pour travailler à l'abaissement de la nouvelle maison d'Autriche. L'article des conquêtes n'était ajouté à ce projet qu'à tout hasard, en cas que la fortune favorisât cette entreprise. Il était prudent de s'accorder d'avance sur un partage qui dans la suite aurait pu brouiller les alliés.

Ces mesures se prenaient cependant avec beaucoup de circonspection. Le roi connaissait la mollesse des Français dans leurs opérations de guerre et le peu d'attachement qu'ils avaient montré pour les intérêts de leurs alliés; il n'y avait que la nécessité qui pût amener cette nouvelle liaison. Il fallait se préparer aux oppositions qu'on éprouverait de la part de l'Angleterre, gouvernée par un roi vindicatif et un ministre fougueux. Le parlement avait accordé au roi toutes les sommes qu'il lui avait demandées : soutenu de ces richesses, le roi pouvait faire sortir des armées de terre et porter la guerre jusqu'au bout du monde.

Cependant ces premières propositions d'alliance ne furent pas reçues à Versailles avec l'accueil auquel on devait s'attendre. On continua néanmoins à négocier, pour conduire cette crise politique à une heureuse fin. Deux pédants, l'un français et l'autre allemand, s'étaient avisés de former un projet d'association pour les cercles de l'Empire; l'un était le sieur de Chavigni[1] et l'autre le sieur de Bunau; ils y procédèrent avec toutes les restrictions de formalités, selon les lois de l'Empire et la bulle d'or : cet ouvrage lourd et pesant fut aussitôt oublié que lu. Au lieu

[1] Théodore Chevignard de Chavigni, fils d'un bourgeois de Beaune, prétendait être le fils du marquis de Chavigni, ancien lieutenant général; il avait même montré des lettres de son prétendu père; la fraude se découvrit, mais son mérite reconnu le protégea, et il parvint à garder son titre de marquis et même à se faire nommer ambassadeur en Portugal. Il passait pour un de nos meilleurs diplomates.

de penser à cette association, la cour de Versailles prit, moyennant des subsides, les troupes hessoises au service de l'Empereur. Cela dérangea les mesures du roi d'Angleterre, qui comptait de les joindre à son armée. On essaya encore de dissuader le duc de Gotha[1] de donner ses troupes aux puissances maritimes; cela ne réussit pas, car le duc avait déjà reçu des subsides.

Le ministère de Versailles était nouveau; il s'était peu mis au fait des affaires, de sorte qu'il attribuait la paix séparée que le roi avait faite avec la reine de Hongrie à la légèreté de son esprit. Un préalable nécessaire, dès qu'on voulait se lier avec la France, était de rectifier les idées des ministres sur ce point. Le baron de Chambrier, depuis vingt ans ministre de Prusse à la cour de Versailles, étant âgé, et n'ayant pas assez de liaisons avec les gens en place pour se servir auprès du roi de leur crédit, avait d'ailleurs peu traité de grandes choses et était scrupuleusement circonspect. Cela fit juger au roi qu'il fallait envoyer quelqu'un à cette cour qui fût plus délié et plus actif, pour savoir à quoi s'en tenir avec elle. Son choix tomba sur le comte de Rottembourg[2]. En 1740, il avait passé du service de France à celui de Prusse; il était en liaison de parenté avec tout ce qu'il y avait de plus illustre à la cour; il pouvait par ces raisons se procurer des connaissances qui auraient échappé à d'autres, et par conséquent informer le roi de la façon de penser de Louis XV, de ses ministres et de ses maîtresses; car il fallait une boussole pour s'orienter. Le trop grand feu du comte de Rottembourg était tempéré par le flegme de M. de Chambrier; tous deux pouvaient rendre des services utiles à l'État.

Le comte de Rottembourg partit donc pour Versailles. Il fit faire ses premières insinuations par le duc de Riche-

[1] Frédéric III, duc de Gotha en 1732, mort en 1772.

[2] Frédéric-Rodolphe, comte de Rottembourg, né en 1710, mort en 1751.

lieu et par la duchesse de Châteauroux[1] : on l'envoya à M. Amelot, ministre des affaires étrangères, qui ne passait pas pour partisan de la Prusse. M. le cardinal Tencin, le maréchal de Belle-Isle, d'Argenson, ministre de la guerre, Richelieu[2] et la maîtresse du roi se déclarèrent pour le comte de Rottembourg. Les articles proposés au maréchal de Seckendorff servirent de base à la négociation qui s'entama avec la France. On insistait le plus sur ce que l'armée française de l'Alsace poursuivît les Autrichiens et leur reprît la Bavière, et qu'une autre armée française entrât en même temps en Westphalie. Le roi, de son côté, se réservait de n'entrer en jeu qu'après avoir conclu son alliance avec la Suède et la Russie. Ce dernier article lui laissait la liberté d'agir ou de n'agir pas, selon que les événements lui paraîtraient favorables ou contraires. Il se flattait de suspendre encore le moment de la rupture; mais la tournure que prirent les affaires générales, ainsi que les succès des armées autrichiennes en Alsace, l'obligèrent bientôt à se déclarer contre la reine de Hongrie. L'alliance des Prussiens était tout ce qui pouvait arriver alors de plus avantageux à la France. Son propre intérêt devait le plus fortement l'animer à faciliter ces arrangements; mais qui peut compter sur le système d'une cour gouvernée et ballottée par des intrigues, et sur la vigueur et l'activité des troupes, lorsque des généraux timides et sans nerf les commandent?

Vers l'été de la même année, le comte de Tessin vint à Berlin, en qualité d'ambassadeur de Suède, demander la princesse de Prusse Ulrique en mariage pour le prince de Holstein, élu successeur au trône de Suède. Il était suivi par la fleur de la noblesse; il avait toutes les qualités

[1] Marie-Anne de Nesle, née en 1717, mariée en 1734 au marquis de la Tournelle, duchesse de Châteauroux en 1744, morte au mois de décembre de la même année.

[2] C'est le fameux maréchal-duc de Richelieu.

qu'il faut pour la représentation, de la dignité, même de l'éloquence, mais l'esprit frivole et superficiel. Les noces se célébrèrent à Berlin avec magnificence. Le prince Guillaume [1], frère du roi, épousa la princesse par procuration du prince royal. On remarqua plus de magnificence dans ces fêtes que dans les précédentes : tenir un juste milieu entre la frugalité et la profusion est ce qui convient à tous les princes. Mais pendant qu'on dansait et se réjouissait à la cour, on travaillait aux préparatifs de la campagne qu'on était sur le point d'ouvrir.

CHAPITRE DIXIÈME.

Campagnes d'Italie, en Flandre, sur le Rhin, et enfin celle du roi.

La campagne d'Italie s'ouvrit au mois d'avril par le passage du Tanaro et la prise de Nice et de Villefranche. Les généraux français et espagnols ne purent s'accorder sur leurs opérations ultérieures. Le prince de Conti [2] prétendait que les passages qui conduisent de Nice en Piémont n'étaient pas praticables et qu'il fallait chercher d'autres chemins pour y pénétrer. Dans cette vue il enfile le col de Tende, attaque les troupes savoyardes à Montalbon, force leurs barricades et la nature même, prend d'assaut le fort Dauphin, et pénètre ainsi en Piémont. Il faut avouer que ce début de campagne est un des plus brillants qu'on ait vus dans cette guerre.

Le prince de Conti avance; il assiége Coni. Le roi de Sardaigne, pour faire lever ce siége, marche à lui. Conti le bat; mais la crue des eaux, la vigoureuse résistance des assiégés et le manque de subsistances, obligent ce prince

[1] Auguste-Guillaume.

[2] Louis-François de Bourbon, prince de Conti, né en 1717, mort en 1776.

à lever le siége et à se retirer en Savoie, après avoir fait sauter les fortifications de Démont. Cette campagne fit plus d'honneur à ses talents qu'elle ne fut utile à la France. Le prince de Lobkowitz, qui alors était en pleine marche pour attaquer le roi de Naples, informé des succès du prince de Conti, se décontenance : il désespère de la fortune, se retire à Monte-Rotondo et de là à Florence, toujours talonné par Don Carlos et le marquis de Gages. Nous supprimons les petits avantages que les Français et les Espagnols eurent sur les Autrichiens, pour en venir aux expéditions maritimes. Les flottes française et espagnole sortirent au commencement du printemps de la rade de Toulon : elles attaquèrent dans la Méditerranée la flotte anglaise commandée par l'amiral Matthews.

Après la bataille, les Français et les Espagnols se retirèrent à Carthagène et les Anglais à Port-Mahon. L'action fut sans doute indécise, puisque les deux flottes se retirèrent; cependant elle ne laissa pas de faire honneur à l'amiral espagnol Navarro et au capitaine français. La cour de France envoya l'amiral Court[1] en exil, et en punissant différents officiers qui avaient servi sur cette flotte, elle témoigna son mécontentement. De leur côté, les Anglais traduisirent l'amiral Matthews devant le conseil de guerre; le vice-amiral fut conduit en prison : les deux partis étaient donc aussi peu satisfaits l'un que l'autre d'une bataille indécise, dont les Français et les Anglais eurent la honte et les Espagnols la réputation.

Ces actions de mer n'étaient que le prélude des grands coups que la cour de Versailles se proposait de frapper dans cette campagne. Son objet capital était d'obliger les

[1] M. de Court était lieutenant général des armées de mer. Il était âgé d'environ quatre-vingts ans et reçut l'ordre de se retirer dans ses terres à Gournay. Les *Mémoires du duc de Luynes* contiennent, aux *Pièces justificatives* de l'année 1744, une explication donnée par M. de Court de sa conduite.

Anglais à rappeler dans leur île les troupes qu'ils avaient en Flandre. Pour cet effet, avant même l'ouverture de la campagne, le comte de Saxe conduisit à Dunkerque 10,000 hommes; le fils du prétendant, nommé le prince Édouard [1], s'y rendit aussi. On fit des préparatifs pour un embarquement. L'Angleterre alarmée appela des secours étrangers; 6,000 Hollandais et 6,000 Anglais des troupes du lord Stairs furent transportés dans ce royaume. Les Hollandais, qui manquaient de vaisseaux de guerre, armèrent des vaisseaux marchands et les envoyèrent à leurs alliés pour remplir leurs engagements. Le roi de la Grande-Bretagne, saisi d'épouvante, réclama même le contingent prussien. Le roi répondit qu'il se mettrait à la tête de 30,000 hommes pour passer dans cette île si le roi était attaqué. George trouva ce secours trop fort et se désista de ses poursuites. C'était pour l'Europe un problème politique que les intentions du conseil de Versailles dans cette entreprise. Voulait-il établir le prince Édouard en Angleterre, ou était-ce un leurre pour affaiblir les troupes alliées en Flandre?

Ces simples préparatifs d'une descente produisirent aux Français, pour le commencement de la campagne, tout ce qu'aurait produit une diversion réelle. Pour ce qui regardait le projet d'établir le prince Édouard en Angleterre, il avait été formé par le cardinal Tencin; il tenait son chapeau de la nomination du prétendant, et pour lui témoigner sa reconnaissance, il essaya, autant qu'il était en lui, de procurer à son fils la couronne d'Angleterre. L'expédition manqua, parce que les vents furent contraires : excuse banale de tous les marins. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'amiral de cette flotte, nommé Roquefeuille, n'osa tenter le passage de la Manche en présence d'une flotte supérieure.

[1] Charles-Édouard-Louis-Casimir, dit le comte d'Albany, né en 1720, mort en 1788.

Les troupes françaises n'avaient point vu de roi à leur tête depuis que Louis XIV avait cessé d'y paraître. Quelques campagnes malheureuses avaient découragé les armées : on crut que la présence du maître serait le seul aiguillon capable de réveiller dans les troupes l'instinct de l'honneur et de la gloire [qui ne se trouvait plus]. Une femme, par amour pour la patrie, entreprit de tirer Louis XV de la vie oisive qu'il menait, pour l'envoyer commander ses armées : elle sacrifia à la France les intérêts de son cœur et de sa fortune; c'était madame de Châteauroux. Elle parla avec tant de force, elle exhorta, elle pressa si vivement le roi, que le voyage de Flandre fut résolu. Une action aussi généreuse et même héroïque mérite d'autant plus d'être insérée dans les fastes de l'histoire, que les maîtresses qui l'ont précédée n'ont employé leur crédit que pour le malheur du royaume.

Louis XV ouvrit la campagne en Flandre par le siége de Menin. Le gouverneur de la place, peu versé dans son métier, la rendit après une légère résistance. Immédiatement après, les Français entreprirent le siége d'Ypres, qui, quoique mieux défendue, essuya le même destin. La force des armes françaises consiste dans les siéges; ils ont les plus habiles ingénieurs de l'Europe; l'artillerie nombreuse qu'ils emploient dans leurs opérations les assure de la réussite de leurs entreprises. Le Brabant et la Flandre sont le théâtre de leurs exploits, parce qu'ils y peuvent étaler tout l'art de leurs ingénieurs. Quantité de canaux et de rivières facilitent le transport de leurs munitions de guerre et ils ont leurs frontières à dos. Ils réussissent mieux dans la guerre des siéges que dans celle de campagne.

Mais revenons aux alliés, que nous avons quittés pour un temps. Les troupes que le roi d'Angleterre avait commandées l'année précédente avaient hiverné, comme nous l'avons dit, dans le Brabant et en Westphalie. Les troupes du prince de Lorraine avaient pris leurs quartiers dans le

Brisgau et dans la Bavière. Le maréchal de Coigny commandait en Alsace. Les débris des troupes impériales étaient distribués chez des amis de l'Empereur, la plupart cependant aux environs d'OEttingen. La cour de Vienne perdit cet hiver le maréchal de Khevenhuller : la reine de Hongrie honora sa mémoire de quelques larmes. Le maréchal Traun le remplaça, et reçut le commandement de la grande armée qui portait le nom du prince de Lorraine, mais dont en effet il était le chef.

Comme ce prince de Lorraine jouera un grand rôle dans cette histoire, nous croyons qu'il ne sera pas inutile de le faire connaître. Il était brave, aimé des troupes, possédait bien le détail des vivres, était peut-être trop facile à suivre les impressions que ses favoris lui donnaient, et se livrant aux charmes de la société, passait pour boire quelquefois avec excès. Ce prince épousa à Vienne l'archiduchesse Marianne[1], sœur cadette de la reine; il conduisit sa nouvelle épouse dans le Brabant, dont on l'avait fait gouverneur; après quoi il revint à Vienne recevoir les ordres de la cour pour la campagne qui allait s'ouvrir. Le dessein des Autrichiens était de reprendre la Lorraine et de porter l'Empereur à l'abdication de l'Empire, pour recouvrer par ce sacrifice ses pays héréditaires. Leur armée s'assembla à Heilbronn; de là elle s'avança sur Philipsbourg, où Seckendorff s'était réfugié avec les débris des troupes bavaroises.

A la nouvelle de l'approche du prince de Lorraine, M. de Coigny renforça les troupes impériales de tous les régiments allemands qui servaient dans son armée. Tous les préparatifs du prince de Lorraine annonçaient qu'il avait intention de passer le Rhin; ce passage lui était facilité

[1] Marie-Anne-Éléonore-Wilhelmine, fille de l'empereur Charles VI et d'Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel, née en 1718, mariée en 1744 à Charles de Lorraine, morte au mois de décembre de la même année.

par le traité que le roi d'Angleterre venait de conclure avec l'électeur de Mayence. La partialité de ce prince pour la cour de Vienne était trop marquée pour qu'on s'y trompât, et les subsides qu'il tirait des Anglais ne laissaient aucun doute que, malgré sa neutralité, il n'accordât aux troupes de la reine le passage par Mayence, si on l'exigeait de lui.

Les Autrichiens, qui jouissaient déjà en imagination de leur fortune, ne pouvaient s'empêcher de laisser échapper de temps en temps des bluettes de fierté et d'arrogance. Ils faisaient construire un pont à Manheim et agissaient despotiquement dans le Palatinat. L'électeur s'en trouva offensé, comme de raison. Cela donna lieu à des brouilleries et finit par un message du prince de Lorraine à l'électeur, pour lui signifier que s'il ne donnait pas son pont de Manheim sur-le-champ, il le lui ferait enlever de force. [Le maréchal Traun en fit des excuses à l'électeur, en lui insinuant que c'était après une longue séance de table, où la tempérance n'avait pas été trop gardée, que le prince de Lorraine s'était exprimé en termes si peu mesurés.] En attendant, le maréchal de Coigny, dont l'intention était de défendre les bords du Rhin depuis Mayence jusqu'à Fort-Louis, s'était posté avec ses forces principales sur les bords de la Queich, d'où il s'avança vers Spire et poussa ses détachements jusqu'à Worms et même jusqu'à Oppenheim. Ce mouvement se fit sur ce qu'il apprit que M. de Bærenklau, avec un détachement de l'armée de la reine, avait marché à Germersheim vers Fribourg. Bærenklau fit jeter un pont sur un bras du Rhin, près de Stockstadt, pour donner le change aux Français et les attirer de ce côté-là. En même temps le prince de Lorraine fit un mouvement avec son armée comme s'il avait intention de passer le Necker avec sa droite pour se joindre à Bærenklau.

Le maréchal de Coigny, trop crédule, se laissa abuser

par ces vaines démonstrations, et commit deux fautes tout de suite : l'une en faisant passer le Rhin à Seckendorff, qu'il chargea de défendre la partie de ce fleuve qui coule entre Spire et Lauterbourg; l'autre en se portant avec son armée vers Worms et Frankenthal. Il lui était facile de juger que le prince de Lorraine avait résolu de pénétrer en Alsace, et d'user de toutes les ruses de la guerre pour l'en éloigner le plus qu'il lui serait possible. Il devait savoir d'ailleurs que ce prince pouvait disposer du pont de Mayence, à quoi l'armée française n'était en état de porter aucun obstacle.

Il semble que son projet de défense était défectueux en tout point. Son armée était séparée par corps, qui n'occupaient pas même les vrais postes d'où ils auraient pu disputer aux ennemis le passage du Rhin. Les experts ont été de l'opinion qu'il aurait dû rassembler en un corps les troupes tant impériales que françaises; qu'il devait se camper entre la Queich et le Speyerbach, garnir de petits détachements les bords du Rhin depuis Fort-Louis jusqu'à Philipsbourg, faire battre l'estrade par cette cavalerie pour être averti à temps de l'endroit où les ennemis se préparaient à passer, tenir ses troupes prêtes à marcher au premier ordre, et attaquer sans balancer avec toutes ses forces le premier corps autrichien qui aurait passé le Rhin.

Si le prince Charles passait ce fleuve à Mayence, il restait à M. de Coigny à choisir les postes de la Queich ou du Speyerbach, que le prince n'aurait osé attaquer. De plus, M. de Coigny couvrait également par cette position la basse Alsace et la Lorraine. Ce maréchal, dont l'armée n'était pas aussi forte que celle des ennemis et qui avait des ordres trop restreints, prit des mesures bien différentes.

Dès que le prince de Lorraine et Traun furent informés des fausses démarches des Français, ils détachèrent M. de

Nadasti par leur gauche, avec tous les bateaux qu'ils avaient assemblés à la sourdine, pour jeter des ponts sur le Rhin à un village appelé Shreck. Nadasti fit aussitôt passer le Rhin en bateau à 2,000 pandours sous les ordres du partisan Trenck[1]; ils surprirent et défirent un détachement de trois régiments impériaux, qui par une négligence impardonnable ne s'étaient en aucune manière précautionnés contre les surprises. Nadasti lui-même avait déjà passé le Rhin (1er juillet) à la tête de 9,000 housards, tandis que l'on achevait tranquillement derrière lui la construction des ponts.

Au bruit de ce passage, Seckendorf avec 20,000 hommes se joignit à un corps de Français que le jeune Coigny commandait; ils volèrent au secours de ces trois régiments impériaux dont nous avons fait mention, avant que le prince de Waldeck[2] eût levé son camp de Retingheim pour joindre Nadasti. Tous les officiers de cette armée conjurèrent Seckendorff d'attaquer Nadasti, qu'il aurait pu facilement culbuter dans le Rhin; par ce seul coup il aurait anéanti les desseins du prince de Lorraine. Seckendorff ne voulut jamais s'y prêter; il se contenta d'engager une légère escarmouche avec les Hongrois; et comme il apprit que le maréchal de Coigny s'était retiré à Landau, il marcha par Germersheim pour le joindre au plus tôt. Dès le 2 juillet, le prince de Lorraine se vit maître du cours du Rhin depuis Schreck jusqu'à Mayence. Nadasti et le prince de Waldeck étaient déjà à l'autre bord. Bærenklau avait de même passé ce fleuve du côté de Mayence. Le prince de Lorraine employa trois jours à passer ses ponts avec la grande armée. A peine y eut-il une tête sur l'autre

[1] François, baron de Trenck, commandant des pandours, au service de l'Autriche, né en 1711, mort en 1749. Il était cousin du fameux baron de Trenck, que Frédéric retint si longtemps en prison et qui périt à Paris sur l'échafaud révolutionnaire en 1794.

[2] Charles-Auguste-Frédéric, prince de Waldeck, né en 1704, mort en 1763. Il était feld-maréchal des armées autrichiennes.

bord, qu'il envoya un détachement pour prendre Lauterbourg et s'emparer de ses lignes. Nadasti poussa jusqu'à Weissenbourg; il le prit de même et se posta dans ses lignes; les Autrichiens firent 1,600 prisonniers dans cette expédition.

M. de Coigny s'aperçut alors combien il lui importait de gagner la basse Alsace avant le prince de Lorraine, et il le prévint en prenant Weissenbourg par escalade et en forçant les retranchements, où il éprouva une résistance vigoureuse. Nadasti, délogé de ce poste, se retira sur la grande armée qui campait auprès de Lauterbourg et qui n'osa secourir Weissenbourg, parce que les détachements de Bærenklau et de Léopold Daun ne l'avaient pas encore jointe. M. de Coigny tira parti de ces délais et de la crue du Rhin qui empêchait la jonction des corps ennemis ; il passa la Motter auprès de Haguenau et se campa à Bischweiler. L'éloignement de M. de Coigny fit naître l'idée au prince de Lorraine de bloquer Fort-Louis, qu'on disait mal approvisionné. En conséquence Nadasti et Bærenklau prirent poste (12 juillet) à Wœrd, à Beinheim et sur les îles qui entourent Fort-Louis. La crue du Rhin sauva cette place : la garnison regagna la communication de Strasbourg ; on la renforça et on la pourvut de vivres. Ce coup manqué, le prince de Lorraine porta ses troupes légères sur les ailes de l'armée française et dans le bois de Haguenau, ce qui empêchait celles-ci d'envoyer des partis au delà de la Motter.

Le maréchal de Coigny, embarrassé de la situation où il se trouvait, en avait informé la cour. Louis XV, pour sauver l'Alsace, résolut de mener lui-même 40,000 hommes de l'élite de son armée de Flandre au secours de M. de Coigny, à qui l'on ordonna de temporiser et surtout de conserver ses troupes. Ce fut ce qui détermina M. de Coigny à changer de mesures et à éviter tout engagement. Nadasti, renforcé de troupes réglées, commençait à s'é-

tendre vers les hauteurs de Reichshofen et Wasenbourg, comme s'il avait dessein de tourner le camp français par Lichtenberg et Buchsweiler; sur quoi, M. de Coigny se retira par Brumat à Strasbourg (31 juillet). Il se posta sur le canal de Molsheim, qu'il abandonna bientôt pour gagner les défilés de Pfalzbourg et de Sainte-Marie-aux-Mines. Il fit ces mouvements pour empêcher le prince de Lorraine, qui était à Brumat et qui faisait construire des ponts sur la Motter, d'occuper les gorges des montagnes par lesquelles l'armée du roi devait passer pour le joindre.

Le roi de France était arrivé le 4 d'août à Metz, où il attendait les troupes de Flandre, pour fondre à leur tête sur l'armée du prince de Lorraine et la détruire s'il était possible. Le maréchal de Schmettau avait été envoyé par le roi de Prusse auprès de Louis XV, tant pour rendre compte des mouvements de l'armée française que pour presser le roi de remplir ses engagements, en poursuivant jusqu'en Bavière les troupes de la reine lorsqu'elles repasseraient le Rhin. Schmettau apprit au Roi Très-Chrétien que le roi de Prusse entrerait en campagne le 17 d'août et qu'il emploierait 100,000 hommes à la diversion qu'il allait faire en faveur de l'Alsace. Ce maréchal mit tout en usage pour donner aux armées françaises plus d'activité et de vigueur; et peut-être y serait-il parvenu, si Louis XV ne fût pas tombé malade à Metz. Cette maladie commença par des maux de tête, que ses médecins et chirurgiens crurent provenir d'un abcès dans le cerveau; ils déclarèrent le mal sans ressource.

Aussitôt on entoura le roi de confesseurs, de prêtres et de tout l'attirail dont se sert l'Église romaine pour envoyer les moribonds dans l'autre monde. L'évêque de Soissons [1], fanatique imbécile, ne vendit ses huiles et ses sacrements à son maître qu'à condition qu'il sacrifierait madame de

[1] François de Fitz-James, évêque de Soissons, premier aumônier de Louis XV.

Châteauroux. La duchesse fut obligée de partir de Metz, ayant reçu l'ordre rigoureux de ne jamais reparaître devant le roi. Ce ne fut ni l'extrême-onction ni les sacrements qui sauvèrent la vie à ce prince. Un chirurgien très-ordinaire se présenta et assura qu'il le tirerait d'affaire, pourvu qu'on lui donnât la liberté d'agir; il ne trouva point de concurrent, et moyennant une bonne dose d'émétique, ce prince releva de cette maladie, qui n'avait été causée que par une indigestion. Les médecins de la cour perdirent leur réputation, mais les affaires générales en souffrirent davantage. Pendant la maladie du roi, le duc de Harcourt était arrivé à Pfalzbourg. Nadasti avait déjà pris Saverne et se disposait à pénétrer par les gorges que le duc occupait, mais infructueusement : quoique souvent attaqué, le duc y tint jusqu'au 16, que le secours de Flandre s'approcha pour joindre l'armée.

Le prince de Lorraine avait déjà reçu l'ordre de se retirer; il prenait des mesures pour l'exécuter, et il ne tenait qu'au maréchal de Noailles d'en profiter; mais sa circonspection outrée gâta tout; Schmettau perdait sa peine et son temps à l'encourager. Et quel risque courait la France? Quand M. de Noailles aurait été battu, les troupes de la reine étaient également obligées de quitter l'Alsace, et si les Français étaient victorieux, ils détruisaient l'armée autrichienne, qui, vivement poursuivie, au lieu de repasser ses ponts du Rhin, se serait noyée dans ce fleuve. Alors les Français et les Bavarois s'avancèrent à pas lents vers Hochfeld, où Nadasti s'était déjà retiré. Noailles fit trois détachements sur la Motter, et il apprit par M. de Lœwendahl, qui avait marché vers Drusenheim, que les Autrichiens avaient abandonné leur camp de Brumat, pour s'approcher de leurs ponts de Beinheim.

Le comte de Belle-Isle fut alors envoyé de Suffelsheim avec un corps; les Français passèrent la Motter et suivirent les Autrichiens. M. de Belle-Isle obligea l'ennemi à quitter

le village de Suffelsheim avec perte, et M. de Noailles se mit en marche pour joindre M. de Lœwendahl. Le soir même les grenadiers français attaquèrent le village d'Achenheim, défendu par des grenadiers autrichiens et des troupes hongroises. Les Français emportèrent le village et s'amusèrent à des formalités superflues, tandis que le prince de Lorraine mit ce temps à profit pour repasser le Rhin sur ses ponts de Beinheim, qu'il rompit avant l'aube du jour.

Les Français firent sonner cette affaire fort haut : c'étaient des rodomontades ; la perte de part et d'autre ne monta pas à 600 hommes, et le prince de Lorraine continua paisiblement sa marche par la Souabe et le haut Palatinat, pour entrer en Bohême. Schmettau, qui était auprès de la personne du roi, était désespéré de la mollesse des Français. Il présentait des mémoires au roi, il pressait les ministres, il écrivait aux maréchaux ; mais il eût plutôt transporté des montagnes que de tirer cette nation de son engourdissement. Le moment décisif où les Français pouvaient ruiner l'armée de la reine étant passé sans qu'ils daignassent en profiter, Schmettau tâcha de dissuader les maréchaux du dessein qu'ils avaient de mettre le siége devant Fribourg ; ce fut encore en vain. Tout ce qu'il put obtenir, ce furent quelques renforts de troupes allemandes qu'on s'engagea de donner aux troupes impériales, pour que M. de Seckendorff pût déloger les Autrichiens de la Bavière. La cour promit qu'au printemps de l'année 1745 on porterait ces troupes au nombre de 60,000 hommes.

Ainsi dès le commencement de l'alliance des Prussiens et des Français, ces derniers manquèrent aux deux articles principaux de leur traité. Ils laissèrent échapper le prince de Lorraine sans le poursuivre, et cette armée qu'ils devaient envoyer en Westphalie, n'y parut point. Cependant M. de Seckendorff marcha pesamment et à pas comptés pour s'approcher du Lech, et Louis XV, à

la tête de 70,000 Français, fit le siége de Fribourg, prit cette place à la fin de la campagne et en fit raser les fortifications.

Les avantages du prince de Lorraine en Alsace engagèrent le roi de Prusse à se déclarer plus tôt qu'il ne l'avait projeté. Il était fort à craindre que l'ascendant des troupes autrichiennes ne forçât les Français à en passer par les conditions que l'arrogance de ces ennemis leur voudrait prescrire; et dans ce cas il n'était pas douteux que la reine n'eût employé toutes ses forces pour reprendre la Silésie. Cependant les arrangements politiques que la cour de Berlin s'était proposé de prendre étaient encore bien éloignés de se réaliser. Le comte Bestuchew, qui se crut affermi depuis qu'il avait fait chasser de Russie M. de la Chétardie, engagea l'impératrice Élisabeth à faire le voyage de Moscou pour s'y faire couronner, et ensuite à entreprendre le pèlerinage de Kiovie en faveur de je ne sais quel saint. L'impératrice avait des favoris; Bestuchew voulut leur susciter des rivaux.

[Il y avait à Troizkoi un archimandrite dont la réputation était étonnante en fait de vigueur. Bestuchew trouva moyen de lier ce moine avec une femme de chambre d'Élisabeth. Cette femme fit part à sa maîtresse de la découverte admirable qu'elle venait de faire et des preuves miraculeuses que cet archimandrite savait donner de son amour. L'impératrice voulut s'assurer de telles merveilles par sa propre expérience; l'archimandrite lui fut présenté: ni sa barbe longue et dégoûtante, ni ses cheveux crépus, ni les exhalaisons puantes qui sortaient de son corps ne lui firent de tort, il fut aimé et trouvé supérieur à sa réputation. Cette nouvelle flamme rendit l'impératrice invisible à sa cour; les affaires languirent, elle ne respira, elle ne vécut que pour adorer ce nouvel Hercule[1].] C'était le

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin.

triomphe du ministre. Bientôt les ordres furent donnés que ceux qui avaient à négocier avec la Russie, au lieu de s'adresser à l'impératrice, s'adressassent dorénavant à son ministre. Ce nouvel arrangement valut de grosses sommes au comte de Bestuchew; et M. de Mardefeld s'aperçut à regret que les guinées anglaises commençaient à prévaloir chez ce ministre sur les écus prussiens. Dans tous les projets que l'on forme, il faut se contenter des à peu près. L'alliance de la Russie n'était pas telle qu'on aurait pu la désirer, mais en poussant la guerre avec vigueur, le roi pouvait espérer de la finir, avant que la Russie, lente dans ses résolutions, en eût pris d'assez décisives pour le gêner dans ses opérations de campagne.

Voici l'arrangement général qui fut pris pour entrer en Bohême, et pour forcer la reine à rappeler ses troupes de l'Alsace. La grande armée prussienne devait entrer sur trois colonnes en Bohême. Celle que le roi voulut conduire devait longer la rive gauche de l'Elbe, en la remontant jusqu'à Prague; la seconde, sous la conduite du prince Léopold d'Anhalt, devait traverser la Lusace, et, gardant l'Elbe à droite, se rendre en même temps à Prague : ces colonnes couvraient l'artillerie et des vivres pour trois mois qu'on avait embarqués sur l'Elbe, afin de les conduire à Leutmeritz. Le maréchal de Schwérin, avec une troisième colonne, devait déboucher de la Silésie par Braunau et se joindre au reste de l'armée, pour former en même temps l'investissement de Prague. Outre cette armée, le vieux prince d'Anhalt avait un corps de 17,000 hommes dont il couvrait l'électorat, et M. de Marwitz commandait 22,000 hommes destinés à la défense de la haute Silésie.

L'Empereur avait fait expédier des lettres réquisitoriales au roi de Pologne, électeur de Saxe, par lesquelles il lui demandait le passage par ses États pour ses troupes auxiliaires de Prusse qui devaient entrer en Bohême. Auguste était alors à Varsovie. Ces lettres furent insinuées à ses

ministres, qui gouvernaient la Saxe en son absence, par ce Winterfeld qui avait négocié à Pétersbourg et s'était si fort distingué dans les premières campagnes. Les Saxons furent étourdis de cette proposition ; ils voulaient gagner du temps, mais les Prussiens étaient déjà sur leur territoire. Ils protestèrent et se récrièrent inutilement contre une démarche dont le but principal était d'empêcher que l'Empire ne reçût l'affront de voir opprimer et détrôner son empereur.

Pendant qu'on murmurait à Dresde, qu'on était furieux à Varsovie, qu'à Londres on se voyait prévenu, et que la crainte se répandait à Vienne, le roi marcha droit sur Pirna, où les régiments du duché de Magdebourg, qui avaient pris leur route par Leipsic, le joignirent. Toute la Saxe était en mouvement. Les troupes s'assemblaient par pelotons aux environs de Dresde : l'on se hâtait de fortifier cette capitale ; les bras des artisans mêmes furent employés pour faire des coupures dans le quartier qu'on appelle la Nouvelle-Ville. Les ministres saxons voulaient marquer de la fierté et ils étaient en même temps saisis de crainte ; ils accordaient trop d'un côté et refusaient obstinément des bagatelles. Si le roi avait voulu s'emparer de ce pays, cette besogne aurait été expédiée en huit jours. Enfin ils donnèrent des subsistances, ils prêtèrent des bateaux pour traverser l'Elbe, ils laissèrent passer la flotte chargée de vivres au milieu de Dresde ; mais on y doubla la garnison, les canons furent mis en batterie, les portes fermées et barricadées, et l'on en refusa l'entrée aux officiers prussiens.

Cette conduite des Saxons annonçait clairement leur mauvaise volonté. On les jugea de mauvais voisins, capables de profiter des malheurs qui pourraient arriver aux Prussiens dans cette guerre ; mais on ne les crut pas assez téméraires pour se sacrifier en faveur de la reine de Hongrie, d'autant plus que le corps qui était à la disposition

du vieux prince d'Anhalt devait lui inspirer une conduite plus prudente.

On fit précéder la marche des troupes d'un manifeste qui contenait en gros les motifs de la ligue de Francfort, formée entre l'Empereur, la Prusse, l'électeur Palatin et le landgrave de Hesse, pour le soutien du système et des libertés de l'Empire et pour maintenir son chef : l'on publia en même temps des lettres patentes en Bohême, par lesquelles on avertissait les sujets de ce royaume de ne point prendre fait et cause contre les troupes auxiliaires de l'Empereur, lequel ils devaient désormais considérer comme leur souverain légitime.

Ce fut le 23 d'août que le roi arriva sur les frontières de la Bohême : quatre régiments de housards et quatre bataillons précédaient d'un jour la marche de l'armée, pour amasser les vivres nécessaires aux troupes. Le margrave, qui commandait la seconde ligne, entra dans le camp que le roi venait de quitter; aucun ennemi ne s'opposa aux opérations des troupes. La petite flotte chargée des magasins fut la première qui rencontra des obstacles en entrant en Bohême; elle était obligée de passer au pied d'un rocher sur lequel est situé le château de Teschen : les ennemis qui l'occupaient roulèrent de grosses pierres dans l'Elbe, et y ajoutèrent une estacade pour en rendre la navigation impraticable. On fut obligé d'en détacher avec quelques troupes le général Bonin, qui attaqua et fit prisonnier un capitaine hongrois avec 70 hommes. La rivière fut promptement déblayée et la navigation redevint libre : cet incident retarda la marche de deux jours. L'armée se porta sur la rivière d'Eger. Les housards surprirent auprès d'un bourg nommé Murzifai des troupes de l'ennemi; ils en défirent 300, et en amenèrent 50 prisonniers. On apprit par leur déposition que M. de Bathyani était venu de Bavière sur la Béraun, avec un corps de 12,000 hommes; on sut aussi qu'il avait jeté 3,000 hommes dans Prague,

auxquels on avait joint un corps de milice de 12,000 combattants.

Le roi arriva le 2 de septembre auprès de Prague avec tous les corps qui composaient son armée; il se campa près de la chapelle de la Victoire; le maréchal de Schwérin et le prince Léopold investirent ce qu'on appelle le grand côté de la ville. Il fallut huit jours pour transporter de Leutmeritz au camp la grosse artillerie et les vivres. Leutmeritz reçut un bataillon en garnison, pour veiller à la sûreté des magasins, qu'on ne pouvait pas faire avancer faute de chevaux; car la Muldau, qui se jette à Melnick dans l'Elbe, n'est point navigable; ce temps fut employé à faire tous les préparatifs du siége.

Dans cet intervalle on fut informé, par des espions, que M. de Bathyani rassemblait un gros magasin dans la ville de Béraun; des housards qu'on détacha pour reconnaître les chemins qui mènent à cette ville confirmèrent le rapport. Le roi fut tenté d'enlever ce magasin; il détacha le général Haake avec 5 bataillons et 600 housards pour s'en emparer. M. de Bathyani en eut vent, quoiqu'on eût pris toutes les précautions possibles pour que le secret fût gardé. Bathyani renforça ce poste, et lorsque M. de Haake passa le pont de Béraun et qu'il eut forcé la porte de la ville, il aperçut deux gros corps de cavalerie qui passaient la rivière à sa droite et à sa gauche pour tomber sur ses deux flancs. Il abandonna aussitôt l'attaque et se posta sur des hauteurs, où il forma un carré de son infanterie. Ayant été vivement attaqué par cette cavalerie et par un gros corps d'infanterie hongroise, il trouva moyen de faire savoir au camp de Prague le danger qui le menaçait. Le roi vola à son secours avec 80 escadrons et 16 bataillons; mais M. de Haake avait vaillamment repoussé les ennemis et s'était dégagé lui-même avant que le secours pût le joindre. Le projet sur Béraun manqua ainsi, et M. de Bathyani fit transporter en hâte son magasin de cette ville à Pilsen. Il

aurait fallu sans doute retourner à Béraun, chasser M. de Bathyani de Pilsen et lui enlever son magasin; c'était le moyen d'empêcher l'armée autrichienne de profiter des vivres qu'il avait eu le temps d'amasser, de rejeter le prince de Lorraine dans la haute Autriche, et de gagner la fin de cette campagne en demeurant en possession de la Bohême; mais les vivres de l'armée étaient mal administrés et les Prussiens manquaient d'un M. de Sechelles.

Le 10 au soir on ouvrit la tranchée devant Prague à trois endroits différents: savoir au plateau de Saint-Laurent, à Bubenitz vis-à-vis du moulin de la basse Muldau, et à la montagne de Ziska. Le comte de Truchsès commandait la première attaque, le margrave Charles la seconde, la troisième était sous la direction du maréchal de Schwérin. On ne perdit rien la première nuit. Le lendemain le maréchal fit attaquer le fort de Ziska en plein jour, l'emporta après y avoir fait jeter des bombes, et prit tout de suite deux petites redoutes qui étaient derrière le premier, et que les Français, qui les avaient construites, appelaient des nids d'hirondelles.

Le roi se trouvait précisément à la tranchée de Bubenitz; il en sortit avec beaucoup d'officiers, pour voir comment tournerait l'attaque de Ziska. Les ennemis aperçurent cette foule de monde, tournèrent leur canon de ce côté, et un malheureux coup emporta le prince Guillaume[1], frère du margrave Charles, le même qui avait si vaillamment combattu à Molwitz pour la gloire de sa patrie. On fit avancer incontinent les batteries, de sorte qu'elles battaient en brèche la courtine qui est entre le bastion de Saint-Nicolas et Saint-Pierre.

Le 15 les batteries du margrave Charles, à force de jeter des bombes, mirent le feu au moulin à eau et détruisirent les écluses de la Muldau. Les eaux en devinrent si basses, qu'elle était partout guéable et qu'on pouvait prendre la

[1] Frédéric-Guillaume, margrave de Brandebourg, était né en 1715.

ville d'emblée, y ayant de ce côté-là un assez grand espace sans rempart et sans muraille. M. de Harsch, qui commandait dans la ville, commença à désespérer de son salut : ce gouverneur s'aperçut que le 16, de grand matin, un gros corps de grenadiers défilait du côté de Bubenitz; il prévit l'assaut qu'on se préparait à lui donner, demanda de capituler et se rendit prisonnier de guerre avec sa garnison, qui consistait en 12,000 hommes.

Ce siége ne dura que six jours; il coûta aux assiégeants 40 morts et 80 blessés. Le même jour les portes furent consignées, et la garnison fut conduite en Silésie, où elle fut distribuée dans les places. La prise de Prague faisait un beau commencement de campagne. On devait supposer qu'il ferait impression sur les Saxons et qu'ils se déclareraient moins que jamais pour la reine de Hongrie; il était à présumer qu'en dégarnissant leur électorat, ils ne le livreraient pas eux-mêmes au prince d'Anhalt, qui pouvait ruiner Leipsic, le siége de leur commerce, le nerf de leur État et la ressource de leur crédit; mais l'or des Anglais l'emporta à Dresde sur des intérêts plus durables.

Il se présentait alors pour l'armée prussienne le choix de deux opérations. L'une, que le roi préférait, était de passer la Béraun, de chasser M. de Bathyani de la Bohême, de s'emparer de Pilsen et du magasin considérable qu'on y formait pour l'armée du prince de Lorraine, et de pousser jusques aux gorges de Com et de Fort, qui ouvraient les chemins de la Bohême aux Autrichiens du côté du haut Palatinat. Il est sûr que le prince de Lorraine pouvait se jeter sur Eger, où les Saxons l'auraient joint; qu'il pouvait suivre, en longeant l'Eger, le chemin que le maréchal de Belle-Isle avait pris dans sa retraite de Prague; mais d'où seraient venues les subsistances pour cette armée? Le margraviat de Bareuth était trop stérile pour en fournir, et de plus, qui aurait défendu l'Autriche, dont M. de Marwitz était en état de faire seul la conquête, ne trouvant rien

devant lui qui pût l'arrêter? C'était donc sans contredit le projet qu'on aurait dû exécuter.

L'Empereur, le roi de France, particulièrement le maréchal de Belle-Isle, insistèrent pour que les Prussiens se portassent du côté de Tabor, de Budweis, de Neuhaus, afin d'établir une communication avec la Bavière et de donner au prince de Lorraine de la jalousie au sujet de l'Autriche. Le maréchal de Belle-Isle soutenait que la faute de n'avoir pas occupé ces postes l'année 1741 avait été cause de tous les malheurs que les Français et les Bavarois avaient essuyés; mais ce qui est bon dans une conjoncture l'est-il de même dans une autre? Sans doute que ces postes étaient nécessaires en 1741 aux alliés, qui possédaient encore la Bavière et même la haute Autriche; mais en 1744 il n'y avait que des Autrichiens dans ces provinces; d'ailleurs c'était donner beau jeu aux ennemis que de pousser une pointe qui, éloignant l'armée du roi de Prusse de ses frontières, donnait aux Saxons la liberté de se joindre au prince de Lorraine ou de faire même quelque entreprise sur Prague.

De tous les partis le plus sage aurait été de ne point trop s'éloigner de Prague; d'amasser dans cette capitale, ainsi qu'à Pardubitz et dans d'autres villes, des vivres pour les troupes et de voir venir les ennemis. Le roi marqua dans ce moment trop de faiblesse; par condescendance pour ses alliés, il déféra trop à leurs sentiments, et craignant d'être accusé, s'il tenait son armée clouée à Prague, de n'avoir d'autre objet que de s'assurer des trois cercles qu'on lui avait promis, il entreprit cette malheureuse expédition. On ne fit pas moins de fautes dans l'exécution de ce projet.

On négligea le transport des farines de Leutmeritz à Prague; on ne renvoya point en Silésie l'artillerie qui avait servi au siége de Prague, et l'on ne laissa en garnison dans cette ville immense que six bataillons, qui ne suffi-

saient pas pour en défendre la moitié. Quand vous remontez à la droite de la Muldau, laissant Prague derrière vous, vous trouvez un pays montueux et difficile, aussi mal peuplé qu'aride. Si vous avancez onze milles en tirant vers l'Orient, vous découvrez la ville de Tabor, située sur un rocher, bâtie au quinzième siècle par Ziska, ce fameux brigand hussite, qui ravagea sa patrie en combattant pour elle.

Dans ces temps reculés Tabor passait pour imprenable; de nos jours elle se prendrait d'emblée. La situation est avantageuse; mais la ville est petite et n'a pour défense qu'une mauvaise muraille. De là en tirant vers le Midi, vous trouvez la Luschnitz, petite rivière guéable de toute part, mais dont les bords dans beaucoup d'endroits sont escarpés; après l'avoir passée, vous traversez dans l'espace de trois milles des bois et des rochers, au sortir desquels vous entrez dans une plaine abondante et trouvez Budweis à deux milles devant vous. Cette ville est située sur la Muldau, fortifiée d'ouvrages de terre, et d'une enveloppe que d'un côté l'on avait commencée vis-à-vis de Budweis vers le Sud. A trois quarts de mille de l'autre côté de la Muldau se trouve Frauenberg. Ce château occupe le haut d'une colline et est devenu fameux par un siége de six mois que les Français y ont soutenu. Tel était le pays où l'armée prussienne allait agir.

Comme les Saxons ne s'étaient point encore déclarés, l'armée se mit en marche le 17 septembre pour Conraditze. De là le général de Nassau fut détaché avec 10 bataillons et 40 escadrons pour faire l'avant-garde de l'armée, et celle-ci fut partagée en deux colonnes; la droite, sous les ordres du prince Léopold, côtoyait la Muldau et fut obligée de se faire des chemins; la colonne de la gauche, conduite par le maréchal de Schwérin, enfilait le grand chemin de Prague à Tabor, en suivant pied à pied l'avant-garde. On avait réglé de plus que ces colonnes ne laisse-

raient entre leurs camps qu'une étendue au plus d'un demi-mille d'Allemagne; derrière la colonne de la gauche suivaient les caissons de farine couverts par 1,500 hommes, sous la direction du général Posadowsky.

Tabor, Budweis et Frauenberg se rendirent presque sans se défendre au général Nassau. L'armée arriva le 26 à Tabor, où les colonnes se rejoignirent; mais Posadowsky n'amena que la moitié de ses caissons, c'est-à-dire pour quinze jours de farine; les chevaux et les bœufs de cet attirail avaient été négligés au point que la moitié en avait péri, sans cependant qu'on eût vu d'ennemi pendant toute la marche. Ce fut là le principe de tous les malheurs qui arrivèrent depuis. A peine l'armée était-elle à deux marches de Prague que M. de Bathyani envoya un détachement de quelques milliers de Croates et de housards à Béraun et Kœnigsaal; cette dernière ville est située au confluent de la Béraun dans la Muldau, à deux milles au-dessus de Prague. Ces troupes légères infestèrent tellement les avenues, qu'elles interceptèrent toutes les livraisons que le plat pays devait faire, et que les communications étant coupées, l'armée prussienne fut quatre semaines sans recevoir de nouvelles ni de Prague ni de ce qui se passait dans le reste de l'Europe. On enleva deux malles destinées pour le roi, de sorte qu'il ignorait non-seulement la marche des Saxons, mais encore où pouvait être l'armée du prince de Lorraine.

Il doit paraître étrange qu'une armée aussi forte que la prussienne n'ait pu tenir le plat pays en respect, le contraindre aux livraisons nécessaires, se procurer des subsistances, et avoir des espions en abondance pour être informée du moindre mouvement des ennemis; mais il faut savoir qu'en Bohême la grande noblesse, les prêtres et les baillis sont très-affectionnés à la maison d'Autriche; que la différence de religion inspirait une aversion invincible à ce peuple aussi stupide que superstitieux, et que la cour

avait ordonné aux paysans, qui sont serfs, d'abandonner leurs chaumières à l'approche des Prussiens, d'enfouir leurs blés, et de se réfugier dans les forêts voisines ; elle avait ajouté la promesse de réparer tout le dommage qu'ils pourraient souffrir de la part des Prussiens. L'armée ne trouvait donc que des déserts sur son passage, des villages vides : personne n'apportait au camp des denrées à vendre, et le peuple, qui craignait les punitions rigoureuses des Autrichiens, ne pouvait être engagé, par quelque somme que ce fût, à donner les nouvelles qu'on lui demandait des ennemis.

Ces embarras furent encore augmentés par un corps de 10,000 housards que les Autrichiens avaient fait venir de Hongrie et qui coupèrent les communications à l'armée dans un pays qui n'était qu'un composé de marais, de bois, de rochers et de tous les défilés qu'un terrain peut renfermer : l'ennemi avait, avec cette supériorité en troupes légères, l'avantage de savoir tout ce qui se faisait dans le camp du roi, et les Prussiens n'osaient aventurer leurs batteurs d'estrade, à moins de les compter pour perdus, vu la supériorité de ceux des ennemis ; de sorte que l'armée du roi, toujours retranchée à la romaine, était réduite à l'enceinte de son camp. Le manque de vivres joint à cette gêne où se trouvaient les Prussiens, les obligea de retourner sur leurs pas. Le maréchal de Schwérin était d'avis de se porter sur Neuhaus, pour augmenter la jalousie que les ennemis pouvaient avoir à l'égard de l'Autriche. Le prince Léopold soutenait qu'il fallait se porter sur Budweis, qui était occupé par M. de Nassau [1]. Sur ces entrefaites, un espion apporte la nouvelle que l'armée du prince de Lorraine était à Protiwin. Cet avis décida sur le parti qu'il y avait à prendre.

L'armée repassa la Muldau et se campa sur les hauteurs

[1] Guillaume-Charles-Henri Frison, prince de Nassau-Dietz, stathouder de Hollande.

de Wodnian; mais à peine y fut-on arrivé qu'on reconnut la fausseté de l'avis : cela mit de la mésintelligence entre M. de Schwérin et le prince Léopold, et le roi fut souvent dans le cas d'interposer son autorité pour empêcher que la jalousie de ces deux maréchaux ne nuisît au bien général. M. de Janus, lieutenant-colonel dans les housards de Thierry, avait été détaché pour presser les livraisons que les habitants de ces contrées devaient faire à Tabor : le besoin en était d'autant plus pressant que les farines de l'armée tiraient vers leur fin. Janus marcha avec 200 housards à un village nommé Muhlhausen, situé au bord de la Muldau. L'ennemi en fut informé; un corps considérable de housards tomba sur lui; c'était un brave homme, et il perdit la vie pour ne point avoir la réputation d'avoir été battu : tout son corps fut dissipé. Nadasti fit des ponts à cet endroit même et s'avança droit à Tabor pour l'attaquer. Le prince Henri [1], frère du roi, qui y était tombé malade, et le colonel Kalneln qui y commandait, lui firent comprendre qu'on ne s'empare pas d'une ville défendue par des Prussiens avec de la cavalerie légère.

Ce fut alors qu'on apprit que le prince de Lorraine occupait un camp fort, derrière la Wotawa, à deux milles de Piseck; que les Saxons l'avaient joint, et que son intention était de couper les Prussiens de la Sassawa, et par conséquent de Prague, en passant la Muldau derrière l'armée. Le manque de subsistances, l'obstacle que Nadasti mettait à en amasser, la possibilité pour les Autrichiens de faire ce mouvement, détermina les Prussiens à s'approcher de Tabor; ils passèrent le 8 d'octobre la Muldau sur le pont de Teyn. L'arrière-garde fut vivement harcelée par des pandours et des housards; ils ne réussirent point à l'entamer comme ils s'y étaient attendus. Le brave colonel Rouch des housards leur prit un bataillon de Dalmatiens qui s'aventura trop, et rejoignit l'armée, triomphant d'un

[1] Le prince Henri, second frère de Frédéric II.

corps bien supérieur au sien, qui l'avait attaqué. L'armée reprit le camp de Tabor, pour donner au général Dumoulin, qui était détaché à Neuhaus, le temps de la rejoindre.

Les Autrichiens étaient si sûrs de couper l'armée prussienne de Prague, que par leurs ordres on amassait des magasins pour eux à Beneschau et même dans le cercle de Chrudim. Le roi se repentit trop tard de n'avoir pas mieux garni la ville de Prague de troupes. Le projet de prendre des quartiers d'hiver entre Tabor, Neuhaus, Budweis et Frauenberg était mal conçu; il n'y avait de là à Prague aucune ville qui eût seulement des murailles, et dont on pût par conséquent se servir pour établir la communication avec la capitale. La Muldau était partout guéable et couverte à sa rive gauche de forêts impénétrables, dont les troupes légères pouvaient tirer parti pour harceler sans cesse les quartiers des Prussiens. Si cependant les vivres n'eussent pas manqué, le roi aurait pu se soutenir entre la Sassawa et la Luschnitz; mais le manque de vivres est le plus fort argument à la guerre, et le danger de perdre Prague s'y joignant, l'armée prussienne fut obligée de rétrograder.

On était encore irrésolu si l'on abandonnerait ou conserverait les postes de Tabor et de Budweis, en s'en éloignant entièrement avec l'armée. On avait sans doute à craindre que l'ennemi ne forçât ces villes; d'autre part il fallait considérer qu'on avait été obligé de laisser à Tabor 300 malades ou blessés qu'on n'avait pu transporter faute de voitures. On ne voulait pas abandonner ces braves gens, on résolut donc de laisser garnison dans ces deux endroits, et l'on espérait que si l'on en venait à une bataille avec les Autrichiens, comme cela paraissait probable après leur jonction avec les Saxons, les ennemis battus trouveraient ces postes sur leur chemin et seraient contraints de se rejeter vers Pilsen.

Ce raisonnement était entièrement faux; car, dans un

cas pressant, il vaut mieux perdre 300 malades que de hasarder quelques milliers d'hommes dans des villes où ils ne peuvent se défendre. Au contraire, si l'on se proposait de se battre, il fallait rassembler toutes ses forces, pour être mieux en état de battre l'ennemi, et ces deux misérables trous ne pouvaient pas empêcher le prince de Lorraine de faire sa retraite comme il le jugerait à propos. Mais, disait-on, le maréchal de Seckendorff était déjà arrivé en Bavière, il avait rejeté Bærenklau en Autriche, il avait nettoyé d'ennemis tout cet électorat, à la réserve d'Ingolstadt, de Braunau et de Straubingen. Soit, mais les succès des Impériaux ne devaient pas empêcher les Prussiens de se conduire prudemment, et ces avantages n'étaient pas assez forts pour qu'on pût impunément commettre des fautes.

Dans cette situation, le poste de Beneschau devenait de la dernière importance; il fallait l'occuper avant le prince de Lorraine, parce qu'il était inattaquable et qu'il pouvait décider entre les mains des ennemis du destin de l'armée; la seule ressource qu'on aurait eue encore, aurait été de passer la Sassawa à Rattay, pour tirer des vivres de Pardubitz. Le maréchal de Schwérin se mit pour cet effet à la tête de 15,000 hommes; il prit non-seulement le camp de Beneschau, mais il s'empara encore des magasins considérables qu'on y avait amassés pour les Autrichiens. Le roi le joignit le 14 d'octobre; l'avant-garde de l'ennemi était déjà en marche pour s'y rendre. L'armée séjourna huit jours entre Beneschau et Konopitz. On y apprit la nouvelle désagréable, à laquelle cependant on devait s'attendre, qu'un détachement de 10,000 Hongrois avait fait prisonnier à Budweis le régiment de Creutz et à Tabor celui des pionniers. Ainsi, pour sauver 300 malades, on perdit 3,000 hommes.

Le roi, qui se repentait d'avoir, pour ainsi dire, abandonné ces régiments, envoya ordre, par huit personnes

différentes, au général Creutz qui commandait dans Budweis, d'évacuer la ville et de suivre l'armée; mais aucune n'arriva jusqu'à lui. Budweis se rendit, après avoir consommé toutes les munitions que les circonstances avaient permis d'y laisser. Tabor fut pris à tranchée ouverte par une brèche que l'ennemi avait faite à la muraille. La première de ces villes soutint un siége de huit jours, Tabor un de quatre, et Frauenberg se rendit, parce que les Autrichiens avaient coupé le seul canal par lequel la garnison recevait ses eaux. Comme il était à craindre que les vivres ne manquassent à l'armée, M. de Winterfeld fut détaché, avec quelques bataillons et un régiment de housards, pour transporter le magasin de Leutmeritz à Prague. Mais l'avant-garde du prince de Lorraine dont nous avons parlé, s'étant aperçue que les Prussiens les avaient prévenus à Beneschau, se retira sur Neweclow et de là sur Marschowitz, où elle fut jointe par l'armée combinée des Autrichiens et des Saxons. Le roi apprit cette nouvelle avec plaisir, dans l'espérance que le moment de venger les affronts qu'il avait reçus à Tabor et à Budweis était arrivé.

Dans cette vue, le 24 d'octobre après midi, il mit l'armée en marche sur huit colonnes, pour attaquer l'ennemi, après avoir passé des chemins que jamais troupes n'avaient traversés : il arriva au déclin du jour sur une hauteur qui n'était qu'à un quart de mille de l'armée autrichienne; les Prussiens s'y formèrent et y passerent la nuit. Le lendemain le roi et les principaux officiers allèrent reconnaître l'ennemi dès la pointe du jour. On trouva qu'il avait changé de camp et qu'il s'était posté vis-à-vis du flanc droit des Prussiens, sur une hauteur escarpée, au pied de laquelle, dans un terrain marécageux, coulait une eau bourbeuse; ce fond séparait les deux armées. Ce côté était entièrement inattaquable. On plaça quelques bataillons de grenadiers dans un taillis d'où la droite de l'ennemi pouvait être vue; on la trouva aussi avantageusement placée

que sa gauche. L'impossibilité de réussir dans une telle attaque en fit abandonner le dessein, et l'on résolut de retourner au camp de Beneschau.

Les grenadiers qui avaient servi à reconnaître l'ennemi firent l'arrière-garde. Les Autrichiens, qui s'attendaient à être attaqués, ne s'aperçurent pas de la retraite de leurs ennemis, dont une montagne leur dérobait les mouvements : il n'y eut qu'une légère escarmouche à l'arrière-garde, et les Prussiens reprirent paisiblement leur poste de Beneschau. Lorsqu'une armée où il se trouve 150 escadrons séjourne au delà de huit jours dans le même camp, il n'est pas étonnant que les fourrages viennent à lui manquer, surtout lorsque c'est un pays de montagnes et de bois, et qu'il est impossible d'obliger le plat pays à livrer des subsistances. C'est ce qui força le roi à choisir un autre camp où il pût trouver des fourrages et qui en même temps le rapprochât de sa boulangerie. L'armée décampa donc le lendemain, passa la Sassawa à Borschitz et vint se poster auprès de Pyscheli. En même temps, M. de Nassau fut détaché avec 10 bataillons et 30 escadrons pour déloger de Kamerbourg un corps ennemi de 10,000 hommes, tant troupes réglées que hongroises. M. de Nassau l'attaqua sur une hauteur avantageuse qu'il occupait; quelques coups de canon mirent l'ennemi en désordre; il abandonna son poste pour repasser la Sassawa à Rattay. M. de Nassau les côtoya, et s'apercevant qu'ils voulaient gagner Kolin avant lui, il les prévint et s'empara de ce poste.

Depuis l'escarmouche de Kamerbourg, personne n'eut des nouvelles de M. de Nassau, qui de son côté ne put en faire parvenir aucune, tant les troupes légères des Autrichiens avaient par leur nombre la supériorité sur celles des Prussiens : ils étaient dans un terrain fourré, avaient la faveur du pays, étaient informés de tout, tandis que les Prussiens n'étaient instruits de rien. Les Autrichiens agis-

saient de tous les côtés pour se procurer cette supériorité sur les Prussiens; ils pensèrent surprendre à Pardubitz avec son régiment le colonel Zimernau, qui avait dans ce fort la garde du magasin : 1,500 grenadiers et 600 housards, venus de la Moravie, se déguisèrent en paysans, et sous prétexte de livrer au magasin, ils essayèrent de s'introduire dans la ville au moyen de leurs chariots. La trame fut découverte par un Autrichien qui lâcha imprudemment un coup de pistolet; les gardes des portes et des ravelins firent feu sur cette troupe, qui perdit soixante hommes.

Cette défense fit beaucoup d'honneur à la vigilance de M. de Zimernau, et laissa aux ennemis le regret d'avoir inutilement perdu du monde. Peu après que le roi eut pris le camp de Pyscheli, le prince de Lorraine prit celui de Beneschau; il avait le pays à sa dévotion, les cercles lui livraient ses vivres, et il parvint à subsister quelques jours encore là où les Prussiens auraient péri de faim s'ils y fussent restés : il se porta ensuite sur Kamerbourg, où il passa la Sassawa, dirigeant sa marche sur Janowitz, en gardant ces marais à dos.

Le dessein du prince, ou pour mieux dire du vieux maréchal Traun, était d'obliger le roi d'opter entre la Silésie ou la Bohême. Si le roi restait auprès de Prague, les ennemis lui coupaient la communication avec la Silésie, et si le roi tirait vers Pardubitz, Prague et la Bohême étaient perdus. Ce projet était beau et digne d'admiration : le maréchal Traun y ajoutait la sage précaution de choisir toujours des camps inattaquables, pour ne point être obligé de combattre malgré lui. Si le roi avait pu aller aux ennemis au moment où ils décampèrent, il aurait pu les forcer au combat, ou il aurait gagné sur eux le poste de Kuttenberg, ce qui aurait ruiné tous leurs desseins. Le manque de pain, raison si souvent alléguée dans le récit de cette campagne, empêcha cette opération.

Cependant, pour tenter l'impossible, le roi avança le lendemain avec l'aile de l'armée; le prince Léopold devait suivre avec le pain qu'on attendait de Prague. Le bonheur voulut qu'à Kosteletz, où le roi prit son camp, il trouvât pour trois jours du pain, du vin et des viandes destinées aux ennemis; il fit distribuer ces provisions à ses troupes. Son intention était de gagner le lendemain Janowitz; mais il fut trompé par des espions qui assurèrent que le prince de Lorraine y était déjà. On tourna donc sur la gauche, et l'armée se campa à Kaurzim, à un mille de l'Elbe. Ce ne fut qu'alors qu'on apprit que M. de Nassau était à Kolin, et qu'un convoi de pain arriverait incessamment de Leutmeritz à l'armée; pour en faciliter le transport, on garnit de grenadiers Brandeis et Nienbourg.

Le lendemain, le prince Léopold rejoignit l'armée; le jour d'après, on se porta sur Planiany. L'ennemi avait eu dessein d'y venir; aussi y trouva-t-on d'abondantes subsistances. L'aile droite des Prussiens était au couvent de Zasmuki, éloigné d'un quart de mille de la gauche des Autrichiens: des marais et des bois séparaient les deux armées. Cependant il y avait tout à craindre pour Pardubitz; les Autrichiens en étaient plus près d'une demi-marche que les Prussiens. On y envoya avec 8 bataillons et 10 escadrons M. Dumoulin, qui passa par Kolin et couvrit Pardubitz et les magasins.

Le point principal alors était de gagner Kuttenberg: il n'y avait point de temps à perdre, si l'on voulait devancer les ennemis. Quoique les troupes fussent fatiguées de trois marches consécutives, il fut résolu que par un effort on arriverait le lendemain à Kuttenberg, ou que l'on forcerait le prince Charles au combat. Ni l'un ni l'autre n'arriva. Un brouillard épais, qui dura depuis six heures du matin jusqu'à midi, fit perdre la moitié de cette journée, et quelque diligence qu'on fit dans la suite, il fut impossible d'arriver à la fin du jour plus loin qu'à Gross-

Gubel, où l'on dressa les tentes. L'armée avait la ville de Kolin et l'Elbe à dos à la distance d'un demi-mille; ses deux ailes étaient appuyées à des villages; une petite plaine était devant le front, bornée par un bois touffu, où campait le prince de Lorraine : ce prince se servit de l'avance que sa position lui donnait sur celle des Prussiens, et dès le soir il envoya un gros détachement pour occuper la hauteur de Jean-Baptiste, fort escarpé et qui domine sur tous les environs.

Le roi aurait voulu se battre avant d'avoir consommé ses magasins; une affaire générale convenait à ses intérêts; mais elle ne convenait pas à ceux des Autrichiens, et ils l'évitèrent toujours soigneusement. Tandis que le prince de Lorraine et Traun s'établissaient sur la cime des rochers, Nadasti vint se placer sur la droite des Prussiens avec 6,000 Hongrois; Guilan, avec un corps de la même force, se met dans le bois qui bornait le front de la plaine; Trenck et Moratz se mirent sur la gauche avec leurs troupes légères, pour resserrer l'armée dans son camp et l'empêcher d'en sortir pour aller fourrager. Il paraîtra peut-être étrange que les Prussiens n'aient rien tenté pour déloger ces corps de leur voisinage; mais ces corps avaient des défilés devant eux, et on ne pouvait venir à eux qu'avec désavantage.

La mauvaise nourriture des troupes, la misère et les fatigues qu'elles avaient souffertes, occasionnèrent un grand nombre de maladies; il n'y avait pas cent hommes par régiment exempts de la dyssenterie; les officiers n'étaient pas mieux; les fourrages du camp étaient consommés; on ne pouvait avoir des vivres que de l'autre côté de l'Elbe; la saison devenait plus rude de jour en jour; toutes ces raisons obligèrent à repasser l'Elbe à Kolin et à cantonner les troupes pour conserver et rétablir les malades. L'armée décampa le 9 de novembre et fit sa retraite en si bon ordre, que quand même le prince de Lor-

raine aurait voulu l'entamer, on aurait pu, sur ce terrain, engager avec avantage une affaire générale. Dix bataillons garnirent la ville de Kolin, postés derrière des murailles qui formaient un retranchement naturel; on plaça les batteries sur des éminences plus près de la ville, d'où elles dominaient sur tout le terrain : Kolin et Pardubitz devenaient alors des postes importants, parce qu'ils assuraient la communication avec la Silésie comme avec Prague. Entre ces deux têtes on établit des postes le long de la rivière, et derrière cantonnaient les troupes.

A peine les Prussiens eurent-ils passé l'Elbe, que les pandours attaquèrent Kolin; mais ils y furent si mal reçus, qu'ils perdirent l'envie d'y revenir. La nuit du 12, les grenadiers de la reine, avec toutes les troupes hongroises, tentèrent une nouvelle attaque et furent partout repoussés vigoureusement; ils y perdirent 300 soldats tués; Trenck, ce fameux pillard, y fut blessé. Le prince de Lorraine croyait la campagne finie, et aurait voulu donner aux troupes un repos qu'elles avaient bien mérité par les fatigues qu'elles avaient essuyées en Alsace et en Bohême : la cour de Vienne pensa autrement, et elle donna des ordres exprès au prince de Lorraine de continuer les opérations.

Le roi se flattait de l'idée que l'ennemi prendrait ses quartiers entre l'Elbe et la Sassawa; dans le dessein où il était de tomber dessus par Pardubitz et Kolin, et de nettoyer d'Autrichiens les cercles de Czaslau et de Chrudim. Il avait pris son quartier à Turnow, proche de Pardubitz; celui du prince Léopold était peu éloigné de Kolin. L'ennemi fit dans ce temps-là des mouvements qui semblaient dénoter qu'il avait quelque dessein sur Pardubitz, ce qui engagea ce prince à s'approcher davantage des quartiers de la gauche. Sur ces entrefaites, on intercepta des lettres de Vienne; elles annonçaient un grand dessein, qui devait s'exécuter le 18 de novembre. Le général d'Einsiedel, qui

commandait à Prague, mandait que l'ennemi faisait travailler à des échelles dans tous les villages voisins, et le général Nassau avertissait qu'il s'attendait dans quelques jours à être attaqué à Kolin; il n'y avait rien à craindre pour Pardubitz, où se trouvait l'aile gauche de l'armée.

De mille en mille le long de l'Elbe il y avait des postes d'infanterie, et 40 escadrons de housards étaient distribués entre deux pour veiller aux patrouilles et sur les moindres mouvements des troupes de la reine. Par ces précautions le roi devait toujours être averti d'avance, au cas que l'ennemi tentât le passage de l'Elbe; il n'y avait donc proprement que la ville de Prague pour laquelle il y eût à appréhender. Le roi y envoya M. de Rottembourg avec ses dragons et trois bataillons pour en renforcer la garnison. Ce jour critique, le 18, arriva enfin, et ne produisit de la part de l'ennemi que beaucoup de marches et de contremarches; le 19 parut plus décisif.

On entendit dès les cinq heures du matin des décharges du gros canon et un feu d'infanterie assez vif. Le roi envoya de tous côtés pour savoir où l'on tirait; tout le monde était dans la prévention que c'était quelque nouvelle tentative sur Kolin. Les coups qu'on entendait se tiraient à la droite de l'armée, et comme le général Nassau s'était attendu à quelque entreprise du prince de Lorraine sur son poste et qu'on ne recevait point d'autre nouvelle, on ajouta trop légèrement foi à ces apparences.

On demeura dans cette incertitude jusqu'à midi, qu'un officier de housards fit au roi le rapport que pendant la nuit les troupes de la reine avaient fait des ponts auprès de Solnitz; que la négligence des patrouilles avait été cause qu'on ne s'en était aperçu qu'à la pointe du jour; que le lieutenant-colonel de Wedel[1], dont le bataillon se trouvait le plus proche, y avait marché; que malgré le feu de 50 canons, il avait repoussé trois fois les grenadiers

[1] Wedel devint plus tard général.

autrichiens; que pendant cinq heures il avait disputé ce passage au prince de Lorraine; que les housards qu'il avait envoyés à l'armée pour l'avertir de sa situation ayant été tués en chemin par des uhlans qui s'étaient glissés dans les bois voisins, faute de secours, il s'était retiré en bon ordre par la forêt de Wischenjowitz pour rejoindre l'armée.

Ce passage de l'Elbe était fâcheux, soit que la négligence des housards en fût cause ou non, et cette entreprise décidait de toute la campagne. Le temps employé à se plaindre du destin aurait été perdu; on ne songea qu'à remédier au mal autant que les circonstances le permettaient. L'armée reçut d'abord ordre de se rassembler à Wischenjowitz, qui était au centre de ses cantonnements; on ne laissa à Pardubitz que 3 bataillons sous les ordres du colonel Retzow. L'armée se trouva à son rendez-vous le soir à neuf heures, campée en front de bandière, à l'exception du corps de M. de Nassau, qui était à Kolin, et de 2 bataillons détachés, l'un à Brandeis et l'autre à Nienbourg. Le bataillon de Wedel perdit 2 officiers et 100 hommes tant morts que blessés à l'affaire de Solnitz, qui sera à jamais mémorable dans les fastes prussiens. Cette belle action valut à Wedel le nom de Léonidas. Le prince de Lorraine, surpris qu'un seul bataillon prussien lui eût disputé pendant cinq heures le passage de l'Elbe, dit aux officiers qui l'accompagnaient : « La reine serait trop heureuse si elle avait dans son armée des officiers comme ce héros. »

La situation critique où se trouvaient les affaires porta le roi à rassembler les principaux officiers de ses troupes pour délibérer avec eux sur le parti qu'il y avait à prendre. La question roulait sur deux objets : marcherait-on à Prague pour se maintenir dans ce royaume, ou évacuerait-on Prague et la Bohême pour se retirer en Silésie? Chacun de ces partis avait des inconvénients. Le prince Léopold était d'avis de marcher à Prague, puisqu'il y avait encore quelque amas de farine à Leutmeritz, et qu'en

abandonnant Prague on serait en même temps obligé d'abandonner la grosse artillerie, que les chemins ne permettraient pas de traîner avec soi, outre le risque que la garnison avait à courir par une retraite, au moins de trente milles, jusqu'à ce qu'elle pût regagner par Leutmeritz et la Lusace les frontières de la Silésie. Le roi était du sentiment qu'il fallait marcher en Silésie, parce que c'était le parti le plus sûr. Le projet de se maintenir à Prague donnait à l'ennemi la facilité de couper à l'armée toute communication avec la Silésie. Les Saxons en auraient fait autant sur leurs frontières, de sorte que cette armée aurait été ruinée avant le printemps faute de vivres, de recrues, d'armes, de munitions de guerre et de chevaux de remonte pour la cavalerie. D'ailleurs, les communications fermées, d'où seraient venues les sommes pour payer les troupes, acheter des magasins? etc. Comment le général de Marwitz, avec 22,000 hommes, pouvait-il couvrir les deux Silésies contre l'armée du prince de Lorraine ?

Ces raisons décidèrent pour le retour en Silésie, où l'armée trouvait toutes les ressources dont elle avait besoin pour se rétablir, où les places fortes étaient remplies de magasins, le pays de subsistances, où l'on regagnait la communication avec le Brandebourg, où enfin ni argent, ni chevaux, ni ressources ne pouvaient manquer. Et pour prendre les choses réellement telles qu'elles étaient, le roi ne faisait de perte en se retirant de la Bohème que celle de sa grosse artillerie. Tous les généraux se rangèrent de cet avis.

La résolution qui avait été prise sur-le-champ devait être exécutée de même. Le roi fit partir un homme de confiance et de ressource, nommé Bulow, son aide de camp, pour porter à tous les corps détachés, ainsi qu'à la garnison de Prague, l'ordre d'évacuer la Bohème. M. de Nassau fut instruit de prendre le chemin de Chlumetz ou de Néchanitz pour rejoindre l'armée, tandis que le roi

ferait vis-à-vis du prince de Lorraine les mouvements les plus convenables pour faciliter cette jonction. Bulow fut assez heureux pour traverser des détachements de housards ennemis et pour porter ses ordres à ceux auxquels il devait les rendre. Ce parti devenait d'autant plus nécessaire que la garnison de Prague n'avait de subsistances que pour six semaines, et que la faim l'aurait contrainte de se rendre si l'on avait attendu ce terme.

Le 20 de novembre le roi s'approcha de Chlumetz afin de seconder les mouvements de M. de Nassau ; il demeura dans ce poste pour laisser à ce détachement le temps de gagner Bitschow et Néchanitz. Le 22 l'armée se mit entre Pardubitz et Kœnigsgrætz, au village de Woititz, qui couvrait le défilé de Néchanitz. Les malades et le bagage sous une bonne escorte prirent les devants pour la Silésie, afin d'alléger la marche des troupes. M. de Retzow évacua Pardubitz ; le 24 toute la cavalerie marcha à la rencontre de M. de Nassau et l'amena rejoindre l'armée. On fit défiler l'infanterie par Kœnigsgrætz pour se cantonner dans les villages qui sont en deçà de l'Elbe. On resta le 25 et le 26 dans cette position. Le 27 l'armée se partagea en trois colonnes, dont l'une prit le chemin de la principauté de Glatz ; la seconde, que le roi conduisait, passa par les gorges de Braunau ; et la troisième, conduite par M. Dumoulin, enfila le chemin de Trautenau à Schatzlar. La première colonne ne fut point inquiétée dans sa marche. La brigade de Truchsès, qui était à la seconde colonne et qui en faisait l'arrière-garde, fut attaquée en passant le ruisseau de la Metau proche du village de Pless. Truchsès s'amusa mal à propos à escarmoucher avec les pandours, et il eut 40 hommes tant morts que blessés.

Ce qui caractérise bien l'esprit hongrois, c'est qu'au milieu de cette escarmouche quelques cochons se mirent à crier dans le village de Pless ; ce fut le signal de la trêve : les pandours abandonnèrent les Prussiens et coururent

tous au village égorger des bêtes qu'ils aimaient mieux manger que de se battre : il y a sûrement dans l'histoire peu d'exemples d'escarmouches aussi vives qui aient eu un dénoûment aussi grotesque.

La colonne de M. Dumoulin fut attaquée au village d'Else, mais avec si peu de vigueur que cela ne mérite aucune considération. La colonne où était le roi arriva le 4 décembre à Tannhausen ; le vieux prince d'Anhalt y arriva presque en même temps. Le prince Léopold était attaqué d'une maladie qui faisait craindre pour ses jours. Le maréchal de Schwérin avait pris de l'humeur et quitta l'armée avant le retour en Silésie. Le roi fut obligé de se rendre à Berlin afin d'y prendre les arrangements nécessaires pour la campagne prochaine, et de préparer en même temps les voies à quelques négociations, que l'on pouvait rendre plus vives au cas que les circonstances l'exigeassent. Voici ce qui arriva aux autres corps dans leur retraite. M. de Winterfeld ramena heureusement son détachement de Leutmeritz en Silésie ; il fut harcelé en chemin, mais ses bonnes dispositions tinrent les Hongrois en respect.

La garnison de Prague ne suivit pas littéralement les ordres qu'elle avait reçus. M. de Einsiedel devait faire sauter les ouvrages de Wischerad et de Saint-Laurent, il devait faire crever les canons de la grosse artillerie et en brûler les affûts, jeter dans l'eau les fusils dont la garnison de la reine avait été armée. M. de Einsiedel crut faussement que ce premier ordre serait révoqué ; il en suspendit l'exécution jusqu'au moment de son départ ; il fut trop tard alors. Lorsqu'il vit que le moment d'évacuer la ville approchait, il rassembla tous les chevaux qu'il put trouver pour amener avec lui 42 pièces de campagne autrichiennes à la place du gros canon qu'il fallait abandonner. Ce fut le 26 de novembre que la garnison sortit de Prague. M. de Einsiedel avait si mal pris ses précautions, que ses troupes défi-

laient encore par la porte Saint-Charles, que déjà 400 pandours s'étaient d'un autre côté introduits dans la ville. Ces Hongrois attaquèrent l'arrière-garde. M. de Rottembourg, qui s'y trouvait, fit tirer sur eux quelques canons chargés à mitraille, qui les continrent. Cette garnison arriva le 30 à Leutmeritz. On s'y arrêta quelques jours afin de s'y pourvoir de pain et de provisions.

Quand M. de Einsiedel arriva à Leipe, il apprit que les Saxons voulaient lui disputer le chemin de la Silésie; car le prince de Lorraine n'avait suivi le roi que jusqu'à Nachod, d'où il avait pris la route de la Moravie, et les Saxons celle des cercles de Buntzlau et Leutmeritz. Il y eut quelques escarmouches en chemin avec les troupes légères des ennemis, mais peu importantes. Comme il arriva à Hochwald, bourg situé à deux milles de Friedland et à trois des frontières de la Silésie, il aperçut un gros corps et apprit par des transfuges et des espions que c'était une partie du corps saxon aux ordres du chevalier de Saxe, auquel 2,000 grenadiers autrichiens s'étaient joints. M. de Einsiedel, qui ne s'était jamais trouvé en pareil cas, perdit entièrement contenance; il fut longtemps indécis s'il attaquerait ces Saxons, qui s'étaient fait des retranchements avec de la neige entassée, ou s'il traverserait la Lusace pour rentrer en Silésie. Les ennemis avaient fait de si grands abatis sur le chemin de Friedland qu'il était devenu impraticable dans cette saison. M. de Rottembourg, voyant que l'incertitude de M. de Einsiedel laisserait périr les troupes de froid et de misère, fit reconnaître les chemins de la Lusace et prit en même temps la résolution d'attaquer le chevalier de Saxe, en se chargeant de l'événement.

Un capitaine, nommé Cottwitz, Saxon de naissance, déserta la nuit et avertit le chevalier des desseins de Rottembourg. Rottembourg, se voyant trahi, profita de la trahison même. Il se mit le lendemain de bon matin en marche

par sa gauche et entra en Lusace. Les Saxons n'étaient occupés qu'à leur défense, et ils furent instruits en même temps qu'un gros corps prussien aux ordres de M. de Nassau défilait par la Silésie pour leur tomber à dos; ils étaient si occupés de ces nouvelles que la garnison de Prague leur échappa heureusement. M. de Rottembourg cheminait toujours; un colonel Vitzthum, qui commandait sur la frontière de la Lusace, voulut s'opposer à son passage; mais lorsqu'il vit le nombre des Prussiens auquel il aurait à faire, il se désista de son opposition. Le général saxon Arnheim, sous les ordres duquel il était, envoya un autre officier pour interdire le passage aux Prussiens; mais Rottembourg, en l'accablant de politesses, poursuivit sa route et arriva le 13 décembre aux frontières de la Silésie, où ses troupes furent employées à former la chaîne des quartiers depuis la Lusace jusqu'à la principauté de Glatz. Telle fut la fin de cette campagne, dont les préparatifs annonçaient de plus heureux succès. Ce grand armement, qui devait engloutir la Bohême et même inonder l'Autriche, eut le sort de cette flotte, nommée l'*Invincible,* que Philippe II d'Espagne mit en mer pour conquérir l'Angleterre.

Il faut convenir qu'il est plus difficile de faire la guerre en Bohême que partout ailleurs. Ce royaume est environné d'une chaîne de montagnes qui en rendent l'entrée et la sortie également dangereuses. Prît-on même la ville de Prague, il faudrait une armée pour la garder; ce qui affaiblit trop le corps qui doit agir contre l'ennemi. On n'y peut assembler des magasins qu'en hiver, où les habitants sont contraints, par la rigueur de la saison, de demeurer dans leurs villages. Quelques contrées fertiles peuvent fournir des subsistances pour de grandes armées; les fourrages secs et le fourrage vert ne sauraient y manquer : mais d'autres cercles montueux et chargés de bois sont trop stériles pour qu'une armée y séjourne longtemps. D'ailleurs on n'y trouve aucune place tenable, et si les

Autrichiens veulent chasser l'ennemi de ce royaume sans en venir à une bataille, ils sont maîtres de l'affamer en lui coupant ses communications; à quoi cette chaîne de montagnes dont la Bohême est environnée fournit tout ce qu'un officier intelligent peut désirer en fait de gorges et de postes propres à intercepter les convois. Il n'y a qu'une seule méthode à suivre pour prendre ce royaume.

Aucun général ne commit plus de fautes que n'en fit le roi dans cette campagne. La première fut certainement de ne s'être pas pourvu de magasins assez considérables pour se soutenir au moins six mois en Bohême. On sait que pour bâtir l'édifice d'une armée, il faut se souvenir que le ventre en est le fondement; mais ce n'est pas tout. Il entre en Saxe sans ignorer que les Saxons avaient accédé au traité de Worms : ou il fallait les forcer à changer de parti, ou il fallait les écraser avant de mettre le pied en Bohême. Il fait le siége de Prague et envoie un faible détachement à Béraun contre M. de Bathyani; si les troupes n'avaient pas fait des prodiges de valeur, il aurait été cause de leur perte. Prague pris, il était certainement de la bonne politique de marcher avec la moitié de l'armée droit à M. de Bathyani, de l'écraser avant l'arrivée du prince de Lorraine et de prendre le magasin de Pilsen, la perte duquel aurait empêché les Autrichiens de retourner en Bohême : ils auraient été obligés d'amasser de nouveau des subsistances, ce qui demande du temps; de sorte que cette campagne aurait été perdue pour eux. Si l'on ne s'y est pas pris avec assez de zèle pour remplir les magasins prussiens, il ne faut point l'imputer au roi, mais aux commis des vivres, qui se faisaient payer les livraisons et laissaient les magasins vides.

Mais comment ce prince eut-il la faiblesse d'adopter le projet de campagne du maréchal de Belle-Isle qui le mena à Tabor et à Budweis, lorsqu'il convenait lui-même que ce projet n'était conforme ni aux conjonctures, ni à ses inté-

rêts, ni aux lois de la guerre? Il n'est pas permis de pousser la condescendance aussi loin. Cette faute en entraîna une foule d'autres à sa suite. Enfin était-il bien permis de mettre son armée en cantonnements, l'ennemi ne campant qu'à une marche de ses quartiers? Tout l'avantage de cette campagne fut pour les Autrichiens. M. de Traun y joua le rôle de Sertorius et le roi celui de Pompée. La conduite de M. de Traun est un modèle de perfection que tout militaire qui aime son métier doit étudier, pour l'imiter s'il en a les talents. Le roi est convenu lui-même qu'il regardait cette campagne comme son école dans l'art de la guerre et M. de Traun comme son précepteur. La fortune est souvent plus funeste aux princes que l'adversité : la première les enivre de présomption ; la seconde les rend circonspects et modestes.

CHAPITRE ONZIÈME.

Les Autrichiens font une invasion dans la haute Silésie et dans le comté de Glatz ; ils sont repoussés par le prince d'Anhalt et le général Lehwald. Négociations en France. Mort de Charles VII. Intrigues des Français en Saxe. Autres négociations avec les Français. Négociations avec les Anglais pour la paix : difficulté qu'y met le traité de Varsovie. L'Angleterre promet ses bons offices. Préparatifs pour la campagne. Le roi part pour la Silésie. Le jeune électeur de Bavière fait en 1745 la paix de Fussen avec l'Autriche.

A peine le roi eut-il quitté l'armée que les Autrichiens voulurent profiter de ce qu'ils appelaient la terreur des Prussiens. Ils entrèrent dans la haute Silésie et dans la principauté de Glatz. M. de Marwitz, dont le corps cantonnait aux environs de Troppau, se retira avant l'approche de l'ennemi à Ratibor, où il mourut. Le prince Thierry reconduisit ce corps par Cosel et Brieg, pour joindre l'armée aux environs de Neisse. M. de Lehwald[1], qui commandait dans la principauté de Glatz, se retira de même

[1] L'un des généraux les plus distingués de Frédéric II.

vers la capitale, avant que l'ennemi fût à portée. Ces retraites se firent sans perte, parce qu'en rétrogradant à propos, on fit manquer aux Autrichiens l'occasion d'en profiter.

Le roi se vit alors obligé de retourner en Silésie, pour prendre avec le vieux prince d'Anhalt des mesures capables de déranger les projets du prince de Lorraine. Le prince d'Anhalt amassa un gros corps auprès de Neisse. Le 7 janvier (1745), il passa la rivière et marcha droit à l'ennemi; ses troupes s'assemblaient à la pointe du jour et passaient les nuits en cantonnements resserrés. A son approche, Traun abandonna le poste de Neustadt et reprit le chemin de la Moravie. Dans cette retraite, les Autrichiens couchèrent cinq jours sur la neige; il en périt beaucoup de froid et beaucoup désertèrent. Le prince d'Anhalt ne put entamer qu'une partie de leur arrière-garde, sur laquelle il fit quelques prisonniers, après quoi il prit poste à Jægerndorff et à Troppau.

M. de Nassau, avec un corps de 6,000 hommes, nettoya la haute Silésie, vers Ratibor et de l'autre coté de l'Oder, des Hongrois qui l'infestaient; M. de Lehwald, avec un nombre pareil de troupes, revint à Glatz pour chasser de ce comté les Autrichiens qui voulaient s'y établir. Nassau délogea sans peine les Hongrois de Troppau, et fondit brusquement sur Oderberg et de là sur Ratibor, dès que M. de Traun fut de retour en Moravie: 3,000 ennemis furent surpris dans Ratibor; les Hongrois ayant vainement tenté de s'ouvrir un passage à la pointe de l'épée, voulurent se sauver par le pont de l'Oder; mais la foule, qui se pressait d'y passer, le fit rompre; en même temps les Prussiens forcèrent la ville, et ce qu'ils ne passèrent pas au fil de l'épée se noya ou fut pris. Un autre corps hongrois, commandé par le général Caroli, n'attendit pas l'approche de M. de Nassau, et se retira de Pless dans la principauté de Teschen.

Dans ce temps-là, M. de Lehwald s'avançait vers Wenzel Wallis, qui s'était porté sur Habelschwerd. Cette ville est située dans une vallée qui confine à la Moravie. Lehwald entra par Johannesberg dans le pays de Glatz, et se trouva bientôt vis-à-vis des ennemis, postés dans un terrain avantageux auprès du village de Plomnitz; devant leur front serpentait un ruisseau dont les bords en bien des endroits étaient d'un accès difficile. Rien n'arrêta M. de Lehwald; il attaqua les Autrichiens (13 février), les troupes surmontèrent tous les obstacles, elles franchirent le ruisseau, gravirent la montagne et fondirent si brusquement et avec tant d'audace sur l'ennemi, qu'ils le chassèrent de son poste.

Les Autrichiens tentèrent de se reformer dans un bois qui était derrière le champ de bataille; mais ils en furent empêchés par les grenadiers prussiens, qui les poursuivirent la baïonnette au bout du fusil. Derrière ce bois il y avait une petite plaine, puis un taillis, dont l'ennemi tenta pour la seconde fois de profiter; mais on l'attaqua si impétueusement, que la confusion devint entière et la fuite générale. Lehwald n'avait que 400 housards, qu'on crut suffire dans un pays montueux et difficile; s'il avait eu plus de cavalerie, peu d'ennemis auraient échappé. Ce corps, qui s'enfuit en Bohême, perdit 900 hommes à cette affaire. [Wallis, qui le commandait, était dans une chapelle de saint comme un autre Moïse, à élever les bras au ciel et implorer son secours pour les Autrichiens qui se battaient. On vint lui dire : « Vos gens sont battus, vous n'avez pas de temps à perdre, sauvez-vous, ou l'ennemi vous prend! » Wallis monta à cheval et piqua des deux, voilà l'unique part qu'il eut à l'action.] Les Prussiens prirent 3 canons et firent 100 hommes prisonniers; il ne leur en coûta que 30 soldats, tant morts que blessés. On regretta beaucoup le brave colonel Gaudi, officier de réputation; il avait rendu un service important au feu roi au

siége de Stralsund; il indiqua un passage par lequel on se rendit maître du retranchement des Suédois, en le tournant du côté de la mer, qui alors était basse. Tant de succès aussi rapides encouragèrent les Prussiens, et ôtèrent aux troupes de la reine l'envie de prolonger davantage cette campagne. Chacun retourna de son côté dans les quartiers d'hiver et demeura tranquille chez soi.

La fortune avait encore marqué sa faveur aux Prussiens par la naissance d'un fils dont la princesse de Prusse[1] était accouchée (le 25 septembre 1744), ce qui assurait la succession à la branche régnante, qui jusqu'alors ne s'était étendue qu'aux trois frères du roi. A Berlin, la cour attendait l'arrivée du maréchal de Belle-Isle, que Louis XV envoyait à ses alliés pour concerter avec eux les mesures à prendre pour l'ouverture de la campagne prochaine. Le maréchal s'était rendu à Munich, de là à Cassel, où il fut averti d'éviter pour se rendre à Berlin le chemin par le pays de Hanovre. On lui indiqua une route plus sûre qui menait par le Eischsfeld à Halberstadt.

Le maréchal, imbu de son caractère d'ambassadeur et du titre de prince d'Allemagne, rejeta cet avis, et par une suite de cet aveuglement, prit le chemin ordinaire. A peine arrive-t-il à Elbingerode, que des dragons hanovriens l'arrêtent; il a la présence d'esprit de déchirer tous ses papiers. On le mène en triomphe à Hanovre, où le conseil s'applaudit d'avoir pris un maréchal de France, l'homme de confiance de la ligue de Francfort, enfin un homme qui jouait un si grand rôle en Europe: il est transféré en Angleterre; on lui donne pour prison le château de Windsor, où il reste quelques mois, et il n'est échangé qu'après la bataille de Fontenoy. La fierté du roi de France souffrait

[1] Louise-Amélie de Brunswick-Wolfenbuttel, femme d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse, mit au monde, le 25 septembre 1744, Frédéric-Guillaume, qui fut le successeur de Frédéric II au trône de Prusse.

de l'affront que les Hanovriens lui faisaient dans la personne de son ambassadeur. On disait à Versailles que les Hanovriens avaient manqué dans cette occasion au respect dû à la majesté impériale et au droit des gens, en arrêtant sur les grands chemins et comme un voleur un homme revêtu d'un caractère public. On disait à Londres qu'après la déclaration de guerre, tout officier français qui passait sans passe-port sur les terres du roi d'Angleterre pouvait être arrêté de bon droit : qu'on regardait le maréchal de Belle-Isle comme officier et non comme ambassadeur, ce caractère n'étant point indélébile et n'étant valable qu'à la cour où le ministre est accrédité. Il n'y avait proprement que la vengeance du roi d'Angleterre d'intéressée à l'humiliation du maréchal de Belle-Isle. George le regardait comme l'auteur de la guerre d'Allemagne, comme un homme qui l'avait forcé à donner sa voix à l'empereur Charles VII, et qui l'avait contraint l'année 1741 d'accepter la neutralité, lorsque le maréchal de Maillebois menaçait l'électorat de Hanovre. Le maréchal de Belle-Isle était donc regardé comme l'ennemi juré de la maison de Brunswic.

A ces désagréments publics qu'essuyait Louis XV, il s'en joignait de particuliers. La duchesse de Châteauroux, exilée de Metz, mourut de douleur d'avoir essuyé un traitement si rigoureux. La convalescence du roi réveilla ses premiers feux ; l'amour que la religion avait offensé, s'en vengea à son tour en ranimant plus vivement que jamais dans le cœur du roi sa passion pour sa maîtresse. Dans le temps qu'on négociait son retour, il apprend qu'elle est morte. Jamais sacrement ne causa tant de remords que celui que Louis XV avait reçu à Metz ; il se reprocha la mort d'une personne qu'il avait tendrement aimée ; les désirs qu'il ne pouvait plus satisfaire et des regrets inutiles émurent si violemment sa sensibilité, qu'il se retira pour quelque temps du monde accablé de tristesse. La

maladie de ce prince, funeste à ses alliés et à sa maîtresse, lui procura au moins la satisfaction la plus douce qu'un souverain puisse avoir, celle d'obtenir le nom de Louis le Bien-Aimé, désignation préférable au titre de saint et de grand que la flatterie et rarement la vérité donne aux rois.

Si le roi de France éprouvait des contre-temps, la Prusse était exposée à des malheurs plus réels, depuis la fâcheuse campagne de 1744 en Bohême : d'auxiliaire elle était devenue partie belligérante, et le théâtre de la guerre, qui avait été en Alsace, s'était transporté sur les frontières de la Silésie. La mauvaise volonté des Saxons s'était manifestée assez ouvertement pour qu'on pût prévoir que si cela dépendait d'eux, ils tâcheraient d'attirer la guerre au cœur des anciens États prussiens. Il fallait, pour résister à ces ennemis, des dépenses exorbitantes, et avec cela même il aurait été presque impossible d'éviter la ruine du plat pays. Ces considérations faisaient envisager la paix comme l'unique moyen de se tirer d'une situation aussi critique. La France était engagée d'assister efficacement les Prussiens. Le roi écrivit une lettre pathétique à Louis XV pour lui rappeler ses engagements; il parut, par sa réponse, qu'il était aussi froid pour l'intérêt de ses alliés que sensible aux siens propres; cependant la guerre de Bohême ne s'était faite que pour sauver l'Alsace.

Il ne manquait plus, pour embrouiller davantage la politique des puissances européennes, que la mort de l'empereur Charles VII. Ce prince décéda le 18 de janvier de l'année 1745. Il poussa la bienfaisance à l'excès, et la libéralité à un tel point, qu'il fut réduit lui-même à l'indigence : il perdit deux fois ses États, et sans sa mort qui prévint les malheurs qui l'attendaient, il serait sorti pour la troisième fois de sa capitale en fugitif. Ce fut là le moment de la dissolution de la ligue de Francfort, à laquelle les Français avaient déjà porté atteinte en ne remplissant aucun des articles de cette alliance. Le nom de l'Empe-

reur avait légitimé l'association des princes qui avaient pris sa défense ; toutes leurs démarches avaient été conformes aux lois de l'Empire ; dès qu'il ne fut plus, l'objet de cette liaison était détruit. Les princes de l'Empire n'avaient plus un but commun, et les mêmes intérêts ne les attachaient plus à ceux de la Prusse.

Il était facile de prévoir que la nouvelle maison d'Autriche tenterait l'impossible pour faire rentrer dans sa maison la couronne impériale. A Versailles, on regardait en secret la mort de l'Empereur comme un heureux dénoûment qui allait terminer les embarras de la France. On était las de lui payer des subsides considérables, et l'on se flattait de faire avec la reine de Hongrie un troc de la couronne impériale contre une bonne paix. Ce qui donnait le plus d'avantage à la cour de Vienne pour l'élection, c'était que le tiers des électeurs était aux gages du roi d'Angleterre, et que l'électeur de Mayence, dont l'influence avait du poids dans les délibérations de l'Empire, était dévoué à la reine de Hongrie. De plus, quel candidat pouvait-on opposer au grand-duc de Toscane ? L'électeur Palatin était trop faible, le jeune électeur de Bavière n'avait point encore l'âge prescrit par la bulle d'or pour être éligible [1]. Le trône impérial était regardé comme incompatible avec celui de la Pologne, ce qui semblait exclure l'électeur de Saxe ; il ne restait donc que le grand-duc de Toscane, soutenu par les armées de la reine de Hongrie, par l'argent des Anglais et par les intrigues du clergé.

La cour de Versailles sentait les difficultés qu'elle rencontrerait cette fois à exclure le grand-duc du trône ; elle voulut cependant lui susciter des rivaux pour rendre les conditions de son accommodement plus avantageuses. Le comte de Saxe contribua le plus à faire tomber le choix de la cour sur Auguste III, roi de Pologne. M. d'Argen-

[1] Maximilien-Joseph, électeur de Bavière, était né le 28 mars 1727.

son[1] saisit vivement cette idée, dans la vue de brouiller par cette rivalité le roi de Pologne et la reine de Hongrie; il ne crut trouver d'opposition à l'exécution de ce projet que de la part de la Prusse, étant exactement informé des sujets de mécontentement qui subsistaient entre ces deux princes.

En effet le roi de Pologne n'avait rien négligé pour rendre le roi de Prusse irréconciliable. Dès le commencement de l'année 1744 Auguste avait essayé de faire accéder la république de Pologne à l'alliance qu'il venait de conclure avec la maison d'Autriche, et qui n'était proprement qu'un renouvellement de garantie de la Pragmatique Sanction. Il représenta à la diète de Varsovie la nécessité d'augmenter l'armée de la couronne de 20,000 hommes, pour résister aux desseins d'un voisin ambitieux, qui allait incontinent fondre sur la république : il conclut une alliance offensive et défensive avec la Russie; tout le monde se disait à l'oreille que c'était contre la Prusse.

Le roi de Pologne ayant passé par la Silésie pour se rendre à la diète de Pologne, il n'y eut point d'imposture qu'il ne débitât, tant à Varsovie qu'aux autres cours de l'Europe, sur le peu d'égards qu'on avait eus pour sa famille et pour sa personne, quoique tous les respects qu'on doit aux têtes couronnées lui eussent été rendus. Le passage des troupes prussiennes par la Saxe fit crier encore plus fort : on leur alléguait comme exemple pareil, qu'en l'année 1711 les Saxons avaient passé par le Brandebourg pour attaquer les Suédois; ils trouvèrent ces exemples bons pour eux et mauvais pour les autres. On avait offert au roi de Pologne d'avoir soin de ses intérêts, de marier la princesse Marianne sa fille au fils de l'Empereur. Les ministres français et prussiens n'épargnèrent pas même des offres

[1] René-Louis, marquis d'Argenson, né en 1694, conseiller au parlement en 1715, conseiller d'État, intendant du Hainaut, 1720; ministre des affaires étrangères de 1744 à 1747. Il mourut en 1757.

considérables pour gagner le comte de Brühl et pour lui persuader de prendre le parti de l'Empereur : le tout en vain. La place était déjà prise et occupée par les Anglais, les Autrichiens et les Russes. Tant de traits de mauvaise volonté de la part des Saxons n'empêchèrent pas qu'avant la guerre le roi ne permît à six régiments qu'ils avaient en Pologne, de traverser la Silésie pour se rendre en Lusace.

Selon le traité du roi de Pologne avec la reine de Hongrie, il ne devait en cas de guerre lui fournir que 6,000 hommes. Dès que les Prussiens furent en Bohême, 22,000 Saxons se joignirent aux Autrichiens, et la Saxe interdit aux Prussiens le passage des vivres et des munitions de guerre; cela était équivalent à une déclaration de guerre dans les formes. Le roi de Prusse crut devoir avertir ces voisins si acharnés contre lui des mauvaises affaires qu'ils allaient s'attirer à eux-mêmes : cette déclaration, peut-être faite à contre-temps, révolta leur amour-propre et augmenta encore la haine qu'ils avaient pour les Prussiens. Lorsque ceux-ci abandonnèrent la Bohême, le comte de Brühl attribua leur malheur à son habileté; il dit que la reine de Hongrie devait la Bohême à la valeur des troupes saxonnes, et se vanta d'en avoir chassé les Prussiens.

Brühl, non content de ces fanfaronnades, avait surtout à cœur de brouiller le roi de Prusse avec la république de Pologne. Il faut se rappeler qu'il y a une loi sévère dans cette république contre ceux qui corrompent un membre de la diète. Brühl, à force de récompenses, engagea un staroste, nommé Wilczewsky, à déclarer en pleine diète, que le ministre prussien l'avait corrompu moyennant la somme de 5,000 ducats, ce qu'il fit d'un air repentant et d'un ton de vérité qui aurait pu séduire; mais il fut sévèrement examiné, et confondu par ses propres dépositions.

La diète de [Varsovie] fut rompue incontinent, après qu'elle eut rejeté l'alliance de l'Autriche et l'augmentation

de l'armée. La Pologne fourmillait alors de mécontents, comme c'est l'ordinaire dans les États républicains, où la liberté ne subsiste que par les partis différents qui contiennent alternativement l'ambition des factions contraires. Ces mécontents offrirent au roi de Prusse de faire une confédération contre les Czartorisky, les Potocky, ou proprement contre Auguste III. C'aurait été le moyen de susciter bien des embarras au roi de Pologne; mais le roi de Prusse, qui loin de vouloir attiser le feu de la guerre, désirait de l'éteindre, eut assez de modération pour conseiller à ces palatins de ne point troubler la tranquillité de leur patrie; il fit même offrir à ce prince, qui l'avait si vivement offensé, et qui voulait retourner en Saxe, toutes les sûretés qu'il pouvait souhaiter pour son passage par la Silésie.

Les refus d'Auguste III ne se ressentirent pas de la politesse qui régnait autrefois à sa cour; il prit le chemin de la Moravie, province dont il méditait la conquête en 1742. Il s'aboucha avec l'Empereur à Olmütz, d'où il poursuivit son chemin par Prague pour se rendre à Dresde. Brühl et son épouse se rendirent à Vienne, où ils recueillirent les fruits de [leurs iniquités].

Dès que Brühl fut de retour à Dresde, il expédia son premier commis, son homme de confiance, un certain Saul, à la cour de Vienne, pour régler avec Bartenstein, ministre de la reine, le partage de la Silésie. Ce fut un article secret, qu'on ajouta au traité de Varsovie. On promettait au roi de Pologne la principauté de Glogau et celle de Sagan; il s'engageait à faire agir offensivement ses troupes en Silésie, à renoncer à ses prétentions à la couronne impériale et à donner sa voix au grand-duc de Toscane; il offrait de plus de porter son corps d'auxiliaires à 30,000 hommes. On diffère sur les avantages que la reine de Hongrie promit au roi de Pologne; quelques personnes prétendent que la cour de Vienne se chargea simplement

d'avoir soin de ses intérêts à la pacification générale, et qu'elle promit au comte de Brühl la principauté de Teschen avec la dignité de prince de l'Empire. Quoi qu'il en soit, il n'est pas naturel que le roi ait été séduit par ces dernières conditions : la vraisemblance donne du poids au partage de la Silésie stipulé par le traité ; et ce qui augmente les apparences, c'est que le comte de Saint-Séverin, qui était pour lors ambassadeur de France en Pologne, crut avoir découvert cette particularité, dont le bruit était assez généralement répandu.

Tant de traités entre la cour de Vienne et celle de Dresde augmentaient les ombrages que la Prusse en devait prendre. Le temps d'ouvrir la campagne approchait. Cagnoni[1], chargé des affaires de la Prusse à Dresde, reçut ordre de faire expliquer le comte de Brühl sur l'usage auquel il destinait les troupes saxonnes qui étaient en Bohême, et en un mot de tirer de lui une déclaration catégorique, si ces troupes attaqueraient les provinces de la domination prussienne ou non. Brühl battit la campagne et crut dissimuler ses intentions, qui étaient connues à toute l'Europe. Ces deux cours étaient en ces termes, lorsque la France fit proposer au roi de mettre la couronne impériale sur la tête d'un ennemi qui l'avait si grièvement offensé. Si ce prince n'avait consulté que son ressentiment, il aurait rejeté bien loin une semblable proposition. Il prit un parti plus modéré. La saine politique demandait qu'il employât tous les moyens possibles de désunir deux cours qui s'étaient liguées contre lui : au cas que le titre d'empereur flattât le roi de Pologne, ses prétentions et celles de la reine de Hongrie devaient les rendre irréconciliables, alors le roi avait beau jeu ; car en s'accommodant avec la maison d'Autriche, il pouvait frustrer Auguste du trône qu'il briguait. Mais ce qui rendait ce projet de la France impossible dans l'exé-

[1] Charles de Cagnoni, Italien de naissance et l'un des curateurs de l'Académie des sciences de Berlin.

cution, c'est que la couronne impériale et celle de Pologne ne pouvant pas se réunir sur la même tête, il aurait fallu préalablement qu'Auguste abdiquât celle de Pologne, ce qui ne lui était pas permis selon les lois de ce royaume.

Le roi de Prusse ne fit donc point le difficile, se prêtant à tout ce que la France exigeait de lui pour travailler conjointement avec elle à ce projet chimérique. M. le chevalier de Court avait été chargé de cette négociation à Berlin : il s'était attendu à trouver de la part du roi plus de résistance à consentir à l'élévation de son ennemi, et il regarda son consentement comme une marque de condescendance de ce prince pour sa cour.

Mais le roi n'eut pas lieu d'être aussi satisfait des plans que ce ministre proposait pour la campagne prochaine. Malgré ses paroles emmiellées, on s'apercevait que le dessein de la France n'était point de faire des efforts en faveur de ses alliés. On ne voulait prendre aucun arrangement pour les subsistances de l'armée de Bavière; on voulait différer le plus que l'on pourrait l'ouverture de la campagne. Les Allemands devaient assiéger Passau, les Français Ingolstadt, et personne ne pensait aux entreprises que les Autrichiens pouvaient tenter dans cet intervalle. L'armée de M. de Maillebois s'était retirée de la Lahn derrière le Mein; les Français voulaient la renforcer et la laisser dans l'inaction.

Les principales forces de cette monarchie devaient se porter en Flandre, où Louis XV avait résolu de faire une seconde campagne; et la division dans le pays de Hanovre, stipulée par le traité de Versailles, fut absolument rejetée alors par le ministère. Après que le roi eut épuisé toutes les raisons qui auraient pu faire changer de sentiment le ministre de France, il dressa une espèce de mémoire, qu'il envoya à Louis XV, dans lequel les opérations militaires des armées étaient adaptées aux vues politiques des deux cours, et leurs mouvements compassés d'après la

situation actuelle où elles se trouvaient, d'après les conjonctures présentes, et la possibilité de l'exécution. Il y était proposé de porter l'armée de Maillebois au delà de la Lahn entre la Franconie, la Westphalie et le bas Rhin, afin de brider l'électeur de Hanovre par ce voisinage et de l'empêcher d'envoyer des secours en Bohème pour favoriser l'élection du grand-duc. Cette armée servait de plus à tenir tous ces cercles en respect, de même qu'à protéger l'électeur palatin, le landgrave de Hesse et tous les alliés du défunt empereur.

Quand même ce moyen n'aurait pas été suffisant pour exclure entièrement le grand-duc du trône impérial, il rendait toujours les Français maîtres de traîner en longueur cette élection : qui gagne du temps a tout gagné. Le roi insistait également pour qu'on pourvût l'armée de Bavière de subsistances, ainsi que d'un bon général, et qu'elle s'assemblât aussitôt que les Autrichiens commenceraient à remuer dans leurs quartiers, afin que les Prussiens et les Bavarois fissent leurs efforts en même temps contre leurs communs ennemis. Il avertissait aussi ses alliés que la campagne de 1744 l'ayant fait revenir de la maxime de poursuivre avec ardeur sa pointe, il ne s'enfoncerait plus dans le pays de la reine qu'autant qu'il pourrait être suivi de ses subsistances ; qu'ayant les Autrichiens et les Saxons sur les bras, étant de plus menacé des Russes, il avait besoin de redoubler de prudence, et que si les Français ne prenaient pas de bonnes mesures pour traverser l'élection impériale, il se trouverait nécessité à faire sa paix avec la reine de Hongrie.

Les Français envoyèrent sur cela M. de Valori à Dresde, pour persuader au roi de Pologne de briguer le trône impérial ; mais le traité de Varsovie, l'ascendant des Russes à cette cour, et les guinées anglaises liaient les mains aux Saxons.

Ce prélude confirmait la cour de Berlin dans l'opinion

que le grand-duc deviendrait empereur, que l'armée des alliés serait malheureuse en Bavière, que les Français n'auraient à cœur que leur campagne de Flandre, et que leurs alliés feraient sagement de penser à eux-mêmes. Il aurait été à souhaiter qu'on eût pu parvenir à pacifier tous ces troubles, afin de prévenir une effusion de sang inutile; mais les tisons de la discorde jetaient de nouvelles étincelles sur toute l'Europe, et la bourse des grandes puissances n'était pas encore épuisée. Les Prussiens entamèrent à tout hasard une négociation avec les Anglais; ils se fondaient sur l'espérance de trouver alors les esprits plus enclins à la paix, et sur une révolution qui venait d'arriver dans le ministère anglais.

Depuis que le lord Carteret avait fait le traité de Worms, la nation anglaise avait changé de disposition à son égard. On lui reprochait d'être emporté et fougueux, et d'outrer tout par un effet de sa vivacité. Un mécontentement général obligea le roi à renvoyer un ministre qui était entré dans toutes ses vues, et qui couvrait sous l'apparence de l'intérêt national tous les pas que George faisait en faveur de son électorat : ce prince eut la mortification de ne pas pouvoir disposer des sceaux, et fut obligé de les remettre au duc de Newcastle[1]. Le lord Harrington devint ministre; le peuple appela ce nouveau conseil la faction des Pelham, parce que ceux qui le composaient étaient de cette famille. Ces nouveaux ministres écartèrent toutes les créatures de Carteret; mais ils ne pouvaient rompre les traités qu'il avait conclus, ni changer subitement le mouvement impulsif qu'il avait donné aux affaires générales de l'Europe. Carteret était faux [et fourbe], sans garder les ménagements que les caractères les plus malhonnêtes emploient pour déguiser leurs vices. Harrington avait la réputation d'homme de probité : plus timide que son pré-

[1] Thomas Pelham Holles, duc de Newcastle, né en 1693; il quitta le ministère en 1756.

décesseur, il réparait ce défaut par toutes les qualités d'une âme bien née.

Prévenu par le caractère personnel du ministre, on tenta par son moyen de trouver quelque acheminement à la paix générale. Voici quelques idées esquissées qu'on lui communiqua : on pourvoira don Philippe d'un établissement en Italie; la France gardera, de ses conquêtes, Ypres et Furnes; moyennant quoi l'Espagne prolongera pour vingt années, ou plus, la contrebande des Anglais; tous les alliés reconnaîtront empereur le grand-duc de Toscane; la Prusse demeurera en possession de la Silésie, selon la teneur du traité de Breslau. Les ministres anglais déclinèrent la négociation sur ces articles; c'est que le roi désirait la continuation de la guerre et qu'il contrecarra toutes les mesures des Pelham pour la terminer. La cause de ces refus obstinés fut enfin découverte à la Haye.

Le plus beau génie et en même temps l'homme le plus éloquent de l'Angleterre, le lord Chesterfield, était alors ambassadeur en Hollande; il ne cacha point au comte de Podewils, ministre de Prusse auprès des États généraux, que le traité de Varsovie mettait des entraves à la bonne volonté des Pelham, que par conséquent le roi de Prusse ne pouvait point se flatter de réussir par des négociations, mais devait s'opposer vigoureusement aux desseins de ses ennemis, qui tramaient sa perte. Cela n'empêcha pas que les fréquentes insinuations du ministre prussien à Londres ne conciliassent entièrement au roi de Prusse l'affection du nouveau ministère, qui fit assurer ce prince qu'il n'attendait que les occasions pour le servir. Le conseil de milord Chesterfield était le meilleur qu'on pût suivre.

On continua de négocier, mais l'attention principale du roi se tourna sur tous les objets qui pouvaient lui assurer d'heureux succès pour la campagne prochaine. Un des plus importants sans doute était de former en Silésie de gros magasins; rien ne fut épargné pour les rendre consi-

dérables. On fit des efforts pour recompléter les troupes. Le soldat était largement entretenu dans les quartiers d'hiver, la cavalerie était remontée et complète; plus de six millions furent tirés du trésor pour fournir à tant de frais, outre cela les États avancèrent à titre d'emprunt six millions écus. Toutes ces sommes furent dépensées pour que le roi pût réparer en 1745 les fautes qu'il avait faites en Bohême en 1744. Après avoir mis la dernière main à ces préparatifs, le roi partit de Berlin pour se rendre en Silésie (15 mars).

Il apprit en chemin que l'électeur de Bavière avait signé avec la reine de Hongrie le traité de Fussen [1]. Voici comment cette paix fut amenée. Immédiatement après la mort de l'Empereur, Seckendorff s'était démis du commandement de l'armée; mais il en avait si mal disposé les quartiers, que ces troupes étaient tout éparpillées; le terrain qu'elles occupaient était trop vaste. Les Autrichiens, maîtres des places fortes et du cours du Danube, voyaient de quelle importance il était pour eux de finir d'un côté, avant de commencer leurs opérations d'un autre, et jugèrent, par la position des Bavarois et de leurs alliés, qu'ils en auraient bon marché. M. de Bathyani prévint ses ennemis, qui étaient trois fois plus forts que lui, mais qui ne voulaient se rassembler qu'à la fin de mai. A la tête de 12,000 hommes qui faisaient toutes ses forces, il paraît entre Braunau et Scharding, fond sur les quartiers dispersés des alliés et leur prend Pfarrkirchen, Wilshofen et Landshut, avec le peu de magasins que les Bavarois y avaient amassés, en même temps qu'un autre détachement d'Autrichiens passe le Danube à Deckendorff, coupe les Hessois des Bavarois, les oblige à passer l'Inn, ensuite à mettre les armes bas, et chasse les Bavarois fugitifs au delà de Munich.

Le jeune électeur, à peine souverain, est obligé de

[1] Voy. *Corresp. de Louis XV et du maréchal de Noailles*, t. II, p. 181.

quitter sa capitale, à l'exemple de son père et de son grand-père; il se retire à Augsbourg. M. de Ségur, avec les Français et les Palatins qu'il avait sous son commandement, n'éprouva pas un sort plus favorable; il fut battu en se retirant auprès de Pfaffenhofen; les Autrichiens occupèrent en même temps le pont du Rhin, ce qui le mit dans la nécessité de gagner Donawert avant l'ennemi. Tandis que les Bavarois, fuyant comme un troupeau sans berger, se sauvaient à Friedberg, Seckendorff reparut à la cour de l'électeur de Bavière dans ce bouleversement total, non point comme un héros qui trouve des ressources dans son génie lorsque le vil peuple désespère, mais comme une créature de la cour de Vienne, et avec l'intention de séduire un jeune prince sans expérience et accablé de malheurs.

Les Français avaient déjà, dès la campagne précédente, soupçonné ce maréchal de s'être laissé corrompre, parce qu'en Alsace il n'avait pas agi contre les Autrichiens conformément à ce qu'on devait attendre de lui; on l'avait trouvé sans énergie lorsqu'il attaquait l'ennemi, et mou dans la poursuite lorsqu'il pouvait le détruire. On l'accusait d'avoir exprès séparé les quartiers des alliés, pour les livrer pieds et poings liés à leurs ennemis. On avançait même qu'il avait reçu de la reine de Hongrie 300,000 florins des arrérages qui lui étaient dus par l'empereur Charles VI, pour décider l'électeur de Bavière à faire sa paix. Il y a apparence que la cour de Vienne lui avait fait entrevoir des avantages; on pouvait lui avoir promis cette somme; mais alors la cour de Vienne n'était guère en état de l'acquitter. Ce qui dépose le plus contre lui, ce sont les mouvements qu'il se donna pour accélérer ce traité de Fussen. Il produisit de fausses pièces au jeune électeur; il lui montra des lettres supposées du roi de Prusse, dans lesquelles celui-ci lui faisait part de la paix qu'il allait conclure avec la reine de Hongrie; il releva des avantages

imaginaires que les armes de cette princesse avaient remportés en Flandre et en Italie; enfin il le conjura de terminer ses différends avec elle, pour éviter sa ruine totale. L'électeur, jeune et sans expérience, se laissa entraîner par les créatures de la cour de Vienne, dont Seckendorff l'avait environné. L'Empereur son père lui avait dit en mourant : « N'oubliez jamais les services que le roi de » France et le roi de Prusse vous ont rendus, et ne les » payez pas d'ingratitude. » Ces paroles, qu'il avait dans l'esprit, rendirent un moment sa plume immobile entre ses doigts : mais l'abîme où il se trouvait, les impostures de Seckendorff et l'espérance d'une meilleure fortune le déterminèrent à signer le traité de Fussen le 22 d'avril de l'année 1745.

Par ce traité la reine de Hongrie renonça à tout dédommagement et promit de rétablir l'électeur dans la possession entière de ses États; de son côté l'électeur renonça pour lui et pour sa postérité à toutes les prétentions que la maison de Bavière avait aux États de la maison d'Autriche; il adhéra à l'activité de la voix de Bohème et engagea la sienne pour l'élection du grand-duc à la dignité impériale; il promit de plus de renvoyer ses auxiliaires, à condition qu'ils ne seraient point inquiétés dans leur retraite, et que la reine de Hongrie s'engagerait à ne plus tirer de contributions de la Bavière. Ces derniers articles furent si mal observés par les Autrichiens, qu'ils désarmèrent les Hessois et les menèrent comme prisonniers en Hongrie, et que sous prétexte d'arrérages, ils tirèrent encore de grosses contributions de la Bavière.

C'est ainsi que finit la ligue de Francfort, et que les Autrichiens firent voir que lorsqu'ils sont soutenus par la prospérité, rien n'est plus dur que le joug qu'ils imposent. Mais quel spectacle plus instructif pour les *bisognosi di gloria* et pour les politiques qui se flattent de déterminer les futurs contingents, que le résumé de ce qui arriva au

commencement de cette année? L'Empereur décède, son fils fait la paix avec la reine de Hongrie, le grand-duc de Toscane va devenir empereur, le traité de Varsovie ligue la moitié de l'Europe contre la Prusse, l'argent prussien retient la Russie dans l'inaction, l'Angleterre commence à pencher pour la Prusse. Le roi avait bien pris ses mesures pour se défendre; c'était donc de la campagne qui allait s'ouvrir qu'allaient dépendre la réputation et la fortune des Prussiens.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Campagne d'Italie. Campagne de Flandre. Ce qui se passa sur le Rhin. Événements qui précèdent les opérations de l'année 1745.

Pour ne point interrompre dans la suite le fil de notre narration, nous croyons qu'il est à propos de rapporter en abrégé ce qui se passa en Italie, en Flandre et sur le Rhin, avant que d'en venir aux opérations des troupes prussiennes en Silésie. Il faut se rappeler que M. de Gages avait pris son quartier à Terni et qu'il établit ses Espagnols et ses Napolitains des deux côtés du Tibre. M. de Lobkowitz avait son quartier à Imola; l'armée de don Philippe était en partie en Savoie et en partie dans le comté de Nice. Les Espagnols ouvrirent la campagne par la prise d'Oneglia. L'armée française et espagnole s'assembla aux environs de Nice. Le prince de Lobkowitz s'avança alors jusqu'à Césène; M. de Gages marcha à lui, le battit le 31 mars auprès de Rimini, lui prit 700 prisonniers, le poursuivit jusqu'à Lugo; le prince Lobkowitz se retira de là par Boulogne, passa le Panaro et se posta à Campo Santo.

M. de Gages passa presque en même temps le Panaro auprès de Modène et s'avança sur les bords de la Trébie, d'où il s'ouvrit une communication avec l'Infant par l'État

de Gènes. M. de Lobkowitz marcha à Parme, où il assembla 15,000 hommes dans l'espérance d'empêcher la jonction des deux armées; mais M. de Gages passa l'Apennin et la rivière de Magra sans s'embarrasser des troupes qui harcelaient son arrière-garde; il défila sous les murs de Gènes et gagna la vallée de Polsevero, ce qui engagea les Autrichiens à se porter sur Tortone. Don Philippe et Maillebois quittèrent les environs de Nice le 1er de juin, marchèrent le long de la mer en remontant la rivière de Gènes, et continuèrent leur route sans s'inquiéter de 12 vaisseaux de guerre anglais qui leur lâchèrent de grandes bordées de canon à leur passage et leur tuèrent quelque monde.

Les Espagnols éprouvèrent alors à la fois les effets de la bonne et de la mauvaise fortune. Les Piémontais furent assez rusés pour leur brûler huit magasins aux environs de Ventimiglia; dans ce temps même les Génois se déclarèrent contre le roi de Sardaigne et joignirent leurs troupes, consistant en 10,000 hommes, à celles de l'Infant. Les Autrichiens, qui ne connaissaient ni le mérite ni le prix des bons généraux, avaient renvoyé le maréchal Traun, qui s'était surpassé l'année précédente, tant en Alsace qu'en Bohême; ils choisirent le prince de Lobkowitz pour le placer à côté du prince de Lorraine. Lobkowitz fut donc rappelé d'Italie, et le comte de Schulenbourg prit son poste jusqu'à l'arrivée du prince de Lichtenstein, auquel la cour avait déféré le commandement de son armée d'Italie. Schulenbourg ne fut pas plus heureux contre M. de Gages que ne l'avait été son prédécesseur, tant le génie de cet Espagnol avait d'ascendant sur celui des généraux autrichiens. De Gages poussa son nouvel adversaire de Novi jusqu'à Rivalta, tandis que don Philippe pénétra dans le Montferrat par Cairo, s'empara d'Aqui, et se joignit avec l'armée napolitaine et espagnole à Asti. Schulenbourg passa le Tanaro et se posta au confluent de cette rivière dans le Pô, auprès d'un bourg nommé Bassignano.

L'Infant saisit cette occasion; il fit investir Tortone et marcha aux Autrichiens, qui se retirèrent au delà du Pô, brûlant et détruisant derrière eux tous leurs ponts. Tortone avec sa citadelle se rendit aux Espagnols.

Un secours de 8,000 Espagnols et Napolitains arriva de la Romagne sous les ordres du duc de la Vieuville[1], passa par le grand-duché de Florence, prit Plaisance et sa citadelle, et contraignit les Autrichiens à quitter le territoire de Parme. De Gages passe aussitôt le Pô à Parpanasso, tandis que l'Infant quitte Alexandrie, franchit le Tanaro, attaque les Autrichiens le 27 septembre à Bassignano et remporte la victoire; il met le siége devant Alexandrie, qui se soumet, à la citadelle près; Valence, Vigevano et beaucoup d'autres villes que nous supprimons reçurent la loi du vainqueur. Dans ces conjonctures arrive le prince de Lichtenstein pour prendre le commandement d'une armée battue, affaiblie et découragée. Il ne s'agit point d'examiner si la cour de Vienne aurait pu faire un choix de généraux différent; il est toujours sûr que celui-ci ne porta aucun remède au délabrement des affaires : personne ne s'opposa aux progrès des vainqueurs; ils prirent Casal, Asti et Lodi au roi de Sardaigne. L'Infant entra victorieux dans Milan et bloqua avec 18,000 hommes la citadelle de cette ville. Les Espagnols étaient donc à la fin de cette campagne maîtres de presque toute la Lombardie, à l'exception de Turin, de Mantoue et de quelques citadelles qu'ils tenaient bloquées.

Ces succès rapides étaient dus au génie de M. de Gages et en partie au secours des Génois. La prospérité, comme nous l'avons dit, est confiante; elle assoupit ces vainqueurs de l'Italie à l'ombre de leurs lauriers. Il était indispensable, pour assurer leurs quartiers, qu'ils possédassent les cita-

[1] Jean-Baptiste-René de la Vieuville, né en 1691, colonel d'infanterie en 1706, colonel-lieutenant du régiment de Berry en 1706, colonel chef de ce régiment en 1714. Il n'était pas duc.

delles de Milan et d'Alexandrie : un peu d'activité aurait suffi pour les en rendre maîtres; mais ils manquèrent d'haleine lorsqu'il ne leur restait que quelques pas à faire pour remporter le prix de leur course.

Les armes des Bourbons prospérèrent cette année en Flandre comme en Italie. Louis XV s'était mis à la tête de son armée de Flandre, composée de 80,000 hommes. Le maréchal de Saxe commandait sous lui. A l'ouverture de la campagne les Français firent de fausses démonstrations sur différentes places, et ils investirent subitement Tournay. Cette ville, une des principales places de la barrière, était défendue par une garnison de 9,000 Hollandais : la bonté de ses ouvrages et la force de la citadelle, que Vauban avait construite, préparait aux assiégeants bien des obstacles et des difficultés à surmonter. Les alliés, sous le commandement du duc de Cumberland et du maréchal Kœnigseck, n'avaient que 50,000 hommes à opposer aux forces des Français; ils s'avancèrent cependant du côté de Tournay et vinrent camper dans les plaines d'Anderlech. Ce voisinage n'empêcha pas les Français d'ouvrir la tranchée le 1er de mai. Les alliés sentant de quelle importance il était pour eux de sauver Tournay, résolurent de tout hasarder pour obliger Louis XV à lever ce siége. Du côté du Sud, en remontant la rive droite de l'Escaut, est situé le village de Fontenoy, lieu jusqu'alors obscur, mais qui est devenu célèbre par l'événement qui porte son nom.

Ce fut dans cette contrée que le maréchal de Saxe choisit un terrain qu'il crut assez avantageux pour renverser les projets du duc de Cumberland en s'y présentant. Il ne laissa au siége qu'un nombre suffisant de troupes pour le continuer : il appuya sa droite à l'Escaut, garnit d'infanterie et de canons le village d'Antoin situé au bord de cette rivière, forma ses deux lignes d'infanterie en potence vers le mont de la Trinité, qui se trouvait à l'extrémité de sa gauche; sa cavalerie rangée derrière son

infanterie faisait sa troisième ligne ; de plus le village d'Antoin était flanqué d'une batterie qui s'élevait sur l'autre rive de l'Escaut ; trois redoutes lardées d'infanterie et de canon couvraient son front de bataille ; vers la gauche de son armée régnait un bois où les Français firent des abatis pour le rendre impraticable.

Le 11 de mai, dès l'aube du jour, l'armée des alliés déboucha du bois de Bary et se forma dans la plaine sur deux lignes vis-à-vis de l'armée française. La gauche des alliés engagea l'affaire. Les troupes hollandaises devaient attaquer les villages de Fontenoy et d'Antoin ; elles s'y portèrent mollement et furent deux fois de suite vigoureusement repoussées par les Français.

Alors les Anglais détachèrent quelques brigades pour s'emparer des redoutes qui couvraient le front de l'armée française. Le général qui fut chargé de cette commission la trouva peut-être dangereuse et ne l'exécuta pas. M. de Kœnigseck, jugeant qu'il perdait du monde en détail et qu'il n'avançait pas, voulut brusquer l'affaire. Il attaqua l'armée française en laissant les villages et les redoutes derrière lui. Si ce projet lui avait réussi, tout ce qu'il y avait de Français enfermés dans ces postes aurait été fait prisonnier après la victoire, ce qui aurait rendu cette bataille le pendant de la fameuse bataille de Hœchstædt ; mais l'événement ne répondit pas à son attente. M. de Kœnigseck forma deux lignes d'infanterie vis-à-vis de la trouée qui est entre Antoin et le bois de Bary ; en avançant il reçut le feu croisé qui partait du village et des redoutes ; les flancs en souffrirent et se rétrécirent ; son centre, qui en souffrait moins, continuait d'avancer, et comme ses ailes se repliaient en arrière, son corps prit une forme triangulaire, qui, par la continuation du mouvement du centre et par la confusion, se changea en colonne.

Ce corps, tout informe qu'il était, attaqua et renversa

les gardes françaises, perça les deux lignes, et aurait peut-être remporté une victoire complète, si les généraux des alliés avaient mieux su profiter de la confusion où étaient leurs ennemis. Ils avaient ouvert le centre de l'armée française ; il était aisé de séparer leurs colonnes en deux, et par un à droite et un à gauche ils prenaient en flanc toute l'infanterie qui leur restait opposée ; ils auraient dû en même temps faire avancer la cavalerie pour soutenir leurs colonnes ainsi divisées ; il est probable que c'en aurait été fait des Français si les alliés avaient suivi ces idées. Mais dans le temps que ceux-ci voulaient remédier à leur propre confusion, le maréchal de Saxe les fit attaquer par la maison du roi et par les Irlandais, qu'il avait mis en réserve, et il fortifia cette attaque par les décharges de quelques batteries formées à la hâte. Les Anglais se virent ainsi assaillis à leur tour ; on les pressa de tous côtés, en front comme sur leurs flancs : après une vigoureuse résistance, ils plièrent, se rompirent, et les Français les poursuivirent jusqu'au bois de Bary.

Selon l'opinion commune, cette bataille coûta aux alliés 10,000 hommes, quelques canons et une partie de leur bagage. Ils se retirèrent par Leuse sous le canon d'Ath au camp de Lessines, abandonnant aux Français et le champ de bataille et la ville de Tournay. Louis XV et le Dauphin [1] se trouvèrent en personne à cette action. On les avait placés auprès d'un moulin à vent qui était en arrière ; depuis, les soldats français n'appelaient leur roi que *Louis du moulin*. Ce qu'il y a de certain, c'est que le lendemain de cette bataille Louis XV dit au Dauphin en passant sur le champ de bataille tout ensanglanté et couvert de morts : « Vous voyez ici les victimes immolées aux » haines politiques et aux passions de nos ennemis ; conser- » vez-en la mémoire, pour ne point vous jouer de la vie de

[1] Voy. *Mémoires de Noailles*, t. VI, Preuves, un récit de la bataille de Fontenoy par le Dauphin.

» vos sujets et pour ne pas prodiguer leur sang dans des » guerres injustes. »

Le maréchal de Saxe, que l'hydropisie dont il était attaqué n'avait pas empêché d'agir en général, reçut du roi les éloges les plus flatteurs ; il semblait qu'il s'était arraché aux bras de la mort pour vaincre les ennemis de la France. Le roi de Prusse le félicita sur la gloire dont il venait de se couvrir, regardant sa victoire comme un engagement qu'il prenait avec le public, qui attendait de plus grandes choses encore du maréchal de Saxe en santé que du maréchal de Saxe à l'agonie. L'Europe se vit inondée de gazettes versifiées, qui annonçaient ce grand événement; mais il faut avouer qu'en cette occasion le temple de la Victoire l'emporta sur celui des Muses. La prise de Tournay attesta la victoire des Français. La garnison, qui s'était réfugiée dans la citadelle, se rendit le 19 juin. La capitulation fut signée, à condition que les 4,000 hommes qui l'évacueraient ne feraient aucun service pendant l'espace de dix-huit mois contre les Français.

Louis XV renforça son armée de Flandre par un détachement de 20,000 hommes que lui fournit l'armée du Rhin. Le prince de Conti en prit le commandement à la place de M. de Maillebois, qui servait en Italie. Un détachement fait si mal à propos choque également les règles de la guerre et de la politique; mais comme ce qui donna lieu à cette conduite demande quelque discussion, le lecteur trouvera bon, pour son intelligence, que nous lui en développions les motifs. La France avait épuisé tous les ressorts de sa politique pour persuader au roi de Pologne d'ambitionner le trône impérial. Le peu de succès de ses intrigues ne l'avait point rebutée; au contraire, elle continuait à négocier à Dresde.

Le comte de Saint-Séverin, qui avait bien servi la France dans cette cour, s'était attiré la haine du comte de Brühl, parce que la finesse du Saxon ne s'accommodait pas de

l'esprit clairvoyant du négociateur français. Brühl fit tant que M. de Saint-Séverin[1] fut relevé par le marquis de Vaugrenant. Celui-ci se crut plus fin que Brühl; réellement ils ne l'étaient ni l'un ni l'autre; toutefois, dans cette négociation, Vaugrenant fut la dupe du Saxon. Brühl lui persuada que pour faire une paix avantageuse avec la reine de Hongrie, l'unique parti que la France eût à prendre était de ne point s'opposer à l'élection du grand-duc de Toscane, et de tenir dans l'inaction l'armée que le prince de Conti commandait sur le Rhin; d'autant plus que la France pouvait tirer plus d'utilité de ces troupes sur l'Escaut que sur le Mein.

Les ministres de Louis XV donnèrent aveuglément dans ce piége; ils n'examinèrent ni le peu de sincérité de ce conseil, ni si le parti qu'on leur proposait était conforme aux engagements qu'ils avaient pris avec leurs alliés. En affaiblissant ainsi l'armée du prince de Conti, on le mit hors d'état de s'opposer aux entreprises de la cour de Vienne. Le grand-duc fut élu malgré la France; la paix ne se fit point, et l'amour-propre du ministère de Versailles lui interdit jusqu'aux reproches.

Les troupes tirées de cette armée arrivèrent en Flandre lorsque après la réduction de la citadelle de Tournay l'armée française en décampait. Elle se mit en trois corps, dont l'un se posta à Courtray, le second à Saint-Guislain et le troisième à Condé. M. du Chayla[2] battit un détachement de 5,000 hommes sous les ordres du général Molé, que le duc de Cumberland avait fait partir de son armée pour se jeter dans Gand. Ce petit échec répandit la terreur dans l'armée des alliés; elle décampa de Bruxelles; Gand, Bruges et Oudenarde n'étant plus protégés, se ren-

[1] Sur ce diplomate, originaire de Parme, voy. de curieux détails dans les *Mémoires de Luynes*, t. IX, p. 274.

[2] Nicolas-Joseph-Balthasar de Langlade, vicomte du Chaila, lieutenant général des armées du roi.

dirent aux Français, et cette campagne se termina par la prise de Nieuport, de Deudermonde, d'Ostende et d'Ath, après quoi le maréchal de Saxe fit entrer ses troupes en quartiers d'hiver derrière la Dendre. Cette campagne rendit aux armes françaises l'honneur que celle de Bohême leur avait fait perdre. Si Louis XIV subjugua plus de terrain en l'année 1672, il le perdit aussi vite qu'il l'avait conquis; au lieu que Louis XV assura ses possessions et ne perdit rien de ce qu'il avait gagné.

Les Espagnols et les Français avaient ouvert la campagne en Italie et en Flandre plus d'un mois avant que les troupes entrassent en action en Silésie. L'armée prussienne et celle des Autrichiens n'avaient pris des quartiers paisibles qu'à la fin de février, et elles avaient également besoin de repos pour se remettre de leurs fatigues. Le roi pouvait prévenir ses ennemis, il ne dépendait que de lui de fondre sur les quartiers des Autrichiens en Bohême; mais il risquait plus en s'enfonçant dans ce royaume qu'en voyant venir l'ennemi. Cette considération fit qu'il resserra ses quartiers de cantonnement au centre de la Silésie, d'une manière qui l'approchait également des gorges des montagnes par où l'ennemi pouvait déboucher. Ç'aurait été un projet insensé que de vouloir disputer quinze ou vingt chemins qui conduisent de la Bohême et de la Moravie en Silésie, dans une étendue de 24 milles d'Allemagne. Le plus sûr était d'attaquer le duc de Lorraine au moment qu'il sortirait de ces gorges, de le poursuivre en Bohême, de fourrager le pays à 12 milles à la ronde le long des frontières de la Silésie, et d'amener à la fin de l'arrière-saison les troupes dans ce duché pour leur procurer des quartiers tranquilles.

Ce projet était simple, il était proportionné à ce qu'il était possible d'exécuter, il était adapté aux conjonctures; il y avait donc tout lieu d'espérer qu'il réussirait. L'armée était distribuée de façon que 10 bataillons, 10 escadrons

et 500 housards formaient une chaîne depuis la Lusace jusqu'au comté de Glatz. Les patrouilles allaient vers Schatzlar, Braunau et Bœhmisch-Friedland; ce corps était sous les ordres du lieutenant général Truchsès. Le général de Lehwald, avec 10 bataillons et 500 housards, gardait le pays de Glatz, sans compter 3 bataillons qui étaient en garnison dans la forteresse, dont M. de Fouqué[1] était gouverneur. Le margrave Charles défendait les frontières de la haute Silésie avec 16 bataillons et 20 escadrons. M. de Hautcharmoy, avec 5 bataillons et 16 escadrons, occupait et couvrait la partie de la haute Silésie située au delà de l'Oder. Le gros de l'armée était entre Breslau, Brieg, Schweidnitz, Glatz et Neisse.

Le roi établit son quartier dans cette dernière ville; il y régnait une maladie contagieuse; des charbons donnaient la mort en peu de jours. Si on avait dit que c'était la peste, toute communication aurait été interrompue, ainsi que la livraison des magasins, et la crainte de cette maladie aurait été plus funeste pour l'ouverture de la campagne que tout ce que l'ennemi pouvait entreprendre. On adoucit donc ce nom redoutable; on appela cette contagion une fièvre putride, et tout continua d'aller son train ordinaire, tant les mots font plus d'impression sur les hommes que les choses mêmes.

Peu après l'arrivée du roi, la petite guerre recommença avec beaucoup de vivacité. Les ennemis se flattaient qu'en harcelant continuellement les Prussiens, ils les consumeraient à petit feu; 10 à 12,000 Hongrois, sous les ordres du vieux maréchal Esterhazi[2], des généraux Caroli, Festetisch, Spleni et Guillani, faisaient des incursions dans la haute Silésie et pénétraient le plus avant qu'il leur était possible. Un major, Schafstedt, qui était détaché avec

[1] M. de Lamothe-Fouqué fut un des amis intimes du roi de Prusse.

[2] Le maréchal Esterhazy était fils du fameux prince Paul Esterhazy, mort en 1713, et fut père du prince Joseph Esterhazy, mort en 1790.

200 hommes dans le petit bourg de Rosenberg, fut attaqué par eux. Les ennemis mirent d'abord le feu au bourg; le major fit bonne contenance; mais environné de tous côtés, il ne put se sauver et obtint une capitulation pour rejoindre son régiment à Creutzbourg.

Il fallait réparer cet affront et rabattre la présomption de ces troupes hongroises nouvellement levées. Le roi fit donc des détachements contre eux; il se livra de petites batailles qui servirent de prélude aux actions décisives : et comme cet ouvrage est destiné à servir de monument à la valeur et à la gloire des officiers qui ont si bien mérité de la patrie, nous nous croyons, par devoir, obligé d'informer la postérité de leurs belles actions, pour l'engager par ces exemples de magnanimité à les imiter.

Le rare mérite de M. de Winterfeld le fit choisir pour présider à cette expédition. On lui donna 6 bataillons et 1,200 housards, avec lesquels il passa l'Oder à Cosel, tandis que M. de Goltz avec un bataillon et 500 housards passait la même rivière à Oppeln, pour attaquer de concert Esterhazi et ses Hongrois. Winterfeld tomba sur le village de Slowentzit, où il fit 120 prisonniers; il entendit un feu assez vif sur sa gauche, il s'y porta d'abord; c'étaient 5,000 Hongrois qui entouraient le détachement de Goltz; ils furent attaqués, et Winterfeld remporta un avantage complet sur eux. Spleni se sauva avec ses housards, après avoir perdu 300 hommes et son bagage. Winterfeld ne crut point en avoir fait assez; il continua sa poursuite, et rencontra le lendemain 2,000 housards postés le dos contre un marais; il les jeta dans ce marais, où la plupart périrent ou furent pris. Ces avantages commencèrent à donner aux housards prussiens un ton de supériorité sur ceux de la reine. Le colonel Wartenberg des housards battit encore un gros d'Insurgens auprès de Creutzbourg et les dissipa entièrement.

Pendant ce préambule de guerre, le printemps s'avan-

çait, le mois d'avril tirait vers sa fin, il était temps de rassembler l'armée; elle entra dans des quartiers de cantonnements entre Patzkau et Franckenstein. On prépara des chemins pour quatre colonnes et des cantonnements à Jægerndorff, à Glatz et à Schweidnitz, comme étant les lieux vers lesquels l'ennemi devait déboucher des montagnes. Les magasins que les Autrichiens avaient formés, les lieux où leurs troupes réglées commençaient à s'assembler, dénotaient assez leurs desseins; on comprenait que ces Insurgens et ces Hongrois qu'ils avaient dans la haute Silésie devaient donner le change aux Prussiens pour les attirer de ce côté, et que leur grande armée pénétrerait en Silésie par Landshut.

Ce projet n'était pas répréhensible en lui-même; il ne manqua que par l'exécution. Si les Prussiens avaient partagé leurs forces pour faire face à l'ennemi de tous côtés, ils auraient été trop faibles pour frapper un grand coup sur la grande armée du prince de Lorraine : et s'ils restaient assemblés, cette multitude de troupes légères; qui ne trouvait rien qui l'arrêtât, les aurait affamés à la longue en leur coupant les vivres. Le plus sûr parti était donc celui de demeurer en force, mais en même temps de hâter la fin de cette crise par l'engagement d'une affaire générale. Les mesures furent prises pour évacuer la haute Silésie vers la fin de mai, à l'exception de la forteresse de Cosel. Les magasins de Troppau et de Jægerndorff furent transportés à Neisse. M. de Rochow couvrit ce convoi avec 1,200 chevaux et un bataillon de grenadiers; 4,000 Hongrois, moitié housards, moitié pandours, l'attaquèrent sans pouvoir l'entamer; la cavalerie y fit la première expérience de ses nouvelles manœuvres, et en éprouva la solidité.

Il était nécessaire d'inspirer de la sécurité aux ennemis, pour que leur présomption les rendît négligents dans l'expédition qu'ils méditaient. A ce dessein le roi se servit

d'un homme de Schœnberg qui était un double espion ; il le fit largement payer, après quoi il lui dit que le plus grand service qu'il pût lui rendre, serait de l'avertir à temps de la marche du prince de Lorraine, pour pouvoir se retirer à Breslau, avant que les Autrichiens eussent débouché des montagnes : pour induire encore plus cet espion en erreur, on fit réparer des chemins qui menaient à Breslau. L'espion promit tout ; il eut nouvelle de ces chemins et s'empressa de rejoindre le prince de Lorraine, pour lui apprendre que tout le monde s'en allait et qu'il ne trouverait plus d'ennemis à combattre.

Comme Landshut devenait alors l'objet principal de l'attention, le roi détacha le général Winterfeld pour observer de ce poste les mouvements des Autrichiens ; on lui donna quelques bataillons et deux régiments de housards de Rusch et de Bronikowsky : il ne tarda pas à se signaler ; il défit auprès de Hirschberg 800 Hongrois, commandés par un partisan nommé Putaschitz, et fit 300 prisonniers. Nadasti, pour venger cet affront fait à la nation hongroise, marcha à la tête de 7,000 hommes, dans le dessein d'attaquer auprès de Landshut Winterfeld, qui n'avait que 2,400 hommes sous lui. Après un combat de quatre heures, l'infanterie hongroise fut totalement battue, et dans le moment que Nadasti se disposait à faire sa retraite, arrive le général Still à la tête de dix escadrons du vieux Mœllendorf ; il fond sur les ennemis, et les Hongrois sont défaits et ramenés battant jusqu'aux frontières de la Bohême. Les Autrichiens perdirent 600 hommes à cette affaire, avec quelques-uns de leurs principaux officiers blessés, qui furent pris. On sut des prisonniers que M. de Nadasti avait ordre de prendre poste à Landshut, et que s'il avait réussi, le prince de Lorraine l'aurait suivi infailliblement.

Tant de capacité et une conduite si sage valurent à M. de Winterfeld le caractère de major-général.

Il n'y avait plus un moment à perdre pour rappeler le margrave Charles de la haute Silésie. La milice hongroise avait profité de la levée des quartiers pour infester de partis toute la haute Silésie : 6,000 housards voltigeaient entre Jægerndorff et Neustadt, dans l'intention d'empêcher la communication du margrave Charles avec l'armée. Pour lui faire tenir l'ordre de se retirer sur Neisse, le roi lui détacha les housards de Ziethen, qui se firent jour l'épée à la main à travers les Hongrois et lui rendirent sa lettre. Le margrave se mit en marche le 22 de mai; les troupes qu'il commandait faisaient environ 12,000 hommes.

Les ennemis, qui prévoyaient sa retraite, s'étaient renforcés, jusqu'au nombre de 20,000 hommes, d'un ramas de nations barbares, et de quelques troupes réglées qui leur étaient venues de Moravie; ils occupèrent la veille toutes les hauteurs qui étaient sur le chemin du margrave, et y établirent trois batteries qui tiraient en écharpe, dont les troupes prussiennes furent fort incommodées dans leur marche. Le margrave, sans s'embarrasser des obstacles que l'ennemi lui opposait, s'empara des hauteurs voisines et des défilés les plus considérables avec quelques bataillons, et au débouché des gorges, il forma les régiments de Gesler et de Louis cavalerie, qui tombèrent avec toute l'impétuosité possible sur le régiment d'Ogilvi, en taillèrent en pièces la plus grande partie, puis fondirent sur celui d'Esterhazi, qui faisait la seconde ligne, le passèrent au fil de l'épée, et après s'être ralliés attaquèrent les dragons de Gotha, qui devaient soutenir cette infanterie autrichienne, les mirent en déroute et firent un grand massacre des fuyards. Les ennemis laissèrent plus de 800 morts sur la place; leurs troupes irrégulières, qui étaient spectatrices de ce combat, ayant vu le triste sort des troupes réglées, s'enfuirent dans le bois en jetant des cris affreux. Le margrave donna dans cette journée des marques de valeur

dignes du sang de son grand-père, l'électeur Frédéric-Guillaume [1].

Le général de Schwérin, en chargeant à la tête de cette cavalerie qui défit tout de suite trois corps différents, s'acquit une réputation d'autant plus éclatante, qu'elle servit d'époque à celle de la cavalerie prussienne. C'est une chose étonnante que la promptitude avec laquelle l'audace ou la terreur se communiquent à la multitude. L'année 1741, la cavalerie des Prussiens était le corps le plus lourd, et en même temps le moins animé qu'il y eût dans les armées européennes; en l'exerçant, en lui donnant de l'adresse, de la vivacité et de la confiance dans ses propres forces, il en fit l'essai; il réussit et devint audacieux. Les peines, les récompenses, le blâme et la louange, employés à propos, changent l'esprit des hommes et leur inspirent des sentiments dont on les aurait crus peu susceptibles dans l'état abruti de leur nature; joignez à cela quelques grands exemples de valeur qui les frappent, comme celui que nous venons de rapporter; alors l'émulation gagne les esprits, l'un veut l'emporter sur l'autre, et les hommes ordinaires deviennent des héros. Les talents sont souvent engourdis par une espèce de léthargie; des secousses fortes les réveillent, et ils s'évertuent et se développent. Le mérite estimé et récompensé excite l'amour-propre de ceux qui en sont les témoins. Dans l'ancienne Rome, les couronnes civiques et murales, et surtout les triomphes, aiguillonnaient ceux qui pouvaient y prétendre. Il était donc nécessaire d'exalter dans l'armée la glorieuse action de Jægerndorff. Le margrave, le général Schwérin et ceux qui s'y étaient signalés, furent reçus comme en triomphe; la cavalerie attendait avec impatience l'occasion d'égaler, même de sur-

[1] Frédéric-Guillaume dit le Grand, électeur de Brandebourg, né en 1620, mort en 1688. Il fut marié deux fois et eut cinq fils du second lit; l'un d'entre eux, Philippe-Guillaume, fut la tige des margraves de Brandebourg, qui se sont éteints à la fin du dix-huitième siècle.

passer ces héros; tous brûlaient de l'ardeur de combattre et de vaincre.

Sous ces heureux auspices toute l'armée fut rassemblée le 28 de mai dans le camp de Franckenstein, à l'exception des troupes qui gardaient les places et d'un corps de 6 bataillons et de 20 escadrons avec lesquels M. de Hautcharmoy faisait face à Esterhazi, pouvant se retirer dans les forteresses de Cosel, de Brieg et de Neisse, au cas que la supériorité de l'ennemi l'y forçât.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Bataille de Friedberg. Marche en Bohême; ce qui s'y passa. Bataille de Sorr. Retour des troupes en Silésie.

La situation du roi était toujours critique. La politique lui présentait des abîmes, la guerre des hasards, et les finances un épuisement de ressources presque total. C'est dans ces occasions où l'âme doit déployer sa force, pour envisager d'un œil ferme les dangers qui l'entourent; où il ne faut point se laisser troubler par les fantômes de l'avenir, et se servir de tous les moyens possibles ou imaginables de prévenir sa ruine, lorsqu'il en est encore temps; surtout ne pas s'écarter des principes fondamentaux sur lesquels on a établi son système militaire et politique. Le projet de campagne du roi était réglé; cependant pour ne rien négliger, il s'adressa à ses alliés. Il employa dans cette négociation tout le feu imaginable, afin d'essayer d'en tirer des secours.

La France était la seule puissance dont il pût attendre quelque chose. Le roi lui fit représenter l'impossibilité où il se trouvait de soutenir longtemps cette guerre, dont tout le fardeau pesait sur lui : il la somma de remplir ses traités à la lettre, et comme l'ennemi se préparait à faire

une invasion dans ses États, il pressait Louis XV de lui donner l'assistance qu'il lui devait dans ce cas, ou de faire une diversion réelle, qui lui procurât quelque soulagement. Le ministère français parut peu touché de ces représentations; il les traita à la légère et voulut que la bataille de Fontenoy et la prise de quelques places en Flandre passassent pour une diversion considérable.

Le roi s'adressa encore directement à Louis XV; il lui marqua le peu de satisfaction qu'il avait de la froideur des ministres de Versailles; qu'il se trouvait dans une situation désagréable et embarrassante, où il s'était mis par amitié pour Sa Majesté Très-Chrétienne; qu'il croyait que ce prince lui devait quelque retour pour l'avoir secondé dans un moment où les Autrichiens commençaient à faire des progrès en Alsace; que la bataille de Fontenoy et la prise de Tournay étaient à la vérité des événements glorieux pour la personne du roi et avantageux à la France, mais que pour l'intérêt direct de la Prusse, une bataille gagnée aux bords du Scamandre ou la prise de Pékin seraient des diversions égales. Le roi ajouta que les Français occupaient à peine 6,000 Autrichiens en Flandre, et que le péril où il se trouvait l'empêchait de se contenter de belles paroles, et l'obligeait à demander instamment des effets plus réels. La comparaison du Scamandre et de Pékin déplut au Roi Très-Chrétien; son humeur perça dans la lettre par laquelle il répondit au roi de Prusse, et celui-ci se piqua à son tour du ton de hauteur et de froideur qui caractérisait cette réponse.

Pendant ces altercations, nuisibles à l'union qui doit régner entre des alliés, les Autrichiens étaient à la veille de commencer leurs opérations de campagne. Leur armée, composée des troupes de la reine et de celles de Saxe, s'approchait insensiblement des frontières de la Silésie. Les Autrichiens étaient venus de Kœnigsgrætz et des environs de Jaromirtz, et les Saxons de Buntzlau et de

Kœnigshoff; ils se joignirent à Trautenau, d'où ils avancèrent à Schatzlar. Ils ne pouvaient guère s'arrêter en chemin : on pouvait calculer leurs mouvements à peu de chose près; il était donc temps d'avertir à Landshut le général Winterfeld de se retirer à l'approche de l'ennemi, en se repliant sur le corps de Dumoulin, et de poursuivre ensuite tous deux leur retraite jusqu'à Schweidnitz, en semant le plus adroitement qu'ils pourraient le bruit des préparatifs qu'on faisait pour abandonner le pied des montagnes et pour se mettre sous le canon de Breslau. Le double espion, dont nous avons parlé d'avance, recueillit avidement ces bruits, et se hâta de confirmer lui-même au prince de Lorraine la retraite des Prussiens qu'il lui avait annoncée quelque temps auparavant.

Les ruses servent souvent mieux à la guerre que la force; il ne faut pas les prodiguer, de peur qu'elles ne perdent leur mérite, mais en réserver l'usage pour les occasions importantes; et lorsque les nouvelles qu'on fait parvenir à l'ennemi flattent ses passions, on est presque sûr de l'entraîner dans le piége qu'on lui prépare. Comme Winterfeld et Dumoulin avaient une marche d'avance sur l'ennemi, ils se replièrent sur Schweidnitz sans avoir souffert dans cette marche. L'armée du roi quitta Franckenstein et occupa le 29 mai le camp de Reichenbach, d'où elle n'avait qu'une petite marche jusqu'à Schweidnitz; elle passa cette forteresse le 1er de juin; les corps de Dumoulin et de Winterfeld firent son avant-garde et occupèrent la hauteur de Striegau en deçà du Strigauer-Wasser. M. de Nassau, avec son corps, garnit le Nonnen-Busch, et l'armée se campa dans la plaine qui est entre Jauernick et Schweidnitz, de sorte qu'un terrain de deux milles, qui sépare Striegau de Schweidnitz, était occupé par une ligne presque continue de troupes prussiennes; cette position mettait le roi à portée de se procurer les plus grands avantages. Le général Wallis, qui commandait l'avant-

garde des ennemis, et Nadasti furent les premiers qui se présentèrent sur les hauteurs de Fribourg.

Le prince de Lorraine avait pénétré en Silésie par Landshut; de là il avait poursuivi sa marche sur Reichenau, d'où il se transporta à Hohen-Hennersdorff. Il pouvait de ce camp descendre dans la plaine par quatre chemins, savoir Fribourg, Hohen-Friedberg, Schwinahaus et Kauder. Le roi fut reconnaître ces environs, pour examiner les lieux et le terrain où il pourrait placer son armée, et il employa trois jours à faire préparer les chemins, afin qu'aucun empêchement n'arrêtât ses troupes et qu'elles pussent voler à l'ennemi, lorsqu'il paraîtrait dans la plaine; c'était ôter au hasard tout ce que la prudence lui pouvait dérober.

Le 2 de juin les généraux autrichiens et saxons tinrent conseil de guerre auprès du gibet de Hohen-Friedberg. Quoiqu'ils eussent de cette hauteur la vue sur toute la plaine, ils n'aperçurent que de petits corps de l'armée prussienne. La partie la plus considérable était couverte par le Nonnen-Busch, et par des ravins, derrière lesquels on s'était placé exprès, pour tenir l'ennemi dans l'ignorance des forces prussiennes, et pour le confirmer dans l'opinion où il était qu'il entrait dans un pays où il ne trouverait aucune résistance. Le prince de Lorraine choisit le village de Languenoels pour s'y camper le lendemain. Wenzel Wallis eut ordre de s'emparer en même temps du magasin de Schweidnitz avec son avant-garde, et de là il devait poursuivre les Prussiens à Breslau. Le duc de Weissenfels avec ses Saxons devait prendre Striegau et de là se porter sur Glogau, pour en faire le siége. Le prince de Lorraine avait oublié, dans son projet, qu'il aurait à combattre une armée de 70,000 hommes, bien résolus à ne lui pas abandonner un pouce de terrain sans l'avoir défendu jusqu'à l'extrémité. Ainsi les desseins des Autrichiens et des Prussiens se croisaient, comme des

vents contraires qui assemblent des nuages dont le choc produit la foudre et le tonnerre.

Le roi visitait tous les jours ses postes avancés; il était le 2 sur une hauteur devant le camp de Dumoulin, dont on découvrait toute la campagne, les hauteurs de Furstenstein et même un bout du camp autrichien près de Reichenau. Le roi s'y était arrêté assez longtemps, lorsqu'il vit une nuée de poussière qui s'élevait dans les montagnes, qui avançait et descendait dans la plaine et qui allait en serpentant de Kauder à Fegebeutel et Ronstock; la poussière tomba ensuite, et l'on aperçut distinctement l'armée des Autrichiens qui était sortie des montagnes sur huit grandes colonnes; leur droite s'appuyait au ruisseau de Striegau, et tirait de là vers Ronstock et Hausdorff; les Saxons, qui faisaient la gauche, s'étendaient jusqu'à Pilgrimshain. M. Dumoulin reçut aussitôt ordre de lever le camp à 8 heures du soir, de passer le ruisseau de Striegau et de se poster sur un rocher devant la ville, où il y a une carrière de topaze et qui en a pris son nom.

L'armée se mit en mouvement le soir à huit heures, filant sur la droite en deux lignes et observant le plus grand silence; il était même défendu au soldat de fumer. La tête des troupes arriva à minuit auprès des ponts de Striegau, où l'on attendit que tous les corps fussent bien serrés ensemble. Le 4 juin, à 2 de heures du matin, le roi rassembla les principaux officiers de l'armée, pour leur donner la disposition du combat; nous l'omettrions, si tout ce qui a rapport à une bataille décisive ne devenait de conséquence. Voici cette disposition.

« L'armée se mettra incessamment en marche par la droite sur deux lignes; elle passera le ruisseau de Striegau; la cavalerie se mettra en bataille vis-à-vis de la gauche de l'ennemi du côté de Pilgrimshain; le corps de Dumoulin couvrira sa droite : la droite de l'infanterie se formera à la gauche de la cavalerie vis-à-vis des bosquets

de Ronstock ; la cavalerie de la gauche s'appuiera au ruisseau de Striegau, gardant au loin à dos la ville de ce nom ; 10 escadrons de dragons et 20 de housards, qui composent la réserve, se posteront derrière le centre de la seconde ligne, pour être employés où il sera besoin ; derrière chaque aile de cavalerie un régiment de housards se formera en troisième ligne, pour garantir le dos et le flanc de la cavalerie, si le terrain va en s'élargissant, ou pour servir à la poursuite ; la cavalerie chargera impétueusement l'ennemi l'épée à la main ; elle ne fera point de prisonniers dans la chaleur de l'action ; elle portera ses coups au visage ; après avoir renversé et dispersé la cavalerie contre laquelle elle aura choqué, elle retournera sur l'infanterie ennemie et la prendra en flanc ou à dos, selon que l'occasion s'en présentera ; l'infanterie prussienne marchera à grands pas à l'ennemi : pour peu que les circonstances le permettent, elle fondra sur lui avec la baïonnette ; s'il faut charger, elle ne tirera qu'à 150 pas ; si les généraux trouvent quelque village sur les ailes ou devant le front de l'ennemi qu'il n'ait pas garni, ils l'occuperont et le borderont extérieurement d'infanterie, pour s'en servir, si les circonstances le permettent, à prendre l'ennemi en flanc ; mais ils ne placeront de troupes ni dans les maisons ni dans des jardins, pour que rien ne les gêne et ne les empêche de poursuivre ceux qu'ils auront vaincus. »

Dès que chacun fut de retour à son poste, l'armée s'ébranla. A peine la tête commença-t-elle à passer le ruisseau, que M. Dumoulin fit avertir qu'ayant aperçu de l'infanterie ennemie vis-à-vis de lui sur une éminence, il avait corrigé sa position ; qu'il avait pris par sa droite pour se former sur une hauteur opposée à l'autre et par laquelle il débordait même la gauche de l'ennemi. C'était des Saxons qu'il voyait, qui ayant eu ordre de prendre la ville de Striegau, furent fort étonnés de trouver des Prussiens devant eux. Le roi se hâta d'établir une batterie de

6 pièces de 24 sur ce mont Topaze, laquelle fut très-utile par la grande confusion qu'elle mit dans les ennemis. Les Saxons venaient avec tous leurs corps pour soutenir l'avant-garde qui devait prendre Striegau; ils reçurent cette canonnade, à laquelle ils ne s'attendaient pas; en même temps l'aile droite de la cavalerie prussienne se forma sous cette batterie, les gardes du corps joignant le corps de Dumoulin, et la gauche de l'aile aboutissant à ces bouquets du bois de Ronstock.

Les Prussiens, après deux charges consécutives, culbutèrent la cavalerie saxonne, qui s'enfuit à vau de route, et les gardes du corps taillèrent en pièces ces deux bataillons d'infanterie qui s'étaient présentés au commencement de l'affaire devant M. Dumoulin. Alors les grenadiers prussiens et le régiment d'Anhalt attaquèrent l'infanterie saxonne dans ces bouquets de bois où elle commençait à se former; ils les poussèrent, et les délogèrent d'une digue où ils voulaient se reformer; de là ils traversèrent un étang pour attaquer la seconde ligne sur un terrain marécageux : ce combat, plus meurtrier que le premier, fut terminé aussi vite ; les Saxons furent encore obligés de s'enfuir; leurs généraux rallièrent quelques bataillons en forme de triangle sur une hauteur, pour couvrir leur retraite, mais la cavalerie prussienne de la droite, déjà victorieuse, se présenta sur leur flanc, en même temps que l'infanterie prussienne déboucha du bois pour les assaillir. M. de Kalkstein vint encore avec quelques troupes de la seconde ligne, qui débordait de beaucoup les Saxons; ils virent l'extrémité où ils étaient, n'attendirent pas l'attaque, mais prirent bientôt la fuite. Les Saxons furent ainsi totalement battus, avant que la gauche de l'armée fût entièrement formée. Il se passa bien un gros quart d'heure avant que cette gauche s'engageât avec les Autrichiens.

L'on avait averti le prince de Lorraine à Hausdorf, où

il avait son quartier, du feu de canon et des petites armes qu'on entendait; il crut bonnement que c'étaient les Saxons qui attaquaient Striegau, et n'en tint aucun compte; on lui dit enfin que les Saxons étaient en fuite et que tous les champs en étaient parsemés; sur quoi il s'habilla à la hâte et ordonna à l'armée d'avancer. Les Autrichiens marchaient donc à pas comptés dans la plaine entre le ruisseau de Striegau et les bosquets de Ronstock, qui n'est coupée que par des fossés qui séparent les possessions des paysans. Dès que le margrave Charles et le prince de Prusse furent à portée des ennemis, ils les chargèrent si vivement, qu'ils plièrent. Les grenadiers des Autrichiens se servirent avec intelligence de ces fossés dont nous avons fait mention, et ils auraient pu mettre de la règle dans leur retraite, si le régiment des gardes ne les eût chassés deux fois à coups de baïonnette. Le régiment de Haake, celui de Bévern et tous ceux qui furent au feu, se distinguèrent par des actions de valeur.

Comme il n'y avait plus d'ennemis devant la droite, le roi fit faire un quart de conversion, pour se porter sur le flanc gauche et derrière les Autrichiens : cette droite brossa dans les bois et dans les marais de Ronstock, et lorsqu'elle en sortit pour attaquer l'ennemi, la gauche des Prussiens avait déjà gagné un terrain considérable. La cavalerie de cette gauche avait essuyé un contre-temps : à peine Kiau, avec sa brigade de 10 escadrons, avait-il passé le pont du ruisseau de Striegau, qu'il se rompit. Kiau prit le parti d'attaquer la cavalerie ennemie avec la sienne, le général de Ziethen le joignit avec la réserve, culbuta devant lui tout ce qui voulut lui résister, et donna à M. de Nassau, qui commandait cette gauche, le temps de la faire passer à gué.

Dès que M. de Nassau eut formé son aile, il donna sur ce qu'il y avait encore de cavalerie ennemie devant lui et la mit en déroute. Le général Polentz contribua beaucoup

à ce succès; il s'était glissé avec son infanterie dans le village de Fegebeutel, d'où il enfilait la cavalerie autrichienne; quelques décharges qu'elle reçut en flanc la mirent en confusion et préparèrent sa défaite. M. de Gesler, qui commandait la seconde ligue, voyant qu'il n'y avait là aucun laurier à cueillir, se tourna vers l'infanterie prussienne, et trouvant les Autrichiens en confusion, il fit ouvrir l'infanterie pour y passer, et se formant sur trois colonnes, il fondit sur ces Autrichiens avec une vivacité incroyable, les dragons en massacrèrent un grand nombre; ils firent prisonniers 21 bataillons des régiments de Marchal, Graun, Tungen, Traun, Colowrad, Wurmbrand et d'un régiment encore dont le nom nous manque: il y en eut beaucoup de tués; et cependant on fit 4,000 prisonniers et on s'empara de 66 drapeaux. Un fait aussi rare, aussi glorieux mérite d'être écrit en lettres d'or dans les fastes prussiens.

Un général de Schwérin (cousin de celui de Jægerndorff) et une infinité d'officiers que leur grand nombre nous empêche d'indiquer, y acquirent un nom immortel. Cette belle action se fit en même temps que la droite des Prussiens se portait sur le flanc du prince de Lorraine; ce qui rendit le désordre de ses troupes complet: tout se débanda et s'enfuit dans la plus grande confusion vers les montagnes. Les Saxons se retirèrent par Seyffersdorf; le corps de bataille des Autrichiens se sauva par Kauder et leur aile par Hohen-Friedberg, où heureusement Wallis et Nadasti étaient venus pour couvrir leur retraite: les Prussiens les poursuivirent jusque sur les hauteurs de Kauder, où ils s'arrêtèrent pour prendre quelque repos. Les trophées que les Prussiens remportèrent dans cette journée furent, en fait de prisonniers, 4 généraux, 200 officiers et 7,000 hommes: en fait de drapeaux, timbales, canons, etc., 76 drapeaux, 7 étendards, 8 paires de timbales et 60 canons. Le champ de bataille était jonché de morts; les ennemis y perdirent 4,000 hommes, parmi lesquels il y avait quel-

ques officiers de marque. La perte de l'armée prussienne en morts et blessés allait à peine à 1,800 hommes. Quelques officiers, qui devinrent dans cette journée les victimes de la patrie, en méritèrent les regrets; de ce nombre furent le général Truchsès, les colonels Massow, Schwérin [1] et During.

Ce fut là la troisième bataille qui se donna pour décider à qui appartiendrait la Silésie, et ce ne fut pas la dernière. Quand les souverains jouent les provinces, les hommes sont les jetons qui les payent. La ruse prépara cette action, et la valeur l'exécuta. Si le prince de Lorraine n'avait pas été trompé par ses espions, qui l'étaient eux-mêmes, il n'aurait jamais donné aussi grossièrement dans le piége qui lui était préparé; ce qui confirme la maxime de ne jamais s'écarter des principes que l'art de la guerre prescrit, et de la circonspection qui doit obliger tout général qui commande à suivre invariablement les règles que la sûreté exige pour l'exécution de ses projets. Lors même que tout semble favoriser les projets que l'on médite, le plus sûr est toujours de ne pas assez mépriser son ennemi pour le croire incapable de résistance. Le hasard conserve toujours ses droits. Dans cette action même un quiproquo pensa devenir funeste aux Prussiens.

Au commencement du combat le roi tira dix bataillons de sa seconde ligne, sous les ordres du lieutenant général de Kalkstein, pour renforcer le corps de Dumoulin, et il envoya un de ses aides de camp pour avertir le margrave Charles de prendre le commandement de la seconde ligne d'infanterie pendant l'absence de M. de Kalkstein. Cet officier peu intelligent dit au margrave de renforcer la seconde ligne de sa brigade, qui était à l'extrémité de la gauche. Le roi s'aperçut à temps de cette bévue, et il la redressa avec promptitude. Si le prince de Lorraine avait

[1] Félix Bogislas de Schwerin, colonel de la garde, qui mourut dans cette bataille, ne figure pas dans le texte de la dernière édition de Berlin.

profité de ce faux mouvement, il aurait pu prendre en flanc la gauche des Prussiens qui n'était pas encore appuyée au ruisseau de Striegau. Tant le sort des États et la réputation des généraux tiennent à peu de chose! Un seul instant décide de la fortune. Mais il faut avouer, vu la valeur des troupes qui combattirent à Friedberg, que l'État ne courait aucun risque; il n'y eut aucun corps de repoussé : de 64 bataillons, 27 seulement furent au feu et remportèrent la victoire. Le monde ne repose pas plus sûrement sur les épaules d'Atlas, que la Prusse sur une telle armée.

Il ne doit pas paraître surprenant que l'on ne poursuivît pas les Autrichiens avec plus d'ardeur. La nuit du 3 au 4 avait été employée à marcher à l'ennemi. La bataille, quoique courte, avait été une suite d'efforts continuels; les munitions de guerre étaient épuisées; les équipages et les munitions de guerre et de bouche étaient à Schweidnitz : il fallait les conduire à l'armée. L'arrière-garde du prince de Lorraine était composée de Wallis et de Nadasti qui n'avaient point combattu; ils occupaient les hauteurs de Hohen-Friedberg, dont il aurait été téméraire de vouloir les déloger. Les Prussiens occupaient la hauteur de Kauder; mais celle de Hohen-Friedberg était à leur gauche; il ne fallait donc pas perdre par une fougue imprudente ce qu'on avait gagné par la sagesse.

Le lendemain MM. Dumoulin et Winterfeld furent détachés à la poursuite de l'ennemi; ils atteignirent le prince de Lorraine auprès de Landshut. Ce prince ne les attendit pas; il leva son camp à leur approche et chargea Nadasti de couvrir sa retraite. Winterfeld attaqua ce dernier, le mit en fuite et le poursuivit jusqu'aux frontières de la Bohême, après lui avoir tué 200 hommes et pris 130 prisonniers. M. Dumoulin occupa le camp même que les Autrichiens venaient d'abandonner. Après cette victoire, le roi rappela Cagnoni, son ministre de Dresde. Bulow, accrédité à Berlin de la part du roi de Pologne, fut obligé d'en partir, ainsi

qu'un résident de Saxe de Breslau. Le roi déclara qu'il regardait l'invasion des Saxons en Silésie comme une rupture ouverte.

L'armée suivit le 6 le corps de Dumoulin et se porta sur Landshut. Lorsque le roi y arriva, il fut entouré d'une troupe de 2,000 paysans qui lui demandèrent la permission d'égorger tout ce qui était catholique dans cette contrée. Cette animosité venait de la dureté des persécutions que les protestants avaient souffertes de la part des curés dans le temps de la domination autrichienne, où l'on avait ôté les églises aux luthériens pour les donner à des prêtres catholiques. Le roi était bien éloigné de leur accorder une permission aussi barbare. Il leur dit qu'ils devaient plutôt se conformer aux préceptes de l'Écriture, bénir ceux qui les offensaient, prier Dieu pour ceux qui les persécutaient, afin d'hériter le royaume des cieux. Les paysans lui répondirent qu'il avait raison et se désistèrent de leur cruelle prétention.

L'avant-garde avança jusqu'à Starckstadt, où elle apprit que les ennemis avaient quitté Trautenau et qu'ils défilaient à Jaromirtz; sur cela elle se posta à Scalitz. L'armée prit le chemin de Friedland et de Nachod, qui était plus commode pour les subsistances; après quoi elle déboucha des montagnes et se déploya le long de la Métau, petit ruisseau dont les bords sont escarpés, qui vient de Neustadt et va se jeter dans l'Elbe auprès de Pless. Le camp des Autrichiens était derrière l'Elbe entre Schmirgitz et Jaromirtz. Nadasti, dont le corps était environ de 6,000 hommes, fit mine de disputer à l'avant-garde prussienne le passage de la Métau, mais M. de Lehwald chassa les Hongrois sans effusion de sang, passa le ruisseau et se campa à un quart de mille à l'autre bord. Le lendemain l'avant-garde fut renforcée de 11 bataillons et se porta à Caravalhota, d'où le roi, se mettant à sa tête, poussa jusqu'à Kœnigsgrætz et occupa le terrain entre Ruseck qui est vers l'Elbe et Divetz

qui est sur l'Adler; ce ruisseau-ci vient des montagnes de Glatz et se jette dans l'Elbe auprès de Kœnigsgrætz. L'armée, sous le commandement du prince Léopold, se campa à un quart de mille derrière l'avant-garde.

Ces mouvements obligèrent le prince de Lorraine à s'approcher de Kœnigsgrætz. Il se posta sur une hauteur au confluent de l'Adler et de l'Elbe vis-à-vis des Prussiens; il avait appuyé sa droite à un marais, sa gauche se recourbait vers Pardubitz, et à dos il avait une forêt de deux milles qui s'étend vers Holitsch. Ce prince avait établi, moyennant trois ponts sur l'Adler, sa communication avec Kœnigsgrætz, où il tenait un détachement de 800 hommes; il fit élever une redoute devant la ville sur une petite hauteur qui en défendait l'approche aux Prussiens. Sa position était inattaquable; le roi se borna à garnir d'infanterie les villes de Jaromirtz et de Schmirgitz, pour tenir l'Elbe par des détachements de dragons et de housards, et pour assurer et protéger ses fourrages. A voir ces deux armées rangées autour de Kœnigsgrætz, on aurait dit que c'était un même corps qui en formait le siége. Cependant l'avant-garde et le corps de bataille des Prussiens étaient si avantageusement placés, qu'il aurait été impossible à l'ennemi de les entamer. On aurait pu tenter quelque entreprise sur Kœnigsgrætz, et il aurait été possible de prendre la ville, mais qu'aurait-on gagné? La ville n'avait ni fortifications, ni magasins, et l'on aurait été obligé de l'abandonner tôt ou tard; ç'aurait été verser du sang inutilement.

Ceux qui ne jugeaient que superficiellement des choses, croyaient que, dans cette heureuse situation, le roi devait changer le projet de campagne qu'il avait fait à Neisse et que ses vues devaient s'étendre avec sa fortune. Il n'en était pas ainsi cependant. La bataille de Friedberg avait sauvé la Silésie; l'ennemi était battu, mais il n'était pas détruit: cette bataille n'avait pas aplani les montagnes de la Bohême par lesquelles étaient obligés de passer les vivres

pour l'armée. On avait perdu l'année 1744 les caissons des vivres ; les subsistances ne pouvaient donc arriver au camp que sur des chariots de paysans de la Silésie. Depuis le départ du margrave de la haute Silésie, les Hongrois avaient surpris la forteresse de Cosel et ils étendaient leurs courses jusqu'au voisinage de Schweidnitz et de Breslau ; ils allaient se porter sur les derrières de l'armée et en intercepter les subsistances ; d'ailleurs le roi ne pouvait s'éloigner que de dix ou quinze milles de Schweidnitz, d'où il ne recevait des vivres que de cinq en cinq jours. S'il avait voulu transporter le théâtre de la guerre en Saxe, il aurait abandonné la Silésie à la discrétion des Autrichiens. Tant de considérations importantes firent que ce prince resta ferme dans son premier projet, c'est-à-dire d'affamer les frontières de la Bohème pour empêcher l'ennemi d'y pouvoir hiverner.

Les Français firent encore quelques tentatives auprès du roi de Pologne, lui présentant toujours comme une amorce la couronne impériale, à laquelle il avait renoncé [depuis] longtemps. La seule négociation qui convînt alors aux Prussiens, c'était celle avec l'Angleterre, parce que cette puissance seule pouvait ménager la paix avec la reine de Hongrie. Le roi d'Angleterre était alors à Hanovre, et il avait mené le lord Harrington avec lui. Le jeune comte de Podewils, qui était ministre à la Haye, reçut ordre de se rendre à Hanovre pour sonder le terrain et voir dans quelles dispositions étaient le lord Harrington et la cour.

Pour ce qui regardait les opérations de la guerre, il fut résolu de se soutenir le plus longtemps qu'il serait possible en Bohème, de choisir avec soin les meilleurs camps qu'on pourrait trouver, d'exposer d'autant moins les troupes que M. de Nassau allait être détaché pour la haute Silésie afin de reprendre Cosel, et d'affecter en toutes les occasions les démonstrations d'une guerre offensive, pour en imposer à l'ennemi et lui cacher le véritable dessein que

l'on avait de ne rien donner au hasard. M. de Nassau partit le 25 de juin avec 12,000 hommes; il passa par Glatz et Reichenstein, et rejeta d'abord les Hongrois sur Neustadt, d'où il les délogea avec perte de leur côté; il s'avança ensuite jusqu'à Cosel, et fit les préparatifs du siége. Cette place avait été prise par la perfidie d'un officier de la garnison qui déserta : ce traître apprit aux ennemis que le fossé n'était pas perfectionné, et qu'il était guéable à l'angle d'un bastion qu'il leur indiqua. Avec 2,000 pandours il passa le fossé, escalada le bastion et la place, dont Foris était commandant; il y eut quelque monde de massacré; le reste, au nombre de 350 hommes, fut fait prisonnier; cela arriva deux jours après que le margrave eut évacué la haute Silésie.

Pendant que M. de Nassau était ainsi occupé dans la haute Silésie, le roi mettait tous ses soins à faire subsister les troupes. Pour cet effet, il détacha sa grosse cavalerie vers Opotschna, qui était à un demi-mille à la gauche des deux corps de l'armée prussienne : toutes les nuits cette cavalerie donnait l'alarme au prince de Lorraine, pour éprouver sa contenance, souvent assez mauvaise, et pour le confirmer dans l'opinion que le roi méditait quelque grand dessein, qu'il exécuterait à l'improviste. Les Antrichiens furent entretenus dans ces inquiétudes pendant quatre semaines.

Le roi avait sur sa gauche un détachement à Hohenbruch, et par la jalousie que ce camp donnait aux ennemis, ils craignaient d'être attaqués par derrière. Réellement les Prussiens pouvaient se porter sur Reichenau et sur Hohenmanth, et le prince de Lorraine se serait vu contraint de couvrir la Moravie, d'où il tirait ses vivres. Ses magasins étaient établis en échelons; le plus voisin était celui de Pardubitz, derrière celui-là venait celui de Chrudim, et plus vers la Moravie celui de Teutschbrod. Si cette marche se fût exécutée, elle dérangeait toute l'économie

des Autrichiens ; elle mettait l'armée du roi en état de tirer ses farines de Glatz, au lieu de les faire venir de Schweidnitz, ce qui était égal. Si le roi préférait d'agir vers sa droite, il pouvait passer l'Elbe non loin de Schmirgitz et prendre le camp de Clumetz, qui était bon et très-avantageux ; il avait derrière lui de grandes plaines, qui fournissaient des fourrages en abondance : de là il donnait de la jalousie aux Autrichiens sur Pardubitz, et coupait en quelque façon la communication des Saxons avec la Lusace. Ce dernier parti fut préféré au premier, surtout à cause des Saxons, le roi ayant eu vent que le comte de Brühl méditait quelque dessein sur la Marche électorale.

Pour mieux cacher ses vues à l'ennemi, le roi détacha M. de Winterfeld avec 3,000 hommes pour le camp de Reichenau, en même temps que l'armée fit un mouvement sur sa droite pour passer l'Elbe non loin de Jaromirtz, où tous ses détachements la rejoignirent. La grande armée appuya sa droite sur un bois, où l'on pratiqua un abatis ; sa gauche s'appuyait à l'Elbe auprès du village de Néchanitz, ayant l'avantage des hauteurs et du glacis d'un bout du camp à l'autre. M. Dumoulin repassa la Métau avec 6 bataillons et 40 escadrons, et se posta à Skalitz, pour assurer la communication des vivres entre Jaromirtz et Neustadt, où il y avait un bataillon en garnison. Peut-être le premier projet dont nous avons parlé aurait-il été meilleur que celui qu'on exécuta. On a su depuis que le duc de Weissenfels n'aurait pas suivi le duc de Lorraine vers les frontières de la Moravie. De Reichenau à Glatz il n'y a que cinq milles, au lieu qu'il y en avait dix de Clum à Schweidnitz, ce qui rendait le transport des vivres plus difficile ; mais les hommes font des fautes, et celui qui en fait le moins a des avantages sur ceux qui en font plus que lui.

Tout le temps que l'armée séjourna à Clum ne fut employé qu'à des fourrages de la part des deux armées, et à

pousser de part et d'autre des partis pour les empêcher. De tous les officiers autrichiens il n'y eut que le seul colonel Derchosi qui se signalât à la petite guerre; il fit quelques prises, que M. de Fouqué vengea par les partis qu'il envoyait de Glatz sur les derrières de l'armée autrichienne, et qui les désolaient par de fréquentes prises qu'ils faisaient sur eux. Il y avait un poste détaché à Schmirgitz, qui mit un nouveau stratagème en usage pour intimider les Hongrois qui venaient tirer sur une redoute et sur une sentinelle placée près du pont de l'Elbe; c'est une plaisanterie qui délassera le lecteur de la gravité des matières qu'il a sous les yeux. Quelques sentinelles ayant été blessées par des pandours, les grenadiers de Kalkstein s'avisèrent de faire un mannequin, de l'habiller en grenadier et de le placer à l'endroit où était la sentinelle; ils faisaient mouvoir cette poupée avec des cordes, de sorte qu'à une certaine distance on la prenait pour un homme; ils s'embusquèrent en même temps dans les broussailles voisines. Les pandours arrivent et tirent; le mannequin tombe, les voilà qui veulent se jeter dessus; aussitôt part un feu très-vif des broussailles, les grenadiers tombent sur eux et font prisonniers tous ceux qu'ils avaient blessés : depuis ce temps-là ce poste fut tranquille.

Mais revenons à des objets plus importants. Depuis la bataille de Friedberg le prince de Lorraine n'avait cessé d'importuner la cour pour qu'elle le renforçât. On lui envoya alors 8 régiments, tirés en partie de la Bavière, de l'armée du Rhin et de la garnison de Fribourg, dont l'échange venait de se faire avec les Français; mais en même temps que ces secours arrivèrent, le duc de Weissenfels le quitta, ne lui laissant que 6,000 Saxons, au lieu de 24,000 qu'il y avait. Voici la raison de cette retraite : le roi avait été informé que le roi de Pologne était en négociation avec les Bavarois pour prendre, moyennant des subsides, 6,000 hommes de ces troupes à son service. Ces troupes

auraient pu faire une fâcheuse diversion dans le Brandebourg.

Les voies d'accommodement étaient fermées en Saxe; la seule façon de contenir cette cour était celle de l'intimider. Pour cet effet, le prince d'Anhalt rassembla ses troupes auprès de Halle; il fut renforcé par 4 régiments d'infanterie et 3 de cavalerie que M. de Gesler lui mena de Bohême. Les Saxons pouvaient s'attendre que le prince d'Anhalt agirait offensivement contre eux; ce corps était assez fort pour les subjuguer. Un manifeste parut en même temps, dans lequel on déclarait que le roi ayant devant lui l'exemple de la reine de Hongrie, qui avait traité en ennemis les alliés et les troupes auxiliaires du défunt Empereur, savoir les Hessois, les Palatins et les Prussiens, que le roi, dis-je, se croyait autorisé à traiter également en ennemis les Saxons, auxiliaires de la reine de Hongrie, et à leur faire éprouver tout le mal qu'ils avaient fait ou médité de faire aux États du roi. Le prince d'Anhalt avait déjà le bras levé, il allait frapper, lorsque la signature de la convention de Hanovre suspendit le coup qu'il allait porter.

Il faut se souvenir que les Français n'avaient accompli aucun des articles du traité de Versailles; qu'ils refusaient tout secours aux Prussiens; que la retraite du prince de Conti abandonnant le trône impérial au premier occupant, les Français rompaient tous les liens qui les unissaient aux princes d'Allemagne. Il faut joindre à ces raisons une raison plus forte encore, l'épuisement total des finances. Ces motifs portèrent le roi à négocier la paix; la convention de Hanovre avait pour base la paix de Breslau, et le roi George s'engageait de plus d'en procurer la garantie de la part de toutes les puissances de l'Europe à la paix générale. Le roi promettait de son côté de reconnaître empereur le grand-duc de Toscane. George, après avoir été longtemps balloté entre ses ministres de Hanovre et le lord Harrington, signa ce traité le 22 septembre.

Il paraissait alors que la pacification de l'Empire suivrait immédiatement la convention de Hanovre ; mais il ne suffisait pas d'avoir calmé les passions du roi d'Angleterre : il y avait des ennemis plus irréconciliables qui voulaient abattre la puissance naissante des Prussiens. Brühl à Dresde et Bartenstein à Vienne jugeaient que le moment en était venu, et ils voulaient profiter des circonstances qu'ils croyaient leur être favorables. La couronne impériale rehaussait la fierté de la cour de Vienne, et le désir de partager les dépouilles d'un ennemi donnait de la fermeté à celle de Dresde.

Il sera peut-être nécessaire, pour l'intelligence des faits, de rapporter de quelle manière la dignité impériale retourna à la nouvelle maison d'Autriche. Depuis la paix de Fussen, le comte de Ségur avait pris le chemin du Necker, pour se joindre au prince de Conti. M. de Bathyani le suivit et traversa l'Empire, afin de se joindre au corps du duc d'Aremberg, qui avait son quartier à Weilbourg. La France aurait dû dans ce moment faire les derniers efforts pour empêcher cette jonction; mais elle n'agissait pas [de bonne foi]. Le prétexte de la guerre était d'empêcher que la dignité impériale ne rentrât dans la nouvelle maison d'Autriche. La France devait donc rassembler des forces aux environs de Francfort, ce qui l'aurait rendue maîtresse de l'élection; il fallait autoriser le prince de Conti à chasser le duc d'Aremberg du voisinage de cette ville, et empêcher surtout sa jonction avec M. de Bathyani, qui donnait une supériorité marquée aux Autrichiens sur les Français.

Louis XV et le prince de Conti avaient souvent assuré le roi dans leurs lettres, qu'au risque d'une bataille, ils s'opposeraient à l'élection du grand-duc; c'étaient de belles paroles. La bataille ne se donna point. Le prince de Conti fut obligé de détacher 15,000 hommes pour la Flandre. Le comte de Traun eut le commandement de

l'armée de l'Empire. Il détacha Bærenklau et lui fit passer le Rhin à Biberich. Le prince de Conti en prit l'alarme ; il fit sauter son pont d'Aschaffenbourg, rompre celui de Hœchst, et se retira à Gerau sur le Rhin. Le grand-duc se rendit en personne à son armée. Traun passa le Mein. Bærenklau défit quelques compagnies franches du prince de Conti auprès d'Oppenheim. Sur cela les Français n'y tinrent plus. Le prince de Conti repassa le Rhin à Germersheim et à Rheinturkeim. Son équipage fut pris par les ennemis, qui l'inquiétèrent fort dans sa retraite; il se campa à Worms derrière le ruisseau d'Osthofen, se retira de là à Mauterstadt, où il finit une campagne peu glorieuse pour les armes françaises.

La retraite du prince de Conti fut le signal qui fit éclater l'esprit de vertige des princes de l'Empire et leur attachement pour la maison d'Autriche. On s'étonne avec raison, en considérant la hauteur et le despotisme avec lesquels cette maison avait gouverné l'Allemagne, qu'il se trouvât des esclaves assez vils pour se soumettre au joug qu'elle leur imposait; et cependant le grand nombre était dans ces sentiments. Le roi d'Angleterre avait à [ses gages] tout le collége électoral; il était maître de la diète de l'Empire. L'électeur de Mayence devait sa fortune à la maison d'Autriche et n'était que l'organe de ses volontés.

C'est un ancien usage que le doyen du collége électoral invite les électeurs à la diète d'élection. Après la mort de Charles VII, l'électeur de Mayence s'acquitta de ce devoir et fixa l'ouverture de la diète au 1er de juin. Le baron d'Erthal, chargé de cette ambassade, se rendit à Prague et fit la même invitation au royaume de Bohême qu'aux autres électeurs, ce qui était contraire aux décisions de la dernière diète, qui portait qu'on laisserait dormir la voix de Bohême. On avait craint au commencement de l'année 1745, tant à Vienne qu'à Hanovre, que l'armée du prince de Conti n'empêchât à Francfort les partisans du grand-

duc de Toscane de lui donner leurs voix, et l'on avait jeté les yeux sur la ville d'Erfort pour y assembler la diète; cela aussi était contraire aux lois fondamentales du corps germanique, surtout à la bulle d'or : la faiblesse des Français sauva cette transgression à la reine de Hongrie. La diète de l'Empire s'assembla donc à Francfort le 1er de juin. La France donna l'exclusion au grand-duc, mais l'armée du prince de Conti, qui devait appuyer cette déclaration, ayant déjà disparu, c'était de la part des Français un aveu tacite d'impuissance, qui leur aliéna le cœur de tous leurs alliés.

Les ministres de Brandebourg et de l'électeur palatin remirent un mémoire à la diète, lequel demandait l'examen de trois points : 1° si les ambassadeurs invités par l'électeur de Mayence étaient admissibles à donner leur suffrage; 2° si leurs cours avaient toute la liberté requise selon la bulle d'or; 3° si quelques-uns ne s'en étaient pas privés eux-mêmes, ou par des promesses, ou par vénalité. Le premier de ces points regardait l'ambassadeur de Bohême, qui ne devait point être admis; le second désignait l'ambassadeur palatin, dont le secrétaire avait été enlevé par les Autrichiens aux portes de Francfort; et presque tout le collége électoral se trouvait dans le troisième cas. Ils finirent en protestant contre l'assemblée de la diète, qui serait censée illégale jusqu'au redressement de ces griefs, et se retirèrent.

Comme une fausse démarche en entraîne une autre, la cabale autrichienne passa par-dessus toutes les bienséances, et sans avoir égard à ces protestations, le jour de l'élection fut déterminé au 13 de septembre. L'ambassadeur brandebourgeois et le palatin se retirèrent à Hanau en protestant contre cette assemblée illicite et schismatique, dont les résolutions et les opérations devaient être regardées comme nulles.

Le grand-duc fut élu le 13 de septembre, au grand

contentement du roi d'Angleterre et de la reine de Hongrie. Restait à savoir s'il convenait mieux au roi de reconnaître purement et simplement le nouvel Empereur, ou de lui rompre entièrement en visière en déclarant qu'il ne reconnaissait ni élection ni élu. Ce prince tint un juste milieu entre ces deux partis. Il garda un profond silence, parce que 1° il ne pouvait mettre la France en action pour renverser ce qui s'était fait à Francfort, et qu'en second lieu reconnaître l'Empereur sans nul besoin, ç'aurait été se priver à la paix du mérite d'une complaisance qu'on pouvait alors faire valoir.

La reine de Hongrie jouissait déjà paisiblement à Francfort du spectacle de cette couronne impériale, qu'elle avait placée avec tant de peine sur la tête de son époux; elle laissait la représentation à l'Empereur et réservait pour elle l'autorité; elle n'était pas même fâchée qu'on remarquât que le grand-duc était le fantôme de cette dignité et qu'elle en était l'âme. Cette princesse montra trop de hauteur pendant son séjour à Francfort; elle traitait les princes comme ses sujets, elle fut même plus qu'impolie à l'égard du prince Guillaume de Hesse. Elle annonçait ouvertement dans ses discours qu'elle aimerait mieux perdre son cotillon que la Silésie; elle disait du roi de Prusse qu'il avait quelques qualités, mais qu'elles étaient ternies par l'inconstance et par l'injustice. Par le moyen d'émissaires secrets, le roi avait fait lâcher à Francfort quelques propos de paix, qui furent tous rejetés.

La fermeté de l'impératrice dégénérait quelquefois en opiniâtreté; elle était comme enivrée de la dignité impériale qu'elle venait de remettre dans sa maison. Uniquement occupée de perspectives riantes, elle croyait déroger à sa grandeur en entrant en négociation d'égal à égal avec un prince qu'elle accusait de rébellion. A ce motif de vanité se joignaient des raisons d'État plus solides. Depuis Ferdinand Ier les principes de la maison d'Autriche tendaient à

établir le despotisme en Allemagne ; rien n'était donc plus contraire à ce dessein que de souffrir qu'un électeur acquît trop de puissance, qu'un roi de Prusse, fortifié des dépouilles de l'empereur Charles VI, employant ses forces contre l'ambition autrichienne, soutînt contre elle avec trop d'efficace les libertés du corps germanique.

Voilà les véritables raisons qui empêchèrent la cour de Vienne d'accéder au traité de Hanovre. Le roi de Pologne avait des raisons différentes. Son objet principal était de conserver la couronne de Pologne dans sa maison, et pour s'en assurer davantage, il espérait par cette guerre gagner une communication de la Saxe en Pologne par la Silésie ; il ambitionnait la possession du duché de Glogau, ou de plus même, s'il pouvait l'obtenir ; et Brühl, qui croyait le roi de Prusse aux abois, ne voulait point de composition. Les espérances bien ou mal fondées de ces deux cours empêchèrent que la convention de Hanovre ne devînt alors une paix entre ces trois puissances belligérantes.

Cependant le roi d'Angleterre se flattait, à force d'insister sur la même chose, de ramener enfin l'impératrice et le roi de Pologne à son sentiment ; les assurances qu'il en donnait au roi de Prusse firent suspendre l'expédition de Saxe. Dans ces circonstances, d'ailleurs, il n'aurait pas été convenable d'embrouiller les affaires plus qu'elles ne l'étaient déjà et d'entreprendre une nouvelle guerre. Cette modération que le roi mit dans sa conduite ne pouvait tourner qu'à la confusion de ses ennemis, qui tâchaient, en calomniant ses démarches, d'attirer sur lui la haine des souverains de toute l'Europe.

Mais ces mesures que l'on voulait garder avec la Saxe n'empêchaient pas de pousser la guerre avec vigueur contre l'impératrice-reine. On se trompe lorsqu'on croit fléchir son ennemi en le ménageant les armes à la main ; les victoires seules le forcent à la paix. C'est ce qui fit qu'on pressa les opérations de M. de Nassau. Cosel lui

opposa une faible résistance; il ouvrit la tranchée du côté de la basse Oder; le feu prit par accident à quelques maisons, ce qui obligea le commandant à se rendre le 6 de septembre. M. de Nassau y fit prisonniers 3,000 Croates et ne perdit au siége que 45 hommes. Ce général, après avoir ravitaillé la ville et y avoir laissé une garnison de 1,200 hommes, se porta sur Troppau avec sa petite armée; de là ses partis mirent à contribution quelques cercles de la Moravie; il eut de petites affaires avec les Hongrois, dont il sortit toujours avec avantage et avec gloire. Mais il est temps de retourner en Bohême, où nous avons laissé l'armée prussienne au camp de Clum et celle des Autrichiens à celui de Kœnigsgrætz.

Les ennemis tentèrent deux fois d'emporter de vive force la petite ville de Neustadt, où commandait le major Tauenzien; mais ils furent toujours repoussés par la valeur de ce digne officier. Ce poste était très-important, parce qu'il assurait la communication de la Silésie. Le prince de Lorraine, qui se croyait plus fort par les secours qu'il avait reçus qu'affaibli par le départ des Saxons, passa l'Adler et s'établit dans le camp que les Prussiens avaient eu entre Kœnigsgrætz et Caravalhota. Les Prussiens firent un mouvement en conséquence; ils mirent l'Elbe devant leur front, leur droite à Schmirgitz et leur gauche à Jaromirtz. M. Dumoulin garda son poste de Skalitz et le général Lehwald occupa la hauteur de Pless au confluent de la Métau dans l'Elbe, de sorte que les Prussiens tenaient ces deux rivières.

M. de Valori avait pris un logement dans le faubourg de Jaromirtz; on l'avertit qu'il valait mieux entrer en ville et il n'en voulait rien croire. Un partisan autrichien, nommé Franquini, qui entretenait des intelligences avec l'hôte du marquis, tenta de l'enlever. Il se glissa par des granges et des jardins; mais par méprise il enleva le secrétaire au lieu du ministre. Ce secrétaire, nommé Darget,

eut l'esprit de déchirer toutes ses lettres ; pour sauver son maître, il dit qu'il était Valori, et ne détrompa Franquini que lorsqu'il n'était plus temps de prendre le ministre [1].

Par sa position l'armée prussienne était inattaquable. Supposé même que le prince de Lorraine eût voulu tenter le passage de la Métau à l'aide de plusieurs ponts construits sur l'Elbe, le roi pouvait se porter derrière l'ennemi et le couper de Kœnigsgrætz. Franquini était le seul qui donnat quelques inquiétudes pour les vivres ; il s'était posté dans une forêt nommée vulgairement le royaume de Silva ; ce bois communique aux chemins de Braunau, Starckstadt et Trautenau ; il tombait de ce repaire sur les convois qui venaient de la Silésie. Chaque convoi avait une petite bataille à livrer ; souvent il fallait y envoyer des secours ; cela fatiguait les troupes, et l'on ne se nourrissait que l'épée à la main.

L'impératrice-reine cependant commençait à s'ennuyer de cette guerre qui ne décidait rien. Pressée par le roi d'Angleterre de faire la paix, elle voulut au moins tenter encore la fortune avant de quitter la partie, et donna au prince de Lorraine l'ordre précis d'agir offensivement, et, s'il le pouvait avec avantage, d'engager une affaire générale avec les Prussiens. Pour l'aider dans une entreprise aussi importante, elle lui avait formé une espèce de conseil, composé du duc d'Aremberg et du prince de Lobkowitz ; elle les envoya tous deux à l'armée, se flattant d'avoir pourvu à tout, et que la fortune, qui avait couronné son époux à Francfort, lui gagnerait des batailles en Bohème. On sut bientôt dans le camp prussien que MM. d'Aremberg et de Lobkowitz avaient joint le prince de Lorraine, et l'on devina à peu près les intentions de cette princesse.

Le prince de Lobkowitz, d'un tempérament violent et impétueux, voulait attaquer et ferrailler sans cesse ; il en-

[1] Sur cette anecdote, voyez *Mémoires de M. de Valori*, t. Ier, p. 241 et suivantes.

voyait tous les jours les housards à la petite guerre, souvent même mal à propos, et s'emportait lorsque Nadasti ou Franquini avaient essuyé quelque échec. Le prince de Lorraine, qui connaissait les Prussiens pour avoir fait trois campagnes contre eux, aurait préféré la guerre de chicane à celle qu'on lui ordonnait de faire; il se serait contenté de disputer les subsistances, de consumer son ennemi à petit feu et d'accumuler beaucoup de petits avantages, qui réunis font l'équivalent des plus grands succès. Pour le duc d'Aremberg, appesanti par l'âge, il était de l'avis du dernier qui opinait.

Les deux armées n'étaient distantes l'une de l'autre que d'une demi-portée de canon. Le roi, de sa tente, qui était sur une hauteur, voyait tous les jours les généraux ennemis venir reconnaître sa position : on les aurait pris pour des astronomes, car ils observaient les Prussiens avec de grands tubes; ensuite ils délibéraient ensemble; mais ils ne pouvaient rien entreprendre contre un camp qui était trop avantageux et trop fort pour être brusqué. Bientôt les ennemis donnèrent l'alarme au corps du général Lehwald; 1,500 pandours passèrent la Métau pendant la nuit et se retranchèrent sur une hauteur voisine de celle des Prussiens; un essaim de troupes légères devait les suivre. M. de Lehwald ne leur en laissa pas le temps; il marcha à eux à la tête de deux bataillons, les chassa, la baïonnette au bout du fusil, de leur redoute, leur prit 40 hommes et les fit poursuivre par ses housards. Le pont de la Métau se rompit pendant leur fuite précipitée, et plusieurs se noyèrent.

Cette belle action de M. de Lehwald empêcha les Autrichiens d'établir une communication avec Franquini, qui voulait empêcher les convois d'arriver au camp prussien. Le prince de Lobkowitz ne se rebutait pas pour avoir manqué quelques projets; il en formait sans cesse de nouveaux, et tenta pour la troisième fois de prendre Neustadt.

La ville fut investie le 7 septembre par 10,000 hommes; le roi n'en fut informé que le 12. Il envoya incontinent Dumoulin et Winterfeld à son secours. Winterfeld, avec 300 fantassins du régiment de Schwérin, força le passage d'un bois défendu par 2,000 pandours; les Hongrois perdirent 2 canons et furent jetés dans une espèce de précipice qu'ils avaient derrière leur front. A l'approche des Prussiens, le siége de Neustadt fut levé; ils repassèrent la Métau et se retirèrent dans leur camp. M. de Tauenzien, enfermé dans une bicoque sans défense, dont la muraille était crevassée en beaucoup d'endroits, avait soutenu cinq jours de tranchée ouverte contre 10,000 ennemis qui l'assiégeaient, et qui, les deux derniers jours, lui avaient coupé les canaux qui portaient l'eau aux fontaines de la ville; les murailles avaient été battues par dix pièces d'artillerie, qui en avaient fait écrôuler un pan considérable. Nous avons vu des places fortifiées par les Vauban et les Cœhorn ne tenir pas aussi longtemps à proportion; ce n'est donc pas toujours la force des ouvrages qui défend les places, mais plutôt la valeur et l'intelligence de l'officier qui y commande.

Le poste de Neustadt ne pouvait plus se défendre depuis que l'eau y manquait; mais en l'abandonnant, on perdait à l'égard de la sûreté des convois : cependant les fourrages étant tous consommés dans le voisinage, il était à propos de changer de position, et l'on ruina les murailles de cette ville. Le 18 septembre, l'armée passa l'Elbe auprès de Jaromirtz et se campa à Kowalkowitz, sans que l'ennemi fît le moindre mouvement pour s'y opposer. Il fallut de ce camp détacher le général Polentz avec 1,000 chevaux et 3 bataillons, pour couvrir la nouvelle Marche et l'Oder contre un corps de 6,000 uhlans que le roi de Pologne avait levé et qu'il voulait attirer en Saxe, pour y joindre ses autres troupes; les autres détachements rentrèrent dans l'armée, et M. Dumoulin en couvrit la gauche.

Il se fit ce jour-là un feu de joie dans l'armée autrichienne pour célébrer l'élection du grand-duc ; le nom d'armée impériale réjouissait les officiers qui la composaient; deux jours se passèrent en festins, où le vin ne fut pas épargné [tout le monde était ivre]. Peut-être aurait-ce été le moment d'attaquer ; mais le roi ne voulut point s'écarter de son plan de campagne. Il résolut donc de transporter son camp à Staudentz; le chemin qui y conduit passe par une vallée bordée de bois et de montagnes qui tiennent à la forêt de Silva. Franquini s'embusqua auprès du village de Liebenthal, sur le chemin où la seconde colonne devait passer. Le prince Léopold, qui la conduisait, détacha quelques bataillons, qui traquèrent le bois, en même temps que M. de Malachowsky, à la tête de quelques centaines de housards, grimpant sur ces rochers escarpés, aida l'infanterie à chasser ce partisan de son embuscade ; cette action, la plus hardie que la cavalerie puisse entreprendre, combla M. de Malachowsky de gloire. Il eut cependant 20 hommes de tués et 40 de blessés dans cette affaire. L'armée n'entra que sur le tard dans le camp de Staudentz. M. de Lehwald avec son corps occupa Starckstadt, et M. Dumoulin se rendit à Trautenau avec son détachement pour couvrir les convois qui venaient de la Silésie.

Les Prussiens embrassaient ainsi toute la chaîne des montagnes qui côtoient les frontières de la Silésie depuis Trautenau vers Braunau ; cette partie fut radicalement fourragée, et l'ennemi n'aurait pas été en état d'y subsister pendant l'hiver. Cela formait une barrière qui mettait jusqu'au printemps prochain la Silésie à couvert d'incursions. Les fourrages se faisaient toutefois avec bien plus de difficulté que dans les plaines, par la nature du terrain coupé et difficile qui environnait le camp. Afin de ne point exposer les troupes à quelque affront, il fallait des convois de 3,000 chevaux et de 7 à 8,000 hommes d'infanterie

pour couvrir les fourrageurs; chaque botte de paille coûtait un combat. Moratz, Trenck, Nadasti, Franquini, étaient tous les jours aux champs; enfin c'était une école pour la petite guerre.

De tous les officiers autrichiens, Franquini était celui qui avait la connaissance la plus exacte des chemins qui vont de Bohème en Silésie; il attaqua avec 4,000 pandours, entre Schatzlar et Trautenau, un convoi de farine escorté par 300 fantassins. Le jeune Mœllendorff, aide de camp du roi, conduisait ce convoi; il soutint tous les efforts des ennemis, et s'empara d'un cimetière qui dominait le défilé, d'où il protégea les chariots et se défendit durant trois heures jusqu'à l'arrivée du secours de Dumoulin, qui le dégagea entièrement. Les ennemis laissèrent 40 morts sur la place : la perte de l'escorte fut légère, à cela près que Franquini dételа une trentaine de chariots, dont il emmena les chevaux.

Quoique ces petites actions ne soient que des bagatelles, elles font trop d'honneur à la nation et à ceux qui y ont eu part, pour laisser ensevelir dans l'oubli ce qui peut devenir un germe d'émulation pour la postérité. C'étaient chaque jour de nouvelles entreprises de la part de l'ennemi. Ayant la faveur du pays, il était instruit que le dépôt des vivres et la boulangerie de l'armée étaient établis à Trautenau, et cette connaissance lui suffit pour faire mettre le feu aux quatre coins de cette malheureuse ville; en trois heures de temps, toutes les maisons ne firent plus qu'un monceau de cendres. Comme on avait eu la précaution de placer les tonneaux de farine dans des caves bien voûtées, il n'y eut de perdu que quelques chariots de bagage que les flammes consumèrent. Cette action inhumaine retomba sur ses auteurs, et l'impératrice-reine, au lieu d'y gagner, eut en Bohème une ville de plus de ruinée.

Ces tentatives n'étaient que le prélude de ce que la cour

de Vienne et ses généraux méditaient depuis longtemps d'exécuter. Le prince de Lorraine voyait que les Prussiens se préparaient à quitter la Bohême ; il les suivit et vint se camper à Kœnigssaal pour les observer de plus près. Le camp de Staudentz n'avait pas été pris selon toutes les règles de l'art. Le roi avait affaibli son armée par ses détachements, et il ne lui restait pas assez de troupes pour remplir l'espace qu'il avait à garnir. M. de Nassau était dans la haute Silésie, M. de Polentz dans la nouvelle Marche, M. Dumoulin à Trautenau, lequel, depuis que Franquini avait fait quelques tentatives sur Schatzlar, obligé d'y marcher, fut relevé par M. de Lehwald à Trautenau : il ne restait après tous ces détachements que 18,000 hommes dans l'armée que le roi commandait, de sorte qu'ils n'occupaient pas tout le terrain que le caprice de la nature avait formé pour une plus nombreuse armée.

Ce corps dominait en certains endroits les hauteurs voisines; mais la droite était entièrement dominée par un monticule que la faiblesse de l'armée ne permettait pas d'occuper ; cependant on avait placé des gardes de cavalerie et des corps de housards sur ces hauteurs, pour en être maître en cas de besoin. La cavalerie, à la vérité, ne pouvait guère aller à la découverte au delà d'un demimille, à cause des bois, des défilés et des gorges des montagnes ; l'ennemi, en revanche, envoyait tous les jours des partis de 4 à 500 chevaux, qui rôdaient autour du camp prussien, ils défilaient, allaient et venaient le long de la forêt de Silva, en tirant vers Marchendorf, où Franquini avait son petit camp. L'armée autrichienne n'était qu'à une marche de celle du roi, ce qui fit appréhender à celui-ci que le dessein du prince de Lorraine ne fût de gagner Trautenau avant lui. Pour prévenir l'ennemi, qui aurait par là coupé son corps de la Silésie, le roi résolut de se mettre en marche le lendemain ; mais pour être préalablement mieux informé des mouvements des Autri-

chiens, il fit partir sur-le-champ un détachement de 2,000 chevaux commandés par le général Katzler, pour aller à la découverte sur les chemins d'Arnau et de Kœnigssaal, avec ordre de faire des prisonniers et de prendre des paysans des environs, afin d'avoir des nouvelles de ce qui se passait dans le camp du prince de Lorraine. M. de Katzler s'avança avec sa troupe, et se trouva, sans le savoir, entre deux colonnes d'Autrichiens qui se glissaient dans les forêts pour lui dérober la connaissance de leur marche; il aperçut devant lui un grand nombre de troupes légères, et un corps de cavalerie, de beaucoup supérieur au sien, qui les suivait; sur quoi il se replia en bon ordre sur-le-champ, et rendit compte au roi de ce qu'il avait vu; mais il n'avait pas vu grand'chose.

Les troupes reçurent ordre de se mettre en marche le lendemain à 10 heures, et le 30 de septembre à 4 heures du matin, pendant que le roi avait auprès de lui les généraux du jour, pour leur dicter la disposition de la marche, un officier vint l'avertir que les grand'gardes de la droite du camp découvraient une longue ligne de cavalerie, et qu'autant qu'on en pouvait juger par l'étendue de la poussière, ce devait être toute l'armée ennemie; quelques officiers vinrent un moment après rapporter que quelques corps autrichiens commençaient à se déployer vis-à-vis du flanc droit du camp. Sur ces nouvelles, les troupes reçurent ordre de prendre incessamment les armes, et le roi se rendit auprès des grand'gardes, pour juger par ses propres yeux de l'état des choses et du parti qu'il y avait à prendre. Il faut, pour se faire une juste idée de la bataille de Sorr, se représenter exactement le terrain sur lequel elle se donna.

Dans la disposition où était l'armée avant la bataille, sa droite s'appuyait à un petit bois gardé par un bataillon de grenadiers, et le village de Burckersdorf était sur le flanc droit, prenant de Prusenitz au chemin de Trautenau; il

n'était point occupé, parce qu'il est situé dans un fond et que les maisons en sont isolées : ce fond bas régnait depuis le front jusqu'à l'extrémité de la droite et séparait le camp d'une hauteur assez élevée, qui s'étendait du chemin de Burckersdorf à Prusenitz, et sur laquelle on avait placé les housards et les gardes du camp. Le front de l'armée était couvert par le village de Staudentz, au delà duquel régnaient des montagnes et des bois qui tenaient au royaume de Silva. La gauche de la petite armée était appuyée à un ravin impraticable. Deux chemins menaient du camp à Trautenau: l'un par la droite du camp, laissant Burckersdorf à gauche, passait par un petit défilé et conduisait ensuite par une plaine unie à Trautenau; l'autre partait de la gauche de l'armée, passait par une vallée pleine de défilés et par le village de Rudersdorf, menant à Trautenau plutôt par des sentiers que par une route battue.

Lorsque le roi arriva à ses grand'gardes, il vit que les Autrichiens commençaient à se former, et il jugea qu'il serait plus téméraire de se retirer à travers des défilés devant une armée qu'il avait si près de lui, que de l'attaquer malgré la prodigieuse infériorité du nombre. Le prince de Lorraine avait bien compté que le roi prendrait le parti de la retraite, et c'était sur quoi il avait fait sa disposition; il voulait engager une affaire d'arrière-garde, et il est sûr que celle-là lui aurait réussi. Mais le roi prit sans balancer le parti de l'attaquer, parce qu'il aurait été plus glorieux d'être écrasé en vendant chèrement sa vie, que de périr dans une retraite qui aurait assurément dégénéré en fuite ignominieuse.

Quelque danger qu'il y ait à manœuvrer en présence d'un ennemi déjà rangé en bataille, les Prussiens passèrent par-dessus ces règles et firent un quart de conversion à droite pour présenter un front parallèle à celui de l'ennemi; cette manœuvre délicate se fit avec un ordre et une

célérité inconcevables; mais les Prussiens ne se présentèrent que sur une ligne vis-à-vis des Autrichiens, qui étaient sur trois lignes de profondeur; il fallut même que ce déploiement s'exécutât sous le feu de 28 pièces de canon que les ennemis avaient disposées en deux batteries, et d'un bon nombre de grenades royales qu'ils jetaient parmi la cavalerie. Mais rien ne déconcerta les Prussiens; aucun soldat ne parut craindre, aucun ne quitta son rang.

Quelque diligence que l'on employât à se former ainsi, la droite fut exposée près d'une demi-heure au canon de l'ennemi, avant que la gauche fût entièrement sortie du camp. Alors le maréchal de Buddenbrock reçut ordre d'attaquer avec la cavalerie; ce qu'il exécuta sans balancer. Les Autrichiens avaient mal choisi leur terrain; la cavalerie avait une espèce de précipice derrière elle; elle était sur trois lignes, auxquelles le terrain étroit n'avait pas permis de donner une distance convenable; à peine y avait-il entre chaque ligne vingt pas d'intervalle. Ils tirèrent de la carabine selon leur usage, mais n'eurent pas le temps de mettre l'épée à la main, ayant été culbutés en partie dans le fond qu'ils avaient derrière eux et en partie jetés sur leur propre infanterie. Cela devait arriver, car la première ligne renversée devait nécessairement se jeter sur la seconde, celle-là sur la troisième, et il n'y avait point d'espace où ces corps, qui faisaient 50 escadrons, pussent se reformer.

La première brigade de l'infanterie de la droite des Prussiens, animée par ce succes, se hâta trop d'attaquer ces batteries des Autrichiens dont nous avons parlé; 28 canons chargés à mitraille éclaircirent dans un moment les rangs des assaillants et les firent plier; 5 bataillons, dans lesquels consistait la réserve, arrivèrent fort à propos; ceux qui avaient été repoussés se reformèrent auprès d'eux, et d'un effort commun ces 10 bataillons

emportèrent la batterie. M. de Bonin, lieutenant général, et M. de Geist, colonel, eurent la principale part à cette belle action. Alors on aperçut une grosse colonne d'ennemis qui venait de leur droite et qui descendait des hauteurs pour s'emparer de Burckersdorf : le roi les prévint en bordant ce village d'un bataillon de Kalkstein.

On mit le feu aux maisons les plus écartées vers la gauche, pour couvrir ce bataillon, pendant que l'infanterie de la gauche se formait derrière; ce bataillon tira par pelotons contre l'ennemi comme il eût fait dans une place d'exercice, et la colonne se retira en fuyant. La cavalerie de la droite des Prussiens devenait dès lors inutile à l'endroit où elle était.

Ce précipice dans lequel elle avait jeté les Autrichiens prenait depuis le chemin de Trautenau et allait en diminuant toujours de largeur vers le centre des Prussiens, mais en tirant vers le village de Sorr, qui était en avant. On laissa donc les cuirassiers de Buddenbrock et quelques housards pour suivre l'infanterie en seconde ligne. Les gendarmes, Prusse, Rottembourg et Kiau, qui faisaient 20 escadrons, furent envoyés à la gauche de l'armée, pour y renforcer cette aile, tandis que l'infanterie de la droite prenait celle de l'ennemi en flanc, et la menait battant devant elle en la faisant replier sur la droite des Impériaux. Les gardes, qui étaient au centre de la ligne, conduite par le prince Ferdinand de Brunswic, attaquèrent alors une hauteur que les ennemis tenaient encore; elle était escarpée et chargée de bois; elle fut emportée cependant, et ce qu'il y avait de singulier, c'est que le prince Louis de Brunswic la défendait contre son frère. Le prince Ferdinand se distingua beaucoup dans cette occasion.

Le terrain du combat n'était alternativement que fonds et hauteurs, ce qui engageait sans cesse de nouveaux combats, car les Autrichiens tâchaient de se rallier sur ces

hauteurs; mais repoussés à plusieurs reprises, la confusion devint générale et à la retraite succéda la fuite. Toute la campagne était couverte de soldats débandés; cavaliers et fantassins, tout était mêlé. Tandis que l'armée prussienne victorieuse poursuivait à grands pas les vaincus, les cuirassiers de Bornstædt, qui combattaient à la gauche, enveloppèrent le régiment de Damnitz et un bataillon de Collowrat, prirent 10 drapeaux et firent 1,700 prisonniers. Le reste de la cavalerie de la gauche ne put atteindre la cavalerie autrichienne, qui évita de s'engager, et se retira en assez bon ordre dans la forêt de Silva.

Le roi arrêta la poursuite au village de Sorr, dont la bataille porte le nom; derrière ce village est la forêt de Silva dont nous avons tant parlé; il ne fallait pas y suivre l'ennemi; ç'aurait été risquer mal à propos et sans nécessité de perdre tous les avantages qu'on venait d'obtenir; c'était bien assez qu'un corps de 18,000 hommes en eût battu au delà de 40,000; et même il n'y avait rien à gagner en se hasardant d'aller plus loin. Les vainqueurs perdirent le prince Albert de Brunswic[1], le général Blanckensée; les colonels [Buntsch], Brédow, Blanckenbourg, Dohna, Ledebourg; les lieutenants-colonels Lange et Wedel des gardes, et 1,000 soldats; victimes illustres qui sacrifièrent leur vie pour le salut de l'État. On compte que le nombre des blessés montait à 2,000. Les vaincus perdirent 22 canons, 10 drapeaux, 2 étendards, 30 officiers et 2,000 soldats qui furent faits prisonniers.

Le prince Léopold se distingua dans cette journée, et surtout le maréchal de Buddenbrock et le général Goltz, qui avec douze escadrons en battirent cinquante. Si cette bataille ne fut pas aussi décisive que celle de Friedberg, il faut s'en prendre au terrain où elle se donna. L'ennemi qui fuit dans une plaine doit souffrir des pertes

[1] Albert de Brunswick, fils de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, était né en 1725.

considérables : celui qui a le dessous dans un pays montueux est à l'abri de la cavalerie, qui ne peut l'entamer considérablement; et quelque petit que soit le nombre de ceux qui se rallient sur la crête des hauteurs, ce nombre est suffisant pour ralentir la poursuite du vainqueur.

Le projet de cette bataille, conçu par le prince de Lorraine ou par Franquini, auquel d'autres l'attribuent, était beau et bien imaginé. Le poste des Prussiens était sans contredit mauvais; l'on ne peut les excuser de n'avoir pensé qu'à leur front et d'avoir négligé leur droite, qui était dans un fond dominé par une hauteur éloignée de mille pas seulement. Mais si les Autrichiens savaient imaginer, ils n'avaient pas le talent de l'exécution : voici les fautes qu'ils commirent. Le prince de Lorraine aurait dû former sa cavalerie de la gauche devant le chemin de Trautenau et à dos du camp prussien; en barrant ce chemin, l'armée du roi n'avait ni terrain pour se former, ni moyen d'appuyer sa droite. Le prince de Lorraine pouvait aussi, en arrivant sur le terrain, lâcher cette cavalerie pour donner à bride abattue dans le camp prussien. Le soldat n'aurait eu le temps ni de courir aux armes, ni de se former, ni de se défendre; ç'aurait été se procurer une victoire certaine.

On dit que M. d'Aremberg avait égaré sa colonne pendant la nuit et qu'il s'était formé à rebours, le dos tourné vers le camp du roi : cela ressemble assez au duc d'Aremberg, et c'est, dit-on, ce qui fit perdre du temps au prince de Lorraine, qui s'occupa longtemps à réparer ce désordre. Mais lorsque les Prussiens commencèrent à se présenter devant le champ de bataille, qui empêchait alors le prince de Lorraine de les faire attaquer tout de suite avec sa cavalerie? Cette gauche aurait fondu d'une hauteur sur des troupes occupées à se former et sur d'autres qui défilaient encore.

On trouvait que le roi n'avait pas commis moins de

fautes que son adversaire. On lui reprochait surtout de s'être mis, par le choix d'un mauvais poste, dans la nécessité de combattre, au lieu qu'un général habile ne doit se battre que lorsqu'il le juge à propos. On disait qu'au moins le roi aurait dû être averti de la marche des Autrichiens. Il répondait à cette occasion que l'ennemi lui étant de beaucoup supérieur en troupes légères, il ne pouvait aventurer fort loin les 500 housards qui lui restaient après tous les détachements qu'il venait de faire. Mais, objectait-on, il ne fallait pas tant faire de détachements et s'affaiblir si fort vis-à-vis d'une armée supérieure. Il répondait que le corps de Gesler et de Poleutz, qui alla joindre le prince d'Anhalt, pouvait être regardé comme faisant l'équivalent des Saxons qui s'en retournèrent chez eux; que le détachement du général de Nassau avait été nécessaire pour pouvoir tirer de la Silésie des subsistances, qui auraient manqué tout à fait si les Hongrois, qui infestaient tout ce duché, n'en eussent été chassés; que les détachements de Dumoulin et de Lehwald avaient été indispensables dans les gorges des montagnes qu'il fallait garder, ou risquer d'être affamé par l'ennemi. On n'avait qu'autant de chevaux qu'il en fallait pour amener, à chaque transport, de la farine pour cinq jours. Si un de ces convois eût manqué, l'armée aurait été sans pain et sans subsistances.

On disait que le roi aurait dû se retirer en Silésie plutôt que de hasarder une bataille en Bohême; mais le roi était dans l'idée qu'une bataille perdue en Bohême était de moindre conséquence qu'une bataille perdue en Silésie; et d'ailleurs une retraite précipitée aurait indubitablement attiré la guerre dans ce duché. Ajoutez à cela que l'on consommait en Bohême les subsistances de l'ennemi et qu'en Silésie on aurait consommé les siennes; mais nous laissons au lecteur la liberté de peser ces raisons et d'en juger. On ne peut attribuer le gain de cette bataille qu'au terrain étroit par lequel le prince de Lorraine vint attaquer

le roi ; ce terrain ôtait à l'ennemi l'avantage de la supériorité du nombre. Les Prussiens purent lui opposer un front aussi large que celui qu'il leur présentait. La multitude des soldats devenait inutile au prince de Lorraine, parce que ses trois lignes, presque sans distance, pressées les unes sur les autres, n'avaient pas la facilité de combattre, et que la confusion s'y mettant une fois, elle rendait le mal irrémédiable. Mais heureusement pour la Prusse, la valeur des troupes répara les fautes de leur chef et punit les ennemis des leurs.

Pendant que les deux armées se battaient, les housards impériaux pillaient le camp prussien, la gauche et le centre n'ayant pas eu le temps d'abattre les tentes. Nadasti et Trenck s'en prévalurent ; le roi et beaucoup d'officiers y perdirent tous leurs équipages ; les secrétaires du roi furent même pris, et ils eurent la présence d'esprit de déchirer tous leurs papiers. Mais comment penser à ces bagatelles lorsque l'esprit est occupé de plus grands objets d'intérêt, devant lesquels tous les autres doivent se taire, de la gloire et du salut de l'État ? M. de Lehwald, attiré par le bruit du combat, vint encore à temps pour sauver les équipages de la droite et mettre fin aux cruautés affreuses que ces troupes de Hongrois effrénés et sans discipline exerçaient sur quelques malades et sur des femmes qui étaient restés dans le camp. De telles actions révoltent l'humanité et couvrent d'infamie ceux qui les font ou qui les tolèrent. Il faut dire à la louange du soldat prussien qu'il est vaillant sans être cruel, et qu'on l'a souvent vu donner des preuves d'une grandeur d'âme qu'on ne doit pas attendre de gens de basse condition.

La postérité sera peut-être surprise qu'une armée, victorieuse dans deux batailles rangées, se retire devant l'armée vaincue et ne recueille aucun fruit de ses triomphes. Les montagnes qui entourent la Bohême, les gorges qui la séparent de la Silésie, la difficulté de nourrir les troupes,

la supériorité de l'ennemi en troupes légères, et enfin l'affaiblissement de l'armée, fournissent la solution de ce problème. Supposé que le roi eût voulu établir ses quartiers d'hiver dans ce royaume, voici les difficultés qui se présentaient : tout le pays était entièrement fourragé ; on trouve dans ces contrées peu de villes, encore sont-elles petites et ont-elles la plupart de mauvaises murailles ; il aurait fallu, pour la sûreté, y entasser les soldats les uns sur les autres, ce qui aurait ruiné l'armée par des maladies contagieuses ; à peine avait-on des chariots pour les farines, comment en aurait-on trouvé pour amener le fourrage à la cavalerie ? Mais en quittant la Bohème le roi pouvait remonter, recruter, équiper les troupes ; les mettre dans l'abondance et leur donner du repos, pour s'en servir s'il le fallait le printemps prochain ; outre qu'il paraissait probable qu'après la bataille de Sorr l'impératrice-reine serait plus disposée qu'auparavant à l'accession au traité de Hanovre.

Après avoir campé par honneur cinq jours sur le champ de bataille de Sorr, le roi ramena ses troupes à Trautenau. Le prince de Lorraine était encore à Ertina prêt à retourner à Kœnigsgrætz au bruit de l'approche des Prussiens. On apprit dans ce camp que M. de Nassau avait battu, le jour de la bataille de Sorr, un corps de Hongrois auprès de Léobschutz et qu'il avait fait 170 prisonniers. M. de Fouqué avait aussi trouvé moyen d'enlever 400 housards entre Grulich et Habelschwerdt, qui furent conduits à Glatz. M. Warneri, qui était avec 300 chevaux à Landshut, ayant appris qu'un nouveau régiment hongrois de Léopold Palfy avait marché à Bœhmisch-Friedland, les tourna, les surprit, et ramena de son expédition 8 officiers et 140 soldats prisonniers ; mais comme l'infortune se mêle souvent au bonheur, M. de Chazot[1], du corps de Dumou-

[1] Isaac-François-Edmond de Chazot, écuyer, décoré de l'ordre militaire de Prusse, commandant de Lubeck, lieutenant général des armées

lin, ne fut pas si heureux dans son entreprise sur Marchendorff; il fut attaqué et battu par l'ennemi et perdit 80 hommes.

Après que l'armée eut achevé de consumer les subsistances des environs de Trautenau, elle se prépara à retourner en Silésie par le chemin de Schatzlar. De toutes les gorges et de tous les défilés de la Bohême, les plus mauvais se trouvent sur ce chemin ; soit qu'on avance, soit qu'on recule, il faut user de toutes les précautions possibles pour y mener les troupes avec sûreté. Le petit ruisseau de Trautenbach coulait en ligne parallèle derrière le camp du roi ; des rochers et des forêts formaient l'autre bord. Le 14 d'octobre les bagages prirent les devants sous bonne escorte pour rendre la marche plus facile. On posta le 15 cinq bataillons sur les montagnes pour protéger la retraite de l'armée et lui servir ensuite d'arrière-garde. L'armée décampa le 16; elle marcha sur deux colonnes. Le prince Léopold, qui conduisait celle de la gauche qui passa par Trautenbach, arriva en Silésie sans avoir vu d'ennemis. La colonne de la droite, dont le roi s'était chargé, fut précédée par la cavalerie; l'infanterie passa le ruisseau avant que Franquini, Nadasti, Moratz, etc., fussent avertis de la marche des Prussiens; ils accoururent ensuite avec 7 ou 8,000 hommes.

Quoique toutes les hauteurs fussent garnies d'infanterie, le progrès de la marche obligeait successivement l'arrière-garde à les quitter; les pandours profitaient alors de ces mêmes hauteurs abandonnées pour faire feu sur l'arrière-garde. Cette tiraillerie dura depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir; ils tuèrent un capitaine et 30 hommes et en blessèrent environ 80. Tout le corps de

du roi de Danemarck, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Stanislas de Pologne; marié en 1760 à Marie-Camille, comtesse de Torelli. Voyez, sur Chazot, un article de M. Sainte-Beuve : *Frédéric II, ami.*

Dumoulin avait été employé à couvrir le dernier défilé qui mène à Schatzlar par une vallée. Ce corps arrêta l'ennemi, auquel une attaque de cavalerie, que la petite plaine de Schatzlar permit de faire, causa une perte de 300 hommes; il se mit à l'écart, et M. Dumoulin, défilant à sa droite, passa par les Rehberge et entra dans le camp par la route que le roi lui avait ménagée. L'armée séjourna à Schatzlar jusqu'au 19, qu'elle vint camper à Liebau sur le territoire de la Silésie. Le corps de Dumoulin fut destiné à former un cordon le long des frontières. Le reste de l'armée entra en quartiers de cantonnement entre Ronstock et Schweidnitz; elle pouvait se rassembler en six heures de temps et se trouvait au large par la quantité de villes et de villages qu'il y a dans cette contrée florissante.

Ce fut là que le roi attendit la séparation de l'armée autrichienne, avant de prendre des quartiers d'hiver. M. de Nassau, qui voulait s'en procurer dans la haute Silésie, surprit un corps de Hongrois à Hastehim et chassa le maréchal Esterhazi d'Oderberg; les housards de Wartenberg, qui étaient de ce corps, se distinguèrent également: ils battirent les dragons de Gotha, leur enlevèrent un étendard et firent 111 prisonniers. Après cela, M. de Nassau marcha à Ponuba, et les Hongrois s'enfuirent à Teschen et de là vers Jablunka. M. de Fouqué, qui ne voulait pas être inutile à Glatz, fit enlever 200 housards qui s'étaient imprudemment enfermés dans Nachod. Cet habile officier donna des marques de génie et de capacité pendant tout le cours de cette guerre. Nous nous contenterons de dire que quarante partis qui sortirent de sa garnison durant cette campagne, enlevèrent plus de 800 hommes à l'ennemi.

Le roi apprit le 24 d'octobre que le prince de Lorraine avait séparé son armée en trois corps; il supposa que c'était dans le dessein de les étendre dans la suite, parce que la saison des opérations militaires était passée; il laissa

le commandement des troupes au prince Léopold, en lui enjoignant de ne les point séparer davantage avant d'en avoir reçu les ordres.

Le roi partit pour Berlin, où sa présence devenait nécessaire, tant pour réchauffer les négociations qui commençaient à languir, qu'afin de trouver des fonds pour la campagne prochaine, au cas que la paix ne pût pas se conclure pendant l'hiver.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Révolution d'Écosse, qui fait quitter Hanovre au roi d'Angleterre et ralentit les négociations de la paix. Dessein des Autrichiens et des Saxons sur le Brandebourg découvert. Contradictions dans le conseil des ministres. Projets de campagne. Le prince d'Anhalt rassemble son armée à Halle. Le roi part pour la Silésie. Expédition de la Lusace. Le prince d'Anhalt marche à Meissen. Bataille de Kesselsdorf. Prise de Dresde. Négociation et conclusion de la paix.

Si durant l'année 1745 les négociations des Prussiens eussent eu autant de succès que leurs armes, ils auraient pu s'épargner, aussi bien qu'à leurs ennemis, une effusion de sang inutile, et l'on aurait eu la paix plus tôt; mais plusieurs incidents, auxquels on ne pouvait s'attendre, rendirent les bonnes intentions du roi impuissantes. A peine le roi d'Angleterre eut-il signé, presque malgré lui, la convention de Hanovre, que la rébellion d'Écosse venant à éclater, elle l'obligea de hâter plus qu'il n'aurait voulu son retour à Londres.

Un jeune homme, c'était le fils du Prétendant, passe furtivement en Écosse, accompagné de quelques personnes fidèles; il se tient caché dans une île vers le nord des côtes, pour donner à ses partisans le temps d'assembler et d'armer leurs paysans, d'ameuter les montagnards et de former une milice qui fût au moins l'ombre d'une armée. Par cette diversion la France armait l'Angleterre

contre l'Angleterre ; et un enfant, débarqué en Écosse sans troupes et sans secours, force le roi George à rappeler ses Anglais qui défendaient la Flandre pour soutenir son trône ébranlé. La France se conduisit sagement dans ce projet, et elle dut à cette diversion toutes les conquêtes qu'elle fit depuis en Flandre comme en Brabant.

Au commencement, le roi d'Angleterre et ses ministres méprisèrent le jeune Édouard, son faible parti et cette rébellion naissante. On disait à Londres que c'était la saillie d'un prêtre jacobite (le cardinal Tencin) et l'équipée d'un jeune étourdi. Cependant ce jeune étourdi battit et chassa le général Cop, que le gouvernement avait envoyé contre lui avec ce qu'on avait pu en hâte rassembler de troupes. Cet échec ouvrit les yeux au roi ; il lui apprit que, dans un gouvernement aristocratique, une étincelle peut allumer un incendie. Les affaires de l'Écosse absorbèrent toute l'attention de son conseil : les négociations étrangères tombèrent en langueur ; les alliés de l'Angleterre, la croyant aux abois, n'eurent plus pour elle la même considération. Ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que la convention de Hanovre commençait à transpirer ; les Autrichiens et les Saxons l'avaient ébruitée, et cela pouvait produire un mauvais effet chez les Français, qui étaient cependant les seuls alliés qu'eût la Prusse. Il arriva donc que la diversion que le jeune Édouard faisait en Écosse en devint une pour la reine de Hongrie, en ce qu'elle lui procura la liberté de faire contre le roi de Prusse les derniers efforts, malgré le roi d'Angleterre, dont alors à Vienne on méprisait les conseils.

Le roi, qui se trouvait à Berlin, épuisait tous les expédients pour trouver des fonds qui le missent en état de continuer la guerre. Les revenus de la Silésie ne s'étaient pas perçus comme en temps de paix ; les deux tiers en avaient manqué : il fallait chercher des ressources, et il était bien difficile de s'en procurer. Cet embarras était

grand ; les dangers que les ennemis préparaient à l'État étaient bien plus terribles. Voici comment le roi en fut informé.

Depuis le mariage du prince successeur au trône de Suède avec la princesse Ulrique, sœur du roi, les Suédois étaient en partie portés pour les intérêts de la Prusse. M. de Rudenschild et M. Wolfenstirna, ministres de Suède, l'un à la cour de Berlin, l'autre à Dresde, étaient particulièrement attachés à la personne du roi. Wolfenstirna était bien dans la maison de Brühl ; il faisait la partie de jeu du ministre. Brühl n'était pas aussi circonspect en sa présence qu'un premier ministre, dépositaire des secrets de son maître, doit l'être généralement envers tout le monde.

Wolfenstirna découvrit sans peine que le plan de la cour de Vienne et de Dresde était d'envoyer l'armée du prince de Lorraine par la Saxe, d'où, joint aux troupes saxonnes, il devait pendant l'hiver marcher droit à Berlin : il fit part de sa découverte à Rudenschild, qui en avertit le roi le 8 de novembre, jour où l'on suspendait dans les églises les trophées de Friedberg et de Sorr. Rudenschild ajouta que ce projet avait été fait par Brühl, corrigé par Bartenstein, amplifié par Rutowsky, envoyé par Saul à Francfort à la reine de Hongrie ; que Brühl était convaincu qu'on écraserait la Prusse par ce coup, et que c'était cette ferme espérance qui avait empêché la cour de Vienne et celle de Dresde d'adhérer aux sentiments pacifiques du roi d'Angleterre ; qu'on avait de plus partagé les dépouilles de la Prusse de façon que le roi de Pologne aurait les évêchés de Magdebourg, de Halberstadt, avec Halle et son territoire, et que l'impératrice reprendrait la Silésie. Il apprit de plus au roi la cause de la haine que Brühl lui portait. Il avait été outré d'un manifeste que le roi avait fait publier, et surtout de ces passages : « Pendant que » tant d'horreurs se commettaient en Silésie, et que le

» ciel, juste vengeur des crimes, se plaisait à les punir » d'une façon si palpable, si éclatante et si sévère, on » soutenait froidement à Dresde que la Saxe n'était point » en guerre avec la Prusse, que le duc de Weissenfels » et les troupes qu'il avait sous ses ordres n'avaient point » attaqué les États héréditaires du roi, mais seule- » ment de nouvelles acquisitions. Le ministre de Dresde » se berçait de ces sortes de raisonnements captieux, » comme si de petites distinctions scolastiques étaient des » motifs assez puissants pour justifier l'illégalité de ses » procédés. Rien de plus facile que de réfuter, etc. » et du passage suivant : « Il paraît que c'était enfin ici le terme » de la patience et de la modération du roi; mais Sa Ma- » jesté ayant compassion d'un peuple voisin, innocent des » offenses qu'elle a reçues, et connaissant les malheurs et » les désolations inévitables qu'entraîne la guerre, suspen- » dit encore les justes effets de son ressentiment pour » tenter de nouvelles voies d'accommodement avec la cour » de Dresde. Il y a lieu de présumer, après ces nouveaux » et derniers refus qu'elle vient de recevoir, que la con- » fiance du roi de Pologne a été surprise par l'indigne » perfidie de ses ministres. Les représentations les plus » pathétiques et les offres les plus avantageuses ont été » prodiguées en pure perte. »

Il faut avouer que Brühl était vivement attaqué dans ces passages, et que personne ne pouvait s'y méprendre ; car les ministres, qu'on nommait au pluriel, étaient plutôt ses commis que ses égaux. Ce rapport parut d'autant plus vrai, que le roi connaissait le caractère du comte de Brühl et [l'arrogante] fierté de l'impératrice-reine. Si le projet des Saxons était dangereux pour la Prusse, il n'était pas moins hasardeux pour la Saxe; mais les passions, et surtout le désir de la vengeance, aveuglent si fort les hommes, qu'ils sont capables de tout risquer dans l'espérance de se satisfaire.

Cette crise violente demandait donc un prompt remède. L'armée du prince d'Anhalt reçut ordre de s'assembler incontinent à Halle. Et comme il s'agissait de prendre un parti décisif, le roi crut que, sans déroger à son autorité, il pouvait assembler un conseil, écouter la voix de l'expérience, et suivre ce qu'il y aurait de sage dans l'avis de ceux qu'il consultait. Quiconque est chargé des intérêts d'une nation, ne doit rien négliger de ce qui peut en procurer le salut. Le prince d'Anhalt fut un des premiers auxquels le roi fit l'ouverture du projet de Brühl.

Ce prince était un de ces hommes qui, prévenus d'amour-propre, abondent en leur sens, et sont pour la négative lorsque les autres affirment. Il parut avoir pitié de la facilité avec laquelle on ajoutait foi à cette accusation contre de Brühl; il dit qu'il n'était pas naturel qu'un ministre du roi de Pologne, Saxon de naissance, voulût attirer de gaieté de cœur quatre armées dans les États de son maître, et les exposer à une ruine inévitable. Le roi lui montra une lettre qui portait que dans deux jours le général Grune arriverait avec son corps à Géra, pour joindre les Saxons à Leipsic; il lui produisit différentes lettres de la Silésie, qui toutes constataient que les Saxons amassaient de gros magasins en Lusace pour les troupes du prince de Lorraine, qu'on y attendait dans peu; il finit par lui dire qu'il lui confiait le commandement de l'armée qui s'assemblait à Halle.

Le prince d'Anhalt persista dans son incrédulité; cependant on lisait sur son visage qu'il était flatté de se voir à la tête d'un corps qui pouvait lui fournir le moyen de rajeunir son ancienne réputation. Le comte Podewils entra un moment après. Le roi le trouva tout aussi incrédule que le prince d'Anhalt; ce n'était point par esprit de contradiction, mais par timidité. Ce ministre avait quelques fonds placés à la Steuer à Leipsic, il craignait de les perdre; incorruptible d'ailleurs, sa faiblesse seule éloignait

de son esprit toute idée de rupture avec la Saxe comme un objet désagréable, et croyant les autres aussi timides que lui, il jugeait Brühl incapable d'un projet si hardi. Enfin, dans ce beau conseil, on discutait la fausseté ou la vérité du fait, et personne ne pensait à prévenir le mal qui était sur le point d'éclater. Le roi fut obligé d'employer son autorité pour que le prince d'Anhalt fît les dispositions nécessaires à la subsistance de l'armée de Halle, et pour que le comte Podewils dressât les dépêches aux cours étrangères, par lesquelles on les avertissait des complots de la Saxe et de la résolution où était le roi de les prévenir. Et comme si ce n'en était pas assez de tant d'embarras, il en survint encore de nouveaux.

L'envoyé de Russie vint déclarer au roi, au nom de l'impératrice, qu'elle espérait que le roi s'abstiendrait d'attaquer l'électorat de Saxe, parce qu'une semblable démarche l'obligerait à envoyer son contingent au roi de Pologne, comme elle y était tenue par son alliance avec ce prince. Le roi lui fit répondre que Sa Majesté était dans l'intention de vivre en paix avec tous ses voisins, mais que si quelqu'un d'eux couvait des desseins pernicieux contre ses États, aucune puissance de l'Europe ne l'empêcherait de se défendre et de confondre ses ennemis. Cependant toutes les lettres de la Saxe et de la Silésie confirmaient les avis de M. de Rudenschild.

Pour être encore mieux informé des mouvements du prince de Lorraine, le roi forma un corps de troupes mêlées, cavalerie, infanterie et housards, avec lequel M. de Winterfeld s'avança vers Friedland sur les frontières de la Bohème et de la Lusace, avec ordre, si le prince de Lorraine entrait en Lusace, de le côtoyer et de longer le Queis, qui coule sur la frontière de la Silésie. Le dessein du roi était de tomber sur les Saxons de deux côtés à la fois. L'armée de Silésie devait agir contre celle du prince

de Lorraine, la surprendre, s'il se pouvait, dans ses cantonnements en Lusace, ou la combattre, pour la rechasser en Bohême. Dans ce danger qui mettait toute la ville de Berlin en alarme, le roi affecta la meilleure contenance possible afin de rassurer le public. Son parti était pris; la déclaration des Russes ne l'inquiétait point, car cette puissance ne pouvait agir que dans six mois, et c'était plus de temps qu'il n'en fallait pour décider du sort des Prussiens et des Saxons : les choses en étaient à cette extrémité, qu'il fallait vaincre ou périr.

Le roi appréhendait l'incrédulité et la lenteur du prince d'Anhalt; il craignait aussi que le corps de Grune, qui était de 7,000 hommes effectifs, ne marchât droit à Berlin. Afin de pourvoir autant qu'il se pouvait à la sûreté de cette capitale, le général Haake y était resté avec une garnison de 5,000 hommes; mais l'enceinte de cette ville ayant deux milles de circonférence, il était impossible de la défendre, et M. de Haake devait aller au-devant de l'ennemi et le combattre, avant qu'il en approchât. Cette précaution était à la vérité insuffisante, mais les moyens n'en permettaient pas une meilleure.

On fit des arrangements pour transporter en cas de malheur la famille royale, les archives, les bureaux, les conseils suprêmes à Stettin comme dans un asile, si la fortune abandonnait les armes prussiennes. Le roi écrivit encore une lettre pathétique au roi de France, dans laquelle il lui faisait une vive peinture de sa situation et lui demandait instamment les secours qu'il lui devait selon les traités [on n'attendait rien de cette lettre, elle n'était que pour la forme]. Il serait bien difficile de deviner par quelle raison le prince d'Anhalt tâcha de dissuader le roi de prendre le commandement de l'armée de Silésie ; il poussa si loin ses représentations importunes, qu'enfin le roi lui dit qu'il avait résolu de se mettre à la tête de ses troupes, et que lorsque le prince d'Anhalt entretiendrait

une armée, il pourrait en donner le commandement à qui bon lui semblerait; après quoi il fut obligé de se rendre à Halle, et le roi partit le 14 de novembre pour la Silésie, laissant Berlin dans la consternation, les Saxons dans l'espérance et toute l'Europe attentive à l'événement de cette campagne d'hiver.

Le roi arriva le 15 à Lignitz; il y trouva le prince Léopold, et le général Goltz (qui avait l'inspection des vivres). Des lettres du général Winterfeld, arrivées en même temps, apprirent que 6,000 Saxons qui faisaient l'avant-garde du prince de Lorraine étaient entrés en Lusace par Zittau, et que les troupes autrichiennes allaient les suivre. Le prince Léopold fut instruit de toutes les opérations que le roi avait projetées. L'armée de Silésie était effectivement de 30,000 hommes, tous vieux soldats d'élite, accoutumés à vaincre; refaits par quatre semaines de repos, ils étaient disposés à tout entreprendre. Il y avait cependant des précautions nécessaires encore avant de quitter la Silésie.

On ne pouvait abandonner la ville de Schweidnitz, où il y avait des magasins et qui alors n'était pas fortifiée; il fallut donc que M. de Nassau quittât la haute Silésie, pour aller vers Landshut s'opposer au corps de M. de Hohenems, qui avait ordre de sa cour de faire une invasion dans la basse Silésie du côté de Hirschberg. La situation du roi était à peu près semblable à celle où il se vit avant la bataille de Hohen-Friedberg; il eut recours aux mêmes ruses, pour attirer les ennemis dans les mêmes piéges. On affecta de respecter scrupuleusement les frontières de la Saxe et de borner son attention à gagner Crossen avant le prince de Lorraine.

Pour fortifier cette opinion, Winterfeld fit punir quelques housards qui avaient commis des désordres en Lusace. On prépara des chemins à Crossen, on amassa des vivres sur la route, en sorte que les gens du pays, qu'il

faut toujours tromper les premiers, crurent bonnement qu'on n'avait aucun autre objet. M. de Winterfeld venait d'occuper Naumbourg sur le Queis, et publiait qu'il n'était là que pour côtoyer l'ennemi en longeant cette rivière et le prévenir à Crossen.

Le prince de Lorraine, qui était dans l'idée flatteuse que les Prussiens se reposaient tranquillement dans leurs quartiers d'hiver, que leurs troupes étaient découragées, et qu'il n'avait à redouter qu'un corps de 3,000 hommes qui l'observait, s'endormit dans une dangereuse sécurité, et ce même stratagème réussit pour la seconde fois. Tant il est vrai que la défiance est la mère de la sûreté, et qu'un général sage ne doit jamais mépriser l'ennemi, mais veiller sur ses démarches, afin qu'elles lui servent de boussole dans toutes ses opérations. Pour empêcher autant qu'il était possible que les Autrichiens ne fussent instruits des mouvements de l'armée, le roi avait fait border trois rivières qu'il avait devant lui, le Queis par M. de Winterfeld, la Neisse par des troupes légères et le Bober par d'autres détachements. Tout ce qui venait de la Lusace avait le passage libre, mais il était interdit à tous ceux qui voulaient passer ces rivières pour aller en Saxe; de sorte qu'on se procurait des nouvelles et qu'on empêchait l'ennemi d'en avoir. Bientôt, sur celles qu'on eut de l'ennemi, l'armée s'avança en cantonnant sur le Queis.

Le roi prit son quartier à Holstein; c'était le 22 de novembre, et il n'était qu'à un mille de Naumbourg. On fit construire quatre ponts sur la rivière, pour pouvoir la passer rapidement sur quatre colonnes. Le dessein du roi était de se laisser dépasser par les Impériaux, puis de les prendre par derrière, pour leur couper les vivres, et les forcer ainsi, ou à se battre, ou à s'enfuir honteusement vers les frontières de la Bohême. Mais pour suivre le projet qu'on avait une fois adopté, on s'était interdit d'envoyer

des partis en Lusace, et l'on ne pouvait avoir des nouvelles que par des espions; ce qui n'est jamais aussi sûr que ce que rapportent les troupes. De plus l'expédition était si importante, qu'il fallait préférer la sûreté au brillant.

M. de Winterfeld, instruit des projets du roi, l'avertit que les ennemis avançaient par cantonnements, mais qu'ils s'étendaient si fort, que leur gauche était à Lauban et leur droite à Gœrlitz; il ajouta qu'ils marcheraient le lendemain, selon l'avis de ses espions, et qu'il croyait que le moment d'agir était arrivé. Sur cela, l'armée marcha le 23 sur quatre colonnes, dont chacune était conduite par un lieutenant général. Le rendez-vous de ces colonnes était à Naumbourg; ce fut là que le roi leur donna les dispositions ultérieures. Il s'éleva ce matin un brouillard d'autant plus favorable, qu'il cachait à l'ennemi jusqu'au moindre mouvement de l'armée.

A Naumbourg il y a un pont de pierre sur le Queis, à côté il y avait deux gués pour la cavalerie; on fit en hâte un pont pour la seconde colonne d'infanterie. Tout cela étant arrangé, les conducteurs des colonnes, je veux dire les généraux, se rendirent à Naumbourg et eurent ordre de passer incessamment le Queis. On leur donna des guides pour les conduire à Catholisch Hennersdorf, avec ordre de se seconder mutuellement, selon qu'une colonne, qui donnerait sur les quartiers de l'ennemi, aurait besoin de cavalerie ou d'infanterie pour réussir dans son opération; car on manquait d'informations assez exactes sur les lieux où l'armée du prince de Lorraine séjournait pour faire des dispositions plus détaillées.

Le brouillard tomba au moment que les colonnes eurent passé le Queis. Celles de la droite et de la gauche étaient de cavalerie, les deux du centre étaient d'infanterie. Un régiment de housards précédait la marche de chacune d'elles, pour avertir à temps les généraux de ce qui se

passait devant eux. Le roi était à la tête de la première colonne d'infanterie; elle avait pour guide un garçon meunier qui la mena à un marais où les bestiaux passaient en été, et qui n'était guère praticable dans l'arrière-saison. On eut de la peine à se tirer de là; mais à force de chercher, on trouva un chemin qui côtoyait un bois et par lequel on pouvait passer. Pendant que les troupes défilaient, les housards de Ziethen donnèrent dans le village de Catholisch Hennersdorf et avertirent qu'il était garni de 2 bataillons et de 6 escadrons de Saxons; ils ajoutèrent qu'ils amuseraient assez l'ennemi pour donner à la colonne le temps d'arriver. On fit à l'instant avancer 2 régiments de cuirassiers de la 4e colonne, qui était la plus proche, et M. de Rochow emmena les régiments de Gesler et de Bornstædt; M. de Polentz fut commandé avec 3 bataillons de grenadiers pour les soutenir.

C'était ce soi-disant marais, qu'on croyait impraticable, qui avait trompé les Saxons; ils n'avaient aucune garde de ce côté-là, ce qui donna moyen de les surprendre. Le village de Hennersdorf a un demi-mille de longueur. L'action commença à quatre heures vers la partie orientale et finit à six vers l'extrémité qui est au couchant. Polentz prit les Saxons à revers, Rochow les attaqua de front et Winterfeld en flanc. Les régiments de Gotha, de Dalwitz et la plus grande partie de celui d'Obirn furent faits prisonniers; le général Dalwitz, le colonel Obirn et 30 officiers furent de ce nombre; en tout les Saxons perdirent 6 canons, 1,100 hommes, 2 paires de timbales, 2 étendards et 3 drapeaux; leurs équipages tombèrent en partage aux housards, qui avaient bien mérité cette petite récompense.

L'armée campa à Catholisch Hennersdorf, et l'on avertit les troupes que si l'on était obligé de les fatiguer pendant quelques jours, c'était pour leur épargner des batailles. Quoique la moitié de l'armée manquât de tentes, que

plusieurs régiments n'eussent que des culottes de toile, ils se prêtèrent tous de bonne grâce à ce qu'ils voyaient que la nécessité exigeait d'eux. Cet heureux début fit augurer que le prince de Lorraine ne tiendrait pas contre les Prussiens. On se proposa de profiter de la consternation que l'enlèvement d'un de ses quartiers devait causer dans son armée, et de la talonner tout de suite pour ne lui pas laisser le temps d'en revenir. Le lendemain 24, le temps était si obscur et le brouillard si épais qu'on fut obligé d'avancer en tâtonnant. On se campa derrière le village de Léopoldshain, et pour plus de sûreté, l'on plaça 15 bataillons dans ce village. Les coureurs rapportèrent que l'ennemi se retirait partout; qu'on ne trouvait dans les chemins que chariots dételés, bagages renversés, chariots de poudre abandonnés, en un mot, tout ce qui pouvait attester leur fuite. Les déserteurs, qui arrivaient en grand nombre, disaient que la confusion s'était mise dans leurs troupes à cause que les deux derniers jours on leur avait donné vingt ordres différents ou contradictoires.

Toutefois on apprit le 25 de bon matin que le prince de Lorraine avait rassemblé son armée à Schœnfeld, à une lieue du camp du roi. Le roi ne balança pas : le jour était serein, il se mit incontinent en marche dans le dessein d'attaquer les ennemis. Comme il approchait de Gœrlitz, ses partis lui rapportèrent que les ennemis avaient décampé à petit bruit et qu'ils avaient pris le chemin de Zittau. L'armée prussienne se campa auprès de Gœrlitz, qui se rendit par composition; 60 officiers et 250 hommes y furent faits prisonniers de guerre; parmi ces officiers il y en avait de malades et quelques-uns qui, ayant été blessés à Catholisch Hennersdorf, avaient trouvé le moyen de se sauver.

Il y avait à Gœrlitz un magasin qui fut d'un grand secours pour faciliter cette expédition. Le 26 l'armée se porta en avant sur le couvent de Radomiritz, et l'on mit

les troupes en cantonnements. MM. de Bonin et de Winterfeld furent commandés avec 70 escadrons et 10 bataillons pour longer une petite rivière qu'on nomme la Neisse. Ce mouvement, qui menaçait l'ennemi d'être coupé de Zittau, fit que le prince de Lorraine abandonna son camp d'Ostritz pour gagner Zittau avant les Prussiens. Comme cette retraite se faisait à la hâte, les housards prussiens firent des prises considérables sur les bagages des Autrichiens. Le roi s'avança à Ostritz le 27 et envoya M. de Winterfeld à Zittau ; l'arrière-garde du prince de Lorraine défilait précisément par cette ville. M. de Winterfeld donna dessus et fit 350 prisonniers; les ennemis perdirent tous leurs bagages et mirent eux-mêmes le feu à leurs chariots pour qu'ils ne tombassent pas entre les mains de ceux qui les poursuivaient.

Cette expédition ne dura que cinq jours. Les Autrichiens y perdirent des magasins, leurs bagages, et rentrèrent en Bohême affaiblis de 5,000 hommes. On laissa 10 bataillons et 20 escadrons dans le voisinage de Zittau pour garder ce poste important, et M. de Winterfeld fut obligé de retourner en Silésie avec 5 bataillons et 5 escadrons pour tomber sur les flancs de M. de Hohenems, tandis que M. de Nassau se préparait à l'attaquer de front. Cette expédition fut si heureuse qu'en moins de vingt-quatre heures il ne resta plus d'Autrichiens en Silésie. Les dragons de Philibert furent défaits par les housards de Wartenberg, et M. de Hohenems ne le céda au prince de Lorraine ni par la promptitude de sa retraite, ni par la perte de ses bagages. Les troupes prussiennes qui étaient en Lusace se mirent en quartiers de rafraîchissement aux environs de Gœrlitz, à l'exception de M. de Lehwald, qui fut détaché avec 10 bataillons et 20 escadrons pour Bautzen, avec ordre de pousser de là vers l'Elbe, afin de donner aux Saxons des inquiétudes pour leur capitale et de faciliter les opérations du prince d'Anhalt. Le colonel Brandis, qui, avec 2 ba-

taillons, était demeuré à Crossen, s'empara de Guben, où il prit un gros magasin aux Saxons.

Durant cette expédition de Lusace on n'eut aucune nouvelle du prince d'Anhalt; mais les Saxons divulguaient que M. de Grune avait passé l'Elbe à Torgau et marchait à Berlin. Pendant que ces bruits donnaient lieu à d'étranges réflexions, un officier vint de Halle annoncer que le prince d'Anhalt s'était mis en marche le 30 novembre, qu'il avait voulu attaquer les Saxons dans leurs retranchements de Leipsic, mais les avait trouvés abandonnés, que Leipsic s'était soumis et que les Saxons fuyaient vers Dresde. Le roi renvoya d'abord cet officier pour presser le prince d'Anhalt de gagner Meissen le plus tôt qu'il le pourrait et l'avertir que le corps de Lehwald n'attendait que son arrivée pour le joindre. Lorsqu'on apprit à Dresde que le prince de Lorraine avait été si vite expédié, la consternation fut si grande qu'on fit sur-le-champ rebrousser chemin au corps de Grune, et que le comte de Rutowsky fut obligé de ramener son armée pour couvrir Dresde.

Pendant que le prince d'Anhalt marchait vers Meissen et que l'armée du roi demeurait en panne, celui-ci employa ce temps à renouer avec les Saxons une négociation tant de fois rompue et que les conjonctures paraissaient éloigner plus que jamais. Il écrivit pour cet effet à M. de Villiers, ministre d'Angleterre à la cour de Dresde, lui déclarant que, malgré l'animosité que ses ennemis venaient encore de manifester si ouvertement contre lui et les avantages qu'il venait de remporter sur eux, il persévérait dans la résolution qu'il avait une fois prise de préférer la modération aux partis extrêmes; qu'il offrait la paix au roi de Pologne, avec l'oubli du passé, en posant la convention de Hanovre pour base de cette réconciliation.

Ce parti n'avait été pris qu'après de mûres réflexions, parce qu'on peut faire la paix lorsque les armes sont heureuses; mais si l'on a du dessous, l'ennemi ne se trouve

guère dans la disposition de se réconcilier. La paix pouvait épargner le sang de tant de braves officiers, qui allaient le sacrifier pour remporter la victoire. Il fallait considérer que, quelque heureuse que fût la guerre en Saxe, c'était un incendie dans la maison du voisin qui pouvait se communiquer à la nôtre; il fallait, outre cela, le plus promptement qu'il était possible, terminer cette guerre afin d'empêcher la Russie de s'en mêler.

Le roi n'avait rien à espérer des secours de la France, et si l'on ne mettait fin à ces troubles pendant l'hiver, on devait s'attendre au printemps que la reine de Hongrie rappellerait du Rhin son armée, qui lui devenait inutile, pour la joindre à celle de la Bohême, ce qui lui aurait donné une grande supériorité; enfin le prétexte de la guerre ne subsistait plus depuis la mort de Charles VII. Ajoutez encore que la récolte de l'année ayant été mauvaise, elle avait rendu les blés aussi rares que chers, et que les finances étaient entièrement épuisées. La paix était donc l'unique remède à tous ces maux. On s'étonnera peut-être que le roi parût si modéré dans les conditions qu'il proposait pour la paix; mais qu'on observe qu'il était dans une situation qui l'engageait à calculer toutes ses démarches et à ne rien hasarder légèrement. Premièrement il soutenait les principes de désintéressement qu'il avait annoncés dans les manifestes de l'année 1744 et 1745; s'il avait extorqué quelque cession au roi de Pologne, il aurait confondu les intérêts de ce prince avec ceux des Autrichiens et serait devenu l'artisan d'une union que la bonne politique exigeait qu'il tâchât de dissoudre. Ensuite l'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition que le roi avait faite de la Silésie; il fallait effacer ces impressions et non les renouveler. Ajoutez encore que le moyen le plus court de parvenir à la paix était de rétablir l'ordre des possessions sur le pied où elles étaient avant la dernière guerre.

Comme les conditions proposées n'étaient ni dures ni onéreuses, elles pouvaient procurer une paix d'autant plus stable, qu'elle ne laissait aucune semence ni d'animosité ni de jalousie. Ces principes servirent de loi, et l'on verra dans la suite que, malgré les succès qui couronnèrent les entreprises de ce prince, il ne s'en départit jamais. Qui n'aurait cru que des propositions aussi raisonnables seraient bien accueillies par le roi de Pologne? Il en fut tout le contraire cependant. Le comte de Brühl n'avait que son projet en tête. Il avait fait revenir en Saxe le prince de Lorraine, dans l'intention de joindre cette armée à celle de Rutowsky et au corps du comte de Grune; fier de ces forces, il se proposa de commettre le sort de son roi et le salut de sa patrie à la fortune d'un combat, sacrifiant ainsi tous les intérêts qui sont sacrés pour la plupart des hommes, afin de satisfaire sa vengeance particulière.

Villiers se rendit à la cour avec l'air d'un homme qui annonce une bonne nouvelle; il demanda audience, et ajouta aux propositions dont il était chargé les exhortations les plus pathétiques pour porter Auguste à éviter les malheurs qui menaçaient ses peuples et sa personne. Le roi lui répondit sèchement qu'il aviserait à ce qu'il y aurait à faire. Brühl s'expliqua plus clairement avec le ministre anglais; il fit sonner fort haut le secours qu'il attendait des Russes, parla avec emphase des grandes ressources de la Saxe, et finit par lui dire que, par déférence pour le roi d'Angleterre, il ferait délivrer au sieur Villiers un mémoire contenant les conditions auxquelles le roi de Pologne pourrait se résoudre à faire la paix.

Le lendemain, 1er de décembre, le roi de Pologne partit pour Prague, et les deux princes aînés pour Nuremberg. Quel contraste de hauteur et de faiblesse! Après le départ de la cour, un des conseillers saxons remit au sieur Villiers ce mémoire, qui contenait en substance: que le roi de Pologne accéderait à la convention de Hanovre, à con-

dition qu'au moment même les Prussiens feraient cesser toute hostilité, n'exigeraient plus de contributions, restitueraient celles qu'ils avaient reçues, évacueraient la Saxe sans plus différer, et payeraient tous les dommages précédents, et ceux que causerait la retraite des troupes. Villiers augura mal d'une paix dont la Saxe dictait les conditions avec hauteur. Il envoya ce mémoire au roi, en l'assurant des bonnes intentions du roi d'Angleterre, et il ajouta qu'il ne garantissait pas la déclaration des ministres de Saxe; c'était en dire assez.

Le roi fut informé en même temps que le prince de Lorraine avait passé l'Elbe à Leutmeritz et qu'il dirigeait sa marche vers Dresde. En combinant le mouvement de cette armée et la fuite précipitée du roi de Pologne et de ses enfants, il paraissait que Brühl ne voulait point la paix. Pour être donc plus à portée d'anéantir les projets d'ennemis aussi acharnés, le roi transporta son quartier à Bautzen, et M. de Lehwald se porta sur Kœnigsbruck à un mille de Meissen. En attendant, Sa Majesté répondit au sieur Villiers qu'elle avait fait venir le comte Podewils auprès de sa personne pour faciliter tout ce qui pourrait contribuer à la paix; qu'elle se flattait que le roi de Pologne voudrait bien également nommer un de ses ministres pour qu'on pût mettre la dernière main à cet ouvrage salutaire, et que les préliminaires signés mettraient fin aux hostilités; que, pour l'article des fourrages et des contributions dont on devait indemniser, le roi pourrait évaluer également les dégâts que les troupes saxonnes avaient faits en Silésie, mais que le plus sûr serait de rayer entièrement cet article.

Le roi ajouta qu'il espérait que les ministres de Russie et de Hollande voudraient bien se rendre les garants de ce traité de paix, et se plaignit du départ du roi de Pologne comme d'une démarche peu amiable, injurieuse à sa façon de penser, et de mauvais augure pour la négociation en-

tamée. Brühl avait conduit son maître à Prague, pour l'obséder plus librement et l'empêcher de voir les malheurs de la guerre et d'entendre la voix de sa patrie gémissante; il voulait le maintenir par le secours des Autrichiens dans la disposition où il était de continuer la guerre. C'est ainsi que Brühl sacrifiait tout aux intérêts de la reine de Hongrie.

Le roi vit bien qu'il ne fallait désormais négocier qu'à la faveur des victoires. Il était temps de reprendre avec ardeur les opérations de la campagne. La Lusace était conquise; tout allait dépendre des entreprises que l'armée du prince d'Anhalt pourrait exécuter. Il y avait huit jours que le roi n'avait reçu des lettres de ce prince. Cette incertitude l'embarrassait d'autant plus, qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour être à portée d'agir de concert. Le pont de Meissen était de la dernière importance; il fallait s'en saisir avant que l'ennemi pensât à le ruiner; mais M. de Lehwald ne pouvait s'emparer de la ville, située sur la rive gauche de l'Elbe, qu'à l'aide du prince d'Anhalt. Faute de nouvelles, le roi supputa les jours de marche de ce prince, et calcula qu'il pourrait arriver à Meissen le 8 ou le 9 de décembre au plus tard. Lehwald s'y rendit vers ce temps-là; le prince d'Anhalt n'arriva point; la rivière, qui charriait des glaces, empêcha M. de Lehwald d'y construire un pont avec des pontons; tous ces incidents retardèrent cette expédition.

Le sieur de Villiers, qui était à Prague, expédia un courrier au roi, dont les dépêches portaient que le roi de Pologne n'enverrait aucun ministre avec des pleins-pouvoirs; que bien loin de là il attendait de nombreux secours de ses alliés, avec lesquels il se vengerait dans l'électorat de Brandebourg des dégâts qu'il prétendait que les Prussiens avaient faits en Saxe; qu'il avait pensé devoir quitter Dresde, s'attendant à être moins ménagé encore dans une guerre ouverte qu'il ne l'avait été dans les écrits qui

l'avaient précédée. On voit qu'il s'agit bien plus de Brühl dans ce dernier article que du roi même. Le roi répondit en substance au sieur Villiers qu'il admirait la hauteur et l'inflexibilité du roi de Pologne; que, sans avoir d'animosité contre ce prince, il était impossible de nourrir une armée de 80,000 hommes dans un pays sans lui faire éprouver des calamités; que si les ennemis avaient eu la fortune propice, comme elle leur était contraire, ils n'auraient pas usé d'autant de modération dans le Brandebourg que le roi en montrait en Saxe; qu'ils auraient tout pillé, brûlé, abîmé, comme on en avait eu des exemples en Silésie : mais puisque le roi de Pologne voulait la guerre, on la lui ferait plus vivement que jamais.

Le 9 arrivent des dépêches du prince d'Anhalt, datées de Torgau. Il mandait qu'il avait fait 200 prisonniers dans cette ville, et rejetait la lenteur de sa marche sur les difficultés d'amasser des vivres et des chariots; c'étaient des prétextes pour excuser ses délais; il employa neuf jours à faire neuf milles. Sa conduite était d'autant moins excusable, qu'il avait un magasin à sa disposition à Halle, qu'il en avait pris un aux ennemis à Leipsic, qu'il n'avait point d'ennemi devant lui, et que par conséquent il était maître des fourrages, des vivres, des chevaux et des livraisons du pays. Sa lenteur ne peut s'attribuer qu'à son esprit de contradiction et à son âge; il n'aurait pas été fâché de faire passer l'expédition de la Lusace pour l'heureuse étourderie d'un jeune homme; il affectait un air de circonspection et de sagesse, qui, joint à sa longue expérience, devait former un contraste avec le feu que le roi mettait dans ses opérations.

Le prince d'Anhalt ne fut point loué de sa lenteur. Le roi lui écrivit qu'elle était très-préjudiciable au bien de son service, par la raison qu'il avait donné aux Autrichiens le temps de se joindre aux Saxons et de détruire le pont de Meissen; ce qui rendrait la jonction des deux

armées presque impossible; il lui enjoignit d'user de diligence pour s'approcher le plus promptement qu'il pourrait. Le prince promit dans sa réponse qu'il serait le 12 décembre à Meissen. Sur cela tous les quartiers furent rassemblés. Le roi ne laissa que 4 bataillons et quelques housards à Zittau, 1 bataillon à Gœrlitz et 2 à Bautzen. Ces troupes se joignirent le 13 à Camentz, à l'exception de M. de Lehwald, qui était déjà vis-à-vis de Meissen; le prince d'Anhalt y arriva le 12; mais la garnison saxonne s'en était sauvée par une poterne, et avait regagné le gros de l'armée.

Pendant que l'infanterie du prince entrait dans Meissen, les cavaliers, qui avaient un chemin creux à traverser, ne le passaient qu'un à un. Les deux derniers régiments, savoir les dragons de Rœhl et de Holstein, mirent pied à terre pour attendre leur tour; Sibilsky s'en aperçut; il se glissa avec ses Saxons dans un bois épais, d'où il fondit à l'improviste sur les dragons prussiens, leur enleva 2 paires de timbales, 3 étendards et 180 hommes; d'autres escadrons montèrent à cheval et rechassèrent l'ennemi; mais l'affront était reçu et le remède vint trop tard. Il en coûta la vie au général Rœhl[1], qui était malade, et qui suivait la colonne en carrosse. Il faut convenir que le froid était excessif, que la cavalerie avait été douze heures à cheval; mais on pécha en passant un bois que l'on n'avait pas fait reconnaître d'avance. Les moindres fautes à la guerre sont punies, car l'ennemi ne pardonne pas.

Le 12 fut employé à réparer le pont de l'Elbe, et le 13 le général Lehwald se joignit au prince d'Anhalt. C'était ce pont de Meissen pour lequel on craignait tant, que les Saxons auraient dû détruire. Mais le ministère saxon, qui dominait les généraux, ne comprenait pas qu'un pont peut contribuer à la perte d'un pays; ce pont était en

[1] Frédéric-Alexandre de Rœhl, lieutenant général; il était né en 1676 et avait par conséquent soixante-neuf ans.

partie de pierre de taille, il avait coûté 150,000 écus à construire; on ne voulut jamais consentir qu'il fût démoli. Le conseil était composé d'un mélange de pédants et de parvenus. Henecke, qui était à leur tête, élevé par la fortune de l'état de valet de pied au grade de ministre, joignait au talent d'un financier l'art de fouler méthodiquement les sujets. Son économie fournissait aux prodigalités du roi comme aux dissipations de son favori; avec ce crédit il gouvernait la Saxe en subalterne sous le comte de Brühl; de lui émanaient les ordres à l'armée, il en dirigeait les opérations, et c'est à son incapacité qu'il faut attribuer les fautes grossières des généraux saxons dans cette campagne d'hiver.

L'armée du roi arriva le 14 à Kœnigsbruck, et à force d'aiguillonner le prince d'Anhalt, il s'avança le même jour à Neustadt, où les troupes furent obligées de camper, malgré le froid perçant qu'il faisait alors. Le prince de Lorraine était arrivé le 13 décembre avec son armée auprès de Dresde. Henecke, qui réglait tout, étendit si fort les quartiers des Autrichiens, qu'il leur aurait fallu vingt-quatre heures pour se rassembler. Le prince de Lorraine fit des représentations convenables pour qu'on changeât cette disposition; mais Henecke, accoutumé à donner la loi aux fermiers et aux traitants, n'en tint aucun compte.

Le prince de Lorraine, qui prévoyait que le comte Rutowsky allait être attaqué, le pria de l'avertir à temps s'il avait besoin de lui, parce qu'il lui fallait du temps pour rassembler ses troupes dispersées; mais le comte répondit qu'il n'avait pas besoin de secours, qu'il était assez fort dans le poste qu'il occupait et que jamais les Prussiens n'auraient l'audace de l'attaquer. Depuis la bataille de Fontenoy, que le comte de Saxe avait gagnée par la supériorité de son artillerie, on vit beaucoup de généraux suivre cette méthode. La disposition des Autrichiens à la

bataille de Sorr en devait être une copie, et le poste que le comte Rutowsky avait à Kesselsdorff était de même modelé sur celui de Fontenoy. La différence du comte de Saxe à ses imitateurs mit de la différence dans leurs succès. Cependant les deux armées prussiennes se mirent en marche; celle du prince d'Anhalt pour s'approcher des ennemis, et celle du roi pour passer l'Elbe à Meissen. Le roi fit entrer 14 bataillons dans cette ville; le reste de l'infanterie et de la cavalerie était cantonné à la rive droite de l'Elbe, de sorte qu'au besoin, en rassemblant ses troupes, le roi pouvait secourir le prince d'Anhalt, et en cas que les Autrichiens eussent passé l'Elbe à Dresde, le roi leur faisait tête de ce côté.

Il reçut en arrivant à Meissen une lettre de M. Villiers, qui lui apprenait que le délabrement extrême des affaires d'Auguste III et la nécessité où il était réduit l'avaient enfin déterminé à donner les mains à un accommodement; que Saul, le mercure de Bruhl, allait partir pour Dresde avec des instructions et des pleins-pouvoirs pour les ministres, afin qu'ils pussent travailler avec les ministres prussiens au rétablissement de la paix; que la reine de Hongrie voulait y accéder aussi, moyennant quelques adoucissements à la convention de Hanovre; que lui Villiers se rendrait au plus tôt à Dresde, pour intervenir entre les parties au cas qu'il en fût besoin, et rendre leur réconciliation plus facile.

Le roi avait à peine achevé de lire cette lettre, qu'on vint l'avertir que du côté de Dresde toute l'atmosphère paraissait embrasée et qu'on entendait le bruit d'une canonnade terrible. Le roi se douta bien que le prince d'Anhalt était engagé avec les ennemis. Incontinent la cavalerie eut ordre de seller, l'infanterie de se mettre sous les armes, et le roi courut avec une centaine de housards sur le chemin de Dresde; il envoya de petits partis de tous côtés; l'un d'eux lui amena six fuyards du corps

de Sibilsky, qui assurèrent que les Saxons étaient battus : ce qui fit ajouter foi à leurs discours, c'est qu'on ne vit paraître aucun Prussien, et cela serait arrivé si les affaires étaient allées mal. Mais la nuit, qui survint, obligea le roi à retourner à Meissen, pour ne pas s'exposer à quelque affront, satisfait d'avoir des probabilités de la victoire du prince.

Si la fortune n'avait pas secondé le prince d'Anhalt, le roi avait résolu de rassembler ses troupes sur les hauteurs de Meissen, pour aller au-devant des troupes battues, de mettre celles-ci en seconde ligne, son armée dans la première, d'attaquer de nouveau les ennemis et de les vaincre à quelque prix que ce fût. Le prince d'Anhalt lui épargna cette peine : le soir même un officier de cette armée arriva, et rendit compte au roi des circonstances suivantes de cette glorieuse bataille. Le prince d'Anhalt avait décampé le 15 de grand matin, et avait pris par Wilsdruf le droit chemin de Dresde. Ayant passé Wilsdruf, ses housards donnèrent sur un gros d'uhlans, qu'ils poussèrent devant eux jusqu'à Kesselsdorff, où ils aperçurent toute l'armée saxonne rangée en ordre de bataille ; ils en avertirent incontinent le prince d'Anhalt.

Un profond ravin, dont en certains endroits le fond était marécageux, couvrait le front des ennemis : sa grande profondeur est du côté de l'Elbe ; il va toujours en s'aplanissant vers Kesselsdorff, et se perd entièrement au delà vers la forêt du Tarrant. Les Saxons avaient appuyé leur gauche à Kesselsdorff ; le terrain y était, comme je l'ai dit, entièrement uni ; ce village était défendu par tous les grenadiers de leur armée et par le régiment de Rutowsky ; une batterie de 24 pièces de gros canon en rendait l'abord meurtrier. Le corps de Grune était à l'aile droite de cette armée, qui s'appuyait à Benerich proche de l'Elbe. Ce lieu était inattaquable, à cause des rochers et des précipices qui en interdisent l'abord. Avant la ba-

taille la cavalerie saxonne était à la gauche de Kesselsdorff, rangée en ligne avec le reste de l'armée, la gauche vers le Tarrant. On ne sait pourquoi le comte Rutowsky la déplaça et la mit en troisième ligne derrière son infanterie.

Lorsque le prince d'Anhalt arriva sur les lieux avec la tête de son armée, il jugea d'abord que le succès de cette journée dépendait de la prise du village de Kesselsdorff, et il fit ses arrangements pour l'emporter. Il commença par former ses troupes vis-à-vis celles de l'ennemi; l'infanterie destinée pour donner sur le village fut mise sur trois lignes, et les dragons de Bonin formèrent la quatrième. Dès que ses troupes furent ainsi disposées, 3 bataillons de grenadiers avec 3 de son régiment attaquèrent le village de front. M. de Lehwald le prit en flanc; 24 canons chargés de mitraille, les grenadiers saxons et le régiment de Rutowsky firent reculer les assaillants. La seconde attaque ne fut pas plus heureuse; car le feu était trop violent; mais le régiment de Rutowsky sortit du village et voulut poursuivre les Prussiens; il se mit donc devant ses batteries, qu'il empêchait de tirer. Le prince d'Anhalt profita de ce moment, et ordonna au colonel Luderitz, qui commandait les dragons, de charger; celui-ci fondit alors avec impétuosité sur les Saxons; tout ce qui résista fut passé au fil de l'épée; le reste fut pris; l'infanterie s'empara en même temps du village, y entra de tous les côtés et prit la batterie qui avait rendu ce poste si formidable.

Le général Lehwald mit le comble à cette victoire, en obligeant toutes les troupes qui avaient défendu le village à mettre les armes bas. Le prince d'Anhalt profita de ce premier succès en habile capitaine, il gagna aussitôt le flanc gauche de l'ennemi; la cavalerie de sa droite renversa d'un seul choc la cavalerie saxonne et la dissipa de manière qu'elle ne put se rallier. Tout prit la fuite avec assez de promptitude pour échapper à des troupes accou-

tumées à conserver l'ordre et à ne point se débander. La gauche des Prussiens, sous les ordres du prince Maurice[1], se canonna avec l'ennemi, jusqu'à ce que le village de Kesselsdorff fût emporté; mais impatiente alors d'avoir part à la gloire de cette journée, elle marcha aux Saxons en bravant tous les obstacles; des rochers à gravir, des neiges qui rendaient le terrain glissant, la difficulté d'assaillir et de forcer les ennemis qui combattaient pour leurs foyers, tout cela fut entrepris, et tout céda au courage des vainqueurs. Les Saxons et les Autrichiens furent chassés des rochers escarpés de Benerich.

Les Prussiens ne purent conserver ni l'ordre des bataillons ni même des pelotons formés, tant ces hauteurs qu'ils escaladaient étaient escarpées; la cavalerie ennemie les attaqua ainsi dispersés. Il est certain que si les Saxons avaient été valeureux, l'infanterie prussienne aurait dû être taillée en pièces; mais cette cavalerie attaqua si mollement et fut si mal soutenue, qu'après quelques décharges que les Prussiens firent sur elle, elle disparut et céda le champ de bataille aux vainqueurs. La cavalerie de la gauche des Prussiens n'avait pu agir pendant tout le combat, à cause des précipices impraticables qui la séparaient des ennemis; le prince d'Anhalt l'envoya à la poursuite des fuyards, sur lesquels M. de Gesler fit encore un bon nombre de prisonniers. Le prince d'Anhalt donna dans cette action de grandes marques de son expérience et de sa capacité. Les généraux, les officiers et les soldats, tous s'y distinguèrent : leur succès justifia leur témérité. Du côté des Saxons il resta 3,000 morts sur la place; on fit prisonniers 215 officiers et 6,500 soldats; ils perdirent de plus 5 drapeaux, 3 étendards, 1 paire de timbales et 48 canons. Les Prussiens eurent 41 officiers et 1,621 soldats de tués, et le double de blessés.

[1] Maurice d'Anhalt-Dessau, né en 1712, général feld-maréchal des troupes de Prusse, mort en 1760. Il était petit-fils du prince d'Anhalt.

Si nous examinons les fautes commises des deux parts dans cette bataille, nous trouvons premièrement que le comte de Rutowsky n'avait pensé dans son poste qu'à la sûreté de sa droite; la gauche était en l'air et l'on pouvait tourner le village de Kesselsdorff. Si les Prussiens avaient plus pris par leur droite, le prince d'Anhalt aurait pu tourner entièrement le village et l'emporter à moins de frais; mais il ne faisait que d'arriver, et n'ayant pas eu le temps de reconnaître le terrain, cela seul suffit pour lui servir d'excuse.

La plus grande faute des Saxons fut sans doute de sortir du village, car ils empêchèrent leur propre canon d'agir contre les Prussiens, et c'était leur meilleure défense. Une faute non moins considérable fut que cette infanterie postée de Kesselsdorff à Benerich n'était pas sur la crête des hauteurs, mais en arrière de plus de cent pas, de sorte qu'ils ne défendirent pas avec les petites armes le passage du précipice et le laissèrent escalader, se réservant à tirer lorsque l'ennemi aurait vaincu la plus grande difficulté. Mais de pareilles remarques peuvent avoir lieu sur la plupart des actions des hommes; ils font tous des fautes parce qu'aucun d'eux n'est parfait, et si nous résumons celles qui se sont commises dans cette bataille, c'est pour que la postérité apprenne à n'en pas faire d'aussi grossières que celles des Saxons.

Le comte Rutowsky et toute son armée arrivèrent à Dresde en pleine course; ils y trouvèrent le prince de Lorraine occupé à rassembler ses troupes éparses. Il offrit au comte d'attaquer le lendemain les Prussiens conjointement avec lui; mais le Saxon en avait de reste. Il allégua pour excuse que son infanterie était presque détruite, qu'il avait perdu 10,000 hommes, qu'il manquait d'armes et de munitions, et que ses soldats n'étaient pas encore revenus de leur terreur : il ajouta que le roi de Prusse allait se joindre au prince d'Anhalt, que Dresde manquait de pro-

visions de bouche et de munitions de guerre, que pour sauver les débris de Kesselsdorff, il fallait se sauver à Zest, village voisin des montagnes qui regardent la Bohême. Ce projet fut exécuté.

Les Saxons évacuèrent Dresde et n'y laissèrent que des milices; le 16 ils se campèrent auprès de Kœnigstein et renvoyèrent leur cavalerie en Bohême, faute de moyens pour la nourrir plus longtemps sur le territoire saxon. L'armée du roi avança le 16 jusqu'à Wilsdruf, et le 17 ses troupes formèrent la première ligne et se portèrent sur le ruisseau de Plauen. L'heureux succès de cette expédition fit oublier la lenteur que le prince d'Anhalt avait affectée à son début; la journée de Kesselsdorff avait jeté un beau voile sur cette faute. Le roi lui dit les choses les plus flatteuses sur la gloire qu'il s'était acquise, et n'omit rien de ce qui pouvait cajoler son amour-propre. Ce prince mena le roi sur le champ de bataille. L'on fut moins surpris des difficultés, quoique grandes, que les troupes avaient eues à surmonter, et du nombre considérable de prisonniers, que de voir toute cette campagne couverte d'habitants de Dresde qui venaient tranquillement à la rencontre des Prussiens.

Lorsque le roi traversa la Saxe en 1744, le duc de Weissenfels avait jeté 10 bataillons dans Dresde; on y élevait des batteries, on faisait des coupures dans les rues, on mettait des palissades partout où un pieu pouvait entrer en terre, aucun Prussien n'osait mettre le pied dans cette capitale; et en 1745, lorsque le roi entra dans le pays à la tête de 80,000 hommes, que les troupes saxonnes venaient d'être battues, les portes de Dresde restèrent ouvertes, et les princes cadets de la famille royale, les ministres, les conseils suprêmes du pays, tout se rendit à discrétion. Telles sont les contradictions dont l'esprit humain est capable quand il n'agit pas systématiquement et que ceux qui le gouvernent ont une mauvaise dialectique. Il

est vraisemblable que la ville était dépourvue de provisions et que des délibérations confuses et la consternation qui régnait parmi les principaux ministres du roi de Pologne causèrent cet abandon général. Les princes pouvaient se sauver, les ministres également; il n'y avait qu'à faire quatre milles pour gagner la Bohême. Une chose non moins étonnante est que ces Saxons, qui voulaient abandonner Dresde, y jetèrent 6,000 hommes de leurs miliciens, dont ils auraient pu se servir pour recompléter leurs troupes. Bientôt le roi fit occuper le faubourg de Dresde. Le commandant fut sommé de se rendre; il répondit que Dresde n'était point une place de guerre, et les ministres envoyèrent un mémoire qui devait tenir lieu d'une espèce de capitulation. Le roi en régla les conditions selon son bon plaisir. Le 18 les Prussiens entrèrent dans la ville. La milice fut désarmée et servit à recruter les troupes; on y prit 415 officiers et 1,500 blessés de la bataille de Kesselsdorff.

Le roi établit son quartier à Dresde avec l'état-major des deux armées. On divulgua dans le monde les bruits les plus injurieux au sujet des intentions du roi sur cette capitale. On disait que le prince d'Anhalt avait demandé le pillage de Dresde pour son armée, à laquelle le sac de cette ville avait été promis pour l'encourager pendant l'action. Le penchant des hommes à la crédulité pouvait seul accréditer de telles calomnies. Jamais le prince d'Anhalt n'aurait osé faire au roi une proposition aussi barbare; et d'ailleurs ces sortes de promesses peuvent se faire à des troupes indisciplinées, et non à des Prussiens, qui ne combattent que pour l'honneur et pour la gloire. Le principe de leurs succès doit s'attribuer uniquement à l'ambition des officiers comme à l'obéissance des soldats.

A peine le roi fut-il à Dresde qu'il rendit visite aux enfants du roi pour calmer leur crainte et les rassurer entiè-

rement. Il tâcha d'adoucir leur infortune en leur faisant rendre scrupuleusement tous les honneurs qui leur étaient dus; la garde du château fut même soumise à leurs ordres. Le roi répondit ensuite au sieur Villiers qu'il avait été assez étonné de recevoir des propositions de paix un jour de bataille; que pour abréger les négociations il s'était rendu lui-même à Dresde; que la fortune, qui avait secondé sa cause, l'avait mis en situation de ressentir vivement les mauvais procédés, la duplicité et la perfidie dont le comte de Bruhl avait fait usage dans toutes ses négociations; qu'éloigné cependant d'avoir une façon de penser aussi basse, il offrait, mais pour la dernière fois, son amitié au roi de Pologne; qu'il attendait que les sieurs de Bulow et de Rex eussent reçu leurs pleins pouvoirs pour qu'on pût conclure avec eux sans autre délai; qu'enfin il ne se départirait en rien des engagements qu'il avait pris avec le roi d'Angleterre par la convention de Hanovre; que pour lui, loin d'être aveuglé par la fortune, il ne hausserait ni ne baisserait ses prétentions, et qu'ainsi la reine de Hongrie ne devait pas s'attendre à le faire changer de résolution; le roi finit en recommandant à M. de Villiers de lui rapporter exactement le dernier mot du roi de Pologne, afin que dès ce moment rien ne mît de nouveaux empêchements à la pacification de l'Allemagne et du Nord.

Bientôt le roi fit inviter chez lui tous les ministres saxons; il récapitula tout ce qui s'était passé, leur exposa avec vérité ses sentiments et les conditions de paix modérées qu'il offrait à ses ennemis; il fut assez heureux pour les convaincre que ces conditions étaient telles qu'ils auraient pu les souhaiter ou les dicter eux-mêmes, et que leur roi n'avait d'autre parti à prendre que de les signer. On fit aussi des arrangements pour que les troupes observassent un très-grand ordre. Le roi mit dans ses procédés toute la douceur possible, afin que ce pays voisin et malheureux

ne se ressentit que légèrement des fléaux d'une guerre dont le peuple était innocent.

Pour s'accommoder à la coutume, on chanta dans les églises le *Te Deum*, accompagné d'une triple décharge de l'artillerie de la ville, et le soir on fit représenter l'opéra d'*Arminius*. On ne fait mention de ces bagatelles qu'à cause des anecdotes auxquelles elles tiennent. Tout jusqu'à l'opéra devenait entre les mains de Brühl un ressort pour gouverner l'esprit de son maître; il avait fait représenter la *Clémence de Titus* au sujet de la disgrâce de Sulkowsky et des prétendus crimes que le roi lui pardonna. *Arminius* fut joué pendant cette dernière guerre, ce qui devait faire allusion au secours qu'Auguste III donnait à la reine de Hongrie contre les Français et les Prussiens, qu'on accusait de vouloir tout subjuguer. Les louanges flatteuses de la poésie italienne, rehaussées du charme de l'harmonie et rendues par le gosier flexible des châtrés, persuadaient au roi de Pologne qu'il était l'exemple des princes et un modèle d'humanité. Les musiciens supprimèrent un chœur de l'opéra qu'ils n'osèrent produire en présence des Prussiens, parce que les paroles pouvaient être justement appliquées après ce qui venait d'arriver en Saxe; les voici :

Sulle rovine d'altrui alzar non pensi il soglio
Colui che al sol' orgoglio riduce ogni virtù.

Les chœurs des opéras d'Auguste valaient les prologues de ceux de Louis XIV.

Pendant qu'on chantait à Dresde des *Te Deum* et des opéras, M. de Villiers, qu'on y attendait avec impatience, arriva de Prague avec les pleins-pouvoirs et toutes les autorisations nécessaires aux ministres saxons pour conclure la paix : il fut suivi par le comte Frédéric Harrach, qui venait de la part de l'impératrice-reine pour le même sujet. Lorsque tout se préparait à Dresde à pacifier les troubles de l'Allemagne, le roi reçut la réponse suivante de

Louis XV à la lettre touchante qu'il lui avait écrite de Berlin pour lui demander son assistance. Cette réponse avait été minutée par ses ministres; le roi n'avait prêté que sa main pour la transcrire, la voici :

« Monsieur mon frère. Votre Majesté me confirme, dans » sa lettre du 15 novembre, ce que je savais déjà de la » convention de Hanovre du 26 d'août. J'ai dû être surpris » d'un traité négocié, conclu, signé et ratifié avec un » prince mon ennemi, sans m'en avoir donné la moindre » connaissance. Je ne suis point étonné de vos refus de » vous prêter à des mesures violentes et à un engagement » direct et formel contre moi; mes ennemis doivent con- » naître Votre Majesté. C'est une nouvelle injure d'avoir » osé lui faire des propositions indignes d'elle. Je comptais » sur votre diversion ; j'en faisais deux puissantes en Flan- » dre et en Italie; j'occupais sur le Rhin la plus grosse » armée de la reine de Hongrie. Mes dépenses, mes efforts » ont été couronnés des plus grands succès. Votre Majesté » en a fort exposé les suites par le traité qu'elle a conclu à » mon insu. Si cette princesse y avait souscrit, toute son » armée de Bohême se serait subitement tournée contre » moi; ce ne sont pas là des moyens de paix. Je n'en res- » sens pas moins l'horreur du péril que vous courez; rien » n'égalera l'impatience de vous savoir en sûreté, et votre » tranquillité fera la mienne. Votre Majesté est en force » et la terreur de nos ennemis, et a emporté sur eux des » avantages considérables et glorieux; l'hiver avec cela, » qui suspend les opérations militaires, suffit seul pour la » défendre. Qui est plus capable que Votre Majesté de se » donner de bons conseils à elle-même? Elle n'a qu'à sui- » vre ce que lui dictera son esprit, son expérience, et par- » dessus tout son honneur. Quant aux secours, qui de ma » part ne peuvent consister qu'en subsides et en diversions, » j'ai fait toutes celles qui me sont possibles, et je conti- » nuerai par les moyens qui assurent le mieux le succès.

» J'augmente mes troupes, je ne néglige rien, je presse » tout ce qui pourra pousser la campagne prochaine avec » la plus grande vigueur. Si Votre Majesté a des projets » capables de fortifier mes entreprises, je la prie de me les » communiquer, et je me concerterai toujours de grand » plaisir avec elle, etc. »

D'abord cette lettre paraît douce et polie; mais quand on considère les circonstances fâcheuses où se trouvait le roi de Prusse et les différentes négociations avec la France qui l'avaient précédée, on y remarque un ton d'ironie d'autant plus déplacé, que l'on n'était pas convenu de remplir par des épigrammes les engagements réciproques contractés par le traité de Versailles. Dépouillons cette lettre de tout verbiage, et examinons ce qu'elle dit réellement : « Je suis fort fâché que vous ayez conclu le traité de Hanovre sans m'en avertir, car le prince de Lorraine reviendrait en Alsace, si la reine de Hongrie l'acceptait. Ne voyez-vous pas que la guerre d'Italie et de Flandre que je soutiens est une diversion que je fais en votre faveur? Car je n'ai nul intérêt à la conquête de la Flandre, et l'établissement de mon gendre don Philippe en Italie me touche peu. Conti sait si bien contenir les forces principales de la reine de Hongrie en Allemagne, qu'il a repassé le Rhin, laissé faire un Empereur à qui l'a voulu; que Traun a pu détacher Grune pour la Saxe et pourra le suivre avec le reste de ses troupes, si la reine de Hongrie trouve à propos de l'employer contre vous. J'ai fait de grandes choses cette campagne : on a aussi parlé de vous. Je plains la situation dangereuse où vous vous êtes mis pour l'amour de moi; on n'acquiert de la gloire qu'en se sacrifiant pour la France; témoignez de la constance et souffrez toujours; imitez l'exemple de mes autres alliés, que j'ai abandonnés à la vérité, mais auxquels j'ai donné l'aumône lorsqu'on les avait dépouillés de toutes leurs possessions. Prenez conseil de votre esprit et de la présomption avec laquelle vous

vous êtes ingéré quelquefois à me donner des avis; vous aurez sans doute assez d'habileté pour vous tirer d'embarras; d'ailleurs le froid de l'hiver engourdira vos ennemis, et ils ne pourront vous combattre. Si cependant il vous arrivait malheur, je vous promets que l'Académie française fera l'oraison funèbre de votre empire, que vos ennemis auront détruit. Votre nom sera placé dans le martyrologe où se trouve le nom des enthousiastes qui se sont perdus pour le service de la France et celui des alliés qu'elle a daigné abandonner. Vous voyez que j'ai fait des diversions; je vous ai offert jusqu'à un million de livres de subsides. Espérez beaucoup dans la belle campagne que je ferai l'été prochain, pour laquelle je prépare tout dès à présent, et comptez que je me concerterai avec vous sur tous les sujets où vous voudrez suivre aveuglément mes volontés, et vous conformer à tout ce qui s'accorde avec mes intérêts. »

Dès que les négociations de la paix furent assez avancées pour être sûr de réussite, le roi répondit au roi de France par cette lettre, dont nous rapporterons le contenu, parce que la matière dont il s'agit était aussi importante que délicate.

« Monsieur mon frère. Après la lettre que j'avais écrite » à Votre Majesté en date du 15 de novembre, je devais » m'attendre de sa part à des secours réels. Je n'entre point » dans les raisons qu'elle peut avoir d'abandonner ses alliés » aux caprices de la fortune. Pour cette fois, la valeur seule » de mes troupes m'a tiré du pas scabreux où je me trou- » vais. Si le nombre de mes ennemis m'eût accablé, Votre » Majesté se serait contentée de me plaindre, et j'aurais » été sans ressources. Comment une alliance peut-elle sub- » sister si les parties contractantes ne concourent pas avec » une même ardeur à leur conservation commune? Votre » Majesté me dit de me conseiller moi-même; je le fais, » puisqu'elle le juge à propos. La raison me dit de mettre

» promptement fin à une guerre qui n'a plus d'objet, depuis » que les troupes autrichiennes ne sont plus en Alsace, et » depuis la mort de l'Empereur. Les batailles qu'on don- » nerait désormais ne produiraient qu'une effusion de sang » inutile. La raison m'avertit de penser à ma propre sûreté, » et de considérer le grand armement des Russes, qui me- » nacent le royaume du côté de la Courlande, l'armée que » M. de Traun commande sur le Rhin, qui pourrait aisé- » ment refluer vers la Saxe; l'inconstance de la fortune; et » enfin que, dans la circonstance où je me trouve, je ne » puis m'attendre à aucun secours de la part de mes alliés. » Les Autrichiens et les Saxons viennent d'envoyer ici des » ministres pour négocier la paix; je n'ai donc d'autre parti » à prendre que de la signer. Après m'être acquitté ainsi » de mon devoir envers l'État que je gouverne et envers » ma famille, aucun objet ne me tiendra plus à cœur que » de pouvoir me rendre utile aux intérêts de Votre Ma- » jesté. Puissé-je être assez heureux pour servir d'instru- » ment à la pacification générale! Votre Majesté ne pourra » confier ses vues à personne qui lui soit plus attaché » que je ne le suis, et qui travaille avec plus de zèle à » rétablir la concorde et la bonne intelligence entre les » puissances que ces longs démêlés ont rendues ennemies. » Je la prie de me conserver son amitié, qui me sera tou- » jours précieuse, et d'être persuadée que je suis, etc. »

C'était se congédier honnêtement, et alléguer des raisons si valables, qu'il aurait été impossible au Français d'y répondre.

Cependant les Autrichiens et les Saxons étaient encore aux environs de Pirna; il fallait les éloigner davantage, pour travailler plus tranquillement à la paix. Dans cette vue, M. de Retzow fut détaché avec 5 bataillons et quelque cavalerie du côté de Freyberg; la jalousie qu'il donnait de ce côté accéléra la retraite des alliés en Bohême. Les troupes saxonnes faisaient à peine 15,000 hommes.

Le roi de Pologne, privé de ses revenus, n'avait plus d'argent pour payer ses troupes; il ne pouvait pas attendre jusqu'au printemps que les Russes se missent en mouvement; il sentait la nullité de ce secours; enfin la nécessité du moment le forçait à consentir à la paix. Sur ces entrefaites, le comte de Harrach arriva à Dresde. Il supposait que, fier de ses succès, à l'instar des Autrichiens, le roi, en rehaussant ses prétentions, les rendrait excessives; mais bientôt détrompé de ce préjugé, il remercia même ce prince de la facilité avec laquelle il se prêtait à cette négociation. Le roi lui répondit que la cause de la guerre ayant cessé par la mort de Charles VII, il avait été depuis ce moment dans les mêmes dispositions où il le voyait aujourd'hui. M. de Harrach lâcha quelques propositions sur une entrevue entre le roi et la reine de Hongrie, elles furent éludées par l'exemple de l'inutilité et des mauvaises suites de semblables entrevues; mais les louanges de cette princesse adroitement mêlées au refus parurent satisfaire le comte.

La paix fut signée le 26 décembre 1745. L'accession de la reine de Hongrie à la convention de Hanovre n'était qu'un renouvellement pur et simple de la paix de Breslau. Les Saxons promirent de ne jamais accorder de passage par leur pays aux ennemis du roi, sous quelque prétexte que ce pût être. On convint d'échanger le péage de Furstenberg contre quelques terres de la même valeur. Le roi de Pologne garantit le payement d'un million de contributions auquel l'électorat s'était engagé; il renonça par le même article à toute indemnisation des frais de la guerre. Le roi promit en revanche de faire cesser les contributions du jour de la signature et de retirer incessamment ses troupes de la Saxe, à l'exception de Meissen, où était l'hôpital prussien; ce qui lui fut accordé jusqu'à la guérison des blessés.

Ainsi finit cette seconde guerre, qui dura en tout seize mois; qui se fit de part et d'autre avec un acharnement

extrême; où les Saxons découvrirent toute la *haine* [rage] qu'ils avaient contre la Prusse, et l'envie que leur inspirait l'agrandissement de cette puissance voisine; où les Autrichiens combattaient pour l'Empire [et pour la prépondérance; dans laquelle les Russes voulurent se mêler pour influer sur les troubles germaniques; à laquelle la France devait s'intéresser et qu'elle négligea] et pour l'influence dans les affaires de l'Empire, dans lesquelles ils craignaient que les Russes n'en gagnassent une trop grande; où l'on vit la Prusse exposée à des dangers imminents, dont elle triompha par la discipline et la valeur héroïque de ses troupes. Cette guerre ne donna pas lieu à ces grandes révolutions qui changent la destinée des empires; mais elle empêcha que de pareils bouleversements n'arrivassent alors, en obligeant le prince de Lorraine d'abandonner l'Alsace.

La mort de Charles VII fut un de ces événements qu'on ne saurait prévoir. Elle dérangea le projet d'arracher pour jamais la dignité impériale à la nouvelle maison d'Autriche. Ainsi, en appréciant les choses à leur juste valeur, on est obligé de convenir qu'à certains égards cette guerre causa une effusion de sang inutile, et qu'un enchaînement de victoires ne servit uniquement qu'à confirmer la Prusse dans la possession de la Silésie. Si nous n'envisageons cette guerre que relativement à l'accroissement ou à l'affaiblissement des puissances belligérantes, nous trouvons qu'elle coûta aux Prussiens huit millions d'écus, mais qu'à la signature de la paix il leur restait pour toute ressource 150,000 écus[1] pour la continuation de la guerre. Les Prussiens firent dans ces deux campagnes 45,666 prisonniers sur leurs ennemis: savoir, 12,000 hommes à Prague, 1,739 par de petits partis; 250 aux affaires de Plomnitz et de Reinertz du général Lehwald, 7,136 à la bataille de Friedberg; 3,000 à la prise de Cosel, et 5,000 en diffé-

[1] 15,000 écus, porte le manuscrit.

rentes occasions par le général Nassau; 250 par les housards de Ziethen; 2,030 à la bataille de Sorr; 400 par les troupes du margrave Charles dans la haute Silésie; 427 par les partis de la garnison de Glatz; 1,342 par le général de Winterfeld; 271 par le major Warneri; 1,392 à Catholisch Hennersdorff; 6,658 à la bataille de Kesselsdorff, et 3,758 à la prise de Dresde.

Voici ce que prirent les Autrichiens : le régiment de Creutz à Budweis, 1,400 hommes; un bataillon de pionniers à Tabor 700, et de plus 400 malades de l'armée; 300 hommes à la sortie de Prague; 300 à Cosel, et 1,340 dans diverses petites affaires. Somme totale, 4,440; nombre bien inférieur aux pertes que les Autrichiens avaient faites. La haute Silésie souffrit le plus de cette guerre, ainsi que quelques parties de la basse voisines de la Bohème, comme les cercles de Hirschberg, de Striegau et de Landshut. Mais c'étaient de ces maux qu'une bonne administration répare facilement. La Bohème et la Saxe se ressentirent également du séjour des grandes armées; cependant rien n'y était totalement ruiné. La reine de Hongrie fut obligée d'employer tout son crédit pour se procurer des ressources qui la missent en état de continuer la guerre : elle tirait, à la vérité, des subsides de la nation anglaise; mais ils n'étaient pas suffisants pour l'indemniser des sommes que lui coûtaient les opérations de ses armées en Flandre, sur le Rhin, en Italie, en Bohème et en Saxe. La guerre coûta au roi de Pologne au delà de 5 millions d'écus. Il paya ses dettes en papiers, en créa de nouvelles; car Brühl possédait l'art de ruiner méthodiquement son maître.

Le roi de Prusse donna ses premiers soins au rétablissement de son armée; il la recompléta en grande partie par les prisonniers autrichiens et saxons dont il avait le choix. Les troupes furent ainsi recrutées aux dépens des étrangers, et il n'en coûta que 7,000 hommes à la patrie pour

réparer les pertes que tant de batailles sanglantes avaient occasionnées. Depuis qu'en Europe l'art de la guerre s'est perfectionné, depuis que la politique a su établir une certaine balance de pouvoir entre les souverains, le sort commun des plus grandes entreprises ne produit que rarement les effets auxquels on devrait s'attendre : des forces égales des deux côtés, et l'alternative des pertes et des succès, font qu'à la fin de la guerre la plus acharnée les ennemis se trouvent chacun à peu près dans l'état où ils étaient avant de l'entreprendre. L'épuisement des finances produit enfin la paix, qui devrait être l'ouvrage de l'humanité et non de la nécessité. En un mot, si la considération et la réputation des armes méritent qu'on fasse des efforts pour les obtenir, la Prusse, en les gagnant, a été récompensée d'avoir entrepris cette seconde guerre ; mais voilà tout ce qu'elle y acquit, et cette fumée encore lui suscitait des envieux.

[Corrigé à Sans-Souci, le 20 juillet 1775. Féderic.]



HISTOIRE

DE

LA GUERRE DE SEPT ANS.

AVANT-PROPOS.

1764.

J'avais tracé le tableau des deux guerres que nous avons faites en Silésie et en Bohème; c'était l'ouvrage d'un jeune homme, et la suite de cette démangeaison d'écrire qui en Europe est devenue une espèce de maladie épidémique. Depuis la paix de 1746 j'avais renoncé à l'histoire, parce que des intrigues politiques, si elles ne mènent à rien, ne méritent pas plus de considération que des tracasseries de société; et quelques détails sur l'administration intérieure d'un État ne fournissent pas une matière suffisante à l'histoire. La guerre qui survint en 1756 me fit changer de sentiment; elle avait été préparée avec tant d'art et d'artifice; le nombre des ennemis qui nous la firent était si supérieur aux forces prussiennes, qu'un sujet aussi important ne me parut pas indigne d'être transmis à la postérité. Pour cet effet, à la fin de chaque campagne, je dressai des mémoires sur les événements qu'elle avait produits et dont j'avais le souvenir tout récent; mais ces faits se trouvant fort liés avec la politique, je fus obligé de la faire entrer dans mon plan. J'ai eu en vue, dans cet ouvrage, deux objets principaux :

l'un de prouver à la postérité et de mettre en évidence qu'il n'a pas dépendu de moi d'éviter cette guerre; que l'honneur et le bien de l'État m'ont empêché de consentir à la paix sous d'autres conditions que celles qui l'ont fait conclure : l'autre de détailler toutes les opérations militaires avec le plus de clarté et de précision qu'il m'a été possible, pour laisser un recueil authentique des situations avantageuses ou peu favorables qui se trouvent dans les provinces et dans les royaumes où la guerre sera portée, toutes les fois que la maison de Brandebourg aura des démêlés avec celle d'Autriche.

Le succès d'une guerre dépend en grande partie de l'habileté du général, de la connaissance des lieux qu'il occupe, et de l'art avec lequel il sait tirer avantage du terrain, soit en empêchant l'ennemi de prendre des postes qui pourraient le favoriser, soit en choisissant lui-même les plus convenables à ses desseins; la lecture de ces mémoires en fournira quantité d'exemples. Pour peu qu'on y prête attention, on apercevra le parti que les Autrichiens ont tiré de certaines positions, et celui que les Prussiens ont tiré de quelques autres. A Dieu ne plaise qu'on revoie une seconde guerre aussi compliquée et aussi difficile que celle que nous venons de terminer! Il n'est pas probable qu'un pareil enchaînement de causes ramène de longtemps les mêmes conjonctures que celles où nous nous sommes trouvés. Lorsque la Prusse n'aura pas à combattre contre tant de puissances, elle pourra toujours couvrir l'électorat de Brandebourg et la Silésie, en entrant tout de suite avec l'armée en Bohême. C'est dans une occasion semblable où les camps de la Saxe et de la Bohême, dont j'ai parlé avec détail, pourront être d'usage, et abrégeront le travail de ceux qui conduiront les armées; car une des choses les plus difficiles à la guerre, c'est, lorsqu'on la porte dans quelque contrée peu connue, de savoir s'y orienter d'abord.

On est souvent contraint de prendre des positions au hasard, faute de connaître les bonnes qui se trouvent quelquefois dans le voisinage; on ne fait que tâtonner, et si l'on se campe mal, on s'expose aux plus grands risques; au lieu qu'en trouvant des campements reconnus bons par l'expérience, on a jeu plus sûr, et l'on procède plus méthodiquement. J'observerai cependant que les camps sont bons ou mauvais relativement aux circonstances; par exemple, celui de Torgau est admirable quand vous avez 70,000 hommes pour le remplir; il est défectueux, si vous n'avez que 30,000 hommes contre 60,000, parce qu'il vous étend trop, vous affaiblit par conséquent, et que l'ennemi, s'il veut, pourra percer de côté ou d'autre à l'endroit que vous aurez le moins garni.

Un camp est comme un vêtement; il ne doit être ni trop large, ni trop étroit pour celui qui le porte. Cependant, s'il faut choisir, il vaut mieux avoir du monde de reste, qu'on ne peut placer, que d'en avoir trop peu. Il est d'autres camps qui couvrent une partie du terrain, mais qui deviennent défectueux, si l'ennemi, par ses mouvements, change de direction; par exemple, le camp de Landshut, tout admirable qu'il est pour couvrir la basse Silésie, devient mauvais et de défense nulle, aussitôt que les Impériaux tiennent Glatz et Wartha, parce qu'ils le tournent tout à fait. Dans des cas semblables, le jugement doit dicter le parti qu'il faut prendre; il doit empêcher surtout que l'imitation ne devienne servile, et par cela même mauvaise; pourquoi? parce que deux hommes ne se trouvent jamais dans une situation tout à fait semblable. Il y aura quelque chose de comparable dans leurs positions, je le veux; mais examinez-les bien, ces positions, vous trouverez des variétés infinies dans le détail, parce que la nature, féconde en tout sens, ne fait pas les mêmes physionomies, et ne répète pas les mêmes événements. Ce serait donc mal raisonner que de dire : M. de Luxem-

bourg s'est trouvé dans le cas où je suis; il s'en est tiré de cette manière; donc je ferai la même chose. Les faits passés sont bons pour nourrir l'imagination et meubler la mémoire. C'est un répertoire d'idées qui fournit de la matière, que le jugement doit passer au creuset pour l'épurer. Je le répète donc, les détails de la dernière guerre ne doivent servir qu'à augmenter le magasin des idées militaires, et à constater quelques positions principales, qui demeureront fixes, tant que les pays ne changeront pas de forme, et que la nature ne sera pas bouleversée.

Il est très-probable que les généraux autrichiens ne s'écarteront pas de la méthode du maréchal Daun (qui est sans contredit la bonne), et qu'à la première guerre on les trouvera aussi attentifs à se bien poster, qu'ils l'ont été dans celle-ci. Cela m'oblige d'observer qu'un général aura tort, s'il se hâte d'attaquer l'ennemi dans des postes de montagnes ou dans des terrains coupés. La nécessité des conjonctures m'a forcé quelquefois d'en venir à cette extrémité; mais lorsqu'on fait une guerre à puissance égale, on peut se procurer des avantages plus sûrs par la ruse et par l'adresse, sans s'exposer à d'aussi grands risques. Accumulez beaucoup de petits avantages; leur somme en produira de grands. D'ailleurs l'attaque d'un poste bien défendu est un morceau de dure digestion; vous pouvez facilement être repoussé et battu. Vous ne l'emporterez qu'en sacrifiant des 15 et des 20,000 hommes; ce qui fait une brèche cruelle dans une armée. Les recrues, supposé que vous en trouviez en abondance, réparent le nombre, mais non pas la qualité des soldats que vous avez perdus. Votre pays se dépeuple en renouvelant votre armée; vos troupes dégénèrent, et si la guerre est longue, vous vous trouvez enfin à la tête de paysans mal exercés, mal disciplinés, avec lesquels vous osez à peine paraître devant l'ennemi. A la bonne heure qu'on s'écarte des règles dans une situation violente; la nécessité seule

peut faire recourir aux remèdes désespérés ; comme on donne de l'émétique au malade, lorsqu'il ne reste aucune autre ressource pour le guérir. Mais ce cas excepté, il faut, selon moi, procéder avec plus de ménagement, et n'agir qu'avec poids et mesure, parce que celui qui à la guerre donne le moins au hasard, est le plus habile.

Il ne me reste plus qu'un mot à dire sur le style que j'ai adopté. J'ai été si excédé du *Je* et du *Moi*, que je me suis décidé à parler en troisième personne de ce qui me regarde. Il m'aurait été insupportable, dans un aussi long ouvrage, de parler toujours en mon propre nom. Du reste, je me suis fait une loi de m'attacher scrupuleusement à la vérité, et d'être impartial, parce que l'animosité et la haine d'un auteur n'instruit personne, et qu'il y a de la faiblesse, et de la pusillanimité même, à ne pas dire du bien de ses ennemis, et à ne leur pas rendre la justice qu'ils méritent. Si, malgré moi, je me suis éloigné de cette règle que je me suis prescrite, la postérité me le pardonnera, et me corrigera où je mérite d'être repris. Tout ce que je pourrais ajouter à ce que je viens de dire, serait superflu, et peut-être qu'un ouvrage fait, comme celui-ci, pour être lu par peu de personnes, pouvait se passer tout à fait d'avant-propos.

A Potsdam, le 3 de mars 1764.

CHAPITRE PREMIER.

Des arrangements intérieurs de la Prusse et de l'Autriche durant la paix.

La paix dont jouissait l'Europe permit à toutes les puissances de tourner leur attention sur l'intérieur de leurs États. Le roi commença par réformer les abus qui s'étaient introduits dans la police générale. Il travailla, à l'aide de nouveaux établissements, à l'augmentation de ses finances ;

il s'appliqua à raffermir la discipline militaire, à perfectionner les forteresses et à faire pour son armée des amas de toutes les armes et fournitures nécessaires, dont il se fait dans la guerre une si prodigieuse consommation.

La justice, mal administrée durant le règne précédent et qui était devenue très-injuste, méritait des soins et une attention particulière. L'on s'était accoutumé à éluder les lois. Les procureurs faisaient un trafic honteux de la bonne foi ; il suffisait d'être riche pour gagner sa cause et d'être pauvre pour la perdre. Ces abus, devenant de jour en jour plus intolérables, demandaient nécessairement une réforme, tant pour les personnes des juges, des avocats et des procureurs, que pour les lois mêmes, qu'il fallait éclaircir et dont surtout il fallait retrancher ces formalités qui, ne touchant point au fond de la cause, prolongent les procédures.

Le roi chargea son grand chancelier de Cocceji de ce travail[1] : c'était un homme d'un caractère intègre et droit, dont la vertu et la probité étaient dignes des beaux temps de la république romaine ; savant et éclairé, il semblait, comme Trébonien, être né pour la législation et pour le bonheur des hommes[2]. Ce savant jurisconsulte entreprit avec tant de zèle cet ouvrage pénible et délicat qu'après un an d'un travail assidu les cours souveraines de justice, purgées de tous les sujets qui en avaient fait la honte, furent remplies par des magistrats vertueux. Le nouveau code des lois pour toutes les provinces de la domination prussienne fut achevé, et après qu'il eut été approuvé par les États, ces lois furent promulguées. On étendit ses vues jusque sur l'avenir, et comme l'expérience des choses humaines apprend que les meilleures institutions se corrompent ou deviennent inutiles si l'on en détourne les yeux et

[1] Il s'agit ici du code Frédéric.

[2] Samuel de Cocceji, né à Heidelberg en 1679, mort à Berlin le 22 octobre 1755.

si l'on ne ramène pas ceux qui peuvent les observer aux premiers principes qui en ont posé les fondements, on régla qu'il se ferait tous les trois ans une visite générale des cours souveraines de justice pour tenir la main à l'observation des nouvelles lois et pour punir les officiers de justice qui auraient prévariqué; cet ordre nouveau, introduit dans la justice, raffermit le bonheur des citoyens en assurant les possessions de chaque famille; chacun put vivre en paix à l'abri des lois, qui régnèrent seules.

Quelques soins que le feu roi se fût donné pour régler et arranger les finances de l'État, il n'avait pu tout faire; il n'eut ni le temps ni les moyens d'achever un aussi grand ouvrage, et ce qui restait à perfectionner était immense, tant pour les terres à défricher que pour les manufactures à établir, le commerce à étendre et l'industrie à encourager. Les premières années du règne du roi furent données à la guerre, et il ne put tourner son attention sur l'intérieur qu'après avoir assuré la tranquillité au dehors. Il y avait le long de l'Oder, depuis Swinemunde jusqu'à Kustrin, de vastes marais qui peut-être de tout temps avaient été incultes. On forma le projet de défricher cette contrée. On tira un canal depuis Kustrin jusqu'à Wrietzen qui saigna ces terres marécageuses, où deux mille familles furent établies. On continua depuis Schwedt jusqu'au delà de Stettin ces établissements, et douze cents familles y trouvèrent une vie aisée et abondante; cela fit une nouvelle petite province que l'industrie conquit sur l'ignorance et sur la paresse. Les fabriques de laine, qui étaient assez considérables, manquaient cependant de fileurs; on en fit venir des pays étrangers et l'on en forma différents villages de deux cents familles chacun.

Dans le duché de Magdebourg c'était un usage immémorial que les habitants du Voigtland vinssent y faire la récolte, après laquelle ils s'en retournaient chez eux. Le roi leur donna des établissements dans le duché et fixa

ainsi dans ses États un grand nombre de ces étrangers. Par les différentes opérations que nous venons de rapporter, le pays s'accrut pendant cette paix de 280 nouveaux villages. Le soin des campagnes ne fit pas négliger celui des villes. Le roi en bâtit une nouvelle sur la Swine, dont elle tire son nom, et en fit en même temps un port, nommé Swinemunde, à l'embouchure de l'Oder, en creusant davantage le canal et en nettoyant ce bassin. La ville de Stettin y profita le péage qu'elle payait autrefois aux Suédois en passant à Wolgast par la Peene, ce qui contribua beaucoup à rendre son commerce plus florissant et y attira des étrangers.

On établit dans toutes les villes de nouvelles manufactures; celles d'étoffes riches et de velours trouvèrent la place qui leur convenait le mieux à Berlin; les velours légers et les étoffes unies s'établirent à Potsdam; Splittgerber fournit à toutes les provinces le sucre qu'il raffinait à Berlin[1]. Une fabrique de basin rendit la ville de Brandebourg florissante. A Francfort-sur-l'Oder on fabriqua du cuir de Russie; à Berlin, à Magdebourg et à Potsdam des bas et des mouchoirs de soie. La fabrique de Wegely s'accrut du double. Les plantations de mûriers furent encouragées dans toutes les provinces; les personnes attachées aux églises donnèrent l'exemple aux cultivateurs et leur enseignèrent à élever cet insecte précieux qui originairement vient des Indes et dont le duvet fait la soie. Dans les lieux où il y avait du bois en abondance, que l'éloignement des rivières empêchait de débiter, on établit des ferronneries qui dans peu fournirent aux forteresses et aux besoins de l'armée des canons de fer, des boulets et des bombes. On trouva dans la principauté de Minden et dans le comté de la Mark de nouvelles salines, qui furent raffinées. On perfectionna celles de Halle en y construisant, pour la gradation du sel, des bâtiments qui épargnent

[1] Splittgerber était un raffineur de sucre de Berlin.

le bois. En un mot, l'industrie fut encouragée dans la capitale et dans les provinces. Le roi remit en vigueur le droit d'étape que les Saxons avaient disputé à la ville de Magdebourg, et par le moyen de quelques douanes établies sur les frontières, le commerce des provinces prussiennes fut presque en équilibre avec celui de la Saxe. La compagnie d'Emden établit un négoce important à la Chine.

En diminuant les droits d'exportation à Stettin, Kœnigsberg et Colberg, les revenus des douanes augmentèrent du double. Il résulta de ces diverses opérations de finances que, sans compter les revenus de la Silésie et de l'Ost-Frise, sans que le roi chargeât ses peuples d'un denier de nouvel impôt, les revenus de la couronne se trouvèrent augmentés en 1756 de 1,200,000 écus; et d'après un dénombrement que l'on fit des habitants de toutes les provinces, leur nombre se monta à 5 millions d'âmes. Comme il est certain que le nombre des sujets fait la richesse des États, la Prusse pouvait alors se compter du double plus puissante qu'elle ne l'avait été dans les dernières années de Frédéric-Guillaume, père du roi.

Les finances et la justice n'absorbèrent pas toute l'attention du roi; le militaire, cet instrument de la gloire et de la conservation des États, ne fut pas négligé. Le roi le surveilla de près, pour que la discipline et la subordination fussent rigoureusement maintenues dans chaque province. Les troupes se rassemblaient régulièrement toutes les années dans des camps de paix, où on les dressait aux grandes évolutions et aux manœuvres. L'infanterie s'exerçait aux différents déploiements, aux formations, aux attaques de plaine, aux attaques de postes, aux défenses de villages et de retranchements, aux passages de rivières, aux marches couvertes à colonnes renversées, aux retraites, et enfin à toutes les manœuvres qu'il faut faire devant l'ennemi. La cavalerie s'exerçait aux différentes attaques serrées et à intervalles, aux reconnaissances, aux fourra-

ges verts et secs, aux différentes formations, et à prendre des points de vue sur des alignements prescrits. On poussa, dans quelques régiments dont les cantons étaient les plus peuplés, le nombre des surnuméraires par compagnie à 36 hommes et à 24 au moins; quoiqu'on ne fit aucune nouvelle levée, le nombre de ces surnuméraires faisait sur le total de l'armée une augmentation de 10,000 combattants. Tous les bataillons, tous les régiments de cavalerie avaient à leur tête de vieux commandants, officiers éprouvés, pleins de valeur et de mérite. Le corps des capitaines était composé d'hommes mûrs, solides et braves. Les subalternes étaient choisis; plusieurs étaient pleins de capacité et dignes d'être élevés à des grades supérieurs. En un mot, l'application et l'émulation qui régnaient dans cette armée étaient admirables.

Il n'en était pas de même des généraux, quoiqu'il y en eût quelques-uns d'un vrai mérite. Le plus grand nombre avait, avec beaucoup de valeur, beaucoup d'indolence. On suivait l'ordre du tableau pour l'avancement, de sorte que l'ancienneté du service et non les talents décidaient de la fortune. Cet abus était ancien; il n'avait porté aucun préjudice dans les guerres précédentes, parce que le roi, n'agissant qu'avec une armée, n'avait pas besoin de faire beaucoup de détachements, et que les troupes et les généraux autrichiens auxquels il eut affaire n'étaient que médiocres et avaient entièrement négligé la tactique.

Le roi fit une bonne acquisition en attirant de Russie le maréchal Keith à son service[1]. C'était un homme doux dans le commerce, ayant des vertus et des mœurs, habile en son métier, et qui, avec la plus grande politesse, était d'une valeur héroïque dans un jour de combat. Le corps

[1] Jacques Keith, frère de George Keith, si connu sous le nom de milord maréchal, naquit en 1696 en Écosse. Ayant embrassé, comme son frère, le parti du *Prétendant,* il quitta sa patrie et passa au service de la Russie, qui le nomma maréchal. Il passa ensuite au service de la Prusse, et il fut tué, le 14 octobre 1758, à Hochkirchen.

de l'artillerie avait été augmenté. Le roi le porta à trois bataillons, dont le dernier était destiné pour les garnisons. Il était bien exercé et en bon état, mais trop peu nombreux pour la profusion d'artillerie et de bouches à feu que la mode introduisit bientôt dans les armées. Il aurait fallu le doubler; mais comme cela n'avait point été usité dans les guerres précédentes, et que ces deux bataillons avaient suffi au service qu'on en demandait, on ne songea pas d'abord à l'augmenter. Durant la paix on construisit les ouvrages de Schweidnitz, et l'on perfectionna ceux de Neisse, de Cosel, de Glatz et de Glogau. Schweidnitz devait servir de dépôt pour l'armée, au cas que la guerre se portât en Bohême sur cette frontière; et comme les Autrichiens avaient montré peu de capacité dans la dernière guerre pour l'attaque et la défense des places, on se contenta de construire légèrement ces ouvrages; ce qui était dans le fond très-mal raisonné, car les places ne se construisent pas pour un temps, mais pour toujours; et qui pouvait garantir d'ailleurs que l'impératrice-reine n'attirât pas quelque habile ingénieur à son service, qui, apportant avec lui un art qui manquait à l'armée autrichienne, le lui enseignât et le rendît commun? Mais si l'on fit des fautes, on eut dans la suite sujet de s'en repentir et d'apprendre à raisonner plus solidement.

D'autre part, on prévit qu'une armée en bon état et bien entretenue ne suffit pas pour faire la guerre, mais qu'il faut de grosses provisions de réserve pour l'habiller et la renouveler pour ainsi dire; ce qui donna lieu à faire de grands amas de toutes sortes de fournitures, de selles, étriers, mors, bottes, gibernes, ceinturons, etc. On conservait dans l'arsenal 50,000 fusils, 20,000 sabres, 12,000 épées, autant de pistolets, de carabines et de bandoulières; en un mot tout ce qu'il faut sans cesse renouveler, et que le temps ne donne pas toujours le moyen d'avoir assez promptement dans le besoin. On avait fait

fondre de la grosse artillerie, consistant en 80 pièces de batterie et en 20 mortiers, qui fut déposée dans la forteresse de Neisse. Les amas de poudre à canon que l'on avait faits montaient à 56,000 quintaux, répartis dans les différentes places du royaume. Les magasins d'abondance étaient remplis de 36,000 winspels de farine et de 12,000 d'avoine; de sorte que par ces mesures et par ces arrangements préalables tout était préparé pour la guerre qu'on prévoyait et qui ne paraissait pas éloignée. Dans l'année 1755, le roi fit même une augmentation dans les régiments de garnison. Ceux de Silésie furent portés à huit bataillons, ceux de Prusse à trois, ceux de la Marche électorale à deux; ce qui fait en tout treize bataillons.

Dans un pays pauvre le souverain ne trouve pas de ressources dans la bourse de ses sujets, et son devoir est de suppléer par sa prudence et sa bonne économie aux dépenses extraordinaires, qui deviennent indispensables. Les fourmis amassent en été ce qu'elles consomment en hiver, et le prince doit ménager durant la paix les sommes qu'il faut dépenser dans la guerre. Ce point, malheureusement si important, n'avait pas été oublié, et la Prusse se trouvait en état de faire quelques campagnes de ses propres fonds; en un mot, elle était prête à paraître dans l'arène au premier signal, et à se mesurer avec ses ennemis. Vous verrez dans la suite combien cette précaution fut utile, et la nécessité où se trouve un roi de Prusse, par la situation bizarre de ses provinces, d'être armé et préparé à tout événement, pour ne pas servir de jouet à ses voisins et à ses ennemis. Il aurait fallu au contraire en faire davantage, si les facultés de l'État l'avaient permis, car le roi avait dans la personne de l'impératrice-reine une ennemie ambitieuse et vindicative, d'autant plus dangereuse, qu'elle était femme entêtée de ses opinions et implacable.

Cela était si vrai, que dès lors elle préparait dans le silence du cabinet les grands projets qui éclatèrent dans

la suite. Cette princesse, dévorée d'ambition, voulait aller à la gloire par tous les chemins; elle mit dans ses finances un ordre inconnu à ses ancêtres, et non-seulement répara par de bons arrangements ce qu'elle avait perdu par les provinces cédées au roi de Prusse et au roi de Sardaigne, mais même augmenta considérablement ses revenus. Le comte Haugwitz devint contrôleur général de ses finances. Sous son administration, les revenus de l'impératrice montèrent à 36 millions de florins, ou 24 millions d'écus. L'Empereur Charles VI, son père, possesseur du royaume de Naples, de la Servie et de la Silésie, n'en avait pas eu autant. L'empereur son époux, qui n'osait se mêler des affaires du gouvernement, se jeta dans celles du négoce; il ménageait tous les ans de grosses sommes de ses revenus de Toscane, et les faisait valoir dans le commerce. Il établissait des manufactures, et prêtait sur gages; il entreprit la livraison des uniformes, des armes, des chevaux et des habits d'ordonnance pour toute l'armée impériale, associé avec un comte Boltza et un marchand nommé Schimmelmann; il avait pris à ferme les douanes de la Saxe, et en l'année 1756 il livra même le fourrage et la farine à l'armée du roi, qui était en guerre avec l'impératrice son épouse. Durant la guerre, l'Empereur avançait des sommes considérables à cette princesse sur de bons nantissements. Il était en un mot le banquier de la cour[1].

L'impératrice avait senti dans les guerres précédentes la nécessité d'une meilleure discipline; elle choisit des généraux actifs et capables de l'introduire dans ses troupes; de vieux officiers, peu propres aux emplois qu'ils occupaient, furent renvoyés avec des pensions et remplacés par de jeunes gens de condition, pleins d'ardeur et d'amour pour le métier de la guerre. On formait toutes les

[1] Voyez le curieux portrait de l'Empereur, tracé par M. de Podewils, ambassadeur de Prusse à Berlin, adressé à Frédéric II en 1747, dans les Comptes rendus de l'Académie de Vienne, t. V, p. 486 et suiv.

années des camps dans les provinces, où les troupes étaient exercées par des commissaires inspecteurs bien versés dans les grandes manœuvres de la guerre ; l'impératrice se rendit elle-même à différentes reprises dans les camps de Prague et d'Olmutz, pour animer les troupes par sa présence et par ses libéralités ; elle savait faire valoir mieux qu'aucun prince ces distinctions auxquelles on attache tant de prix ; elle récompensait les officiers qui lui étaient recommandés par ses généraux, excitant partout l'émulation, les talents et le désir de lui plaire. En même temps se formait une école d'artillerie sous la direction du prince de Lichtenstein ; il porta ce corps à six bataillons, et l'usage des canons à cet abus inouï auquel il est parvenu de nos jours ; par zèle pour l'impératrice, il dépensa pour cet objet au delà de cent mille écus de son propre bien.

Enfin, pour ne rien négliger de ce qui pouvait avoir rapport au militaire, l'impératrice fonda près de Vienne un collége où la jeune noblesse était instruite dans tous les arts qui ont rapport à la guerre ; elle attira d'habiles professeurs de géométrie, de fortification, de géographie et d'histoire, qui formèrent des sujets capables ; ce qui devint une pépinière d'officiers pour son armée. Par tous ces soins le militaire acquit dans ce pays un degré de perfection où il n'était jamais parvenu sous les empereurs de la maison d'Autriche, et une femme exécuta des desseins dignes d'un grand homme. Cette princesse, qui portait ses vues sur toutes les parties de l'administration, peu satisfaite de la manière dont les affaires étrangères et politiques s'étaient jusque-là traitées, fit choix du comte Kaunitz sur la fin de l'année 1755 [1]. Elle lui donna la pa-

[1] Venceslas, prince de Kaunitz-Rietberg, naquit en 1710, chambellan de l'empereur Charles VII, puis plénipotentiaire de l'Autriche au congrès d'Aix-la-Chapelle ; envoyé en France pour conclure un traité d'alliance entre ce royaume et sa patrie. Plus tard, il fut en rapports directs avec rédéric II, qui parait lui avoir gardé rancune de sa conduite lors de la uerre de sept ans. Il mourut en 1794.

tente de premier ministre, pour qu'une seule tête réunît toutes les branches du gouvernement; nous aurons lieu dans son temps de faire connaître plus particulièrement cet homme, qui joua un si grand rôle; il entra dans tous les sentiments de sa souveraine; il eut l'art de flatter ses passions et de s'attirer sa confiance. Dès qu'il parvint au ministère, il travailla à former des alliances et à isoler le roi de Prusse, pour préparer les voies à ce projet que l'impératrice avait tant à cœur, de recouvrer la Silésie, et d'abaisser ce prince; mais comme c'est là proprement la matière du chapitre suivant, nous n'en dirons pas davantage sur ce sujet.

Voilà comment ces deux puissances, durant la paix, se préparaient à la guerre, telles que deux athlètes, qui aiguisent leurs armes, et qui brûlent de l'impatience de s'en servir.

CHAPITRE DEUXIEME.

De la guerre et de la politique depuis 1746 jusqu'à 1756.

La paix de Dresde eut le destin de la plupart des traités qui se sont faits entre les souverains; elle suspendit les hostilités, sans déraciner les germes de discorde qui subsistaient entre l'Autriche et la Prusse. Quelque dissimulation qu'employât la cour de Vienne, elle avait le cœur trop ulcéré de la perte de la Silésie pour que les effets de son animosité et de sa haine ne lui échappassent point et ne se manifestassent pas enfin. La guerre entre ces deux puissances n'avait donc point été terminée proprement, mais elle avait changé de forme; et quoique les armées ne se combattissent plus en campagne, les Autrichiens continuaient les hostilités du fond de leur cabinet. La ruse, l'intrigue, l'artifice, étaient les armes dont ils se servaient

pour brouiller les Prussiens avec toutes les cours de l'Europe, et pour leur susciter, s'il était possible, des ennemis jusques aux extrémités de notre globe : nous en rapporterons des témoignages suffisants; mais pour mettre plus d'ordre et plus de clarté dans ce que nous allons dire, nous parcourrons successivement les événements principaux qui arrivèrent dans les différentes cours de l'Europe. Et comme après la paix de Dresde la guerre ne laissa pas de continuer entre la cour de Vienne et l'Angleterre d'une part, et la France et l'Espagne de l'autre, nous nous voyons obligés d'en faire un tableau raccourci, pour ne rien omettre de ce qui peut servir à l'intelligence de cette histoire.

Les armées impériales et alliées ne prospérèrent pas en Flandre, où elles avaient le maréchal de Saxe en tête. A la fin de cette année ce maréchal gagna la bataille de Raucoux [1]. On en attribua la perte en partie au prince de Waldeck [2], qui s'était mal posté, et en partie aux Autrichiens, qui ne soutinrent pas les Hollandais. Le prince Charles de Lorraine, après avoir été spectateur de la défaite des Hollandais, envoya le prince Louis de Brunswic pour couvrir leur retraite; il s'en acquitta si bien, que les alliés gagnèrent Mastricht, sans que les Français, qui les poursuivaient, pussent les entamer.

Le maréchal de Saxe ouvrit la campagne suivante par la prise de la plupart des places de la Flandre hollandaise. Louis XV se rendit en personne à l'armée. La présence du roi et de ses ministres fut un surcroît d'embarras pour le comte de Saxe et une charge pour l'armée. Les courtisans remplissaient le camp d'intrigues et contrecarraient

[1] La bataille de Raucoux fut donnée le 11 octobre 1746. — Les alliés y eurent 12,000 hommes tués ou blessés, 3,000 des leurs faits prisonniers, et ils perdirent 50 pièces de canon et 9 drapeaux.

[2] Charles-Auguste-Frédéric, comte de Waldeck, né le 24 septembre 1704, fut d'abord capitaine au service de la Prusse; il servit ensuite l'Empereur et fut nommé feld-maréchal; il mourut en 1763.

le général; une cour aussi nombreuse demandait par jour 10,000 rations pour les chevaux des équipages. Mais ni la cour de Versailles ni les ennemis de la France ne purent empêcher le comte de Saxe de conserver la supériorité durant cette campagne. Il avait d'abord formé le projet d'assiéger Mastricht; pour en imposer à l'ennemi, il feignit d'en vouloir à Berg-op-Zoom. Le duc de Cumberland s'aperçut de la feinte, se mit en marche et gagna promptement les environs de Mastricht[1]. Le comte, se voyant prévenu, quitta en hâte son camp de Malines, et se porta au delà de Saint-Troud sur les hauteurs de Herderen.

Les alliés, qui se trouvaient dès la veille à la commanderie de Jonc, négligèrent d'occuper cette hauteur importante; indécis sur le choix de leur champ de bataille et vacillants dans leurs résolutions, ils mirent le feu à des villages et l'éteignirent, garnirent ces villages de troupes qu'ils retirèrent ensuite, et après avoir embrasé le village de Lawfeld le matin de l'action, ils l'éteignirent encore et y placèrent du monde, quoiqu'à 2,000 pas au devant de leur front. Ce fut à ce village où la bataille s'engagea[2]. Le maréchal de Saxe, témoin des mouvements inconséquents des alliés, crut que Lawfeld était vide de troupes; il se proposa de s'en saisir, et le trouva garni d'ennemis. L'attaque commença sur-le-champ, et à force de la renouveler et de sacrifier du monde, les Français emportèrent le village, ce qui décida l'action. Les alliés se retirèrent à Mastricht, sans que le maréchal de Saxe les poursuivît, parce que M. de Clermont-Tonnerre se dispensa de charger l'ennemi avec sa cavalerie, malgré les ordres réitérés qu'il avait reçus; cette désobéissance à son général lui

[1] Guillaume-Auguste, duc de Cumberland, troisième fils du roi d'Angleterre George II, était né le 26 avril 1721. Il mourut le 30 octobre 1765.

[2] La bataille de Lawfeld fut gagnée le 2 juillet 1747.

valut le bâton de maréchal de France [1]. Louis XV ne gagna donc proprement par cette victoire que le stérile avantage de camper sur le champ de bataille, et le duc de Cumberland, quoique battu, garantit Mastricht d'un siége. Pour ne pas laisser néanmoins écouler inutilement la campagne, le comte de Saxe se rabattit sur Berg-op-Zoom. Il chargea M. de Lœwendahl de cette difficile entreprise [2]. Les excellents ouvrages de Cohorn et l'art admirable avec lequel il avait construit les mines de cette place la défendirent presque seuls. M. de Cronstrœm en était gouverneur; il avait 90 ans; son esprit était caduc et son corps infirme. La garnison n'était pas des meilleures, et les officiers sans expérience ne savaient s'ils devaient employer les mines ou l'inondation pour leur défense; ils eurent le sort de cet âne fameux dans l'école, qu'on dit être mort de faim entre deux boisseaux d'avoine, pour n'avoir pu faire un choix. Les Français donnèrent l'assaut à la place, et l'emportèrent sans trouver presque de résistance; à peine le gouverneur eut-il le temps de se sauver en bonnet de nuit et en robe de chambre. Cet exploit termina pour cette année les succès des Français en Flandre.

La fortune fut moins contraire aux Impériaux en Italie et en Provence. La révolution arrivée à Gênes fit à la vérité manquer l'expédition du comte de Braun sur Toulon. Cette révolution se fit par hasard. Les Autrichiens maltraitaient quelques bourgeois qui travaillaient à embarquer de l'artillerie pour Antibes. Le peuple s'ameuta, soutint ses concitoyens insultés, et, dans les premiers

[1] Gaspard, duc de Clermont-Tonnerre, né en 1688, maréchal de camp en 1730, lieutenant général en 1734, maréchal de France en 1747; mort en mars 1781.

[2] Ulric-Frédéric Woldemar, comte de Lowendal, né à Hambourg en 1700, servit tour à tour le Danemarck, la Hongrie, la Saxe et la Russie. En 1744, il passa au service de Louis XV et fut nommé maréchal de France après la prise de Berg-op-Zoom. Il mourut en mai 1755.

accès de sa fureur, chassa de Gênes le marquis de Botta et toute la garnison autrichienne. Ce contre-coup fit manquer l'armée de Provence de vivres et de munitions, et obligea M. de Braun à vider cette province[1]. Il mit à son retour le siége devant Gênes; mais cette ville le soutint sans succomber; la France y envoya des secours sous M. de Boufflers et depuis sous le duc de Richelieu; ils prirent tous deux de si justes mesures, qu'ils rendirent les efforts des Autrichiens inutiles.

Les troupes françaises et espagnoles, combinées sous M. de Belle-Isle, voulurent, après la retraite de M. de Braun, se rouvrir le chemin de l'Italie. Les Français s'approchèrent les premiers du col de l'Assiette; M. de Belle-Isle trouvant ce poste faiblement défendu, jugea qu'il pourrait l'insulter; il manda les Espagnols pour l'attaquer à forces réunies, et les Espagnols différèrent trois jours avant de le joindre. Cela donna le temps au roi de Sardaigne de renforcer ceux qui défendaient cette gorge, qu'il lui importait si fort de conserver: sur cela les Espagnols arrivèrent, et quoique les conjonctures ne fussent plus les mêmes que lorsque M. de Belle-Isle avait mandé ce renfort, il n'en voulut point avoir le démenti; il attaqua donc les Sardes avec beaucoup de vigueur, et après avoir employé tout ce que lui pouvait inspirer le courage et l'audace, il se fit tuer en arrachant de ses mains une palissade du retranchement ennemi; ne pouvant surmonter les obstacles que la nature et l'art lui avaient opposés, ses efforts ne servirent qu'à augmenter ses pertes. Les troupes des deux couronnes furent partout repoussées, et le nombre d'officiers de condition et des plus grandes maisons qui périrent mit toute la France en deuil.

Le public, souvent injuste, rempli de préjugés, et apparemment mal instruit, taxa cette entreprise de témé-

[1] Frédéric II appelle de *Braun* Maximilien-Ulysse, *comte de Brown*, d'origine irlandaise, né à Bâle en 1705, mort à Prague le 26 juin 1757.

rité; elle n'était que hardie, et n'aurait pas manqué, si M. de Belle-Isle eût pu exécuter son projet lorsqu'il le conçut, et si la lenteur des Espagnols ne lui eût pas fait perdre les lauriers qu'il était près de cueillir.

Cependant les Français se dédommageaient en Flandre des mauvais succès qu'ils avaient eus vers les Alpes. Le génie du comte de Saxe avait pris de l'ascendant sur tous les ennemis de la France. Ce maréchal ouvrit la campagne en mettant son armée en marche sur plusieurs colonnes. L'une menaçait Luxembourg, l'autre Bois-le-Duc, une autre Venlo; leurs mouvements vinrent se réunir à Mastricht, dont elles formèrent l'investissement et firent le siége. Mais quelque brillants que fussent les succès du comte de Saxe, ses triomphes mêmes commençaient à devenir onéreux à la France.

On en était à la huitième campagne, et la durée d'une guerre dont les commencements avaient été funestes épuisait la nation. Toutes les puissances belligérantes s'en lassaient de même; après avoir souvent changé de cause, elle n'en avait aucune à la fin. Le moment de la frénésie était passé; elles pensèrent sérieusement à la paix, et entrèrent en négociation; chacune sentait ses plaies secrètes et avait besoin de tranquillité pour les guérir. Les Anglais craignaient d'augmenter leurs dettes nationales, chef-d'œuvre du crédit idéal, dont l'abus pronostique une faillite entière. La cour impériale, soutenue des subsides de l'Angleterre, aurait à la vérité continué la guerre aussi longtemps que ses alliés lui en auraient fourni les moyens; cependant elle consentit à la paix, afin de ménager ses ressources pour un projet qui lui tenait plus à cœur que la guerre de Flandre. La France se ressentait de ses grandes dépenses; elle avait de plus à craindre que la disette n'occasionnât la famine dans ses provinces méridionales, dont les ports étaient bloqués par les flottes anglaises. A ces raisons d'État, que le ministère de Ver-

sailles alléguait en public, se joignaient des causes secrètes, qui furent ses plus puissants motifs. Depuis peu madame de Pompadour était devenue la maîtresse du roi; elle appréhendait que la continuation de la guerre n'engageât Louis XV à se mettre tous les ans à la tête de son armée. Les absences sont dangereuses pour les favoris et pour les maîtresses; elle comprit que pour fixer le cœur de son amant, il fallait écarter tout prétexte qui pût l'éloigner d'elle; en un mot qu'il fallait faire la paix; et dès lors elle y travailla de tout son pouvoir. Lorsque M. de Saint-Séverin partit de Versailles pour Aix-la-Chapelle en qualité de plénipotentiaire, elle lui dit ces propres mots : « *Au moins souvenez-vous, Monsieur, de ne* » *pas revenir sans la paix, le roi la veut à tout prix.* » Le congrès s'assembla donc à Aix-la-Chapelle. La ville de Mastricht se rendit et la paix fut publiée [1]. Par ce traité la France rendit à la maison d'Autriche toutes ses conquêtes en Flandre et en Brabant; moyennant quoi l'impératrice céda les duchés de Parme et de Plaisance à don Philippe, réversibles toutefois à la maison d'Autriche, puisqu'il était stipulé que lorsque don Carlos monterait sur le trône d'Espagne, don Philippe lui succéderait au royaume de Naples; et il est remarquable que cet article ainsi conçu fut ratifié sans la participation ni le consentement du roi d'Espagne, de celui de Naples, et de don Philippe. Aussi témoignèrent-ils leur mécontentement, en protestant contre toutes les mesures prises à Aix-la-Chapelle, contraires à l'indépendance de leurs couronnes. Les intérêts de la France et de l'Angleterre furent réglés dans le septième article, où l'Angleterre s'engage à rendre le cap Breton aux Français, et où les deux couronnes se garantissent leurs possessions respectives en Amérique, selon la teneur du traité d'Utrecht; elles convinrent toutefois de nommer des commissaires pour vider quelques différends

[1] 18 octobre 1748.

sur les limites du Canada. Enfin l'article 22 contient la garantie de la Silésie par toutes les puissances.

Il est visible, pour peu qu'on y donne d'attention, que cette paix faite à la hâte était l'ouvrage d'un mouvement précipité, et que les puissances sacrifiaient à l'embarras présent de leurs affaires les intérêts de l'avenir. On éteignait d'une part l'incendie qui embrasait l'Europe, et de l'autre on amassait des matières combustibles propres à prendre feu à la première occasion. Il ne fallait que la mort du roi d'Espagne pour exciter de nouveaux troubles, et les limites indéterminées du Canada ne pouvaient manquer de mettre un jour les Français aux prises avec les Anglais. Quelquefois une campagne de plus, ou de la fermeté dans les négociations, terminerait pour longtemps les querelles des souverains; mais on préfère les palliatifs aux topiques, et une trêve que l'on signe par impatience à une paix solide.

La cour de Vienne avait perdu par cette guerre es duchés de Silésie, de Parme et de Plaisance; elle souffrait impatiemment cette diminution de puissance; et comme elle en jetait la faute principale sur les Anglais, qu'elle n'accusait pas sans raison de sacrifier les intérêts de leurs alliés aux leurs propres, cela la dégoûtait de cette alliance et la portait à sonder le terrain à la cour de Versailles, afin d'essayer de détacher cette puissance de la Prusse, et en même temps de trouver quelque expédient pour concilier les intérêts des deux cours. Le comte Kaunitz, duquel ce projet venait particulièrement, étant plénipotentiaire de l'impératrice-reine à Aix-la-Chapelle, ne tarda pas à en faire les premières ouvertures à M. de Saint-Séverin, en lui disant, par manière d'insinuation, que si la France voulait s'entendre avec la maison d'Autriche, il y aurait des engagements de bienséance à prendre entre les deux cours, moyennant lesquels la Flandre et le Brabant pourraient demeurer en propriété à Sa Majesté Très-Chré-

tienne, pourvu qu'elle voulût obliger le roi de Prusse à restituer la Silésie à l'impératrice-reine. L'appât était bien propre à tenter la cour de Versailles, si Louis XV, excédé de la guerre qu'il venait de terminer, n'eût craint d'en recommencer une nouvelle pour exécuter ce projet; de sorte que M. de Saint-Séverin déclina ces offres, tout avantageuses qu'elles étaient.

Le comte Kaunitz ne s'en tint pas là; cet homme, si frivole dans ses goûts et si profond dans les affaires, fut envoyé comme ambassadeur à Paris. Il y travailla avec une assiduité et une adresse infinie à faire revenir les Français de cette haine irréconciliable qui depuis François Ier et Charles-Quint subsiste entre les maisons de Bourbon et de Habsbourg; il répétait souvent aux ministres, que l'agrandissement des Prussiens était leur ouvrage, qu'ils en avaient été payés d'ingratitude et qu'ils ne tireraient aucun parti d'un allié qui n'agissait que pour ses propres intérêts; d'autres fois il leur disait, comme si la force de la conviction lui eût arraché ces paroles : « Il est » temps, Messieurs, que vous sortiez de la tutelle où les » rois de Prusse et de Sardaigne et nombre de petits » princes vous tiennent; leur politique ne tend qu'à semer » la zizanie entre les grandes puissances, ce qui leur procure des moyens d'agrandissement : nous ne faisons la » guerre que pour eux; il n'y a qu'à nous entendre, et » nous prêter mutuellement à des arrangements qui, en » ôtant tout sujet de différend entre les premières puis» sances de l'Europe, servent de base à une paix solide et » permanente [1]. » Ces idées parurent d'abord bizarres à une nation qui avait pris l'habitude, par une longue suite de guerres, de regarder la maison impériale comme son

[1] Sur les origines de la guerre de sept ans et le rôle joué par M. de Kaunitz, voyez dans les *Mémoires secrets de Duclos* le curieux chapitre intitulé *Causes de la guerre de sept ans*, édition de 1864, t. II, p. 253 et suiv.

ennemie perpétuelle. Quoique le ministère français se sentit flatté de l'idée de ces grandes puissances qui donneraient des lois à l'Europe, et de cette paix perpétuelle, cependant d'autres considérations le retenaient encore.

Le comte Kaunitz, sans se rebuter, revint souvent à la charge; à force de répéter les mêmes propos, la cour de France se familiarisant avec ces idées, vint à se persuader insensiblement que ces deux grandes maisons n'étaient pas aussi incompatibles que leurs ancêtres l'avaient cru. Il fallait du temps à ce germe pour se développer et pour se fortifier. Toutefois la doctrine du comte Kaunitz fit des prosélytes, et causa quelques refroidissements entre la cour de Versailles et celle de Berlin. On le remarqua surtout à la mission de milord Tirconel à Berlin [1]. Ce ministre, effarouché de cette idée de tutelle que le comte Kaunitz avait tant rebattue, parlait sans cesse avec affectation de l'indépendance des grandes puissances. Un jour il tint même des propos assez imprudents, dont le sens était : *Pour peu que le roi de Prusse tergiverse avec nous, nous le laisserons tomber, et il sera écrasé.* Les Français conservèrent cependant les dehors d'une amitié de bienséance vis-à-vis du roi, quoique la cour de Versailles, ne regardant pas des liaisons à prendre avec l'impératrice-reine comme impossibles, ne se sentit plus d'éloignement pour elle. Les choses restèrent en France sur ce pied, jusqu'à ce que les vexations des Anglais obligèrent Louis XV à recourir aux armes.

La cour de Vienne ne trouvant pas dans celle de Versailles autant de facilité qu'elle se l'était promis, toujours occupée cependant à lier sa partie, se tourna vers celle de Pétersbourg, où elle mit tout en mouvement pour

[1] Richard-François Talbot, comte de Tirconel, mourut en 1752, laissant une fille de son mariage avec une demoiselle de Lys. Il était né vers 1710 et succomba à une maladie de poitrine. *Mémoires du duc de Luynes*, t. XI, p. 466. Sur sa nomination au poste de ministre plénipotentiaire de France à Berlin, ibid., t. X, p. 43.

rendre son union plus étroite avec la Russie, et pour brouiller l'impératrice Élisabeth avec le roi de Prusse; un ministre russe était sûr que sa haine contre la Prusse lui était payée, et les Autrichiens en augmentaient le salaire, à mesure qu'il y mettait plus d'aigreur. Ceux qui étaient à la tête du gouvernement ne cherchaient donc qu'à semer la discorde entre les cours de Pétersbourg et de Berlin, et une chose innocente par elle-même leur en fournit le prétexte. La nécessité d'établir une balance dans le Nord avait déterminé la France, la Prusse et la Suède à faire une triple alliance. Le comte Bestuchew affecta d'en prendre ombrage; il remplit l'impératrice d'appréhensions, et porta les choses au point que tout de suite les Russes formèrent des camps considérables en Finlande sur les frontières des Suédois, et en Livonie vers celles de la Prusse. Ces démonstrations se renouvelèrent depuis toutes les années.

Dans des conjonctures aussi critiques, il s'éleva un différend entre la Russie et la Suède touchant les limites de la Finlande, qu'on n'avait pas assez exactement déterminées par le traité d'Abo. Ce prétexte fâcheux donnait aux Russes la liberté de commencer la guerre, lorsqu'ils le jugeraient à propos. La cour de Vienne fomenta ces dissensions, dans le dessein d'inquiéter le roi de Prusse, et de l'induire à quelque fausse démarche qui pût le commettre avec la Russie. Cependant l'impératrice-reine se contenta de fournir des aliments à l'aigreur des deux cours, sans précipiter le moment de la rupture. La situation où le roi se trouvait était délicate et embarrassante; elle aurait pu devenir dangereuse, s'il n'eût pas eu le bonheur d'être informé des desseins les plus secrets de ses ennemis, en se procurant toute la correspondance des ministres de Saxe avec les cours de Vienne et de Pétersbourg. Le comte de Bruhl se sentait humilié par la paix de Dresde; il était jaloux de la puissance du roi, et travaillait de concert avec la cour de

Vienne à Pétersbourg, pour y communiquer la haine et l'envie dont il était dévoré. Ce ministre ne respirait que la guerre; il se flattait de profiter des premiers troubles de l'Europe pour abaisser un voisin dangereux de la Saxe; il comprenait que cet électorat ne serait pas épargné, et que les premiers efforts des Prussiens s'y porteraient, et toutefois il laissait dépérir l'état militaire. Nous n'examinerons pas si sa conduite fut bien conséquente; il ne devait pas ignorer que tout État se trompe, qui au lieu de se reposer sur ses propres forces, se fie à celles de ses alliés.

Il n'y avait donc rien de caché pour le roi, et les fréquentes nouvelles qu'il recevait lui servaient comme de boussole pour se diriger au milieu des écueils qu'il avait à éviter, et l'empêchaient de prendre de pures démonstrations pour un dessein formé de lui déclarer incessamment la guerre. L'ascendant de la cour de Vienne sur celle de Pétersbourg augmentait cependant de jour en jour; il devait s'accroître rapidement, parce que l'esprit du ministre était préparé à recevoir favorablement les impressions qu'on pouvait lui donner des Prussiens. Le comte de Bestuchew avait soupçonné M. de Mardefeld, ministre du roi, d'être d'intelligence avec M. de la Chétardie, pour lui faire perdre son poste.

[A ce sujet de haine s'en joignait un autre. L'an 1745, lorsqu'en automne le roi entra en Saxe, avant que la bataille de Kesselsdorf se donnât, M. de Mardefeld eut ordre d'offrir quarante mille écus à M. de Bestuchew pour que la Russie ne se mêlât pas de cette guerre, et après la paix de Dresde, par une économie déplacée, ou soit par un effet d'inimitié personnelle, M. de Mardefeld se dispensa de payer cet argent au grand chancelier; ce qui fit que ce ministre comprit dans la haine qu'il avait pour M. de Mardefeld tout ce qui avait le nom prussien [1].]

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin.

Afin de se venger de ces offenses particulières, il engagea l'impératrice à conclure une alliance avec les cours de Vienne et de Londres. Ce traité était avantageux à la Russie par deux raisons : premièrement, parce que l'union de la maison d'Autriche était convenable à la Russie, pour s'opposer conjointement aux entreprises de la Porte; et en second lieu par les subsides de l'Angleterre, qui depuis inondèrent Pétersbourg. Les choses étant ainsi disposées, il ne fut pas difficile à l'impératrice-reine de rompre toute correspondance entre la Prusse et la Russie. Ni les ménagements que le roi gardait dans ces circonstances scabreuses, ni une conduite toujours mesurée qu'il tint vis-à-vis de la cour de Pétersbourg, ne purent empêcher que les choses n'en vinssent bientôt à un éclat.

Un homme d'une extraction obscure, nommé Gross, revêtu du caractère de ministre de Russie, fut l'instrument dont M. de Bestuchew se servit pour brouiller les deux cours. Ce ministre, chargé de saisir la première occasion d'en venir à une rupture, prit le premier prétexte qui se présenta pour remplir les intentions de sa cour. Le roi donnait des fêtes à Charlottembourg à l'occasion du mariage du prince Henri avec la princesse de Hesse. Les ministres étrangers y parurent; le fourrier de la cour eut ordre de les inviter tous à souper; il s'acquitta de sa commission, mais il ne put trouver le ministre russe, qui était parti exprès une demi-heure avant les autres. Ce ministre déclara le lendemain qu'il ne paraîtrait plus à la cour après l'affront fait à l'impératrice en sa personne, et qu'il attendrait le retour de son courrier de Pétersbourg pour régler sa conduite ultérieure sur les ordres qu'il en recevrait; ce courrier arriva, le ministre russe partit sur-le-champ et furtivement de Berlin, escorté, pendant qu'il traversait la ville, par les secrétaires de légation autrichiens et anglais. L'évasion de ce ministre obligea le roi à rappeler également son ministre de Pétersbourg. Dès que les Autrichiens

furent délivrés en Russie d'un ministre prussien qui les gênait, ils lâchèrent la bride à leur mauvaise volonté, et n'eurent point honte de débiter les mensonges et les calomnies les plus atroces, pour envenimer l'esprit de l'impératrice Élisabeth contre le roi. Ils lui persuadèrent que ce prince avait tramé un complot contre sa vie, afin d'élever le prince Iwan sur le trône[1]. L'impératrice, qui était d'un caractère indolent et facile, les crut sur leur parole, voulant s'épargner la peine d'examiner la chose [et elle fit donner un philtre au prince Iwan, qui lui dérangea les organes du cerveau[2]]; et conçut pour le roi une haine irréconciliable. La France n'avait dans ce temps aucun ministre à Pétersbourg; celui que la Suède y entretenait était plus russe que suédois, et par conséquent peu propre à servir le roi; de sorte qu'il n'y avait aucune voie pour parvenir à l'impératrice, et pour la tirer de l'erreur où la jetaient le ministre d'Autriche et ses créatures. La cour de Vienne, satisfaite des sentiments de haine et d'animosité dont elle avait rempli la cour de Pétersbourg contre la Prusse, était trop habile pour pousser les choses plus loin; elle se contenta d'avoir disposé les esprits à la rupture, mais n'en voulut pas précipiter l'événement, pour achever ses arrangements intérieurs, et pour attendre qu'une occasion favorable lui permît de mettre au jour ses vastes projets. C'était ainsi que la cour de Vienne agitait toute l'Europe, et tramait sourdement contre la Prusse une confédération que le premier événement important devait faire éclater.

[1] Ivan VI, fils d'Ulric de Brunswick-Beveru et d'Anne de Meckelbourg et petit-fils de Catherine Iwanowna et de Charles-Léopold, duc de Meckelbourg, naquit en août 1740; trois mois après, il succéda à Anne Iwanowna, sa grand'tante, sous la régence de Biren. Au mois de décembre 1741, il fut renversé du trône par Élisabeth, qui se fit proclamer à sa place.

[2] La phrase entre crochets ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin.

Cependant les différends que la Suède avait avec la Russie pour les frontières de la Finlande furent terminés à l'amiable[1]; mais vers la fin de l'année 1756 il se fit dans ce royaume une espèce de révolution, dont nous ne saurions nous dispenser de parler en peu de mots, parce que ses suites refluèrent sur les affaires générales de l'Europe : voici ce qui y donna lieu. La cour s'était depuis longtemps brouillée avec les sénateurs du parti français, à cause d'une place de major général vacante, que le roi destinait à M. de Lieven, et le sénat à M. de Fersen. Le sénat l'emporta. La cour, vivement piquée de cet affront, contraria depuis dans toutes les occasions le parti français. Les comtes de Brahé[2] et de Horn, et le sieur de Wrangel, avec nombre de seigneurs des premières familles du royaume, attachés au parti de la cour, lui firent espérer la supériorité à la diète, en faisant élire un maréchal qui fût entièrement à sa dévotion. Cependant l'événement tourna d'une manière tout opposée, et le comte Fersen, ennemi de la cour, obtint cette charge par les intrigues et l'appui de la faction française. Dans cette diète, commencée le 17 octobre 1755, le sénat, fier de sa supériorité, présenta un mémoire aux États, pour décider le grand différend qui subsistait entre lui et le roi au sujet de la distribution des charges. Comme les juges étaient à la disposition de l'ambassadeur de France, le sénat triompha; il abusa de sa victoire, et s'en servit pour diminuer cette ombre d'autorité dont le roi avait joui jusqu'alors selon les lois du royaume. L'insolence de ces magistrats alla même jusqu'à dépouiller la reine des joyaux de la couronne et de ceux qui lui avaient été donnés; il s'en fallut peu qu'au mépris de la majesté souveraine,

[1] Paix d'Abo, conclue le 27 juin 1743.

[2] Au lieu du comte de Brahé, la dernière édition de Berlin met partout le comte de Bonde, et cependant l'éditeur fait observer en note que ce n'est pas le comte de Bonde, mais bien le comte de Brahé, qui périt sur l'échafaud. Cet événement eut lieu au mois de juillet 1756.

ces sénateurs séditieux n'entreprissent de renverser le trône. Ces procédés outrageants firent de vives impressions sur la cour et sur ceux qui lui étaient attachés, principalement sur l'esprit des comtes Brahé et Horn et du sieur de Wrangel. Ces seigneurs s'assemblèrent dans les premiers mouvements de leur indignation, et résolurent de changer par un coup hardi la forme du gouvernement. Le roi n'eut pas assez d'ascendant sur eux pour les engager à tempérer le parti violent qu'ils avaient pris; leurs mesures, concertées tumultuairement, furent plus mal exécutées encore; et, par un mélange d'audace et de timidité, ils hésitèrent au moment de l'exécution. Une entreprise différée est d'ordinaire découverte; quelques amis faibles, auxquels ils s'étaient confiés, les trahirent. Le sénat prit des mesures vigoureuses pour se mettre à l'abri de toute entreprise. Le comte Brahé fut arrêté; le sieur de Wrangel et quelques autres seigneurs de ce parti eurent le bonheur de se sauver. Le nom du roi parut dans la déposition des conjurés. Enfin le comte Brahé et plusieurs personnes d'une naissance obscure périrent sur l'échafaud, et le roi fut entièrement dépouillé des prérogatives dont son prédécesseur et lui avaient joui selon la forme de gouvernement établie depuis la mort de Charles XII. Dès lors M. d'Havrincourt, ambassadeur de France, fut véritablement roi de Suède; il gouverna despotiquement cette nation, et l'engagea depuis dans la guerre d'Allemagne d'une manière irrégulière, et opposée aux constitutions du gouvernement, ce qui ne serait pas arrivé si le roi légitime avait conservé l'autorité dont il devait jouir selon les lois. Tout le service que le roi de Prusse put rendre à son beau-frère fut de représenter à la cour de Versailles qu'il serait séant de faire changer de conduite au ministre arrogant qui mettait toute la Suède en combustion; mais la France aimait mieux voir M. d'Havrincourt à la tête de ce royaume que celui qui en était le roi légitime.

L'année précédente il était survenu un autre démêlé, mais moins fâcheux, entre la Prusse et le Danemarck. C'était au sujet d'un procès que la comtesse de Bentinck avait avec son mari. Cette femme avait cédé au comte de Bentinck une terre située sur la frontière de l'Ost-Frise, et depuis elle s'était repentie du contrat formel qu'elle avait passé pour cet objet. Les juges ordonnèrent le séquestre; le roi, en qualité de directeur du cercle de Westphalie, devait en être chargé; la cour de Vienne en donna la commission au roi de Danemarck. Ce prince y envoya des troupes; les Prussiens les prévinrent; le roi de Danemarck prit feu, et il aurait employé des menaces, si sa modération ne l'avait retenu. Cependant cette affaire fut apaisée par la médiation de la France. Tout le monde était content; mais la comtesse de Bentinck, qui aimait à chicaner, rompit l'accord qu'on avait moyenné; elle alla plaider à Vienne [d'où elle fut chassée depuis pour avoir favorisé le dessein insensé du duc de Wurtemberg d'enlever l'archiduchesse Élisabeth[1]], elle retourna dans son comté; et comme personne ne parut disposé à se mêler de ses affaires, son procès demeura indécis.

Il semblait qu'il se fût répandu en Europe durant cette paix un esprit de discorde qui divisait toutes les cours. Il survint au roi des différends avec l'Angleterre, qui pensèrent le commettre avec cette couronne. Durant la dernière guerre les armateurs anglais avaient enlevé quelques vaisseaux appartenant à des marchands prussiens. Les Anglais étaient juges et parties dans leur propre cause, de sorte que le tribunal de leur amirauté déclara ces vaisseaux de bonne prise. Le roi, après avoir fait les représentations convenables à la cour de Londres, mit l'affaire en négociation. Les Anglais ne se relâchèrent point, et tinrent peu de compte de ce qu'on alléguait sur l'illégalité de leurs procédés;

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans l'édition officielle.

enfin, après avoir inutilement épuisé toutes les voies de conciliation, il ne resta d'autre expédient, pour indemniser les sujets prussiens, que de mettre en séquestre la somme que le roi devait aux Anglais, selon qu'il s'y était engagé par la paix de Breslau. C'était le remboursement de 1,800,000 écus, que la maison d'Autriche avait empruntés sur la Silésie, pour soutenir la guerre contre la Porte en 1737 et 1738. Le dernier terme qui restait à acquitter des 300,000 écus fut arrêté. Les Anglais en furent irrités; cela donna lieu à des déclarations assez vives de part et d'autre; le ministre d'Autriche à Londres se donna de grands mouvements pour envenimer cette affaire, et peut-être aurait-elle eu des suites, si une querelle beaucoup plus grave entre la France et l'Angleterre au sujet du Canada n'y eût fait diversion.

Il n'y eut pas jusqu'au duc de Mecklenbourg qui, se reposant sur la protection dont il jouissait de la part de la cour impériale, ne s'émancipât à chicaner le roi. Il s'agissait des levées de soldats dont les ancêtres du roi avaient été en possession de temps immémorial dans le Mecklenbourg. Le duc, à l'instigation de la cour de Vienne, s'y opposa, et le roi se fit justice à lui-même; on enleva quelques soldats mecklenbourgeois, et l'on arrêta quelques baillis qui s'étaient opposés aux enrôlements. Le duc fit grand bruit; mais voyant que ses éclats n'aboutissaient à rien, il prit le parti de s'accommoder, et l'affaire fut terminée à l'amiable. Bientôt après, lorsque l'impératrice-reine vit la guerre sur le point de s'allumer entre l'Angleterre et la France, cherchant un prétexte pour rompre avec la Prusse, elle persuada au duc de Mecklenbourg de porter ses plaintes à la diète de Ratisbonne. La cour de Vienne aurait voulu faire passer la chose pour une violation de la paix de Westphalie, et se servir de ce prétexte pour déclarer la guerre au roi, et pour réclamer en même temps le secours des puissances qui avaient garanti cette

paix. Nous verrons dans la suite de cet ouvrage que ce prétexte ayant manqué à la cour de Vienne, il ne lui fut pas difficile d'en trouver un autre. L'occasion qu'elle désirait avec impatience ne tarda pas à se présenter; elle la saisit avec empressement. Lorsque les souverains veulent en venir à une rupture, ce n'est pas la matière du manifeste qui les arrête; ils prennent leur parti, ils font la guerre, et laissent à quelque jurisconsulte laborieux le soin de les justifier.

Si nous n'avons pas fait mention de la Hollande dans cet ouvrage, c'est que depuis la guerre de 1740, surtout depuis la mort du stadhouder, elle ne jouait aucun rôle en Europe. Il ne nous reste qu'à rapporter succinctement une calamité singulière, dont le Portugal se ressentit, et qui faillit à bouleverser ce royaume. Il éprouva un tremblement de terre dont les secousses furent si violentes, qu'elles détruisirent la ville de Lisbonne [1]; les maisons, les églises, les palais, tout fut bouleversé, englouti, ou dévoré par les flammes échappées des entrailles de la terre. Il y périt entre 15 et 20,000 âmes; beaucoup d'autres villes et villages de ce royaume furent ébranlés ou renversés. Ce tremblement de terre se fit sentir le long des côtes de l'Océan jusqu'aux frontières de la Hollande. On ne peut attribuer la cause de ce malheur qu'aux efforts d'un feu souterrain qui, resserré dans les entrailles de la terre, s'est creusé un canal, et a formé un gouffre sous le Portugal, d'où il tend à s'échapper et à se mettre en liberté; et peut-être qu'un jour la postérité verra naître un volcan à la place où Lisbonne a subsisté jusqu'ici. Mais on eût dit que ce n'était pas assez des fléaux du ciel pour affliger ce malheureux globe; peu après la méchanceté des hommes arma leurs mains impies; ils se déchirèrent pour un vil amas de boue; la haine, l'obstination, la vengeance, se portèrent aux derniers excès. Toute l'Eu-

[1] 1er novembre 1755.

rope nagea dans le sang, et le mal moral dont le genre humain fut la victime surpassa de beaucoup le mal physique dont Lisbonne avait éprouvé la rigueur.

CHAPITRE TROISIÈME.

Cause de la rupture entre la France et l'Angleterre; négociation de milord Holderness; alliance de la Prusse et de l'Angleterre; offres de M. Rouillé; ambassade du duc de Nivernois; la France piquée; guerre déclarée aux Anglais; le duc de Richelieu prend le cap Breton; bateaux plats qui épouvantent les Anglais; ils font venir des Hanovriens et des Hessois; les Russes se renforcent sur la frontière de la Prusse; les Autrichiens rassemblent deux armées en Bohème; intelligence dans les archives de Dresde, où tout le mystère d'iniquité se découvre; brouilleries avec l'Autriche; raisons pour déclarer la guerre; première disposition des troupes; projet de campagne.

Après nous être fait une idée de la situation où se trouvaient les puissances de l'Europe au commencement de l'année 1755, il faudra vous mettre sous les yeux les causes des dissensions qui donnèrent lieu à la guerre entre la France et l'Angleterre. Les affaires présentes tiennent si fort aux événements passés, qu'il faut remonter au traité d'Utrecht pour arriver aux sources de ces brouilleries [1]. Elles tirent leur origine d'anciens démêlés que les Français avaient eus avec les Anglais sur les limites du Canada. Louis XIV, pressé de conclure le traité d'Utrecht, afin de détacher la reine Anne de la grande alliance, ordonna à ses plénipotentiaires de signer sans chicane; ses plénipotentiaires se servirent de termes équivoques pour marquer les limites du Canada sur lesquelles roulait le différend. Ce que la France gagnait par ce traité valait plus que toutes ses possessions dans cette contrée stérile. Mais dès que les troubles de l'Europe furent apaisés, les Anglais et les Français interprétèrent chacun à leur avantage l'article des limites de leurs possessions en Amérique.

[1] Le traité d'Utrecht fut signé le 11 avril 1713.

Il y eut quelques débats entre les colonies de ces deux nations, sans cependant que ces querelles sourdes dégénérassent en hostilités ouvertes.

Par le traité de paix d'Aix-la-Chapelle on aurait dû aplanir toutes les difficultés. M. de Saint-Séverin et ses collègues, obligés par les ordres réitérés de la cour de France d'accélérer la signature des préliminaires, renvoyèrent la discussion des limites de ces colonies à l'examen des commissaires que les deux cours nommeraient après la conclusion de la paix : ces commissaires s'étant assemblés, loin que leurs conférences rapprochassent les esprits des deux nations, le mécontentement et l'aigreur n'allèrent qu'en augmentant. L'ambassade du duc de Mirepoix, et la négociation qu'il entama à Londres, ne produisit rien; on se reprochait mutuellement de la mauvaise foi; les troupes anglaises et françaises dans l'Amérique en venaient à des hostilités; elles s'enlevaient des forts, et on se faisait déjà la guerre sans se l'être déclarée. Dans les relations de ces contrées les officiers anglais ne manquaient pas de rejeter la faute de leurs violences sur les Français; ils envoyaient de part et d'autre des factums pour justifier leur conduite; la ville de Londres en était inondée. La nation anglaise, facile à s'enflammer lorsqu'elle croit avoir à se plaindre de la France, déjà mécontente de la paix d'Aix-la-Chapelle, ne respirait que la guerre; la conduite du duc de Cumberland acheva de rendre cette fermentation générale. Il voyait que le grand âge du roi son père l'approchait des bornes de la vie; pour augmenter son crédit, et pour avoir plus d'influence dans le règne suivant, il avait formé le dessein de remplir le conseil de ses créatures, et de faire passer tous les grands emplois de la couronne à des personnes qui lui fussent entièrement dévouées. Il s'était déterminé dans son choix en faveur du sieur Fox, qu'il destinait à la place de chef de la trésorerie, et à tous les emplois dont

le duc de Newcastle était revêtu ; mais cette élévation du sieur Fox ne pouvait avoir lieu qu'en déplaçant le duc de Newcastle, et cela était d'autant plus difficile, que ce seigneur jouissait d'un grand crédit sur l'esprit du roi, qu'il était considéré dans le parlement par ses longs services, par sa vertu et par son bon naturel, qu'il était estimé de la nation à cause de ses immenses richesses, de toutes les places qu'il avait à donner, et enfin du nombre de membres du parlement que ses possessions lui donnaient le droit d'élire.

Le duc de Cumberland imagina que le meilleur moyen pour faire abandonner au duc de Newcastle ses grands emplois serait d'engager la nation dans une guerre avec la France, par où il mettrait le ministre dans la nécessité d'ajouter de nouvelles dettes à celles dont le gouvernement était déjà surchargé ; ce qui fournirait des griefs à l'opposition : ou bien il se flattait de profiter des mauvais succès possibles au commencement d'une guerre, pour en rejeter la faute sur le ministre, et le déterminer, à force d'inquiétudes et de persécutions, à renoncer de lui-même à ses emplois. Ce projet était vaste et compliqué. Pour le mettre en exécution, il fallait commencer par envenimer les querelles des deux nations, et les porter à rompre la paix. Cela fut facile; au seul nom de Français le peuple de Londres entre en fureur; les matières combustibles étaient rassemblées, elles s'embrasèrent bien vite; ce peuple fougueux obligea le roi George à faire quelques armements. Une démarche en entraîna insensiblement une autre; on en vint à des voies de fait; des violences donnèrent lieu à des représailles, et dès la fin de 1754 la guerre entre les deux nations parut inévitable. On remarqua cependant que le ministère de Versailles agit avec plus de mesure et de modération, et que les mauvais procédés venaient tous de la part des Anglais [1].

[1] Cet aveu est précieux à recueillir.

Les deux rois, se voyant menacés de la guerre, tâchèrent chacun de leur côté de fortifier leur parti, en resserrant les anciennes alliances, ou en en formant de nouvelles. Le roi fut alors recherché par les Français et par les Anglais. Son alliance avec la cour de Versailles n'était point expirée ; toutefois les possessions des Français aux Indes étaient exceptées des garanties de la Prusse ; et dans ces conjonctures il paraissait que le partage des Prussiens serait de demeurer neutres pendant ces troubles, et d'en être les simples spectateurs. Ce n'était pas ce que l'on pensait à Versailles ; la cour paraissait croire que le roi de Prusse était à l'égard de la France ce qu'est un despote de Valachie à l'égard de la Porte, c'est-à-dire, un prince subordonné, et obligé de faire la guerre dès qu'on lui en envoie l'ordre. Elle se persuadait de plus qu'en portant la guerre dans l'électorat de Hanovre, elle ferait mollir le roi de la Grande-Bretagne, et terminerait ainsi au centre de l'Empire les différends qui subsistaient aux Indes entre elle et les Anglais. M. Rouillé, alors ministre des affaires étrangères, dit un jour à M. de Knyphausen, dans l'intention d'engager le roi à contribuer à cette diversion : « Ecrivez, Monsieur, au roi de Prusse, qu'il nous » assiste dans l'expédition de Hanovre ; il y a là de quoi » piller ; le trésor du roi d'Angleterre est bien fourni, le » roi n'a qu'à le prendre ; c'est, Monsieur, une bonne cap- » ture. » Le roi lui fit répondre que de pareilles propositions étaient convenables pour négocier avec d'autres, et qu'il espérait qu'à l'avenir M. Rouillé voudrait bien apprendre à distinguer les personnes avec lesquelles il avait à traiter. Ces négociations devinrent plus vives sur la fin de 1755.

Le roi George, informé du dessein des Français, alarmé de l'orage qui menaçait son électorat, se persuada que la manière la plus sûre de le conjurer était de conclure une alliance défensive avec la Prusse ; il savait que les liens

qui unissaient le roi de Prusse au roi de France étaient sur le point de finir, parce que le terme du traité de Versailles expirait au mois de mars de l'année 1756, et il chargea milord Holderness, son secrétaire d'État, d'entamer la négociation avec la cour de Berlin. Milord Holderness, incertain des dispositions du roi de Prusse sur cette alliance, pour ne point exposer son maître à un refus direct, en hasarda les premières propositions par le duc de Brunswick. Ces ouvertures se firent sous le prétexte d'assurer le repos de l'Allemagne contre le danger dont la menaçait une guerre prochaine. On demandait au roi d'entrer dans des mesures qui pussent assurer et affermir la tranquillité publique. Cette proposition tirait à grande conséquence : dans la situation où se trouvait alors la Prusse, le parti qu'elle allait prendre influait sur la paix et sur la guerre. Si l'on renouvelait le traité avec la France, il fallait attaquer l'électorat de Hanovre, ce qui était s'attirer sur les bras les forces des Anglais, des Autrichiens et des Russes. Si l'on concluait une alliance avec l'Angleterre, il était probable que les Français ne porteraient point la guerre dans l'Empire, et que la Prusse se trouverait liée avec la Grande-Bretagne et avec la Russie; ce qui semblait obliger l'impératrice-reine à demeurer en paix, quelque envie qu'elle eût de reconquérir la Silésie, et quelques préparatifs qu'elle eût faits pour agir aussitôt que l'occasion le lui permettrait.

Avant que de se déterminer, le roi jugea néanmoins à propos de s'assurer de la façon de penser de la cour de Russie; mais comme il avait dans la personne du chancelier Bestuchew un ennemi déclaré, il ne fut pas possible de tirer des éclaircissements directs de Pétersbourg même, où toute intelligence entre les deux cours était rompue; il eut donc recours au sieur de Klinggræff, son ministre à la cour impériale, et à milord Holderness lui-même, pour savoir dans quels termes la Russie était avec l'Angle-

terre, et surtout si c'était la cour de Vienne ou celle de Londres qui avait plus d'influence à Pétersbourg. Le sieur de Klinggræff répondit que, les Russes étant une nation mercenaire et intéressée, il n'y avait aucun doute qu'ils ne fussent plus attachés à ceux qui pouvaient les acheter qu'à ceux qui n'avaient rien à leur donner; que l'impératrice-reine manquait souvent de ressources pour ses propres dépenses; qu'ainsi les Russes s'en tiendraient aux Anglais, que des richesses immenses mettaient en état de leur payer de gros subsides.

La réponse de milord Holderness portait que, l'intelligence entre l'Angleterre et la Russie étant parfaite, le roi George comptait fermement sur l'amitié de l'impératrice Élisabeth. Les informations que le roi tirait de son ministre à la Haye se trouvèrent cadrer si bien avec ce qu'on lui avait écrit de Vienne et de Londres, qu'il crut que tant de personnes ne pouvaient se tromper toutes sur le même sujet, et que, leurs conjectures étant les mêmes, elles devaient être justes. Ce fut ce qui le détermina; il entra en négociation avec l'Angleterre, et fit répondre à milord Holderness qu'il n'était pas éloigné de prendre avec le roi de la Grande-Bretagne des mesures innocentes, défensives, et uniquement relatives à la neutralité de l'Allemagne. Ces deux puissances se trouvant d'accord sur les principes de leurs liaisons, elles parvinrent bientôt à la conclusion du traité, qui fut signé à Londres le 16 janvier 1756.

Ce traité contenait quatre articles, dont les trois premiers étaient relatifs aux garanties réciproques que ces deux puissances se donnaient pour la sûreté de leurs propres États; le dernier regardait directement l'Allemagne, et portait des engagements pour empêcher que des troupes étrangères n'y entrassent. Il y avait deux articles secrets; on convenait par l'un que les Pays-Bas autrichiens seraient exceptés de la garantie de l'Allemagne, et par l'autre l'Angleterre s'engageait à payer 20,000 livres sterling aux né-

gociants prussiens qui avaient à prétendre un dédommagement des prises non restituées que les Anglais avaient faites sur eux pendant la dernière guerre.

Ce traité arriva signé à Berlin environ un mois après que le duc de Nivernois s'y fut rendu. Louis XV envoyait ce seigneur au roi, pour renouveler l'alliance de Versailles dont le terme allait finir, et plus encore pour faire entrer la Prusse dans le projet que la France méditait contre l'électorat de Hanovre. L'argument le plus fort qu'employa le duc de Nivernois pour engager le roi dans cette alliance et dans cette guerre, fut de lui offrir la souveraineté de l'île de Tabago. Il faut savoir qu'après la guerre de 1740 les Français avaient donné cette île au comte de Saxe ; et comme les Anglais en parurent très-mécontents, il fut stipulé qu'elle demeurerait déserte et ne pourrait être cultivée par aucune nation. Cette offre était trop singulière pour être reçue.

Le roi tourna la chose en plaisanterie et pria le duc de Nivernois de jeter les yeux sur quelqu'un qui fût plus propre que lui à devenir gouverneur de l'île de Barataria ; il déclina de même le renouvellement d'alliance et la guerre dont il avait été question, et pour agir avec la plus grande candeur vis-à-vis de la France, pour la convaincre de l'innocence des nouveaux engagements qu'il avait pris avec l'Angleterre, il ne fit point difficulté de montrer en original au duc de Nivernois le traité qui venait d'être signé à Londres.

La nouvelle de cette alliance causa une vive sensation à Versailles dans l'esprit de Louis XV et de son conseil ; peu s'en fallut qu'ils ne dissent que le roi de Prusse s'était révolté contre la France. Examiné par un esprit impartial, le fait était différent. L'alliance de la Prusse avec la France allait expirer dans deux mois ; le roi, en qualité de souverain, était autorisé à contracter des liaisons avec des peuples qui pouvaient assurer à ses États leur plus grand

avantage. Il ne manquait donc ni à sa parole ni à son honneur en s'unissant avec le roi d'Angleterre, surtout dans la vue de maintenir en paix par ces nouveaux arrangements et ses États et toute l'Allemagne. Mais les Français n'entendirent pas raison ; il ne s'agissait à Versailles que de la défection du roi de Prusse, qui abandonnait perfidement ses anciens alliés ; et la cour se répandit en reproches qui firent juger qu'elle ne bornerait pas son ressentiment à de simples paroles.

Nous avons vu dans le chapitre précédent par combien de ruses et de souplesse la cour de Vienne tâchait de se rapprocher de celle de Versailles, et avec quelle application le comte Kaunitz avait profité de son séjour à Paris pour familiariser l'esprit de la nation française avec l'idée de l'alliance autrichienne. Un moment d'humeur de Louis XV et la mode qui s'introduisait dans le conseil de Versailles de déclamer contre le roi de Prusse firent tout d'un coup germer cette semence. La vivacité extrême de la nation française lui fit envisager une alliance avec la maison d'Autriche comme un raffinement supérieur de politique. Sur cela le comte de Starenberg fut chargé par l'impératrice-reine de proposer l'alliance entre les deux cours. On fut bientôt d'accord, parce qu'on voulait la même chose des deux côtés ; elle fut signée au nom du Roi Très-Chrétien par M. Rouillé et l'abbé de Bernis, le 9 de mai 1756. Ce fameux traité de Versailles, annoncé avec tant d'ostentation, nommé l'union des grandes puissances, était de sa nature défensif, et contenait en substance la promesse d'un secours de 24,000 hommes, au cas qu'une des puissances contractantes fût attaquée. Ce fut cependant cette alliance qui encouragea l'impératrice-reine à l'exécution du grand projet qu'elle méditait depuis longtemps[1].

[1] Sur les préliminaires du traité de Versailles et sur la part réelle qu'y prit l'abbé de Bernis, voyez les *Mémoires de Duclos*, t. II, p. 270 et suiv.

L'union que les maisons d'Autriche et de Bourbon venaient de former commençait à faire soupçonner que le traité de Londres pourrait ne pas maintenir la tranquillité de l'Allemagne. La paix ne tenait plus qu'à un cheveu; il ne s'agissait que d'un prétexte, et quand il ne faut que cela, la guerre est comme déclarée; bientôt elle parut inévitable, car on apprit que tous les politiques s'étaient trompés sur le compte de la Russie. Cette puissance, chez laquelle les intrigues des ministres autrichiens prévalurent, rompit avec l'Angleterre à cause de l'alliance que le roi de la Grande-Bretagne avait conclue avec le roi de Prusse. M. de Bestuchew s'était trouvé un moment indécis entre sa passion pour les guinées et la haine qu'il avait pour le roi; mais la haine l'emporta.

L'impératrice Élisabeth, ennemie de la nation française[1] depuis la dernière ambassade de M. de la Chétardie, aima mieux se liguer avec elle que de conserver une ombre d'union avec une puissance qui avait la Prusse pour alliée. La cour de Vienne, agissant dans toutes les cours de l'Europe, profitait des passions des souverains et de leurs ministres pour les attirer à soi, et les gouverner selon les fins qu'elle se proposait.

Durant ces revirements de systèmes si subits et si inattendus, les vaisseaux anglais ne gardaient plus de mesures avec les Français; leurs vexations et les attentats qu'ils commettaient poussèrent le roi de France presque malgré lui à leur déclarer la guerre; les Français annoncèrent avec ostentation qu'ils se préparaient à faire de leur côté une descente en Angleterre; ils répandirent des troupes le long des côtes de la Bretagne et de la Normandie; ils firent construire des bateaux plats pour transporter ces troupes, et assemblèrent quelques vaisseaux à Brest. Ces démonstrations épouvantèrent les Anglais; il y eut des moments

[1] La czarine n'était pas ennemie de la nation française, loin de là. Voy. *Correspondance secrète de Louis XV*, t. Ier, p. 81.

où cette nation, qui passe pour si sage, se crut perdue. Le roi George, afin de la rassurer, eut recours à des troupes hanovriennes et hessoises, qu'il fit passer dans le royaume. On prit ainsi le change à Londres; les Français y trouvèrent leur compte, et tandis qu'ils faisaient cet appareil pour un débarquement vis-à-vis des côtes de la Grande-Bretagne, ils firent une descente dans l'île de Minorque.

Le duc de Richelieu, chargé de cette expédition, mit le siége devant Port-Mahon. Les Anglais ne s'aperçurent du dessein des Français que lorsqu'ils l'eurent exécuté; ils envoyèrent néanmoins une flotte dans la Méditerranée au secours de la place assiégée; leur amiral Byng fut battu par l'escadre française. Le gouvernement anglais, pour se disculper aux yeux d'une populace furieuse du malheur qui venait d'arriver, fut obligé de lui sacrifier une victime, et fit arquebuser l'amiral Byng, dont bien des personnes sensées prétendaient prouver l'innocence. Le duc de Richelieu essaya en vain de faire brèche à Port-Mahon, dont les ouvrages sont taillés dans le roc; impatient de ce que le siége tirait en longueur, il fit donner un assaut général à la place; les Français l'escaladèrent et la prirent.

Pendant que la fortune favorisait les Français dans le sud de l'Europe, les affaires du Nord devenaient de jour en jour plus critiques; les Russes formaient en Livonie des camps plus forts et plus considérables que tous ceux qu'ils y avaient eus les années précédentes. La cour de Russie était induite à ces démarches par celle de Vienne, qui réclamait le traité de Pétersbourg de l'année 1746, comme si la guerre était déclarée, et comme si le cas de l'assistance avait lieu. Une armée de 50,000 Moscovites sur la frontière de la Prusse devenait un objet important; quelle que fût la cause de cet armement, l'effet en paraissait redoutable. [Il arriva dans ce temps de crise que le roi perdit, par malheur, la seule boussole qui l'avait orienté jusqu'alors dans les ténèbres de la politique qui l'environ-

naient. Un nommé Weingarten, secrétaire de La Puebla, ministre autrichien à Berlin, s'était laissé employer par le roi à lui fournir la correspondance la plus secrète que son maître entretenait avec la cour de Vienne et avec celle de Pétersbourg. Ces dépêches avaient répandu des lumières sur les vues de ces puissances en développant leurs desseins. Cet homme, dont les services devenaient plus importants que jamais, fut soupçonné par son maître; Weingarten fut assez heureux pour s'en apercevoir : il s'échappa et réclama la protection du roi. On le déroba avec peine aux recherches et aux perquisitions du ministre autrichien et on l'envoya à Colberg, où il changea de nom (il se nomma depuis de Weiss). Quoique cette source de nouvelles fût tarie, il restait encore un canal duquel le roi tirait[1]] des avis certains sur les projets de ses ennemis, qui étaient près d'éclater; c'était un commis de la chancellerie secrète de Dresde, qui remettait toutes les semaines au ministre prussien les dépêches que sa cour recevait de Pétersbourg et de Vienne; ainsi que la copie de tous les traités qu'il avait trouvés dans les archives. Il parut par ces écrits que la cour de Russie s'excusait de ne pouvoir entreprendre la guerre cette année, à cause que sa flotte n'était pas en état d'entrer en mer; mais elle promettait en revanche de plus grands efforts pour l'année prochaine. Sur ces éclaircissements, le roi prit le parti d'envoyer, en guise de réserve, un corps en Poméranie, composé de 10 bataillons et de 20 escadrons. Ces troupes se cantonnèrent aux environs de Stolpe, où elles ne pouvaient donner aucune jalousie à la Russie, et où néanmoins elles étaient à portée de renforcer le maréchal de Lehwald, dès qu'il serait dans le cas d'appréhender quelque entreprise de la part des ennemis.

Bientôt la cour de Vienne rassembla plus de troupes en Bohême qu'à son ordinaire : elle en forma deux armées; l'une, sous les ordres du prince Piccolomini, campa près

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans l'édition officielle.

de Kœnigsgrætz; la principale, commandée par le maréchal Braun, s'établit près de Prague. Ce n'était pas assez; la cour amassa en Bohème des magasins de guerre; elle fit rassembler des chevaux pour le transport des vivres et pour la nombreuse artillerie qu'elle voulait employer dans son armée; en un mot, elle faisait de ces préparatifs qui d'ordinaire n'ont lieu que lorsqu'une puissance se propose d'en attaquer une autre. Les dépêches de Dresde qui venaient au roi étaient remplies des projets que formait la cour de Vienne d'attaquer les États du roi, et apprenaient que, faute d'un meilleur prétexte, l'impératrice-reine s'en tiendrait à celui que fournissait le différend que le roi avait eu avec le duc de Mecklenbourg. Ce différend était une bagatelle, et l'affaire était accommodée et assoupie; il s'était agi du droit de faire des recrues. Le duc s'était avisé de trouver mauvais qu'on l'exerçât; après qu'on lui eut prouvé la justice de la chose, comme il ne voulait pas se rendre, le roi se fit justice à lui-même. Quoiqu'il ne fût plus question de cette misère, l'impératrice voulut la rappeler; elle prétendait faire envisager les procédés du roi comme contraires aux lois de l'Empire et comme une violation de la paix de Westphalie; ce qui devait l'engager à prendre fait et cause pour le duc de Mecklenbourg, et à réclamer l'assistance de tous les garants de cette paix de Westphalie.

La connaissance qui vint au roi de ce dessein, jointe aux mouvements de trois armées sur ses frontières, qui menaçaient d'un jour à l'autre d'une rupture ouverte, donna lieu à l'explication que demanda le roi à la cour de Vienne sur la cause de ce grand armement; on pria cette cour de faire une réponse catégorique, pour qu'on sût si elle avait intention de maintenir la paix avec le roi, ou de la rompre. La réponse du comte Kaunitz se trouva conçue en termes équivoques et ambigus; mais il s'expliqua plus ouvertement avec le comte de Flemming, ministre du roi de

27.

Pologne à Vienne, lequel rendit compte de cet entretien dans une relation à sa cour. La copie de cette dépêche fut envoyée incontinent de Dresde à Berlin; le comte Flemming y dit : « Le comte Kaunitz se propose d'inquiéter le » roi par ses réponses et de le pousser à commettre les » premières hostilités. » Il est vrai que le style en était si arrogant et si fier, qu'il en résultait assez clairement que l'impératrice-reine voulait la guerre, et même qu'elle voulait que le roi passât pour l'agresseur. Il était néanmoins probable que cette année s'écoulerait encore sans que les ennemis de la Prusse en vinssent aux dernières extrémités, parce que la cour de Pétersbourg voulait différer la guerre jusqu'à l'année suivante, et qu'il était apparent que l'impératrice-reine attendrait que tous ses alliés fussent prêts pour attaquer le roi à forces réunies. Ces considérations donnèrent lieu d'examiner ce problème : s'il était plus avantageux de prévenir ses ennemis en les attaquant incontinent, ou s'il valait mieux attendre qu'ils eussent achevé leurs grands préparatifs, en remettant à leur discrétion les entreprises qu'ils trouveraient bon de former.

Quelque parti que l'on prît dans ces conjonctures, la guerre était également sûre et inévitable; il fallait donc calculer s'il y aurait plus d'avantage à la différer de quelques mois, ou à la commencer incessamment. Vous verrez par la suite de cette histoire [1] que le roi de Pologne était un des plus zélés partisans de l'union que l'impératrice-reine avait formée contre la Prusse. L'armée saxonne était faible; on savait qu'elle montait à peu près à 18,000 hommes; mais on savait aussi que pendant l'hiver même cette armée devait être augmentée, et qu'on voulait la porter au nombre de 40,000 combattants. En différant la guerre, le

[1] Au lieu de « *par la suite de cette histoire* », l'édition officielle porte « *par les pièces justificatives annexées à la suite de ce chapitre* ». En effet, elle donne à la suite du chapitre III le texte de plusieurs lettres, mémoires ou traités qui justifient pleinement l'assertion de Frédéric II ; nous croyons superflu de les reproduire.

roi donnait donc le temps à ce voisin malintentionné de se rendre plus formidable; sans compter que, la Russie ne pouvant pas entrer en action cette année, et la Saxe n'ayant pas achevé de perfectionner ses arrangements, ces conjonctures paraissaient favorables pour gagner sur les ennemis, en les prévenant dès la première campagne, des avantages qu'on perdrait par une délicatesse déplacée, si l'on renvoyait les opérations à l'année suivante. De plus, par cette inaction, on facilitait aux ennemis le moyen de fondre à forces réunies sur les États du roi, qui auraient servi de théâtre aux combats dès l'ouverture de la première campagne: au lieu qu'en portant la guerre chez les voisins dont les mauvais desseins étaient mis en évidence, on l'établissait chez eux, et l'on ménageait par là les provinces de la domination prussienne. Quant à ce nom si terrible d'agresseur, c'était un vain épouvantail, qui ne pouvait en imposer qu'à des esprits timides : il n'y fallait faire aucune attention dans une conjoncture importante, où il s'agissait du salut de la patrie; puisque le véritable agresseur est sans doute celui qui oblige l'autre à s'armer, et à le prévenir par l'entreprise d'une guerre moins difficile, pour en éviter une plus dangereuse, parce que de deux maux il faut choisir le moindre. Après tout, que les ennemis du roi l'accusassent d'être agresseur, ou qu'ils ne le fissent point, cela revenait au même, et ne changeait rien au fond de l'affaire, la conjuration des puissances de l'Europe contre la Prusse étant toute formée[1].

L'impératrice-reine, celle de Russie et le roi de Pologne, étaient d'accord et sur le point d'entrer en action, de sorte que le roi n'en aurait eu ni un ami de moins ni un ennemi de plus. Enfin il s'agissait du salut de l'État et du maintien de la maison de Brandebourg; n'aurait-ce pas été, dans un cas aussi grave, aussi important, commettre en politique une faute impardonnable, que de s'arrêter à de vaines for-

[1] *Voy.* Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 304 et suiv.

malités, dont on ne doit pas s'écarter dans le cours ordinaire des choses, mais auxquelles il ne faut pas se soumettre dans des cas extraordinaires comme celui-ci, où l'irrésolution et la lenteur auraient tout perdu, et où l'on ne pouvait se sauver qu'en prenant une résolution vigoureuse et prompte, et en l'exécutant avec activité?

Les différentes raisons que nous venons d'alléguer déterminèrent le roi à prévenir ses ennemis ; il fit signifier à la cour de Vienne qu'il prenait sa réponse pour une déclaration de guerre, et qu'il se préparait à la lui faire; il travailla ensuite aux dispositions nécessaires pour mettre les troupes en mouvement. Pour cette année la Prusse n'avait rien à craindre de la part de la Russie par les raisons que nous avons rapportées plus haut, de sorte que le maréchal Lehwald se contenta de rassembler aux environs de Kœnigsberg les troupes qu'il avait sous ses ordres, afin de les avoir à portée, et de pouvoir les mettre en campagne, si les circonstances l'exigeaient.

Le roi se proposa d'attaquer les Autrichiens avec deux armées. Le maréchal Schwérin[1], qui reçut le commandement de celle de Silésie, devait pénétrer dans le cercle de Kœnigsgrætz; l'autre, opposée aux Saxons et aux Autrichiens en même temps, devant être naturellement la plus forte, fut formée des régiments de la Poméranie, de l'électorat, du duché de Magdebourg et des provinces de la Westphalie. Le roi voulut la commander en personne; son dessein était d'entrer en Saxe sur plusieurs colonnes en même temps, ou pour désarmer les troupes, si on les trouvait répandues dans leurs quartiers; ou pour les combattre, si on les trouvait rassemblées en corps, afin de ne point garder un ennemi à dos en avançant en Bohème, et

[1] Christophe, comte de Schwerin, né le 26 octobre 1684 dans la Poméranie suédoise, servit en Hollande, puis dans le duché de Mecklembourg, et enfin en Prusse. Frédéric II, en montant sur le trône, le trouva commandant général d'infanterie; il le nomma aussitôt feld-maréchal et comte. Il fut tué d'un coup de feu le 6 mai 1757.

s'exposer à une perfidie semblable à celle des Saxons en l'année 1744. Le roi se trouvait autorisé à cette démarche par l'expérience du passé, par les engagements que les Saxons avaient avec la maison d'Autriche, enfin par leurs mauvaises intentions, qui se manifestaient dans les dépêches de tous leurs ministres, que le roi avait en main; ainsi des raisons tirées du droit de la politique et de la guerre appuyaient et justifiaient sa conduite. Il fut en même temps résolu de gagner, dans cette première campagne, le plus de terrain qu'on pourrait, pour mieux couvrir les États du roi, en éloigner la guerre autant qu'il serait possible, et la porter en Bohème, pour peu que cela parût faisable. Telles furent les dispositions générales qu'opposa le roi à la ligue des plus grandes puissances de l'Europe, qui allaient l'assaillir; bientôt les troupes prussiennes se mirent en marche, et commencèrent leurs opérations en Saxe et en Bohème, comme nous en rendrons compte dans le chapitre suivant.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Marche en Saxe; fameux camp de Pirna; entrée en Bohème; bataille de Lowositz; campagne du maréchal Schwérin; secours de Schandau battu; prise des Saxons; quartiers d'hiver; cordon.

En commençant cette guerre, il fallait préalablement ôter aux Saxons les moyens de s'en mêler et de nuire aux Prussiens. Pour porter la guerre en Bohème, on avait l'électorat de Saxe à traverser; si l'on ne s'en rendait pas maître, on laissait un ennemi derrière soi, qui, en ôtant la libre navigation de l'Elbe aux Prussiens, les obligeait à quitter la Bohème aussitôt que le roi de Pologne le voudrait. Les Saxons en avaient usé ainsi dans la guerre de 1744, où, en interdisant cette navigation aux troupes du roi, ils rendirent son expédition infructueuse. On ne se fou-

dait pas sur des conjectures vagues pour leur supposer le même dessein. On avait en main les preuves de leur mauvaise volonté; ainsi ç'aurait été commettre une faute irrémissible en politique que de ménager par faiblesse un prince allié de l'Autriche, qui n'attendait à se déclarer ouvertement pour elle que le moment où il pourrait le faire impunément; de plus, comme le roi prévoyait que la plus grande partie de l'Europe se préparait à l'attaquer, il ne pouvait couvrir la Marche électorale de Brandebourg qu'en occupant la Saxe, où il valait mieux établir le théâtre de la guerre qu'aux environs de Berlin. Il fut donc résolu de porter la guerre en Saxe, de s'assurer de l'Elbe, et de tâcher, pour peu que l'occasion s'en présentât favorable, de désarmer les troupes saxonnes.

(Août.) Au mouvement que quelques régiments firent pour se rendre de la Poméranie dans l'électorat, les troupes saxonnes prirent une position entre l'Elbe et la Mulde; elles entrèrent peu après dans leurs quartiers ordinaires, et bientôt elles se rassemblèrent de nouveau en cantonnant. Toutes ces marches et contremarches ne donnèrent point le change; le roi savait positivement que le dessein de la cour était d'assembler l'armée au camp de Pirna, où les Saxons, occupant une position inattaquable, croyaient pouvoir attendre en sûreté les secours que les Autrichiens leur avaient fait espérer, et cependant ils se flattaient d'amuser les Prussiens par de frivoles négociations; de sorte que, sans faire attention aux différentes marches de ces troupes, on s'en tint au projet de se porter incessamment avec l'armée au débouché de la Bohème.

Le roi divisa son armée en trois corps. La marche de ces trois colonnes se dirigea sur Pirna, qui fut le centre de leur réunion commune. La première partit de Magdebourg aux ordres du prince de Brunswic[1]; elle prit le

[1] Ferdinand, duc de Brunswick, né en 1721, mort le 3 juillet 1792.

chemin de Leipsic et passa par Borna, Chemnitz, Freyberg et Dippoldiswalda, pour se rendre à Cotta. La seconde colonne, où se trouvait le roi, marcha sur Pretzsch, tandis que le prince Maurice de Dessau se rendit maître de Wittenberg; après quoi ce détachement, réuni au reste du corps, passa l'Elbe à Torgau, d'où le roi se porta par Strehlen et Lommatzsch à Wilsdruf. Ce fut là qu'on apprit avec certitude que toutes les troupes saxonnes s'étaient rendues à Pirna, que le roi y était en personne, qu'il n'y avait point de garnison à Dresde, mais que la reine y était demeurée [1]. Le roi fit complimenter la reine de Pologne, et les troupes prussiennes entrèrent dans cette capitale, en observant une si exacte discipline; que personne n'eut à s'en plaindre. L'armée campa près de Dresde, d'où elle s'avança le lendemain vers Pirna, et se posta entre l'Elbe, Sédelitz et Zehista. La troisième colonne, sous le commandement du prince de Bévern [2], traversa la Lusace, où ayant été jointe à Elsterwerda par 25 escadrons de cuirassiers et de housards venant de la Silésie, elle se porta sur Bautzen, sur Stolpen, et enfin sur Lohmen. Le prince Ferdinand arriva en même temps à Cotta, de sorte que, par la jonction de ces trois colonnes aux environs de Pirna, les troupes saxonnes se trouvèrent entièrement bloquées. Cependant le voisinage de tant d'armées ne donna lieu à aucun incident; on ne commit aucune hostilité.

Les Saxons souffrirent avec beaucoup de civilité qu'on les affamât, et chacun de son côté tâcha d'assurer son établissement le mieux qu'il put. Le roi de Pologne, dans l'intention de gagner du temps, entama une négociation; il était plus aisé pour les Saxons d'écrire que de se battre;

[1] Marie-Josèphe d'Autriche, fille aînée de l'empereur Joseph Ier, mariée à Frédéric-Auguste, roi de Pologne, le 20 août 1719; elle mourut à Dresde à la fin de 1757.

[2] Auguste-Guillaume de Brunswick-Bévern, fils d'Ernest-Ferdinand, duc de Bévern, et d'Éléonore-Charlotte de Courlande, né le 10 octobre 1715; mort le 2 août 1781.

ils firent à plusieurs reprises des propositions qui, n'ayant rien de solide, furent rejetées; leur but était d'obtenir une parfaite neutralité, et le roi ne pouvait y donner les mains, parce que les engagements du roi de Pologne avec la cour de Vienne et la Russie lui étaient trop bien connus. Les Saxons cependant faisaient retentir toute l'Europe de leurs cris; ils répandaient les bruits les plus injurieux aux Prussiens sur leur invasion dans cet électorat : il était nécessaire de désabuser le public de toutes ces calomnies, qui, n'étant point réfutées, s'accréditaient et remplissaient l'Europe de préjugés contre la conduite du roi. Depuis longtemps il possédait la copie des traités du roi de Pologne et des relations de ses ministres aux cours étrangères. Quoique ces pièces justifiassent pleinement les entreprises de la Prusse, on ne pouvait en tirer parti. Si on les eût publiées, les Saxons les auraient taxées de pièces supposées et forgées à plaisir pour autoriser une conduite audacieuse, qu'on ne pouvait soutenir que par des mensonges. C'est ce qui obligea d'avoir recours aux pièces originales, qui se trouvaient encore dans les archives de Dresde. Le roi donna des ordres pour qu'on s'en saisit; elles étaient toutes emballées et prêtes à être envoyées en Pologne. La reine, qui en fut informée, voulut s'y opposer; on eut bien de la peine à lui faire comprendre qu'elle ferait mieux de céder par complaisance pour le roi de Prusse, et de ne point se roidir contre une entreprise qui, quoique moins mesurée qu'on n'aurait souhaité, était cependant la suite d'une nécessité absolue [1]. Le pre-

[1] Voici ce qu'on lit à ce propos dans les *Mémoires du duc de Luynes*, à la date du 18 septembre 1756 : « Les troupes prussiennes sont entrées dans Dresde, et le roi de Prusse a ordonné que l'on donnât une garde à la reine de Pologne. Le roi de Pologne n'étant qu'à deux ou trois lieues de Dresde, la reine a voulu envoyer un page, sans lettre, seulement pour savoir de ses nouvelles, le roi de Prusse l'a fait arrêter. Le prince de Brunswick, son général, a voulu se faire ouvrir les archives de Dresde et y entrer; la reine, voyant que ses représentations étaient

mier usage qu'on fit de ces archives fut d'en donner l'extrait connu au public sous le titre de *Mémoire raisonné sur les desseins dangereux des cours de Vienne et de Dresde, avec les pièces justificatives.*

Pendant que cette scène se passait au château de Dresde, les troupes prussiennes et saxonnes demeuraient dans l'inaction, le roi de Pologne s'amusant de l'espérance des secours autrichiens qui devaient lui venir, et le roi de Prusse ne pouvant rien entreprendre contre un terrain vis-à-vis duquel le nombre et la valeur devenaient inutiles. Il ne sera pas hors de propos, pour l'intelligence des événements que nous aurons à rapporter dans la suite, que nous entrions dans un détail circonstancié sur le fameux camp de Pirna, et sur la position que les troupes saxonnes y occupaient. La nature s'était complu, dans ce terrain bizarre, à former une espèce de forteresse, à laquelle l'art n'avait que peu ou rien à ajouter. A l'orient de cette position coule l'Elbe entre des rochers, qui, en rétrécissant son cours, la rendent plus rapide; la droite des Saxons s'appuyait à la petite forteresse de Sonnenstein près de l'Elbe; dans un bas-fond, au pied de ces rochers, est située la ville de Pirna dont le camp tire son nom; le front, qui fait face au nord, s'étend jusqu'au Kohlberg; celui-ci fait comme le bastion de cette courtine, devant laquelle règne un ravin de 60 à 80 pieds de profondeur, qui de là, tournant vers la gauche, entoure tout le camp, et va aboutir au pied du Kœnigstein.

Du Kohlberg, qui forme une espèce d'angle, une chaîne de rochers dont les Saxons occupaient la crête, ayant l'aspect tourné vers l'occident, va, laissant Rottendorf devant

inutiles, a été elle-même aux archives. Le prince de Brunswick n'a pas voulu user de violence et a consenti pour le moment qu'on apposât un scellé à la porte des archives avec les armes de Saxe et celles de Prusse. Il a en même temps envoyé un courrier au roi de Prusse pour lui rendre compte de ce qu'il avait fait, et le roi de Prusse lui a mandé d'entrer dans les archives. » T. XV, p. 229.

soi, et se rétrécissant vers Struppen et Léopoldsheim, se terminer aux bords de l'Elbe à Kœnigstein. Les Saxons, trop faibles pour remplir le contour de ce camp, qui présentait de tous côtés des rochers inabordables, se bornèrent à bien garnir les passages difficiles, et cependant les seuls par lesquels on pût venir à eux, ils y pratiquèrent des abatis, des redoutes et des palissades; à quoi il leur était facile de réussir, vu les immenses forêts de pins dont les cimes de ces monts sont chargées. Ce camp, un des plus forts de l'Europe, ayant été examiné et reconnu en détails, fut jugé à l'abri des surprises et des attaques, et comme le temps et la disette pouvaient seuls vaincre tant d'obstacles, on résolut de le bloquer étroitement, pour empêcher que les troupes saxonnes ne tirassent des vivres des environs, et d'en user en tout comme dans un siége en forme.

Dans cette vue, le roi destina une partie de son monde à faire la circonvallation de ce camp, et l'autre fut employée à former l'armée d'observation. Cette disposition, la meilleure qu'on pût imaginer dans ces conjonctures, était d'autant plus sage, que les Saxons, s'étant réfugiés en hâte sur ces rochers, n'avaient pas eu le temps d'amasser beaucoup de subsistances, et que ce qu'ils en avaient ne pouvait les mener tout au plus qu'à deux mois. Bientôt les troupes du roi occupèrent tous les passages par lesquels les secours et les vivres auraient pu arriver aux Saxons. Le prince de Bévern avec sa division prit les postes de Lohmen, Wehlen, Ober-Rathen et Schandau tout le long de l'Elbe; sa droite communiquait à la division du roi par le pont qui fut construit proche de la briqueterie; 10 bataillons et 10 escadrons, qui campaient auprès du roi, occupaient l'emplacement depuis l'Elbe et le village de Sédelitz jusqu'à Zehista, où commençait la division du prince Maurice, qui s'étendait au delà de Cotta par des détachements qu'il avait poussés à Léopoldsheim, Markers-

bach, Hennersdorf et Nœllendorf; en tout 38 bataillons et 30 escadrons servaient à former cette circonvallation dont nous venons de parler.

D'autre part le maréchal Keith eut le commandement de l'armée d'observation; elle consistait en 29 bataillons et en 70 escadrons. Le prince Ferdinand de Brunswic entra le premier en Bohême avec l'avant-garde; ayant passé Péterswalde, il rencontra à Nœllendorf M. de Wied, général autrichien, avec 10 bataillons de grenadiers et de la cavalerie à proportion; il le délogea du village; l'Autrichien prit la fuite, et le prince poursuivit sa marche. Le maréchal Keith approcha immédiatement après d'Aussig, et se campa à Johnsdorf, d'où il détacha M. de Mannstein[1], qui s'empara du château de Teschen, pour assurer la navigation de l'Elbe. (Septembre.) Les choses en restèrent là en Saxe et dans cette partie de la Bohême jusqu'à la fin du mois. D'un autre côté, M. de Piccolomini campait avantageusement près de Kœnigsgrætz sur les hauteurs situées entre le confluent de l'Adler et de l'Elbe. Son camp, de figure angulaire, n'était abordable d'aucun côté. Le maréchal de Schwérin venait de déboucher avec son armée par le comté de Glatz, d'où il s'avança d'abord à Nachod, puis sur les bords de la Métau et enfin sur Augezd, où il défit M. de Buccow, qui, venant au-devant de lui avec un corps de cavalerie, se fit bien battre et perdit 200 hommes.

Le maréchal de Schwérin ne pouvait rien entreprendre sur M. de Piccolomini dans le poste où se tenaient les Autrichiens; il n'y avait aucun grand projet à former, ni pour

[1] Christophe-Germain de Manstein, né en 1711 à Saint-Pétersbourg, commença d'abord par servir en Prusse, puis en Russie, où il devint bientôt colonel. Disgracié au commencement du règne d'Élisabeth, il rentra bientôt en grâce; mais, soupçonné de nouveau, il fut emprisonné. Quand il eut recouvré sa liberté, il entra au service de la Prusse. Frédéric II le nomma son aide de camp général. Il périt quelques jours après la bataille de Kolin.

des siéges, ni pour des batailles; et comme la saison était d'ailleurs assez avancée, il se contenta de consommer toutes les subsistances qu'il trouva en Bohême et fourragea jusque sous les canons de l'armée impériale, sans que M. de Piccolomini fît mine de s'en apercevoir. Un détachement de housards prussiens défit 400 dragons ennemis proche de Hohenmaut et en ramena la plus grande partie prisonniers. C'est à quoi se bornèrent les entreprises du maréchal de Schwérin, par la raison que M. de Piccolomini, se gardant bien de faire des mouvements, demeura scrupuleusement renfermé dans son camp, qui valait mieux qu'une infinité de places de guerre.

Les grands coups ne purent se porter cette année que par l'armée du roi. Cette armée avait les Saxons à prendre, et les secours qui pouvaient leur venir à éloigner. Les choses s'embrouillaient de jour en jour davantage de ce côté-là; quoiqu'on eût enfermé le camp de Pirna de manière à empêcher l'entrée des vivres et des secours, il avait été toutefois impossible d'occuper tous les sentiers qui traversent les forêts et les rochers des environs. Cela faisait que le roi de Pologne entretenait encore, quoique avec peine, une correspondance avec la cour de Vienne; et l'on apprit sur la fin de septembre que le maréchal Braun avait reçu des ordres de sa cour de dégager à tout prix les troupes saxonnes que les Prussiens bloquaient à Pirna.

Le maréchal Braun, qui s'était avancé avec son armée à Budin, avait trois moyens d'exécuter ce projet : l'un de marcher contre le maréchal Keith et de battre cette armée, ce qui n'était pas facile; le second, de prendre le chemin de Billin et de Tœplitz, et d'entrer en Saxe, soit par le Basberg, soit par Nœllendorf; mais ce mouvement l'obligeait à prêter le flanc au maréchal Keith, et exposait à être ruinés tous les magasins qu'il avait entre Budin et Prague. Le troisième moyen qui lui restait était d'en-

voyer un détachement à la rive droite de l'Elbe, qui, prenant par Bœhmisch-Leippa, Schlukenau et Rumbourg, se rendit à Schandau. Cette dernière expédition ne pouvait mener à rien de décisif, parce que les Prussiens, par le moyen de leur pont de Schandau, pouvaient envoyer des secours dans cette partie, et que le terrain du côté d'Oberrathen et Schandau, coupé, difficile et susceptible de chicanes, fournit des passages assez impraticables pour qu'un bataillon y puisse arrêter une armée entière.

Comme ce moment critique allait décider de toute la campagne, le roi jugea que sa personne serait nécessaire en Bohème, pour s'opposer aux entreprises que ses ennemis pouvaient former. Il arriva le 28 au camp de Johnsdorf; les troupes y étaient postées sur un terrain étroit, dominé par des éminences, le dos appuyé contre un escarpement de rocher si serré, qu'on aurait eu de la peine, dans le cas d'une action, à porter des secours d'une partie de ce camp à l'autre, sans s'exposer à de grands embarras. Cette position se trouvant telle qu'il fallait l'abandonner à l'approche de l'ennemi, elle fut quittée le lendemain. On était trop éloigné du maréchal Braun pour en avoir des nouvelles, et comme il était important d'observer ses mouvements de plus près, le roi se mit à la tête de l'avant-garde, composée de 8 bataillons et de 20 escadrons, et s'avança à Türmitz, où il apprit que le maréchal Braun passerait le lendemain l'Eger proche de Budin; c'était précisément le temps de l'approcher pour éclairer ses démarches, et de le combattre même, si l'occasion s'en présentait.

Dans la situation où se trouvaient les choses, les projets de ceux qui commandaient ces armées étaient si opposés, qu'il fallait nécessairement qu'ils en vinssent à une décision, soit que le maréchal Braun voulût se frayer le passage en Saxe l'épée à la main, soit qu'il n'agît que par des détachements. Le 30 septembre, l'armée du roi le suivit

sur deux colonnes; à peine l'avant-garde eut-elle gagné la croupe du Pascopol, qu'elle découvrit un camp dans la plaine de Lowositz; la droite s'en appuyait à Welhotta; Lowositz était devant son front; Sulowitz se trouvait devant sa gauche, dont l'extrémité se prolongeait derrière l'étang de Schischkowitz. L'avant-garde poursuivit sa marche; elle délogea de Welmina quelques centaines de pandours; ils occupaient un poste d'avertissement. Ce village est situé dans un bassin entouré de rochers, dont la plupart sont taillés en forme de pain de sucre; cependant cette hauteur et le bassin même dominent les plaines des environs. Le roi fit avancer en diligence son infanterie, pour occuper les vignes et les débouchés du côté de la plaine de Lowositz. Les troupes arrivèrent vers les dix heures, et passèrent la nuit au bivouac à peu de distance derrière l'avant-garde, qui était postée vis-à-vis de l'ennemi.

Le lendemain 1er d'octobre on fut reconnaître dès la pointe du jour ce camp qu'on avait découvert la veille; un brouillard épais étendu sur la plaine empêcha de distinguer les objets. On voyait comme à travers un crêpe la ville de Lowositz, et à côté, de la cavalerie en deux troupes, dont chacune paraissait être de cinq escadrons. Sur cela on déploya l'armée; une colonne d'infanterie se forma par la droite, l'autre par la gauche; la cavalerie se mit en seconde ligne; car le terrain, trop étendu pour la petite armée du roi, l'obligea d'employer 20 bataillons pour sa première ligne, de sorte qu'il ne lui en resta qu'une réserve de 4. Les autres se trouvaient ou à la garde des magasins, ou en détachements. Le champ de bataille sur lequel les troupes du roi se formèrent allait en s'élargissant par la gauche. Le penchant des montagnes vers Lowositz est couvert de vignes divisées en petits enclos de pierre à hauteur d'appui, qui distinguent les limites des propriétaires; M. de Braun avait garni ces

enclos de pandours, pour arrêter les Prussiens; ce qui fit qu'à mesure que les bataillons de la gauche se formaient, ils s'engageaient avec l'ennemi aussitôt qu'ils entraient en ligne.

Cependant ce feu était mal nourri, et comme les pandours ne faisaient pas une résistance vigoureuse, l'on se confirma dans l'opinion où l'on était, que ce détachement, qu'on avait vu la veille campé dans ces environs, se préparait à la retraite, et que les pandours qui tiraillaient dans ces vignes et les troupes de cavalerie répandues dans la plaine étaient destinés à faire l'arrière-garde des autres. Cela paraissait d'autant plus plausible, que l'on ne découvrait aucune trace d'une armée. On se trompait fort dans ces suppositions; car les premières troupes qu'on avait vues à Lowositz étaient l'avant-garde de M. de Braun. Les Autrichiens ignoraient la marche de l'armée du roi, et n'en furent informés qu'en la voyant déboucher de Welmina; le maréchal Braun en fut averti par le général qui commandait son avant-garde; sur quoi la nuit même il vint le joindre avec son armée à Lowositz.

Le brouillard dont nous avons parlé dura jusque vers les onze heures, et ne se dissipa tout à fait que lorsque l'action fut près de finir. En supposant toujours qu'on n'avait affaire qu'à une arrière-garde, on fit tirer quelques volées de canon contre la cavalerie autrichienne; ce qui l'inquiéta et la fit changer de position et de forme à plusieurs reprises; tantôt elle se mettait en échiquier, quelquefois sur trois lignes, puis en ligne contiguë, quelquefois cinq ou six troupes tirant vers leur gauche disparaissaient, bientôt après elles paraissaient plus nombreuses qu'elles ne semblaient être au commencement; enfin ennuyé de cette manœuvre oiseuse, qui faisait perdre le temps et n'avançait point les affaires, le roi crut qu'en faisant charger cette cavalerie par une vingtaine d'escadrons de dragons, cette arrière-garde serait bien vite dissipée, et le combat

terminé. Sur quoi les dragons descendirent des hauteurs, et se formèrent au bas sous la protection de l'infanterie prussienne; ils choquèrent et renversèrent tout ce qu'ils trouvèrent vis-à-vis d'eux. En poursuivant les fuyards, ils reçurent du village de Sulowitz en flanc et de front un feu de petites armes et d'artillerie qui les ramena à la position où ils étaient formés au pied des vignes.

On jugea dès lors qu'il ne s'agissait plus d'arrière-garde, mais que le maréchal Braun se trouvait avec les Autrichiens vis-à-vis de l'armée. Le roi voulut retirer sa cavalerie, pour la remettre en seconde ligne sur la hauteur; mais par des quiproquo, malheureusement trop fréquents les jours de bataille, il arriva que tous les cuirassiers s'étaient joints aux dragons, et qu'avant que l'aide de camp pût leur apporter les ordres du roi, s'abandonnant à leur impétuosité et au désir de se signaler, ils donnèrent pour la seconde fois; ils eurent bientôt culbuté la cavalerie ennemie, et quoiqu'ils reçussent le même feu qui avait ramené les dragons à la première charge, ils poursuivirent les Autrichiens jusqu'à trois mille pas; emportés par leur ardeur, ils franchirent un fossé large de 50 pieds, à trois cents pas au delà duquel un autre fossé plus profond encore couvrait l'infanterie impériale. M. de Braun fit aussitôt jouer 60 pièces de ses batteries contre la cavalerie prussienne, et la força de revenir se former de nouveau au pied de la montagne; ce qu'elle exécuta avec ordre, n'étant point poursuivie.

Le roi, ne voulant plus risquer qu'elle se livrât à de pareilles saillies, la fit repasser en seconde ligne derrière son infanterie. Pendant que cette cavalerie revenait, le feu de la gauche commençait à devenir plus vif et plus considérable : le maréchal Braun voulait changer l'état de la question; se voyant sur le point d'être assailli, il aima mieux attaquer lui-même. Dans cette vue, il avait fait filer 20 bataillons derrière Lowositz, qui, s'étant glissés succes-

sivement le long de l'Elbe, vinrent soutenir les pandours qui se battaient dans les vignes, et tâchèrent même de tourner le flanc gauche des Prussiens. L'infanterie les repoussa vigoureusement; elle força les enclos des vignes les uns après les autres, et descendant dans la plaine, elle poursuivit quelques bataillons ennemis, qui de frayeur se précipitèrent dans l'Elbe.

Une autre troupe de fuyards se jeta dans les premières maisons de Lowositz, faisant mine de s'y défendre; alors quelques bataillons de la droite furent détachés pour renforcer la gauche, de manière que la gauche des Prussiens s'appuyât à l'Elbe, et dans cette disposition elle s'avança fièrement d'un pas déterminé sur Lowositz, sans que la droite de l'armée du roi quittât la hauteur où elle était appuyée. Les grenadiers tirèrent dans les maisons par les portes et les fenêtres; ils y mirent enfin le feu, pour achever plus vite; et quoique ces troupes eussent consumé toute leur poudre, cela n'empêcha pas que les régiments d'Itzenplitz et de Manteufel n'entrassent dans Lowositz la baïonnette baissée, et ne forçassent neuf bataillons tout frais, que M. de Braun y avait envoyés, à leur céder la place et à prendre la fuite.

Alors toutes les troupes de l'ennemi qui avaient combattu dans cette partie lâchèrent le pied, et cédèrent la victoire aux Prussiens. Le roi ne put pas profiter de ce succès autant qu'il l'aurait souhaité, parce qu'il n'avait proprement battu que l'aile droite des Impériaux; ils occupaient encore le village de Sulowitz, et comme leur gauche se trouvait postée derrière le fossé dont nous avons parlé, ils ne donnèrent point prise à la cavalerie prussienne. En même temps M. de Braun fit faire un beau mouvement à ses troupes; il fit avancer quelques brigades de sa gauche qui n'avaient point combattu, dont il se servit pour couvrir ses troupes débandées, qui sortaient de Lowositz et s'enfuyaient en grand désordre. Il se retira

la nuit, et fit occuper Leutmeritz par un détachement qui rompit le pont de l'Elbe qu'il avait devant lui. Le maréchal avec le gros de son armée reprit son camp de Budin, et détruisit tous les ponts de l'Eger, pour en empêcher le passage aux Prussiens.

L'armée du roi perdit en morts et blessés 1,200 hommes à ce combat; MM. de Quadt et de Luderitz, tous deux généraux de bataille, y furent tués; on ne fit que 700 prisonniers, parmi lesquels un prince Lobkowitz, général des Impériaux [1]. Si la cavalerie avait pu être employée sur la fin de l'action, le nombre des prisonniers eût été bien plus considérable. Le prince de Bévern fut détaché le lendemain avec 8,000 hommes à Schirkowitz, village situé à la droite de la position du roi, à mi-chemin de Budin. Il envoya de son camp des partis le long de l'Eger, pour en reconnaître les passages, et plus encore pour donner de l'attention et causer de la jalousie à M. de Braun, afin de le contenir par ces démonstrations, et l'empêcher de penser à secourir le roi de Pologne et les troupes saxonnes. L'armée de Bohême s'en tint là; trop faible pour rien entreprendre contre l'ennemi, elle se contenta de l'observer.

Le roi ne pouvait en effet agir offensivement. Pour donner vraiment de la jalousie à M. de Braun, il fallait passer l'Eger, et dans ce cas le détachement des Impériaux de Leutmeritz, se trouvant derrière les Prussiens, était à portée de leur enlever leur magasin d'Aussig; de plus, en passant l'Eger on s'éloignait trop de sa ligne de défense, et l'on se mettait hors de portée d'envoyer en Saxe de prompts secours. Si l'on se déterminait à prendre Leutmeritz, loin de gagner par là, on se trouvait dans un plus

[1] Joseph, prince de Lobkowitz, né le 8 janvier 1725, devint général major en 1758, ambassadeur à Saint-Pétersbourg de 1766 à 1777. L'empereur Joseph II le nomma commandant des archers de la garde impériale et général feld-maréchal. Il mourut à Vienne en mars 1802.

grand embarras, parce qu'on s'affaiblissait par la garnison que demandait cette ville, et que, ne pouvant pas garnir les hauteurs qui l'environnent et qui la dominent, on aurait exposé cette garnison à être enlevée aussitôt qu'attaquée.

Toutes ces raisons firent que le roi fut obligé de se contenter d'avoir gagné une bataille au commencement de cette guerre, et qu'il borna ses projets à empêcher que M. de Braun ne fît des détachements, ou, s'il en faisait, à pouvoir en envoyer de tout aussi forts au secours du camp de la Saxe. L'armée prussienne de Bohême était de la moitié plus faible que celle des Impériaux; mais les troupes étaient si bonnes, si bien disciplinées, et les officiers si pleins de valeur, qu'elles se comptaient sinon supérieures, du moins égales à l'ennemi.

Quelle que soit la bonne opinion qu'on a de soi-même, la sécurité est toujours dangereuse à la guerre, et il vaut mieux prendre des précautions superflues que de négliger les nécessaires; et comme le nombre était du côté des Autrichiens, que d'ailleurs le roi aurait pu se voir obligé de faire des détachements, il ordonna qu'on travaillât à élever quelques batteries, et à retrancher les parties les plus faibles de son camp; ces mesures se trouvèrent d'autant plus sages, qu'on apprit le 6 que M. de Braun avait détaché à la sourdine quelques régiments de son armée; que ce corps, taxé à 6,000 hommes, ayant passé par Raudnitz, s'avançait vers Bœhmisch-Leippa, pour suivre de là la route qui mène en Saxe. Quoique ce détachement ne causât pas de grandes appréhensions, le roi en avertit le margrave Charles[1] et le prince Maurice demeurés en Saxe, et se mit à la tête d'un renfort de cavalerie, pour les mener au camp de Sédelitz, où il n'était resté que 30 escadrons; ce qui n'était pas suffisant pour arrêter les Saxons, surtout s'ils avaient entrepris de percer du côté de Hohendorf et de Tœplitz. Sa Majesté partit le 13 de Lowositz avec

[1] Charles-Frédéric, margrave de Brandebourg-Anspach.

15 escadrons et arriva le 14 à midi à son armée, qu'elle trouva à Struppen, quartier que le roi de Pologne avait occupé durant tout le temps que les Saxons avaient été bloqués.

Les choses avaient entièrement changé de face en Saxe, depuis que le roi avait pris le commandement de son armée en Bohème. La bataille de Lowositz avait frappé la cour; elle n'espérait que faiblement l'assistance des Impériaux. Les troupes étant d'ailleurs menacées d'une disette prochaine, les généraux saxons voulurent se frayer eux-mêmes un chemin à travers les Prussiens; leur projet était de se sauver en passant l'Elbe, et ils tentèrent de jeter un pont à Wilstedt; vis-à-vis de ce lieu se trouvait une redoute prussienne, qui coula à fond quelques-uns de leurs bateaux; ce qui dérangea leurs mesures. Ils changèrent alors de dessein, et firent transporter leurs pontons à Halbstadt, qu'ils regardaient comme l'endroit le plus propre et le plus convenable pour leur sortie, surtout à cause des secours que M. de Braun venait de leur promettre de nouveau.

Toutes les opérations que les armées firent alors dans ces contrées se trouvaient si intimement liées avec la nature du terrain, que nous sommes obligé, pour l'intelligence du lecteur, de lui en donner l'idée la plus nette que nous pourrons. Par la description que nous avons faite du poste de Pirna, on a pu juger de la force de son assiette; mais s'il était difficile de l'emporter, il n'était pas moins difficile d'en sortir. La plus naturelle, la plus aisée de ses issues est par Léopoldsheim; en descendant de leurs rochers, les Saxons prenaient, par Hermersdorf et Nœllendorf, le chemin de la Bohème. Ce n'est pas à dire qu'ils auraient forcé ce passage sans perte; il y avait toutefois apparence qu'ils auraient sauvé une partie de leur monde. Tœplitz une fois gagné, ils ne rencontraient plus que de légers obstacles, et personne ne pouvait les empêcher de se joindre par Eger aux Autrichiens.

Il y a toute apparence que les généraux saxons ne connaissaient pas les situations de Halbstadt, de Burckersdorf, de Schandau, de Ziegenruck, et surtout qu'ils ignoraient la disposition dans laquelle les Prussiens occupaient ces postes; sans quoi ils ne se seraient jamais engagés dans une aussi mauvaise affaire. M. de Lestwitz[1] était posté avantageusement avec 11 bataillons et 15 escadrons entre Schandau et un village nommé Wendische-Fehre. M. de Braun, qui était entré en Saxe à la tête de son détachement, vint se camper vis-à-vis de lui. Les Autrichiens occupèrent les villages de Mitteldorf et d'Altendorf; mais trouvant M. de Lestwitz plus fort qu'ils ne l'avaient prévu, ils n'eurent garde de l'attaquer. M. de Braun ne pouvait pas se porter sur Burckersdorf, dont une chaîne de rochers impraticables le séparait; il ne trouvait pas son compte à s'engager avec M. de Lestwitz; et cependant, pour prêter la main aux Saxons du côté d'Altstadt, il était obligé de faire défiler son monde deux à deux par des chemins étroits vis-à-vis des Prussiens, et sous le feu de leurs petites armes.

De tous ces différents partis, il n'y en avait aucun qu'un homme expérimenté, comme l'était M. de Braun, pût prendre sans risquer la réputation; il aima donc mieux se tenir dans l'inaction, que de mener inutilement ses troupes à la boucherie. [Octobre.] Du côté d'Altstadt, où les Saxons avaient résolu de passer l'Elbe, est à la rive droite de ce fleuve une petite plaine, dominée par le Lilienstein, rocher escarpé, qui en borne une partie; aux deux côtés de ce rocher se présentaient cinq bataillons prussiens, aux ordres de M. de Retzow, derrière des abatis qui, en forme de croissant, allaient s'appuyer des deux côtés au coude que l'Elbe forme en cet endroit; cinq cents pas derrière ce poste, 6 bataillons et 5 escadrons occupaient le défilé de

[1] Jean-Georges de Lestwitz, lieutenant général, père de Jean-Sigismond, mentionné au chapitre XII.

Burckersdorf; derrière ce défilé se trouve une chaîne de rochers âpres et escarpés, nommée le Ziegenruck, qui, embrassant tout ce terrain, aboutit des deux côtés à l'Elbe. Pour percer de ce côté-là, les Saxons avaient donc trois postes à forcer consécutivement, les uns plus redoutables que les autres.

Ce fut néanmoins pour tenter leur évasion de ce côté qu'ils commencèrent dès le 11 d'octobre à établir leurs ponts. Les Prussiens se gardèrent bien de les traverser dans cet ouvrage. Leur descente de Tirmsdorf vers l'Elbe était assez praticable ; mais lorsque leurs ponts furent achevés, et que de l'autre bord ils voulurent monter le rocher pour gagner la plaine d'Altstadt, ils ne trouvèrent qu'un sentier étroit qui servait aux pêcheurs. Il fallut une demi-journée pour y faire passer deux bataillons; les pluies abondantes qui tombèrent achevèrent d'abîmer ce chemin; ils furent obligés d'abandonner leurs canons, qu'il était impossible de transporter à l'autre rive; ainsi toute leur artillerie resta sur les retranchements qu'ils venaient de quitter. La lenteur de leur passage fut cause que la cavalerie, l'infanterie, le bagage, l'arrière-garde de tout ce corps pêle-mêle et en désordre demeurèrent aux environs de Struppen.

Le 13, avant le jour, le prince Maurice d'Anhalt fut le premier averti de l'évasion des Saxons; l'armée prit sur-le-champ les armes, et se mettant sur sept colonnes, elle gravit encore avec peine contre ces rochers de Pirna, tout abandonnés qu'ils étaient de leurs défenseurs; les généraux la formèrent sur la crête de ces montagnes entre le Sonnenstein et Rottendorf. M. de Ziethen [1], avec ses housards, attaqua aussitôt l'arrière-garde de l'ennemi, et la poussa

[1] Jean-Joachim de Ziethen, né en 1699 à Wustrow, entra en 1714 dans un régiment d'infanterie comme cadet. En 1735, il était capitaine; en 1741, lieutenant-colonel, général major en 1744, lieutenant général en 1756. Il mourut le 27 janvier 1786.

jusqu'à Tirmsdorf; les compagnies franches et les chasseurs prussiens se logèrent dans un bois proche de cette arrière-garde, d'où ils l'incommodèrent beaucoup par leur feu. Le prince Maurice, qui survint, envoya le régiment de Prusse infanterie occuper une hauteur derrière les Saxons. A peine eut-on tiré deux coups de canon de cette colline, que les Saxons, surpris de recevoir du feu d'un endroit duquel ils n'en attendaient pas, et mis en désordre, prirent soudain la fuite; les housards se jetèrent sur le bagage, qu'ils pillèrent, et les chasseurs se glissèrent dans un bois voisin de l'Elbe, d'où ils tirèrent sur l'arrière-garde saxonne, qui achevait de passer le pont. Ils perdirent alors entièrement la tête; ils coupèrent eux-mêmes les cables de leur pont; le courant l'entraîna jusqu'à Rathen, où les Prussiens le prirent.

Le prince Maurice fit aussitôt camper les troupes sur les hauteurs de Struppen; leur gauche allait vers l'Elbe, et leur droite se prolongeait derrière un ravin profond qui va se perdre du côté de Hennersdorf. Telle était la situation des choses, lorsque le roi arriva avec ses dragons à Struppen. Les Saxons attendaient un certain signal dont ils étaient convenus avec les Impériaux, pour attaquer de concert les Prussiens; ce signal ne se donna point; ce qui acheva de leur faire perdre toute espérance. Ils ne furent que trop convaincus alors, en voyant la manière dont M. de Retzow était posté, qu'il leur était impossible de se faire jour eux-mêmes.

D'un autre côté le roi de Pologne, qui s'était réfugié au Kœnigstein, pressait de là vivement ses généraux d'attaquer M. de Retzow à Lilienstein, et le comte Rutowsky lui remontrait à son tour avec force l'inutilité de cette entreprise, qui mènerait à une effusion de sang et à un massacre dont, après tout, le roi ne pourrait tirer aucun avantage. M. de Braun se trouvait dans un cas aussi embarrassant, mais moins fâcheux; il avait devant lui un corps

de troupes prussiennes, supérieur en nombre; et comme toute communication lui était coupée avec le Kœnigstein, qu'il rencontrait des empêchements physiques dans toutes les entreprises qu'il pouvait former pour dégager les Saxons, et qu'il avait à craindre que, ces troupes se rendant prisonnières à son insu, il n'eût aussitôt toute l'armée prussienne sur les bras, il jugea la situation de l'armée saxonne désespérée, et ne pensant plus qu'à sauver son propre détachement, il se retira le 14 octobre en Bohème. Les housards prussiens le suivirent; M. de Warneri[1] battit son arrière-garde et passa 300 grenadiers cravates au fil de l'épée. Cette entreprise si mal exécutée donna lieu aux reproches les plus injurieux que se firent les généraux saxons et les généraux autrichiens; ils avaient tort les uns et les autres.

Le général saxon qui avait fait le projet de cette évasion était le seul coupable; il avait sans doute consulté des cartes fautives; il n'avait jamais été sur les lieux, dont la situation lui était inconnue; car quel homme sensé choisira pour sa retraite un défilé qui passe par des rochers escarpés dont l'ennemi est le maître? Ces lieux, tout à fait contraires par leur position aux manœuvres que les Autrichiens et les Saxons avaient dessein d'y faire, furent les vraies causes des malheurs que ces derniers y éprouvèrent; tant l'étude du terrain est importante, tant la situation des lieux décide des entreprises militaires et de la fortune des États. Le roi de Pologne fut, du haut du Kœnigstein, spectateur de la situation déplorable où se trouvaient ses troupes, manquant de pain, entourées d'ennemis, et ne pouvant pas même, par une résolution désespérée, se faire jour aux dépens de leur sang, parce que toute ressource

[1] Charles-Emmanuel de Warneri, né en 1719 dans le pays de Vaud, servit d'abord en Sardaigne, puis en Autriche, puis en Russie et enfin en Prusse, où il parvint au grade de lieutenant-colonel; mécontent de Frédéric II, il entra au service de la Pologne et devint major général. Il mourut le 8 mai 1786.

leur était ôtée; pour ne les point voir périr de faim et de misère, il fut obligé de consentir qu'elles se rendissent prisonnières de guerre, et qu'elles missent bas les armes.

Le comte Rutowsky fut chargé de dresser cette triste capitulation. Tout ce corps se rendit, et les officiers s'engagèrent sur leur honneur à ne plus servir contre les Prussiens durant cette guerre; comme on comptait sur leur parole, on les relâcha. Pour ne point humilier un ennemi vaincu, le roi fit rendre au roi de Pologne les drapeaux, les étendards et les timbales qui appartenaient à ses troupes; il consentit aussi d'accorder la neutralité à la forteresse de Kœnigstein. Mais dans le temps même qu'il tâchait d'adoucir le sort du roi de Pologne, celui-ci concluait en secret un traité avec l'impératrice-reine, par lequel il lui cédait, moyennant un certain subside, 4 régiments de dragons et 2 pulks d'uhlans, qu'il entretenait en Pologne: ces procédés ne servaient qu'à justifier la conduite que les Prussiens avaient tenue jusqu'alors. Le roi de Pologne, dégoûté de la guerre plus que jamais après la scène qui venait de se passer, demanda le libre passage pour sa personne, afin d'aller s'établir en Pologne; non-seulement on le lui accorda, mais on poussa l'attention jusqu'à faire retirer toutes les troupes prussiennes qui se trouvaient sur son passage, pour dérober à sa vue des objets qui ne pouvaient que lui faire de la peine; il partit le 18 avec ses deux fils et son ministre pour Varsovie.

L'armée saxonne qui venait de se rendre consistait en 17,000 têtes; l'artillerie qu'on prit passa 80 pièces de canon. Le roi distribua ces troupes, et en forma vingt nouveaux bataillons d'infanterie; mais il commit la faute de n'y point mêler de ses sujets, à l'exception des officiers, qui étaient tous de ses États; cette faute influa dans la suite sur le peu d'usage qu'on tira de ces régiments, et sur les mauvais services qu'ils rendirent. Après la reddition des Saxons le roi retourna en Bohême, pour en

retirer son armée. Le maréchal Keith quitta le 25 le camp de Lowositz, et se replia sur Linay, sans que l'ennemi le suivît; le régiment d'Itzenplitz, qui gardait un gué de l'Elbe au village de Solesel, fut attaqué cette nuit même et se défendit si bien, que, non content de repousser l'ennemi, il lui fit encore des prisonniers; de Linay l'armée continua paisiblement sa marche par Nœllendorf, Schœnwalde, Gishubel, et arriva le 30 en Saxe; le roi la fit cantonner entre Pirna et les frontières de la Bohême.

En même temps que l'armée du roi entrait en Saxe, le maréchal de Schwérin quittait les environs de Kœnigsgrætz et se retirait en Silésie. Comme il était en marche vers Skalitz, il fut suivi par quelques milliers de Hongrois, qui harcelaient son arrière-garde. Le maréchal, qui n'entendait pas raillerie, se mit à la tête d'une partie de sa cavalerie, fondit brusquement sur eux, les défit, et les poursuivit jusqu'à Smirsitz; après quoi il reprit tranquillement sa marche, et se trouva avec son armée, le 2 de novembre, sur la frontière de la Silésie.

La tranquillité dans laquelle se tinrent les ennemis permit de faire entrer de bonne heure les troupes dans leurs quartiers; on forma le cordon pour les quartiers d'hiver. Le prince Maurice eut le commandement de la division qu'on envoya à Chemnitz et à Zwickau, d'où il envoya des détachements pour garder les gorges de la Bohême, et fit retrancher les postes d'Ausche, d'Oelsnitz et du Basberg. M. de Hulsen[1] commandait les brigades de Freyberg et de Dippoldiswalde, et tenait les postes de Sayda, de Frauenberg et d'Einsidel : le roi confia à M. de Zastrow la gorge de Gishubel, et le passage de Hœhlendorf; de là en passant l'Elbe, le cordon prenait de Dresde par Bischofswerda jusqu'à Bautzen, où une tête de 10 bataillons et d'autant d'escadrons était prête à

[1] Jean-Didier de Hulsen, né en 1693, fut nommé, en 1754, général major, en 1758 lieutenant général, et en 1763 gouverneur de Berlin.

porter des secours où le besoin le demanderait. M. de Lestwitz se tenait à Zittau avec 6 bataillons; pour assurer sa communication, il avait des détachements à Hirschfeld, Ostritz et Marienthal. Le prince de Bévern avait les postes de Gœrlitz et de Lauban sous ses ordres, avec 10 bataillons et 15 escadrons. M. de Winterfeld et le prince de Wirtemberg, qui allèrent avec un détachement en Silésie, continuaient le cordon, en prenant de Greiffenberg et Hirschberg, à Landshut et Friedland. M. de Fouqué couvrait le comté de Glatz; un autre corps de l'armée du maréchal de Schwérin hiverna du côté de Neustadt, et servit à couvrir la haute Silésie contre les incursions que les Impériaux auraient pu y faire de la Moravie.

Ce fut dans cette disposition que les troupes prussiennes passèrent l'hiver de 1756 à 1757.

CHAPITRE CINQUIÈME.

De l'hiver de 1756 à 1757.

L'invasion des Prussiens en Saxe causa une vive sensation en Europe; plusieurs cours n'en savaient pas les raisons, ou, ne voulant pas même les connaître, blâmaient et désapprouvaient la conduite du roi. Le roi de Pologne criait contre la violence des Prussiens; ses ministres dans les cours étrangères exagéraient les maux de la Saxe, envenimaient et calomniaient les démarches les plus innocentes du roi. Ces clameurs retentissaient à Versailles, à Pétersbourg, et par toute l'Europe. Le roi de France était déjà piqué de ce que le roi de Prusse, au lieu de renouveler le traité de Versailles, venait de conclure avec le roi d'Angleterre l'alliance de Londres. D'un côté les ministres autrichiens aigrissaient l'esprit de la nation fran-

çaise, pour l'entraîner dans la guerre d'Allemagne; d'un autre on se servait des larmes de la Dauphine pour émouvoir la compassion de Louis XV, afin qu'il prît le parti du roi de Pologne. Le Roi Très-Chrétien se rendit à d'aussi vives sollicitations, et résolut de porter la guerre en Allemagne. Il ne suspendit les effets de cette démarche que pour la colorer par un prétexte apparent et naturel; M. de Broglie, ambassadeur de France en Saxe, eut ordre de le fournir, en donnant lieu aux Prussiens d'insulter à son caractère[1]. C'était l'homme le plus propre qu'on pût choisir pour brouiller des cours. La commission dont il était chargé donna lieu à la conduite bizarre qu'il tint pendant que les Saxons étaient bloqués dans leur camp de Pirna; il était demeuré à Dresde; il voulut, à différentes reprises, se rendre à Struppen auprès du roi de Pologne; quoique cela fût généralement défendu, il voulut forcer les gardes, pour s'attirer des violences de leur part; il essaya inutilement de passer la chaîne des vedettes; on lui opposa, toutes les fois qu'il tenta de le faire, tant de politesse et tant de fermeté, qu'il ne put se rendre auprès du roi de Pologne, ni trouver un prétexte léger pour brouiller le roi de Prusse et le roi de France. Cela impatienta la cour de Versailles, qui, sans chercher d'autres détours, renvoya M. de Knyphausen, ministre prussien à Paris, et rappela M. de Valori qui résidait à Berlin. Cette démarche d'éclat obligea le roi, à son retour de Bohême, de faire signifier à M. de Broglie à Dresde, où le roi établissait son quartier, que toute intelligence venant d'être rompue entre les deux cours par le rappel des ministres, il n'était plus séant qu'un ambassadeur de France résidât dans un lieu où se trouvait Sa Majesté, et qu'il n'avait qu'à se préparer à partir incessamment pour aller trouver le roi de Pologne, auprès duquel il était

[1] Charles, comte de Broglie, le ministre secret de Louis XV. *Voyez* sur ce personnage la *Correspondance secrète de Louis XV.*

accrédité. M. de Broglie reçut cette déclaration avec cet air de dignité et de hauteur que les ministres français savent prendre lorsqu'ils se souviennent des belles années de Louis XIV [1]. Cependant il n'en partit pas moins promptement pour Varsovie. La cour de Versailles, qui voulait la rupture, et qui ayant perdu de vue le point fixe de sa politique, de pousser la guerre par mer contre les Anglais, ne se conduisait que par ses caprices et des impulsions étrangères, déclara qu'elle regardait l'invasion des Prussiens en Saxe comme une violation de la paix de Westphalie, dont elle était garante; elle crut le prétexte de cette garantie suffisant pour se mêler de cette guerre, et pour y entraîner même les Suédois.

L'abbé de Bernis, qui avait été le promoteur de l'alliance conclue avec la maison d'Autriche, reçut le poste qu'avait eu M. Rouillé, et devint ministre des affaires étrangères. Enfin l'impétuosité française, qui pousse l'esprit de cette nation d'un extrême à l'autre, l'inconséquence des ministres, l'animosité dont le roi de France était déjà rempli contre le roi de Prusse, la nouveauté et la mode, accréditèrent tellement à la cour cette alliance des Autrichiens, qu'on la considérait comme un chef-d'œuvre de politique. Les ministres impériaux étaient seuls à la mode; et ils se servirent si adroitement de l'influence qu'ils avaient dans le conseil de Louis XV, qu'au lieu de 24,000 hommes d'auxiliaires que la France était obligée de donner à l'impératrice-reine, ils intriguèrent si bien, que le printemps suivant 100,000 Français passèrent le Rhin. Bientôt les Suédois furent sommés par le ministère de Versailles de remplir la garantie du traité de Westphalie : le sénat de cette nation était depuis longtemps aux gages de la France. Quoique les constitutions du royaume défendent en termes exprès et positifs de ne point déclarer

[1] Une curieuse dépêche de M. de Broglie rend compte de sa conduite. Valori, *Mémoires*, t. II, p. 349.

la guerre sans le consentement des trois ordres qui forment la diète ou les États généraux, les partisans de la France violèrent cette loi fondamentale; et passant par-dessus toutes les formalités usitées en pareils cas, ils adoptèrent aveuglément les mesures que le roi de France leur prescrivait.

Pendant que la cour de Versailles préparait si laborieusement les moyens de bouleverser l'Allemagne, un fou pensa causer une révolution en France. C'était un fanatique obscur, qui, ayant servi en qualité de domestique dans un couvent de jésuites en Flandre, se proposa d'assassiner Louis XV. Ce malheureux, nommé Damiens, se rendit à Versailles, pour y épier le moment d'exécuter son abominable projet. Un soir que le roi devait partir pour Choisy, cet insensé se glisse dans la foule, approche du roi par derrière, et lui plonge son couteau dans le côté. Il fut arrêté sur-le-champ; la blessure du monarque fut trouvée légère; le parlement se saisit du coupable; les prisons furent remplies de personnes qu'il avait chargées par ses dépositions, mais qui, étant innocentes, recouvrèrent la liberté; et jusqu'à présent le public n'a été instruit que vaguement des motifs qui ont porté ce monstre à cet attentat atroce.

La cour de Vienne, qui agissait si puissamment à Versailles, n'était pas moins diligente à intriguer chez les autres puissances de l'Europe; elle dépeignait à Pétersbourg l'entrée des Prussiens en Saxe sous les couleurs les plus noires; c'était une injure faite à la Russie; c'était braver les forces de cet empire; c'était un mépris manifeste des garanties que l'impératrice Élisabeth avait données au roi de Pologne de son électorat. Pour appuyer ces insinuations, les Autrichiens prodiguaient à Pétersbourg des calomnies contre la Prusse; et les sommes d'argent qu'ils y répandaient ne furent pas inutiles à leur dessein. Pour hâter la marche des troupes russes, l'impé-

ratrice-reine promit de payer annuellement un subside de deux millions d'écus à l'impératrice Élisabeth; cette somme était proprement payée par la France : c'était l'évaluation du contingent qu'elle devait à l'Autriche, qui, par ce subside, engageait la Russie à déclarer la guerre à la Prusse [1].

Cependant les ministres de l'impératrice-reine ne travaillaient pas avec moins de zèle à Ratisbonne, pour engager dans ces troubles les États de l'Empire; de leur côté les Français intimidèrent la diète par leurs menaces, au point qu'elle souscrivit aveuglément aux volontés de la cour de Vienne : il fut résolu par les conclusions de cette diète que le saint-empire formerait une armée d'exécution, qui s'avancerait tout droit dans l'électorat de Brandebourg. Le commandement de cette armée fut décerné au prince de Hildbourghausen, maréchal au service d'Autriche [2]. Alors le fiscal de l'Empire se mit sur les rangs; il avança que les rois de Prusse et d'Angleterre devaient être mis au ban de l'Empire : quelques princes représentèrent que si autrefois l'électeur de Bavière avait été condamné à ce ban [3], cela ne s'était fait qu'après sa défaite à la bataille de Hœchstædt, et que dès que les armées impériales en auraient gagné de pareilles, il serait libre à chacun de procéder contre les deux rois. La France comprit que si l'on se précipitait à publier cet arrêt, la cour de Vienne commettait sa dignité, et qu'il y aurait à craindre, de plus, que les deux rois et leurs adhérents ne se séparassent entièrement du saint-empire romain; ils firent

[1] On peut voir dans le *Livre rouge* l'énumération des sommes considérables payées par la France à l'Autriche à titre de subsides.

[2] Ernest-Frédéric-Charles, duc de Saxe-Hildbourghausen, né le 10 juin 1727, mort en septembre 1780. Frédéric II l'appelle plus loin le prince Charles de Saxe.

[3] Maximilien-Emmanuel, né le 11 juillet 1662, électeur de Bavière en 1679, mort en 1726. Ce fut en 1704 qu'il fut mis au ban de l'Empire; il se retira en France et ne rentra dans ses États qu'en 1714.

toutes ces représentations à Vienne, et conseillèrent à la reine d'attendre les succès de la fortune pour penser ensuite aux mesures ultérieures qu'elle aurait à prendre.

Quoique cet avis prévalût, cela n'empêcha pas le fiscal d'agir avec une indécence et une grossièreté insupportables contre des rois, envers lesquels des ennemis même observent communément des procédés honnêtes et respectueux. Il aurait été difficile de répondre aux écrits injurieux et amers de cette diète, si M. de Plotho, ministre du roi à Ratisbonne, n'eût pas eu le talent et l'adresse de tremper sa plume dans le même fiel. Le style de la cour impériale n'était pas plus doux; on le distinguait néanmoins des écrits du fiscal par des insolences pleines de fierté et par quelque chose de plus piquant, mêlé d'arrogance et de hauteur. Le roi indigné contre ces procédés, fit insinuer à l'impératrice qu'on pouvait être ennemi sans se dire des injures, qu'il suffisait aux souverains de vider leurs débats par l'épée, sans prostituer leur dignité par des écrits en style des halles : ces remontrances furent longtemps vaines, et n'acquirent de poids qu'après le gain de quelques batailles.

Tandis que toute l'Europe s'armait contre les rois de Prusse et de la Grande-Bretagne, l'Angleterre se trouvait dans une subversion générale, qui engourdissait le gouvernement, et serait devenue préjudiciable aux intérêts de la nation, si des changements survenus à propos n'avaient encore à temps redressé les choses. Les dissensions domestiques qui agitaient l'intérieur de l'État étaient fomentées par le duc de Cumberland, qui se flattait de parvenir à remplir de ses créatures les premiers postes; c'était lui qui avait soulevé la nation contre les Français; c'était lui qui avait allumé la guerre, dans l'espérance que le ministère ne pourrait pas se soutenir en un temps de trouble.

Les premières entreprises des Anglais tournèrent si mal, qu'ils perdirent Port-Mahon; ce fut là le prétexte

dont se servit le parti de ce prince pour taxer le duc de Newcastle de malhabileté. A l'ouverture du parlement les esprits s'échauffèrent, l'animosité des partis redoubla, et tant de ressorts furent mis en œuvre par les intrigues du duc de Cumberland[1], que le duc de Newcastle, fatigué par la faction plutôt que vaincu, résigna ses emplois; le parti de Cumberland triomphant fit donner les sceaux au sieur Fox, créature du prince. Cependant ce nouvel arrangement ne put se soutenir; M. Fox quitta de lui-même cette place qu'on lui avait fait obtenir par tant d'intrigues, et le duc de Newcastle rentra dans ses charges. Ces déplacements de ministres n'auraient cependant pas tiré à conséquence, s'il n'en était résulté une espèce d'inaction et de léthargie dans les affaires; les ministres et les grands étaient plus occupés de l'intérêt de leurs factions, que des mesures à prendre contre la France. Plus animés contre leurs compétiteurs que contre les ennemis de la nation, ils ne prenaient aucune mesure pour la campagne prochaine. Personne ne pensait à former des projets pour la guerre de mer jusqu'alors malheureuse, encore moins pour la guerre qui était sur le point d'embraser l'Allemagne.

Ce qui intéressait le plus le roi dans ce moment, c'était de faire prendre aux Anglais des mesures relatives à la guerre du continent; et comme il prévoyait en gros sur quoi pourraient rouler les opérations de l'armée française dans l'Empire, il envoya au roi d'Angleterre un projet qu'il avait dressé pour la défense commune de l'Allemagne. Ce mémoire roulait sur les points suivants: il proposait de maintenir Wésel, pour en faire la place d'armes des alliés, par où l'on restait le maître de passer le Rhin; il demandait qu'on assemblât l'armée en un lieu convenable derrière la Lippe, entre Wésel et Lippstadt; cette position donnait l'avantage de porter les troupes selon le

[1] Guillaume-Auguste, duc de Cumberland, né en 1721, mort en 1765.

besoin, soit vers le Rhin, soit vers le Wéser. De plus, si les Français marchaient en Hesse, l'armée de la Lippe, en s'avançant vers Francfort, les obligeait à quitter prise, et en attendant que les opérations eussent éloigné du Rhin l'armée alliée, la forteresse de Wésel aurait assez occupé les Français pour donner le temps de venir à son secours; d'ailleurs, tant que cette place tenait, il n'était pas à présumer que les troupes françaises du bas Rhin s'enfonçassent trop dans la Westphalie.

Le roi d'Angleterre, qui s'était peu appliqué à ces sortes de matières, lut le projet sans en comprendre l'importance, et comme il y était question de soutenir Wésel, il se défia des raisons dont le roi de Prusse se servait; il avait en revanche une confiance entière en ses ministres de Hanovre, qui ne cessaient de lui représenter qu'il fallait se borner à la défense du Wéser. Cette idée était fausse en tout sens, parce que le Wéser est presque généralement guéable, et que sa rive opposée à l'électorat de Hanovre domine l'autre, de sorte que la nature n'a pas voulu, quoi qu'en pût dire M. de Munchhausen, que jamais général habile se servît de cette rivière dans le sens qu'il proposait. Son avis prévalut néanmoins, et tout ce qu'on put obtenir du roi d'Angleterre, fut qu'il consentît à faire repasser les troupes hanovriennes et hessoises en Allemagne.

Le manque d'harmonie entre le roi, les Anglais et les Hanovriens, mit le premier dans le cas de prendre des mesures différentes de celles qu'il avait imaginées pour le duché de Clèves et la forteresse de Wésel; obligé d'abandonner cette place, il donna des ordres pour qu'on ruinât une partie des ouvrages; il fit transporter par mer à Magdebourg la nombreuse artillerie qui garnissait les remparts; et la garnison eut ordre d'évacuer la ville, et de se retirer à Bielefeld, pour se joindre au printemps à l'armée alliée, qui devait s'y assembler sous les ordres du duc de Cum-

berland. Après la preuve que les ministres de Hanovre avaient donnée du crédit qu'ils avaient sur l'esprit du roi d'Angleterre, il était clair que pour aller à la source d'où partaient les résolutions, il fallait s'adresser à eux. On avait tout à craindre pour l'armée du duc de Cumberland, moins commandée par ce prince que par un tas de jurisconsultes qui n'avaient jamais vu de camp, ni lu de livre qui traitât de l'art militaire, mais se croyaient égaux aux Marlborough et aux Eugène.

Les intérêts du roi étaient trop liés avec ceux du roi d'Angleterre pour qu'il vît de sang-froid le mauvais parti qu'on allait prendre; se flattant de le prévenir, il envoya M. de Schmettau à Hanovre. Ce général fit à ces magistrats présomptueux et ignorants les représentations les plus énergiques pour les faire renoncer au projet de campagne qu'ils avaient formé; il leur en démontra les défauts; il leur en prédit les conséquences, mais le tout en vain; s'il leur avait parlé arabe, ils l'auraient tout autant compris. Ces ministres, dont l'esprit était resserré dans une sphère étroite, ne savaient pas assez de dialectique pour suivre un raisonnement militaire; leur peu de lumières les rendait méfiants, et la crainte d'être trompés dans une matière qui leur était inconnue augmentait l'opiniâtreté naturelle avec laquelle ils soutenaient leurs opinions : toutes ces raisons rendirent la mission de M. de Schmettau infructueuse.

Les Français, plus fins qu'eux, leur avaient persuadé fermement qu'ils ne voulaient que traverser leur pays, que leur projet de campagne n'était calculé que contre le roi de Prusse; qu'en un mot ils voulaient assiéger Magdebourg, et que pourvu que les Hanovriens se tinssent spectateurs tranquilles de cette scène durant le cours des opérations de la campagne, leur pays serait épargné, et leurs personnes en considération. Ces ministres furent la dupe de leur crédulité, et les Français les punirent de

la perfidie qu'ils voulaient commettre envers le roi de Prusse, comme on le verra dans le récit de la campagne prochaine.

Pendant que toutes ces négociations agitaient l'Europe, le roi était à Dresde, où la reine de Pologne lui donnait d'autres embarras. Cette princesse, en faisant complimenter tous les jours le roi par son grand maître le comte de Questenberg[1], en lui prodiguant des assurances d'amitié, entretenait des intelligences secrètes avec les généraux autrichiens, et les avertissait de tout ce qu'elle était à portée d'apprendre. Ces menées donnèrent lieu aux pré-

[1] Ou plutôt Wessenberg (Robert-Florian, baron de).

On trouve dans les *Mémoires du duc de Luynes*, à la date de décembre 1756, les détails suivants sur le séjour de Frédéric II à Dresde : « Le roi de Prusse est logé à Dresde dans la maison de M. le comte de Brülh. Il y a quatre hommes pour sa garde-robe, un valet de chambre et cinq hommes pour sa chambre, huit laquais, trois hussards de chambre, six pages, un cuisinier, un écrivain de cuisine, cinq hommes à l'office, un écrivain d'office, onze hommes à sa cuisine et une vingtaine de polissons. Le prince de Prusse loge chez madame la comtesse de Hem, douairière; le prince cadet, chez M. le comte de Hem; le prince de Brunswick, chez M. de Gossdorf; M. de Schmettau, dans une maison aussi d'un seigneur, et madame de Schwerin aussi. Le roi de Prusse a sept conseillers intimes logés dans la ville, il a trois piqueurs, vingt-cinq chevaux pour sa personne, six chevaux de pages, soixante chevaux pour ses cuisiniers et domestiques, vingt-sept attelages à huit chevaux, quatre-vingts bêtes de charge ou de charrette, et près de soixante-dix hommes pour son écurie. Il a fait dire à madame la comtesse de Brülh qu'elle eût à l'éclairer, le chauffer et lui fournir du charbon; lui et sa cour se servent des meubles qu'ils trouvent dans les maisons. Il a fait dire à la reine qu'il ne voulait point lui montrer un visage désagréable, et qu'il n'irait pas la voir. Il a refusé le prince royal qui voulait l'aller voir. Il a une garde très-considérable à lui dans la cour de la reine, qui bat du tambour continuellement. La reine a des gardes et des suisses aux portes de son appartement seulement. La reine lui a fait demander de l'argent; il lui a fait dire que son mari étant dans son royaume, il lui serait plus agréable d'en recevoir de lui. Il se sert des chevaux des grands seigneurs pour faire des convois. M. de Looss étant dans son carrosse, il a fait dételer les chevaux, qu'il n'a renvoyés qu'au bout de trois semaines, mal nourris et fort fatigués. M. de Looss alla parler au ministre pour en avoir justice, mais on lui dit que cela était tout simple et qu'il n'en serait pas autre chose. » T. XV, p. 280.

cautions que l'on prit pour découvrir la correspondance. Comme on fouillait exactement aux portes tous les ballots, toutes les marchandises et les paquets qui venaient de Bohême, on ouvrit un jour une caisse de boudins adressés à madame Ogilvi, grande maîtresse de la reine, qui avait des terres aux environs de Leutmeritz; en examinant ces boudins, on les trouva tous farcis de lettres. Cette découverte rendit la cour plus retenue dans ces correspondances. Cependant le même train continuait toujours, avec la différence qu'on s'y prenait avec plus de finesse. Ce n'était pas à quoi se bornait la mauvaise volonté de la reine; car elle envoyait des émissaires dans toutes les garnisons où le roi formait ses régiments nouvellement levés des Saxons pris au Lilienstein; elle les faisait exciter à la sédition, à la révolte et à la désertion. Elle en débaucha beaucoup, et fut cause qu'au commencement de la campagne des corps entiers se soulevèrent et passèrent du côté des ennemis. Le dessein du roi de Pologne et de ses alliés était de rétablir ces corps en Hongrie, pour les mettre sur le pied où ils étaient avant que les Prussiens les prissent: ils assemblèrent des soldats; mais manquant d'officiers, ils eurent recours à un moyen dont l'histoire ne fournit aucun exemple de la part des princes laïques. On dispensa les officiers saxons de la parole d'honneur qu'ils avaient donnée aux Prussiens de ne plus servir contre eux, et plusieurs officiers furent assez lâches pour obéir.

Dans des siècles d'ignorance on trouve des papes qui relevaient les peuples du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à leurs souverains; on trouve un cardinal Julien Césarini qui oblige un Ladislas roi de Hongrie à violer la paix qu'il avait jurée à Soliman [1]. Ce crime, qui autorisa

[1] Il s'agit ici de Ladislas IV ou V, roi de Pologne depuis l'année 1434, qui monta sur le trône de Hongrie en 1440. Ce fut avec le sultan Amurat II, et non avec Soliman, que fut conclue cette trêve de dix ans; elle fut signée en juin 1544 et rompue en effet sur les instigations du cardinal Césarini, un ou deux mois après.

le parjure, n'avait été que celui de quelques pontifes ambitieux et implacables, mais jamais celui des rois, chez lesquels on devrait retrouver la bonne foi, fût-elle bannie du reste de la terre. Si j'insiste sur de pareils traits, c'est qu'ils caractérisent l'esprit d'animosité et l'acharnement opiniâtre qui régnaient dans cette guerre, et qui la distinguent de toutes les autres. Cependant la France et l'Autriche ne retirèrent pas de ces régiments saxons les services qu'ils en attendaient : ils en furent pour leur argent et pour leur dispense.

Dans cette effervescence générale, les troupes ennemies ne furent pas plus tranquilles dans leurs quartiers que les négociateurs ne l'étaient pour leurs intrigues. Les corps que le roi avait en Lusace furent les plus exposés aux entreprises qu'on forma contre eux. Cette province fait, du côté de Zittau, une espèce de pointe qui s'enfonce en Bohème et va toujours en se rétrécissant. Les Autrichiens environnèrent cette partie de la Saxe par de gros détachements qu'ils avaient à Friedland, à Gabel, et à Rombourg. Ces détachements, commandés par de jeunes officiers qui cherchaient avec ardeur les occasions de se distinguer, furent presque pendant tout l'hiver en campagne.

Le prince de Lœwenstein était à la tête de l'un, et M. de Lascy, fils du maréchal, qui avait servi avec distinction en Russie, conduisait l'autre. Ils entreprirent tantôt sur le poste d'Ostritz, tantôt sur celui de Hirschfeld ou de Marienthal, et quoiqu'ils ne parvinssent point à surprendre les officiers prussiens qui défendaient ces postes, ils tuèrent toutefois du monde inutilement. M. de Blumenthal, major au régiment Henri, perdit la vie dans une occasion pareille, et plusieurs soldats, dont on aurait pu tirer de meilleurs services, y périrent. Le corps de M. de Lestwitz à Zittau, celui du prince de Bévern à Gœrlitz, furent fatigués par des alertes perpétuelles; étant obligés d'envoyer des secours tantôt d'un côté, tantôt de

l'autre; l'inquiétude et l'activité des Autrichiens les tinrent continuellement sur pied et en action. Mais les ennemis se fortifièrent, dans ces environs, des troupes de Flandre qui venaient joindre leur armée; à la longue la partie serait devenue inégale, et comme il fallait nécessairement des renforts aux Prussiens, pour qu'ils se soutinssent en Lusace, le roi y fit avancer la réserve qui jusqu'alors avait occupé en Poméranie la partie de cette province la plus voisine de la Prusse.

D'abord la destination de ces troupes avait été de joindre le maréchal de Lehwald, pour le mettre plus en état de résister à l'armée des Russes; mais le besoin le plus pressant l'emporta sur celui qu'on ne voyait que dans l'éloignement; il fallait considérer qu'en partageant avec trop d'égalité l'armée en trois corps, aucun des trois ne serait assez fort pour frapper un coup vigoureux et décisif, au lieu qu'en rassemblant une grosse masse en Saxe, on pouvait espérer de remporter dès le commencement de la campagne un avantage assez considérable sur les Impériaux, pour que leurs alliés en fussent étourdis, et que même quelques-uns d'eux se désistassent des desseins de guerre et de conquête qu'enfantait leur ambition.

Les régiments prussiens qui venaient de la Poméranie arrivèrent vers le milieu de mars à Gœrlitz; on les employa à fortifier les postes qui n'étaient pas assez garnis de troupes, et depuis qu'ils furent en Lusace, les ennemis se tinrent tranquilles.

Vers ce temps-là le roi fit un tour en Silésie, pour s'aboucher avec le maréchal de Schwérin; ils se virent à Haynau. On y arrêta le projet de la campagne prochaine, et l'on prit les mesures les plus justes pour en dérober la connaissance à l'armée même; après quoi le roi retourna en Saxe, et tout s'y prépara, ainsi qu'en Silésie, à exécuter ces desseins aussitôt que la saison et les arrangements relatifs aux subsistances pourraient le permettre.

CHAPITRE SIXIÈME.

Campagne de 1757.

Les troupes prussiennes entrèrent en cantonnement sur la fin de mars; elles étaient partagées en quatre corps différents. Le prince Maurice commandait aux environs de Zwickau; le roi avec le gros de l'armée se tenait entre Dresde, Pirna, Gisbubel et Dippoldiswalde; le prince de Bévern avait rassemblé aux environs de Zittau le corps qui avait hiverné en Lusace, et le maréchal de Schwérin s'était avancé avec son armée sur les frontières de la Bohème, entre Glatz, Friedland et Landshut. Le projet de campagne qu'on avoit formé était que ces quatre corps pénétrant à la fois en Bohème, arrivassent par différentes directions à Prague, qui leur servirait de point de ralliement. On pouvait se promettre que ce grand mouvement jetterait une confusion étonnante dans les différents corps des ennemis répandus dans leurs quartiers; on pouvait espérer d'en surprendre quelques-uns et d'avoir occasion d'engager des affaires particulières avec les autres, pour en faire périr une partie en détail, ce qui donnerait un ascendant et une supériorité aux Prussiens pour le reste de la campagne, et pourrait les mener à une action décisive, dont le succès fixerait le sort de cette guerre. Rien n'était plus important que de cacher ce projet; il ne pouvait réussir qu'en en dérobant la connaissance et le soupçon même aux ennemis, et à la cour de Saxe, qui trahissait les Prussiens, et à l'armée, pour que l'imprudence ne le divulguât pas. Afin d'en imposer également à tout le monde, on fit fortifier et palissader la ville de Dresde, pour la mettre en état de défense. Le roi choisit en même temps un certain nombre de camps avantageux à l'entour

de Dresde, comme s'il se préparait à une guerre défensive. Ces camps furent marqués à Cotta, Maxen, Possendorf, au Windberg et à Moren. Les chasseurs saxons qu'on y employa n'eurent rien de plus pressé que d'en avertir la cour, et la reine de Pologne ne manqua pas aussitôt d'en informer les généraux autrichiens.

On ne s'en tint pas uniquement à ces fausses démonstrations, et pour endormir davantage les généraux ennemis, on fit quelques faibles incursions en Bohême, comme si l'on voulait se venger par là des partis que les ennemis avaient envoyés pendant l'hiver en Lusace, pour inquiéter les Prussiens. Dans cette vue, le prince Maurice fit une course vers Eger; le maréchal Keith entreprit à Schlukenau un détachement autrichien, qui ne l'attendit pas; le prince de Bévern surprit à Bœhmisch-Friedland 400 fantassins et pandours, qui se rendirent prisonniers. Toutes ces petites entreprises entretinrent les Impériaux dans leur sécurité; ils se persuadèrent que le roi se bornait à leur donner de petites alarmes, et ils ne le soupçonnèrent pas de plus grands desseins.

Les différents corps de l'armée prussienne se mirent en mouvement, les uns le 20, les autres le 29 d'avril. Le prince Maurice pénétra en Bohême par le Basberg, d'où il s'avança sur Commotau. Le roi se campa à Nœllendorf; il poussa son avant-garde à Karwitz, d'où M. de Zastrow fut détaché avec sa brigade, pour occuper Aussig et chasser les Autrichiens du château de Teschen. Le lendemain l'armée se rendit à Linay, où le prince Maurice, qui venait de Brix, la joignit. Tous les quartiers autrichiens se replièrent en delà de l'Eger à l'approche des Prussiens; le château de Teschen ne se rendit que le 27. M. de Zastrow eut le malheur d'y être tué. L'armée passa ensuite le Pascopol, et traversant les plaines de Lowositz, elle vint se camper à Trebnitz.

On occupa le Hasenberg [24 avril] et la droite s'appuya

au Pascopol. Cette position se trouva vis-à-vis de celle que le maréchal Braun venait de prendre à Budin; on savait que ce maréchal y attendait le lendemain une division de ses troupes qui avait hiverné dans les cercles de Saaz et d'Eger; on voulut tenter de prévenir cette jonction, et même essayer si l'on ne pourrait pas combattre ce corps avant qu'il fût à portée du camp de Budin. Pour cet effet, il fut résolu que la nuit même l'armée passerait l'Eger à un mille et demi au-dessus du camp de M. de Braun; et si l'occasion ne se présentait pas de battre cette division qui était en chemin, du moins devait-il résulter de cette manœuvre qu'en tournant la position de M. de Braun, on l'obligerait à l'abandonner. On établit en conséquence deux ponts à Koschtitz; ils ne furent achevés que le lendemain matin, que les troupes passèrent l'Eger. Les housards qu'on envoya aussitôt à la découverte rencontrèrent près de Pénitz la division qui devait joindre M. de Braun. Cette division, étant informée du passage des Prussiens, se replia sur Welwarn, sans qu'il fût possible de l'entamer, parce que la moitié de l'armée avait à peine passé la rivière. Le maréchal Braun ne tarda pas à s'apercevoir que son poste était tourné; il comprit qu'il ne pouvait se joindre avec les troupes qui lui venaient, qu'en se retirant à Welwarn, et il se mit aussitôt en marche pour y arriver; les housards prussiens harcelèrent son arrière-garde, et firent quelques prisonniers.

L'armée du roi se campa à Budin [28 avril], et employa le lendemain à réparer les ponts de l'Eger, pour assurer la communication de la Saxe; les magasins importants que les ennemis avaient à Martinowe, à Budin, et à Karwatitz, tombèrent entre les mains des Prussiens, ce qui facilita considérablement la subsistance des troupes. De Budin l'armée s'avança sur Welwarn, que l'ennemi venait d'abandonner, et l'on poussa jusqu'à Tuchomirsitz une avant-garde composée de 40 escadrons et de tous les

grenadiers de l'armée [30 avril]; le roi, qui s'y trouvait, vit l'armée de M. de Braun, qui était encore en marche; derrière ces colonnes qui défilaient, suivait une arrière-garde dont la contenance mal assurée fit naître l'envie de l'attaquer. M. de Ziethen donna dessus et fit 300 prisonniers. Dès le commencement les ennemis s'étaient postés sur le Weissenberg; ils l'abandonnèrent le 2 de mai; l'avant-garde prussienne s'en saisit, et vit l'ennemi passer la ville de Prague, et prendre un camp de l'autre côté de la Moldau. L'armée du roi occupa le même jour tous les environs de la ville, et en forma une espèce de circonvallation; sa droite s'appuyait à la haute Moldau, d'où le camp allait, en embrassant Saint-Roch et le couvent de la Victoire, s'appuyer à Podbaba et à la basse Moldau.

Durant cette marche de l'armée du roi, le prince de Bévern avait poussé de son côté les opérations avec vigueur; il était entré le 20 d'avril en Bohème, en s'avançant par Krottau et Kratzen sur Machendorf; sa cavalerie battit en marche un détachement autrichien, qui s'avançait pour faire une reconnaissance. L'ennemi avait pris à Reichenberg une position avantageuse; le comte de Kœnigseck commandait ce corps, dont on évaluait la force à 28,000 combattants.

Ce fut le 21 d'avril que le prince de Bévern se mit en mouvement pour l'attaquer; il s'avança sur deux colonnes, prenant le chemin de Habendorf vers l'armée ennemie; il fallait passer une chaussée pour y arriver. Ce défilé, que les ennemis ne pouvaient défendre avec la mousqueterie, n'arrêta guère les Prussiens. Au delà de ce passage se trouvait le corps de M. de Kœnigseck, auquel il avait donné la forme d'un cercle. La cavalerie autrichienne occupait le centre de ce cercle, et se trouvait rangée en trois lignes sur une petite plaine, enchâssée entre les deux ailes d'infanterie qui allaient en avançant, le dos appuyé à d'épaisses forêts, ayant en quelques en-

droits des abatis devant elle, et des redoutes garnies d'artillerie dont le feu protégeait la cavalerie.

La droite du prince de Bévern attaqua la gauche de l'ennemi; 15 escadrons prussiens chargèrent en même temps cette cavalerie impériale dans la plaine, et la mirent en déroute. Le prince de Wirtemberg y fit des prodiges de valeur. Alors M. de Lestwitz attaqua la droite de l'ennemi, et les redoutes qui couvraient Reichenberg, et quoiqu'il traversât différents défilés avant que d'y arriver, néanmoins le régiment de Darmstadt, commandé par le colonel de Hertzberg, força ces redoutes, et obligea l'ennemi à prendre la fuite; on le poursuivit en hauteur jusqu'à Kochlitz et à Dorffel; la difficulté de ce terrain montueux, et l'impossibilité qu'il y a que des troupes qui veulent demeurer en ordre puissent atteindre un ennemi qui fuit à la débandade, empêchèrent le prince de Bévern de ruiner entièrement ce corps. Les Autrichiens perdirent environ 1800 hommes à cette action, dont 800 furent pris par le prince de Bévern. La perte des Prussiens ne passa pas 300 hommes, parce que l'ennemi ne leur avait pas opposé une résistance opiniâtre. Le prince de Bévern suivit à Libenau M. de Kœnigseck, où un défilé impraticable, derrière lequel ce général avait formé son monde, l'empêcha de tenter de nouvelles entreprises.

De ce côté les Prussiens n'auraient pu pénétrer plus avant en Bohême, si le maréchal de Schwérin, en survenant, ne les eût secondés à propos. L'armée de Silésie fut la première qui entra en Bohême le 18 avril; elle déboucha dans ce royaume par cinq différents chemins : une de ces colonnes, qui se dirigeait sur Schatzlar, pensa y surprendre les princes de Saxe, qui s'y trouvaient : celle qui prenait la route de Guldene-Els, rencontra 300 pandours qui, d'un rocher escarpé, défendaient le passage aux Prussiens; M. de Winterfeld trouva le moyen de faire gravir contre ces rocs quelques troupes, qui prirent ces pan-

dours à revers, et les passèrent au fil de l'épée : les trois autres colonnes, qui débouchèrent par le comté de Glatz, n'ayant point rencontré d'ennemis sur leur chemin, joignirent toutes le maréchal de Schwérin à Kœnigshof. Ce maréchal ayant des nouvelles de ce qui s'était passé du côté du prince de Bévern, se porta derrière M. de Kœnigseck, qu'il pensa surprendre dans son camp de Libenau; les Autrichiens décampèrent en hâte et voulurent diriger leur marche sur Jung-Buntzlau; M. de Schwérin les y prévint encore, et s'empara en même temps du magasin considérable que les ennemis avaient formé à Kosmanos. Ce fut à cet endroit où le corps de la Lusace joignit l'armée de la Silésie.

Cependant M. de Kœnigseck s'avançait à grandes journées vers Prague; le maréchal le suivit à Bénatek, d'où il détacha, pour talonner l'ennemi de plus près, M. de Wartenberg, qui défit près de Alt-Buntzlau l'arrière-garde autrichienne, forte de 1,500 hommes, dont le plus grand nombre fut tué ou pris; mais ce brave général, un des meilleurs officiers de cavalerie de l'armée, y perdit la vie, et fut universellement regretté. M. de Fouqué marchant alors avec l'avant-garde du maréchal à Buntzlau, s'y arrêta jusqu'au 4 de mai pour rétablir les ponts de l'Elbe, que l'ennemi avait rompus pour assurer sa retraite. Le même jour le maréchal fit passer la rivière à son armée, et se campa à un mille et demi de Prague.

Une partie des troupes que M. de Piccolomini avait commandées l'année précédente n'était pas encore assemblée; le maréchal Daun en avait reçu le commandement après la mort du premier. Sur le bruit des différentes invasions des Prussiens, ce maréchal reçut ordre de rassembler son armée, et de la mener droit à Prague; M. de Braun l'attendait avec d'autant plus d'impatience, qu'il voyait que toutes les forces des Prussiens allaient incessamment fondre sur lui. Le roi était instruit de la marche

du maréchal Daun[1]; mais son armée ne pouvait rien entreprendre contre M. de Braun, qui était couvert par la Moldau et par la ville de Prague; d'ailleurs les choses en étaient venues au point, que le sort des deux armées devait nécessairement se décider par une bataille; et puisqu'on ne pouvait l'engager qu'à l'autre rive de la Moldau, le roi résolut d'attaquer M. de Braun avant sa jonction avec M. Daun.

Pour cet effet on construisit un pont sur la Moldau près de Selz, et le roi le passa à la tête d'un détachement de 20 bataillons et de 40 escadrons; c'était le 5 de mai. Ce prince eut le temps de reconnaître la position des ennemis; il trouva le front de M. de Braun d'un trop difficile abord pour l'attaquer, et s'aperçut qu'en tournant la droite des ennemis, le terrain présentait un aspect plus avantageux pour un engagement. Le lendemain de grand matin les deux armées prussiennes se joignirent à la portée du canon des ennemis; on résolut de les attaquer tout de suite. La gauche des Autrichiens s'appuyait sur la montagne de Ziska, et se trouvait protégée par les ouvrages de Prague; un ravin de plus de cent pieds de profondeur couvrait son front; la droite se terminait sur une hauteur, au pied de laquelle se trouve le village de Sterboholi. Pour rendre plus égal le combat qu'on méditait, il fallait contraindre M. de Braun d'abandonner une partie de ces montagnes, et de longer dans la plaine. A cette fin le roi changea son ordre de bataille : l'armée avait défilé en colonnes rompues, on la mit sur deux lignes, et on la fit marcher par la gauche, en prenant le chemin de Postchernitz. Dès que M. de Braun s'aperçut de ce mouvement, il prit sa réserve de grenadiers, sa cavalerie de la gauche et sa seconde ligne d'infanterie, avec lesquels il

[1] Léopold-Joseph-Marie, comte de Daun, né à Vienne en 1705, fit ses premières armes contre les Turcs et fut nommé feld-maréchal et conseiller intime après la paix d'Aix-la-Chapelle. Il mourut le 5 février 1766.

côtoya les Prussiens, en tenant une ligne parallèle. C'était précisément ce qu'on voulait.

L'armée du roi poussa à Bichowitz par des défilés et des marais qui séparèrent un peu les troupes; la cavalerie prussienne fila au travers de ce village, où elle trouva une plaine bornée par un étang qui lui présentait précisément la distance qu'il lui fallait pour se former, et emboîtée entre ce village et cet étang; ses flancs se trouvaient à l'abri d'insultes; elle attaqua vigoureusement la cavalerie autrichienne; après trois charges consécutives, elle l'enfonça, et la mit entièrement en déroute. A peine 10 bataillons de la gauche furent-ils formés, avant que la seconde ligne pût les joindre, qu'ils attaquèrent l'ennemi avec plus de précipitation et de courage que de prudence; ils essuyèrent un feu d'artillerie prodigieux, et furent repoussés, mais non assurément avec honte, car les plus braves officiers et la moitié des bataillons étaient couchés sur le carreau.

Le maréchal de Schwérin, qui, malgré son grand âge, conservait encore tout le feu de sa jeunesse, voyant avec indignation des Prussiens repoussés, et saisissant un drapeau, se mit à la tête de son régiment, le conduisit à la charge, et fit des efforts de valeur extraordinaires; mais comme il n'y avait point encore de troupes pour le soutenir, il succomba et fut tué, terminant ainsi une vie glorieuse par une mort qui la couvrait d'un nouveau lustre[1].

[1] On lit dans les *Mémoires du duc de Luynes*, à la date de mai 1757 : « Quoique le roi de Prusse ait fait une grande perte par la mort de M. de Schwerin, il y a grande apparence qu'il ne l'aura pas beaucoup regretté. M. de Schwerin était un homme d'un esprit médiocre, mais il avait, avec raison, la plus grande réputation dans le militaire, une grande expérience, l'esprit juste et sage. Il en donna une preuve à la bataille de Molwitz, que le roi de Prusse crut si bien perdue qu'il était déjà parti et avait fait sept ou huit lieues; il aurait même été plus loin s'il n'avait pas trouvé en son chemin une ville dont on lui ferma les portes. M. de Schwerin, sans s'effrayer du désordre dans lequel l'armée était en ce moment, rétablit les affaires et finit par remporter la victoire. Il

La seconde ligne arriva sur ces entrefaites; le roi attira encore à lui le prince Ferdinand de Brunswic avec quelques régiments, et le combat se rétablit d'autant plus facilement, que M. de Treskow avec sa brigade, qui était tant soit peu plus à droite, avait percé la ligne des ennemis. Le roi fit alors avancer les régiments de Charles et de Jeune Brunswic, joignit M. de Treskow, et avec ce corps poussa l'infanterie autrichienne au delà de ses tentes, qu'elle n'avait pas eu le temps d'abattre.

Dès ce moment la déroute devint générale à la droite des ennemis; on demanda de la cavalerie, pour profiter de ce désordre; malheureusement les housards et les dragons étaient tombés sur du bagage ennemi qui s'enfuyait, et ils arrivèrent trop tard pour donner dans l'infanterie, qui, sans cette circonstance, aurait toute été prise ou passée au fil de l'épée. Cela n'empêcha pas le roi de poursuivre vivement l'ennemi. On envoya M. de Puttkammer avec des housards vers la Sassawa, où s'était sauvée une partie des fuyards, et avec le gros des troupes on s'avança

fut blessé au genou dans cette occasion et porté à Prague. Le roi de Prusse averti revint aussitôt, et, ayant donné les ordres nécessaires dans ce moment, on pourrait croire qu'il songea à aller voir M. de Schwerin, qu'on lui avait dit porté dans sa tente à cause de sa blessure; mais au lieu de lui donner cette marque de bonté si bien placée, il donna ordre qu'on le lui apportât puisqu'il ne pouvait pas marcher. Il raisonna quelque temps avec lui sur ce qu'il y avait à faire en conséquence de sa victoire. On peut croire que M. de Schwerin fut piqué d'un traitement si singulier, mais il était trop sage pour en rien marquer. Il se fit porter à Prague après la bataille et alla d'abord chez M. de Séchelles, qui sortait pour l'aller voir, ayant su son arrivée; il lui demanda à dîner et lui dit qu'il partirait le lendemain pour aller aux eaux de Sedlitz. M. de Séchelles le retint un jour de plus, pour avoir le temps de donner des ordres afin qu'il trouvât une maison commode aux eaux. Il profita de cette occasion pour raisonner avec ce général, qu'il trouva très-instruit sur ce qui regardait la Bohême; mais ce qu'il remarqua avec étonnement, c'est que, bien loin de laisser apercevoir aucun ressentiment de la manière dont le roi de Prusse l'avait traité, il ne parla de ce prince à M. de Séchelles qu'avec les plus grands éloges et les plus flatteurs. » T. XVI, p. 62.

vers le Wischerad, de sorte que la gauche des Autrichiens était entièrement coupée de sa droite.

La droite de l'armée du roi n'était point destinée à combattre, à cause de ce profond ravin dont nous avons parlé, qui était devant elle, et du désavantage que le terrain lui donnait; mais elle ne laissa pas d'être engagée par l'imprudence de M. de Mannstein, qu'un courage trop bouillant emportait quelquefois. Cette valeur fougueuse, qui s'embrasait à la vue de l'ennemi, le fit avancer sans qu'il en eût reçu l'ordre; il attaqua l'ennemi tout de suite. Le prince Henri et le prince de Bévern, qui, en désapprouvant sa conduite, ne voulurent cependant pas l'abandonner, furent forcés de le soutenir; l'infanterie prussienne gravit contre des rochers escarpés, défendus par toute la gauche des Autrichiens et par une nombreuse artillerie. Le prince Ferdinand de Brunswic s'apercevant que le combat s'engageait de ce côté-là, et devenant d'ailleurs inutile à la gauche où il n'y avait plus d'ennemis vis-à-vis de lui, prit les Autrichiens en flanc et à dos : ce secours seconda si à propos les efforts du prince Henri, qu'il s'empara de trois batteries des ennemis, et qu'il les poursuivit de montagne en montagne.

Les vaincus, coupés de la Sassawa par le corps du roi derrière eux, au village de Michele, ne virent d'autre salut pour eux que de se jeter dans la ville de Prague; ils tentèrent de se sauver du côté du Wischerad, où la cavalerie du roi les repoussa à trois reprises; ils essayèrent aussi d'échapper du côté de Kœnigsaal, mais encore ils en furent empêchés par le maréchal Keith, dont l'armée occupait toutes les hauteurs au pied desquelles ils devaient passer. On savait à la vérité que des fuyards de l'armée impériale s'étaient jetés dans Prague; toutefois on en ignorait le nombre, de sorte que l'on se contenta d'investir la ville et de la bloquer, aussi bien que l'obscurité et l'espèce de confusion qui suit les victoires purent le permettre.

Cette bataille, qui s'engagea vers les neuf heures du matin, dura, y compris la poursuite, jusqu'à huit heures du soir. Ce fut une des plus meurtrières de ce siècle : les ennemis y perdirent 24,000 hommes, dont 5,000 furent faits prisonniers, parmi lesquels 30 officiers; on leur prit d'ailleurs 11 étendards et 60 pièces de canon. La perte des Prussiens monta à 18,000 combattants, sans compter le maréchal de Schwérin, qui seul valait au delà de 10,000 hommes. Sa mort flétrissait les lauriers de la victoire, achetée par un sang trop précieux. Ce jour vit tomber les colonnes de l'infanterie prussienne; MM. de Fouqué et de Winterfeld furent dangereusement blessés : là perdirent la vie M. de Hautcharmoy, M. de Goltz, le prince de Holstein[1], M. de Mannstein, d'Anhalt[2], et nombre de vaillants officiers et de vieux soldats, qu'une guerre sanglante et cruelle ne donna pas le temps de remplacer.

Le lendemain le roi envoya M. de Krockow à Prague, pour sommer la ville de se rendre; ce général fut bien étonné d'y trouver le prince Charles de Lorraine, et d'apprendre avec certitude que 40,000 Autrichiens, sauvés de la bataille, étaient enfermés dans ses murailles. Cette nouvelle obligea le roi à prendre des mesures différentes; il s'empara de la montagne de Ziska, où se campa la droite de l'armée, d'où le front, en occupant toutes les vignes qui regardent Prague, allait par Michele aboutir à Podoli à la Moldau. On y construisit un pont, pour avoir la communication assurée de ce côté-là avec le maréchal Keith, et on en fit un de même à Branick sur la basse Moldau. La ville de Prague ne saurait être considérée comme une place de guerre; située dans un fond, elle est entourée par des

[1] Frédéric-Guillaume III, duc de Holstein-Beck, fils de Frédéric-Guillaume et d'Ursule-Anne de Dohna, était né en 1723. Il succéda à son père en 1749.

[2] Gustave, troisième fils de Guillaume-Gustave, prince d'Anhalt-Dessau, et de Jeanne-Sophie Hem, était né le 26 mai 1730.

vignes et des rochers qui la dominent également de tous les côtés; ses fossés sont secs, ses ouvrages revêtus d'une maçonnerie légère, les parapets en beaucoup d'endroits trop minces, les courtines trop longues; tous ces ouvrages avaient été si fort négligés pendant la paix, qu'en différents endroits ils étaient insultables, mais la garnison ne l'était pas; pour l'attaquer en forme, il fallait une armée plus nombreuse que la prussienne, surtout après les détachements qu'on avait été obligé de faire, et dont nous aurons lieu de parler incessamment.

Ces raisons firent que le roi se contenta de bloquer la ville, en essayant de prendre la garnison par la famine. On se flatta de mettre le feu, par un bombardement, aux magasins d'abondance; on fit venir des mortiers et du canon; on établit trois grandes batteries, l'une à la montagne de Ziska, l'autre devant Michele, et la troisième du côté du maréchal Keith vers le Strohhof; mais tout cela fut inutile; la ville avait des bastions casematés, où les vivres trouvèrent un abri contre tous les efforts de l'artillerie prussienne.

Pendant que ces arrangements se faisaient autour de Prague, le maréchal Daun s'était avancé avec son corps à Teutschbrodt; d'abord le roi lui opposa M. de Ziethen, et peu de temps après le prince de Bévern, qui se trouvant à la tête de 20,000 hommes, se porta premièrement à Kaurzim, puis à Kuttenberg, faisant toujours reculer devant lui le maréchal Daun. Celui-ci se retira jusqu'à Haber; mais chaque pas qu'il faisait en arrière l'approchait de ses secours et lui donnait le moyen d'attirer à lui les débris de la bataille de Prague, qui s'étant sauvés au delà de la Sassawa, purent le rejoindre. D'un autre côté le roi fit partir pour l'Empire le colonel Mayer avec ses volontaires et environ 500 housards, pour donner l'épouvante aux princes d'Allemagne, retarder la réunion de l'armée des cercles, et en même temps pour alarmer les pédants de Ratisbonne, dont l'éloquence insultante violait toutes les

règles de la bienséance. Mayer entra dans l'évêché de Bamberg; de là il s'étendit vers Nurnberg; il fit déserter de Ratisbonne ces députés arrogants, qui se croyaient les juges des rois, et de là il pénétra dans le haut Palatinat. L'électeur de Bavière et plusieurs princes, à qui cette irruption donna de l'inquiétude, députèrent vers le roi, pour traiter de leurs intérêts; enfin tout l'Empire aurait abandonné le parti de l'impératrice-reine, si une de ces révolutions ordinaires à la guerre et qui entrent dans les jeux de la fortune, n'eût traversé la prospérité des Prussiens.

Nous verrons dans la continuation de cette guerre combien il arriva de ces vicissitudes qui renversaient tantôt les espérances des Prussiens, tantôt celles des Impériaux. Cependant le blocus de Prague continuait; on bombardait la ville; mais les Autrichiens faisaient des sorties fréquentes. Un jour ils voulurent attaquer les batteries du Strohhof. Le prince Ferdinand de Prusse[1] y accourut et les rechassa jusqu'à leur chemin couvert avec une perte de 1,200 hommes. Une autre fois ils tentèrent une sortie du côté du Wischerad, avec si peu de précaution et de prévoyance, que prêtant le flanc à des batteries prussiennes placées vers Podoli, le canon les fit rentrer dans Prague dans le plus grand désordre. Une autre fois le prince de Lorraine fit avec 4,000 hommes une sortie du Petit-Côté; ces troupes prirent une flèche défendue par 50 soldats; mais bientôt M. de Retzow les repoussa et les poursuivit jusqu'aux portes de la ville. Les Prussiens eurent dans ce siége les ennemis et les éléments à combattre: un orage violent et des nuages qui crevèrent, grossirent subitement les eaux de la Moldau; leur impétuosité brisa le pont de Branick, le courant l'entraîna vers le pont de Prague; les ennemis en enlevèrent 24 pontons, mais 20 autres leur échappèrent, et à Podoli on les recouvra.

[1] Auguste-Ferdinand, frère de Frédéric II, né en 1730, grand maître de l'ordre de Saint-Jean à Sonnenibourg.

Le grand nombre de bombes que les Prussiens avaient jetées dans Prague avait considérablement endommagé certains quartiers de la ville; le feu avait même consumé une boulangerie des ennemis; les déserteurs déposaient unanimement que les vivres commençaient à manquer, et qu'au lieu de viande de boucherie la garnison se nourrissait de chair de cheval. Il était fâcheux qu'on ne gagnât rien contre cette ville, ni par la force ni par la ruse, et qu'il fallût tout attendre du bénéfice du temps; il n'y avait que la famine et le désespoir qui pussent forcer le prince de Lorraine à se faire jour, l'épée à la main, à travers les assiégeants; car ils étaient fortifiés dans leurs quartiers, de manière à l'obliger après quelques efforts inutiles à se rendre.

Le projet de prendre Prague avec l'armée qui la défendait aurait cependant réussi, si on avait pu lui donner le temps de parvenir à sa maturité; mais il fallut s'opposer au maréchal Daun, il fallut se battre, et l'on fut malheureux. Nous avons laissé le prince de Bévern campé à Kuttenberg, et le maréchal Daun à Haber; ce maréchal y fut joint par tout ce que la cour put tirer des garnisons des pays héréditaires et de troupes de la Hongrie, outre les fuyards de la bataille de Prague, en sorte que son armée, composée au commencement de la campagne de 14,000 hommes, se trouvait forte alors de 60,000 combattants. L'accroissement de cette armée dérangeait toutes les combinaisons précédentes des projets du roi; il fallait nécessairement renforcer le prince de Bévern, pour qu'il pût au moins se soutenir contre une armée du triple supérieure à la sienne; d'un autre côté il était dangereux d'affaiblir l'armée de siége, qui avait une vaste circonférence à défendre, et qui pouvait être attaquée d'un jour à l'autre par 40,000 hommes renfermés dans cette ville. On trouva cependant moyen, en économisant les postes, en fortifiant les uns, en resserrant les autres, de faire une épargne de

10 bataillons et de 20 escadrons. Ce détachement pouvait s'éloigner, mais ce ne devait pas être pour longtemps, ou le blocus en aurait souffert.

Pour que l'on prît Prague et l'armée qui la défendait, il était indispensable d'éloigner le maréchal Daun de cette contrée, parce que les troupes employées à en faire la circonvallation, quoique bien postées pour repousser des sorties, n'étaient que sur une ligne, et ne pouvaient défendre leur front et leur dos en même temps; et parce qu'en se laissant resserrer autour de Prague, les Prussiens auraient manqué de subsistances, la cavalerie étant déjà obligée d'aller chercher le fourrage à 4 ou 5 milles du camp. Ces considérations importantes déterminèrent le roi à se mettre en personne à la tête de ce détachement, pour joindre le prince de Bévern, et juger sur les lieux du parti qu'il serait plus convenable de prendre. Le roi partit le 13 de Prague; M. de Treskow fut détaché en même temps, pour nettoyer les bords de la Sassawa, que les troupes légères du maréchal Daun commençaient d'infester. Le roi poursuivit sa marche par Schwartz-Kosteletz à Malotitz, où il fut joint par M. de Treskow, qui avait pris une route à droite.

L'intention du roi était d'arriver à Kolin, pour se joindre au prince de Bévern; il trouva devant lui un corps considérable, qui campait à Zasmuky; c'était M. de Nadasti, qui avait pris cette position, par laquelle il coupait déjà en quelque manière le prince de Bévern de l'armée prussienne. Bientôt on découvrit de loin, sur le chemin de Kolin, deux colonnes qui prenaient la route de Kaurzim; on apprit par ceux qui furent les reconnaître, que c'était le prince de Bévern qui venait se joindre aux troupes du roi. Le jour tombait, la nuit survint avant l'arrivée du prince, de sorte que l'on se contenta de faire camper les troupes autant que l'obscurité voulut le permettre. On fut étonné du mouvement du prince de Bévern, auquel on ne s'attendait pas; il le fit à l'occasion de ce qui s'était passé la veille; il avait

été attaqué le 13 à Kuttenberg par M. de Nadasti [1], qu'il avait repoussé, en même temps que le maréchal Daun avait fait un mouvement sur son flanc qui l'avait obligé, pour ne point être tourné, de quitter sa position de Kuttenberg et de prendre celle de Kolin; là il reçut des avis que les Autrichiens campés à Wisoka se préparaient à l'attaquer le lendemain; pour n'en point courir le risque, il aima mieux aller au-devant du détachement prussien, qu'il savait en marche pour le renforcer. On voulut le lendemain reconnaître les chemins de Wisoka, pour juger de la disposition où se trouvaient les ennemis; cependant on ne put y réussir, à cause de l'épaisseur des forêts et du nombre des pandours qui les remplissaient.

Le même jour, 4,000 cravates attaquèrent un convoi qui venait de Nymbourg à l'armée; il était escorté par 200 fantassins aux ordres de M. de Billerbeck [2], major dans le régiment Henri; ce brave officier se défendit trois heures contre le nombre qui l'assaillait, jusqu'à l'arrivée du secours qui le dégagea, sans avoir perdu la plus petite partie de son convoi, et l'on ne trouva à dire à son monde que sept blessés, ce qui est une perte peu considérable, si l'on fait attention au corps qui l'attaqua. D'aussi petits détails ne deviennent dignes de l'histoire, qu'autant qu'ils peuvent servir d'exemple pour prouver ce que peuvent à la guerre la valeur et la fermeté, soutenues par une bonne disposition. Le terrain où les Prussiens étaient campés n'était pas assez avantageux pour qu'on pût y attendre l'ennemi avec sûreté; le roi voulait se porter avec l'armée à Scwoischitz, dont les environs sont susceptibles de défense; mais à peine l'armée se fut-elle mise en marche pour prendre cette position, qu'on vit paraître celle du maréchal Daun, qui se forma près de Scwoischitz en une espèce de

[1] François, comte de Nadasti, feld-maréchal des armées impériales, né en 1708, mort en 1787.

[2] Jean-Christophe de Billerbeck, né en 1703, mort en 1777.

triangle, dont la gauche tirait vers Zasmuky et la droite vers l'Elbe; le front vis-à-vis de Kaurzim et de Malotitz était couvert par une prairie bourbeuse, à travers laquelle serpentait un ruisseau marécageux. Ce mouvement des ennemis produisit un changement nécessaire dans la disposition des Prussiens; l'armée prit une autre direction; elle gagna plus vers la gauche et s'approcha de Nymbourg; elle se campa ayant Planiany vers la gauche de son front, et à sa droite Kaurzim, où l'on jeta un bataillon pour assurer le flanc de l'armée. On rencontra près de Planiany un corps d'Autrichiens, dont l'intention ne pouvait être que de s'emparer du dépôt que les Prussiens avaient à Nymbourg; on contraignit ce corps à se replier, et il prit poste sur une hauteur derrière Planiany, où il demeura la nuit.

La situation du roi devenait de jour en jour plus critique et plus embarrassante; sa position ne valait rien : son camp était étroit, acculé contre des montagnes; son front se trouvait à la vérité inabordable par le marais et le ruisseau qui séparaient les deux armées; mais il n'en était pas de même de la droite, mal appuyée à Kaurzim, et que le maréchal Daun était maître de tourner dès qu'il le voudrait, en se portant de Zasmuky sur Malotitz. Si les ennemis eussent fait ce mouvement, toute l'armée était prise en flanc et battue sans ressource. Il se présentait d'autre part une multitude d'objets à remplir, trop contraires pour qu'il fût possible de les concilier tous, et l'on ne pouvait en négliger aucun sans un préjudice considérable. Il fallait couvrir les magasins de Brandeis et de Nymbourg, d'où l'armée d'observation tirait son pain; il fallait protéger le blocus de Prague, en empêchant, avec un corps faible, une armée supérieure du double d'y détacher des troupes ou d'en approcher.

Plus l'infériorité des Prussiens devenait sensible, plus ils avaient à craindre à la longue d'essuyer quelque échec

considérable; car en supposant même qu'ils eussent pu se soutenir dans le camp où ils étaient, il ne leur en était pas moins impossible d'empêcher le maréchal Daun d'envoyer un gros détachement, qui, longeant les bords de la Sassawa, serait venu à dos des corps prussiens qui campaient entre Branick et Michele, et cette armée du siége, attaquée par derrière pendant que de la ville le prince de Lorraine aurait fait une sortie, se serait trouvée entre deux feux, et aurait par conséquent été totalement battue. Si le roi, prenant un autre parti, eût trouvé convenable de se retirer à Kosteletz ou à Teutschbrodt, il y trouvait des camps plus avantageux; mais les inconvénients dont nous venons de parler n'en subsistaient pas moins; car en s'approchant de l'Elbe on couvrait les magasins, en laissant le chemin libre vers Prague; et en tirant plus vers la Sassawa, on protégeait mieux le siége, et l'on découvrait les dépôts, dont la perte s'en serait promptement ensuivie, sans compter qu'en perdant du terrain où il y avait du fourrage, l'armée en se retirant se resserrait dans un pays épuisé et où les vivres avaient été consumés d'avance.

Il se présentait d'autres considérations plus fortes encore. Le maréchal Daun commandait une armée de 60,000 hommes que l'impératrice-reine avait rassemblée à grands frais; était-il à présumer qu'on souffrît impunément à Vienne, ayant autant de troupes en Bohême, que les Prussiens fissent dans Prague le prince de Lorraine et 40,000 hommes prisonniers de guerre en présence de cette armée? On savait même que le maréchal Daun avait ordre de tout risquer pour délivrer le prince de Lorraine. Il s'agissait donc proprement de se déterminer, ou à laisser aux ennemis la liberté d'attaquer les troupes prussiennes dans leur poste, ou à les prévenir et à les attaquer soi-même. Ajoutons à ces considérations que depuis que le maréchal Daun se trouvait fort, il était impossible de prendre Prague sans gagner une seconde bataille, et qu'il aurait été honteux

pour les armes d'en lever le siége à l'approche de l'ennemi, vu que tout ce qui pouvait arriver de pis était d'abandonner cette entreprise, au cas que l'ennemi remportât la victoire.

Indépendamment de tout ce que nous venons de dire, une raison plus importante encore obligeait d'en venir à une décision ; c'est qu'en gagnant encore une bataille, le roi prenait sur les Impériaux une entière supériorité. Les princes de l'Empire, déjà incertains et indécis, l'auraient conjuré de leur accorder la neutralité. Les Français se seraient trouvés dérangés et peut-être arrêtés dans leurs opérations en Allemagne. Les Suédois en seraient devenus plus pacifiques et plus circonspects. La cour de Pétersbourg même aurait fait des réflexions, parce que le roi se serait vu dans une situation à pouvoir envoyer sans risque des secours à son armée de Prusse, et même à celle du duc de Cumberland. Voilà quels furent les motifs importants qui engagèrent le roi à attaquer le lendemain le maréchal Daun dans son poste.

On se mit en marche le 18 de grand matin. M. de Treskow, avec l'avant-garde, délogea d'abord ce corps ennemi qui s'était campé la veille sur les hauteurs derrière Planiany ; ce début était nécessaire pour nettoyer le chemin de Kolin, sur lequel l'armée devait marcher en deux colonnes. Elle défila sur deux lignes par la gauche, vis-à-vis celle des ennemis. Le maréchal Daun, qui découvrit le mouvement, changea aussitôt son front, et marchant par sa droite, longea la croupe des montagnes qui vont vers Kolin. M. de Nadasti s'était placé devant l'armée du roi avec 4 à 5,000 housards, qu'un corps de cavalerie poussait d'espace en espace, ce qui ralentit la marche des colonnes. On continua de presser ainsi ces troupes légères, jusqu'à ce qu'on eût gagné une éminence qu'il fallait occuper nécessairement pour attaquer l'ennemi.

Comme les troupes n'arrivèrent pas aussi promptement

pour le bien des affaires qu'il aurait été à désirer, le roi profita de ce temps pour assembler les officiers généraux, et pour convenir avec eux de la disposition de la bataille. Une auberge se trouvait sur le chemin que tenaient les troupes; l'on y découvrait distinctement l'ordre dans lequel le maréchal Daun avait rangé ses troupes, et toutes les parties du terrain sur lequel il fallait agir. Ce fut dans ce lieu-là qu'on prit les mesures suivantes : il fut résolu d'attaquer la droite de l'ennemi, parce qu'elle était mal appuyée et parce que c'était l'endroit le plus accessible; le front des Autrichiens s'étendait sur des rochers âpres et escarpés, au pied desquels des villages dans la plaine étaient remplis de pandours; mais plus ils étaient inexpugnables dans cette partie, moins ils l'étaient à leur droite. L'endroit par lequel la gauche des Prussiens devait attaquer était une hauteur qu'ils occupaient déjà; de là se présentait un cimetière isolé, garni de cravates, et qu'il fallait emporter; ensuite, en tournant un peu plus à gauche, on prenait l'armée du maréchal Daun à dos et en flanc.

Pour soutenir cette attaque, il fallait la nourrir de toute l'infanterie prussienne qui se trouvait dans l'armée; par cette raison le roi se proposa de refuser entièrement sa droite aux ennemis, et défendit sévèrement aux officiers qui la commandaient de dépasser le grand chemin de Kolin; cela était d'autant plus sensé, que la partie de l'armée autrichienne postée vis-à-vis de cette droite occupait un terrain inabordable : si la position que le roi avait prescrite à ses troupes avait été observée, il aurait été maître, durant l'action, de faire filer selon le besoin des bataillons, pour soutenir les brigades qui avaient fait la première attaque. Outre ce que nous venons de dire, M. de Ziethen eut ordre de tenir tête à M. de Nadasti avec 40 escadrons, pour qu'il ne troublât pas l'infanterie prussienne dans ses opérations; le reste de la cavalerie fut placé en réserve derrière les lignes. Lorsque tout fut réglé,

M. de Hulsen partit à la tête de 7 bataillons et de 14 pièces d'artillerie, pour engager l'action; des 24 bataillons qui restaient, 9 formèrent la seconde ligne et les 15 autres la première.

Telle fut cette disposition, qui aurait rendu les Prussiens victorieux si elle avait été suivie; mais voici ce qui arriva. M. de Ziethen attaqua le corps de Nadasti, dont la déroute fut générale; il le poursuivit jusqu'à Kolin, de sorte qu'il fut séparé des Autrichiens, et que, de toute la journée, il ne fut plus à portée de nuire aux entreprises du roi. A une heure après midi M. de Hulsen attaqua le cimetière et le village de la hauteur, où il ne rencontra pas grande résistance; il se rendit maître ensuite de deux batteries, chacune de 12 pièces de canon.

Tout succédait aux vœux des Prussiens dans cette première attaque; mais voici les fautes qui causèrent la perte de la bataille. Le prince Maurice, qui conduisait la gauche de l'infanterie, au lieu de l'appuyer derrière ce village que M. de Hulsen venait d'emporter, la forma à mille pas de cette hauteur; cette ligne était en l'air; le roi s'en aperçut, et la mena près du pied de cette hauteur; en même temps on entendit un feu assez vif à la droite. Obligé de se hâter et ne pouvant faire autrement, il remplit les vides qui se trouvaient dans sa ligne par les bataillons de la seconde; il se rendit aussitôt à la droite, pour savoir de quoi il était question; il trouva que M. de Mannstein, qui avait engagé sa brigade si mal à propos à la bataille de Prague, venait de retomber dans la même faute; il avait aperçu des pandours dans un village proche du chemin que la colonne tenait, il lui prend fantaisie de les en déloger; il entre contre ses ordres dans le village, en chasse l'ennemi, le poursuit, et se trouve sous le feu de mitraille des batteries autrichiennes; à son tour on l'attaque, et la droite de l'infanterie marche à son secours.

Lorsque le roi arriva sur les lieux, l'affaire était si sé-

rieusement engagée, qu'il n'y avait plus moyen de retirer les troupes sans être battu; bientôt la gauche entra également en jeu, ce que les généraux auraient pu cependant empêcher. Alors la bataille devint générale, et ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que le roi n'en pouvait être que spectateur, n'ayant pas un bataillon de reste dont il pût disposer.

Le maréchal Daun profita, en grand général, des fautes des Prussiens; il fit filer derrière son front sa réserve, qui vint à son tour attaquer M. de Hulsen jusqu'alors victorieux; il se soutint néanmoins, et si on avait pu lui fournir quatre bataillons frais, la bataille était gagnée; il repoussa encore cette réserve autrichienne; les dragons de Norman donnèrent alors dans l'infanterie ennemie, la dispersèrent, et lui prirent 5 drapeaux; ils attaquèrent ensuite les carabiniers saxons, qu'ils chassèrent jusqu'à Kolin. Pendant ces entrefaites, l'infanterie prussienne du centre et de la droite avait gagné quelque terrain, sans cependant avoir emporté d'avantage considérable. Ces bataillons, qui tous avaient beaucoup souffert du canon et du feu des petites armes, étant fondus à moitié, faisaient entre eux des intervalles du triple plus grands qu'ils ne devaient l'être, et comme il n'y avait ni seconde ligne ni réserve, il fallut y suppléer par des régiments de cuirassiers, qu'on plaça à quelque distance derrière ces ouvertures. Le régiment de Prusse cavalerie attaqua même un gros de l'infanterie ennemie, et l'aurait détruit, si une batterie chargée à mitraille n'eût pas joué à propos contre lui; il rebroussa chemin en confusion, et renversa les régiments de Bévern et de Henri qui étaient derrière lui; l'ennemi s'aperçut de ce désordre; il lâcha aussitôt sa cavalerie, qui, profitant de ce moment, rendit la confusion générale.

Le roi voulut faire charger des cuirassiers qui étaient à portée et qui auraient pu réparer le mal en partie; il lui fut impossible de les mettre en mouvement; il eut recours à

deux escadrons de Truchsès, qui prirent la cavalerie ennemie en flanc, et la ramenèrent au pied de ses montagnes. Il n'y avait, de cette ligne d'infanterie, que le premier bataillon des gardes qui tînt encore à la droite; il avait repoussé quatre bataillons d'infanterie et deux régiments de cavalerie qui avaient voulu l'entourer; mais un bataillon, quelque bravoure qu'il ait, ne saurait seul gagner une bataille. M. de Hulsen, avec son infanterie et quelque cavalerie qu'on lui avait envoyée, se maintenait encore sur son terrain, savoir sur cet emplacement dont il avait chassé les Autrichiens au commencement de l'action; il y resta jusqu'au soir à 9 heures, qu'il fut obligé de se retirer, de même que l'armée. Le prince Maurice mena les troupes à Nymbourg, où il passa l'Elbe, sans qu'un seul housard de l'ennemi le suivît. Cette action coûta au roi 8,000 hommes de sa meilleure infanterie; il y perdit 16 pièces de canon qui ne purent être transportées, les chevaux en ayant été tués. Après que le roi eut donné ses ordres aux généraux pour la retraite des troupes, il courut au plus pressé, se rendit à son armée de Prague, où il ne put arriver que le lendemain au soir, et l'on fit des dispositions pour lever le blocus de la ville, que le funeste événement de Kolin ne permettait plus de continuer.

Ce qu'il y eut de singulier dans l'action que nous venons de rapporter, fut que déjà l'infanterie autrichienne commençait à se retirer, que la cavalerie devait en faire autant, lorsqu'un colonel d'Ayassas, de son propre mouvement, attaqua l'infanterie prussienne avec ses dragons, au moment où les cuirassiers de Prusse y mirent la confusion, et où les succès firent révoquer les premiers ordres. Sans doute que l'embarras où se trouvaient les Autrichiens après une affaire aussi opiniâtre les empêcha de poursuivre les Prussiens; cependant ils étaient victorieux. Si le maréchal Daun avait eu plus de résolution et d'activité, il est certain que son armée aurait pu arriver le 20 devant Prague, et

que les suites de la bataille de Kolin seraient devenues plus funestes pour les Prussiens que leur défaite même.

Le 20, de grand matin, les Prussiens levèrent le blocus de Prague. Le corps qui avait campé du côté de Michéle se retira au delà de l'Elbe par Alt-Buntzlau et Brandeis, pour se joindre à l'armée de Kolin qui campait à Nymbourg. Le corps du maréchal Keith devait se replier sur Welwarn, afin de couvrir les magasins de Leutmeritz et d'Aussig; des contre-temps s'en mêlèrent, les ponts ne furent pas enlevés assez vite, on fut obligé d'attendre, et le maréchal Keith ne put quitter son camp qu'à 11 heures. Les Prussiens de Michéle étaient partis à 3 heures du matin. Le prince de Lorraine, qui eut d'abord des avis de la bataille que le maréchal Daun venait de gagner, se prépara à faire une sortie sur les troupes du maréchal Keith prêtes à lever le piquet. Il sortit du Petit-Côté et canonna vivement les deux colonnes prussiennes qui se retiraient par le couvent de la Victoire; les grenadiers de l'arrière-garde calmèrent l'impétuosité des ennemis, et le prince de Prusse prit une position à Reesin, d'où il protégea la retraite des troupes. Les Prussiens n'eurent que 200 hommes tant de tués que de blessés dans cette affaire; le prince de Lorraine y gagna 2 pièces de 3 livres dont les chevaux furent tués, seul trophée qu'il remporta de son expédition.

Le corps avec lequel le roi avait marché à Brandeis prit le lendemain le camp de Lissa, où il se joignit aux débris des troupes de Kolin. L'on supposait que le maréchal Daun agirait contre l'armée du roi, et le prince de Lorraine contre celle du maréchal Keith, et l'on se trompa. Les Autrichiens perdirent beaucoup de temps à faire avancer leurs magasins; au bout de huit jours les deux armées autrichiennes se joignirent à Brandeis. Le prince de Prusse prit le commandement de l'armée de Lissa, avec laquelle il marcha à Jung-Buntzlau, et bientôt à Bœhmisch-

Leippa. Le roi prit le chemin de Melnick, pour se joindre au maréchal Keith avec un renfort qu'il lui mena; il passa l'Elbe à Leutmeritz: afin de ne pas perdre cependant la communication avec le prince de Prusse, il laissa le prince Henri avec un détachement à Trebotschau à la rive droite de l'Elbe.

L'armée du roi s'étendait dans la plaine entre Leutmeritz et Lowositz; quelques bataillons occupaient le Pascopol et le défilé de Welmina; les gorges de la Saxe étaient gardées par de nouvelles levées. La ville de Leutmeritz avait servi de dépôt pour le siége de Prague; c'était le grand magasin et l'hôpital de l'armée; cette ville, située dans un fond, ne pouvait se défendre que par les camps qui occupaient les montagnes qui l'environnent; on travailla, aussitôt que les troupes y arrivèrent, à la débarrasser des malades, des munitions et de l'artillerie qu'on y gardait; quelque activité qu'on mît à presser tous ces transports, on ne put les achever que le 20 juillet.

Au commencement de ce mois M. de Nadasti s'approcha de l'armée, se campa à Gastorf vis-à-vis du corps du prince Henri, et mit tout en œuvre pour interrompre la communication que les Prussiens entretenaient entre le camp de Leutmeritz et celui de Leippa; en quoi il n'eut pas de peine à réussir, en répandant ses pandours dans les forêts et dans les défilés en grand nombre qui se trouvent dans cette partie de la Bohême. A la rive gauche de l'Elbe il ne parut qu'un petit corps d'Autrichiens commandé par le sieur Laudon[1]. Ce partisan, à la tête de 2,000 pandours, s'était posté au pied du Pascopol, d'où il infestait les grands

[1] Gédéon-Ernest, baron de Laudon, feld-maréchal et généralissime des armées autrichiennes, né en 1716, en Livonie, d'une famille originaire d'Écosse. Il s'enrôla en 1731 dans un régiment d'infanterie russe. Il essaya ensuite, mais en vain, d'entrer au service de la Prusse. L'impératrice Marie-Thérèse l'accueillit au contraire et lui donna une compagnie. Il fut nommé général-major en 1757, généralissime en 1789. Il mourut en 1790.

chemins, inquiétait les détachements, et faisait des coups peu considérables. Celui qui lui réussit le mieux devint funeste à M. de Mannstein, célèbre pour avoir engagé la bataille de Prague, et avoir causé la perte de celle de Kolin. Ce général se faisait transporter en Saxe, pour y chercher la guérison de ses blessures; il était escorté par 200 hommes de nouvelles levées; Laudon l'attaque en chemin, le désordre se met dans l'escorte, Mannstein sort de sa voiture, prend son épée, se défend en désespéré, et refusant le quartier qu'on lui offre, est tué sur la place. La guerre se faisait avec plus de vigueur du côté du prince de Prusse. Le prince de Lorraine et le maréchal Daun, après s'être joints, quittèrent Brandeis et suivirent le prince de Prusse; ils se campèrent à Nimes, où ils tournaient son flanc gauche, et gagnaient sur les Prussiens une marche sur Gabel. Le général Puttkammer défendait le château de cette ville, où le prince de Prusse l'avait envoyé avec 4 bataillons, pour faciliter les convois que son armée tirait de Zittau.

Si le prince de Prusse eût pris le parti de marcher incontinent à Gabel, les Autrichiens n'auraient rien gagné par leur mouvement; mais le prince, qui n'en sentit pas d'abord les conséquences, demeura tranquille dans son camp, et laissa faire à l'ennemi ce qu'il lui plut. Le maréchal Daun fit partir un détachement de 20,000 hommes, qui attaqua M. Puttkammer à Gabel; ce général, après une vigoureuse résistance et trois jours de tranchée ouverte, n'étant point secouru, fut obligé de se rendre prisonnier de guerre. Le prince de Prusse comprit l'importance de ce poste après l'avoir perdu; le droit chemin de son camp à Zittau passe par Gabel; ce chemin lui étant interdit, celui qui lui restait passe par Rumbourg et fait un détour de quelques milles; on ne peut y passer que sur une colonne. L'armée fut obligée de le prendre; elle y perdit du bagage, et des pontons qui se brisèrent dans des chemins étroits entre des rochers. Le prince arriva à Zittau en décrivant un arc, et

le maréchal Daun la corde. M. de Schmettau, qui commandait l'avant-garde des Prussiens, trouva, en approchant de Zittau, les Autrichiens établis sur l'Eckartsberg; c'est le poste le plus important de cette contrée; il domine sur la ville et commande aux environs.

L'armée du prince de Prusse occupa une hauteur opposée au camp des ennemis, la ville de Zittau devant sa droite entre les deux armées, sa gauche étendue sur la montagne de Hennersdorf. Le prince pouvait soutenir la ville, sans pouvoir néanmoins empêcher les Impériaux de l'insulter. Le maréchal Daun, excité par le prince Charles de Saxe, fit bombarder la ville. Zittau a des rues étroites, la plupart des toits sont en bardeau; le feu y prit, le bardeau communiqua l'incendie aux différents quartiers de la ville à la fois; les maisons s'écroulèrent et les passages furent bouchés par les débris. Le prince de Prusse se vit obligé d'en retirer la garnison; les troupes qui occupaient l'extrémité opposée ne purent regagner l'armée, ne trouvant que des flammes et des ruines sur leur passage, de sorte que le colonel Dierke avec 150 pionniers et le colonel Kleist[1] avec 80 soldats du margrave Henri tombèrent entre les mains des ennemis.

La ville de Zittau n'étant en elle-même d'aucune conséquence, on ne fut sensible à ce malheur qu'à cause du magasin considérable qui s'y trouvait. Après qu'il eut été consumé par les flammes, l'armée du prince de Prusse ne pouvant tirer sa subsistance et son pain que de Dresde, il aurait fallu transporter ce pain de 12 milles, pour qu'il arrivât au camp; et comme il se présentait des difficultés insurmontables à ce transport, le prince fut obligé de se

[1] Ewald-Christian de Kleist, né en 1715, servit d'abord en Danemarck, puis entra dans le régiment du prince Henri, frère du roi Frédéric II. Il fut blessé mortellement à la bataille de Kunnesdorf, le 12 août 1759, et mourut douze jours après. Kleist a laissé la réputation d'un des plus grands poëtes de l'Allemagne.

rapprocher de ses vivres; il décampa de Zittau sans être suivi par l'ennemi, et prit une position pour l'armée, aux environs de Bautzen.

Dès que le roi fut informé de la perte de Gabel, il se proposa d'évacuer Leutmeritz, pour retourner en Saxe. La ville de Leutmeritz était vide; les munitions de guerre et de bouche étaient déjà arrivées à Dresde, et comme il n'y avait point de temps à perdre, le prince Henri passa l'Elbe : après qu'il eut rejoint le roi, l'armée alla se camper entre Sulowitz et Lowositz. [Août.] M. de Nadasti, qui avait suivi l'arrière-garde de Son Altesse Royale, attaqua les grand'gardes du camp; on le reçut vertement; il fut repoussé avec perte, et repassa promptement l'Elbe. Les jours suivants l'armée se replia sur Linay, de là sur Nœllendorf et sur Pirna. Un détachement de 200 hommes de nouvelles levées, qui gardait le Schreckenstein, fut attaqué et pris par M. Laudon; les postes d'Aussig et de Teschen furent évacués sans perte.

Le roi laissa le prince Maurice à Gishubel; il lui donna 14 bataillons et 10 escadrons pour défendre cette gorge, et se mit en marche avec le reste de ses troupes, voulant joindre le prince de Prusse à Bautzen. Ce prince, qui était tombé malade, quitta l'armée et ne fit depuis que languir. Le roi s'avança d'abord avec un détachement de Bautzen à Weissenberg; il en délogea M. de Beck, qui se replia vers Bernstadt. Les arrangements qu'il fallut faire pour rétablir l'ordre dans les vivres et préparer de nouveaux caissons, arrêtèrent le roi quinze jours. Ce prince était pressé par les progrès des Français à sa droite, et des Russes à sa gauche; il était obligé de détacher; ce qui lui inspira le dessein de marcher aux Autrichiens, et d'essayer de s'en délivrer, avant que de s'affaiblir par des détachements; il se mit en marche le 16 pour Bernstadt; le roi menait la colonne de la gauche, le prince de Brunswic celle de la droite. Ils pensèrent entourer M. de Beck sur

une montagne près de Sohland, et ce partisan ne se sauva qu'en perdant une partie de son monde.

On apprit à Bernstadt qu'un détachement des ennemis s'assemblait à Ostritz; M. de Werner y fut aussitôt envoyé[1]; il fut sur le point de prendre M. de Nadasti, dont il enleva le bagage, et les troupes qui l'escortaient. On trouva parmi ses papiers des lettres originales de la reine de Pologne, qui donnait des avis à ce général de tout ce qu'elle savait des Prussiens, et lui proposait quelques projets de surprise; le roi envoya ces originaux à M. de Finck, commandant de Dresde, pour les montrer à la reine, afin qu'elle comprit qu'on était au fait de toutes ses menées. Le roi détacha 5 bataillons de Bernstadt pour prendre poste à Gœrlitz, et avec le gros de l'armée il marcha droit aux Autrichiens.

Le maréchal Daun campait encore à l'Eckartsberg, il ne fit faire qu'un mouvement à ses troupes, pour qu'elles présentassent le front aux Prussiens. Ce poste était inattaquable; à la gauche, une montagne taillée en forme de bastion, hérissée de 60 pièces de douze livres, flanquait la moitié de son armée; devant le front s'étend dans un bas-fond le village de Wittgenau, le long duquel coule un ruisseau entre des rochers escarpés. Trois chemins se présentaient pour traverser ce village, qui menaient à l'ennemi, et dont le plus large pouvait contenir une voiture. La droite du maréchal s'appuyait à la Neisse; au delà de cette rivière campait M. de Nadasti avec la réserve de l'armée, sur une hauteur d'où il pouvait, avec 30 pièces de gros calibre, balayer tout le front de l'armée impériale. Les deux armées n'étaient séparées que par le fond de

[1] Paul de Werner, né en 1707 à Raab, entra à seize ans dans les hussards de Nadasti et servit pendant vingt-neuf ans l'Autriche. En 1750, il passa dans l'armée prussienne, où il fut nommé lieutenant-colonel de hussards. En 1756, il fut élevé au grade de commandant, en 1758 major général, en 1761 lieutenant général. Il fut quelque temps prisonnier de guerre en Russie, et mourut en 1785.

Wittgenau; toute la journée se passa à se canonner réciproquement. Le lendemain [18 août] on fit passer la Neisse à Hirschfeld à un corps aux ordres de M. de Winterfeld, pour reconnaître s'il n'y aurait pas moyen d'engager une affaire avec M. de Nadasti, ce qui aurait porté le maréchal Daun à le secourir, et aurait donné lieu à un combat général. Mais la difficulté du terrain s'opposa encore à cette entreprise, et il fallut y renoncer. Rien n'aurait été plus avantageux pour le roi, dans ces circonstances, que d'engager une affaire décisive; il n'avait point de temps à perdre; un gros de Français était à Erfurt; l'armée du duc de Cumberland était acculée à Stade; le duché de Magdebourg et la vieille Marche se trouvaient exposés aux incursions des Français; une armée suédoise avait passé la Peene près d'Anclam; les troupes des cercles étaient en mouvement pour s'avancer en Saxe [20 août]. Mais l'impossibilité de combattre dans ce terrain difficile et impraticable, et la nécessité de faire de prompts détachements, obligèrent le roi à se retirer. L'infanterie se replia par ligne, sans que l'ennemi fît mine de s'en apercevoir.

L'armée marcha à Bernstadt, et se campa sur les hauteurs de Jauernick jusqu'à la Neisse; au delà de cette rivière le corps de M. de Winterfeld s'étendit jusqu'à Radomeritz. On envoya un détachement pour relever la brigade de Gœrlitz, avec laquelle M. de Grumbkow eut ordre de se rendre en Silésie, pour nettoyer les frontières des partis ennemis qui y commettaient des désordres, et pour veiller en même temps à la sûreté de la forteresse de Schweidnitz. Le roi remit le commandement de l'armée au prince de Bévern [25 août], en lui adjoignant M. de Winterfeld, auquel proprement il donnait sa confiance; il leur recommanda surtout de couvrir avec soin les frontières de la Silésie; après quoi il partit avec 18 bataillons et 30 escadrons, pour s'opposer aux entreprises des Fran-

çais et des troupes de l'Empire. Afin de ne point interrompre les événements de cette campagne, tous liés les uns aux autres, nous n'avons pas fait mention de la campagne de l'armée alliée, commandée par le duc de Cumberland; la liaison des choses exige que nous en fassions à présent une courte récapitulation.

Dès le commencement d'avril les Français occupèrent les villes de Clèves et de Wésel, où ils ne rencontrèrent aucune résistance. Le comte de Gisors s'empara de Cologne, dont les Français avaient dessein de faire leur place d'armes. M. d'Estrées, qui devait prendre le commandement de l'armée, y arriva les premiers jours du mois de mai; il s'avança le 26 et campa avec toutes ses troupes à Munster. Le duc de Cumberland rassembla les siennes à Bielefeld, d'où il avait poussé un détachement à Paderborn à l'approche de M. d'Estrées, dont l'armée se campa à Rhéda. Le duc se retira à Herford, sur quoi les Français envoyèrent un détachement dans le pays de Hesse, qui, n'y trouvant aucune opposition, s'empara de tout le landgraviat; Cassel même, qui en est la capitale, se rendit après une faible résistance.

Le duc de Cumberland ne voulant faire ferme que derrière le Wéser, selon le projet des ministres de Hanovre, qui croyaient le passage de ce fleuve plus difficile que celui du Rhin, le fit passer à ses troupes sur les ponts qu'il avait fait préparer dans les villages de Rhemun et de Vlotho [juillet]; il donna en même temps des ordres pour qu'on travaillât à fortifier les villes de Munden et de Hameln; c'était y penser bien tard. Les Français de leur côté se portèrent sur Corbie; un de leurs détachements ayant passé le Wéser, donna lieu au duc de changer sa position, et il se campa la droite à Hameln, la gauche à Afferde. Le duc d'Orléans fit en même temps établir des ponts à Munden pour y passer le Wéser. Le duc de Cumberland, qui s'attendait à être attaqué dans peu, rappela à lui tous

ses détachements, et les rassembla à Hastenbeck, dont on lui avait dépeint la position comme admirable. La droite de son armée s'y trouvait bien appuyée; au centre les troupes se repliaient en forme de coude, devant elles se trouvait un bois, et dans ce bois un ravin assez considérable.

L'armée française s'approcha de celle des alliés; le 25 se passa en reconnaissances de la part de M. d'Estrées, et en canonnades de la part du duc de Cumberland. Le lendemain les Français attaquérent sa gauche, en se glissant par ce ravin au fond du bois; ils emportèrent la batterie du centre des alliés [26]. Le prince héréditaire de Brunswic [1] la reprit l'épée à la main, et fit connaître, par ce coup d'essai, que la nature le destinait à devenir un héros. En même temps un colonel hanovrien, nommé Breitenbach, se détache de lui-même, rassemble les premiers bataillons qu'il rencontre, entre dans le bois, prend les Français à dos, les chasse, et s'empare de leurs canons et de leurs drapeaux : tout le monde croit la bataille gagnée par les alliés; M. d'Estrées, qui voit ses troupes en déroute, ordonne la retraite; le duc d'Orléans s'y oppose; enfin, au grand étonnement de toute l'armée française, on apprend que le duc de Cumberland est en pleine marche, et qu'il se replie sur Hameln [2]. Le prince héréditaire fut obligé d'abandonner cette batterie, qu'il avait reprise avec tant de gloire, et la retraite se fit avec tant de précipitation, qu'on oublia même ce brave colonel Breitenbach, qui avait si bien mérité dans cette journée; ce digne officier demeura seul maître du champ de bataille, partit la nuit pour joindre l'armée, apportant ses trophées au duc, qui

[1] Charles-Guillaume, prince héréditaire de Brunswick, né en 1735, succéda à son frère le duc Charles, en 1780, et mourut en 1806.

[2] Le gain de la bataille de Hastenbeck fut dû en partie à François de Chevert, lieutenant général, et à M. de Bréhan, colonel du régiment de Picardie.

pleura de désespoir de s'être trop précipité la veille à quitter un champ de bataille qu'on ne lui disputait plus.

Quelques représentations que lui fissent le duc de Brunswic et des généraux de son armée, on ne put jamais le dissuader de continuer sa retraite. Il marcha d'abord à Nienbourg, ensuite à Verden, d'où il prit par Rotenbourg et Bremervœrde le chemin de Stade. Par cette manœuvre malhabile il abandonna tout le pays à la discrétion des Français; Hameln fut d'abord occupé par le duc de Fitz-James; mais ce qu'il y eut de singulier et de remarquable, fut que M. d'Estrées fut rappelé pour avoir remporté une victoire[1]. Le duc de Richelieu, auquel la cour donna le commandement de cette armée, arriva le 7 à Munden; il prit Hanovre, le duc d'Ayen, Brunswic, et M. de Voyer, Wolfenbuttel. Il envoya le prince de Soubise avec un détachement de 25,000 hommes à Erfurt, où il devait être joint par l'armée des cercles et un détachement d'Autrichiens. Il se mit de son côté à la poursuite des alliés, passa l'Aller, et se campa à Verden. M. d'Armentières s'empara en même temps de Brême le 1er de septembre[2]. L'armée française s'avança vers Rotenbourg, dans l'intention d'attaquer le duc de Cumberland; elle ne l'y trouva plus; ce prince s'était déjà replié sur Bremervœrde, évitant, depuis la journée de Hastenbeck, tout engagement avec l'ennemi. Dès que le roi eut remarqué, par les manœuvres du duc de Cumberland, qu'il se bornait à défendre le Wéser, il prévit tout ce qui en résulterait, et rappela les 6 bataillons qu'il avait dans cette armée, pour les jeter dans Magdebourg, ce qui se fit très à propos, comme nous le verrons dans la suite.

[1] M. d'Estrées ne fut pas rappelé, seulement on donna son commandement au duc de Richelieu.

[2] Louis de Brienne de Conflans, marquis d'Armentières, entra aux mousquetaires en 1726, colonel en 1727, maréchal de camp en 1743, lieutenant général en 1746, maréchal de France en 1768. Il mourut en 1774.

On voit, par le tableau que nous venons de présenter, que le duché de Magdebourg était menacé de l'invasion des Français et la ville d'un siége, que la Saxe allait devenir la proie de cette armée qui s'assemblait à Erfurt, que les garnisons de Dresde et de Torgau allaient être perdues, enfin que Berlin, cette capitale sans défense, était sur le point d'être envahie par les Suédois, qui avaient pénétré dans la Marche uckerane, et qui ne trouvaient qu'une poignée de monde qui s'opposât à leurs progrès. Dans ces conjonctures, les raisons les plus pressantes demandaient qu'un corps de troupes marchât contre tant d'ennemis. Le roi se chargea de ce commandement, et se mit à la tête de peu de monde, pour ne point affaiblir son armée de Silésie, qui avait à combattre l'ennemi le plus redoutable.

Le prince de Bévern, auquel il restait 50 bataillons et 110 escadrons, se campa après le départ du roi à la Landeskrone, près de Gœrlitz [31 août]. M. de Winterfeld plaça son détachement de l'autre côté de la Neisse sur le Holzberg, proche du village de Moys. Le prince fit transporter son magasin de Bautzen à Gœrlitz. Le maréchal Daun et le prince de Lorraine se campèrent vis-à-vis de lui à Aussig, et détachèrent M. de Nadasti à Schœnberg, pour observer M. de Winterfeld. Le comte de Kaunitz venait d'arriver à l'armée autrichienne, pour s'aboucher avec les généraux et régler les opérations ultérieures de la campagne. M. de Nadasti, pour lui faire sa cour, se proposa d'attaquer le poste de M. de Winterfeld au Holzberg. Ce poste n'était garni que de deux bataillons; les dix autres du même corps campaient à trois mille pas en arrière, plus près de Gœrlitz.

Le jour que l'attaque se fit, M. de Winterfeld était auprès du duc de Bévern, avec lequel il avait quelques arrangements à prendre; on vint lui dire que l'ennemi attaquait son poste; il y accourut; mais le Holzberg était

emporté avant qu'il y arrivât; il voulut en déloger l'ennemi, s'avança à la tête de quatre bataillons, et eut le malheur d'être blessé mortellement. M. de Nadasti, content de l'avantage qu'il venait de remporter, se retira de lui-même à Schœnberg; les Prussiens perdirent 1200 hommes à cette affaire, et nombre de braves officiers. M. de Winterfeld mourut de sa blessure, et fut d'autant plus regretté dans ces circonstances, qu'il était l'homme le plus nécessaire à l'armée du prince de Bévern, et que le roi n'avait compté que sur lui dans les mesures qu'il avait prises pour la défense de la Silésie. Le lendemain de cette affaire le prince de Bévern leva son camp; il se rendit par Catholisch-Hennersdorf et Naumbourg à Lignitz, et négligea de prendre le camp de Lœwenberg ou celui de Schmutseifen, par lesquels il aurait couvert la Silésie; et non content d'abandonner les frontières, il acheva de s'affaiblir en détachant 15,000 hommes, qu'il jeta dans différentes places.

Ces fautes entraînèrent les malheurs qui l'accablèrent à la fin de la campagne. Le maréchal Daun suivit les Prussiens, il marcha par Lœwenberg et Goldberg, et se campa sur les hauteurs de Wahlstadt. Les Prussiens étaient dans un fond, la droite à Lignitz, la Katzbach à dos, et la gauche au village de Beckren; ils avaient tout à craindre dans ce terrain, un ennemi entreprenant en eût profité; le maréchal Daun ne l'était pas. Cependant une après-midi, animé par le vin et par les discours du chevalier de Montazet, le prince de Lorraine voulut emporter quelque avantage sur l'ennemi : il fit avancer huit à dix bataillons de grenadiers et du canon, avec lesquels il fit attaquer le village de Beckren. Ce détachement était trop faible contre une armée; il n'était point soutenu; il fut repoussé par les troupes que le prince de Bévern fit avancer de la ligne pour soutenir le village; le régiment de Prusse infanterie se distingua surtout à cette action.

Cet essai fit comprendre au prince de Bévern que sa position était mauvaise, son camp mal pris, sa situation hasardée. Appréhendant d'être attaqué le lendemain avec des forces plus considérables, il repassa la nuit même la Katzbach, et marchant à Parchwitz, il y trouva un corps d'Impériaux qui lui disputa le passage de la Katzbach; il fit des ponts sur l'Oder, passa ce fleuve et se rendit par sa rive droite le 1er d'octobre à Breslau; ayant repassé l'Oder sur le pont de la ville, il prit poste derrière le petit ruisseau de la Lohe, où il se retrancha; les Autrichiens se placèrent vis-à-vis de lui à Lissa. La cour de Vienne avait négocié des troupes de l'électeur de Bavière et du duc de Wirtemberg, qu'elle envoya alors en Silésie; ces corps se joignirent à la réserve de M. de Nadasti aux environs de Schweidnitz, dont ils devaient faire le siége. Nous suspendrons pour quelques moments le récit de la campagne de Silésie, pour suivre le roi dans son expédition contre les Français.

Il se rendit d'abord à Dresde, d'où il détacha M. de Seidlitz avec un régiment de housards et un régiment de dragons pour Leipsic, afin de donner la chasse à M. de Turpin, qui, avec des troupes légères, rôdait du côté de Halle. Les Français se retirèrent à l'approche des Prussiens, de sorte que M. de Seidlitz, devenant inutile dans cette partie, vint rejoindre le roi entre Grimma et Rœtha; de Rœtha les troupes marchèrent à Pégau; l'ennemi y avait détaché deux régiments de housards impériaux, Ceczeni et Esterhazi. Cette ville est située de l'autre coté de l'Elster, sur laquelle un pont de pierre aboutit à la porte. L'ennemi avait garni cette porte et quelques toits des maisons voisines, pour en défendre l'entrée. M. de Seidlitz fit mettre pied à terre à une centaine de housards, qui forcèrent la porte; le gros du régiment les suivit et entra dans Pégau au plein galop; MM. de Seculi et de Kleist traversent la ville en sortant par la porte opposée;

ils trouvent ces deux régiments ennemis postés derrière un chemin creux; ils les attaquent, les renversent, les poursuivent jusqu'à Zeitz, et en ramènent 350 prisonniers. Le lendemain l'armée du roi se porta sur Naumbourg; l'avant-garde y rencontra 6 escadrons de ceux qu'elle avait battus la veille; ils furent bientôt dissipés, et perdirent surtout beaucoup de monde en passant le pont de la Saale, proche de Schul-Pforte [8 septembre]; on rétablit ce pont, et les troupes le passèrent, pour se rendre à Buttstett. Ce fut là qu'on reçut la nouvelle de cette fameuse convention signée entre le duc de Cumberland et le duc de Richelieu à Closter-Seven; ce traité fut négocié par un comte Lynar, ministre du roi de Danemarck [1]; il y fut stipulé que les hostilités cesseraient; que les troupes de Hesse, de Brunswic et de Gotha seraient renvoyées dans leur pays, que celles de Hanovre demeureraient tranquillement à Stade, à l'autre bord de l'Elbe, dans un district qui leur fut assigné; on ne régla rien touchant l'électorat de Hanovre, ni contributions, ni restitutions, de sorte que cet État se trouvait abandonné à la discrétion des Français [2]. A peine cette convention fut-elle

[1] Roch-Frédéric, comte de Lynar, naquit en 1708 en basse Lusace, fut nommé, en 1735, ambassadeur du roi de Danemarck en Suède; il fut successivement juge du tribunal suprême de Gottorp, grand bailli de Steinberg, et enfin chancelier de la régence de Holstein à Gluckstadt en 1749, ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1759, gouverneur du duché d'Oldenbourg en 1781.

[2] La convention fut signée le 10 septembre. « On a beaucoup blâmé cette capitulation, dit le général Jomini, et ce n'est pas sans fondement, comme la suite le démontrera. Au moyen de sa grande supériorité, le duc de Richelieu pouvait faire mettre bas les armes à l'armée hanovrienne, ou tout au moins détruire et disperser le plus grand nombre, si une partie parvenait à s'échapper. On eut bientôt lieu de se repentir de la légèreté avec laquelle il traita cette affaire. La destruction ou la prise de l'armée combinée aurait porté à George II un coup mortel, et, au lieu d'essuyer les désastres qui suivirent, la France eût été arbitre de la paix. Jamais général n'eut une plus belle occasion de s'immortaliser, en profitant des victoires qu'il n'avait pas remportées; jamais on ne put mieux apprécier les dangers de confier la conduite d'une guerre à des

conclue, que, sans en attendre la ratification, le duc de Cumberland s'en retourna en Angleterre, et le duc de Richelieu se prépara de son côté à faire une invasion dans la principauté de Halberstadt.

Vers ce temps-là on intercepta dans l'armée prussienne des lettres du comte Lynar au comte de Reuss ; ces deux hommes était de la secte qu'on nomme Piétistes. Le comte Lynar, en parlant à son ami de cette négociation, lui dit : « L'idée qui me vint de faire cette convention était une » inspiration céleste, le Saint-Esprit m'a donné la force » d'arrêter les progrès des armes françaises, comme autre- » fois Josué arrêta le soleil ; Dieu tout-puissant, qui tient » l'univers en ses mains, s'est servi de moi, indigne, pour » épargner ce sang luthérien, ce précieux sang hanovrien » qui allait être répandu. » Le malheur a voulu que le comte Lynar s'est applaudi tout seul ; nous le laisserons entre Josué et le soleil, pour revenir à des objets plus importants. Cette indigne convention acheva de déranger les affaires du roi ; sa soi-disant armée était de 18,000 hommes, et il se trouvait réduit à faire un détachement pour couvrir Magdebourg, ou pour en renforcer la garnison.

Cependant, comme M. de Soubise se trouvait à Erfurt, il voulut tenter les moyens de l'en éloigner, afin de pouvoir s'affaiblir ensuite avec moins de danger. Il s'avança pour cet effet à Erfurt avec 2,000 chevaux, un bataillon franc et deux bataillons de grenadiers ; sa surprise fut extrême lorsqu'il vit l'armée française décamper de la Cyriacsbourg en sa présence. M. de Soubise ne se croyant pas en sûreté à Erfurt, se retira effectivement à Gotha. A peine fut-il parti qu'on somma la ville de se rendre, et l'on

généraux courtisans. La rumeur publique accusa Richelieu d'avoir reçu de l'or pour prix de son extravagance, et le pavillon de Hanovre, qui existe encore sur les boulevards de Paris, fut, dit-on, un des fruits de ce honteux marché. Un autre général favori, Soubise, fournissait au même instant un pendant à cette étrange affaire. » *Traité des grandes opérations militaires*, 3e édition, t. Ier, p. 318.

convint, par la capitulation, que le Pétersberg demeurerait neutre, que la ville serait occupée par les Prussiens, et que l'ennemi évacuerait la Cyriacsbourg. Dès que les troupes eurent pris une espèce de position auprès d'Erfurt, le prince Ferdinand de Brunswic partit de l'armée avec 5 bataillons et 7 escadrons, pour couvrir Magdebourg, et tenir tête à l'armée de M. de Richelieu. Ce prince pouvait encore se renforcer de 6 bataillons, qu'il aurait tirés de la place; mais ces mesures, les seules que l'on pût prendre dans ces conjonctures, étaient faibles, et insuffisantes pour résister à 50,000 Français. Le prince Ferdinand, bien résolu de suppléer par son habileté au peu de moyens qu'on lui fournissait, prit un détour pour se rendre à Magdebourg; en marchant par Egeln, il donna sur le régiment de Lusignan, dont il fit 400 hommes prisonniers; de là il vint se poster fièrement à Wanzleben, d'où il semblait défier M. de Richelieu, qui campait à Halberstadt.

Les partis prussiens eurent de la supériorité sur les Français pendant toute la fin de cette campagne, et il se passa peu de jours qu'ils n'amenassent des prisonniers au prince. Dans l'état où se trouvait le roi, il fallait avoir recours à tout, employer la ruse et la négociation, enfin tous les moyens possibles pour adoucir la situation des affaires; d'ailleurs on ne perdait, en faisant des tentatives, que la peine d'avoir imaginé des expédients frivoles. Dans cette intention, le colonel Balbi[1] partit déguisé en bailli, pour se rendre auprès du duc de Richelieu; il connaissait ce duc, avec lequel il avait fait quelques campagnes en Flandre. Balbi devait faire des propositions pour ramener la cour de Versailles à des sentiments plus doux et plus pacifiques; il s'aperçut que le duc de Richelieu, se défiant de son crédit, ne croyait pas avoir assez d'influence auprès du ministère et du roi, pour changer leur système et leur opinion sur l'alliance avec la maison d'Autriche, alliance qui, ré-

[1] Jean-Frédéric de Balbi, né en 1700, mort en 1779.

cemment conclue, plaisait par sa nouveauté même. Cet émissaire voyant que tout ce qu'il pourrait dire sur ce sujet ne mènerait à rien, se rabattit à demander au duc qu'il voulût au moins avoir quelques ménagements pour les provinces du roi où il faisait la guerre.

Bientôt le roi fut encore obligé d'affaiblir son armée par un nouveau détachement; il envoya le prince Maurice à Leipsic avec 10 bataillons et 10 escadrons, pour s'y tenir dans une position centrale, d'où il fût à portée de se joindre, dans le besoin, au roi, ou au prince Ferdinand, et d'où il pût avoir l'œil sur M. de Marshall, campé à Bautzen avec 15,000 Autrichiens; ce dernier corps inquiétait avec d'autant plus de raison, que la Lusace étant ouverte, on avait à craindre qu'il ne fît une irruption dans l'électorat et n'allât même à Berlin. Cette capitale était également menacée du côté de la Poméranie par les Suédois, dont M. de Manteuffel, avec 500 housards et quatre bataillons, retardait les progrès. Après que ces deux corps eurent quitté le camp d'Erfurt, il ne resta plus au roi que 8 bataillons et 27 escadrons.

Si l'ennemi s'était aperçu de la faiblesse de ce corps, il n'est pas douteux qu'il ne se fût mis en action; c'est ce qu'il fallait empêcher sur toute chose, et ce qui fit recourir à différents expédients, pour en imposer au peuple d'Erfurt, et aux Français mêmes; par cette raison les troupes ne campèrent point; l'infanterie était répandue dans les villages voisins de la ville; on la fit changer à différentes reprises de quartiers, et comme chaque fois les régiments changeaient aussi de nom, cela multipliait l'ordre de bataille que les espions recueillaient avec soin, pour en instruire le prince de Soubise.

Deux jours après [le 16] que les Prussiens eurent pris Erfurt, le roi fit une reconnaissance vers Gotha avec 20 escadrons de housards et de dragons, pour essayer si l'on n'en pourrait pas déloger ces deux régiments de hou-

sards impériaux si souvent battus; cela réussit au delà de ce qu'on devait espérer; l'appréhension que ces housards avaient des Prussiens précipita leur retraite; proche de Gotha ils avaient un défilé à passer, où ils perdirent 180 hommes; on les poursuivit même jusqu'à la vue d'Eisenach, où campait M. de Soubise, qui venait d'être joint par le prince de Hildbourghausen[1], général en chef de l'armée des Cercles [20].

La maison ducale fut charmée de se voir débarrassée de ces hôtes indiscrets; elle avait également à se plaindre des Français et des Autrichiens: les Français avaient commis des violences au château, dont ils avaient enlevé les canons; et les officiers autrichiens, peu mesurés dans leurs propos, s'étaient comportés avec une arrogance non convenable envers des princes souverains d'une des plus anciennes maisons de l'Empire. M. de Seidlitz demeura avec cette cavalerie à Gotha, pour veiller de là sur les mouvements de l'ennemi, et avertir à temps la petite armée d'Erfurt, afin que dans le besoin elle pût se replier avant l'approche de l'armée d'Eisenach. Peu de jours après il fut attaqué par un corps bien supérieur au sien.

Le prince de Hildbourghausen voulut signaler son commandement par un coup d'éclat; il proposa au prince de Soubise de déloger les Prussiens de Gotha. Tous deux se mirent en marche avec les grenadiers de leur armée, la cavalerie autrichienne, Laudon et ses pandours, et toutes les troupes légères de l'armée française. M. de Seidlitz fut averti à temps du projet que les ennemis formaient contre lui; bientôt il les vit paraître; une colonne de cavalerie embrassait Gotha par la droite, en cheminant sur la crête des hauteurs qui vont vers la Thuringe; une autre colonne de cavalerie, ayant les housards devant elle, venait à gauche du côté de Langensalza; les pandours à la tête des grena-

[1] C'est le duc Charles de Saxe-Hildburghausen que Frédéric II a appelé plus haut le prince Charles de Saxe.

diers formaient la colonne du centre. M. de Seidlitz s'était mis en bataille à une certaine distance de Gotha, les housards en première ligne, les dragons de Meinicke en seconde; il avait envoyé les dragons de Czettritz à un défilé qui était à un demi-mille derrière lui, avec ordre de se mettre sur un rang, pour former un front étendu qui pût en imposer aux ennemis; ce qui n'empêchait pas que ce régiment ne fût très à portée de protéger sa retraite, s'il s'était vu obligé de céder au nombre.

Cette manœuvre habile et rusée fit prendre le change au prince de Hildbourghausen [13 octobre]; il pensa que l'armée prussienne, qu'il croyait considérable, était en marche pour soutenir M. de Seidlitz, et que cette grande ligne de cavalerie qu'il découvrait, allait incessamment fondre sur lui. M. de Seidlitz s'aperçut, par la contenance mal assurée des housards autrichiens, que son stratagème faisait impression; il les poussa insensiblement, et de choc en choc, gagnant toujours du terrain, il les obligea à repasser ce défilé où ils avaient peu de jours auparavant tant souffert; la colonne de cavalerie qui faisait la droite des ennemis se retira en même temps. M. de Seidlitz alors envoya quelques housards et dragons dans Gotha; ils y entrèrent précisément comme le prince de Darmstadt[1], avec les troupes des cercles, commençait à s'en retirer, et y firent nombre de prisonniers. La précipitation avec laquelle le prince de Darmstadt abandonna Gotha pensa devenir funeste à M. de Soubise; il était au château, et ne s'attendait pas à une aussi prompte évacuation; il n'eut que le temps de se jeter à cheval pour s'enfuir bien vite: 160 soldats et trois officiers de marque furent pris dans cette journée par les Prussiens.

[1] Georges-Guillaume, prince de Hesse-Darmstadt, frère cadet de Louis V, landgrave de Hesse-Darmstadt. Georges-Guillaume servit d'abord dans les armées prussiennes, puis il devint feld-maréchal dans les troupes autrichiennes.

Tout autre officier que M. de Seidlitz se serait applaudi de se tirer de ce mauvais pas sans perte; M. de Seidlitz n'aurait pas été satisfait de lui-même, s'il ne s'en fût pas tiré avec avantage. Cet exemple prouve que la capacité et la résolution d'un général décident plus à la guerre que le nombre des troupes. Un homme médiocre qui se fût trouvé dans de pareilles circonstances, découragé par l'appareil imposant des ennemis, se serait retiré à leur approche et aurait perdu la moitié de son monde dans une affaire d'arrière-garde, que cette cavalerie supérieure aurait engagée au plus vite. Le bon emploi de ce régiment de dragons, étendu et montré de loin à l'ennemi, procura à M. de Seidlitz le moyen d'acquérir beaucoup de gloire dans une affaire aussi épineuse.

Le roi n'avait pu jusqu'alors que tenir les choses en suspens; il ne pouvait rien entreprendre et devait tout attendre du bénéfice du temps. Il se tint tranquillement à Erfurt, jusqu'à ce qu'il apprit qu'un détachement français de l'armée de Westphalie était en chemin pour se rendre par la Hesse à Langensalza. Comme il ne devait pas attendre l'arrivée de ce corps, qui pouvait lui tomber à dos, il résolut de se retirer avant son approche. Le bruit se répandant d'ailleurs que M. de Haddick traversait la Lusace pour pénétrer dans le Brandebourg, le prince Maurice avait été obligé de gagner Torgau à tire-d'aile; il devait vraisemblablement pousser de là jusqu'à Berlin. Le roi n'ayant donc aucun secours à attendre, ne jugea pas à propos de prolonger davantage son séjour à Erfurt, et pour ne rien hasarder mal à propos, il se replia sur l'Eckartsberg; des courriers fréquents y arrivèrent de Dresde; M. de Finck marquait que le corps de Marshall était sur le point de quitter Bautzen, pour suivre celui de Haddick: il était certain que le prince Maurice n'était pas assez fort pour résister à ces deux généraux, cela fit résoudre le roi à lui mener un renfort.

Les troupes repassèrent la Saale à Naumbourg; le maréchal Keith se jeta avec quelques bataillons dans Leipsic; le roi passa l'Elbe à Torgau, et marcha sur Annaberg, où il apprit que la ville de Berlin en avait été quitte pour une contribution de 200,000 écus qu'elle avait payée aux Autrichiens; que M. de Haddick n'avait pas attendu l'arrivée du prince Maurice pour se retirer, et que M. de Marshall était demeuré immobile dans son camp de Bautzen. La première idée qui lui vint alors fut de couper la retraite à M. de Haddick; il se rendit en conséquence à Hertzberg. Le prince Maurice était sur son retour, et le roi voulut l'attendre, parce que Haddick avait déjà repassé Cottbus; il demeura quelques jours dans cette position, pour s'éclaircir sur les projets ultérieurs des Français, qui devaient décider du parti qu'il avait à prendre, soit de s'opposer à leurs entreprises, soit, au cas que la campagne de Thuringe fût finie, de tourner vers la Silésie, pour dégager Schweidnitz, dont M. de Nadasti commençait à former le siége.

Mais les ennemis entraînèrent le roi dans des opérations qu'il ne pouvait pas prévoir alors. Le départ des Prussiens d'Erfurt engagea M. de Soubise à passer la Saale et à s'approcher de Leipsic; le maréchal Keith en donna avis, demandant avec empressement des secours: il fallut accourir au plus pressé. Le roi prit sur-le-champ avec sa petite troupe le chemin de Leipsic [28 octobre]; il nettoya d'abord la rive droite de la Mulde, où M. de Custine[1] s'était avancé avec quelques brigades; après quoi il entra à Leipsic, où il fut joint par le prince Maurice, et par le prince Ferdinand de Brunswick. On se rendit d'abord maître de la grande chaussée qui mène à Lutzen. Le 30 octobre

[1] Marc-Antoine, marquis de Custine, colonel du régiment de Hainaut en 1738, du régiment de Noailles en 1743, brigadier en 1745 et maréchal de camp en 1748; mort à la suite des blessures qu'il reçut à Rosbach.

l'armée se trouvant rassemblée, elle alla se camper à Altranstædt, d'où M. de Retzow fut détaché en avant pour garder le défilé de Ripach. La nuit même, le roi se mit en marche pour tomber sur les quartiers ennemis dispersés à l'entour de Weissenfels; ils se sauvèrent, hors celui de Weissenfels. On attaqua les trois portes de la ville, avec ordre aux officiers de gagner sans délai le pont de la Saale, pour qu'on fût maître de ce passage important.

La ville fut forcée, on y prit 500 hommes; mais ceux de la garnison qui s'étaient sauvés avaient mis le feu au pont couvert, qui étant tout de charpente s'embrasa facilement; il n'y eut pas moyen d'éteindre l'incendie, parce que l'ennemi embusqué derrière les murs à l'autre bord faisait un si gros feu de mousqueterie, que tous ceux qui s'empressaient à conserver le pont étaient tués ou blessés. Bientôt de nouvelles troupes parurent de l'autre côté de la rivière, dont le nombre, qui allait toujours en grossissant, convainquit de l'impossibilité de tenter le passage de la Saale à cet endroit. Mais comme ce n'était que la tête de l'armée qui était arrivée à Weissenfels, et que la partie la plus considérable des troupes était encore en pleine marche, on leur fit prendre la direction de Mersebourg, dans l'éspérance de pouvoir se servir du pont de cette ville.

Lorsque le maréchal Keith y arriva, il trouva que les Français y étaient établis et que le pont était rompu; il ne balança pas sur le parti qui lui restait à prendre; il prit quelques bataillons, et se rendit à Halle, dont il délogea les Français, et rétablit le pont qu'ils y avaient également détruit. L'armée du roi se trouvait donc alors avoir sa droite à Halle, son centre vis-à-vis de Mersebourg, et sa gauche à Weissenfels, couverte par la Saale, assurant sa communication derrière cette rivière par des corps détachés, qui veillaient également sur les démarches des ennemis. Le maréchal Keith passa le premier cette rivière proche de Halle. Sur ce mouvement, qui ne pouvait être

d'aucune conséquence pour les Français, M. de Soubise abandonna tous les bords de la Saale, et se replia sur le village de Saint-Michel. Les Prussiens employèrent ce jour et la nuit suivante à rétablir les ponts de Weissenfels et de Mersebourg; le 3 novembre, de grand matin, le roi et le prince Maurice les ayant passés, leurs colonnes et celles du maréchal Keith se dirigèrent sur Rosbach, où elles avaient ordre de se joindre. Le roi se détacha pendant la marche avec quelque cavalerie pour reconnaître la position des ennemis; elle était des plus mauvaises. Les housards par étourderie poussèrent jusque dans le camp, et enlevèrent des chevaux de la cavalerie et des soldats qu'ils arrachèrent de leurs tentes; ces circonstances, jointes au peu de précaution des généraux français, déterminèrent le roi à marcher le lendemain pour les attaquer.

L'armée quitta son camp avant la pointe du jour, toute la cavalerie faisait l'avant-garde. Lorsqu'elle arriva sur les lieux d'où on avait la veille reconnu le poste des ennemis, elle ne les y trouva plus; sans doute que M. de Soubise ayant fait réflexion sur la défectuosité de son camp, en avait changé la nuit même; il avait étendu ses troupes sur une hauteur devant laquelle régnait un ravin; sa droite s'appuyait à un bois qu'il avait fortifié d'un abatis et de trois redoutes garnies d'artillerie; sa gauche était environnée par un grand étang qu'on ne pouvait pas tourner. L'armée du roi se trouvait trop faible en infanterie pour brusquer un poste aussi formidable; pour peu que la défense eût été opiniâtre, on ne l'aurait emporté qu'en y sacrifiant 20,000 hommes. Le roi jugea que cette entreprise surpassait ses forces, et il envoya des ordres à l'infanterie de passer un défilé marécageux qui se trouvait près de là, pour prendre le camp de Braunsdorf; la cavalerie la suivit, faisant l'arrière-garde.

Dès que les Français virent que les troupes prussiennes se repliaient, ils firent avancer leurs piquets avec de l'ar-

tillerie, et canonnèrent beaucoup, mais sans effet. Tout ce qu'ils avaient de musiciens et de trompettes, leurs tambours et leurs fifres se faisaient entendre, comme s'ils avaient gagné une victoire. Quelque peu agréable que fût ce spectacle pour des gens qui n'avaient jamais craint d'ennemi, il fallait, dans ces circonstances, le considérer d'un œil indifférent, et opposer le flegme allemand à la pétulance et à la gaieté françaises. On apprit la nuit même que l'ennemi faisait un mouvement de sa gauche à sa droite [5 novembre]; les housards se mirent en campagne dès la pointe du jour; ils entrèrent dans le camp que les Français venaient de quitter, et apprirent des paysans qu'ils avaient pris le chemin de Weissenfels. Peu après un corps assez considérable se forma vis-à-vis de la droite des Prussiens; il avait l'air d'une arrière-garde, ou d'une troupe qui couvre la marche d'une armée. Les Prussiens tenaient peu de compte de ces mouvements, parce que leur camp était couvert, tant le front que les deux ailes, par un marais impraticable, et qu'il n'y avait que trois chaussées étroites par lesquelles on pût venir à eux. On ne pouvait donc supposer que trois desseins à l'ennemi : celui de se retirer par Freybourg, dans la haute Thuringe, parce que les subsistances lui manquaient; celui de prendre Weissenfels, dont cependant les ponts étaient détruits; ou enfin celui de gagner Mersebourg avant le roi, pour lui couper le passage de la Saale. Or l'armée prussienne en était beaucoup plus près que celle des Français.

Cette manœuvre était d'autant moins à craindre, qu'elle menait à une bataille dont on pouvait se promettre un succès heureux, puisqu'on n'aurait point de poste à forcer. Le roi envoya beaucoup de partis en campagne, et attendit tranquillement dans son camp que les intentions des ennemis se fussent plus clairement développées; car un mouvement précipité, ou fait à contre-temps, aurait tout gâté. Des nouvelles, tantôt fausses, tantôt vraies, que rappor-

taient les batteurs d'estrade, entretinrent cette incertitude jusque vers midi, qu'on aperçut la tête des colonnes françaises, qui, à une certaine distance, tournaient la gauche des Prussiens. Les troupes des cercles disparurent aussi insensiblement de leur ancien camp, de sorte que ce corps qu'on prenait pour une arrière-garde, et qui était en effet la réserve de M. de Saint-Germain[1], demeura seul vis-à-vis des Prussiens.

Le roi fut lui-même reconnaître la marche de M. de Soubise et fut convaincu qu'elle était dirigée sur Mersebourg; les Français marchaient très-lentement, parce qu'ils avaient formé différents bataillons en colonnes, ce qui les arrêtait chaque fois que les chemins étroits les obligeaient de se rompre. Il était deux heures lorsque les Prussiens abattirent leurs tentes; ils firent un quart de conversion à gauche et se mirent en marche. Le roi côtoya l'armée de M. de Soubise; ses troupes étaient couvertes par le marais qui vient de Braunsdorf, et qui s'étendant à un grand quart de lieue de là, se perd à deux mille pas de Rosbach. M. de Seidlitz faisait l'avant-garde avec toute la cavalerie; il eut ordre de se glisser par des bas-fonds dont cette contrée est remplie, pour tourner la cavalerie française et fondre sur les têtes de leurs colonnes avant qu'elles eussent le temps de se former. Le roi ne put laisser au prince Ferdinand, qui commandait ce jour-là la droite de l'armée, que les vieilles gardes de la cavalerie, qu'il mit sur un rang pour en faire montre, ce qui se pouvait d'autant mieux, qu'une partie du marais de Braunsdorf couvrait cette droite.

Les deux armées, en se côtoyant, s'approchaient tou-

[1] Claude-Louis, comte de Saint-Germain, né près de Lons-le-Saulnier en 1707, passa au service de l'étranger en 1729 et y resta jusqu'en 1744. En 1745, il revint en France et fut nommé maréchal de camp l'année suivante, lieutenant général en 1748. En 1761, il passa au service du Danemarck comme feld-maréchal. Louis XVI le nomma ministre de la guerre en 1775. Il mourut en 1778.

jours davantage. L'armée du roi tenait soigneusement une petite élévation qui va droit à Rosbach ; celle des Français, qui ne connaissaient pas apparemment le terrain, marchait par un fond. Le roi fit établir une batterie sur cette hauteur, dont les effets devinrent décisifs dans l'action. Les Français en établirent une vis-à-vis dans un fond, et comme elle tirait de bas en haut, elle ne produisit aucun effet. Pendant qu'on prenait ces arrangements de part et d'autre, M. de Seidlitz avait tourné la droite des ennemis, sans qu'ils s'en aperçussent ; il fondit alors avec impétuosité sur cette cavalerie ; les deux régiments autrichiens formèrent un front, et soutinrent le choc ; mais se trouvant abandonnés par les Français, à l'exception du régiment de Fitz-James qui donna, ils furent presque entièrement détruits.

L'infanterie des deux armées était encore en marche, et leurs têtes n'étaient qu'à la distance de cinq cents pas : le roi aurait voulu gagner le village de Reichardswerben ; mais comme il restait six cents pas à faire pour y arriver et qu'on s'attendait d'un moment à l'autre à voir l'action s'engager, il y détacha le maréchal Keith avec 5 bataillons, en quoi consistait toute sa seconde ligne ; le roi s'avança en même temps à deux cents pas des deux lignes françaises, et s'aperçut que leur ordre de bataille était composé de bataillons en colonnes alternativement enlacés dans des bataillons étendus.

Cette aile de M. de Soubise était en l'air, et la cavalerie prussienne étant occupée à poursuivre celle des ennemis, on ne put se servir que de l'infanterie pour déborder l'aile ; dans cette vue le roi mit en ligne deux bataillons de grenadiers qui faisaient un crochet à son flanc gauche ; ils eurent ordre, au moment que les Français avanceraient, de faire une demi-conversion à droite, ce qui les portait nécessairement sur le flanc de l'ennemi. Cette disposition fut exécutée ponctuellement. Aussi dès que les Français avancèrent, ils reçurent le feu de ces grenadiers en flanc,

et après avoir essuyé tout au plus trois décharges du régiment de Brunswic, on vit que leurs colonnes se pressaient vers la gauche; elles eurent bientôt resserré ces bataillons étendus qui les séparaient; la masse de cette infanterie devenait de moment en moment plus grosse, plus lourde et plus confuse; plus elle se précipitait sur sa gauche, plus elle était débordée par le front des Prussiens.

Tandis que le désordre allait en croissant dans l'armée de M. de Soubise, le roi fut averti qu'un corps de cavalerie ennemie se présentait derrière ses troupes; il fit rassembler en hâte les premiers escadrons que l'on put trouver; à peine les eut-il opposés à ceux qui se montraient derrière son front, que ces derniers se retirèrent avec promptitude; alors les gardes du corps et les gendarmes furent employés contre l'infanterie française, qui se trouvait dans le plus grand désordre; la cavalerie l'attaqua, et l'ayant facilement dispersée, elle fit un nombre considérable de Français prisonniers. Il était six heures du soir quand ce choc se donna; le temps était couvert, et l'obscurité si grande, qu'il y aurait eu de l'imprudence à poursuivre l'ennemi, quelle que fût la confusion dans laquelle il continuait sa déroute. Le roi se contenta d'envoyer à sa poursuite différents partis de cuirassiers, de dragons et de housards, dont aucun ne passait trente mètres. Pendant cette action, 10 bataillons de la droite des Prussiens avaient gardé le fusil sur l'épaule sans charger; le prince Ferdinand de Brunswic, qui les commandait, n'avait pas quitté le marais de Braunsdorf, servant à couvrir une partie de son front; il avait chassé les troupes des cercles qui lui étaient opposées, par quelques volées de canon, et leur avait fait lâcher le pied. Il n'y eut que 7 bataillons de l'armée du roi qui furent dans le feu, et tout l'engagement du combat, jusqu'à la décision, ne dura qu'une heure et demie.

Le lendemain le roi partit dès la pointe du jour avec les housards et les dragons; il suivit les traces des ennemis,

qui s'étaient retirés par Freybourg. L'infanterie eut ordre de prendre le même chemin; l'arrière-garde française y était encore; les dragons mirent pied à terre et chassèrent des jardins quelques détachements ennemis; ensuite on fit des dispositions pour attaquer le château; mais l'ennemi n'en attendit pas l'exécution; il repassa l'Unstrut en hâte et brûla ses ponts. Les détachements que le roi avait faits la veille arrivèrent alors successivement; les uns amenaient des officiers, d'autres des soldats, d'autres des canons, enfin aucun d'eux ne revint les mains vides.

On travailla cependant avec tant de diligence à rétablir le pont de l'Unstrut, qu'en moins d'une heure il fut en état de servir. L'armée de M. de Soubise s'était répandue par tant de chemins, qu'on ne savait lequel suivre. Les paysans assuraient que le plus grand nombre des fuyards avaient pris la route de l'Eckartsberg, et le roi y marcha avec ses troupes; pendant toute cette journée le nombre des prisonniers augmenta, tous les détachements envoyés en différents lieux en amenèrent. Cependant on trouva l'Eckartsberg garni par un corps des cercles qui pouvait être de 5 à 6,000 hommes.

Le roi, qui n'avait d'autre infanterie que les volontaires de Meyer, les embusqua avec des housards dans un bois voisin de ce camp, avec ordre d'alarmer l'ennemi toute la nuit. Les ennemis, mécontents de ce qu'on troublait leur sommeil, abandonnèrent leur poste, et perdirent 400 hommes avec 10 pièces de canon. M. de Lentulus[1], qui les suivit le lendemain jusqu'à Erfurt, leur enleva encore 800 hommes, qu'il ramena au roi. La journée de Rosbach avait coûté 10,000 hommes à l'armée de M. de Soubise. Les Prussiens en prirent 7,000 prisonniers; ils y gagnèrent

[1] Robert-Scipion de Lentulus, né à Vienne en 1714, entra à l'âge de quatorze ans au service de l'Autriche. En 1746, il passa dans l'armée du roi de Prusse; en 1768, ce prince le nomma gouverneur de la principauté de Neufchâtel. Il mourut en 1786.

de plus 63 canons, 15 étendards, 7 drapeaux et une paire de timbales.

Il est certain qu'à considérer la conduite des généraux français, on aurait de la peine à l'approuver; leur intention était sans contredit de chasser les Prussiens de la Saxe; mais l'intérêt de leurs alliés ne demandait-il pas plutôt qu'ils se bornassent simplement à contenir le roi vis-à-vis d'eux, pour donner au maréchal Daun et au prince de Lorraine le temps d'achever la conquête de la Silésie? Pour peu qu'ils eussent encore arrêté le roi en Thuringe, cette conquête était non-seulement faite, mais la saison devenait de plus si rude et si avancée, qu'il aurait été impossible aux Prussiens de faire en Silésie les progrès dont nous aurons incessamment occasion de parler; et quant à la bataille qu'ils engagèrent si mal à propos, il est certain que M. de Soubise, par son incertitude et par sa disposition, mit de la possibilité à ce qu'une poignée de monde vînt à bout de le vaincre. Mais la manière dont la cour de France distinguait le mérite de ses généraux parut plus surprenante que le reste; M. d'Estrées, pour avoir gagné la bataille de Hastenbeck, fut rappelé; M. de Soubise, pour avoir perdu celle de Rosbach, fut déclaré peu après maréchal de France.

La bataille de Rosbach ne procura proprement au roi que la liberté d'aller chercher de nouveaux dangers en Silésie. Cette victoire ne devint importante que par l'impression qu'elle fit sur les Français et sur les débris de l'armée du duc de Cumberland. D'un côté M. de Richelieu, dès qu'il en reçut la nouvelle, quitta son camp de Halberstadt, et se retira dans l'électorat de Hanovre; de l'autre, les troupes alliées, prêtes à mettre les armes bas, reprirent courage et conçurent des espérances. Un changement avantageux, arrivé à peu près dans le même temps dans le ministère britannique, et dont nous parlerons bientôt, donna un nouveau nerf au gouvernement anglais. Ces ministres, honteux

de la tache que la convention de Closter-Seven imprimait à leur nation, résolurent avec d'autant plus de justice de la rompre, qu'elle n'avait été ratifiée ni par le roi d'Angleterre ni par le roi de France; ils travaillèrent d'abord à remettre l'armée de Stade en activité; le roi d'Angleterre, dégoûté du duc de Cumberland, qui avait perdu la confiance des troupes, voulut mettre un autre général à leur tête; il demanda au roi le prince Ferdinand de Brunswic, dont la réputation justement acquise s'était répandue en Europe. Quoique les Prussiens perdissent, par son absence, un bon général dont ils avaient besoin, il était toutefois si important de relever cette armée des alliés, que le roi ne put se refuser à cette demande. Le prince Ferdinand partit, se rendit à Stade par des chemins détournés, et trouva répandu aux environs un corps de 30,000 hommes, que les Français, par inconséquence et par légèreté, avaient négligé de désarmer.

Le roi revint de l'Eckartsberg à Freybourg, en même temps qu'un détachement, que le maréchal Keith avait envoyé à Querfurt, retourna de la poursuite des Français. Les paysans mêmes des environs amenaient des prisonniers; ils étaient outrés des sacriléges que les soldats de M. de Soubise avaient commis dans les églises luthériennes; les choses pour lesquelles le peuple a le plus de vénération avaient été profanées avec une indécence grossière, et la fougue effrénée des Français avait mis tous les paysans de la Thuringe dans les intérêts de la Prusse.

Cependant le roi était sur son départ, les affaires de la Silésie demandaient sa présence et des secours; il se proposa de marcher droit à Schweidnitz, pour en faire lever le siége à M. de Nadasti. Il partit de Leipsic le 12 de novembre, à la tête de 19 bataillons et de 28 escadrons. Le maréchal Keith marcha en même temps avec un petit corps, pour pénétrer en Bohême du côté de Leutmeritz, afin de faciliter au roi le passage de la Lusace, et d'obliger

par cette diversion M. de Marshall à quitter les environs de Bautzen et de Zittau. Le maréchal Keith prit un magasin considérable que les ennemis avaient à Leutmeritz, d'où il fit mine de s'avancer vers Prague. Le roi entra en même temps en Lusace; il délogea M. de Haddick de Grossenhayn, et M. de Marshall, à son approche, se replia sur Lœbau; pendant la marche de Bautzen au Weissenberg, on fit tourner une tête de colonne vers Lœbau, et à son aspect M. de Marshall se replia sur Gabel : le roi poursuivit ensuite sa route sans empêchement. En arrivant à Gœrlitz, il reçut la fâcheuse nouvelle de la reddition de Schweidnitz. Cette place fut prise de la manière suivante : M. de Nadasti avait ouvert la tranchée le 27 d'octobre entre le fort de Bœgendorf et la tuilerie; sa troisième parallèle était achevée le 10 de novembre. La garnison avait fait quelques sorties avec succès, et quoique les bombes eussent ruiné une partie de la ville, l'ennemi n'avait pas encore emporté d'ouvrage; impatient d'être aussi peu avancé, M. de Nadasti résolut de risquer un coup de main; la nuit du 11 il fit donner un assaut général à toutes les redoutes qui environnent le corps de la place; deux furent prises. Ce malheur fit tourner la tête à M. de Seers, qui était gouverneur de la place, et à M. de Grumbkow, qui lui était adjoint; ils capitulèrent et se rendirent prisonniers de guerre avec leur garnison, consistant en 10 escadrons de housards et 10 bataillons d'infanterie. Les Autrichiens désarmèrent ces soldats, et comme la plupart étaient Silésiens, ils leur donnèrent des passeports et la liberté de retourner dans leurs villages.

Cet événement ne pouvait pas arriver plus mal à propos pour déranger les projets du roi. Toutefois sa jonction avec le prince de Bévern en devenait d'autant plus nécessaire, qu'il était aisé de prévoir que M. de Nadasti ayant pris Schweidnitz, joindrait le maréchal Daun, pour accabler ce qui restait de Prussiens près de Breslau. Le roi

avait à la vérité ordonné au prince de Bévern d'attaquer l'ennemi, et de ne pas souffrir qu'on prît Schweidnitz pour ainsi dire à sa vue : la chose était très-faisable, vu la position des Autrichiens à Lissa ; le prince de Bévern n'avait qu'un mouvement à faire pour se porter sur le flanc de l'ennemi, qu'il aurait battu probablement; alors le siége de Schweidnitz était levé, et les Impériaux déconcertés; au lieu que si l'on demeurait dans l'inaction, M. de Nadasti ne pouvait manquer à la longue de prendre une place qui n'avait point de secours à espérer, et toutes les troupes ennemies venant à fondre sur les Prussiens, auraient enfin forcé les retranchements de la Lohe.

Le malheur voulut que ce prince ne comprît pas la force de ces raisons; les généraux le déterminèrent cependant un jour à tenter cette entreprise; il sortit de son camp et battit les troupes légères qui couvraient le flanc droit des Autrichiens; alors, au lieu d'attaquer l'armée et de la pousser dans l'Oder, comme cela serait arrivé, son incertitude, le peu de confiance qu'il avait en lui-même, et la crainte d'une entreprise dont l'événement n'est jamais d'une certitude évidente, le retinrent; il crut en avoir fait assez, et il ramena ses troupes dans ses retranchements. Le roi arriva à Naumbourg sur le Queis le 24 de novembre; il y apprit la victoire des Autrichiens sur le prince de Bévern, et la perte de Breslau. Tout ce dont on avait averti le prince de Bévern n'était arrivé que trop exactement; M. de Nadasti avait joint le prince de Lorraine et le maréchal Daun, et les ennemis, impatients d'achever leur conquête, ne perdirent point de temps pour mettre leur projet en exécution. La nuit du 21 au 22 de novembre, ils construisirent devant le front des Prussiens 4 grandes batteries de grosses pièces de canon; les emplacements qu'ils prirent étaient entre Pilsnitz et Gross-Mochber.

Le prince de Bévern se contenta d'être spectateur de cet ouvrage, qu'il leur laissa achever tranquillement,

tandis que ces apprêts annonçaient les desseins du maréchal Daun sur les retranchements prussiens. M. de Nadasti longea la Lohe et se forma vers Gabitz [22 novembre]; le prince de Bévern crut que c'était pour lui venir à dos, quoique cela fût difficile, et il s'affaiblit encore par un détachement qui se rendit à Gabitz aux ordres de M. de Ziethen, pour s'opposer de ce côté aux entreprises des ennemis. Le front du camp prussien, derrière la Lohe, était couvert par des redoutes ouvertes par les gorges, dont quelques-unes même étaient dominées par l'autre rive; on n'avait pas même eu l'attention d'y faire distribuer assez de canon; la plus grande partie de l'artillerie demeura dans un retranchement que le prince de Bévern avait fait faire dans un bas-fond, pour couvrir son flanc de la Lohe vers le faubourg de Breslau. Le maréchal Daun, qui avait eu le temps de bien voir et de bien examiner toutes ces négligences et toutes ces bévues, les fit tourner à son avantage. L'attaque commença le 22 à 9 heures du matin; quelques redoutes furent prises et reprises alternativement; on fit agir la cavalerie prussienne dans un marais où elle ne pouvait pas combattre, et où elle fut foudroyée par 60 canons que les Autrichiens avaient en batterie au delà du ruisseau. Cependant, malgré tant de fausses mesures, les Prussiens ne perdaient point encore de terrain. A la gauche, vers Gabitz, M. de Ziethen non-seulement repoussa les attaques, mais poursuivit M. de Nadasti jusqu'au delà de la Lohe, et les ennemis en déroute se retirèrent derrière le ruisseau de Schweidnitz. Pendant ce temps-là les Autrichiens qui attaquaient le prince de Bévern avaient passé la Lohe sous la protection de leur artillerie; ils prirent aussitôt les redoutes prussiennes par les gorges; les troupes se défendirent bien, et les Prussiens les en délogèrent à diverses fois; le prince Ferdinand de Prusse repoussa même une partie des ennemis jusqu'à la Lohe; mais ils étaient en trop grand nombre, le camp était perdu et la

nuit close. Quoiqu'il y eût encore des ressources, le prince de Bévern ne les vit pas; il repassa l'Oder dans la première consternation, et jeta M. de Lestwitz avec 8 bataillons dans Breslau; il perdit aussi 80 pièces de canon, et près de 8,000 hommes, que l'attaque du camp de Lissa ne lui aurait pas coûté. Les Autrichiens prétendirent que cette action leur avait mis 18,000 hommes hors de combat, et il est vrai que les villages des environs étaient remplis de leurs blessés. Le lendemain, ou pour mieux dire la nuit, le prince de Bévern s'avisa d'aller reconnaître le corps de M. de Beck qui campait près de lui; il était seul, et se laissa prendre par des pandours. M. de Kyau, qui était après lui le plus ancien des généraux, prit le commandement des troupes, et sans aviser à ce qu'il y avait à faire, il se mit en chemin pour Glogau. A peine M. de Lestwitz se crut-il isolé dans Breslau, qu'il perdit la tramontane; les Autrichiens s'approchèrent de cette capitale, et M. de Lestwitz, qui jusqu'alors avait eu la réputation d'un brave officier, sans attendre que l'ennemi tirât un seul coup de canon contre les remparts, demanda à capituler [24 novembre], et obtint la libre sortie avec armes et bagages; il suivit deux jours après avec sa garnison, dont la moitié déserta sur le chemin que M. de Kyau avait pris.

Le roi reçut à la fois toutes ces nouvelles accablantes; sans s'appesantir sur les désastres qui venaient d'arriver, il ne songea qu'au remède, et força de marche, pour gagner les bords de l'Oder. En chemin il se détourna de Lignitz, que les Autrichiens avaient fait fortifier, et poussant droit à Parchwitz, son avant-garde donna à l'improviste sur un détachement des ennemis, qui fut bien battu et dont 300 hommes furent faits prisonniers; il arriva à Parchwitz le 28, ayant fait le chemin de Leipsic à l'Oder en 12 jours. Le roi voulait que M. de Kyau passât l'Oder à Koben; mais il ne put pas y réussir, parce que la plu-

part des troupes avaient déjà gagné Glogau. Dans ces conjonctures, le temps était ce qu'il y avait de plus précieux; il n'y avait point de moment à perdre; il fallait ou attaquer incessamment les Autrichiens à tout prix, et les mettre hors de la Silésie, ou se résoudre à perdre cette province pour jamais. L'armée qui repassa l'Oder à Glogau ne put joindre les troupes du roi que le 2 de décembre; cette armée était découragée et dans l'accablement d'une défaite récente. On prit les officiers par le point d'honneur; on leur rappela le souvenir de leurs anciens exploits; on tâcha de dissiper les idées tristes dont l'impression était fraîche; le vin fut même une ressource pour ranimer ces esprits abattus.

Le roi parla aux soldats; il leur fit distribuer des vivres gratis. Enfin on épuisa tous les moyens que l'imagination pouvait fournir, et que le temps permettait, pour réveiller dans les troupes cette confiance sans laquelle l'espérance de la victoire est vaine. Déjà les physionomies commençaient à s'éclaircir, et ceux qui venaient de battre les Français à Rosbach persuadèrent à leurs compagnons de prendre bon courage. Quelque peu de repos refit le soldat, et l'armée se trouva disposée à laver, aussitôt que l'occasion s'en présenterait, l'affront qu'elle avait reçu le 22. Le roi chercha cette occasion, et bientôt elle se trouva; il avança le 4 à Neumarkt: il était avec l'avant-garde des housards, et apprit que l'ennemi établissait sa boulangerie dans cette ville, qu'elle était garnie de pandours, et qu'on y attendait dans peu l'armée du maréchal Daun.

La hauteur située au delà de Neumarkt donnait un avantage considérable à l'ennemi, si on lui permettait de l'occuper : la difficulté était de prendre cet endroit; l'infanterie n'était point arrivée, et ne pouvait joindre l'avant-garde qu'au soir; on n'avait point de canon; les seules troupes dont on pouvait tirer parti, étaient des housards;

on se résolut à faire de nécessité vertu. Le roi ne voulant pas souffrir que le prince de Lorraine vînt se camper vis-à-vis de lui, fit mettre pied à terre à quelques escadrons de housards; ils enfoncèrent la porte de la ville; un régiment qui les suivait à cheval y entra au plein galop; un autre régiment par les faubourgs gagna la porte de Breslau; et l'entreprise réussit au point que 800 cravates furent faits prisonniers par les housards. On occupa aussitôt l'emplacement du camp, et l'on y trouva les piquets et les traces que les ingénieurs autrichiens y avaient laissées pour marquer la position de leurs troupes.

Le prince de Wirtemberg prit le commandement de l'avant-garde; on le renforça le soir de 10 bataillons, avec lesquels il se campa à Kammendorf. Le même jour la cavalerie passa encore le défilé; le gros de l'infanterie cantonna dans la ville de Neumarkt et dans les villages voisins. Des nouvelles positives arrivèrent alors au roi, par lesquelles il apprit que le prince de Lorraine avait quitté le camp de la Lohe, et s'était avancé au delà de Lissa; que son armée avait sa droite appuyée au village de Nypern, sa gauche à Golau, et à dos le petit ruisseau de Schweidnitz. Le roi se réjouit de trouver l'ennemi dans une position qui facilitait son entreprise; car il était obligé et résolu d'attaquer les Autrichiens partout où il les trouverait, fût-ce même au Zobtenberg. On travailla d'abord à la disposition de la marche, et l'armée se mit en mouvement le 5 avant l'aube du jour; elle était précédée par une avant-garde de 60 escadrons et de 10 bataillons, à la tête de laquelle le roi s'était mis en personne; les quatre colonnes de l'armée la suivaient à une petite distance; l'infanterie formait celles du centre, et celles des ailes étaient composées de cavalerie.

L'avant-garde, en approchant du village de Born, découvrit une grande ligne de cavalerie, dont la droite tirait vers Lissa, et dont la gauche, qui était plus avancée,

s'appuyait à un bois que l'armée du roi avait à sa droite. On crut d'abord que c'était une aile de l'armée autrichienne dont on ne découvrait pas le centre; ceux qui en firent la reconnaissance assurèrent que c'était une avant-garde; on apprit même qu'elle était commandée par le général Nostitz, et que le corps consistait en quatre régiments de dragons saxons et deux de housards impériaux; pour jouer à jeu sûr, on fit glisser les 10 bataillons dans le bois qui couvrait le flanc gauche de M. de Nostitz; sur quoi la cavalerie prussienne, qui s'était formée, fondit dessus avec beaucoup de vivacité; dans un moment ces régiments furent dissipés, et poursuivis jusque devant le front de l'armée autrichienne; on leur prit 5 officiers et 800 hommes, qu'on renvoya le long des colonnes à Neumarkt, pour animer le soldat par l'exemple de ce succès.

Le roi eut de la peine à contenir la fougue des housards, que leur ardeur transportait; ils étaient sur le point de donner au milieu de l'armée autrichienne, lorsqu'on les rassembla entre les villages de Heyde et de Frobelvitz, à une portée de canon de l'ennemi; on distinguait si bien de là l'armée impériale, qu'on aurait pu la compter homme par homme; sa droite, qu'on savait à Nypern, était cachée par le grand bois de Lissa : mais du centre jusqu'à la gauche rien n'échappait à la vue. A la première inspection de ces troupes et d'après le terrain, on jugea qu'il fallait porter les grands coups à l'aile gauche de cette armée : elle était étendue sur un tertre chargé de sapins, mais mal appuyée; ce poste forcé, on gagnait l'avantage du terrain pour le reste de la bataille, parce que de là il va toujours en descendant et en s'abaissant vers Nypern : au lieu qu'en s'attachant au centre, les troupes de l'aile droite autrichienne auraient pu, en traversant le bois de Lissa, tomber en flanc sur les assaillants; et après tout il aurait toujours fallu finir par l'attaque de ce tertre, qui dominait sur toute cette plaine. C'aurait été réserver la

besogne la plus dure et la plus difficile pour la fin, où les troupes harassées, et fatiguées du combat, ne sont plus propres aux grands efforts; au lieu qu'en commençant par l'opération la plus rude, on profitait de la première ardeur du soldat, et le reste de l'ouvrage devenait aisé. Par une suite de ces raisons, on disposa incessamment l'armée pour l'attaque de la gauche.

Les colonnes qui étaient dans l'ordre du déploiement furent renversées; on les mit sur deux lignes, et les pelotons, par quart de conversion, se mirent à défiler par la droite : le roi avec ses housards côtoya la marche de son armée sur une chaîne de tertres qui cachait à l'ennemi les mouvements qui se faisaient derrière; et se trouvant entre les deux armées, il observait celle des Autrichiens et dirigeait la marche de la sienne. Il envoya des officiers de confiance, les uns pour observer la droite du maréchal Daun, les autres vers Canth pour veiller aux démarches de M. de Draskowitz, qui y avait son camp : on reconnut en même temps l'ennemi le long du ruisseau de Schweidnitz, pour être sûr qu'il ne pût rien venir à dos lorsque l'armée engagerait le combat. Le projet que le roi se préparait d'exécuter, était de porter toute son armée sur le flanc gauche des Impériaux, de faire les plus grands efforts avec sa droite, et de refuser sa gauche avec tant de prévoyance, qu'il n'eût point à craindre des fautes semblables à celles qu'on avait faites à la bataille de Prague, et qui avaient causé la perte de celle de Kolin.

Déjà M. de Wédel[1], qui devait, avec ses 10 bataillons de l'avant-garde, former la première attaque, s'était rendu devant l'armée; déjà les têtes de colonnes avaient gagné le ruisseau de Schweidnitz, sans que l'ennemi s'en fût aperçu. Le maréchal Daun prit le mouvement des Prussiens pour une retraite, et dit au prince de Lorraine : *Ces*

[1] Charles-Henri de Wedel, né en 1712, entra au service en 1741. Frédéric II le nomma ministre de la guerre en 1761. Il mourut en 1782.

gens s'en vont, laissons-les faire. Cependant M. de Wédel s'était formé devant les deux lignes d'infanterie de la droite; son attaque était soutenue par une batterie de 20 pièces de 12 livres, dont le roi avait dépouillé les remparts de Glogau. La première ligne reçut ordre d'avancer en échelons, les bataillons à cinquante pas de distance en arrière les uns des autres, de sorte que la ligne étant en mouvement, l'extrémité de la droite se trouvait de mille pas plus avancée que l'extrémité de la gauche, et cette disposition la mit dans l'impossibilité de s'engager sans ordre. Sur cela M. de Wédel attaqua le bois où commandait M. de Nadasti; il n'y trouva pas grande résistance, l'emporta assez vite.

Les généraux autrichiens se voyant tournés et pris en flanc, essayèrent de changer de position; ils voulurent, mais trop tard, former une ligne parallèle au front des Prussiens; tout l'art des généraux du roi fut employé à ne leur en pas donner le temps. Les Prussiens s'établissaient déjà sur une hauteur qui commande le village de Leuthen; dans l'instant où l'ennemi voulut y jeter de l'infanterie, une seconde batterie de 20 pièces de 12 livres tira sur eux si fort à propos, qu'ils en perdirent l'envie et se retirèrent. Du côté de M. de Wédel, les Autrichiens se saisirent d'une butte voisine du ruisseau, pour l'empêcher de balayer leur ligne d'une aile à l'autre; M. de Wédel ne les y souffrit pas longtemps, et après un combat plus long et plus opiniâtre que le précédent, ils furent forcés à céder le terrain. M. de Ziethen en même temps chargea la cavalerie ennemie et la mit en déroute; quelques escadrons de sa droite reçurent en flanc, des broussailles qui bordaient le ruisseau, une décharge à mitraille. Ce feu partant à l'improviste, les ramena, et ils se reformèrent auprès de l'infanterie.

Les officiers qui avaient eu la commission d'observer la droite du maréchal Daun, vinrent alors avertir le roi qu'elle

traversait le bois de Lissa, et allait paraître incessamment dans la plaine; sur quoi M. de Driesen[1] reçut ordre d'avancer avec l'aile gauche de la cavalerie prussienne. Lorsque les cuirassiers autrichiens commencèrent à se former près de Leuthen, la batterie du centre de l'armée du roi les salua par une décharge de toute son artillerie; M. de Driesen en même temps les attaqua; la mêlée ne fut pas longue; les Impériaux furent dispersés et s'enfuirent à vau-de-route. Une ligne d'infanterie qui s'était formée à côté de ces cuirassiers derrière Leuthen fut prise en flanc par le régiment de Bareuth, qui la rejetant sur les volontaires de Wunsch, en prit deux régiments entiers avec officiers et drapeaux. Alors la cavalerie ennemie étant tout à fait dissipée, le roi fit avancer le centre de son infanterie sur Leuthen. Le feu fut vif et court, parce que l'infanterie autrichienne n'était qu'éparpillée entre les maisons et les jardins; au débouché du village, on aperçut une nouvelle ligne d'infanterie que les généraux autrichiens formaient sur une éminence près du moulin à vent de Ségeschutz.

L'armée du roi eut quelque temps à souffrir de leur feu; mais les ennemis ne s'étaient pas aperçus, dans cette confusion, que le corps de M. de Wédel était dans leur voisinage; ils furent tout à coup pris en flanc et à dos par ce brave et habile général, et sa belle manœuvre, en fixant la victoire, termina cette importante journée. Le roi ramassant les premières troupes qui se présentèrent, se mit à la poursuite des ennemis, avec les cuirassiers de Seidlitz et un bataillon de Jung-Stutterheim, il s'avança dirigeant sa marche entre le ruisseau de Schweidnitz et le bois de Lissa. L'obscurité devint si grande, qu'il poussa quelques cavaliers en avant pour reconnaître les forêts, et pour donner des nouvelles; de temps à autre il fit tirer quelques volées de canon vers Lissa, où le gros de l'ar-

[1] Georges-Guillaume de Driesen, né en 1700, mort en 1758.

mée autrichienne s'était enfui; à l'approche de ce bourg, l'avant-garde essuya une décharge d'environ deux bataillons, dont personne ne fut blessé; elle y répondit par quelques volées de canon, en poursuivant toujours sa marche. Chemin faisant les cuirassiers de Seidlitz amenaient des prisonniers par bandes.

Arrivé à Lissa, le roi trouva toutes les maisons pleines de fuyards et de gens débandés de l'armée impériale; il s'empara d'abord du pont, où il plaça ses canons, avec ordre de tirer tant qu'il y aurait de la poudre. Sur le chemin de Breslau, par où l'ennemi se retirait, il fit jeter des pelotons d'infanterie dans les maisons les plus voisines du ruisseau de Schweidnitz, afin de tirer sur l'autre bord pendant toute la nuit, soit pour entretenir la terreur chez les vaincus, soit pour les empêcher de jeter sur l'autre bord des troupes qui en disputassent le passage le lendemain. Cette bataille avait commencé à une heure de l'après-midi; il en était huit lorsque le roi, avec son avant-garde, vint à Lissa. Son armée était forte de 33,000 hommes lorsqu'elle engagea l'action avec celle des Impériaux, qu'on disait monter à 60,000 combattants. Si le jour n'eût pas enfin manqué aux Prussiens, cette bataille aurait été la plus décisive de ce siècle.

Les troupes n'eurent pas le temps de se reposer; elles partirent de Lissa qu'il était encore nuit, ramassèrent pendant la marche nombre de traîneurs des ennemis, et arrivèrent vers les dix heures sur les bords de la Lohe, où malgré une forte arrière-garde commandée par M. de Serbelloni, postée auprès de Gross-Mochber, 10 bataillons passèrent ce ruisseau; on les forma dans un ravin à l'abri du canon des Autrichiens, et l'on embusqua les housards derrière des villages et des censes, où ils étaient couverts et à portée d'agir aussitôt que cela deviendrait nécessaire. M. de Serbelloni hâta sa retraite autant qu'il put, et se replia vers les deux heures de l'après-midi sur Breslau :

M. de Ziethen avec tous les housards, 20 escadrons de dragons et 16 bataillons, le suivit de près. Une partie du monde de l'Autrichien se jeta sans ordre dans Breslau. Cette arrière-garde, pleine de terreur et se retirant en confusion, perdit beaucoup de soldats dans sa marche. M. de Ziethen poursuivit l'armée du maréchal Daun par Borau, Reichenbach, Kunzendorf à Reichenau, où il fut joint par M. de Fouqué, qui venait avec quelques troupes de Glatz. Ces deux généraux poussèrent les Autrichiens jusqu'en Bohême.

Le roi de son côté forma le 7 la circonvallation de Breslau; on prit poste au faubourg de Saint-Nicolas, à Gabitz, aux Lehmgruben, à Hube et Durgensch; et comme la raison de guerre voulait qu'on enfermât la ville également de l'autre côté de l'Oder, le roi envoya ordre à M. de Wied, qui avait été malade à Brieg, d'en sortir avec 3 bataillons, auxquels on joignit 5 escadrons, pour se poster sur la grande chaussée qui mène de Breslau à Hundsfeld; il s'y retrancha le mieux qu'il put, pour empêcher la garnison de se sauver en Pologne, au cas qu'elle voulût le tenter. On se prépara au siége; le roi tira les munitions, les canons, les mortiers dont on avait besoin, des forteresses de Brieg et de Neisse. Le 10, six bataillons prirent possession du faubourg d'Ohlau; ces troupes s'établirent au couvent des Frères de la Miséricorde, dont ils chassèrent les pandours. M. de Forcade[1] prit poste au cimetière de Saint-Maurice, où l'on construisit une batterie à l'abri des murailles, et pour distraire l'attention du commandant et de la garnison, le prince Ferdinand de Prusse établit au faubourg de Saint-Nicolas une batterie et un bout de tranchée qui firent croire à l'ennemi que c'était de ce côté-là que les Prussiens voulaient pousser leurs attaques, tandis que M. de Balbi faisait sa parallèle depuis

[1] Frédéric-Guillaume-Quirin de Forcade de Biaix, né en 1699, lieutenant général.

le cimetière de Saint-Maurice jusque vis-à-vis de la porte de Schweidnitz; de cette parallèle deux grandes batteries croisantes dirigeaient leur feu sur le Taschenbastion, et sur le cavalier qui le commande.

Les assiégés se défendirent mollement. Ils tentèrent par le faubourg de Pologue, du côté de M. de Wied, une faible sortie, où ils perdirent 300 hommes. Le 16 une bombe mit par hasard le feu au magasin de poudres du Taschenbastion; l'épaule sauta et ses décombres formèrent une espèce de brèche. Le froid devint si violent, que le commandant craignit que malgré ses précautions, les fossés étant gelés, les Prussiens ne donnassent un assaut à la place; il craignit d'être pris d'emblée; il savait d'ailleurs que l'armée impériale étant rechassée en Bohême, il n'avait aucun secours à en attendre.

Ces différentes considérations le portèrent à capituler, et il se rendit lui et toute sa garnison prisonniers de guerre; il se trouva que 14,000 hommes en avaient assiégé 17,000. Mais il fallait considérer qu'une partie de cette garnison était composée des fuyards de Leuthen, et qu'en général ni les fortifications ni le nombre des soldats ne défendent une ville, mais que tout dépend de la tête plus ou moins forte et du courage déterminé de celui qui y commande. Nous avons rapporté sans interruption les événements de cette expédition de Silésie; peut-être ne sera-t-on pas fâché de trouver ici le résumé des pertes qu'y firent les deux parties belligérantes.

Les Prussiens ne perdirent à la bataille de Leuthen en morts et blessés que 2,660 hommes, parce qu'ils trouvèrent, si l'on excepte la première attaque, un terrain qui les favorisa.

Les Autrichiens y perdirent 307 officiers, 21,000 soldats, 134 canons, 59 drapeaux. MM. de Ziethen et de Fouqué firent 2,500 prisonniers dans la poursuite. La prise de Breslau coûta aux ennemis 13 généraux, 686 officiers, et

17,635 soldats; somme totale, 41,447 hommes, dont l'armée impériale se trouvait affaiblie à son retour en Bohême.

Quoique cette campagne eût été longue, dure et pénible; quoique sa fin fût aussi heureuse qu'on eût pu l'espérer, il restait encore une expédition à faire, tant les dérangements arrivés en Silésie étaient considérables; il fallait reprendre la ville de Lignitz, où les Impériaux avaient fait des inondations et des ouvrages. Le roi y avait envoyé M. de Driesen, qui, avec un corps de cavalerie, tenait cette ville investie depuis le 16. Le prince Maurice y arriva le 25 avec un détachement d'infanterie, pour en faire le siége dans les règles. Les apprêts s'en firent, le canon arriva. M. de Bulow, que le maréchal Daun y avait établi en qualité de commandant, préféra la conservation de sa garnison à une défense qu'il n'aurait pu soutenir à la longue; il capitula, et demanda la libre sortie pour ses troupes; ce qu'on lui accorda volontiers, parce que les troupes étaient fatiguées à l'excès, et la gelée si forte, que les pelles et les pioches ne pouvaient plus ouvrir la terre. Les ouvrages et les écluses de la ville furent rasés, afin que si les ennemis s'en emparaient une seconde fois, ils ne pussent pas si vite la remettre en état de défense, et en faire une place d'armes. Toute la cavalerie fut ensuite employée à former le blocus de Schweidnitz; on réserva le siége de cette place pour le printemps prochain. Le corps de M. de Ziethen forma un cordon qui prit de Schmiedeberg par Landshut, Friedland, Braunau, se terminant à Glatz. Les troupes entrèrent le 6 de janvier en quartiers d'hiver; et le roi demeura à Breslau, afin de veiller lui-même à tout, et de préparer ce qui était nécessaire, pour que l'armée rétablie et en bon état pût de bonne heure ouvrir la campagne prochaine.

Pour terminer l'histoire de tous les événements de cette année, il nous reste à rapporter ce qui se passa en Prusse

entre MM. de Lehwald et d'Apraxin, et ce que firent les Suédois en Poméranie[1]. Le maréchal Apraxin s'approcha au mois de juin des frontières de la Prusse à la tête de 100,000 hommes; le gros de son armée marcha vers Grodno, capitale de la Lithuanie polonaise. M. de Fermor, avec un corps de 20,000 hommes, secondé par la flotte russe, mit le siége devant Mémel. La ville fut rendue par capitulation le 5 de juillet. M. de Lehwald s'était proposé de défendre les bords du Prégel, et s'était campé à Insterbourg, d'où il observait M. d'Apraxin.

Après la prise de Mémel l'armée ennemie pénétra en Prusse, s'approchant d'Insterbourg; M. de Fermor s'avança de son côté vers le Prégel. Il semble que c'était le moment où le maréchal Lehwald aurait dû prendre un parti décisif, pour se battre avec un de ces généraux; il n'en trouva peut-être pas l'occasion favorable.

Le corps de M. de Fermor, qui arriva à Tilsit, lui donna de la jalousie; il craignit d'être tourné et se retira à Wélau. Il avait dans son armée deux régiments de housards qui faisaient au plus 2,400 hommes, et ces housards non-seulement résistèrent à 12.000 Tartares et Cosaques que les Russes traînaient avec eux, mais remportèrent de plus, durant toute cette campagne, des avantages signalés sur ces ennemis. Après la retraite du maréchal Lehwald, M. d'Apraxin n'étant gêné par personne, se joignit à Insterbourg avec M. de Fermor; ils s'avancèrent tous les deux

[1] Le comte Apraxin fut feld-maréchal des armées russes sous le règne de l'impératrice Élisabeth. Il fit ses premières armes contre les Turcs. A la suite des succès qu'il remporta en 1757 contre le général Lehwald on s'attendait à le voir marcher sur Berlin, quand tout à coup il se replia vers la Courlande, d'après les ordres de Bestuchew. Celui-ci, en effet, voyant Élisabeth gravement malade et connaissant toute l'admiration de son neveu et successeur Pierre III pour Frédéric II, craignit, en accablant la Prusse, de mécontenter son futur maître. Mais Élisabeth se rétablit, Bestuchew fut exilé et le comte Apraxin traduit devant un conseil de guerre, qui n'osa ni le punir ni le proclamer innocent. Apraxin rentra à la suite de cet événement dans la vie privée.

en côtoyant l'Aller, et vinrent se camper à Jægerndorf, à un mille et demi de l'armée prussienne. Le roi avait donné carte blanche à M. de Lehwald, pour prendre tel parti qu'il jugerait à propos, tant à cause de l'éloignement des lieux, que parce que des partis qui souvent rôdaient autour de l'armée du roi auraient pu intercepter des dépêches de cette conséquence.

M. de Lehwald, qui craignait qu'un corps de Russes ne s'approchât de Kœnigsberg, dont les ouvrages sont trop vastes pour être défendus, et ne prît, pendant qu'il serait contenu par le maréchal russe, cette capitale où il avait ses magasins, crut qu'il ne pouvait empêcher l'ennemi de tenter une pareille entreprise qu'en lui livrant bataille, et résolut d'aller l'attaquer dans son camp de Jægerndorf. Il se mit en marche le 29, et se porta dans un bois où il était précisément dans le flanc des Russes; s'il avait attaqué cette armée tout de suite, il y a apparence qu'il l'aurait fait avec succès. Quoique son corps ne montât qu'à 24,000 hommes, il pouvait espérer de remporter des avantages, parce que les Russes furent surpris de le voir arriver, qu'ils ne s'attendaient pas à etre attaqués, et qu'il régnait une grande confusion dans leur camp; ils étaient outre cela mal postés, et rien ne l'empêchait de marcher droit à eux. Il est impossible de dire quelles raisons le retinrent, et lui firent différer jusqu'au lendemain ce qu'il pouvait exécuter sur-le-champ. Il engagea l'affaire le 30.

D'abord les housards et les dragons prussiens firent plier devant eux la cavalerie russe et les Cosaques qui leur étaient opposés, et les rechassèrent jusqu'à leur camp. Les ennemis avaient changé la nuit de position, d'où il résulta que les dispositions que le maréchal de Lehwald avait faites la veille pour les attaquer dans le terrain où il les avait trouvés ne cadraient plus avec l'emplacement où ils étaient alors; sa cavalerie de la gauche attaqua néanmoins celle des Russes, et la rejeta derriere son front; mais elle

y essuya un feu si violent d'artillerie et de mitraille, qu'elle fut obligée de rejoindre l'infanterie prussienne. C'était dans le moment où M. de Lehwald attaquait un bois rempli d'abatis, dans lequel les Russes avaient placé leurs grenadiers; le bois était au centre de l'armée de M. d'Apraxin; ces grenadiers furent battus et presque tous détruits; mais le terrain fourré où cette action se passa cachait aux Prussiens une manœuvre que faisaient alors les ennemis, et qui devint funeste aux premiers. M. de Romanzow s'avançait avec 20 bataillons de la seconde ligne des Russes, pour soutenir ces grenadiers; il se porta en flanc et à dos de l'infanterie prussienne; elle perdit insensiblement du terrain et fut enfin obligée de se retirer. Cela se fit en bon ordre; les dragons et les housards couvrirent sa retraite. Ce corps, qui ne fut point poursuivi par l'ennemi, revint à Wélau reprendre son ancien camp.

Le maréchal ne perdit dans cette affaire, en morts, blessés et prisonniers, que 1,400 hommes et 13 canons. M. d'Apraxin demeura encore quelques jours dans son camp de Jægerndorf. Le 7 de septembre il fit mine de passer l'Aller, pour se porter en droiture sur Kœnigsberg; mais il fallait bien qu'il n'eût pas cette expédition fort à cœur, car, ayant trouvé un corps prussien qui lui disputait le passage de cette rivière, il se désista de son entreprise. Dix jours après il décampa subitement de Jægerndorf [le 17], et se retira vers les frontières de la Pologne. Le maréchal de Lehwald le suivit pour la forme jusqu'à Tilsit, moins dans le dessein d'engager quelque affaire d'arrière-garde que pour en imposer au public.

La disproportion des forces était trop grande entre ces deux armées, et l'échec qu'il avait reçu était trop récent; d'ailleurs il obtenait son but sans courir de risques; car l'ennemi se retirant de soi-même en Pologne, il n'y avait qu'à le laisser tranquillement poursuivre sa marche: M. d'Apraxin évacua toute la Prusse, à l'exception de

Mémel, dont les Russes demeurèrent en possession. L'armée prussienne s'arrêta aux environs de Tilsit, trop heureuse de s'être débarrassée d'un ennemi aussi formidable à si bon marché. Mais si elle avait échappé aux malheurs qui la menaçaient dans cette campagne, il n'était pas probable qu'elle jouît à la longue de la même fortune. Le maréchal de Lehwald eût-il possédé tous les talents du prince Eugène, comment pouvait-il, dans la suite de la guerre, résister avec 24,000 Prussiens à 100,000 Russes?

Le roi avait tant d'ennemis à combattre, et ses troupes étaient si considérablement fondues, qu'il lui était impossible d'envoyer des secours à son armée de Prusse; il était à craindre, et l'on pouvait même le prévoir, que les Russes étendant leurs connaissances et leurs vues, ne corrigeassent les fautes qu'ils avaient faites, et ne détachassent, en ouvrant la campagne suivante, un corps considérable vers la Vistule, qui exposerait M. de Lehwald au risque d'être coupé de la Poméranie. On avait tout lieu de croire qu'étant entouré par des ennemis aussi nombreux, il aurait le même sort que le duc de Cumberland, avec la différence que les Russes, moins polis que les Français, l'auraient contraint de mettre les armes bas.

D'une autre part, les Suédois n'avaient fait des progrès en Poméranie que parce qu'ils n'avaient rencontré aucune résistance; ils étaient en possession d'Anclam, de Demmin, et du fort de Peenamunde, qu'ils avaient pris après un siége de quinze jours. La garnison de Stettin consistait en 10 bataillons de milice, que les États de la Poméranie avaient levés. M. de Manteuffel, à la tête de 4 bataillons, n'était pas en état de former de grandes entreprises. En laissant la distribution des armées telle qu'elle était alors, le roi courait les plus grands hasards pour celle de Prusse, et risquait en même temps de voir la Poméranie envahie par les Suédois. Il résolut donc de concentrer davantage ses forces, pour procéder avec plus de sûreté, et d'aban-

donner les extrémités de ses États, que le nombre de ses ennemis ne lui permettait plus de défendre.

Ces motifs firent rappeler de Tilsit M. de Lehwald avec son armée; il marcha d'abord en Poméranie contre les Suédois, qu'il délogea promptement d'Anclam et de Demmin; il les poussa bientôt sous le canon de Stralsund, où ces troupes ne se croyant pas en sûreté, se réfugièrent dans l'île de Rugen. Une grande gelée qui survint ensuite fit prendre tout le bras de mer qui sépare la Poméranie de cette île. Le maréchal de Lehwald aurait pu profiter de l'occasion, si son grand âge ne l'en eût empêché, pour passer avec son armée sur la glace dans l'île, où il aurait détruit toutes ces troupes suédoises; au moins un coup pareil aurait-il délivré le roi pour un temps d'un ennemi qui faisait une diversion fâcheuse. Quoique le maréchal de Lehwald n'eût pas entrepris tout ce qui était faisable, il fit toutefois, dans cette courte expédition, 3,000 prisonniers sur les Suédois. Un détachement qu'il envoya assiéger le fort de Peenamunde ne le reprit qu'au mois de mars de l'année suivante.

La multitude d'objets qu'il y avait à remplir pendant cette campagne était immense; et comme on se trouvait pressé de faire de tous les côtés des efforts, on ne pouvait y réussir qu'en employant les mêmes troupes en différents endroits. Le prince Ferdinand de Brunswic avait trop peu de cavalerie dans son armée; il lui en fallait nécessairement pour l'entreprise qu'il méditait. Comme il importait au roi que les Français fussent chassés de la base Saxe et du bas Rhin, pour y contribuer de sa part autant que sa situation le lui permettait, il détacha 10 escadrons de dragons, et 5 escadrons de housards de l'armée du maréchal de Lehwald, avec ordre de joindre le prince Ferdinand de Brunswic à Stade. Ce prince tenta d'abord une entreprise sur Zell, qui ne réussit pas, d'un côté parce que le maréchal de Richelieu, l'ayant prévenu, l'empêcha de passer

l'Aller, et de l'autre parce que ce pays aride, où il n'y a que des bruyères, ne put fournir à sa subsistance. Nonobstant cette entreprise manquée, il se rendit peu après maître de Harbourg.

Le roi convint ensuite avec lui du projet de sa campagne. Son avis allait à ce que les alliés se portassent sur le Wéser, par des raisons, dont la première était de ne point ruiner les capitales de l'électorat de Hanovre et du duché de Brunswic par les siéges qu'il faudrait faire pour les reprendre; la seconde était la crainte d'être coupé du Rhin, qui porterait les Français à évacuer d'eux-mêmes ces provinces, surtout si un détachement des troupes prussiennes se montrait en même temps du côté de Brunswic. Le prince Henri, qui était demeuré en Saxe pour se faire guérir d'une blessure qu'il avait reçue à Rosbach, devait commander ce détachement. Tout fut bien concerté, et nous verrons, au commencement de la campagne suivante, les succès qui accompagnèrent le prince Ferdinand dans l'exécution de cette entreprise.

CHAPITRE SEPTIÈME.

De l'hiver de 1757 à 1758.

Jamais campagne n'avait été plus féconde en révolutions subites de la fortune que celle que nous venons de décrire. Cette espèce de hasard qui préside aux événements de la guerre s'était insolemment joué du destin des parties belligérantes; tantôt il avait favorisé les Prussiens de succès brillants, et tantôt il les avait précipités dans un abîme de malheurs. Les Russes avaient gagné une bataille en Prusse, et se retiraient de ce royaume comme s'ils avaient été battus. Les Français, sur le point de désarmer le duc de Cumberland, paraissaient les arbitres de l'Allemagne; mais à peine cette nouvelle a-t-elle le temps de se répandre en

Europe, qu'on apprend la défaite d'une de leurs armées, et qu'on voit comme ressusciter cette armée du duc de Cumberland qu'on croyait n'exister déjà plus.

Cette suite d'événements décisifs et contraires avait comme étourdi l'Europe ; on voyait de l'incertitude dans les projets, des desseins renversés aussitôt que conçus, et de nombreux corps de troupes presque détruits en un seul jour. Il fallut quelques moments de tranquillité pour que les esprits se recueillissent, et que chaque puissance pût considérer de sang-froid la situation où elle se trouvait. D'un côté, l'ardent désir de la vengeance, l'ambition blessée, le dépit, le désespoir, remirent les armes à la main aux empereurs et aux rois qui formaient la grande alliance ; de l'autre, la nécessité de continuer la guerre et quelques rayons d'espérance portèrent la Prusse à faire les plus grands efforts pour se soutenir. Un nouveau serment donna un nouveau degré d'activité à la politique, et les cours, chacune de son côté, se préparèrent à pousser la guerre avec plus d'acharnement, de fureur et d'opiniâtreté que par le passé. Voilà en général le tableau des passions qui agitaient les princes et leurs ministres. La nature de cet ouvrage exige que nous entrions dans de plus grands détails, et que nous parcourions successivement toutes les cours de l'Europe, pour nous représenter distinctement ce qui se passait dans chacune.

Il s'était fait dès l'automne dernier un changement dans le ministère britannique. M. Fox, qui s'y était intrus par les intrigues du duc de Cumberland, s'aperçut qu'il ne pouvait plus se soutenir dans ce poste contre la cabale qui lui était opposée; il résolut de se démettre volontairement de ses charges, et fut remplacé par M. Pitt, que son éloquence et son génie élevé rendaient l'idole de la nation. C'était la meilleure tête de l'Angleterre. Il avait subjugué la Chambre basse par la force de la parole ; il y régnait, il en était pour ainsi dire l'âme. Parvenu au timon des

affaires, il appliqua toute l'étendue de son génie à rendre sa patrie la dominatrice des mers, et pensant en grand homme, il fut indigné de la convention de Closter-Seven, qu'il regardait comme l'opprobre des Anglais. Ses premiers pas dans sa nouvelle carrière tendirent tous à faire abolir jusqu'à la mémoire de ce traité honteux; ce fut lui qui persuada au roi d'Angleterre de mettre le prince Ferdinand de Brunswic à la tête de l'armée des alliés, et de le demander au roi de Prusse; ce fut lui qui proposa de renforcer les troupes d'Allemagne par un corps d'Anglais, qui les joignit effectivement dans l'année 1758. De plus, il jugea convenable à la gloire de sa nation de renouveler les alliances qu'elle avait contractées tant avec le roi de Prusse qu'avec divers princes d'Allemagne. Il conclut un traité avec le roi; par l'un des articles, le roi d'Angleterre s'engageait à payer au roi de Prusse un subside annuel de 4 millions d'écus, lequel fut continué jusqu'en 1761.

Le roi se trouvait dans la nécessité d'accepter ce subside, qui d'ailleurs répugnait à sa façon de penser; mais les Français l'avaient dépouillé des provinces qu'il possédait dans le bas Rhin; il était à la veille de voir envahir la Prusse par les Russes; ce qui pouvait d'autant moins s'empêcher, que le maréchal Lehwald avait été contraint d'accourir en Poméranie, pour s'opposer aux Suédois. Après tout, ce subside était le seul secours qu'on pût tirer de l'Angleterre, puisqu'elle avait décliné à plusieurs reprises la demande qu'on lui avait faite d'envoyer une escadre dans la Baltique. M. Pitt envoya dans ce temps le chevalier Keith en Russie, pour balancer par ses intrigues celles du parti français et autrichien, et pour tenter de dessiller les yeux à l'impératrice, aveuglée par les préventions qu'on lui avait inspirées contre le roi de Prusse. M. Gooderich partit dans une vue à peu près semblable pour la Suède; mais le parti français, qui dominait despotiquement dans le sénat de Stockholm, fit jouer tous ses

ressorts pour interdire à cet Anglais l'entrée du royaume. M. Gooderich resta en Danemarck; et les sénateurs s'applaudirent d'avoir empêché que l'argent de l'Angleterre ne culbutât leur système. Tandis que M. Pitt prenait de si justes mesures pour la politique, les ports de la Grande-Bretagne se remplissaient de vaisseaux; les projets pour la campagne de mer et de terre étaient arrêtés, et une activité nouvelle ranimait toutes les branches du gouvernement.

Le chevalier Keith, qui, pendant ces entrefaites, était arrivé à Pétersbourg, n'y trouva point la cour dans une disposition favorable aux commissions dont il était chargé; les ministres d'Autriche, de France et de Saxe y étaient tout-puissants par le moyen de leurs intrigues et de leurs profusions; ils avaient gagné le favori d'Élisabeth, le comte Iwan Schuwaloff, qui gouvernait alors l'impératrice et par conséquent l'empire. Les ministres, mécontents du peu de progrès de l'armée russe, surtout de la retraite à la fin de la campagne dernière, tâchaient de faire passer leur enthousiasme guerrier dans l'esprit de l'impératrice, et l'excitaient à faire, dans la campagne prochaine, de plus grands efforts que par le passé; ils s'aperçurent que leurs menées étaient secrètement traversées par le grand chancelier Bestuchew et résolurent de le culbuter, comme en effet ils y réussirent. Nous avons dépeint, dans cet ouvrage, ce comte Bestuchew comme un homme qui, par passion, s'était fait un principe d'être l'ennemi juré des Prussiens. [Deux raisons ayant altéré ces sentiments de haine avaient influé sur son changement de conduite; l'une était sa forte pension que les Anglais continuaient de lui payer, et l'autre la possession où se trouvait le roi des archives de Dresde. On avait trouvé dans ces archives une lettre où il conseille au comte de Brühl de se défaire par la prison d'un résident russe dont ces deux ministres étaient également mécontents, qui comme lui, disait-il, s'était

défait du sieur de Castéras dont il craignait l'esprit délié. M. de Bestuchew n'avait point de répugnance pour commettre des crimes, mais il ne voulait pas qu'on le sût, et la crainte que cette lettre odieuse ne fût publiée l'engagea de promettre au roi de lui rendre des services importants pour qu'il consentît à la supprimer. C'était à quoi le roi fut facile à disposer, et le ministre fut exact de son côté à remplir son engagement, car il dressa l'instruction du maréchal Apraxin.] Mais il changea de système, pour plaire au grand-duc, qu'il prévoyait devoir bientôt parvenir au trône; il dressa l'instruction du maréchal Apraxin d'une manière aussi favorable aux intérêts du roi que les conjonctures le permettaient, et fut l'unique cause de ce que les Russes évacuèrent les États du roi à la fin de la campagne. M. de Bestuchew fut encouragé dans cette conduite par les conseils du grand-duc et de la grande-duchesse de Russie, qui tous les deux avaient les sentiments les plus favorables à la cause du roi. Le grand-duc, prince de Holstein par sa naissance, avait puisé dans l'histoire de ses ancêtres une haine implacable contre les Danois, causée par les injustices que les rois de Danemarck avaient faites à sa famille; craignant alors que les affaires du roi ne prissent une tournure qui l'obligeât à se lier avec les Danois, il lui offrit son crédit et tous les services qu'il pourrait lui rendre en Russie, pourvu qu'il n'entrât en aucun engagement avec ces ennemis constants du Holstein. Le roi accepta l'offre; il promit de ne faire aucun traité avec le Danemarck, et quoique cette condescendance ne lui valût pas d'avantages actuels, on verra, par la suite de cet ouvrage, que cette liaison étroite avec le grand-duc de Russie bouleversa les grands projets des Autrichiens.

Avec quelque secret que toutes ces affaires se traitassent, il en perça cependant quelque chose; les ministres de France et d'Autriche s'aperçurent d'une variation de

conduite du côté du grand chancelier; ils eurent connaissance des ordres qu'il avait expédiés pour le maréchal Apraxin, et se servirent du favori de l'impératrice pour faire disgracier ce ministre et causer toutes sortes de désagréments à la jeune cour. Depuis ce moment tout plia devant ces ambassadeurs en Russie, et ils entraînèrent l'impératrice Élisabeth dans des mesures violentes et peu conformes aux véritables intérêts de son empire.

La cour de Vienne avait reçu des secousses si fortes à la fin de la dernière campagne, que sa constance en fut ébranlée. Elle s'était crue sur le point de terminer la guerre, et regardait comme faite la conquête de la Silésie; déchue tout à coup de ces idées flatteuses, elle avait vu son armée ruinée, et les débris s'en sauver avec peine en Bohême. Ces malheurs inattendus ralentirent son ardeur pour la guerre, et tant de projets avortés diminuèrent son éloignement, ou plutôt son aversion insurmontable pour la paix. Le style de sa chancellerie et les écrits de Ratisbonne s'adoucirent. Cependant l'aigreur et la grossièreté y reparurent aussitôt que les espérances revinrent.

Tant que dura la première impression de l'infortune, l'impératrice-reine voulut se rapprocher du roi, soit pour entamer une négociation, soit pour se faire une réputation de magnanimité. Le comte Kaunitz avertit le roi d'une conspiration imaginaire formée contre lui, dans laquelle deux Napolitains et un Milanais avaient trempé. Le roi lui fit répondre qu'il était obligé à l'impératrice de l'avis qu'elle voulait bien lui donner, mais que comme il y avait deux manières d'assassiner, l'une par le poignard, l'autre par des écrits injurieux et déshonorants, il assurait l'impératrice qu'il faisait peu de cas de la première, et qu'il était infiniment plus sensible à la seconde. Cela n'empêcha pas que l'indécence et le scandale de ces écrits ne continuât, et ne s'accrût même selon que les succès de la guerre favorisèrent les armes autrichiennes.

La France apprit avec un sensible chagrin les dispositions pacifiques de l'impératrice-reine, parce que la défection de cette princesse aurait porté un préjudice considérable à ses affaires, tant qu'elle demeurait en guerre avec les Anglais sur mer et en Allemagne. Louis XV, piqué de la tache que l'affaire de Rosbach avait imprimée à ses armes, espérait de trouver dans la continuation de la guerre l'occasion de prendre sa revanche; et les ministres de la France travaillèrent à Vienne, avec une application infinie, à ranimer toutes les passions calmées de cette cour. La honte pour une grande puissance d'être abattue par un petit prince, fit le plus d'impression sur l'esprit de l'impératrice; l'ancienne animosité contre la Prusse se réveilla, les dispositions pour la paix s'évanouirent, et les liaisons d'amitié et d'intelligence entre les cours de Vienne et de Versailles se resserrèrent plus intimement : ainsi bien loin que les succès des Prussiens rebutassent les puissances avec lesquelles ils étaient en guerre, ils les engagèrent à redoubler leurs efforts pour paraître plus redoutables et plus dangereux que jamais à l'ouverture de la campagne prochaine.

Le roi prenait de son côté des mesures semblables pour rétablir pendant l'hiver l'armée, et la remettre en état d'agir avec vigueur. Il s'agissait de réparer les pertes qu'avaient entraînées sept batailles rangées que les Prussiens avaient livrées à leurs ennemis; mais les ravages de la guerre n'approchaient pas des ravages que les maladies épidémiques faisaient dans les hôpitaux; c'étaient des espèces de fièvres chaudes accompagnées de tous les symptômes de la peste; les malades tombaient en délire le premier jour de la maladie; il leur venait des charbons au cou ou bien aux aisselles; que les médecins saignassent, ou ne saignassent point, cela était égal; la mort emportait indifféremment tous ceux qui se trouvaient atteints de ce mal; le poison était même si violent, ses progrès si rapi-

des, ses effets si prompts, que dans trois jours il mettait un homme au tombeau. On se servit sans effet de toutes sortes de remèdes : enfin on eut recours à l'émétique, qui réussit; on en délaya trois grains dans une mesure d'eau, on en fit boire au malade jusqu'à ce que le remède commençât d'opérer, et ce fut un spécifique souverain contre cette maladie; car depuis que l'on s'en servit, de cent personnes à qui on le fit prendre, il en périt à peine trois. Sans doute que les causes de la maladie n'étaient qu'une transpiration arrêtée par le froid, et des indigestions causées par de mauvaises nourritures; il n'y avait que de fortes évacuations qui pussent y remédier.

Quoique les pertes de l'armée dans les hôpitaux fussent considérables, on parvint cependant à rassembler pendant l'hiver la plupart des recrues dont on avait besoin pour la recompléter; mais il fut impossible de s'en servir dès le printemps, parce que c'étaient la plupart des paysans, qu'il fallait exercer et discipliner, et que la campagne commença de très-bonne heure.

La maison royale perdit cette année la reine mère [1]. Le roi reçut cette funeste nouvelle après la bataille de Kolin, et dans un temps où la fortune s'était le plus déclarée contre les Prussiens; il en fut vivement touché. Il avait vénéré et adoré cette princesse comme une tendre mère, dont les vertus et les grandes qualités faisaient l'admiration de ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. Sa mort n'occasionna pas un deuil de cérémonie, mais fut une calamité publique; les grands regrettèrent son abord facile et gracieux, les petits sa débonnaireté, les pauvres leur refuge, les malheureux leur ressource, les gens de lettres leur protectrice, et tous ceux de sa famille qui avaient l'honneur de lui appartenir de plus près croyaient avoir

[1] Sophie-Dorothée, fille de l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, mariée, en 1706, à Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse. Cette princesse mourut le 28 juin 1757.

perdu une partie d'eux-mêmes, et se sentaient plus frappés qu'elle du coup qui venait de l'emporter. [On ne peut pas en dire autant de la reine de Pologne qui mourut à Dresde, détestée des Saxons pour son intolérance, de la cour pour ses tracasseries, de sa famille pour son austérité rigoureuse; mais canonisée par les jésuites pour avoir fondé une église catholique dans le sein de l'hérésie. On disait à Dresde que le *Te Deum* de la bataille de Rosbach avait tué cette princesse, en irritant la haine qu'elle avait contre les Prussiens et qu'elle était obligée de supprimer. Cependant un abcès qui lui creva tout à coup dans la poitrine fut la cause véritable de sa mort. Lorsque cette nouvelle arriva à Varsovie, le comte de Brühl avait tout préparé pour faire saigner le roi de Pologne en la lui apprenant, mais ce prince la reçut avec assez de sang-froid et répondit au comte de Brühl que ce n'était pas la peine de le saigner. La perte d'un de ses bouffons, nommé Joseph, qui mourut peu après, lui fut plus sensible, et on ne put l'en consoler qu'en le menant à la chasse pour dissiper sa douleur [1].]

Dans cette même année le sultan Osman finit ses jours; son successeur passa pour un prince plus hardi et plus entreprenant que lui [2]. Le bruit de sa réputation réchauffa, dès son avénement au trône, les intrigues du ministre de Prusse à la Porte. Il s'agissait d'être admis aux audiences du Grand Seigneur. Il y avait plus d'un an que le sieur de Rexin postulait cette faveur, et il fallait l'obtenir pour entamer les négociations dont il était chargé avec le grand vizir, et avec les principaux officiers de la couronne. Nous verrons dans la suite de cet ouvrage les différentes formes que prit cette négociation, et nous aurons lieu de remarquer souvent combien peu les nations orientales sont pro-

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin. Le jugement de Frédéric est celui d'un ennemi implacable.

[2] Mustapha III, fils du sultan Ahmet, déposé en 1730, monta sur le trône, laissé libre par la mort d'Osman III, le 3 novembre 1757.

pres à suivre les principes d'une bonne et saine politique. Ce défaut vient surtout de leur grande ignorance sur les intérêts des princes de l'Europe, de la vénalité de ces peuples, et du vice du gouvernement, qui assujettit tout ce qui est relatif à la paix et à la guerre aux décisions du mufti, sans le fetfa duquel il serait impossible de mettre en mouvement les troupes ottomanes.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE SEPT ANS.



MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

ÉCRITS EN FRANÇAIS PAR LUI-MÊME

PUBLIÉS CONFORMÉMENT AUX MANUSCRITS ORIGINAUX
CONSERVÉS AUX ARCHIVES DU CABINET A BERLIN

AVEC DES NOTES ET DES TABLES

PAR

MM. E. BOUTARIC ET E. CAMPARDON
ARCHIVISTES AUX ARCHIVES DE L'EMPIRE

TOME PREMIER



87 —

PARIS
HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 10

1866

En vente à la même Librairie.

Institutions militaires de la France avant les armées permanentes, suivies d'un aperçu des principaux changements survenus jusqu'à nos jours dans la formation de l'armée, par M. E. Boutaric, archiviste aux Archives de l'Empire, membre de la Société des Antiquaires de France. Ouvrage couronné par l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques). Un beau volume grand in-8°. Prix. . . . . 8 fr.

La France sous Philippe le Bel, Recherches sur les Institutions politiques et administratives du moyen âge, par M. Edgard Boutaric, archiviste aux Archives de l'Empire. Ouvrage composé en grande partie sur des documents inédits et couronné par l'Institut (1858, Académie des inscriptions et belles-lettres). Un volume in-8°. Prix. . . . . 8 fr.

Journal de la Régence (1715-1723), par Jean Buvat, écrivain de la Bibliothèque du Roi, publié pour la première fois, et d'après les manuscrits originaux, avec l'autorisation de S. E. le ministre de l'instruction publique, précédé d'une Introduction et accompagné de Notes et d'un Index alphabétique, par Émile Campardon, archiviste aux Archives de l'Empire. 2 beaux volumes grand in-8°. Prix. . . . . 16 fr.

Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère, avec le comte de Broglie, Tercier, etc., suivie de divers documents relatifs au ministère secret, publiée d'après les originaux conservés aux Archives de l'Empire et précédée d'une Étude sur le caractère et la politique personnelle de Louis XV, par M. E. Boutaric, archiviste aux Archives de l'Empire. Deux volumes in-8°. Prix. . . . . 16 fr.

La Princesse de Lamballe (Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan), sa vie, sa mort (1749-1792), d'après des documents inédits, par M. de Lescure. Ouvrage orné d'un portrait de la Princesse, gravé par Fleischmann, sous la direction de M. Henriquel-Dupont, d'une vue de la Force en 1792, gravée par M. Laurence, et de 4 *fac-simile* d'autographes. 1 volume in-8° cavalier vélin glacé. Prix. . . . . 8 fr.

La Diplomatie vénitienne. — Les Princes de l'Europe au XVIe siècle, François Ier, Philippe II, Catherine de Médicis, les Papes, les Sultans, etc., d'après les rapports des ambassadeurs vénitiens, par Armand Baschet. Cet ouvrage est enrichi de nombreux *fac-simile* d'autographes, parmi lesquels il faut citer un document diplomatique annoté en marge par Philippe II. Un beau volume in-8° cavalier vélin glacé, de plus de 600 pages. Prix. 8 fr.

Curiosités historiques sur les cours de Louis XIII, Louis XIV, Louis XV; sur Mme de Maintenon, Mme de Pompadour, Mme Du Barry, etc.; par J. A. Le Roi, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Versailles, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, avec une Préface par Théophile Lavallée. Un volume in-8° cavalier vélin glacé. Prix. . . . . 6 fr.

Correspondance complète de la marquise du Deffand avec ses amis, le président Hénault — Montesquieu — d'Alembert — Voltaire — Horace Walpole, classée dans l'ordre chronologique et sans suppressions, augmentée des Lettres inédites au chevalier de l'Isle, précédée d'une Histoire de sa vie, de son salon, de ses amis, suivie de ses Œuvres diverses, et éclairée de nombreuses notes, par M. de Lescure, ouvrage orné de deux portraits gravés par Adrien Nargeot, et de plusieurs fac-simile. 2 forts volumes in-8°. Prix. . . . . 16 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

